



HAL
open science

La contribution des habitants et des usages à la production des espaces publics : le cas du tremblement de terre et tsunami au chili, février 2010

Karen Andersen

► **To cite this version:**

Karen Andersen. La contribution des habitants et des usages à la production des espaces publics : le cas du tremblement de terre et tsunami au chili, février 2010. Architecture, aménagement de l'espace. Université Paris-Est, 2015. Français. NNT : 2015PEST1074 . tel-01358161

HAL Id: tel-01358161

<https://theses.hal.science/tel-01358161v1>

Submitted on 31 Aug 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Ecole doctorale « Ville, transports et territoires »

Thèse pour l'obtention du doctorat en Urbanisme,
Aménagement et Politiques Urbaines

**LA CONTRIBUTION DES HABITANTS ET DES
USAGES A LA PRODUCTION DES ESPACES PUBLICS
*LE CAS DU TREMBLEMENT DE TERRE ET TSUNAMI
AU CHILI, FEVRIER 2010***

Présentée par Karen Andersen Cirera

Sous la direction de Viviane Claude et Pascal Amphoux

Soutenue publiquement le 28 janvier 2015 devant un jury composé de :

Mme Viviane Claude, Architecte et urbaniste, professeure à l'Institut d'Urbanisme de Paris, Université Paris-Est Marne-la-Vallée. *Directrice de thèse.*

M. Pascal Amphoux, Architecte et géographe, professeur à l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Nantes et chercheur au Centre de Recherches sur l'Espace Sonore et l'Environnement Urbain (CRESSON Ecole d'Architecture de Grenoble UMR CNRS).
Co-directeur de thèse.

Mme Marie-Hélène Bacqué, Architecte, sociologue et urbaniste. Directrice du Laboratoire Mosaïques LAVUE / Université Paris Ouest La Défense Nanterre. *Rapporteuse.*

Mme Natalia Escudero, Architecte et urbaniste, professeure associée à la Faculté d'Architecture et Urbanisme de l'Universidad de Chile. *Rapporteuse.*

Mme Nora Semmoud, Architecte et urbaniste, professeure à l'Université François Rabelais de Tours. *Examinatrice.*

Cette thèse a été possible grâce au soutien financier d'une bourse de la *Comisión Nacional de Ciencia y Tecnología* (CONICYT) du Gouvernement du Chili. (2009-2013)

*« Je veux me mettre tout près de la vie
– loin du cabinet d'étude –
à contempler comment s'écoule l'éphémère,
le quotidien, dans le sein de l'éternel »*

*« Deseo ponerme muy cerca de la vida
– lejos del gabinete de estudio –
a contemplar cómo transcurre lo efímero,
lo cotidiano, en el seno de lo eterno »¹*

Humberto Giannini (1927- 2014)
Philosophe chilien, docteur honoris causa Université Paris VIII

¹ *Desde las palabras*, Santiago, Editions Nueva Universidad, 1981, p.9.

Résumé (français – French – francés)

Souvent négligées dans les pratiques urbanistiques, la thèse explore les formes de représentations des aspects sensibles de l'habiter mobilisables dans un processus de conception urbaine. À travers deux enquêtes de terrain nous montrons comment les habitants participent à la production d'un espace public créatif et résilient. Par espace public nous entendons sa double filiation théorique : lieu physique et espace politique. Nous ciblons l'observation sur les processus de transformation des lieux publics à travers la modification des usages et des significations que ces lieux ont pour les habitants. Nous traitons également l'espace public comme le lieu du débat politique, de la rencontre et du conflit dans la forme d'une pratique démocratique.

Cet espace public particulier sera nommé : « espace public spontané ». Il est public et aussi spontané : il n'est pas conçu à l'avance, il n'est pas prémédité ou planifié. Lorsqu'il surgit spontanément, il peut disparaître de la même manière. Il est produit à partir des conditions et des vécus locaux.

Une enquête ethnographique dont l'objet porte sur les espaces publics et sur les perceptions issues de l'expérience vécue et perçue par les habitants et les communautés, donne une intentionnalité à l'analyse de l'expérience sensible, car elle ne se limite pas aux dimensions de l'expérience sensible mais intègre également des aspects observés ou bien relevés par les habitants.

Après le tremblement de terre et le tsunami du 27 février 2010 au Chili, nous avons remarqué comment dans une situation de bouleversement et de reconstruction des espaces de représentation, la dimension sensible joue un rôle clé. La situation catastrophique est génératrice d'espaces publics spontanés, elle génère un engagement pratique des habitants, mobilise des réactions sensibles et exacerbe le caractère hospitalier et résilient de l'espace public.

À partir de l'étude de deux cas concrets, illustré par le campement d'urgence *El Molino* de Dichato et par la ville de Talca après la catastrophe, nous avons ciblé l'observation sur les pratiques d'implication des habitants pendant tout le processus de reconstruction de leur environnement, de leurs espaces publics et privés, ainsi que de leurs sphères d'intimité.

Ces pratiques englobent l'ensemble des actions des habitants, depuis leurs actions les plus spontanées et éphémères visant à faire face à la reconstruction, jusqu'aux actions les plus formalisées.

Nous voulons compléter la compréhension d'une conception urbaine « participative » par cette notion d'investissement d'un espace public spontané, vécu comme un tiers inclus et capable d'introduire dans le débat des variables sensibles. Cette recherche donne lieu à des interrogations sur la conception urbaine en tant qu'espace commun d'expression, d'entendement et de traduction, où la distinction existante entre expert et novice peut être surpassée.

Mots clés :

espace public – résilience – contribution des habitants – pratiques d'implication – catastrophe – reconstruction urbaine – conception urbaine – participation citoyenne – approche sensible

Abstract (anglais – English – inglés)

Often neglected by the practice of urban planning, this thesis explores the forms of representation of the sensitive aspects of urban life in a process of urban design. Through two field surveys we show how the inhabitants participate in the production of a creative and resilient public space. By public space we understand its double theoretical filiation: physical and political. We target the observation in the transformation processes of the public places through the modification of the practices and the meanings that these places have for the inhabitants. We also handle the public space as the place of the political debate, the meeting and the conflict in the shape of a democratic practice.

This particular public space will be named: “spontaneous public space”. It is spontaneous, because it is not designed and it is not planned. As it appears spontaneously, it can disappear in the same way. It is produced from real-life experiences and from local conditions.

An ethnographical field survey focused on the experiences and perception of public spaces by the inhabitants and the communities, give an intentionality to the analysis of the sensitive experience, because it does not limit itself to the dimensions of the sensitive experience but integrates what is observed or either found by inhabitants.

After the earthquake and the tsunami that occurred on February 27, 2010, off the coast of south-central Chile, we noticed how in a situation of upheaval and reconstruction of the spaces of representation, the sensitive plays a key-role. The catastrophic situation generates spontaneous public spaces; it generates a practical commitment of the inhabitants, mobilizes sensitive reactions and makes the public space more hospitable and resilient.

From the study of two concrete cases -corresponding to the emergency camp *El Molino* of Dichato and to the city of Talca after the disaster- we focus the observation in the practices of implication of the inhabitants during all the process of reconstruction of their public and private spaces as well as their intimate spheres.

These practices include all the actions of the inhabitants, from their most spontaneous and short-lived actions to face the reconstruction to the most formalized actions.

We want to complete the idea of a “participative” urban design with the notion of a spontaneous public space - autonomous of the participative plans - as an inclusive third space capable of introducing sensitive aspects in the debate. This research gives rise to questioning the urban design as a common space of expression and understanding, where the decoupling existing between the expertise and the novice can be surpassed.

Key words:

public space – resilience – inhabitants contribution – practices of implication – disaster –urban reconstruction – urban design – citizen participation – sensitive approach

Resumen (espagnol – Spanish – español)

A menudo descuidadas por la práctica del urbanismo, la tesis explora las formas de representación de los aspectos sensibles del habitar capaces de ser movilizadas en un proceso de diseño urbano. A partir de dos trabajos de terreno mostramos cómo los habitantes participan en la producción de un espacio público creativo y resiliente. Por espacio público entendemos su doble filiación teórica: lugar físico y espacio político. La observación se enfoca en los procesos de transformación de los lugares públicos a través de la modificación de los usos y de los significados que estos lugares tienen para sus habitantes. También entendemos el espacio público como el lugar del debate político, del encuentro y del conflicto, en la forma de una práctica democrática.

Nombraremos este espacio público particular : “espacio público espontáneo”. Es público y también espontáneo, dado que no es concebido con anterioridad, no es premeditado ni planificado. Así como surge espontáneamente, puede desaparecer también de la misma manera. Es un espacio producto de vivencias y de condiciones locales.

Una investigación etnográfica focalizada en los espacios públicos y en la experiencia vivida y percibida por los habitantes y las comunidades, da una intencionalidad al análisis de la experiencia sensible, porque no se limita al estudio de sus dimensiones, sino que integra también aspectos observados por los mismos habitantes.

A partir de la situación post- terremoto y tsunami del 27 de febrero de 2010 en Chile, observamos cómo en esta situación de trastorno y de reconstrucción de los espacios de representación, de las prácticas del espacio y de las representaciones de los espacios públicos de los habitantes, la dimensión sensible adquiere un papel clave. La situación de desastre es generadora de espacios públicos espontáneos, genera un compromiso de los habitantes, moviliza reacciones sensibles y exacerba el carácter hospitalario y resiliente de este espacio.

En el estudio de dos casos concretos, correspondiente al campamento de emergencia El Molino de Dichato y a la ciudad de Talca después del desastre, observamos las prácticas de implicación de los habitantes durante todo el proceso de reconstrucción de sus entornos, de sus espacios públicos y privados, así como de sus esferas de intimidad.

Estas prácticas engloban el conjunto de las acciones de los habitantes, desde sus acciones más espontáneas y más efímeras hasta las acciones más formales.

Queremos completar la comprensión del diseño urbano « participativo » con la implicación de este espacio público espontáneo y autónomo a los dispositivos participativos, como un tercer espacio capaz de introducir al debate las variables sensibles. Esta investigación da lugar a interrogaciones entorno al diseño urbano como espacio común de expresión, de entendimiento y de traducción, donde el desacoplamiento que existe entre experto y profano puede ser sobrepasado.

Key words:

espacio público – resiliencia – contribución de los habitantes – prácticas de implicación – desastre – reconstrucción urbana – diseño urbano – participación ciudadana – enfoque sensible.

Remerciements

Les lignes suivantes viennent remercier l'univers généreux de personnes qui m'ont accompagnée pendant ce parcours de cinq ans, ainsi que remercier ceux qui ont partagé avec moi leurs expériences intimes pendant des moments assez difficiles à vivre.

Tout d'abord un grand merci à ma directrice Viviane Claude, toujours disponible pour me donner des moments riches en échanges. Son énorme générosité et sagesse ont été aussi un soutien et apprentissage constant. Elle m'a donné peut être sans s'en rendre compte de l'encouragement pendant les moments difficiles de la thèse. Je remercie également mon co-directeur Pascal Amphoux pour ses remarques précieuses si nécessaires pour mener à bon terme la thèse.

Je veux faire part de cet effort collectif qu'est la thèse à chacune des personnes enquêtées pendant mes séjours au Chili, surtout à celles et ceux qui vivaient dans l'état d'urgence et qui ont partagé leurs histoires de vie avec moi. J'ai une dette envers eux. Je veux aussi remercier les militants qui malgré leurs difficultés luttent pour reconstruire et améliorer une société touchée par des catastrophes de tout type.

J'en profite pour remercier, mes camarades de l'Institut d'Urbanisme de Paris, ceux qui sont déjà partis et ceux qui sont encore sur le chemin ; je leur envoie aussi un mot pour les encourager. Je remercie les échanges intellectuels et les moments de partage amical. Je remercie particulièrement Cecilia. Un grand merci à tous les amis qui ont passé des heures à me relire et à corriger mes fautes de français. Tout particulièrement à Justine, Lise, Marie, Pauline, Charlotte, Laure, Sophie et Yves.

Je veux remercier le soutien affectif de ces amis qui sont devenus une vraie famille loin de chez-moi. L'amitié de Daniel, Nicole, Simona et Francisca a été précieuse. Tout particulièrement à Tiffany, Danièle et à Noël, que des innombrables fois m'ont accueillie dans leur chez-soi réparateur.

Physiquement loin mais pas pour ça moins présents : un grand merci à mes parents et beaux parents pour l'amour, et pour leur soutien constant dans chacune des étapes de cette thèse. Je les remercie aussi pour être les meilleurs grands parents pour ma fille. Sans eux je crains que ce moment ne serait pas possible. Merci à mes amies, mes amis et mes frères qui sont loin mais leurs pensées toujours proches. À Christian, Claudio, Mairene, Dante, Pamela, Sole, Margarita, Jésus, Carolina...

Le plus grand merci c'est à Cristóbal, merci d'être toi à mon côté tous les jours de cette joyeuse et aussi dure étape de nos vies que représentent nos thèses. Le soutien comme ami, camarade, amant et père de Colomba a été sans faille. Les heures passées en discutant sur nos thèses ont été précieuses. Merci aussi à ma fille Colomba qui est venue nous accompagner depuis la première année de thèse ; même si parfois il ne m'a pas été facile d'être mère et doctorante à la fois, ta venue s'est transformée en une plus grande motivation et une source d'énergie.

Je remercie chaleureusement les membres du jury, Marie-Hélène Bacqué, Nora Semmoud et Natalia Escudero d'avoir pris le temps de voyager jusque Créteil, certaines de très loin, de me lire et d'accepter de discuter avec moi des sujets qui me passionnent.

INTRODUCTION

La contribution des habitants, dans une démarche de conception urbaine, est loin d'être un champ d'étude délimité ou sans controverse. Pour étudier l'implication ou la contribution des habitants à un projet, l'approche la plus utilisée analyse cette implication ou ces contributions à l'intérieur des dispositifs ou des processus participatifs mis en œuvre par les divers acteurs lors d'un projet de conception urbaine. Nous voulons aborder autrement l'expertise pour répondre au défi de l'implication des habitants dans la conception du projet urbain, ou même dans une planification urbaine. Ainsi, nous ciblerons notre recherche sur l'analyse d'une contribution réalisée à travers la production des espaces publics des habitants, production faite hors des dispositifs participatifs. La prise en compte des antécédents est plus complexe que le simple relevé et l'analyse d'expert sur des formes physiques et sociales. Or, il faut aller chercher les préexistences sensibles du lieu et celles qui le font vivre au présent, afin de comprendre la « respiration » propre du lieu, ses formes particulières de production et de régénération.

Nous avons réalisé un mémoire de recherche dans le cadre du Master 2 de l'Institut d'Urbanisme de Paris qui portait sur l'espace public et l'attribut qu'il avait d'accueillir la sensation de familiarité. Suite à ce travail, des questionnements autour de la notion d'espace public et ses possibles développements nous amènent à nous concentrer sur l'espace public pour le considérer autrement : une approche réalisée à partir des potentialités de cet espace dans le cadre de la conception urbaine d'une ville et dans le contexte d'une catastrophe. L'espace public, physique comme politique, a la capacité d'exposer et de refléter des aspects culturels, identitaires et sensibles d'une société. Les échanges d'opinions et les confrontations entre les parties se produisent tant dans les espaces publics physiques que dans les espaces publics politiques. À partir de certaines expériences qui modifient l'environnement, les habitants investissent différemment ces deux types d'espaces et en conçoivent de nouveaux.

Nous traiterons également de l'espace public comme le lieu du débat politique, de la rencontre, du conflit dans la forme d'une pratique démocratique, et d'un espace

de communication. Cet espace public particulier, né dans le contexte de la post-catastrophe et objet d'étude de notre recherche, sera nommé : « espace public spontané ». Il est public, et aussi il a la caractéristique d'être spontané, ce qui veut dire qu'il n'est pas conçu à l'avance, qu'il n'est pas prémédité ou planifié. Lorsqu'il surgit spontanément, il peut disparaître de la même manière. Il est produit à partir de vécus et de conditions locales.

Pourquoi choisir d'étudier une catastrophe pour faire une lecture de l'espace public et observer les opportunités qu'elle suscite en termes de conception urbaine ? La catastrophe comme « prisme grossissant »² de la société a été très prisee par la sociologie et l'anthropologie à partir de la deuxième moitié du XX^e siècle. La vulnérabilité produite par la nouvelle situation matérielle et humaine, suite à un événement destructif, ainsi que la mémoire récente de la peur ressentie par la société, vont modifier les pratiques, le rapport des victimes entre elles et avec leur environnement. La population voit ses priorités et ses besoins transformés et, en conséquence, s'implique jour après jour et de différentes manières pour rétablir ses habitudes de vie antérieures. Face au projet de reconstruction d'une ville, une foule de questions d'ordres technique, économique et social, se posent.

Parallèlement aux décisions et aux enjeux, élaborés et débattus principalement dans les bureaux des experts et des politiciens, les citoyens doivent faire face à leur propre reconstruction, tant psychologique que matérielle, qui commence instantanément après la catastrophe et se poursuit pendant des années. La population doit également lutter contre les décisions prises par les techniciens, qui ne coïncident souvent pas avec leurs intérêts et sont même déconnectées de la réalité sociétale.

Dans une situation post-catastrophe, la relation fonctionnelle et sensible de l'habitant avec son environnement se voit touchée de façon violente. Le passé et ses souvenirs amènent l'habitant à s'engager personnellement dans la reconstruction de ses espaces de vie antérieurs, actuels et projetés. Cet engagement se matérialise par une contribution, au quotidien, au sein de nouveaux espaces publics physiques et politiques, issus de l'organisation des habitants en structures citoyennes spontanées et diversifiées. Les espaces publics physiques sont réappropriés et dotés de nouvelles significations, et la ville est reconstruite selon la mémoire des habitants, et adaptée en cas de dysfonctionnements constatés. En même temps, le projet de reconstruction de la ville piloté par le

² Sandrine Revet, *Anthropologie d'une catastrophe. Les coulées de boue de 1999 au Venezuela*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 2007.

Gouvernement et par des acteurs et partenaires privés nourrit les attentes autant qu'il crée des frustrations et attise des résistances.

Le sentiment global de fragilité psychologique et matérielle provoqué par un évènement destructif, ce malaise éprouvé intimement par chacun, inonde la dimension du « vivre ensemble » et exacerbe tant les manifestations d'égoïsme et de confrontation que les actions de solidarité et de soutien mutuel entre les habitants. L'émotion est un des aspects propres du vivre ensemble qui ne peut être négligé des démarches de reconstruction. En outre, les nouvelles pratiques quotidiennes des habitants, motivées par la multitude d'exigences de l'après-désastre, dénotent ou révèlent des processus affectant la société. Ces processus sont généralement préalables au désastre et liés aux modalités de développement des sociétés. Ainsi, la catastrophe est révélatrice des problèmes sociaux et urbains du territoire qu'elle affecte. Par ailleurs, les espaces publics urbains, politiques et médiatiques incarnent alors des plateformes appropriées à l'échange et, même s'ils ne se présentent pas toujours comme des préoccupations prioritaires, ont une fonction d'importance dans le processus de rétablissement de la ville.

Nous analyserons deux villes chiliennes de typologie différente – Talca et Dichato-, mais toutes deux frappées par le tremblement de terre et le tsunami du 27 février 2010 et la contribution des habitants à leur reconstruction. Nous n'avons pas pour but d'analyser les pratiques de participation mises en place par les autorités et les concepteurs, mais plutôt d'analyser les pratiques d'implication des habitants pendant tout le processus d'un projet de modification de leur environnement. Par pratiques d'implication, nous entendons toutes les actions dans l'espace public physique et politique, des plus insignifiantes et éphémères aux plus vastes rassemblements d'habitants et d'usagers, qui permettent aux groupes concernés de se positionner au cœur du débat autour d'un projet de logement ou d'urbanisme, ou même de produire de nouveaux espaces publics.

Notre intérêt d'introduire des approches sensibles dans la conception urbaine relève d'abord de l'indignation née des récits des expériences vécues par diverses communautés chiliennes, suite à des conceptions urbaines désarticulées et déconnectées de la vie et des besoins quotidiens des habitants. Le manque de pertinence de certaines solutions urbaines peut avoir des conséquences désastreuses, surtout dans des contextes urbains socialement vulnérables, où l'expérience vécue à l'intérieur de son quartier est un facteur déterminant du bien-être d'un individu. Cette approche ciblée sur l'expérience des habitants nous paraît légitime et urgente, en particulier dans un pays caractérisé par une gamme d'expériences de la ville très large et ponctuée d'inégalités, et où le secteur

immobilier est faiblement régulé par les autorités, notamment par rapport aux effets pervers en matière de qualité de vie, patrimoine et identité que certains projets peuvent induire. De plus, la condition sismique du pays est en soi une menace pour ces trois composantes.

Le Chili traverse une période d'éveil des espaces publics, au sein desquels la citoyenneté s'implique et se manifeste publiquement contre le Gouvernement et le secteur privé capitaliste. L'année 2011, correspondant à la deuxième année du mandat de Sebastián Piñera, président du premier gouvernement de droite élu démocratiquement depuis plus de 50 ans, a été marquée par une explosion du nombre de manifestations visant à l'expression des demandes sociales. Les chiffres officiels de cette année montrent le plus grand nombre de manifestations atteint depuis 1990³ (environ 6.000 manifestations publiques dans le pays)⁴. Selon Alfredo Rodriguez et Paula Rodriguez, plus de cinquante manifestations urbaines⁵ ont été organisées dans le pays uniquement entre les mois d'avril et octobre 2011. En matière d'urbanisme, ces manifestations dénoncent des choix émanant d'une vision néolibérale, et l'incapacité de l'État subsidiaire à répondre aux droits des victimes du tremblement de terre et du tsunami qui ont profondément bouleversé le territoire chilien le 27 février 2010⁶.

Nos questionnements nous semblent pertinents et d'actualité, dans le contexte d'un pays sismique et plus particulièrement des villes chiliennes bouleversées par la catastrophe de 2010. Nous croyons que la préoccupation à l'égard des ressentis et de la perception par les sens n'est pas une matière à négliger, surtout dans ces situations de transformation

³ Des exemples de ces manifestations publiques: les marches contre le projet hydroélectrique dans la région d'Aysen (*Hidroaysén*) ; les marches nationales et les protestations pacifiques, comme le courses autour du palais de la Monnaie, le siège de la présidence, des *sit-in* et des protestations pour l'éducation publique ; les marches pour le mariage égalitaire et contre la discrimination homosexuelle ; la grève des travailleurs de Codelco ; la protestation du campement d'urgence *El Molino* de Dichato et des manifestations des autres villes victimes du tremblement de terre et du tsunami ; des voisins organisés autour d'un plébiscite dans l'arrondissement de Las Condes à Santiago, etc.

⁴ Carolina Segovia et Ricardo Gamboa, « Chile: el año en que salimos a la calle », *Revista de Ciencia Política*, Vol. 32, n°1, Santiago, 2012, pp. 65-85.

⁵ Des exemples d'organisations qui ont des luttes urbaines: la Fondation « *Defendamos la Ciudad* » ; le Mouvement citoyen *Asamblea de Dichato* ; le Mouvement citoyen *Talca con todos y todas* ; le Mouvement National pour une Reconstruction Juste ; l'Assemblée de Voisins pour la Reconstruction de la *Villa Olímpica* ; l'Association Chilienne des Zones et Quartiers Patrimoniaux ; des riverains du *Barrio Yungay* ; et l'Organisation *Ciudad Viva*.

⁶ Alfredo Rodriguez et Paula Rodriguez, « Las luchas urbanas y la ciudad subsidiaria. Las políticas de vivienda de Sebastián Piñera, marzo-septiembre 2011 », dans *Barómetro de Política y Equidad* « *Nuevos actores, nuevas banderas* », Santiago de Chile, Fundación Equitas y Fundación Friedrich Ebert, 2011, p.194-213.

urbaine capables d'induire de nouvelles vulnérabilités pour ces populations et des transformations majeures de leur qualité de vie.

Nous chercherons à faire une lecture des « espaces publics spontanés » et de la contribution des habitants à la production de cet espace public dans une situation de rupture urbaine produite par une catastrophe naturelle au Chili. Nous voulons compléter la compréhension d'une conception urbaine « participative » avec l'implication des espaces publics des habitants et l'incorporation de variables sensibles.

1. L'espace public spontané : la production sensible de l'espace urbain et l'espace public sensible comme une production perpétuelle

La polysémie du terme « espace public », issue des différentes recherches en philosophie, en sociologie et en sciences politiques, exige de notre part une prise de position pour le traiter. Or, autant il n'est pas un objet clairement défini du fait de sa polysémie, autant il n'est pas non plus un objet figé dans le temps. **Nous nous appuyerons sur l'idée d'une production perpétuelle de l'espace public pour analyser les processus continus qui modifient tant l'espace public politique que l'espace public physique.**

Henri Lefebvre, dans son ouvrage *La production de l'espace*, affirme que l'« espace social » est un produit social ; chaque société matérialise ainsi, dans le temps, un espace particulier. Lefebvre définit de cette manière un espace qui contient certaines représentations des *rappports sociaux de reproduction et rapports de production*. Pour l'auteur, les *rappports sociaux de reproduction* sont « les rapports bio-physiologiques entre les sexes, les âges, avec l'organisation spécifiée de la famille » et les *rappports de production* désignent « la division du travail et son organisation, donc les fonctions sociales hiérarchisées »⁷. Les représentations des rapports de production enveloppent des relations de puissance et s'effectuent dans l'espace. Il recourt à trois logiques et à leur relation dialectique (une dialectique de la triplicité) pour comprendre cette production : la pratique spatiale (le perçu), les représentations de l'espace (le conçu) et les espaces de représentation (le vécu)⁸.

⁷ Henri Lefebvre, *La production de l'espace*, Paris, Éditions Anthropos/ Ethnosociologie, 2000 (1974), p.41.

⁸ Henri Lefebvre, *Op.cit.*, p.42-43 ; 48-49

(1) Les pratiques de l'espace

La société à travers la *pratique spatiale*, qui désigne l'espace perçu, contribue à configurer l'espace en le signifiant, et en le transformant. La pratique spatiale « le pose et le suppose, dans une interaction dialectique : elle produit lentement et sûrement en le dominant et en se l'appropriant »⁹. Elle se définit dans la vie quotidienne des lieux spécifiés et implique une « *compétence* certaine et une certaine *performance* »¹⁰ des membres de la société.

(2) Les représentations de l'espace

C'est l'espace dominant d'une société, et il est élaboré intellectuellement par les « savants », c'est-à-dire, les « professionnels de l'espace » : urbanistes, planificateurs, ingénieurs, technocrates, etc. Elles correspondent à l'espace conçu. Elles imposent un ordre, des connaissances, de signes et de codes. C'est un espace dominant, un mode de production.

(3) Les espaces de représentation

Ils désignent l'espace vécu, « *vécu* à travers les images et symboles qui l'accompagnent : c'est l'espace des « habitants », des « usagers », mais aussi de certains artistes et peut-être de ceux qui *décrivent* et croient seulement décrire : les écrivains, les philosophes. C'est l'espace dominé, donc subi, que tente de modifier et d'approprier l'imagination. Il recouvre l'espace physique en utilisant symboliquement ses objets »¹¹. Dans la pratique de l'espace urbain, l'homme évolue au sein des espaces de représentation et participe à leur transformation et à la création de nouveaux espaces.

Par ailleurs, les espaces publics physiques et politiques post-catastrophe vont se confronter à la modification de cette relation dialectique. L'expression qui désigne les espaces publics, indépendamment de leur statut juridique, sera traitée en soulignant sa particularité d'être issue d'un processus, celui des espaces « en production », et sa définition à partir des trois logiques de la production de Lefebvre.

Quand nous mentionnons un espace public façonné au quotidien, nous nous positionnons au carrefour des courants théoriques qui envisagent l'espace public comme un espace des possibles, un espace en constante transformation, composé par des pratiques

⁹ Henri Lefebvre, *Op.cit.*, p.48.

¹⁰ Henri Lefebvre, *Op.cit.*, p.42.

¹¹ Henri Lefebvre, *Op.cit.*, p.49.

quotidiennes de l'espace. Nous nous référons à la théorie des pratiques quotidiennes développée par Michel de Certeau. Dans *L'invention du quotidien*¹² il s'intéresse aux *manières de faire* que « constituent les mille pratiques par lesquelles des utilisateurs se réapproprient l'espace organisé par les techniques de la production socioculturelle ». Pour de Certeau, l'espace est le lieu pratiqué, éprouvé, et cette affirmation se base sur la distinction établie par Merleau-Ponty entre l'espace anthropologique et l'espace géométrique¹³.

Dès lors où nous nous positionnons dans le quotidien des pratiques publiques et dans les opinions façonnées par l'expérience, nous traversons un champ théorique assez peu traité par les sciences du territoire, à savoir l'idée d'un rapport sensible à la ville. Nous croyons surtout que, dans l'analyse des pratiques en situation post-catastrophe, la dimension sensible de l'espace joue un rôle clé dans la définition dudit espace.

Notre regard porte sur la participation des habitants à l'environnement sensible et s'appuie sur des recherches venues de champs disciplinaires divers, qui traitent de la qualification sensible des espaces urbains¹⁴. Des auteurs comme Gaston Bachelard et Pierre Sansot vont être les précurseurs d'une approche phénoménologique et poétique de l'étude des villes. Bachelard introduit une phénoménologie de l'espace par le biais d'une « poétique » de la maison et d'une étude psychologique des espaces de notre vie intime (la topo-analyse). Pierre Sansot développe, à son tour, un style de recherche basé sur la description des sens, une description poétique des rapports de l'homme avec la ville.

Dans cette perspective, La thèse de Jean-François Augoyard (1979) et sa *rhétorique cheminatoire*, qui dévoile des atmosphères urbaines nées de l'entrecroisement de multiples sensations, occasionne une série de travaux réalisés au sein du laboratoire CRESSON à Grenoble et du Réseau International Ambiance¹⁵. Ces recherches, les premières concernant d'abord l'espace sonore et ensuite la totalité des expériences sensorielles, ainsi que le concept d'ambiance urbaine auquel elles ont donné naissance, nourrissent notre ambition d'une approche sensible de l'espace public. Les nombreux travaux menés sur les ambiances

¹² Michel de Certeau, *L'invention du quotidien, Tome 1 : Arts de faire*, Paris, Éditions Gallimard, 1990 ; Michel de Certeau, Luce Giard et Pierre Mayol, *L'invention du quotidien, Tome 2 : Habiter, cuisiner*, Paris, Éditions Gallimard, 1994.

¹³ Maurice Merleau-Ponty, *Phénoménologie de la perception*, Paris, Éditions Gallimard, 1945.

¹⁴ Gaston Bachelard, *Poétique de l'espace*, Paris, Éditions PUF, 1994 (1957); Pierre Sansot, *Les formes sensibles de la vie sociale*, Paris, Éditions PUF, 1986 ; Pierre Sansot, *Poétique de la ville*, Paris, Éditions Payot, 2004 (1973) ; Jean-François Augoyard, *Pas à pas. Essai sur les cheminements quotidiens en milieu urbain*, Paris, Éditions Seuil, 1979.

¹⁵ Voir <http://www.cresson.archi.fr> et <http://www.ambiances.net>.

urbaines ont permis d'élaborer de nouveaux critères qualitatifs et multidisciplinaires pour qualifier les environnements urbains et leurs aménagements, ainsi que des méthodologies innovantes pour les aborder. Suite au premier colloque international sur les ambiances, coordonné par Augoyard en 2008 à Grenoble et intitulé « Créer une ambiance / *Creating an Atmosphere* », ainsi qu'à la parution de la Revue *Ambiances*, en 2009, une série de colloques et de publications abordant cette thématique voient le jour, prouvant la pertinence de cette approche sensible. Ainsi, la revue *Ambiances* se présente de la manière suivante : « En introduisant le sensorium humain au cœur du questionnement sur les espaces architecturaux et urbains, il s'agit d'éclairer sous un jour nouveau, les modes de conception et de fabrication de l'environnement construit, de donner toute sa place à l'expérience habitante et aux situations ordinaires de la vie urbaine, de prendre la mesure des mutations écologiques, sociales et esthétiques des villes »¹⁶.

Cette approche sensible pour appréhender l'espace public et ses mutations va de pair avec la compréhension d'une participation citoyenne ancrée sur les expériences vécues et donc d'une sphère publique ouverte à celles-ci. À notre époque, la conception et la participation urbaines doivent opérer le même déplacement de frontières les mêmes allers et retours, entre savoirs experts et profanes que les sciences¹⁷. Les procédures de participation urbaine instaurées au Chili ces dernières années, correspondent plutôt à des réunions informatives et consultatives, qui ne rendent pas compte des expériences des habitants et de leurs savoirs. Il faut préciser que la participation citoyenne au Chili a été davantage un mot qu'une idée, de plus en plus à la mode mais sans contenu clair ni conséquences ou illustrations pratiques. C'est seulement en 2006, pendant la mobilisation des étudiants surnommée « la rébellion des pingouins », et lors du premier mandat de la présidente Michelle Bachelet, que le débat sur un « gouvernement citoyen » est apparu. Cependant, dans la pratique, la participation citoyenne est, dans la plupart des cas, à caractère consultatif et informatif, dépendant surtout des programmes sociaux ponctuellement mis en œuvre et de la volonté des autorités à concéder des espaces de participation¹⁸.

¹⁶ Présentation de la revue *Ambiances*. Revue internationale sur l'environnement sensible, l'architecture et l'espace urbain, [En ligne], <http://ambiances.revues.org>, Consulté les 10 février 2013.

¹⁷ Michel Callon, Pierre Lascoumes et Yannick Barthes, *Agir dans un monde incertain*, Paris, Éditions Seuil, 2001.

¹⁸ Gonzalo de la Maza, *Construcción democrática, participación ciudadana y políticas públicas en Chile*, Thèse de doctorat, Pays-Bas, Leiden University, 2010.

2. La production et contribution des espaces publics des habitants à la conception d'un plan de reconstruction post-catastrophe

Notre objet de recherche porte sur la contribution des habitants à la conception urbaine après la catastrophe du 27 février 2010 dans deux villes chiliennes, à travers l'étude de la production des espaces publics des habitants post-catastrophe et plus précisément de l'étude du bouleversement et de la reconstruction des espaces de représentation, des pratiques de l'espace et des représentations des espaces publics des habitants.

Notre enquête et l'approche ethnographique - que nous trouvons la plus pertinente-, focalisée sur les espaces publics et sur les perceptions issues de l'expérience vécue et perçue par les habitants et les communautés, donne une intentionnalité à l'analyse de l'expérience sensible, car elle ne se limite pas aux dimensions de l'expérience sensible mais intègre également des aspects observés ou bien relevés par les habitants.

Tout au long de la recherche, nous emploierons parallèlement deux termes, l'un associé à l'individu qui souhaite s'impliquer ou être impliqué au processus de conception de l'espace : les habitants ; l'autre désignant les pratiques complexes des individus dans l'espace : les usages. Dans une enquête ethnographique, ces deux logiques s'entremêlent, car l'investigation auprès des habitants sert à nourrir et à compléter les observations de l'enquêteur, dans la plupart des cas étranger à la réalité observée. L'individu « habitant » joue un rôle actif sur la transformation et sur la signification de son « habitat », sans limiter ce dernier terme au sens francophone de « logement ». Il est habitant d'un espace domestique et d'un espace urbain, des espaces qu'il peut s'approprier et maîtriser. L'homme a besoin et recherche les moyens de laisser une trace, d'être impliqué dans la production de ses espaces vécus, et il le fait spontanément, chaque fois qu'il modifie un élément de sa maison ou de son environnement.

Contrairement au terme d'habitant, le langage des utopistes va recourir à des appellations exposant un individu qui doit apprendre à habiter. Les utopistes progressistes parlent d'un homme aliéné, aliénation qu'ils sont censés éliminer grâce à une planification réfléchie de la ville. Le terme approprié à cette vision et utilisé par le Mouvement Moderne est celui d'« usager ». L'usager désigne celui qui utilise la ville, la ville étant alors considérée comme un service à l'intérieur d'un engrenage, d'un environnement purement fonctionnel. La ville rendant des services, l'usager est donc un client de la ville. Dans le contexte de production mercantile de la ville, le concepteur va rejoindre l'intérêt du promoteur, et

aborde les futurs habitants comme des consommateurs, définis à partir des demandes établies.

Notre posture idéologique considère l'habitant de la ville comme un homme en possession d'une relation avec son habitat, qu'il construit et modifie en permanence selon ses besoins et ses aspirations. L'habitant participe à la production quotidienne de son espace, il ne peut donc pas, en tout état de cause, n'en être qu'un simple destinataire, un bénéficiaire. L'habitant est un individu qui possède des « compétences »¹⁹ particulières vis-à-vis de l'espace habité. Cette compétence, théorisée par Henri Raymond, nous révèle, à travers l'expression orale des habitants à propos de leurs expériences, les rapports qui existent entre les pratiques et l'espace.

Le deuxième terme que nous emploierons pour évoquer l'implication des habitants est celui des « usages ». Nous adhérons à la réflexion dialectique développée par Daniel Pinson, dans le domaine architectural, qui intègre aussi l'urbanisme, et où le terme d'usage implique une observation des pratiques, renvoyant évidemment aux habitants. L'observation nous permet parfois de comprendre les silences et les non-dits des discours ou des récits des habitants. En outre, elle nous permet de discerner, en tant qu'observateur extérieur, des faits devenus banals ou trop ordinaires pour être signalés par les habitants, bien que ces faits peuvent être précieux pour apprécier l'histoire et le sens d'un lieu. Nous citons Pinson sur la distinction du terme d'usage avec ceux de « destination » ou de « fonction », qui renvoient respectivement à l'élaboration d'un programme d'une part et à la métaphore mécanique ou biologique d'autre part. : « L'usage, encore plus que l'utilisation, suppose au contraire un acteur, non pas l'individu passif auquel on destine l'espace, ni l'élément humain auquel l'édifice ou le lieu désigne une fonction, mais un producteur d'actes répétés et complexes qui mettent l'espace dans une situation d'accord ou de conflit avec celui qui le pratique »²⁰.

¹⁹ Henri Raymond, *L'Architecture, les aventures spatiales de la raison*, Paris, Éditions Georges Pompidou, 1984.

²⁰ Daniel Pinson, *Usage et architecture*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1993, p.88.

3. Questionnements et hypothèses de recherche

L'objet de recherche nous amène à nous poser des questions qui ont guidé cette recherche. Nous synthétisons ici notre problématique à partir de trois hypothèses.

3.1. Existe-il un espace public spontané ?

Cet espace public spontané est propre aux habitants et se caractérise par leur capacité à accueillir des pratiques, des sensations, des émotions, des intérêts et des opinions qui sont couramment mis à l'écart au sein des espaces publics traditionnels, mais qui sont pourtant rendus publics par le biais de ces espaces d'exposition alternatifs. Notre intérêt pour l'analyse de ces espaces publics produits spontanément par les habitants, est complété par l'analyse des actions qui parviennent à transformer l'espace public officiel. Pour ce faire, les habitants s'organisent entre eux, se soutiennent, recherchent les moyens de donner une visibilité à leurs causes et de trouver des appuis techniques et de négocier.

Nous appellerons « des espaces publics spontanés » des espaces publics physiques et politiques nés des expériences quotidiennes et sensibles des habitants. Ces espaces publics physiques et politiques produits collectivement auraient trois caractéristiques principales : (1) ce sont des espaces publics d'échange et de partage ; (2) ce sont des espaces contenant des aspects sensibles nés du rapport entre l'habitant et leur espace habité ; (3) ce sont des espaces produits spontanément par les habitants qui peuvent disparaître de manière tout aussi spontanée.

3.2 Est-ce que la catastrophe conforme un observatoire pour l'étude de la contribution des habitants à la production de l'espace public ?

Opter pour l'analyse de villes ayant éprouvé une catastrophe naturelle, en guise de cas d'étude, constitue une deuxième hypothèse de notre réflexion: **La catastrophe incarne le laboratoire d'observation d'une population tentant de retrouver ses références identitaires.** Nous affirmons que, dans cette situation de bouleversement, plusieurs aspects propres de l'expérience sensible se voient exacerbés, tout comme les engagements politiques et les pratiques des habitants avec leurs espaces. **La situation de catastrophe est génératrice d'espaces publics spontanés.** Par ailleurs, les terrains d'étude sont considérés comme un « laboratoire d'observation » de la production d'espaces publics spontanés.

Une autre question surgit à partir de cette deuxième hypothèse : **Quels sont les rôles des espaces publics physiques et politiques dans une situation de catastrophe et de reconstruction? Nous pensons que les espaces publics spontanés constituent des espaces de résilience face aux conséquences de la catastrophe et qu'ils mobilisent des réactions sensibles.**

3.3. Comment un regard du sensible peut être impliqué dans un processus de conception urbaine ?

Les espaces publics spontanés, au sein des espaces urbains en transformation, seront notre point d'entrée à la question de la contribution citoyenne à la conception des espaces urbains. Ce que nous appelons « contribution des habitants », dans des démarches de conception a été traduit généralement par « participation des habitants ». Nous ferons une distinction dans l'utilisation de ces deux termes : le terme « participation » sera utilisé lorsque nous nous référons à une contribution faite dans le cadre d'un dispositif ou un processus accordé par les concepteurs pour une prise en compte des habitants ou des usagers. La participation est un concept très large qui considère tous les degrés de prise en compte qu'Arnstein schématise dans son échelle de participation : de la manipulation des citoyens jusque à l'octroi total du pouvoir aux citoyens. La variété des dispositifs de participation citoyenne dans les processus de conception ont en commun la figure d'une lutte de pouvoirs plus ou moins tendue: une lutte pour des intérêts différents, ou une lutte de légitimation des différentes positions et « expertises » à l'intérieur du projet. Or, notre étude s'intéresse à la « contribution des habitants » qui échappe à l'échelle d'Arnstein, car elle est conçue hors de la participation, et comme une contreproposition à la participation officielle. La contribution des habitants aide à produire des espaces publics physiques et politiques qui vont à leur tour transformer les espaces urbains.

Notre troisième hypothèse : **La contribution des espaces publics spontanés doit rester autonome par rapport aux dispositifs participatifs des concepteurs.** À partir de cette dernière hypothèse, il nous semble donc intéressant de nous demander : quels sont les risques de la formalisation ou d'institutionnalisation d'un processus spontané et autonome comme peut l'être la production des espaces urbains des habitants ?

3.4 Est-ce que l'espace public des habitants peut devenir une représentation des rapports sensibles entre l'habitant et son lieu ?

La contribution quotidienne des habitants à la production de leur milieu de vie fait surgir spontanément un type d'espace public « sensible » qui participe aux espaces publics

officiels et au projet de conception. Dans l'exposition, la coprésence, la confrontation et le partage propres à l'espace public, la dimension sensible, intime et immatérielle, trouvent un espace d'expression et en conséquence un espace pour sa prise en considération. Pour répondre à cette question, nous posons notre quatrième hypothèse : **L'espace public spontané peut être une représentation de l'expérience sensible dans le cadre d'un processus de conception urbaine.** Nous reconnaissons cet espace public spontané en tant que production propre à une société et une culture ; il peut ainsi constituer une porte d'entrée pour l'implication du sensible à la conception des espaces urbains.

Au cours du processus de conception des projets urbains, pour l'élaboration de plans de reconstruction par exemple, la conception est toujours basée sur une représentation du réel. La construction d'une représentation du réel implique – ou devrait impliquer – une forme de contribution des habitants. On distingue différents degrés de contributions, qui dépendent des compétences de l'habitant mobilisées pour construire cette représentation. Toute représentation de la réalité est toujours une construction, qu'elle soit écrite, peinte, désignée, racontée, cartographiée, filmée ou photographiée. Toutes les représentations possibles d'un espace, artistiques ou scientifiques, peuvent inspirer la démarche de conception en offrant différents regards sur la réalité. Elles nous fournissent, par une approche plus ou moins phénoménologique, des images contrastées de la réalité. La réalité, ou l'objet à représenter, est ainsi contourné en s'attachant à des regards ou à des données spécifiques.

4. Le plan du document

Dans un premier temps (première et deuxième partie), nous développerons notre posture idéologique ainsi que l'approche théorique qui guideront nos enquêtes et analyses, puis nous exposerons la méthodologie utilisée pour conduire l'étude de cas. Afin de mener à bien une approche sensible de la réalité des habitants, nous emprunterons des méthodologies de l'ethnographie. Étudier la dimension sensible de l'espace implique de l'envisager non comme un objet passif, mais au contraire, comme étant en interaction constante avec celui qui y habite et celui qui le côtoie. En dehors de la croyance d'une détermination de la société par l'espace, ou vice-versa, nous ne pouvons pas nier que les significations données aux espaces évoluent avec la modification de leurs usages, et que les usages se voient favorisés ou limités par l'espace. Les sciences sociales, et en particulier l'ethnographie, ont fourni aux disciplines du champ spatial des outils et surtout des méthodologies, permettant de mieux appréhender la réalité urbaine en tant que réalité

phénoménologique²¹. L'observation des pratiques *in situ* et le recueil de récits du vécu des habitants, sont autant de procédés destinés à révéler les aspects symboliques et matériels spécifiques au site et les relations qu'y tissent les habitants. Pour apprécier le contexte culturel dans lequel nous avons choisi de mener notre enquête, nous présenterons également, dans cette première partie, des éléments factuels liés à la catastrophe, aux villes et aux sociétés concernées.

La deuxième phase de la recherche (troisième partie) correspond à la démarche centrale de notre travail. À travers notre enquête de terrain, qui réunit des récits des habitants concernant le processus de reconstruction, des observations de la vie quotidienne suite à la catastrophe et un examen de nos cas d'étude, nous esquisserons les aspects sensibles qui s'exposent et se sociabilisent dans les espaces publics physiques et politiques des habitants. Ces enquêtes ont pour finalité de caractériser les attributs de l'expérience sensible dotés d'un statut public.

Afin de comprendre comment le sensible s'implique et participe à la modification ou à la préservation des environnements urbains, nous interrogerons le rapport de l'homme avec l'espace public après une catastrophe naturelle. Cette relation particulière comporte une « réalité sensible » : composée de dimensions sensorielles, sociales, affectives et mémorielles. Ces espaces publics physiques et politiques vont comporter une représentation du réel basée dans les récits des habitants et les observations du sensible situé.

Pour mieux saisir les opportunités suscitées par l'intégration des sensibilités citoyennes dans les processus de conception des espaces publics, nous enquêterons sur deux modalités de contribution de l'habitant en situation post-catastrophe : la contribution des habitants au quotidien et la contribution des habitants mobilisés, engagés pour la reconnaissance de leur expertise empirique amateur. Dans ces deux contextes, chacun impactant des dimensions différentes de l'espace public, nous relèverons la manière dont l'habitant participe à la reconstruction post-catastrophe de deux villes chiliennes, Talca et Dichato. Nous sommes attachés à la narration des expériences vécues et aux formes d'appropriation et de production des espaces publics physiques et politiques. L'idée est de façonner une représentation du réel basée sur des mots mais toujours localisée dans le monde matériel, le paysage, l'organisation des objets et vis-à-vis des diverses spatialités de l'espace public.

²¹ Sur l'expérimentation des méthodes d'ethnographie appliquées à l'étude de l'espace urbain et à la conception spatiale, voir Michèle Grosjean et Jean-Paul Thibaud (dir.), *L'espace urbain en méthodes*, Marseille, Éditions Parenthèses, 2001.

Finalement, dans une quatrième partie et dernière phase de la recherche, nous présenterons des résultats de l'enquête, afin de déterminer, à partir de notre démarche de terrain et de son interaction avec la théorie, les aspects sensibles des espaces publics spontanés. Nous cherchons à faire une caractérisation de cet espace public spontané à partir de la représentation de l'espace public réalisée dans la troisième partie pour une prise en compte du sensible dans la pratique de l'urbanisme. Ces caractéristiques de l'espace public spontané nous procurent les éléments pour réfléchir autour de l'incorporation d'une approche sensible aux processus de conception urbaine.

PREMIÈRE PARTIE

Une approche sensible des espaces publics par les victimes d'une catastrophe

Cette première partie de la thèse a deux objectifs principaux, d'abord nous positionner en rapport à l'histoire de l'idéologie urbaine et en rapport aux développements théoriques existants autour de notre sujet d'étude, ainsi que montrer comment nous pensons nous approcher à l'étude de la contribution des habitants.

Nous exposons dans notre premier chapitre, des développements théoriques pour commencer à nourrir notre première hypothèse sur **l'espace public spontané comme représentation de l'expérience sensible**. Ainsi nous plongeons sur les modalités et approximations théoriques sur l'implication de l'expérience sensible des habitants à la production des espaces urbains. L'expérience sensible avec ses aspects sensoriels, affectifs et sociaux, sera à son tour l'angle d'entrée que nous avons choisi pour lire les définitions de l'espace public. Ainsi nous sentons aussi les bases théoriques pour aborder le surgissement spontané d'un type d'espace public sensible à travers de la contribution quotidienne des habitants à la production de leur milieu de vie. **Ces espaces publics spontanés produits collectivement auraient trois caractéristiques principales : (1) il sont des espaces publics d'échange et de partage ; (2) ils sont contenant des aspects sensibles né du rapport entre l'habitant et leur espace habité ; (3) il sont produits spontanément par les habitants et peuvent disparaître aussi de manière spontanée.**

En outre, nous exposons dans le deuxième chapitre de cette première partie, quels ont été les choix méthodologiques pris. Nous voulons montrer quelles ont été les intentions du départ pour affronter notre démarche de terrain, que les démarches vraiment mises en pratique suite aux problèmes et atouts rencontrés déjà sur place. Nos choix méthodologiques cherchent à lire les aspects sensibles de l'expérience exprimés dans les espaces publics physiques et politiques.

Chapitre 1

L'implication de l'expérience sensible de l'espace. Une lecture des espaces publics

L'histoire de l'idéologie urbaine nous montre comment l'homme, en tant que récepteur de l'urbanisation, a été intégré à ses réflexions. Les discours savants autour des problèmes sociaux que posait l'expansion de la ville industrielle de la fin du XIX^e siècle, placent leurs auteurs comme les garants d'une réponse adéquate. Cette réponse était traduisible en un modèle : un changement de la ville, plus ou moins radical, plus ou moins progressiste, avait le pouvoir de soigner une société malade. La planification d'une ville modèle ou d'une ville idéale répondait par conséquent à des postures idéologiques : « La *cité idéale* est un projet politique, au sens large du terme ; de ce fait, elle touche non seulement à l'ordonnement de la ville, mais à celui du peuplement dans son ensemble »²².

Nous suivons la distinction faite par Françoise Choay entre modèles « progressistes » et « culturalistes »²³. Pour les « progressistes », l'individu de la société industrielle était considéré comme un homme aliéné dans une ville marquée par la division du travail et les problèmes d'hygiène. Cet individu devait être traité au nom du progrès, afin de devenir un homme-type pour habiter dans une ville nouvelle et former ainsi une société entièrement repensée²⁴. Parallèlement, les « culturalistes » voyaient naître des modèles de ville qui voulaient retrouver l'esthétique des villes pré industrielles²⁵ et leur rapport avec la nature. Pour eux, le problème était davantage centré sur la communauté-type que sur l'homme-type, et dans la dimension culturelle et esthétique que dans la dimension fonctionnelle et technique de la ville. Jusqu'ici, ces modèles de ville conçus à partir de la

²² Marcel Roncayolo, *La ville et ses territoires*, Paris, Éditions Gallimard, 1997, p.161.

²³ Françoise Choay, *L'Urbanisme, utopies et réalités. Une anthologie*, Paris, Éditions Seuil, 1965.

²⁴ C'est le cas des phalanstères de Fourier, des modèles de villes d'Owen, Richardson, Cabet ou Proudhon.

²⁵ Répondait aux idées de progrès, les réflexions culturalistes de Ruskin, Morris et Howard.

thèse de Françoise Choay, correspondent à des discours idéologiques. En outre, s'ils s'intéressent parfois à quelques-uns des besoins de l'individu urbain, ces modèles s'appuient sur des idées préconçues de l'habitant, et non nécessairement sur les caractéristiques particulières d'une société identifiée et localisée. Chaque modèle énonce sa propre et unique formule pour permettre la réalisation de l'homme dans le monde urbain et industriel. Au-delà des recherches et des expériences ponctuelles, surtout dans les pays anglo-saxons, il faudra attendre les années 1950 pour que les sciences sociales modifient la pratique urbaine dans son activité ordinaire. Après une suite de recherches sur la ville visant à comprendre les besoins des habitants à partir de différentes approches, l'étude de la ville cesse d'être l'apanage exclusif des hygiénistes, architectes, ingénieurs et géomètres pour devenir une des préoccupations majeures des sociologues, des anthropologues, des économistes et des géographes.

La considération de l'homme en tant que récepteur final de l'action urbaine est inhérente aux disciplines de l'architecture et de l'urbanisme, même si ses besoins, ou ses usages ont été valorisés et assimilés différemment à travers l'histoire de la pratique de ces deux disciplines. Dans le cas des utopies et de l'urbanisme de modèles, l'homme est mis à distance du processus de prise de décisions, lesquelles visent à résoudre ses problèmes. Cependant, au-delà des réflexions des savants, les mêmes habitants agissent et réagissent en s'impliquant dans les réalisations urbaines. Cet intérêt des habitants pour un projet peut découler de leur opposition pendant sa conception notamment. Mais il peut aussi s'incarner à travers des modifications de l'espace déjà conçu. Aussi, nous, êtres humains, êtres urbains, pouvons constituer une autre source de réflexion et de production de la ville, à travers un nouveau type de gouvernance fondé sur l'initiative citoyenne. L'« *empowerment* », né dans le monde anglo-saxon vise à développer l'indépendance des groupes locaux pour entreprendre et qui désigne le « pouvoir d'agir » des individus et collectivités²⁶. Autre type de gouvernance est l'« *advocacy planning* » concept né en 1965 dans l'article de Paul Davidoff dans le *Journal of the American Institute of Planners*, « *Advocacy and pluralism in planning* »²⁷, qui désigne l'association solidaire des groupes de professionnels pour soutenir les habitants dans l'élaboration de contre-projets face à des projets contestables dans leur quartier. Les problèmes d'identification et de « réception sociale »²⁸ des réalisations de l'urbanisme moderne par les habitants, ont abouti, au cours des dernières décennies, à positionner la

²⁶ Marie-Hélène Bacqué et Carole Biewener, *L'empowerment, une pratique émancipatrice*, Paris, Éditions La Découverte, 2013.

²⁷ Paul Davidoff, « Advocacy and Pluralism in Planning », *Journal of the American Institute of Planners*, Vol. XXXI, Novembre, 1965, pp. 331-338.

²⁸ Nora Semmoud, *La réception sociale de l'urbanisme*, Paris, Éditions L'Harmattan, 2007.

participation et la concertation²⁹ comme une étape essentielle dans le processus d'urbanité. Ce positionnement est un phénomène plus présent et moins nouveau dans les pays dits développés. Cependant, la participation est un concept qui accepte une diversité de pratiques sans nécessairement impliquer réellement les habitants dans les décisions du projet. La participation est utilisée par beaucoup d'acteurs décisionnaires et de diverses formes, comme un « terme valise », qui s'impose comme une formule à suivre, une formule « à la mode », sans contenu clair et qui permet donc, à travers une démarche de communication, de légitimer des idées préconçues.

Au moment où une participation, pourtant dénuée de réelles confrontations, est reconnue comme une pratique valide pour légitimer des projets par les acteurs décisionnaires, elle peut également être utilisée pour délégitimer les conflits et oppositions des habitants. Elle crée ainsi des illusions de consensus en effaçant momentanément les conflits. Daniel Pinson dit sur la participation à la conception : « La participation peut être, en ce qui la concerne, la meilleure comme la pire des choses, selon le rapport que les partenaires établiront entre eux. Si l'architecte est attentif à la réalité des pratiques domestiques et urbaines, on est en droit d'attendre de cette procédure des informations utiles pour la conception du projet et sa réalisation. Mais, en pas mal de circonstances, on note la fonction alibi que remplissent divers modes de consultation et de participation. Ils permettent d'obtenir une caution des habitants, alors qu'ils ont servi quelquefois à leur manipulation »³⁰. Sherry Arnstein modélise huit degrés de la participation dans son « échelle de participation » qu'elle ordonne sous trois paliers : Le palier de « la non participation » : « la manipulation de la population par les pouvoirs » et « la thérapie ou système assistanciel » ; le palier de « la participation symbolique » : « la consultation », « la conciliation » et « l'information » ; et le dernier palier de « la participation » : « l'associativité », « la délégation » et « le pouvoir et contrôle par les citoyens »³¹.

Dans le processus de conception d'un projet architectural ou urbain, plusieurs aspects qui relèvent de l'émotion ou de la perception de l'espace par les habitants, sont négligés pour leurs caractères personnels, ordinaires et intimes. Cependant, une fois le projet réalisé, l'habitant est le premier à être confronté avec tous ses sens, souvenirs et attentes aux nouvelles conditions de l'espace, auxquelles il doit s'habituer. Les conflits

²⁹ Philippe Verdier, *Le projet urbain participatif. Apprendre à faire la ville avec ses habitants*, Paris, Éditions Yves Michel et Adels, 2009.

³⁰ Daniel Pinson, *Op.cit.*, p.121.

³¹ Sherry Arnstein, « A Ladder of citizen participation », *Journal of the American Institute of Planners*, 1969. Traduction personnelle.

peuvent apparaître lorsque ces aspects sensibles sont négligés, car s'habituer est un processus où les variables sensorielles et émotives jouent un rôle important. Cette distinction entre les vécus de l'espace et ce qui fait l'aménagement pourrait être minimisée à travers une meilleure implication des habitants et de leurs expériences dans la conception de l'espace. Henri Lefebvre³² explique que cette distinction entre l'espace vécu et l'espace conçu peut être volontairement mise en œuvre par les concepteurs. Elle révèle alors une utilisation de l'aménagement de l'espace comme un instrument de domination. C'est le cas des aménagements faits en huis clos, sans participation citoyenne, uniquement à partir de justifications d'ordres scientifiques et/ou technologiques.

Le récepteur de ces aménagements est considéré par les concepteurs comme un être coupé de son environnement social et physique, et finalement dépourvu de son corps. Pour Merleau-Ponty « le corps est le véhicule de l'être au monde, et avoir un corps c'est pour un vivant se joindre à un milieu défini, se confondre avec certains projets, s'engager continuellement »³³. Ainsi le « corps vivant » va sentir, éprouver et vivre l'espace donné. Semmoud souligne aussi la relation entre la reconfiguration de l'espace conçu et les espaces intimes ou familiers des habitants, car la reconfiguration de la nouvelle organisation urbaine se fait « en se référant à ce qu'il connaît déjà »³⁴. L'habitant avec ses expériences sensibles accumulées, va essayer de vivre une autre expérience de l'espace conçu. Ce corps ne vit pas seulement les espaces, mais les intègre comme une extension de lui-même. Pour surpasser cet angle mort entre espace perçu et vécu et l'espace conçu, Semmoud démontre que « les habitants effectuent une rectification de la façon de se comporter dans l'espace urbain au contact de toute nouvelle organisation urbaine; ils opèrent une recomposition sociale de l'espace »³⁵. L'homme se voit affecté par l'expérience de l'espace, et ainsi comme l'espace affecte l'homme, l'homme change aussi les espaces quand ils ne sont pas adaptés à ses attentes. Cette reconfiguration de l'espace vise à mettre l'espace en conformité avec leur *habitus*. Semmoud complète la notion d'*habitus* de Bourdieu : « L'*habitus* représente les forces formatrices d'habitudes qui se codifient, se formalisent et servent de système de reproduction aux pratiques sociales. Ce système de référence et de représentation intériorisé guide l'action des individus dont le résultat peut ne pas être en conformité avec les schémas pratiques intériorisés, car ils actualisent leurs gestes et composent avec la réalité

³² Henri Lefebvre, *Op.cit.*

³³ Maurice Merleau-Ponty, *Phénoménologie de la perception*, Paris, Éditions Gallimard, 1945, p.97.

³⁴ Nora Semmoud, *Op.cit.*, p.16.

³⁵ *Ibid.*

matérielle »³⁶.

L'expérience perçue et vécue de l'espace a deux conséquences directes sur la ville : d'un côté, elle aide à définir et à déterminer les usages, les pratiques et le symbolique dans les divers espaces urbains et, d'un autre côté, elle caractérise les liens entre les habitants et avec leur environnement. Les liens sont tissés de rapports successifs d'ordre affectif, sensoriel et social. Une approche sensible à l'étude des espaces urbains qui prend en compte l'expérience affective, sensorielle et sociale des espaces est donc souhaitable dans le processus de conception architecturale et urbaine.

Même si l'expérience sensible n'est pas indépendante des facteurs économiques, sociaux et culturels produits au cours de l'Histoire des sociétés et des lieux, elle est caractérisée par ses aspects individuels, intimes et localisés. Elle est une expérience immédiate qui nous révèle à la première personne des problématiques de qualité de vie situées temporellement et spatialement dans le présent, mais générées par des histoires intimes autant que partagées des habitants. L'expérience sensible de l'espace peut être plus ou moins chargée d'émotions ou d'affection en rapport à l'ancrage au lieu de celui qui l'expérimente, cependant par leur caractère intime et personnel, toutes les expériences sensibles immédiates ont la même importance.

Nous voulons d'abord faire un court inventaire des approches qui ont intégré, dans l'étude de la ville, l'habitant comme corps vivant ou l'espace comme univers sensible, pour ensuite essayer de caractériser l'expérience sensible de l'espace. Dans un dernier point, nous ferons une lecture originale du concept d'espace public, incorporant une approche sensible à leur définition.

1.1. La prise en compte de l'habitant dans l'urbanisme

La compréhension de l'utilisateur ou de l'habitant en tant qu'acteur clé de la production de la ville a été largement absente de la pensée urbaine et de ses réalisations. C'est seulement au début du XX^e siècle, que sont apparues les premières critiques de l'urbanisme de modèles pour associer l'étude de l'homme réel dans la planification des villes. Patrick Geddes³⁷, biologiste, historien et sociologue, est un de pionniers des études urbaines à intégrer l'articulation du passé et de l'avenir. Son approche évolutionniste voit la

³⁶ Nora Semmoud, *Op.cit.*, p.161

³⁷ Patrick Geddes, *Cities in Evolution*, Londres, William and Norgate, 1915.

ville comme un espace d'évolutions de la société urbaine. Pour Geddes l'urbanisme, la science des villes ou *Civics* « est cette branche de la sociologie qui traite des villes – leurs origine et distribution ; leurs développement et structure ; leur fonctionnement, interne et externe, matériel et psychologique ; leur évolution, individuelle et collective. Vu à nouveau du côté pratique, celui de la science appliquée, l'urbanisme [Civics] doit se manifester, par des efforts expérimentaux, dans l'art de plus en plus concret d'améliorer la vie de la cité et d'accélérer son évolution »³⁸. Geddes révèle la nécessité des habitants de participer aussi à la création de leur cité. Le *civics* est une étude réalisée à travers une sociologie concrète et descriptive³⁹. Cette caractéristique vient d'une approche empirique et d'abord propre aux biologistes et aux approches ethnologiques de l'époque. Geddes va introduire la méthode des *sociological surveys*, qui correspond à une étude préalable à la conception, portant sur la complexité de la ville. Geddes appelle à la pluridisciplinarité dans la création urbaine : « C'est le moment où le géographe doit collaborer avec l'hygiéniste et tous les deux avec le sociologue du concret »⁴⁰. La principale caractéristique des *Surveys* est leur ancrage spatial. Ce sont des études géographiques, historiques et sociales situées dans le territoire. Au-delà des *surveys* sur la matérialité de la ville, Geddes appelle aussi à un *survey* psychologique des citoyens⁴¹. Ainsi, le *civics* incite à l'observation du local et de sa complexité et à l'implication des citoyens et de leur histoire dans le processus de conception. Le disciple de Geddes, le sociologue et historien Lewis Mumford, sera le continuateur de cette critique au moment des réalisations progressistes. Leurs théories ont exercé une forte influence dans les études urbaines du monde anglo-saxon.

Même si Geddes est considéré comme un précurseur de l'introduction des sciences sociales dans la planification urbaine, cette critique s'est accentuée à l'avènement du mouvement de l'urbanisme moderne. La condamnation de ce courant par la sociologie, l'histoire et l'anthropologie, a été interprétée comme un signal d'alerte à l'attention des architectes et des urbanistes pour la prise en considération des retombées de leurs projets

³⁸ Patrick Geddes, « Civics : as applied sociology », conférence prononcée devant la Société de sociologie, le 18 juillet 1904, extraite de *Sociological papers*, 1905, p.75-94 ; le compte rendu des débats suit ce texte (traduction de Maurice Salem). L'article figure dans Marcel Roncayolo, Thierry Paquot, (éd.), *Villes & Civilisation urbaine XVIII^e – XX^e siècle*, Paris, Éditions Larousse, 1992, p.248.

³⁹ Patrick Geddes, « Civics : as Concrete and Applied Sociology », *Sociological Papers, Volume 2*, London, Published for the Sociological Society for Macmillan and Co., Ltd, 1905, pp. 57-111, p.59-60.

⁴⁰ Patrick Geddes, *Cities in Evolution*, Londres, William and Norgate, 1915, p.44, dans Françoise Choay, *L'Urbanisme, utopies et réalités. Une anthologie*, Paris, Éditions Seuil, 1965, p.59.

⁴¹ Patrick Geddes, « Civics : as Applied Sociology », *Sociological Papers, Volume 1*, London, Published for the Sociological Society for Macmillan and Co., Ltd, 1904, pp. 103-129, p.111-112.

sur la vie des personnes⁴².

À partir des années 1950, les sciences sociales et humaines ont commencé à considérer l'expérience des sociétés urbaines. Chombart de Lauwe est un des premiers à appliquer la méthode ethnographique à l'étude des habitants de la ville, notamment de la classe ouvrière urbaine⁴³. Dans les années soixante, il va travailler autour de la notion d'« aspiration »⁴⁴. Il pensait que l'aménagement de la ville devait prendre en compte et répondre aux besoins et aspirations des habitants.

Aux États-Unis, suite à la révolution des *Urban Studies*, de nouveaux auteurs clés dans l'implication de l'habitant à la réflexion sur la société urbaine et à la forme des villes, sont venus de la psychologie sociale, la psychiatrie et la psychanalyse. Ils ont critiqué les effets des formes urbaines progressistes sur les problèmes sociaux des villes. Ils dénoncent les formes des cités jardins et des villes radieuses, protestant contre l'hygiène de ces formes urbaines qui n'assurent pas l'hygiène mentale des sociétés⁴⁵. Des auteurs comme Leonard J. Duhl⁴⁶ et Jane Jacobs ont recentré la valeur dans la complexité propre de l'homme et de la ville⁴⁷. Jacobs dans *The Death and Life of Great American Cities*, propose un retour à la ville dense et à la rue comme mode de vie publique qui encourage une sociabilité active et préviendrait les effets psychologiques pervers propres aux formes urbaines de l'urbanisme progressiste.

Jacobs, avec sa description des villes américaines, le psychiatre Leonard J. Duhl, avec son regard sur la santé psychique en milieu urbain et, plusieurs années avant, Patrick Geddes, tous ces chercheurs appellent l'implication des hommes face aux changements de leur ville et incitent à rompre l'inertie de l'habitant face aux décisions qui le touchent. Ce courant de pensée remarque le « caractère traumatisant et amoindrissant d'une planification qui met l'habitant devant le fait accompli et conduit à le traiter en véritable objet »⁴⁸.

⁴² Daniel Pinson, *Op.cit.*

⁴³ Paul-Henry Chombart de Lauwe, *La vie quotidienne des familles ouvrières*, Paris, Éditions C.N.R.S., 1956.

⁴⁴ Paul-Henry Chombart de Lauwe, *Pour une sociologie des aspirations. Éléments pour des perspectives nouvelles en Sciences Humaines*, Paris, Éditions Médiations, 1971, (1969).

⁴⁵ Le point de vue de l'hygiène mentale vise au maintien et à l'amélioration de l'équilibre psychique, individuel et collectif.

⁴⁶ Leonard Duhl, (éd.), *The Urban Condition*, New York, Basics Books, 1963.

⁴⁷ Leonard Duhl, « Health and Urban Development », *American Journal of Public Health and the Nations Health*, May 1964, Vol. 54, No. 5, pp. 721-728. [En ligne] doi: 10.2105/AJPH.54.5.721; Jane Jacobs, *Death and Life of Great American Cities*, New York, Random House, 1961.

⁴⁸ Françoise Choay, *Op.cit.*, p.68.

Une autre prise en considération de l'homme dans les processus de conception des villes est issue des approches phénoménologiques, qui cherchent à comprendre de quelle manière la ville est perçue par les consciences qu'y habitent. Ainsi, selon ces approches, la connaissance optimale de la ville est possible si on se positionne à la place de l'habitant. Sous cet angle, le concepteur a besoin du regard de l'habitant pour concevoir l'espace urbain. Kevin Lynch a cherché à évaluer comment cette perception de la ville s'organise, à travers l'identification des éléments typologiques qui structurent la perception de l'espace urbain : les points de repères, les voies, les limites, les quartiers et les nœuds. La combinaison de ces cinq éléments forme pour Lynch l'« imagibilité », c'est-à-dire la capacité de l'espace à marquer la perception des habitants, qui permet d'accroître sa lisibilité et offre ainsi aux hommes la faculté de se repérer dans cet espace, et finalement de se l'approprier⁴⁹.

L'analyse de la perception de l'espace urbain de Lynch se réfère plutôt à la perception visuelle des éléments et des formes urbaines. Les autres sens ne sont pas sollicités dans l'expérience de l'espace. Par contre, une notion plus récente, la notion d'ambiance née dans les années 70 en architecture et en urbanisme, va comprendre le monde matériel à partir de l'analyse des autres sens et de leur rapport avec l'expérience spatiale. La notion d'ambiance est développée à partir des travaux de Jean-François Augoyard sur les cheminements quotidiens. Il nomme « climats » ou « atmosphères » ce qui va qualifier l'espace urbain pendant les cheminements des habitants.

La notion d'ambiance a le potentiel de contribuer utilement à la conception de l'espace urbain. Pascal Amphoux nous donne trois principes propres à la notion d'ambiance qui justifient ce positionnement. D'abord, « la notion d'ambiance engage un rapport sensible au monde ; même si l'on privilégie un canal sensoriel particulier (une "ambiance sonore", une "ambiance lumineuse", une "ambiance thermique", etc.), la prégnance d'une ambiance relève d'une perception sensible, entendue au double sens d'une appréhension intersensorielle et d'une "prise" sémantique sur le monde ». Ensuite, « la notion d'ambiance relève d'une approche complexe, transversale et interdisciplinaire ; son enjeu, c'est de renouer avec une prise en compte simultanée des données techniques, sociales et esthétiques (hybridation) et d'échapper, par exemple, aux dichotomies de la forme et de la fonction, du penser et de l'agir, du programme et du projet – son enjeu, c'est d'autoriser un passage entre l'analyse et la conception ». Enfin, « la notion d'ambiance suppose un fonctionnement dynamique ; même si elle paraît stable, elle n'est jamais statique : les caractères de permanence, de stabilité ou de durabilité qui la rendent identifiable

⁴⁹ Kevin Lynch, *L'image de la cité*, Paris, Éditions Dunod, 1969 (1960).

reposit en fait sur le caractère éphémère, instable ou momentané des éléments qui la composent, ou plus exactement, des mouvements qui la génèrent »⁵⁰.

1.2. L'expérience sensible de l'espace

Faisons une brève caractérisation de l'expérience sensible de l'espace. Dans le contexte de l'étude de la ville et des espaces publics, elle a des conséquences tant pour l'habitant que pour l'espace. L'expérience sensible comme approche initiale à la réalité physique et sociale est essentielle dans la genèse des liens tissés entre les habitants et leur environnement. Les expériences font naître des connaissances localisées et des points de vue aussi divers que ces expériences.

« L'Expérience : c'est le fondement de toutes nos connaissances, et c'est de là qu'elles tirent leur première origine. *Les observations que nous faisons sur les objets extérieurs et sensibles, ou sur les opérations intérieures de notre âme, que nous apercevons, et sur lesquelles nous réfléchissons nous-mêmes, fournissent à notre esprit les matériaux de toutes ses pensées.* Ce sont là les deux sources d'où découlent toutes les idées que nous avons, ou que nous pouvons avoir naturellement. [...] Mais comme j'appelle l'autre source de nos idées *sensation*, je nommerai celle-ci *réflexion*, parce que l'âme ne reçoit par son moyen que les idées qu'elle acquiert en réfléchissant sur ses propres opérations. [...] J'entends par *réflexion* la connaissance que l'âme prend de ses différentes opérations, par où l'entendement vient à s'en former des idées. Ce sont-là, à mon avis, les seuls principes d'où toutes nos idées tirent leur origine ; à savoir les choses extérieures et matérielles qui sont les objets de la *sensation*, et les opérations de notre esprit, qui sont les objets de la *réflexion* »⁵¹.

L'expérience des espaces urbains, de leur matérialité et de leur sociabilité, amène avec elle des conséquences positives et négatives et ouvre à la réflexion sur les situations, les actions et les conséquences vécues. La réflexion aidera à prendre des décisions et à élaborer des pensées sur la ville et la société.

⁵⁰ Pascal Amphoux, « Ambiance et conception : De l'analyse des ambiances à la conception architecturale et urbaine », *Conférence internationale Herbert Simon, Sciences de l'ingénierie, sciences de la conception, Actes du colloque du 15-16 mars 2002*, Lyon : INSA, 2002, pp. 19-32.

⁵¹ John Locke et Gottfried Wilhelm Leibniz, Jean François Thurot (éd), *Oeuvres de Locke et Leibnitz, contenant L'essai sur l'entendement humain, revu, corrigé et accompagné de notes par J.F Thurot...l'Éloge de Leibnitz par Fontenelle, le Discours sur la conformité de la foi et de la raison, l'Essai sur la bonté de Dieu, la liberté de l'homme et l'origine du mal, la Controverse réduite à des arguments de forme*, Paris, Chez Firmin Didot frères, 1839, p. 41.

L'expérience sensible de l'espace implique la capacité de percevoir et de sentir l'espace⁵², elle fait donc appel aux qualités sensibles de l'espace en tant que matérialité et à ses qualités sociales en tant qu'interactions et coprésence en public. En conséquence, nous pouvons distinguer à partir de l'expérience de l'espace, l'interaction de trois dimensions du sensible qui sont presque toujours mélangées, il est difficile de les distinguer pour délimiter clairement où ces dimensions commencent et où elles finissent.

(1) Une dimension sensorielle. L'expérience sensorielle correspond à l'expérience la plus immédiate, car elle est le rapport corporel direct avec la réalité.

(2) Une dimension sociale. L'expérience sociale correspond aux divers rapports d'interaction ou d'évitement des individus ou de groupes. Elle peut être un rapport symbolique ou pratique avec la réalité.

(3) Une dimension affective. Elle est le rapport d'attachement ou de détachement symbolique aux groupes, lieux ou environnements.

La dimension sociale et affective est traversée par des jugements moraux, des souvenirs, des préférences et des habitudes. Pierre Sansot isole cette interaction propre de l'expérience sensible et donne ainsi une définition du sensible : « *Le sensible, d'une manière plus positive, c'est toujours ce qui nous affecte et retentit en nous.* Une telle définition, dans sa généralité, a le mérite de ne pas cantonner illégitimement le sensible dans les limites de l'univers matériel ; et une observation plus fine nous apprend vite que le sentant et le sensible échangent souvent leur rôle, s'abandonnant l'un à l'initiative de l'autre »⁵³. Aussi Sansot ajoute-t-il l'impossibilité de séparer dans l'analyse du sensible, le réel de l'imaginaire.

L'expérience de l'espace aide à modéliser les comportements des habitants dans le milieu urbain. Ainsi, nous pouvons dire que cette modélisation est la conséquence de l'attraction ou de l'aversion que produisent les facteurs environnementaux et sociaux, car l'individu, en même temps qu'il est récepteur sensoriel, est récepteur social, c'est-à-dire qu'il agit face à des comportements et pratiques qui se déroulent dans l'espace. Il est en même temps un récepteur affectif et les conditions de l'espace vont activer aussi des réactions émotives. Les conditions thermiques, acoustiques, olfactives, visuelles, affectives et sociales nous permettent ou nous incitent à réaliser certaines actions sur l'espace et empêchent ou

⁵² Jean-Paul Thibaud, THIBAUD JP., « L'horizon des ambiances urbaines », *Manières d'habiter, Communications*, 73, 2002, pp.185-201, [En ligne], http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/comm_0588-8018_2002_num_73_1_2119 Consulté le 2 mai 2012.

⁵³ Pierre Sansot, *Les formes sensibles de la vie sociale*, Paris, Éditions PUF, 1986., p.38.

rendent difficiles d'autres actes. Évidemment, ces conditions de l'espace urbain peuvent être qualifiées s'il existe un individu récepteur sensible face à lui. La qualification, la validation, l'attraction ou la répulsion des spatialités dépendent donc des particularités culturelles, économiques et sociales des récepteurs. Nous parlons d'une expérience qui n'est jamais la même pour tous. Comme elle ne peut pas être objective, elle n'est jamais complètement partagée. Si nous ciblons l'analyse sur l'expérience de l'espace par le corps d'une femme ou par le corps d'un adolescent, l'analyse de l'espace sensible serait contrastée. Merleau-Ponty dira sur la perception que « la chose ne peut jamais être séparée de quelqu'un qui la perçoit, elle ne peut jamais être effectivement en soi parce que ses articulations sont celles mêmes de notre existence »⁵⁴.

1.3. L'expérience sensible comme moyen de familiarisation avec l'espace public

La sensation de familiarité dans l'espace public est une notion que nous avons étudiée dans une recherche sur la Place de la République à Paris⁵⁵. La signification et la valorisation issues de l'expérience sensible des espaces publics se traduisent par une sensation de familiarité qui s'installe. Cette sensation est un besoin de connivence entre un système de repérage intime et un système de repérage public. La sensation de familiarité fait davantage partie d'un processus que d'un état immuable. Dans ces conditions, nous trouvons pertinent de comprendre le concept de sensation de familiarité aussi comme processus de familiarisation, bien exprimé par le verbe familiariser. Chacun crée, à travers ses pratiques familières, des univers particuliers qui partagent l'espace public avec ce qui est étranger en respectant l'altérité. L'étranger, figure essentielle de l'espace public reste dans le domaine de l'insaisissable. Cependant, l'étranger tout comme le familier sont, dans leur coprésence, dans un processus de familiarisation. Ce processus de familiarisation n'est pas un processus d'appropriation qui exclue ou élimine la différence ou que force à suivre un comportement déterminé, mais un processus que se fait dans un apprentissage bidirectionnel inépuisable des codes sociaux.

Le mot familier vient du latin *familiaris*, dérivé de *familia*. Son sens premier est « qui

⁵⁴ Maurice Merleau-Ponty, *Phénoménologie de la perception*, Paris, Éditions Gallimard, 1945, p. 370.

⁵⁵ Karen Andersen, *La vie quotidienne dans un espace public monumental : La sensation de familiarité dans la Place de la République, Paris*, Mémoire de Master 2 Recherche « Urbanisme et Territoires », Paris, Institut d'Urbanisme de Paris, Université Paris Est, 2009.

est de la famille de », mais aujourd'hui « se dit de celui avec qui on a des rapports aussi fréquents et aussi faciles qu'avec les membres de sa famille ». Et par analogie, « tout ce que l'habitude a rendu facile et naturel »⁵⁶. Dans le dictionnaire de la *Real Academia de la Lengua Española*⁵⁷, le mot *familiar* désigne des manières simples, spontanées. Le même mot peut aussi désigner une personne qui a des relations fréquentes et de confiance avec quelqu'un. Le dictionnaire de la langue espagnole Larousse⁵⁸ traduit familiarité, en espagnol *familiaridad* comme une attitude affable, ouverte et simple dans les manières, et qui inspire la confiance. Un autre dictionnaire espagnol⁵⁹ va traduire *familiar* par « n'importe quoi ou quelque chose qui est tellement connu de quelqu'un pour le voir, le faire, le traiter, etc. avec fréquence ou régularité ». Et il va traduire la familiarité comme la connaissance créée par ces relations fréquentes. Selon le Dictionnaire allemand/français Sachs-Villatte⁶⁰ les deux mots familiarité et intimité sont traduits comme le même terme *Vertraulichkeit*. Le mot *Vertraulichkeit* est aussi la traduction du mot usage, « connaissance approfondie de n'importe quoi ou n'importe qui ». Un des sens du mot familier dans le sens de « qui a des manières libres » est traduit par *vertraut*, qui est aussi la traduction du terme intime. *Vertraulichkeit* est le verbe *Vertrauen* substantivé. *Vertrauen* signifie confiance, avoir confiance en quelqu'un ou faire confiance à. Le mot *vertrauen* peut se lire de deux façons : *vertrauen* signifie confier et *trauen* signifie se fier à, compter sur.

Où la familiarité est-elle ressentie dans la ville ? Si nous faisons référence à sa racine latine « qui est de la famille de », la sensation de familiarité se trouverait chez soi et en famille. Mais quel territoire définissons-nous comme « chez nous », quelles sont ses limites ? L'arbre que je vois depuis ma fenêtre tous les jours, à toutes les saisons, fait-il ou non partie du décor de la chambre ? Est-ce qu'on peut se sentir chez soi en plusieurs lieux ? Un des processus de construction du « chez soi » se fait à partir de la connaissance du milieu. Le milieu physique et le milieu social se rencontrent dans l'interaction. Alain Bourdin remarque le caractère perceptif de la notion : « La familiarité est avant tout un phénomène perceptif, et il ne faut certainement pas vouloir lui en faire dire plus : le fait de rechercher un univers familier (donc relativement stable) ne correspond en rien à la production d'une appartenance d'un groupe, d'une culture spécifique. Le terme d'identité est tellement vague

⁵⁶ Paul Foulquié, *Vocabulaire des sciences sociales*, Paris, Éditions PUF, 1978.

⁵⁷ *Dictionnaire de la Real Academia de la Lengua Española* Espasa Calpe S.A., (22^e édition) 2001.

⁵⁸ *Larousse*. Larousse S.A., 2000.

⁵⁹ *Diccionario de uso del español de América y España*. SPES Editorial, 2002.

⁶⁰ Sachs, Villatte, Adolf Biel et al., *Dictionnaire encyclopédique français-allemand et allemand-français*. Berlin-Schönenberg, Langenscheidt Kg, 1954 (1921).

que tout le monde s'y reconnaît, mais il est propice au développement de cette confusion. La convivialité est un aspect de la familiarité, c'est pourquoi elle passe avant tout par le fait de parler, de partager des informations ou de participer à des micro-événements ensemble »⁶¹.

L'environnement proche que l'on côtoie tous les jours ne peut-il pas être connu de manière à ce qu'il soit rendu familier ? Considérons à nouveau le terme allemand *Vertraulichkeit*, qui signifie à la fois familiarité et usage. C'est en effet par l'usage qu'un lieu devient familier. La familiarité se construit à travers un processus cognitif. N'importe quel lieu peut devenir familier, par choix ou par contrainte. Le chez soi se prolonge-t-il vers notre environnement proche, à travers nos parcours et déplacements quotidiens ? Dans une société mobile aux liens plus ou moins lâches, les espaces publics parcourus au quotidien ne sont pas forcément ceux du quartier, mais plutôt l'environnement proche du logement, du travail et des trajets quotidiens. En d'autres termes, il s'agit d'un environnement qui n'est jamais complètement étranger. Quels sont les liens qui transforment ces espaces arpentés en lieux familiers ? L'homme, à travers ses comportements, prend une place et crée un type de rapport, de lien avec le lieu.

Dans l'ouvrage *Écrits français*, Walter Benjamin fait référence aux propriétés de l'habitude dans la réception de l'architecture : « Les constructions architecturales sont l'objet d'un double mode de réception : l'usage et la perception, ou mieux encore : le toucher et la vue. [...] La réception tactile s'effectue moins par la voie de l'attention que par celle de l'habitude. En ce qui concerne l'architecture, l'habitude détermine dans une large mesure même la réception optique. [...] S'habituer, le distrait le peut aussi. Bien plus : ce n'est que lorsque nous surmontons certaines tâches dans la distraction que nous sommes sûrs de les résoudre par l'habitude »⁶².

À partir d'une analyse ciblée sur les pratiques familiales, Margarethe Kusenbach⁶³ porte son regard sur la sensation de familiarité dans l'espace public. Kusenbach introduit la méthode de « *go-alongs* » dans une démarche portant sur deux quartiers d'Hollywood. Elle mesure le potentiel de cette méthode par l'étude de cinq thématiques de l'expérience quotidienne de l'environnement social et physique. Les cinq thématiques développées par

⁶¹ Alain Bourdin, « Urbanisme et quartier. Ce que nous apprend Paris Rive Gauche », *Terrain n°41*, Paris, 2003, p.137-148.

⁶² Walter Benjamin, *Écrits français*, Paris, Éditions Gallimard, 1991, p.168.

⁶³ Margarethe Kusenbach, « Street phenomenology. The go-along as ethnographic research tool », *Ethnography*, London, SAGE Publications, Vol. 4(3), 2003, p. 455-485. [En ligne], doi: 10.1177/146613810343007

Kusenbach sont : 1) La perception de l'environnement ; 2) Les pratiques spatiales ; 3) Les biographies ; 4) L'architecture sociale ; 5) *Social realms* ou territoires sociaux. Ces cinq dimensions ne sont pas indépendantes les unes des autres, mais elles nous renvoient à des sujets différents. Cette étude sur les pratiques familières est consacrée principalement au savoir-faire, c'est-à-dire à la thématique de la pratique spatiale en s'appuyant sur les quatre autres thématiques, parce qu'elles sont indissociables. La qualité de l'expérience dans l'espace public dépend en partie de ce savoir-faire. L'un des paradoxes de l'espace public est que sa qualité dépend en partie de la possibilité de le rendre familier. Pour définir les pratiques spatiales, Kusenbach fait référence au géographe David Seamon⁶⁴. Celui-ci distingue une série de situations de contact entre la personne et le monde qui est saisissable par la personne, comme « la distraction », « l'observation », « en remarquant », « contact intensifié », « le contact basique », « le chez soi »⁶⁵. Chacun de ces contacts avec l'environnement correspond à des formes d'engagement et à des degrés de familiarité avec le lieu qui varient tout au long des cheminements quotidiens.

Dans le développement des pratiques spatiales, Kusenbach expose la capacité de signifier, de donner un sens aux pratiques dans l'espace. À travers sa démarche de « go-alongs »⁶⁶ elle constate comment la régularité des pratiques spatiales parvient à changer le sens de la pratique. Elle évoque l'exemple des jeux inventés pour amplifier l'expérience des routines. À travers l'invention des jeux, la routine devient plus intéressante, plus amusante. Kusenbach constate aussi que la saturation de sens et d'expériences dans la pratique spatiale peut transformer la routine en un symbole pour l'identité personnelle de chacun.

La familiarité est ressentie selon notre connaissance antérieure, notre expérience sensorielle du moment et selon la vocation du lieu. Des pratiques familières similaires éprouvées sur des lieux qui coïncident, ainsi que des pratiques familières collectives peuvent imprimer une caractéristique particulière à un lieu ou bien créer un territoire dans l'espace public.

⁶⁴ David Seamon, *A Geography of the Lifeworld*, New York, San Martin's press, 1979.

⁶⁵ Afin de conserver le sens de l'auteur, nous retranscrivons ici les concepts dans leur appellation originelle : « obliviousness », « watching », « noticing », « heightened contact », « basic contact » et « at-homeness ».

⁶⁶ « *Go-along* » est une méthode de recherche ethnographique pour étudier l'expérience vécue sur le terrain. En France, cette méthode a été étudiée et développée par Jean-Yves Petiteau et Elisabeth Pasquier via la méthode des itinéraires et par Jean-Paul Thibaud via la méthode de parcours commentés.

Dans la relation dialectique entre l'intime et l'espace public, la sensation de familiarité agit avec un langage en commun. La familiarisation des espaces consiste donc à créer un réseau de repérage intime dans l'espace public.

L'expérience sensible de l'espace crée des réseaux de repérages d'ordre pratique et affectif. Le système de repérage peut être partagé par des groupes d'utilisateurs selon différentes intensités. Le sens d'appartenance affective à l'espace par une communauté peut venir d'un partage intense de leurs significations et repérages dans l'espace. Les repérages d'ordre affectif peuvent être indistinctement liés à un attachement ou à une répulsion et peuvent être la cause d'aspects pratiques de l'espace comme l'intelligibilité ou la confiance que produisent certaines configurations spatiales.

En effet, les repérages d'ordre pratique correspondent aux repères en rapport avec l'intelligibilité des configurations spatiales, c'est-à-dire la possibilité de prévoir les comportements des autres, et aux ressources que l'espace offre aux actions spatialisées. Ces repères ne peuvent être non plus analysés indépendamment des repères affectifs, parce qu'ils ont implicitement un besoin d'ordre affectif. La production de familiarité dans l'espace public correspond toujours à des choix qui ne peuvent être séparés de la culture en question ou de l'identité des acteurs. Si nous assumons qu'un choix est une expression de soi, le réseau de choix dans le territoire qu'est le système ou le processus de familiarisation avec un lieu, peut être compris comme un langage. Ce langage est une prise de position par rapport à la réalité, une position pratique et morale face à la réalité.

Nous rejoignons Semmoud dans sa définition des dimensions de l'appropriation, même si à nos yeux la familiarité ne correspond pas strictement à la définition d'appropriation, car le premier concept maintient le caractère public des espaces publics et le deuxième est sa négation. « L'appropriation de l'espace est envisagée comme une matrice à trois dimensions, fortement articulées entre elles : d'abord, celle de la matérialité des usages (fréquentations, déplacements, évitements, flâneries, courses, etc.) ; ensuite, celle des projections imaginaires et symboliques qu'ils y opèrent. La psychologie de l'espace aborde cette dernière dimension en distinguant dans la perception de l'espace par les individus, le réel, l'imaginaire et le symbolique »⁶⁷.

Pour Semmoud, les systèmes de repérages pratiques et affectifs configurent un « contre-espace », où apparaissent « de façon synchrone des lieux surinvestis et survalorisés, qui sont de lieux focaux de la vie sociale, et de lieux réfractaires aux

⁶⁷ Nora Semmoud, *Op. cit.*, p.163.

projections de significations, qui sont sinon désertés ou quasiment "annulés", du moins réduits à leur dimension utilitaire »⁶⁸.

La connaissance approfondie se fait avec le temps. Dans la répétition d'une pratique, l'individu développe un savoir-faire avec son milieu physique, sensoriel et social. Nous appellerons ce milieu maîtrisé, l'univers familial. L'individu qui a la maîtrise d'un environnement peut lui-même faire partie intégrante des réseaux de repérage, c'est le cas des individus qui accomplissent des fonctions sociales dans l'espace public, il s'agit des ressources humaines, à part entière, de l'espace public. La présence constante de certains individus, comme certains voisins ou commerçants, génère aussi un type de socialisation qui oscille largement entre les rapports intimes et l'anonymat.

La faculté de l'homme à se reconnaître dans son milieu familial l'amène à créer des liens affectifs avec le lieu et avec les autres. De plus, la familiarisation peut agir dans le sens opposé, des sensations et des situations deviennent ainsi banales, car dans l'automatisme des actions répétées, notre perception de l'environnement se réduit. Un exemple qui illustre bien cette inattention, est l'expérience des parcours familiaux dans le métro.

En nous appuyant sur les travaux de Kusenbach, nous possédons de nouveaux éléments d'analyse pour lire les rapports entre l'homme et l'espace public dans les pratiques familiales ; a) Une connaissance des ambiances et des territoires dans l'espace. Il y existe différents degrés de familiarité pour connaître le territoire, « en remarquant » celui-ci comme un « contact intensifié », un « contact basique » ou un « chez soi ». b) Des lacunes de perception, considérées comme « la distraction » dans la pratique. c) Les pratiques familiales voient leur(s) signification(s) modifiée(s) à travers le temps. d) L'engagement et l'attachement aux lieux, appréciés comme un « contact intensifié », un « contact basique » avec le lieu ou un « chez soi » dans le lieu. e) Une pratique familiale peut devenir un symbole de l'identité personnelle de quelqu'un par la saturation de sens et d'expériences induite par cette pratique.

La définition donnée pour chacun de ces aspects peut venir de la mémoire du lieu, de la situation rencontrée, d'une sensation éprouvée et aussi de la fonction pratique associée, mais elle peut également découler de l'expérience des autres maisons et quartiers habités auparavant. La familiarité est ressentie en fonction de nos connaissances et expériences antérieures, de notre expérience sensible avec les lieux et en fonction de la vocation du lieu.

⁶⁸ Nora Semmoud, *Op. cit.*, p.223.

1.4. L'espace public comme espace sensible

Dans le partage de certaines qualités éprouvées dans les espaces publics, se déclenchent des processus collectifs d'identification et de familiarisation des lieux et se forment des groupements d'intérêt commun. La construction de l'opinion des hommes face aux actions d'un État, provient non seulement des analyses expertes ou des argumentations rationnelles de la réalité, mais aussi des expériences vécues en tant qu'êtres sociaux et corps sensibles. Par ailleurs, l'exposition d'une diversité de participants à l'espace public peut déclencher des émotions diverses. La présence de l'autre, familier ou étranger, dans l'espace public, ainsi que sa disposition à être un lieu de croisements et de côtoiements, correspondent aussi aux expériences sensibles de l'espace public. Cependant, il n'est pas toujours possible de livrer un témoignage fidèle des vécus et des conséquences de l'expérience sensible, parce qu'ils ne sont pas toujours transmissibles ; ils sont de l'ordre de l'intime et ils dépendent de variables subjectives.

Isaac Joseph voit l'expérience sensible comme forme d'apprendre l'espace partagé comme source de ressources et des vulnérabilités. « Dire que l'espace public c'est un espace sensible, c'est prendre au pied de la lettre la formule de la visibilité qui constitue son ressort majeur. Mais cette visibilité n'est pas le surcroît de manifestation qui surviendrait pour une action ou une identité dès lors qu'elle franchirait le seuil du privé : ce n'est pas l'apparence que l'on se donne en sortant de chez soi ou le masque que l'on emprunte dans telle ou telle circonstance, c'est le bain de visibilité dans lequel se situent et se construisent les rencontres, le milieu qui les organise et les rend intelligibles »⁶⁹. Cette réflexion de Joseph s'appuie dans la thèse de Gibson et de son néologisme d'« affordance » qui désigne la richesse sensible qui permet que le monde visible soit un monde de disponibilités, des offres et de prises.

Nous allons étudier des observations et des critiques produites par des définitions de la sphère publique ou de l'espace public. La production des espaces publics découle de la vie quotidienne, des actions qui prennent place dans des espaces concrets et accessibles au public. Nous voulons donner une lecture de la notion d'espace public en tant qu'espace sensible et en tant qu'espace de sensibilités. Pour cela, il nous faut d'abord effectuer une revue des diverses conceptions qu'a renfermé la notion d'espace public. Cette approche sensible à l'espace public est un regard théorique à partir des variantes sensibles et plurielles propres à l'expérience vécue.

⁶⁹ Isaac Joseph, *L'athlète moral et l'enquêteur modeste*, Paris, Éditions Economica, 2007, p. 314.

L'espace public est un terme qui ne bénéficie pas d'une définition unique. Il s'agit en effet d'un concept flou doté de significations et interprétations hétérogènes. Joseph remarque son caractère hybride : « Signifiant zéro de l'urbanité, il permettrait de franchir à bon compte les frontières pourtant réelles entre civilités et civisme, entre espace de circulation de la ville et l'espace de communication de la citoyenneté, entre la cadre écologique des activités et le cadre participatif, moral ou politique, d'un engagement »⁷⁰. L'espace public est étudié par différentes disciplines et à partir de regards variés. Les sciences sociales ont étudié les interactions dans l'espace public, et les valeurs acquises à travers diverses pratiques et usages. L'espace public physique, en tant qu'espace ouvert à tous, doit être partagé, donc il doit produire, selon les cultures et les habitants, ses propres formes d'organisation pour profiter de ses conditions particulières et à la fois éviter des conflits potentiels liés à ce partage. L'architecture et l'urbanisme ont contribué à doter d'une dimension matérielle cet espace public partagé. Pour les sciences de la ville, l'objectif principal dans la recherche sur l'espace public physique était d'échapper à sa définition juridique pour le considérer comme un espace commun partagé qui apporte du dynamisme, des échanges et une qualité de vie à la ville. Il est considéré comme l'espace urbain par excellence.

Le *Dictionnaire de la ville et l'urbain* de Pumain, Paquot et Kleinschmager⁷¹ décrit bien la complexité du terme en tant qu'espace public physique : « En ce que concerne l'urbanisme, la notion d'« espace public » qui se substitue à « place publique », « lieu public », est récente (1960) et peu précise. Elle superpose à un statut juridique de propriété un usage particulier, ainsi à l'espace public correspondrait un usage public, mais comment délimiter ce qui relève du " commun ", du " collectif ", et pas seulement du " public " ? Et que dire des usages *privés* de certains morceaux de territoires *publics* et d'usages *collectifs* de certains domaines *privés* ? ». Sur la frontière entre « privé » et « public », Thierry Paquot précise qu'elle « varie d'une culture à une autre, d'un sexe à un autre, d'une génération à une autre. Dans certains cas, la porosité entre ces deux entités va de soi, alors que dans d'autres cas c'est l'étanchéité qui se révèle absolue. Quoi qu'il en soit, ce couple exige, chaque fois, une étude spécifique et interdit toute généralisation »⁷². Il en est de même pour les caractéristiques propres de chacun de ces espaces (public et privé). À titre d'exemple, certaines notions comme la visibilité, l'échange ou l'accessibilité n'ont pas les mêmes

⁷⁰ Isaac Joseph, *La ville sans qualités*, Paris, Éditions de l'Aube, 1998, p.14.

⁷¹ Denise Pumain, Thierry Paquot et Richard Kleinschmager, *Dictionnaire la ville et l'urbain*, Paris, Éditions Economica, 2006.

⁷² Thierry Paquot, *L'espace public*, Paris, Éditions La Découverte, 2009, p.50-51.

valeurs en fonction des cultures ; ainsi, dans les villes orientales, « la vie privée et publique s'interpénètrent »⁷³ contrairement à nos villes occidentales où la séparation entre le public et le privé est assez claire. Le même écart de sens et de valeurs se produit quand on étudie le même espace public dans des périodes historiques différentes. Nous constatons comment les moyens existants auparavant en termes d'échange et de rencontre dans les lieux urbains, ont évolué pour donner place à un espace public caractérisé aussi par une multiplicité de réseaux de communication à travers la massification d'internet.

Un autre regard traité par les sciences sociales, par les sciences de la communication et par les sciences politiques, voit l'espace public en tant que sphère publique, où la notion de public revêt un sens abstrait, symbolique et politique. En résumé, la sphère publique accomplirait la fonction démocratique de faire participer la société civile, à travers la considération de leurs intérêts. Pourtant, au sein de cette approche politique cohabitent des postures contradictoires en rapport à la fonction, à la construction et au contenu de la notion. La pensée de l'espace public en termes politiques a été traitée par Hanna Arendt en 1958 dans *The Human Condition*, ouvrage traduit en français en 1961 sous le titre « Condition de l'homme moderne ». Arendt y analyse à travers l'Histoire les divers rapports entre domaine public et domaine privé. Pour Arendt, l'espace public se constitue lors de sa naissance à Athènes au Ve siècle av. J.-C. Elle place la condition d'égalité et la distinction entre vie publique et vie privée au centre de l'idéal d'espace public. La figure du citoyen représente des êtres égaux et l'espace public désigne le lieu physique de l'apparence et du débat libre entre citoyens en opposition à la sphère obscure de la vie privée.

La formation historique et les transformations du concept sont analysées aussi dans la thèse d'habilitation de Jürgen Habermas, en 1962, dans laquelle il étudie l'apparition d'une sphère publique bourgeoise et sa transformation dans le contexte socio-politique de l'Angleterre, la France et l'Allemagne, entre le XVII^e et le XIX^e siècle. La notion de sphère publique développée par Habermas est un référent incontournable pour aborder la communication entre la société civile et l'État. Cet ouvrage a été traduit tardivement de l'allemand : en 1978 est apparue la première édition française ; en 1981 l'édition espagnole ; et il n'a été traduit en anglais qu'en 1989. La sphère publique bourgeoise d'Habermas serait l'espace d'exercice de la démocratie délibérative face aux États autoritaires. Cette sphère publique se veut ouverte à tous, conformée par des hommes privés avec pour objectif qu'à travers l'usage public de la raison va naître « l'opinion publique ». Le concept d'opinion publique suppose l'idéal d'atteindre un consensus du bien commun, pour s'opposer avec

⁷³ Augustin Berque, *Le sens de l'espace au Japon. Vivre, penser, bâtir*, Paris, Éditions Arguments, 2004, p.132.

des fondements rationnels aux décisions autoritaires de l'État. Ce consensus est possible grâce à la communication entre des participants privés et tend vers l'universalité.

Suite à l'apparition de la traduction anglaise de « L'espace public », titrée « *The Structural Transformation of the Public Sphere* » (1989), Craig Calhoun fait une révision critique, en 1992, de la sphère publique théorisée trente ans plus tôt par Habermas⁷⁴. Cet ouvrage collectif est issu de la conférence « *Habermas and the Public Sphere* » organisée la même année que celle de l'édition de la traduction anglaise de la thèse d'Habermas, à l'Université de North Carolina Chapel Hill, et à laquelle ont participé des auteurs de diverses disciplines dont Jürgen Habermas lui-même. Dans l'introduction, Craig Calhoun analyse les contradictions entre d'une part la double constitution de la catégorie habermasienne de sphère publique, composée d'une discussion critique et rationnelle de qualité destinée à être complètement ouverte à la participation, et d'autre part le déclin moderne de la sphère publique bourgeoise, que Habermas présente comme un produit de l'élargissement de la sphère publique suite au développement de *mass medias*⁷⁵. Pour Richard Sennett l'affaiblissement de l'espace public est produit d'une vision intimiste de la société propre de l'époque moderne, où l'homme se penche vers l'intérieur, vers ses propres sentiments. « Et c'est justement cette absorption – en – soi – même qui nous empêche de cerner la notion même de « privé » »⁷⁶.

Nous allons débattre des théorisations autour de la notion qui représentent un problème pour l'approche sensible à l'espace public : l'universalité d'accès, l'intérêt général et les formes de séparation entre le public et le privé. Ensuite, nous lirons l'espace public physique comme espace de croisement de sensibilités.

1.4.1. L'universalité d'accès, l'intérêt général et la distinction entre public et privé

Une des idées communes à Arendt et à Habermas est l'universalité du concept d'espace public. Cependant, dans la pratique, cet idéal d'accès universel au débat public n'est pas toujours accompli. La prétendue universalité dans l'accès à un forum où une majorité du public arrive à un consensus général est historiquement liée à l'exclusion, car la société civile a des intérêts contradictoires, et il y a des rapports de pouvoir entre eux et avec l'État. L'espace public dominant de chaque époque va définir ses critères de

⁷⁴ Craig Calhoun, (dir). *Habermas and the Public Sphere*, Cambridge, The MIT Press, 1992.

⁷⁵ Calhoun Craig, « Introduction : Habermas and the Public Sphere », dans Craig Calhoun, (dir). *Op.cit.*, pp. 1-48.

⁷⁶ Richard Sennett, *Les tyrannies de l'intimité*, Paris, Éditions Seuil, 1979 (1974), p.12.

participation. Habermas va étudier une sphère publique produite au sein d'une classe sociale, mais qui prétend représenter les intérêts de toute la société civile. Ainsi, les salons, la presse et les cafés voient se constituer cette sphère ; ils étaient restreints à un statut social plutôt élevé et au genre masculin, à des conversations intellectuelles sur les affaires dites « publiques » (où le public est aussi défini par eux). Arendt fait le rapprochement entre ce mécanisme et l'agora grecque, espace public très contrôlé où les délibérations du gouvernement de la Cité excluaient la participation des femmes, des mineurs, des étrangers et des esclaves.

L'exclusion des publics n'appartenant pas à la bourgeoisie de l'époque amène à une critique sur le manque de légitimité donnée par Habermas aux publics alternatifs et contemporains de la sphère publique bourgeoise. Même si Habermas fait allusion à une sphère publique plébéienne et au mouvement féministe, il les considère seulement comme des variantes de la sphère publique bourgeoise, susceptibles d'être négligées dans son étude. Ainsi, dans *Habermas and the Public Sphere*, Habermas admet l'exclusion de groupes jouant un rôle constitutif dans la formation d'une sphère publique particulière. Il signale également une forme d'exclusion moins radicale, lorsque les mêmes structures de communication forment d'autres arènes de discussion, où se constituent des sphères publiques sous-culturelles ou de classes sociales spécifiques, au-delà de la sphère publique bourgeoise hégémonique⁷⁷.

Pour Oskar Negt⁷⁸, l'omission faite par Habermas corrobore l'exclusion des expériences de la vie quotidienne du prolétariat : « Les segments de la société écartés par l'espace public bourgeois, notamment la sphère privée et l'entreprise, interdisent de le penser comme un espace capable de produire une synthèse réelle des expériences sociales »⁷⁹. Negt va alors développer le terme d'espace public oppositionnel pour parler de l'interaction de l'espace public bourgeois et de l'espace public prolétarien. Dans la préface de « L'espace public oppositionnel », Alexander Neumann souligne la façon dont Negt interprète, dans la prise de parole des groupes sociaux écartés de la délibération publique bourgeoise, la naissance d'un espace public oppositionnel, et non seulement un dysfonctionnement ou une crise passagère de l'espace public de Habermas.

⁷⁷ Jürgen Habermas, « Further Reflections on the Public Sphere », dans Craig Calhoun, dir., *Op.cit.*, p.425.

⁷⁸ Développements à partir de l'ouvrage *Offentlichkeit und Erfahrung, Zweitausendeins*, 1972. Cet ouvrage, ainsi que d'autres ouvrages de Oskar Negt ont été rassemblés et traduits en français dans l'ouvrage *L'espace public oppositionnel*, Paris, Éditions Payot, 2007.

⁷⁹ Alexander Neumann, dans Oskar Negt, *L'espace public oppositionnel*, Paris, Éditions Payot, 2007, préface : pp. 7-23, p.10.

Nancy Fraser va contredire ces assumptions sur la sphère publique bourgeoise. En prenant pour exemple la délibération d'un bien commun à tous propre à l'espace public habermasien, elle infirme que tous les participants parviendront à un accord ou même à un consensus sur un seul intérêt commun. Selon elle, l'espace public doit être l'arène de la contestation et de la confrontation. Fraser réfute le caractère exclusif de l'espace public réservé à la participation d'une seule catégorie sociale, animée par des intérêts partagés, et préconise l'hétérogénéité des arènes publiques. En effet, c'est seulement à travers la confrontation d'intérêts opposés qu'il est possible d'atteindre un consensus d'intérêt commun, qui doit donc être construit par l'inclusion de tous les groupes composants la société, sans chercher une condition d'égalité entre les participants pour discuter. Avec ce postulat, Fraser revendique une publicité démocratique et des opportunités d'expression pour les minorités, de telle manière qu'ils aient la possibilité de convaincre chaque citoyen de convertir ses propres intérêts en intérêts communs. Fraser va nommer ces groupes minoritaires ou publics alternatifs, les « contre-publics subalternes ». Ils désignent par exemple les groupes de femmes, les ouvriers ou les homosexuels. Fraser propose le terme de subalterne pour signaler qu'ils forment des arènes discursives parallèles formées par des groupes subordonnés. Les contre-discours permettent l'exposition des interprétations opposées de leurs identités, intérêts et besoins⁸⁰. Fraser cite comme l'exemple le plus saisissant, le contre-public subalterne de féministes nord-américaines du XX^e siècle. Tant dans les contre-publics subalternes que dans l'espace public prolétarien, ils agissent en opposition ou en contestation aux publics dominants.

Nous pouvons affirmer qu'une des causes de l'exclusion se trouve dans la distinction opérée entre le public et le privé. Les définitions précisant quels individus sont aptes à participer, de quelle manière et sur quelles thématiques ou problèmes il convient de débattre, sont des définitions établies par les groupes dominants. Ils représentent des formes d'exclusion. La condition d'égalité à participer demeure un idéal, non réalisable. Le même effet de voile conduit à la définition de frontières entre public et privé, entre ce qui peut devenir politique et ce qu'il est préférable de garder confidentiel.

Ainsi, comme la sphère publique bourgeoise habermasienne est formée en opposition à des États autoritaires, l'exclusion des groupes de la sphère publique dominante se transforme en levier pour l'organisation de nouveaux espaces publics. La délibération entre êtres égalitaires revendiquée par Hanna Arendt, vise à n'opérer aucune distinction entre les participants, afin que tous les arguments aient le même poids et la même valeur.

⁸⁰ Nancy Fraser, « Rethinking the Public Sphere: A Contribution to the Critique of Actually Existing Democracy », dans Craig Calhoun, (dir.), *Op.cit.*, pp.109-142.

Les hommes et les femmes arborent leur condition de « citoyen » pour s'exprimer. Nous croyons que le bagage personnel de chaque participant, produit de ses expériences vécues, sont une part essentielle du débat, inséparable de l'opinion politique. Nancy Fraser dénonce une illusion d'égalité dans la conception de la sphère publique bourgeoise. Cette exclusion trouve ses causes dans deux critiques : une forte séparation établie entre le privé et le public et une possible domination d'une sphère publique sur d'autres. Les premiers mouvements féministes vont brandir le slogan « le personnel est politique » et nous croyons que ce slogan est tout à fait pertinent, car les affaires personnelles sont toutes susceptibles d'avoir une portée politique quand ils représentent des malheurs ou des bonheurs collectifs. Quand il s'agit de l'exclusion des affaires privées dans l'espace public, il est le produit d'un accord préétabli entre des sujets qui appartiennent à la sphère publique et ceux qui appartiennent au domaine du privé. La perméabilité de ces frontières est au sein de la critique de Fraser, venue de la lutte féministe.

Oskar Negt revendique l'importance des expériences des citoyens dans la conception de l'espace public. L'espace public prolétarien, conceptualisé par Negt, va mettre les expériences de la quotidienneté du travailleur au centre de l'espace public. Il parle d'un « espace public prolétarien » qu'il qualifie d'affaire publique, l'expérience sociale fondamentale qu'est celle du travail. Pour Negt : « L'une des expériences sociales significatives qui est tue par l'espace public bourgeois, est celle du travail, ou plutôt des nombreuses frustrations, privations et entraves à l'autonomie dont le monde du travail fait l'expérience »⁸¹. Même si Habermas reconnaît les critiques de Negt et incorpore dans la préface de 1992 l'existence d'un espace public plébéien, dans « Droit et Démocratie », ouvrage de 1997, il s'emploie à nouveau à généraliser et confirme l'idée de l'espace public en tant qu'espace de médiation entre les trois pouvoirs (étatique, économique, société civile) visant à aboutir à la définition d'un intérêt général.

Pour que ces expériences de la vie privée ou intimes s'incorporent dans le débat public, il faut que le domaine public garde son caractère de public. Le sociologue Richard Sennett⁸² marque le parallèle entre cette théorie et la négation du principe de séparation entre domaines privé et public. Pour Sennett, le risque d'effondrement du domaine public est produit lorsque des affaires qui relèvent de codes de signification impersonnels sont traitées en termes de sentiments personnels ; le domaine public deviendrait alors vacant. Ce phénomène se voit aussi dans les espaces urbains, où la variante individuelle de la mobilité -

⁸¹ Alexander Neumann dans Oskar Negt, *Op. cit.*, p.10

⁸² Richard Sennett, *Op.cit.*

voire de la voiture -, a pris la place dans les espaces publics physiques des villes modernes. Ainsi, « l'espace public en fonction de la mobilité perd tout signification propre »⁸³. La peur de la vie impersonnelle et la tyrannie de l'intimité sur elles, détruisent l'expérience sociale de la ville, la civilité et l'esprit critique propre de l'espace public urbain.

L'espace public d'Habermas, en tant qu'espace de confrontation des idées et des opinions rationnelles, voit la plus insignifiante charge affective ou émotionnelle comme un risque pour l'objectivité du débat et donc pour la démocratie délibérative. Les émotions sont réprimées dans l'espace public, expulsées de la sphère publique telle qu'elle a été conceptualisée par Habermas en 1962. L'opinion publique exclut ou transforme, à partir du précepte de rationalité des arguments, tout rapport avec l'émotion et les singularités propres à l'expérience des citoyens. Une autre conceptualisation intéressante du public est celle de la « Multitude » de Negri et Hardt⁸⁴, qui nous expose l'idée d'un public formé de singularités et de particularités où les biens immatériels, c'est-à-dire les idées, images, affects et relations, façonnent le « commun » visant à toucher tous les aspects de la vie sociale. La Multitude correspond à un projet de démocratie en devenir, projet politique pour une société globale et caractérisée par l'état de guerre. La Multitude forme un réseau global afin qu'à travers la participation et la collaboration de tous les espaces publics, mouvements et groupements, soit produite une base commune préservant les diversités et les singularités.

Les intérêts des divers mouvements sociaux qui alimentent les débats sont nourris des sensibilités, des récits et de la mémoire des individus. La mémoire et l'expérience commune d'une ville ou d'un quartier pourraient mobiliser ainsi une sensibilité commune. L'importance des aspects propres du sensible dans la valorisation de la qualité de vie urbaine nous amène à les envisager comme des moteurs de la mobilisation des habitants. Pour Arendt, une apparence publique aurait une existence réelle. Nous pouvons donc en conclure que l'intime, qui a une certaine apparence publique, doit participer au débat public. Le projet en tant que débat public – du moins dans sa conception contemporaine – doit donc accueillir les expériences sensibles et intimes dans la mesure où elles ont une portée collective. Contrairement à l'effondrement de la *res publica* dénoncé par Sennett à cause de l'oppression de l'intimité, l'expérience sensible doit se transformer ou se traduire en sujet de la politique en participant aux débats de l'espace public.

⁸³ Richard Sennett, *Op.cit.*, p.23.

⁸⁴ Antonio Negri et Michael Hardt, *Multitude. Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*, Paris, Éditions La Découverte, 2004.

Parallèlement, les gouvernants doivent incorporer le sensible dans la façon de faire la politique. Selon le linguiste et philosophe Jean-Claude Milner, la politique a besoin des « êtres parlants » avec leur corps et leur sensibilité⁸⁵. Cela signifie que la politique a besoin de l'expression du sensible. Milner montre comment la politique s'est éloignée de la parole pour fonder ses décisions sur de « choses muettes », comme les statistiques par exemple. Il soulève l'importance d'une politique d'êtres parlants, car « les êtres parlants prennent part à la discussion avec leur corps et leurs souffrance qui s'expriment, en étant à la place qui est la leur au moment où ils parlent »⁸⁶.

1.4.2. L'espace de croisement de sensibilités

Si nous lisons l'espace public physique à travers l'expérience sensible, il faut remarquer d'abord qu'il configure le contexte où les habitants d'une ville se croisent et se confrontent les uns aux autres. Il est un lieu où nous sociabilisons nos problèmes hors de la sphère intime. À partir de ces rencontres, il est possible d'être à son tour sensibilisé aux problèmes des autres. L'espace public est un espace d'exposition, ouvert à l'écoute et au regard de l'autre, à partir duquel un individu reconnaît l'autre et ses problèmes, et à partir de ces expériences peut s'en former une opinion. Bordreuil, à l'aide d'une analyse interactionnelle, propose l'idée de ce que « la publicité d'un espace ne tient pas aux lieux. Elle tient aux types de pratiques qui ont cours dans cet espace et qui entretiennent la publicité de ce lieu. [...] C'est-à-dire que la publicité d'un espace n'appartient pas au lieu, et qu'elle demande à être produite, ou en général co-produite, par la manière dont on s'y comporte »⁸⁷. Nous retenons cette idée de co-production de la publicité ; la publicité des conduites sur les lieux publics peut signifier aussi une publicité d'une opinion ou d'une réalité spécifique qui participe de l'espace public politique.

L'espace public, en tant lieu d'exposition et de visibilité, peut être vécu comme un espace de contraintes, car si nous sommes exposés aux regards des autres, nous sommes aussi vulnérables aux opinions des autres et aux actions des autres. Cependant, nous n'adoptons pas continuellement une attitude défensive. Nous disposons d'une certaine liberté, ou tout du moins nous prétendons en disposer, car dans l'espace public, nous

⁸⁵ Jean-Claude Milner, *Pour une politique d'êtres parlants, court traité politique 2*, Paris, Éditions Verdier, 2011.

⁸⁶ Jean-Claude Milner, « L'acte politique, ce sont des corps parlants ». Propos recueillis par Josyane Savigneau, *Le Monde*, samedi 5 février 2011.

⁸⁷ Samuel Bordreuil, « Espace public, urbanité et mouvements », dans Michèle Jolé (dir.), *Espaces publics et cultures urbaines : actes du séminaire du CIFP de Paris, 200-2001-2002*, CERTU, IUP, 2002, p.45-68, p.52.

n'avons pas le devoir ou l'exigence d'être nous-mêmes. Humberto Giannini, philosophe chilien, se réfère à la fonction « d'impersonnalisation » de la rue : « [...] au milieu de ce flux humain, dans la libre circulation de la rue, je réussis dans une certaine mesure à me détacher du poids, de la responsabilité, du souci de cet être disponible « pour soi » que je suis à mon domicile, à me détacher aussi de ce personnage « en vue de soi-même » que je suis [...] dans mon travail »⁸⁸.

Dans cette opportunité d'anonymat, Giannini décèle une autre caractéristique de l'espace public, celle de la possibilité de se perdre, de s'abandonner : « Se détacher, se laisser aller à l'enchantement des choses, se surprendre à marcher sans but, sans lieu à atteindre, sans horaire, ouvert au hasard des rencontres que la rue met à notre disposition [...] qu'elle nous révèle soudain notre condition d'humanité imprévisible dans notre relation aux autres, humanité exposée aux autres dans sa nature transitoire »⁸⁹. La marche, les déplacements en vélo et la course, confèrent des expériences sensibles dans les espaces publics. Parcourir la ville, avec ou sans un but, permet de la ressentir. L'expérience sensorielle de l'espace public conforte une autre expérience sensible qui qualifie la vie.

L'expérience sensible de l'espace en tant qu'expérience sensorielle est étudiée par le laboratoire CRESSON, et le terme d'« ambiance » est issu des travaux de Jean-François Augoyard : « Les atmosphères urbaines naissent de l'entrecroisement de multiples sensations. Dans cette immédiate expérience du monde, la pluie, le vent, la nuit n'ont guère de valeur pour eux-mêmes. Ce que l'habitant en retient, c'est le pluvieux, le venteux, le "peureux", c'est-à-dire la tonalité affective. [...] Telle couleur, telle froidure, donneront le ton à tout le reste des sensations et engageront même, comme par une résonance jamais éteinte, des images culturelles, des représentations sociales, des réflexes idéologiques »⁹⁰. Jean-Paul Thibaud, pour sa part, remarque le caractère trouble de l'expérience : « Mais encore, si le sensible s'éprouve, c'est avant tout de façon diffuse, en termes de tonalités affectives. D'une part, une tonalité affective colore la globalité de la situation présente en lui conférant une certaine physionomie. Cette dimension atmosphérique de l'émotion ne se subordonne ni à l'état psychique d'un sujet, ni à tel objet particulier de l'environnement. Elle est indistinctement sentiment du moi et du monde »⁹¹.

⁸⁸ Humberto Giannini, *La 'réflexion' quotidienne. Vers une archéologie de l'expérience*, Aix-en-Provence, Éditions Alinéa, 1992, p.30.

⁸⁹ *Ibid.*

⁹⁰ Jean-François Augoyard, *Pas à pas. Essai sur le cheminement quotidien en milieu urbain*, Paris, Éditions Seuil, 1979, p.111.

⁹¹ Jean-Paul Thibaud, *Op. cit.*, p.189.

Erving Goffman explore l'expérience sociale de la vie publique, et définit la vie dans les espaces publics comme le champ des interactions en face-à-face. Ainsi, il met en place une éthologie des interactions où la vie publique est assimilée à un théâtre dans lequel chaque participant joue un ou des rôle(s), adoptant des normes et des pratiques pour maintenir un « ordre social »⁹². Cependant, même si la métaphore théâtrale nous semble pertinente pour décrire les relations dans l'espace public, Goffman ne laisse aucune place au vécu, à cette expérience humaine retracée par Giannini, à cette sensation de liberté⁹³. L'homme étudié par Habermas n'échappe pas aux interactions. Pour Goffman, cette sensation peut être accomplie dans un type d'échange qu'il appelle *civil inattention* ou inattention polie, ainsi qu'elle a été traduite en français (notamment dans la traduction française du tome 2 de *La mise en scène de la vie quotidienne*) où chacun des participants remarque la présence de l'autre, mais détourne l'attention pour donner l'impression qu'il ne l'a pas remarqué et que l'autre n'est pas un objet de curiosité⁹⁴.

Isaac Joseph a approfondi la question des frictions dans les espaces publics à partir d'une lecture naturaliste de l'espace public, en remarquant une autre caractéristique que le dialogue et la rencontre : les frictions. Joseph va étudier des résistances qui s'inscrivent dans « le tissu même de la socialité et de la socialisation. Ainsi les résistances n'auraient pas uniquement pour modèle la lutte, mais aussi la *fuite*, le *retrait*, le *silence*, l'*indifférence*, la *ruse*, la *composition*, le *détournement*, et ainsi de suite, toutes formes qui n'entrent pas dans l'opposition simpliste du terrorisme et de la dissidence, ni même dans la dialectique des regards ou dans le corps à corps de la surveillance et de la docilité »⁹⁵.

Dans notre culture occidentale, les canaux qui manifestent émotion ou affect, ainsi que les pratiques qui traditionnellement appartiennent à l'espace privé, vont être rejetés de la sphère publique, ce fait varie ainsi de culture en culture. La régulation du caractère public d'un espace est assurée par la société. L'expulsion des éléments perturbateurs et la définition de leur caractère public ou non sont soumises à des jugements sociaux, et non

⁹² « L'étude de l'ordre social fait partie de celle de l'organisation sociale. Mais il faut y prendre l'organisation au sens faible. L'intérêt porte sur les conditions et les contraintes qui pèsent sur la manière de poursuivre des buts ou d'accomplir une activité ; il porte aussi sur les modèles d'adaptation associés à ces entreprises ; mais il se tourne peu vers le choix des buts ou vers la façon dont il est possible d'intégrer ces buts dans un unique système d'activités. [...] Les règles fondamentales sont un important procédé d'organisation, mais ne sont qu'un des composants d'une organisation. » Préface (p.12-13) Erving Goffman, *La mise en scène de la vie quotidienne 2. Les relations en public*, Paris, Éditions de Minuit, 1973.

⁹³ Humberto Giannini, *La 'réflexion' quotidienne. Vers une archéologie de l'expérience*, Aix-en-Provence, Éditions Alinéa, 1992.

⁹⁴ Erving Goffman, *Behavior in Public Places*, New York, The Free Press, 1963.

⁹⁵ Isaac Joseph, 2007, *Op.cit.*, p.115

nécessairement à des lois ou à la surveillance policière. La détermination de l'espace est donc soumise à la communication de codes sociaux dans les interactions en public. Cependant, l'interaction sociale est en soi un contact entre deux ou plusieurs expériences sensibles qui concourent à délimiter le convenable à l'aide des codes comportementaux. Les normes de chaque canal émotionnel sont susceptibles de se modifier, de la même façon que l'identité des espaces urbains est susceptible d'évoluer en fonction de la diversité des expériences sociales des habitants. Les limites du public et du privé sont contrôlées par les mêmes habitants dans leurs pratiques quotidiennes et selon leurs intérêts.

Comme l'espace public supporte plus ou moins bien que la sensation de familiarité ou le rapport intime s'installe, il existe des mécanismes de régulation. « La convenance »⁹⁶ est un trait de l'espace public qui réprime ce qui « ne convient pas ».⁹⁷ Elle est conformée par une série de codes qui assurent l'équilibre entre la proximité et la distance sociales. Pour Mayol, le quartier est l'espace de coexistence, où des codes de langage et de comportement assurent cette convenance. Nous notons dans la familiarisation cette idée de voisinage de quartier, mais en ouvrant la notion traditionnelle de quartier à une notion plus relationnelle que territoriale. Nous avons analysé, dans un travail de recherche précédent⁹⁸, comment la familiarisation n'est pas conditionnée à être circonscrite dans un espace physique d'usage réservé à un même groupe, sans nier l'existence de quartiers. Dans la pratique quotidienne de l'espace public, nous voyons des limites plus floues entre vie de quartier, vie publique et vie intime. Une compétence d'agencement et d'évitement dans les pratiques quotidiennes est souhaitable pour maintenir les univers familiers tout en préservant le caractère public des espaces traversés. L'espace public pour rester public doit pouvoir accueillir une pluralité et une diversité d'univers personnels, familiers du lieu ou pas. Si dans un espace public évoluent des personnes familières à ce lieu, cela ne doit pas le priver de son égalité d'accès et de son ouverture à l'étranger, à l'autre qui ne lui est pas familier.

L'analyse des aspects de l'intime qui s'expriment dans l'espace public nous rappelle aussi la dimension morale de l'espace commun, tant au niveau physique que politique. Citons Paperman et son analyse des émotions : « C'est donc le caractère ou la valeur prescriptive (et non descriptive) des émotions qu'il convient d'examiner lorsqu'on s'attache

⁹⁶ Michel de Certeau, Luce Giard et Pierre Mayol, *L'invention du quotidien, Tome 2 : Habiter, cuisiner*, Paris, Éditions Gallimard, 1994, p.25-51.

⁹⁷ Michel de Certeau, Luce Giard et Pierre Mayol, *Op. cit.*, p.28.

⁹⁸ Karen Andersen, *Op. cit.*

à l'analyse de l'espace public. Elles rappellent, incarnent ou figurent une dimension morale de la réalité commune à laquelle celle-ci doit une part au moins de son caractère sensé »⁹⁹.

⁹⁹ Patricia Paperman, « Les émotions et l'espace public », *Les espaces publics, Quaderni N. 18*, Automne 1992, p.93-107, [En ligne], doi : 10.3406/quad.1992.973, p.106.

Chapitre 2

La démarche de terrain

Dans ce chapitre, nous présenterons la multidisciplinarité des approches méthodologiques choisies pour appréhender les espaces publics spontanés de deux villes chiliennes touchées par le tremblement de terre et le tsunami de 2010. Nous avons choisi de « laisser parler » les espaces publics des habitants le plus librement possible. Ce choix vise à vérifier nos hypothèses à partir de l'analyse des éléments de l'expérience sensible de l'espace qui surgissent de l'enquête menée auprès des habitants et de leurs relations avec les espaces publics vécus au quotidien.

2.1. Méthodologie du travail de terrain

Nous avons choisi de cibler notre regard sur les impacts de la catastrophe touchant le rapport sensible entre l'habitant et son environnement physique et social. Ces impacts ne sont pas quantifiables et sont donc difficiles à singulariser. Nous cherchons à mettre en exergue les détails qui rendent compte de l'expérience vécue. Ainsi, **notre visée est de définir les aspects de l'expérience sensible post catastrophe qui participent à la production des espaces publics. Cet environnement à observer sera appelé « espace public sensible ».**

Nous pointerons deux contextes ou échelles de production de l'espace : celui des habitants d'un campement d'urgence et celui des mouvements citoyens contestataires des décisions institutionnelles. Au sein de ces deux contextes, nous analyserons comment l'habitant participe à la reconstruction post-catastrophe. Nous observerons l'ensemble des interventions, actions et pratiques que l'habitant exerce sur l'espace public physique et politique aboutissant à sa transformation. Nous observerons aussi un type d'implication moins visible mais également modulateur de l'espace : les rapports affectifs ou émotifs que l'habitant établit avec l'espace. Ces transformations peuvent modifier la signification de l'espace, laissant place à l'émergence de nouveaux usages ou occupations. Cet espace public vécu par des habitants, est un espace ouvert à l'implication des habitants et issu d'une

production continue. Ainsi, plutôt que d'étudier les dispositifs de participation citoyenne, **nous étudierons les modalités de contribution spontanée des habitants et de leurs usages à la production des espaces publics physiques et politiques.**

L'entrée méthodologique principale de l'enquête de terrain a consisté à mener une observation et des entretiens non directifs. Nous avons multiplié les regards sur l'objet d'étude, afin d'approfondir, de compléter et de comparer les visions, à travers une revue de presse et l'analyse de documents divers : des études menées par des Organisations Non Gouvernementales, des Organisations Internationales ou des Universités, des documents réalisés par les habitants et par les mouvements des habitants ou encore des études conduites par des professionnels divers, sans oublier les documents et cartographies des plans officiels de la reconstruction entreprise par le Gouvernement chilien.

Nous pensons que le recours à la méthodologie de la description dense aurait été judicieuse pour le recueil des aspects de l'intime et du sensible, car ces dimensions se présentent généralement dans les récits et les observations des habitants. Malheureusement, cette approche de l'ethnographie développée par Clifford Geertz¹⁰⁰ a fait l'objet d'une découverte tardive, empêchant son intégration à nos enquêtes de terrain. Cependant, la somme des récits des habitants, couplée à une recherche documentaire approfondie, nous permettent d'établir une description de la réalité assez « dense », dans le sens de Geertz.

Clifford Geertz expose un des courants de l'anthropologie appelé le courant interprétatif¹⁰¹. Geertz oscille entre un paradigme esthétique et un paradigme clinique : « Il s'expose à des atmosphères expressives ou des climats affectifs qui relèvent d'une *aisthesis*, au sens original du terme. En outre, l'anthropologue poursuit, à travers la description dense, la « spécification » d'un diagnostic interprétatif. Une dialectique du particulier et du général, du local et du global se met en route. Geertz à travers une « description dense » (*thick description*) faite avec intelligibilité ou « densité », envisage l'interprétation des formes signifiantes »¹⁰². La description dense implique une compréhension basée sur le « sens

¹⁰⁰ Clifford Geertz, « La description dense » *Enquête 6*, 1998, [En ligne] <http://enquete.revues.org/1443>, consulté le 28 juin 2012. (Extrait de Clifford Geertz, *The Interpretation of Cultures*, New York, Basic Books, 1973, premier chapitre).

¹⁰¹ Depuis les années 1950 se développe l'ethnographie interprétative en anthropologie. Le paradigme interprétatif appréhende les faits et les données comme des significations sociales attribuées par les acteurs sociaux mais aussi par l'enquêteur, dans leur interaction. La théorie de Geertz représente le tournant herméneutique du tournant interprétatif. Le tournant interprétatif a deux autres tournants, à côté de celui de Geertz : le tournant linguistique, dans la version wittgensteinienne de l'analyse grammaticale, et le tournant rhétorique, dans la version cliffordienne du textualisme ethnographique.

¹⁰² Le concept central dans la proposition d'une anthropologie interprétative est le concept de « forme symbolique ». Les formes symboliques forment partie des choses banales ou ordinaires de la vie quotidienne des hommes qui les produisent. Seulement quand il arrive un étranger, un *outsider* qui

pratique ». Les événements et les actions sont parlants et se présentent comme des significations en interaction. Pour mener une description dense, il est nécessaire d'accompagner ces opérations pratiques, de décrire les divers points de vue impliqués et de saisir toutes les conséquences pratiques des actions narrées. Ce type de description ethnographique permet de lire ou de « construire une lecture de » ce qui constitue « un manuscrit étranger, défraîchi, plein d'ellipses, d'incohérences, de corrections suspectes et de commentaires tendancieux » ; pour aboutir à cela, il faut lire des « modèles éphémères de formes de comportement »¹⁰³.

Décrire la réalité est un des moyens les plus naturels et immédiats dont nous disposons pour créer une représentation qualitative de la réalité. Ainsi, nos enquêtés ont chacun décrit la réalité qui s'imposait alors à eux. Cette représentation subjective accompagne chacun de nos récits relatant une expérience vécue. À la lecture d'une description, une image mentale s'inscrit dans l'imaginaire du lecteur. La description découle toujours d'une intention et se construit à travers des interprétations de la réalité perçue. Autrement dit, il s'agit de productions, qui sont toujours des « fictions ». En effet, il existe autant de lectures possibles que de lecteurs différents. Ainsi, les romans, la poésie, les œuvres d'art ou la musique correspondent à des représentations de la réalité. Le sociologue américain Howard Becker ouvre un débat sur ce que les représentations artistiques, comme la littérature, la photographie et les arts plastiques, peuvent enseigner au sociologue. Ces représentations sont des lectures de la société, issues de contextes et de points de vue toujours différents. Howard Becker¹⁰⁴, dans son ouvrage traitant de la diversité des représentations sociales, constate le décalage entre l'idée de « vérité » des descriptions artistiques avec celles du sociologue, pour les représentations artistiques l'échantillonnage n'aurait aucune validité. Clifford Geertz suit la même logique : pour lui, « l'anthropologie

ne comprend pas le sens des choses, elles sont remarquées, car il faut que l'étranger, dans le cas de l'anthropologie, l'enquêteur, interprète ces formes symboliques pour les comprendre. Ainsi, ces structures permettent qu'un groupe d'hommes comprenne les actions des autres et puisse ainsi agir en conformité. « Les formes symboliques sont les « matériaux de l'expérience humaine » grâce auxquelles nous nous attribuons des identités, nous nous fabriquons comme personnes et comme acteurs ; nous percevons, apprécions, comprenons, définissons, catégorisons et jugeons des événements, des actions et des situations ; nous communiquons, discutons, argumentons et controversons les uns avec les autres et nous nous entendons sur le sens des choses ; nous nous engageons de concert dans des actions collectives, nous donnons des représentations de sens commun et entrons dans des relations de coordination et de conflit. Nous sommes ainsi pris dans des toiles de significations qui fixent les limites de ce qu'il nous est possible de sentir et de ressentir et qui bornent les espaces de l'action cohérente et pertinente. » Daniel Céfai, *L'Enquête de terrain*, Paris, La Découverte / Recherches M.A.U.S.S., 2003, p.192.

¹⁰³ Clifford Geertz, « La description dense » *Enquête 6*, 1998, [En ligne] <http://enquete.revues.org/1443>, consulté le 28 juin 2012, p.6.

¹⁰⁴ Howard Becker, *Comment parler de la société ? Artistes, écrivains, chercheurs et représentations sociales*, Paris, La Découverte, 2010.

existe dans le livre, l'article, la lecture, les expositions ou parfois, de nos jours, dans le film. En prendre conscience, c'est réaliser que la frontière entre la forme de la représentation et le contenu substantiel est tout aussi difficile à tracer en analyse culturelle qu'elle ne l'est en peinture ; et ce constat semble en retour menacer le statut objectif de la connaissance anthropologique, puisqu'il suggère que ses sources ne proviennent pas de la réalité sociale mais d'un savant artifice »¹⁰⁵.

À travers la description, l'ethnologue construit la représentation d'une réalité méconnue jusqu'alors, afin de la comprendre. Cette science empirique pose la question de la légitimité de ses résultats. L'interprétation de la réalité observée, ainsi que les interprétations des lecteurs et des enquêtés sur l'interprétation de l'ethnologue, interrogent la validité scientifique des descriptions ethnographiques. Cette quête d'une validité objective des résultats issus de ce type de méthodologies, est à la source de la critique des chercheurs positivistes envers l'ethnographie. Pour la science positiviste, l'objet à décrire est passif, et la description est le produit de la simple observation du sujet, sans interaction entre l'observateur et l'observé. L'ethnographe observe la réalité et la société, mais établit par ailleurs des interactions avec la société ; il l'enquête, il doit résoudre sa méconnaissance vis-à-vis de la culture, il participe au quotidien des habitants et noue des relations nécessaires à son intégration à des espaces d'accès restreints pour l'étranger qu'il représente. La description ethnographique est la forme narrative de l'expérience exhaustive de l'enquêteur sur un terrain. Au cours de nos recherches, nous avons engagé un rapport actif avec le terrain, rapport qui a conditionné l'acceptation ou l'exclusion des méthodologies préalablement envisagées. Il nous semble donc pertinent, dans le cadre d'une compréhension aboutie des terrains et de l'objet d'étude, de retracer l'histoire de l'enquête de terrain.

Les chemins d'une enquête :

Initialement, nous avons imaginé étudier trois modalités d'implication de l'habitant au processus de production de son espace, qui correspondaient à trois échelles différentes, chacune étudiée dans une ville chilienne : (1) la contribution à travers un dispositif de participation dans le cadre du processus de conception du plan de reconstruction de la ville de Constitución ; (2) la contribution de l'habitant à travers la mobilisation des organisations de la société civile de la ville de Talca dans un processus alternatif aux plans officiels ; (3) la contribution quotidienne des habitants à la transformation d'un campement d'urgence au village de Dichato.

¹⁰⁵ Clifford Geertz, *Op.cit.*, p.10.

Après le temps consacré au travail de terrain, nous avons précisé certaines questions relatives aux objectifs de la recherche. L'idée initiale d'analyser trois modalités d'implication de l'habitant à la production de l'espace s'en est trouvée modifiée. Il nous a semblé que la réflexion sur la participation encadrée à un plan de reconstruction comprenait un autre registre d'analyse. De plus, l'analyse d'un processus participatif suppose l'étude de la contribution des habitants en fonction des attentes des experts et des politiciens qui vont utiliser la démarche participative pour légitimer leur position vis à vis des projets de reconstruction. Autrement dit, les compétences mobilisées dépendent de ceux qui gèrent le processus. A contrario, dans les deux autres cas – les mobilisations citoyennes (Talca) et les pratiques quotidiennes de victimes hébergées dans des campements d'urgence (Dichato) –, ce sont les sensibilités et les opinions des habitants qui mobilisent les compétences et les savoirs dans l'espace public. La position des habitants vis à vis des projets de reconstruction s'exprime de multiples formes tant dans leurs pratiques quotidiennes que dans leurs mobilisations citoyennes. Par conséquent et compte tenu du point précédent, nous décidons de limiter nos cas d'étude en écartant des objectifs de l'enquête l'objet du premier cas. Nous pensons qu'en déplaçant la problématique des dispositifs construits vers les connaissances mobilisées, nous désaxons également le débat relatif à la forme de contribution vers un débat plus centré sur le(s) contenu(s) de la contribution. Par ce biais, nous croyons qu'une gamme plus riche de compétences citoyennes pourrait être dévoilée.

Nos cas d'étude sont deux villes qui ont subi, de par l'occurrence de la catastrophe, des modifications extrêmes de la physionomie de leurs espaces de vie, et qui sont en outre contraints à pallier à une seconde modification ; leur reconstruction urbaine. Notre premier cas d'étude porte sur un espace public politique créé par l'organisation des habitants suite à la catastrophe. L'enquête analyse en particulier un premier mouvement né dans la ville de Talca, les initiatives citoyennes qu'il mobilise et ses développements au niveau national. Notre second cas d'étude relate les espaces publics physiques vécus et perçus au quotidien par les habitants comme des espaces de communication des expériences intimes et sensibles. Nous envisageons les espaces publics physiques et politiques sous l'hypothèse de leur pluralité, en intégrant l'existence de différents types, dimensions et échelles, et leurs interactions les uns avec les autres dans un réseau public plus vaste.

Nous ciblons la compréhension des thématiques mobilisées dans les récits des habitants et les manières dont ces thématiques sont traitées. Sur chaque étude de cas, les stratégies d'approches ont été différentes. L'analyse de l'implication du mouvement citoyen de Talca dans la reconstruction, est un travail plus théorique et documentaire que le travail

sur le ressenti au quotidien et l'implication des habitants du campement *El Molino* de Dichato dans la reconstruction, qui vise à être plus ethnographique. Cette décision méthodologique s'est également imposée pour deux raisons, l'une d'ordre pratique et l'autre face à la quantité de documentation existante. Sur le terrain, les tentatives d'approche des mouvements citoyens de Talca, dans le but de mener une enquête plus ethnographique, ont été infructueuses. Cependant, nous avons pu réaliser des entretiens avec des dirigeants et des ONG. Ils avaient bien cerné le travail des mouvements et avaient pu nous en faire part, ce qui a constitué un apport non négligeable à notre enquête. Contrairement au cas des organisations citoyennes, pour lesquelles la littérature était exhaustive, les sources relatant la vie quotidienne d'un campement d'urgence étaient rares. Néanmoins, l'enquête ethnographique dans le campement *El Molino* de Dichato s'avérait plus facile à réaliser, car les habitants étaient disponibles pour nous recevoir et nous parler.

Pour saisir le temps du quotidien d'un campement d'urgence, nous avons utilisé des méthodes issues de l'ethnographie. Notre travail dans le camp de Dichato a consisté à construire un récit collectif sur la production de l'espace public après une catastrophe. Dans le cas de la ville de Talca, nous avons eu recours en termes de méthodologie aux entretiens avec des acteurs de l'organisation citoyenne et à l'analyse de documentations diverses.

Dans les deux cas d'étude, nous avons réalisé une analyse critique de la distance conceptuelle entre le matériel recueilli par nos enquêtes et les plans et projets établis par les technocrates et politiciens dans les phases d'urgence et de reconstruction. Même si les méthodologies utilisées pour chaque cas diffèrent, les deux enquêtes sont exécutées en deux phases : une première phase d'imprégnation suivie d'une deuxième phase d'observation et de conduite des entretiens individuels en profondeur et semi directs. Dans chaque phase, chaque terrain a exigé une implication différente vis-à-vis des méthodes définies.

2.1.2. La phase d'imprégnation

La phase préliminaire aux deux enquêtes de terrain vise à prendre connaissance des particularismes propres à chaque ville et des événements survenus depuis le 27 février 2010. Cette phase initiale est importante, car elle révèle des détails qui ouvrent des pistes de développement réflexif ultérieur, ces dernières ayant pu rester masquées sans cette première approche. Cette ouverture aux problématiques du sujet déploie également un panorama global des acteurs concernés et de la diversité des discours. C'est précisément au cours de cette phase que nous avons ciblé les terrains d'étude sur lesquels nous avons travaillé.

La phase d'imprégnation s'établit à partir de l'analyse de trois sources : (1) une revue de presse, (2) un recueil de données et de documents officiels, (3) une première prise de contact avec le terrain après la catastrophe. Cette visite de terrain est dirigée par la méthode de Jacques Cosnier, présentée dans son approche éthologique des espaces publics¹⁰⁶. La première étape de sa méthode s'intitule « Période d'imprégnation », à laquelle nous empruntons l'appellation, et qui fait référence à une véritable plongée au cœur du terrain, sans grille de lecture préalable.

(1) La revue de presse

Cette thèse étant réalisée en France, la durée des enquêtes de terrain a été relativement limitée. Ainsi, nous devons trouver un moyen pour nous rapprocher des terrains desquels nous étions physiquement éloignée. C'est pour cette raison que l'enquête s'ouvre sur un important travail préliminaire de compilation et d'analyse de notes et d'articles de presse et du web, recueillis depuis le 27 février 2010, jour de l'occurrence du tremblement de terre et du tsunami au Chili, et ce jusqu'à notre première visite de terrain aux mois de mars, avril et mai 2011.

Nous sommes conscients que la presse distille une dimension partielle et sélective des événements, mais elle transmet malgré tout le matériel nécessaire à une première analyse des faits, nous permettant de mieux appréhender certains phénomènes liés à la situation post catastrophe subie par l'espace public social et physique. De surcroît, elle nous aidera à choisir nos cas d'étude.

Nous avons réalisé une synthèse des événements pertinents retranscrits par différentes sources journalistiques, notamment par la presse chilienne. Cette synthèse se base sur la revue systématique de trois journaux nationaux, *El Mercurio*, *La Tercera* et *El Mostrador* (journal en ligne) ; deux journaux régionaux, *Diario el Centro* (VII^e Région) et *Diario El Sur* (VIII^e Région) et deux sites web qui suivent les conséquences de l'évènement, *Plataforma Urbana* (site web d'actualité urbaine) et *Dichato al día* (blog créé par des habitants de Dichato)¹⁰⁷. La revue de presse s'est construite par la consultation journalière de ces

¹⁰⁶ Jacques Cosnier, « L'éthologie des espaces publics » dans Michèle Grosjean et Jean-Paul Thibaud (dir.), *Op.cit.*

¹⁰⁷ Journaux chiliens électroniques : <http://www.diario.elmercurio.cl> ; <http://www.latercera.com> ; <http://www.elmostrador.cl> – Journaux locaux de la septième région : <http://www.diario.elcentro.cl> ; <http://www.elamaule.cl> – Journaux locaux de la ville de Concepción (huitième région) : <http://www.diarioelsur.cl> – <http://www.plataformaurbana.cl> (actualité urbaine) – <http://www.minvu.cl> (Ministère chilien du logement et de l'urbanisme) – <http://www.ciperchile.cl> (centre d'investigation et d'information journalistique) – <http://www.surmaule.cl> (ONG d'études sociales) – <http://www.reconstruccion.uchilefau.cl> (observatoire de la reconstruction de l'institut du logement de l'Université du Chili) – <http://www.reconstruye.org>.

sources et l'enregistrement écrit de notes et d'articles relatifs à la catastrophe dans un cahier de presse. La presse nous a indirectement permis de mieux appréhender les diverses phases de la première année post-catastrophe, mises en lumière par les changements de contenu et la fréquence des articles ou mentions liés à l'évènement. Ensuite, la totalité des notes de presse ont été triées selon des thématiques relatives à l'espace public. Ainsi, un premier thème a regroupé les articles sur l'implication de la société civile dans le processus de reconstruction. Un deuxième critère a consisté à trier tous les documents relatifs aux espaces publics physiques, leur mise en sécurité, leurs transformations, leurs nouveaux usages et leur accueil de manifestations publiques. Un troisième thème a rassemblé les articles traitant du quotidien des habitants en période d'urgence et des espaces d'urgence eux-mêmes. Le dernier thème a regroupé les articles relatant les décisions sur la reconstruction officielle du Gouvernement chilien et sur leurs acteurs.

(2) Le recueil d'informations bibliographiques et orales

Ces informations ont été réunies par la recherche exhaustive et l'analyse de documents, publications et articles académiques décortiquant, de près ou de loin, les phénomènes liés à la catastrophe. Il s'agit principalement de réflexions critiques de professionnels et de chercheurs d'horizons divers sur les catastrophes et les processus d'urgence et de reconstruction.

À Santiago, nous avons eu l'opportunité d'assister à une journée d'étude sur la reconstruction d'après les expériences des organisations de la société civile, organisée par l'Institut du logement (INVI) de l'Université du Chili¹⁰⁸. Cette journée a nourri notre réflexion, en instillant une meilleure connaissance des actions des habitants, et des problématiques transversales à toutes les villes sinistrées, tout en détaillant la formation des mouvements locaux d'habitants victimes à travers le pays. La journée était rythmée par des ateliers de travail visant à l'élaboration d'un diagnostic de l'état de la situation, un an après la catastrophe, et à l'émergence de propositions alternatives à la reconstruction officielle. Le travail coordonné entre des victimes organisées de différentes régions du pays et des professionnels issus de divers secteurs, notamment du monde universitaire et des ONG, a révélé l'existence d'une société civile assez critique vis-à-vis des choix officiels relatifs à la reconstruction, arguant de réflexions basées sur une opinion informée des problèmes associés au processus de reconstruction conduit par le Gouvernement. Nous avons découvert l'existence de nombreuses organisations de citoyens, victimes et non victimes,

¹⁰⁸ La journée appelée « Rencontre Nationale de la Reconstruction(s) de la Société Civile » s'est tenue le 28 mars 2011 à Santiago du Chili.

implantées dans la quasi-totalité des lieux sinistrés, d'une multiplicité de mobilisations et de travaux collectifs sur la reconstruction, qui étaient jusqu'alors totalement ignorées, ou volontairement passées sous silence, par la presse écrite.

(3) L'observation non ciblée

Cette étape correspond à une première période d'observation. Comme nous l'avons mentionné précédemment, la méthode d'étude des espaces publics de Jacques Cosnier nous a guidé tout au long de cette phase. Cosnier conseille de tenir à l'écart de cette période d'imprégnation, les relevés, les graphiques et les statistiques, pour placer le chercheur dans un état de désorientation qui l'incite à flâner à travers les lieux. « L'éthologue fréquentera le terrain en flâneur, usager-amateur du biotope soumis à son observation »¹⁰⁹. Nous avons parcouru Talca et Dichato avec un « journal de bord », où nous notions tout élément suscitant notre intérêt, qu'il semble fondamental ou simplement anecdotique. Pour Jacques Cosnier, l'observation non ciblée présente deux avantages : « être familiarisé avec le milieu et en repérer les traits les plus pertinents qui seront à approfondir ou à expliquer, et éventuellement accoutumer le milieu à la présence du ou des chercheurs ; exactement comme en éthologie animale »¹¹⁰.

Lors de notre première visite de Dichato, nous avons arpenté le village pour connaître le lieu, prendre contact avec sa géographie et l'état de sa structure bâtie. L'envie de visiter le campement d'urgence *El Molino*, localisé à proximité de l'entrée du village, était forte, mais la similitude structurelle du lieu avec les bidonvilles chiliens que nous connaissons par ailleurs, nous ont donné l'impression de pénétrer abruptement dans un lieu « privé », du fait des codes qu'il véhicule, et dans lequel nous serions immédiatement identifiés et analysés en tant qu'étrangers au village. Nous avons donc renoncé à parcourir le campement sans un contact préalable. Nous avons ainsi pris contact avec l'un des dirigeants du campement *El Molino*, M. Miguel, qui, lors de notre première rencontre, nous a d'abord fait visiter le village de Dichato avant de nous introduire dans le campement. Il nous a conté l'histoire du village avant et après la catastrophe, tandis que nous lui faisons part de l'enquête que nous souhaitons réaliser. M. Miguel nous a présenté aux membres de sa famille, qui ont constitué les premiers interviewés potentiels.

Une première semaine de visites régulières nous a permis d'établir une relation de confiance avec les victimes du campement, qui se sont habitués à notre présence tandis que

¹⁰⁹ Jacques Cosnier, *Op. cit.*, p. 16.

¹¹⁰ *Ibid.*

nous nous familiarisons avec le site, que nous apprenions à nous y orienter avant d'initier de premières discussions avec les habitants. Vu la situation précaire et très dure à vivre des victimes, nous avons estimé nécessaire d'être prudente et attentive dans la construction de nos questionnaires, puis la réalisation des entretiens. Quelques jours de conversations informelles, sans dictaphone, ont été nécessaires pour prendre conscience du caractère impératif de réviser la grille d'entretiens ; l'idée initiale d'une série de questions préétablies risquait de distancier les habitants interviewés, dont l'optique personnelle ne serait pas de répondre à des questions uniquement afin de satisfaire les objectifs de l'enquêteur. Leur intérêt principal, primordial, était d'être écoutés dans un premier temps, aidés ensuite. C'est exactement l'attitude que nous avons adoptée, ce qui nous a aidé à être perçue comme une personne de confiance, malgré notre statut d'étrangère au village, mais aussi à mener à bien notre rôle d'enquêteur.

Face à tous ces constats plus ou moins perceptibles à l'époque, nous avons choisi de laisser parler librement les habitants enquêtés, et de guider la conversation seulement ponctuellement, par l'intermédiaire de quelques questions précises visant à approfondir certaines thématiques de conversations qui suscitaient notre intérêt. Cette méthode d'enquête nous a semblé la plus pertinente pour récolter des récits spontanés autour de l'objet d'étude : la production quotidienne des espaces publics.

À Talca, cette phase est vécue complètement différemment, l'échelle de production de l'espace envisagée par l'enquête étant celle de la représentation. Cependant, nous avons également parcouru la ville de Talca afin de constater l'état post-catastrophe de la ville. L'urbain en soi serait considéré à travers la représentation de l'espace selon des organisations de la société civile. Le travail d'imprégnation s'est donc réalisé par l'intermédiaire de la lecture d'articles et de publications de l'ONG SurMaule¹¹¹, relatifs à la ville de Talca, ainsi qu'à la consultation des divers supports distribués par les mouvements citoyens de Talca.

2.1.3. Phase d'observation et d'entretiens

Cette deuxième phase de la méthode est la plus importante de l'enquête. Elle regroupe l'observation et les entretiens en profondeur et semi directs.

¹¹¹ L'Organisation Non Gouvernementale Sur Maule est une organisation de la société civile à but non lucratif dont le siège social se situe à Talca. Elle a été créée en 2005 par une équipe pluridisciplinaire qui pilote de nombreuses recherches en sciences sociales et soutient l'intervention communautaire. Les principaux sujets traités par l'ONG sont la démocratie et le renforcement de la société civile. Ils ont appuyé les mouvements citoyens de Talca qui ont émergés suite à la catastrophe.

(1) L'observation

Le travail d'observation est ciblé sur une unité de lieu précise : le campement d'urgence *El Molino* au sein du village de Dichato, un an après la catastrophe. Cette phase s'est rapidement entremêlée à l'étape d'imprégnation, au cours de laquelle nous oscillons entre le rôle de « pur observateur »¹¹², excluant, dans la mesure du possible, l'interaction sociale avec les enquêtés, en conservant un certain anonymat sur le terrain, et le rôle d'« étranger familier », consentant des conversations et des interactions informelles avec les enquêtés.

Pendant quatre semaines réparties sur trois mois, notre présence journalière au sein du campement de Dichato a été continue : nous arrivions au campement tôt le matin et nous rentrions à la nuit tombée. Après quelques jours d'adaptation mutuelle (phase d'imprégnation), nous nous sentions plus à l'aise sur le terrain ; entre deux rendez-vous avec les habitants, nous restions sur place pour poursuivre nos observations, prendre quelques photos. D'autres fois, nous restions un long moment assis en observant, dans une posture d'attente afin de ne pas attirer l'attention négativement, ou en écrivant et dessinant sur un cahier. Pendant ces moments, nous avons entrepris de nombreuses conversations informelles, sans dictaphone, avec des habitants du campement.

L'observation menée dans le campement *El Molino* de Dichato, nous a fourni des éléments concrets concernant l'ambiance du quotidien des habitants du campement : la fréquentation des espaces communs, autrement dit les présences et les absences des habitants dans ces périmètres, les usages des espaces et les activités qui s'y déroulent. À la suite de l'observation, nous avons construit des représentations à travers les écrits consignés dans le cahier de terrain, des dessins et des clichés réalisés sur place. Nous avons prêté une attention toute particulière aux comportements dans l'espace et à l'organisation spatiale, qui sont autant de façons de gérer l'espace sensible, les stratégies d'évitement ou d'attachement à des environnements sensibles¹¹³.

Dans le cas de Talca, où notre but n'était pas la quotidienneté des espaces comme à Dichato, mais plutôt la dynamique des mouvements citoyens, nous voulions initialement recourir à l'observation participante au cours des réunions publiques organisées par ces mouvements, ou au cours de leurs réunions internes, si tant est que nous ayons eu

¹¹² Daniel Céfaï, *Op. cit.*, p. 346.

¹¹³ Voir Grégoire Chelkoff et Jean-Paul Thibaud, *Les mises en vue de l'espace public : les formes sensibles de l'espace public*, Recherche Plan Urbain, Centre de Recherche sur l'Espace Sonore et l'Environnement Urbain, CNRS URA 1268, École d'Architecture de Grenoble, 2006 (1992).

l'autorisation d'y assister. Cette méthodologie d'enquête n'a pas été possible, du fait de la baisse du nombre de réunions un an après la catastrophe, mais aussi de leur manque d'intérêt à participer à un suivi au quotidien. En effet, la plupart des membres de ces rassemblements populaires devaient souvent gérer, à cette époque, une situation personnelle difficile, après une longue année de lutte acharnée, aux dépens de leur vie personnelle, tout en subissant des conditions de vie précaire. D'un autre côté, la frustration et la fatigue générées par une série d'essais non concluants de négociations avec les autorités, visant à faire valoir leurs demandes, ainsi que leur implication sans faille au fonctionnement des mouvements, tâche qui, pour la plupart des participants et des dirigeants, était jusqu'alors inconnue et qu'il a fallu, au fur et mesure de l'action, apprendre à maîtriser. Peut-être qu'une phase antérieure de familiarisation durable avec certains des acteurs du mouvement citoyen, nous aurait permis de gagner leur confiance et de parvenir à ce but méthodologique, mais leur temps disponible, à partager entre Dichato et Talca, s'est trouvé trop juste pour œuvrer dans ce sens. Ainsi, l'observation à Talca nous a seulement aidée à nous imprégner de l'état de la ville, et notamment de ses problématiques de logement.

(2) Entretiens en profondeur et semi directs

Les entretiens ont été réalisés selon les dispositions du recueil de récits. Les récits des habitants décrivent non seulement leurs perceptions et leurs représentations intimes de leur environnement, mais aussi leurs interactions avec les différents espaces publics politiques. Les entretiens visent à faire s'exprimer les enquêtés sur notre objet d'étude : l'espace public. Nous aborderons trois moments : la catastrophe, l'urgence et la reconstruction. Nous considérons ces trois états auxquels l'espace public se voit confronté lors d'un événement de caractère destructeur, puisque l'analyse des phénomènes ne peut être aboutie en les considérant l'un sans les autres ; ces trois phases sont toutes trois liées sans être nécessairement enchaînées les unes après les autres. Ces récits constituent un outil de lecture de la réalité et d'appréhension de la contribution des habitants dans la production de l'espace.

Nous avons demandé aux personnes interviewées de nous parler des modalités de leur organisation ou de leur implication vis-à-vis du processus de rétablissement des conditions normales de leur vie privée et sociale, afin de voir ceux qui contribuent au processus de reconstruction, et de quelle manière. Ensuite, nous les avons interrogées sur leurs expériences à l'égard des espaces publics politiques et des espaces publics physiques, leur participation à des initiatives citoyennes et la façon dont sont perçus et vécus les

espaces publics urbains avant et après la catastrophe. Les entretiens ont conduit à l'évocation des détails du mode de vie sociale des habitants après la catastrophe, le déroulement des faits rendant ainsi compte des expériences vécues. Même si nous ne cherchions pas explicitement à faire parler de la catastrophe, l'allusion à celle-ci s'est inévitablement présentée à chaque entretien. Le respect de l'interlocuteur-témoin, en tant qu'enquêteur, et l'importance accordée à chaque expérience relatée, nous ont ouvert un entendement plus approfondi de la signification qu'acquiert l'espace public pour les habitants subissant une vulnérabilité.

Un des indicateurs qualitatifs du type de contribution de l'habitant est révélé par la manière dont l'espace public est abordé dans les deux cas d'étude. Aborder l'espace public de participation nous permet aussi d'éclaircir les compétences et les connaissances qui y sont mobilisées. Quand nous explorons le « qui contribue(nt) ? », nous visons à considérer la diversité des compétences mobilisées dans le quotidien du campement *El Molino* de Dichato et dans l'organisation des habitants de Talca. Nous voulons mieux saisir les réponses aux questions « qu'évoquent-ils ? » et « quel est l'espace représenté ? » dans les discours (notamment dans le cas de Talca) et dans l'usage de l'espace public (dans le cas du campement *El Molino* de Dichato). Savoir si l'espace public a été traité comme un objet politique, fonctionnel et/ou sensible. La question du « comment » est la plus riche et la plus développée des questions de la grille d'entretien élaborée pour le campement d'urgence de Dichato. Elle nous ouvre la connaissance du quotidien de l'habiter : les cheminements empruntés, les appropriations de l'espace, l'organisation des objets et des spatialités et la façon dont la nostalgie du passé et la force des événements dans les mémoires sont des facteurs de compétence des habitants vers une contribution à la production ordinaire de l'espace public après une catastrophe. Le mode de contribution dessine les compétences mobilisées comme les motivations de chacun des acteurs à participer à la production de l'espace public. Le débat ou le récit traitant de l'espace change en fonction de l'individu qui le conduit. Nous questionnerons également la lutte des forces et des intérêts inhérente aux processus de reconstruction d'espaces urbains.

Nous avons réalisé des entretiens en profondeur avec des habitants du campement *El Molino* de Dichato, pour mieux appréhender l'expérience d'habiter dans les conditions du campement d'urgence depuis un an. À Dichato, un mauvais état psychologique, imputable aux nombreuses dépressions, aux peurs et au découragement des individus, était prégnant dans les discours des habitants. L'utilisation médiatique de cette tragédie humaine par la presse, et la façon d'en rendre compte, avait provoqué en nous une pudeur et une prise de distance involontaire vis-à-vis des récits tragiques et trop intimes. Une fois sur le

terrain, et notamment au moment des entretiens, l'accès aux histoires personnelles, parfois assez intimes, était incontournable et s'est avéré essentiel pour la compréhension des actions individuelles et collectives sur leurs espaces.

À l'origine, nous souhaitions recourir à la méthode des parcours commentés pour appréhender Dichato. Mais l'ambiance psychologique et la relation conflictuelle des habitants avec leur environnement ont bouleversé cette approche : inviter les habitants à parcourir le campement pour raconter leur quotidien et leurs usages des lieux a été difficile à mettre en œuvre, et nous avons dû abandonner cette idée. L'invitation à sortir pour se promener a été refusée dans la quasi-totalité des entretiens menés. Le manque d'intérêt pour les espaces extérieurs nous ont amené vers des entretiens où l'imaginaire, la mémoire du passé et les suppositions concernant les espaces publics de Dichato sont plus présents que ses caractéristiques matérielles. Par ailleurs, les difficultés de mobilité des personnes âgées ont également réduit à néant tout projet de parcours commenté, tout comme le manque de disposition à parcourir le campement, motivé par le refus des habitants à sortir et à se promener dans le camp qui, de leur point de vue, n'avait aucun intérêt. Les habitants interviewés insistaient d'ailleurs pour nous faire entrer chez eux afin d'y réaliser l'entretien. Plusieurs d'entre eux voulaient partager le récit intime de la tragédie qu'ils avaient vécue ou de leur vie avant le 27 février 2010. Pourtant, les ressentis de la vie au campement étaient régulièrement mentionnés dans les entretiens réalisés à l'intérieur des logements. La douleur causée par la catastrophe et le découragement face au manque d'évolution des conditions après un an, nous obligeaient à adopter une position d'enquêteur plus passive, tout en étant à l'écoute, quitte à abandonner parfois certaines thématiques trop rationnelles de la grille d'entretien qui s'avéraient déconnectées du ton de l'entretien concerné. L'impact et le poids de leur histoire comme de leur situation actuelle ont suscité une immense humilité et beaucoup d'attachement pour chacun des récits.

Certains entretiens étaient très délicats à mener face à l'émotion qu'ils provoquaient, tandis que d'autres, beaucoup plus rationnels, l'étaient beaucoup moins. La solitude de chacun et les sentiments de peur et d'impuissance face au temps et à la force qui leur semblent nécessaires pour sortir de cette précarité, touchent davantage les personnes âgées, qui ont été les plus sensibles au moment des entretiens.

À Talca, nous nous sommes rapprochée des habitants actifs au sein des mouvements des citoyens, mais aussi des institutions et organisations qui appuient l'action de ces mouvements. Nous les avons interrogés sur leurs compétences et sur leurs opinions à propos de la participation citoyenne, sur les problématiques traitées et sur l'apport des

experts et des profanes à l'intérieur des mouvements. Les personnes interviewées nourrissent un rapport avec les mouvements citoyens qui relève d'une contrepartie aux modalités de mise en œuvre de la reconstruction par le Gouvernement. Les entretiens à Talca ont ainsi porté sur les dysfonctionnements des espaces publics de la ville, sur la participation et le rôle des citoyens, et sur la formation, les objectifs, la situation actuelle et la projection des organisations des habitants. La ville de Talca n'a été analysée qu'à travers les représentations des organisations de la société civile. L'idée de la recherche était de comprendre la représentation de l'espace public des habitants mobilisés pour une cause commune.

Des informations sur ces mouvements ont été aussi recueillies à Santiago, à l'Université du Chili et auprès des ONG de la région et du pays qui ont œuvré avec et sur ces mouvements. Les entretiens avec les participants du mouvement citoyen n'ont pas été faciles à planifier, et ont souvent été excusés du fait du manque de temps pour se réunir, leur agenda étant exclusivement consacré à la gestion et aux démarches concrètes du mouvement.

La totalité des entretiens, à Talca comme à Dichato, ont été conduits de manière spontanée, de façon à conserver le plus de flexibilité possible afin de laisser l'enquêté perturber les thématiques de la grille d'entretien pour aborder ce qu'il estime intéressant. Notre sujet d'étude ne permet pas la rigidité puisqu'il vise à recueillir les perceptions que les habitants veulent communiquer, toutefois il était important de maintenir un cadre pour satisfaire les intérêts de la recherche en cours. Nous avons donc guidé tous les entretiens en essayant de nous défaire des théories relatives à l'espace public, pour les considérer uniquement au moment de l'analyse des entretiens. L'observation du terrain, tout comme le développement des entretiens, ont été initiés de manière objective, presque naïve, dans l'objectif de nous projeter dans un espace public dont le contenu nous était inconnu. Ces prémisses ont généré une grille d'entretien très souple, sans chercher à profiler les sujets à traiter. En revanche, nous avons privilégié et encouragé l'occurrence des récits de vie. Notre guide s'est ainsi résumé à quelques questions stratégiques qui intervenaient pendant le déroulement des récits, afin de tenter de connecter certains témoignages avec certaines thématiques ciblées, telles que la politique de reconstruction, l'organisation quotidienne des habitants victimes et les relations avec les espaces urbains, tant actuels que passés. Nous avons également interrogé les habitants sur leurs usages et leurs pratiques au sein des espaces publics physiques. Préserver un juste équilibre entre l'octroi d'une liberté suffisante à l'enquêté pour arriver à avoir un entretien en profondeur tout en maintenant l'enquête dans une certaine direction n'a pas été simple.

Dans tous les entretiens les habitants ont manifesté leurs critiques concernant les choix et les actions des autorités et du Gouvernement face à la catastrophe. Certains individus ont clairement exprimé leur culpabilité dans cette tragédie, pointant des raisons tant d'ordre humain que mystique. Notre impartialité était de mise, et nous devions rester attentifs, car ces considérations ont nourri les opinions et les espaces publics. Ainsi, les interprétations des habitants s'inscrivent en tant qu'explication partielle de la tragédie.

Le corpus d'entretiens a été analysé par tronçons, en repérant les thématiques en rapport avec l'espace public -tant physiques que politiques- récurrentes.

Deux ans après la réalisation de nos premiers entretiens, nous sommes retournée sur le terrain pour considérer l'état et les éventuelles évolutions des espaces publics analysés. Du fait du caractère heureusement passager d'une situation post-catastrophe, les conditions dans lesquelles nous avons mis en œuvre nos différents travaux de terrain avaient changé. Nous ne voulions pas initier une étude comparative dans le temps, mais plutôt approfondir nos conclusions avec le regard distancié offert par une deuxième visite dans un autre cadre temporel. Ainsi, il s'agissait davantage d'un travail d'observation et d'information de l'état actuel des villes.

À Dichato, nous avons pu revoir les habitants avec lesquels nous avons mené des entretiens deux ans avant. Cette visite au campement a duré une semaine, au moment où il était en plein démantèlement. En effet, plusieurs victimes interviewées dans leur logement d'urgence vivaient déjà hors du campement. Seulement une partie des logements d'urgence étaient donc démontés, leurs anciens habitants s'étant vu remettre les clés de leur nouveau logement définitif. Les quelques entretiens réalisés au cours de cette visite nous ont permis de comprendre rétrospectivement l'évolution des espaces publics en fonction de l'état actuel de la situation post-catastrophe.

À Talca, nous avons établi une synthèse des évolutions que nous avons constatées, dans les initiatives, le contenu des requêtes ou dans les formes d'organisation des mouvements de victimes, plus de trois ans après la catastrophe et deux ans après notre première analyse.

DEUXIÈME PARTIE

Contexte de l'enquête

Cette partie nous plonge dans le contexte de notre enquête sur les espaces publics des habitants et citoyens. Les contextes à développer seront la situation de catastrophe en générale (Chapitre 3), la société chilienne (Chapitre 4) et les particularités des cas d'étude choisis (Chapitre 5).

Avant de nous installer dans l'analyse de l'espace public de la post-catastrophe à travers nos cas d'étude, il est nécessaire que de rappeler les principales thématiques de cette thèse : la catastrophe, les espaces publics et la société civile. Nous analysons dans cette partie le phénomène de la catastrophe naturelle comme cadre choisi pour enquêter les espaces publics. **Nous affirmons que dans cette situation de catastrophe plusieurs aspects propres de l'expérience sensible se voient exacerbés. En plus, les terrains d'étude sont vus comme un « laboratoire d'observation » de la production d'espaces publics des habitants et de la conception urbaine. Nous postulons que dans cette production de l'espace urbain post-catastrophe il y a un processus de production d'identité nourri par des rapports sensibles à l'espace.** Ainsi nous développons les raisons de notre choix de cas, et donnons aussi des éléments du contexte social, politique et territorial chilien.

Nous ferons à son tour, une revue des particularités de la catastrophe dans le contexte socioculturelle chilien. Si nous évoquons la contribution des habitants à la sphère publique, nous devons décrire au préalable quelle a été l'histoire de la participation au Chili, et les caractéristiques de sa société civile. Étant donné que le Chili est un pays très exposé aux aléas sismiques, il nous semble nécessaire aussi de connaître quelques aspects de la politique de reconstruction urbaine et de la politique du logement, pour comprendre comment ces politiques réagissent lors de situations d'urgence et envisagent la reconstruction. Nous exposerons aussi les caractéristiques particulières qu'a eu le tremblement de terre et le tsunami de février 2010 dans les deux cas d'études choisis.

Nous croyons que ce cadre théorique sur la catastrophe et ce cadre contextuel sur le Chili sont signifiants pour la postérieure lecture de notre enquête de terrain, laquelle sera ciblée dans l'enquête des espaces publics physiques et politiques produits spontanément par la société chilienne dans une situation de catastrophe.

Chapitre 3

La catastrophe comme observatoire des espaces publics

3.1. La catastrophe, « crise révélatrice » de la société

Selon l'*International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies* (2002), on dénombre en moyenne chaque année 220 catastrophes naturelles, 70 accidents technologiques et 3 nouveaux conflits armés¹¹⁴. Selon la base de données internationale EM-DAT (Emergency events Database) du CRED (Centre for Research on the Epidemiology of Disasters)¹¹⁵, ainsi que celle du NatCatSERVICE de Munich-RE¹¹⁶, les phénomènes naturels comme les catastrophes technologiques ont augmenté considérablement au cours des dernières décennies (Fig. 01 et 02).

Il faut dire que le registre de la base de données est de plus en plus rigoureux, cependant l'augmentation effective du nombre d'occurrences reste très impressionnante. La surexploitation des sols et des ressources naturelles, le changement climatique, sont quelques-unes des raisons de la multiplication de ces événements. Sans compter la prolifération des conflits armés.¹¹⁷

¹¹⁴ International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies. (2002) World Disasters Report: Focus on Reducing Risk. London: Eurospan. Cité par David Alexander in Ronald W. Perry et Enrico L. Quarantelli, éd. *What is a disaster. New Answers to Old Questions*, Philadelphia, Xilibris, 2005, p.25.

¹¹⁵ Cette base de données a été créée en 1998 et répertorie quantitativement les désastres depuis 1900 : <http://www.emdat.be>.

¹¹⁶ Cette base de données a été créée en vue de la gestion des risques professionnels à partir de 1970, quand le groupe Munich Re a créé Geo Risks Research unit et en suite la création des services et outils du Globe of Natural Hazard, le NatCatSERVICE et Nathan. NatCatSERVICE comprend plus près de 30.000 enregistrements de données. Environ 1.000 événements sont enregistrés et analysés chaque année.

¹¹⁷ Des auteurs intègrent à l'analyse des désastres les conflits armés comme les guerres et les attentats terroristes, du fait de leurs conséquences destructives. La base de données EM-DAT CRED inclut seulement les désastres naturels (de type géophysique, météorologique, hydrologique, climatologique et biologique) et les désastres technologiques.

L'occurrence d'un phénomène naturel ou technologique est destructrice seulement lorsque celui-ci heurte et bouleverse un territoire, ou quand il a des conséquences préjudiciables pour l'environnement naturel, matériel ou humain. La surdensité, les erreurs de planification urbaine, la mauvaise qualité des constructions ou leur inadéquation avec un environnement pourtant identifié comme risqué, la pauvreté que l'on peut déplorer dans beaucoup de villes dans le monde... tous ces éléments influent significativement dans la hausse du nombre de victimes concernées par les désastres.

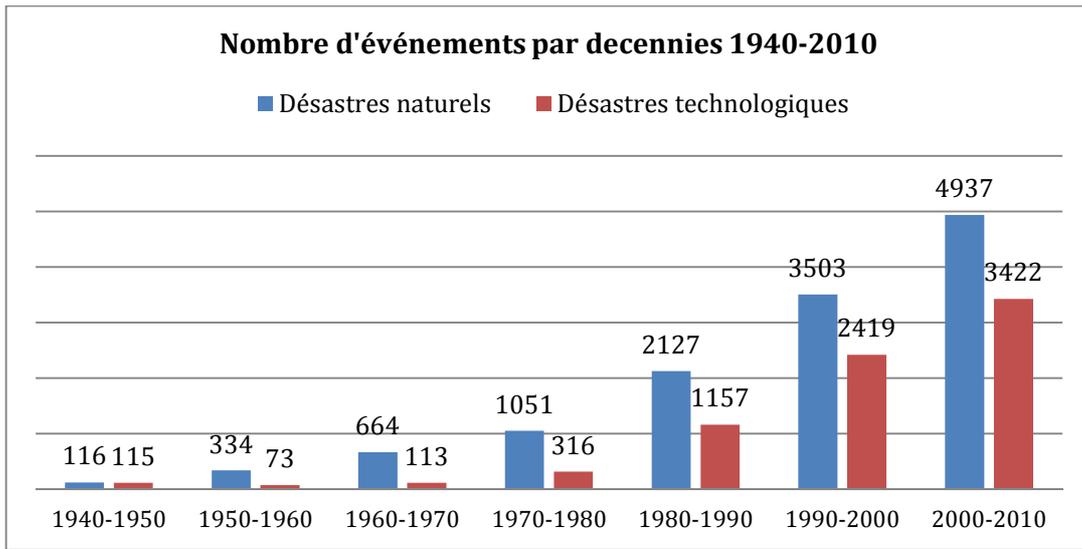


Fig. 01 – Nombre de catastrophes naturelles et technologiques par décennies dans le monde. Source : Graphique réalisé à partir des données du EM-DAT, disponibles sur www.emdat.be.

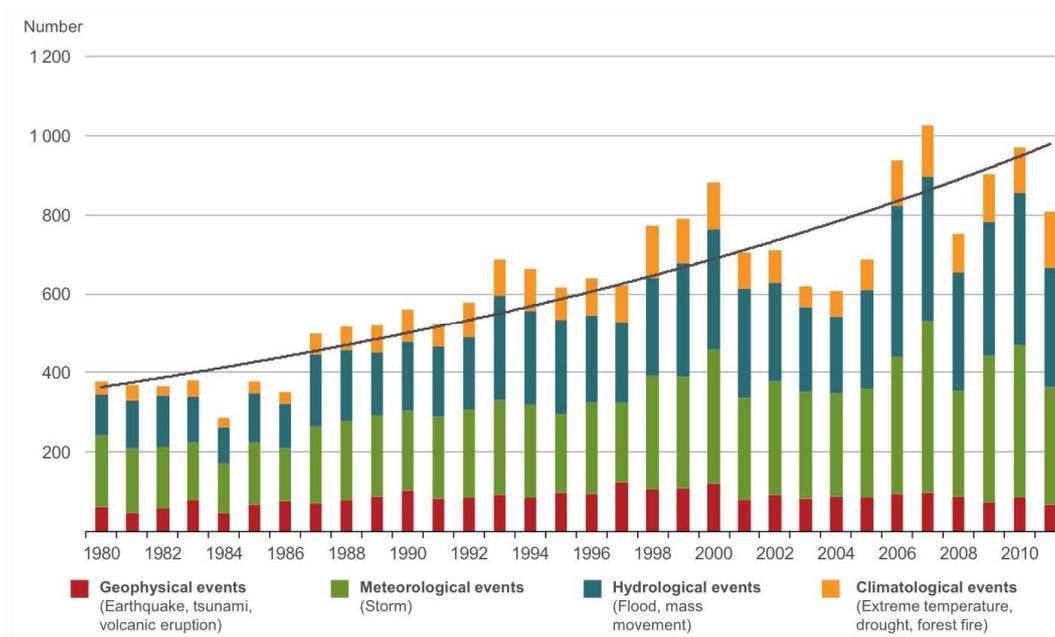


Fig. 02 – Nombre de catastrophes naturelles dans le monde par type reportées entre 1980 et 2011. Source: Münchener Rückversicherungs-Gesellschaft, Geo Risks Research, NatCatSERVICE, Munich-RE janvier 2012. Consulté sur <http://www.preventionweb.net/english/>

Il faut préciser que l'EM-DAT / CRED qualifie de désastre¹¹⁸ « une situation ou un événement d'intensité anormale, qui perturbe une communauté et fait nécessairement appel à une assistance d'échelle nationale ou internationale ; il s'agit d'un événement imprévisible et de fréquence soudaine, qui produit un énorme dommage, en termes de destructions et de souffrance humaine ». De plus, pour qu'un événement soit considéré comme « désastre » dans la base de données, il faut recenser dix décès au minimum, cent personnes impactées d'une quelconque manière, l'émission d'une déclaration d'état d'urgence et l'appel à l'assistance internationale¹¹⁹. Ainsi, de nombreux événements moins impressionnants au niveau de l'aire d'impact ou des conséquences matérielles, et ne répondant donc pas aux critères détaillés ci-avant, ne sont pas répertoriés dans les statistiques internationales. Cependant, selon Allan Lavell, la récurrence de ces événements produit des effets négatifs qui peuvent être assimilés à ceux des désastres extraordinaires, plus impressionnants mais moins habituels¹²⁰.

Dans l'étude des catastrophes et dans la gestion des risques, l'approche la plus répandue est celle basée sur une vision « physicaliste », consistant à analyser les catastrophes au regard des sciences de la terre et de l'ingénierie. Cette vision du désastre examine l'événement en soi et ses conséquences matérielles directes, et non nécessairement ses causes et ses conséquences sociales. Ainsi, par cette vision, « les études et recherches autour des désastres ont été concentrées dans les sciences de la terre et de l'ingénierie, lesquelles perpétuent la vision "physicaliste" des désastres »¹²¹. Selon cette logique, la société ne serait en aucune façon responsable de l'intensité de la catastrophe. Ce paradigme, fortement critiqué par le géographe Kenneth Hewitt, envisage le désastre seulement comme un phénomène physique qui perturbe un certain équilibre social et matériel ; ainsi la gestion post-désastre doit s'attacher à reconstituer la situation précédente.

¹¹⁸ La littérature anglo-saxonne et l'hispanophone évoquent le terme « désastre » [disaster], tandis que la littérature francophone utilise plutôt le terme de catastrophe. Nous utiliserons indifféremment les deux termes.

¹¹⁹ Debarati Guha-Sapir, Philippe Hoyois, Regina Below, *Annual Disaster Statistical Review 2012 : The Numbers and Trends*, Brussels CRED, [En ligne], 2012, http://www.cred.be/sites/default/files/ADSR_2012.pdf, consulté le 01 octobre 2013, p.7.

¹²⁰ Allan Lavell, « Un encuentro con la verdad : los desastres en América Latina durante 1998 », dans *Anuario social y político de América Latina y el Caribe*, FLACSO Nueva Sociedad, 1999, p.164-173.

¹²¹ Allan Lavell et Eduardo Franco, (éd.), *Estado, Sociedad y Gestión de los desastres en América latina. En busca del paradigma perdido*, La RED de Estudios Sociales en Prevención de Desastres en América Latina, 1996, [En ligne] http://www.desenredando.org/public/libros/1996/esyg/esyg_Intro_dic-18-2002.pdf consulté le 10 mars 2012.

À partir du travail de Kenneth Hewitt¹²², les études des catastrophes, tant aux États-Unis qu'en Amérique Latine, développent le concept de vulnérabilité sociale comme condition principale dans l'occurrence de désastres. La reconstruction de la situation précédente serait donc la recherche des conditions de vulnérabilité ayant favorisé la catastrophe.

Les recherches américaines en anthropologie, menées à partir de la thèse d'Anthony Oliver-Smith sur le séisme au Pérou en 1970¹²³, incriminent les formes de développement de la société. Elles évaluent les processus déclenchés par l'événement et leurs liens avec la vulnérabilité antérieure et postérieure à la catastrophe. La catastrophe est perçue comme une construction sociale, liée à l'histoire et aux formes de développement des sociétés. Sandrine Revet considère Oliver-Smith comme le précurseur de l'anthropologie de la catastrophe : « Il s'est posé contre le courant hégémonique de l'époque, l'école des « *disaster studies* », une école essentiellement de sociologues et psychologues qui s'est développée à partir de la Guerre Froide dans les années 50 aux Etats-Unis. Elle avait une perspective visant à étudier le comportement des foules et groupes pendant les catastrophes avec un financement du Département d'Etat et un objectif appliqué : comprendre ce qui se passerait en cas d'attaque nucléaire, qui était la grande peur de l'époque »¹²⁴.

L'anthropologie du désastre aux États-Unis va envisager la catastrophe comme l'objet central des recherches qui seront menées en son nom dans les pays du Sud¹²⁵. Selon Oliver-Smith, c'est à partir des recherches menées entre 1960 et 1970 par des anthropologues et des géographes culturels, que vont jaillir des interrogations théoriques et pratiques (et notamment politiques) pour considérer les désastres comme des processus d'ordre social, fortement imbriqués dans l'Histoire et les relations entre l'homme et son environnement¹²⁶. Ensuite seulement, la gestion des risques s'intéressera à l'amélioration des conditions de vulnérabilité et de précarité antérieures à l'événement, en guise de prévention.

¹²² Kenneth Hewitt, « The Idea of Calamity in a Technocratic Age », dans Kenneth Hewitt, (éd.), *Interpretations of Calamity*, London, Alien and Unwin, 1983.

¹²³ Anthony Oliver-Smith, *The martyred city : death and rebirth in the Andes*, Albuquerque University of New Mexico Press, 1986.

¹²⁴ Sandrine Revet, « La rupture de l'événement. Une anthropologie des catastrophes », *Bulletin Amades* 84, 2011, [en ligne], mis en ligne le 1^{er} novembre 2012, <http://amades.revues.org/1307>, consulté le 27 septembre 2013, p.2.

¹²⁵ Sandrine Revet, 2011, *Op. cit.*

¹²⁶ Anthony Oliver-Smith, *Op. cit.*, p.22.

Le désastre devient l'un des sujets de recherche les plus discutés entre les sociologues et les anthropologues américains à partir de la deuxième moitié du XX^e siècle. On s'aperçoit que l'objet à caractériser est une modalité des processus propres de la société. Ainsi, le désastre n'est pas vu comme un phénomène isolé qui perturbe et brise une normalité équilibrée, mais comme faisant partie de la vie quotidienne, avec ses dérèglements propres, et ce de manière antérieure à l'événement. En conséquence, suite à l'événement qui perturbe, il faut analyser le désastre dans le quotidien de la société, pour comprendre la réalité de la catastrophe au-delà de la magnitude physique de l'événement, du nombre de morts ou de l'amplitude spatiale des destructions matérielles, c'est-à-dire dans les causes et conséquences à travers toutes les échelles possibles. Autrement dit, s'affranchir des aspects quantitatifs pour évaluer les impacts qualitatifs. Oliver-Smith examine l'occurrence du désastre comme un processus ; il étudie donc la diversité des processus qui agissent dans une variété de champs possibles après l'événement. La caractérisation de ces processus dépend des diverses structures des communautés touchées. L'idée paraît nette ; plus précaires sont les structures sociales, économiques, physiques et politiques de la communauté ou de la société victime du désastre, plus fort sera l'impact de l'événement sur elles, et donc plus dommageable sera la catastrophe. Par extension, plus lente sera la reconstruction de ces structures. Ainsi, l'inégalité territoriale, par exemple, détermine les lieux où les catastrophes seront plus ou moins destructives.

Dans le deuxième volume de *Historia y desastres en América Latina*, travail collectif qui compile une grande variété d'essais et d'analyses historiques des désastres ayant eu lieu dans différents pays d'Amérique Latine, Virginia García-Acosta remarque l'importance de l'histoire et du contexte spatio-temporel des désastres pour mesurer la vulnérabilité d'un territoire : « Les processus de vulnérabilité qui se sont développés en Amérique Latine, au cours de sa longue histoire, montrent que la présence de menaces d'ordre naturel ont provoqué des désastres toujours en rapport avec eux »¹²⁷. Cette variable dans les études des désastres implique ainsi la prise en considération de la continuité des phénomènes dans le temps et dans l'espace.

L'histoire nous montre comment les catastrophes, produites par des aléas de force destructrice, et leur gestion postérieure, créent des situations sociales marquées par les sensations d'impuissance et de fragilité des habitants. Ces ressentis sont la conséquence de trois inégalités sous-jacentes. D'abord, l'évidente inégalité du rapport de force entre l'homme et l'aléa –naturel ou technologique – capable de produire une catastrophe sans

¹²⁷ Virginia García Acosta (dir.), *Historia y Desastres en America Latina* : volume II, Lima, La RED de Estudios Sociales en Prevención de Desastres en América Latina, CIESAS, ITDG, 1997, p. 25.

avis préalable ; ensuite, l'inégalité des conséquences subies, qui sont plus dramatiques pour les personnes plus vulnérables socialement ; et enfin, l'inégalité politique et de gouvernance, c'est-à-dire l'inégalité entre les citoyens à participer à la sphère publique et aux décisions d'État statuant sur le caractère d'urgence et les priorités de reconstruction ; il s'agit d'une inégalité issue de l'autoritarisme des décisions prises *top-down*, caractéristiques de ces contextes de crise. L'observation des espaces publics après une catastrophe dans un monde globalisé nous permet d'étudier les différentes modalités des espaces publics qui agissent à des niveaux divers face à la vulnérabilité. Nous réajustons les causes et les conséquences de ces inégalités qui nous semblent centrales dans la production et la caractérisation des espaces publics des victimes. Nous pensons que les espaces publics constituent des espaces de résilience face aux conséquences d'une catastrophe. Dans la perspective de la planification urbaine, Allan et Bryant étudient le rôle des réseaux d'*open spaces* de la ville dans l'occurrence d'une catastrophe. Ils analysent le tremblement de terre survenu en 1906 dans la ville de San Francisco à partir d'une étude morphologique de la ville et des témoignages de ses victimes¹²⁸. Le rôle des espaces publics comme éléments de renforcement de la société civile serait aussi un des leviers dans la capacité de rétablissement d'une communauté après une catastrophe. Claudia González-Muzzio constate ainsi, à partir d'un travail basé sur la situation d'urgence décrétée après le tremblement de terre du 27 février 2010 dans la région du Bio-bío au Chili, dans quelle mesure le statut du lieu et le capital social incarnent deux variables d'ajustement de la résilience des communautés¹²⁹. Nous voyons comment l'espace public peut soutenir la résilience à diverses échelles : les espaces publics du voisinage, les organisations communautaires, les espaces publics urbains, les médias tels que la radio, le courrier électronique et les réseaux sociaux.

Les désastres touchent presque l'intégralité des aspects de la vie d'une communauté, c'est pour cela qu'ils ont été considérés comme un observatoire de la société. Oliver-Smith va les qualifier de « *natural laboratory* » ou de « crise révélatrice »¹³⁰. Ainsi, le

¹²⁸ Penny Allan et Martin Bryant, « The Critical Role of Open Space in Earthquake Recovery : A Case Study », *Paper n°34 NZSEE Conference (New Zealand Society for Earthquake Engineering Inc)*, Victoria University of Wellington, Wellington, New Zealand, 2010. [En ligne], <http://www.nzsee.org.nz/db/2010/>, Consulté le 27 mai 2010.

¹²⁹ Claudia González-Muzzio, *Exploring community resilience: The social-urban aftermath of the Bio-bío Earthquake*, Mémoire de Master, London, Département de Géographie, University College London, 2010, [En ligne], <http://es.scribd.com/doc/99101979/Gonzalez-Muzzio-2010-Exploring-Community-Resilience>.

¹³⁰ Anthony Oliver-Smith, « Anthropological Research on Hazards and Disasters », *Annual Review of Anthropology*, Vol. 25, 1996, p. 303-328, [En ligne], doi: 10.1146/annurev.anthro.25.1.303, p. 304.

L'expression « crise révélatrice » est mentionnée en langue française dans le texte.

désastre est un révélateur d'une situation vulnérable préexistante mais aussi un déclencheur de manifestations de la société.

3.1.1. Déclencheur d'opportunités et observatoire des possibles urbains

La reconstruction peut être envisagée comme un retour aux conditions préexistantes au désastre, ou bien comme une opportunité pour améliorer l'ancienne physionomie de la ville. La mise en application de nouvelles politiques publiques et privées suivent parfois un désastre. L'innovation dans les champs technologiques, à visée de prédiction et de prévention des risques, ainsi que l'innovation des techniques de construction, sont des opportunités intéressantes de changement et d'expérimentation suite à une catastrophe. Dans la mesure où la catastrophe est vue comme une opportunité, des intérêts divers vont essayer de s'y greffer. Le principal intérêt satisfait par l'amélioration des conditions de vie antérieures est celui des habitants, mais ceux de l'État et du marché, en particulier du secteur du bâtiment, ne sont pas en reste et comptent bien tirer leur épingle du jeu.

Les habitants œuvrent spontanément et depuis toujours à l'amélioration de leurs conditions. Des organismes non lucratifs nationaux et internationaux, ou encore des universités, se distinguent dans leur travail auprès des communautés en misant sur des actions participatives. Ils vont saisir l'opportunité de la reconstruction pour favoriser l'innovation. Ainsi, des expériences de reconstruction alternatives aux décisions des autorités ont vu le jour. L'autogestion et l'autoconstruction des logements sont des manières de façonner l'urbain assumées intégralement par les habitants, souvent avec l'appui de ces organismes. La participation communautaire dans les processus de reconstruction a été imposée avec force par l'aide humanitaire. Après les expériences de construction par l'entraide menées par Hassan Fathy (1899-1989) au village de Gourni en Égypte en 1946. John F.C. Turner lance, en 1958, un programme d'entraide et participatif pour reconstruire la ville d'Arequipa au Pérou, qui a subi un violent séisme entraînant la destruction de 10.000 logements. Les habitants ont été sollicités pour mettre à disposition du programme, leurs connaissances et leurs compétences de constructeurs. « Le concept d'actions s'appuyant sur la communauté elle-même, utilisé par John Turner et repris par Fred Cuny, a des antécédents historiques solides. Turner se réfère à Patrick Geddes et William Morris comme les pionniers de ce concept »¹³¹.

¹³¹ Joël Audefroy, « Vivienda y ayuda humanitaria. Los antecedentes de las acciones frente a los desastres », *TRACE n°56*, décembre 2009, Revista del centro de Estudios Mexicanos y Centroamericanos (CEMCA), México D.F, pp. 76-87, (ISBN / ISSN: ISSN 0185-6286), [En ligne], www.cemca.org.mx/libreria.php?c=29, Consulté le 01 septembre 2013, p.86.

En 1976, Fred Cuny, alors consultant d'*Intertect* au sein du programme de reconstruction *Kuchuba'l* élaboré pour OXFAM, *World Neighbors*, va mettre en lumière les liens entre désastre et développement par la conception d'un campement en Altos de Guatemala, après qu'un séisme ait détruit 90% des logements de la communauté indigène *cakechiqueles*. Les habitants et les dirigeants des coopératives préexistantes, avec leurs connaissances du lieu, de ses spécificités structurelles et de son histoire, de la météorologie, et en mettant à disposition leur temps libre, sont en charge du programme, des décisions et de la reconstruction. Cuny va former les familles aux technologies antisismiques et à la récupération des matériaux des décombres pour reconstruire des logements provisoires et permanents. Malheureusement, la violence qui régnait au Guatemala à cette époque a compromis la continuité et la finalisation du programme. Le personnel d'OXFAM a reçu des menaces et a dû quitter le pays.

Les plans de reconstruction après le séisme de 1985 à Mexico ont été dessinés par les membres de la communauté avec l'aide de professionnels et d'architectes de diverses ONG. Cette reconstruction a été financée par la Banque Mondiale et son programme *Renovación Habitacional*. Les habitants, organisés en groupes, ont reconstruit leur logement où ils le voulaient ; ils ont choisi les mêmes lieux où ils vivaient avant la catastrophe.

Toutes ces expériences sont novatrices au regard de la participation dans la conception et la construction des logements qu'elles ont ouverte. « La première rencontre organisée par les Nations Unies, *Habitat I*, en 1976 à Vancouver au Canada, a mis en évidence cette sensibilité des architectes en faveur de l'entraide et des processus de conception participative »¹³². Cependant les démarches à l'échelle du quartier, ainsi que les problématiques de vulnérabilité de certains secteurs, sont absentes de ces démarches. « La thématique de l'amélioration de quartiers (*upgrading*) est arrivée après, à partir des années 1980, comme proposition pour la prévention des risques »¹³³.

Dans la plupart des cas, ces programmes régis par l'aide humanitaire internationale reposent sur la construction participative de manière ponctuelle, sur un îlot ou un quartier tout au plus, mais ils ne constituent jamais des projets de ville, car ils agissent dans des contextes politiques parfois réticents à la participation communautaire.

L'aide humanitaire internationale qui débarque dans des zones bouleversées par un désastre – parfois rurales ou isolées –, représente dans certains cas une nouvelle référence

¹³² Joël Audefroy, *Op. cit.*, p.81.

¹³³ Joël Audefroy, *Op. cit.*, p.79.

pour ces communautés. Des organismes tels que les universités et les ONG sont des acteurs clés du processus de reconstruction ou formation de l'organisation sociale des communautés victimes. Les programmes de construction que nous avons examinés sont des exemples notables, cependant ce ne sont pas les seuls. Des ateliers à destination des communautés, des instances participatives diverses, la mise en œuvre de méthodes de renforcement de l'organisation des habitants et des compétences de leurs dirigeants, sont quelques-unes des pratiques instaurées par les organismes d'aide humanitaire dans les zones sinistrées. Ces organismes appuient aussi les requêtes des habitants pour faire valoir leurs droits face à l'intervention, de l'État et des privés, au processus de reconstruction.

L'État va planifier la reconstruction selon ses intérêts. Chaque gouvernement choisit le niveau de participation des divers acteurs selon ses intérêts. Les différentes modalités d'action sur l'espace urbain, après un événement de caractère destructeur, nous montrent une démarche de « faire la ville » tout à fait différente des situations classiques. L'illusion de la *tabula rasa* que produit un événement destructif, laissant libre cours à tous les projets possibles en vue d'une reconstruction, corroborée par l'injection de nouvelles ressources financières dans les budgets des localités affectées, amène tant les politiques que les « experts de l'urbain » à fantasmer à la réalisation de leurs propres ambitions, comme par exemple la production d'utopies urbaines contemporaines telles que les « villes durables » ou bien l'accomplissement de projets inachevés, ou énoncés dans des campagnes politiques mais jamais commencés. Autre caractéristique des projets de reconstruction contemporaine est la mise en place de dispositifs de participation citoyenne au processus de création et parfois même de construction que vise à garantir l'appropriation de cette nouvelle ville. Les modalités de cette participation dépendent de divers facteurs : la volonté des autorités de mettre en place un dispositif de participation ; l'existence et le contenu des lois locales de participation citoyenne ; les méthodes utilisées par les institutions chargées de mettre en place le dispositif.

D'autre part, le marché immobilier est un des principaux bénéficiaires du désastre : il faut construire à nouveau un nombre important d'infrastructures et de logements, le plus rapidement possible. Cette situation peut facilement conduire à des abus en l'absence de contrôle, assuré par l'assistance d'un tiers auprès des victimes. La dérégulation du marché crée une sphère d'opportunités pour le secteur du bâtiment, qui ne répond pas nécessairement aux besoins de logement des victimes, mais à une recherche de spéculation à l'insu des victimes. Dans certains cas, les promoteurs immobiliers et consorts profitent de la mauvaise situation économique et morale de propriétaires pour acquérir, à très bas prix et dans l'urgence, des terrains qui seront plus que rentables une fois la calme retrouvée et la

ville reconstruite. Ainsi, ces stratégies oppressives génèrent le déplacement de populations, avec pour conséquence la rupture des réseaux sociaux et économiques des communautés. Le déplacement des populations vers des zones où le foncier est moins onéreux, conduit à un appauvrissement des familles de victimes. La précarité économique de ces familles les oblige à se reloger dans des secteurs de la ville offrant une qualité de vie minorée par rapport à celle à laquelle ils étaient habitués, notamment du fait des réseaux sociaux et de solidarité qu'ils avaient pu instaurer dans leur ancien quartier. Il ne faut pas oublier que le marché immobilier agit dans les marges de la législation urbaine – dans la plupart de cas –, ce type de résolutions prises dans l'urgence dans l'objectif de la reconstruction reçoit donc l'aval d'une institution. En conséquence, il est de la responsabilité des autorités de veiller à la régulation de l'action du marché et à condamner les abus à visée spéculative envers la population. Par ailleurs, la gestion des risques, dans une démarche de prévention, peut aussi être responsable des déplacements de population.

3.1.2. Les espaces publics de l'après catastrophe

Des mesures prises dans le cadre d'une reconstruction peuvent générer des abus et de l'autoritarisme, surtout dans les pays régis par une dictature, ou plus largement dans ceux qui n'ont pas une tradition démocratique forte. Le manque de participation dans des prises de décisions extrêmement délicates, comme les solutions liées au (re)logement, les démarches d'expropriation et les décisions de déplacements, produisent une sensation d'impuissance et un malaise au sein de la population. Quand le plan de reconstruction n'interprète pas les besoins des habitants, ou quand le marché prend une position trop dominante, se crée une tension entre la population victime et les discours des experts et des politiciens au sujet de la marche à suivre. Quand la population ne se sent pas représentée par les décisions institutionnelles ou quand elle voit ses droits violés, elle s'implique à travers des manifestations dans l'espace public. Nous avons mentionné déjà l'importance des organisations non lucratives et des universités dans ces processus de mobilisation citoyenne. Oliver-Smith perçoit la valeur politique de la catastrophe. Il considère le désastre comme une opportunité pour la socialisation de la politique locale et pour la mobilisation, mais aussi comme une cause d'altération dans les relations entre la population et l'État. Au final, il remarque que les rapports de pouvoir deviennent plus clairs, plus contrastés. La conscience politique des citoyens s'en trouve renforcée, influençant les actions individuelles et accentuant les arrangements entre pouvoirs institutionnels¹³⁴.

¹³⁴ Anthony Oliver-Smith, 1996, *Op.cit.*, p.305.

Les thématiques qui suscitent l'intérêt de la population ont un lien avec la responsabilité des gouvernements qui élaborent et entérinent des modèles de développement produisant des inégalités sociales. Cependant, les décisions gouvernementales, comme les revendications populaires qui en découlent, obéissent à diverses motivations. Sandrine Revet constate que la protestation et la revendication sont des phénomènes fréquents de l'après-catastrophe. À partir de son cas d'étude sur une coulée de boue survenue au Venezuela en 2007, elle analyse plusieurs aspects relatifs à la question de l'imputation de la cause et de la responsabilité. Revet relève l'existence d'un premier scénario religieux, dans lequel la responsabilité était d'ordre divin, et la cause imputée aux actions morales des hommes. L'action revendicatrice résultant de ce constat était la célébration de messes, l'injonction à la prière, l'organisation de processions. Le deuxième scénario était d'ordre naturaliste, le responsable étant la nature agissant par vengeance envers les actions destructrices de la société. Les actions revendicatrices associées sont celles de la défense de l'environnement. Le troisième scénario observé par Revet engage la responsabilité humaine à évaluer la vulnérabilité d'un territoire et à énoncer des règles de constructions consécutives. Il vise ainsi l'action politique et les techniciens (ingénieurs, architectes, urbanistes, constructeurs...). Les actions revendicatrices dans ce cas sont plus concrètes, visant à réglementer les principes de construction, d'atténuation de la vulnérabilité, d'éducation et de sensibilisation pour améliorer la prévention, entre autres¹³⁵.

L'espace public agit comme un facteur de résilience tout en étant la clé du processus de reconstruction. Les espaces publics sont en effet les zones où les personnes vont se réfugier en cas de désastre nécessitant l'évacuation des logements, comme lors d'un tsunami ou d'un tremblement de terre. L'espace public assume alors une fonction d'accueil vis-à-vis des habitants sans logement et devient le support de distribution de l'aide humanitaire. Au-delà du caractère fonctionnel endossé par ces espaces pour les habitants, ils contribuent intensément à la reconstitution des identités des communautés et de la ville. Les espaces publics représentant les vécus collectifs d'un groupe social, une reconstruction adéquate s'avère indispensable pour favoriser la réhabilitation de la mémoire, de l'appartenance et de la collectivité. Les espaces publics deviennent, dans ces cas de figure, les références et les symboles d'une histoire commune.

Immédiatement après la catastrophe, lorsque les communications sont coupées et l'isolement total, l'espace urbain se revendique comme l'espace de la solidarité et de l'aide

¹³⁵ Sandrine Revet, 2011, *Op.cit.*

humanitaire. Par la suite, d'autres espaces publics, les sphères médiatiques et de communication, participent aussi à la reconfiguration des réseaux des espaces publics de résilience.

Chapitre 4

La société civile chilienne et la participation

Aborder la compréhension de la formule ‘société civile’ au Chili dans cette thèse n’est pas hasardeux. La traduction du latin *societas civilis* signifie « l’association publique et privée des individus dans une cité, par opposition d’un côté aux sociétés naturelles, telles que la famille, de l’autre à la société universelle du genre humain »¹³⁶. Les particularités de la culture chilienne de l’espace public, que nous analyserons à partir de nos enquêtes de terrain, seraient mal comprises avec une vision ethnocentriste ou universaliste du concept de société civile. Car l’analyse de cas localisés ne peut pas s’effectuer de manière décontextualisée de l’histoire politique de la nation, ce pourquoi nous réservons ce chapitre à la société civile chilienne. Néanmoins, il est important de définir un cadre des premières conceptualisations de la notion. Nous ferons donc un détour théorique pour aborder les concepts de « société civile » et de « participation citoyenne ». Le dernier concept sera révisé, car il est largement utilisé quand on se réfère au rapport entre la société civile et les espaces publics. Nous analyserons aussi le développement de la société civile dans les pratiques de participation chiliennes.

La société civile constituera un des angles d’entrée pour traiter du contexte politique et social chilien, et nous permettra d’esquisser les grandes lignes de l’espace public chilien dans lequel nous nous plongerons plus tard. Dans un chapitre suivant, nous entrerons aussi par l’angle de la politique du logement et des politiques de reconstruction chiliennes afin de mieux saisir le champ d’action des politiques publiques territoriales.

4.1. L’hétérogénéité de la notion de société civile

La notion de société civile se caractérise par l’hétérogénéité de son contenu et par ses contours diffus. La raison de cette polysémie est, en partie, une conséquence de la

¹³⁶ François Rangeon, « Société civile : Histoire d’un mot », dans C.U.R.A.P.P., *La société civile*, Paris, Éditions PUF, 1986, p.12.

nature même de la société civile, laquelle ne peut être définie qu'en contraste ou en complémentarité avec l'État. Dans cette suscitation réciproque, la société civile revêt aussi un aspect plus ou moins politisé. La société civile prend sens dans ce couple d'interactions, à différents niveaux d'articulation et de formalité. Le concept se précise aussi dans ses rapports de prise de distance ou de dépendance à la famille, au marché et à la production.

Dans une étude de l'histoire de la locution de « société civile », François Rangeon note qu'elle apparaît dans la langue française au XVII^e siècle, en même temps que la notion d'« état de nature » : « Au couple conceptuel état de nature - société civile, succède ensuite l'opposition toujours en vigueur entre la société civile et l'État. Cette évolution engendre une inversion du sens du mot société civile, qui a d'abord signifié la société politiquement organisée, c'est-à-dire l'État, puis le contraire, c'est-à-dire la société privée ou la société sans l'État. Étrange histoire que celle d'un mot dont la signification s'est radicalement inversée ! »¹³⁷.

En conséquence, certains auteurs vont envisager cette notion en opposition à l'État, tandis que d'autres la considéreront comme étant en interaction avec l'État. Ainsi, pour hiérarchiser les niveaux de formalité des organisations citoyennes, certains auteurs parlent de société civile uniquement lorsque celle-ci est conçue à l'intérieur d'une institution ou d'un cadre légal, situation qui favorise l'articulation et l'interaction avec l'État¹³⁸. Le mot « gouvernance » sera utilisé pour définir cette relation entre société civile et État, entre gouvernants et gouvernés.¹³⁹

Dans cette définition, les mouvements sociaux spontanés sans une association institutionnalisée ne seraient pas considérés comme une part de la société civile. D'autres auteurs vont ouvrir la notion à tous les citoyens formellement organisés ou pas, dans la mesure qu'ils sont associés de manière autonome et volontaire autour d'objectifs communs.¹⁴⁰

Dans la démonstration que fait Hegel de la société civile, cette dernière est envisagée comme une couche sociale de médiation, placée entre la famille et l'État. Elle

¹³⁷ François Rangeon, 1986, *Op. cit.*, p.10.

¹³⁸ Cette théorisation s'appuie notamment sur les travaux autour de la notion d'Antonio Gramsci.

¹³⁹ Patricia McCartney et al. « Towards an Understanding of Governance : The Emergence of an Idea and its Implications for Urban Research in Developing Countries » dans R. Stren (éd.), *Urban Research in the Developing World: Volume 4, Perspectives on the City*, Toronto, University of Toronto Press, 1995.

¹⁴⁰ James Manor, *Civil society and governance*, A concept paper for the Ford Foundation, Brighton, IDS Bulletin – Institute of Development Studies, University of Sussex, 1998.

englobe une réalité complexe de différentes relations entre individus : les associations, les sociétés, le marché, les syndicats... Hegel traite la notion comme une couche d'organisation sociale autour du travail et de la production. Antonio Gramsci développera davantage la réflexion à travers la conception méthodologique d'une double expression de l'État, l'expression de l'autorité et l'expression du consensus.¹⁴¹ Dans ce deuxième temps d'expression, la société civile participe à une relation de consensus, non dénuée de conflits avec la société politique. La société civile gramscienne prolonge l'action de l'État.¹⁴²

Le large champ d'action de la société civile rend possible la construction de plusieurs conceptualisations du terme. Un point de commun accord entre ces différentes significations est que cette notion désigne les divers groupes de la population qui s'organisent pour participer à la vie publique. Donc, il y a au moins trois facteurs qui jouent dans la définition d'une société civile, et qui nous semblent pertinent d'approfondir : les associations ou les groupes qui la composent ; les types de participation qu'elle accueille ; et l'espace public politique où elle peut agir.

Des groupes peuvent se constituer pour promouvoir, défendre, atteindre divers objectifs. Ces objectifs peuvent être plus ou moins privés, en fonction des intérêts dont il est question. Les intérêts peuvent concerner un groupe plus ou moins étendu de personnes, elles-mêmes présentant des profils plus ou moins diversifiés. Ainsi, il existe des groupes organisés autour de leur condition ou d'une caractéristique communes à tous les participants, comme c'est le cas de certains groupes de femmes, de jeunes, ou encore des collèges de professionnels. Des groupes se structurent également autour d'une cause commune, rassemblant des personnes différentes ; les motifs de ce rassemblement peuvent être extrêmement divers, liés à des injustices (c'est le cas des associations défendant la cause de l'environnement, l'égalité des genres, l'accès à l'éducation pour tous, la réduction de la pauvreté...) ou à une situation sociale particulièrement difficile (groupes de victimes, de chômeurs, de personnes sans domicile). Les composantes spatiales et culturelles sont des variables identitaires majeures de ces groupes. La grande diversité des associations est produite par « l'explosion du social »¹⁴³ qui transforme les traditionnelles identités nationales et de classes en une pluralité d'identités particularistes et supranationales.

¹⁴¹ Antonio Gramsci, *Lettres de prison (1926-1934)*, Paris, Gallimard, 1971.

¹⁴² Mario Garcés et Alejandra Valdés, *Estado del arte de la participación ciudadana en Chile*, Santiago de Chile, 1999, Document préliminaire pour OXFAM-GB [En ligne], http://www.munitel.cl/file_admin/archivos_munitel/social/social32.pdf consulté le 12 mai 2013.

¹⁴³ Emilio Tenti Fanfani, « Argentine : la décentralisation des politiques sociales ». Problèmes de l'Amérique Latine (1993) cité par Olga Segovia, « Gestión social y territorio. Análisis de

Certains groupes ne s'établissent pas pour arriver à des consensus avec les autorités ou avec le marché, mais plutôt afin de dénoncer quelque chose ou bien pour provoquer autour d'une thématique. Ce type d'entreprises est par exemple mené par des collectifs d'artistes ou des militants de causes qualifiées de marginales par les politiques publiques d'un gouvernement, ou encore de sujets tabous ou sensibles dans le contexte culturel qu'ils souhaitent bousculer. Même s'il y n'a pas toujours d'espoir de changer à court terme la situation dénoncée, l'expression participe à la culture publique et à la définition des contours de la société civile.

La façon dont la population s'organise dévoile les intérêts qui mobilisent les citoyens, mais aussi le degré de liberté politique dont ces derniers jouissent pour se regrouper, s'exprimer et pour « participer » au fonctionnement de l'État. Le choix d'utiliser le terme « participation » dans son sens le plus large signifiant « prendre part », nous paraît judicieux car il traduit et englobe toutes sortes de rapports avec la prise de décisions publiques. La participation citoyenne est un concept qui évoque toute manifestation des citoyens libres visant à prendre part à la vie publique. Cependant, le degré de l'implication citoyenne aux décisions varie selon le type de participation. Olga Segovia critique la manière dont, dans la culture politique latino-américaine et du Chili plus particulièrement, la participation citoyenne est réduite au simple droit de demande, occultant alors l'appréhension des différents niveaux de la participation, que la chercheuse dénomme l'« information », la « concertation » et la « cogestion ». Le premier niveau témoigne du rapport unilatéral de l'État envers la société civile, comme la mise en place d'informations sur les décisions et projets de l'État. Le deuxième niveau implique la négociation visant à la recherche de consensus. Et le troisième niveau, la « cogestion », induit une pratique de partage entre l'État et la société civile dans le processus de prise de décision et de responsabilité¹⁴⁴.

Il faut s'éloigner des définitions courantes de la participation citoyenne pour comprendre tout le potentiel de la notion que nous adoptons : l'implication de la société civile. La société civile s'investit à travers des actions diverses au sein de la vie publique ; ainsi, elle amène des sujets de l'expérience vécue, de la vie privée ou de la réflexion citoyenne au cœur de la sphère publique, dans le but de faire naître un débat. Cependant, cette action de publicité, de « rendre public » des problèmes, des propositions, des protestations ou des opinions de la société civile, n'influence pas obligatoirement les

modalidades de participación local », *Proposiciones Vol. 28*, Santiago de Chili, Éditions SUR, 1999, [En ligne], <http://www.sitiosur.cl/r.php?id=270> , Consulté le 19 août 2013.

¹⁴⁴ Olga Segovia, 1999, *Op. cit.*

décisions de l'État. À cette fin, l'État doit, d'une part, accepter et favoriser l'implication de la population, mais aussi favoriser l'intégration de représentants réellement missionnés et soutenus par la société civile. L'implication, du latin *implicare*, révèle une subtile différence de sens avec le concept de participation. S'impliquer signifie s'engager dans une démarche, se mêler, être enveloppé. L'élaboration des politiques publiques en lien avec la société civile est plus proche de l'idée de « faire partie de » que de l'idée de « prendre part à ». Nous utiliserons donc le terme « implication » quand l'information et la concertation sont issues d'un processus qui tend à la cogestion et non quand les trois modalités de participation détaillées ci-avant sont utilisées indistinctement ou conjointement comme un mécanisme de légitimation des actions de l'État.

Les régimes politiques vont ouvrir ou fermer les espaces publics d'expression citoyenne. Dans le cas des gouvernements démocratiques, ils cherchent des moyens pour promouvoir un dialogue avec la société civile, afin de maintenir la gouvernabilité. Ainsi, des gouvernements tenteront de mettre en place une « démocratie participative » pour dépasser une « démocratie représentative en crise »¹⁴⁵. L'État peut instaurer des espaces de participation pour atteindre des buts spécifiques et limités à ses propres intérêts, ou bien seulement à des fins de légitimation publique du gouvernement. Parfois, même si l'intention est de créer de vrais espaces publics d'implication, la forme ou les méthodologies utilisées peuvent conduire l'initiative à l'échec. Quand les espaces publics créés par l'institution sont restreints ou trop bridés et contrôlés par le pouvoir politique, la société civile a tendance à concevoir des espaces publics autonomes encourageant la prise de décisions autour de sujets publics, en dehors des voies officielles. En Amérique latine, beaucoup d'initiatives d'autogestion des logements ont été menées à partir de ce mode d'organisation et de fonctionnement des citoyens.

En conséquence, cette hétérogénéité à l'intérieur de la notion de société civile nous permet d'esquisser trois typologies qui vont s'illustrer à de nombreuses reprises tout au long de l'histoire du Chili : la société civile qui émerge de façon autonome et en position de conflit avec l'État ; la société civile qui émerge de façon autonome et en position de médiation et de consensus avec les autorités ; la société civile qui entretient une relation de clientélisme avec le Gouvernement.

¹⁴⁵ Daniel Gaxie, « Gouvernabilité et transformations structurelles des démocraties » dans C.U.R.A.P.P., *La Gouvernabilité*, Éditions PUF, 1996, pp. 249-273.

4.2. Les moments de la société civile au Chili

La notion de société civile en Amérique latine se construit à partir des divers processus de démocratisation des États, suite à la chute des dictatures ou des régimes populistes. La société civile agit dans ces pays comme un garant de la démocratie. Le mouvement international de décentralisation des États et de « retour au sujet »¹⁴⁶, qui vise principalement, durant les dernières décennies, à lutter contre les grandes maladies néolibérales (l'emploi précaire, l'insécurité urbaine, la corruption, les crises identitaires et de représentativité, la contamination environnementale...), s'est très faiblement développé au Chili, bloqué par le manque d'autonomie et de pouvoir des municipalités¹⁴⁷.

La centralisation de l'État a abouti à la destruction d'une part importante des communautés locales et productives, ayant pour conséquence une vague importante d'émigration vers la capitale, la ville de Santiago. Ce processus, qui s'est déroulé au milieu du XIX^e siècle, a mené à la disparition de la classe moyenne rurale chilienne. L'historien chilien Gabriel Salazar voit dans ce phénomène une des causes historiques de la faible autonomie de la société civile chilienne, car les propriétaires et les producteurs ruraux étaient les plus autonomes et les plus favorables à la vie en communauté, à partir de laquelle s'organisaient des pouvoirs locaux¹⁴⁸. Selon De la Maza, il existe des antécédents de l'existence d'une organisation de la société civile dédiée à l'action sociale et culturelle depuis le XIX^e siècle. D'abord, il recense les élites économiques et leurs organisations philanthropiques articulées autour de l'action sociale de l'Église Catholique. Ensuite vont apparaître d'autres rassemblements, comme les sociétés d'entraide, des organisations de soins, des groupes académiques et/ou intellectuels, des médias de communication et des initiatives de l'entrepreneuriat. C'est au cours du XX^e siècle que les unions syndicales, sociales et communautaires vont se multiplier¹⁴⁹. Cependant, les premières associations d'ouvriers et d'artisans apparaissent au milieu du XIX^e siècle¹⁵⁰.

¹⁴⁶ À propos du retour au sujet et du rétablissement du sujet-souverain dans son droit, Gabriel Salazar va citer les études d'Alain Touraine, Jesús Ibáñez, Orlando Fals Borda et Elizabeth Jelin.

Gabriel Salazar, « De la participación ciudadana: capital social constante y capital social variable (Explorando senderos trans-liberales) », *Proposiciones Vol. 28*. Éditions SUR, Santiago de Chili, 1999. [En ligne], <http://www.sitiosur.cl/r.php?id=268>, Consulté le 19 août 2013.

¹⁴⁷ Gabriel Salazar, 1999, *Op. cit.*

¹⁴⁸ Gabriel Salazar, « Los límites históricos de la modernidad neoliberal en Chile », *Cuadernos de Historia n°12*, Santiago du Chili, Universidad de Chile, 1992, pp. 97-118.

¹⁴⁹ Gonzalo de la Maza dans *Más Voces, Más democracia : Propuestas para la participación ciudadana*. Santiago du Chili, Más Voces/FLACSO, 2005.

¹⁵⁰ Mario Garcés et Alejandra Valdés, *Op.cit.*, p. 23.

Au début du XX^e siècle, divers conflits sociaux mettent en évidence l'immense fossé qui sépare les élites et les classes populaires du pays. C'est une période d'émeutes urbaines jugulées par une forte répression militaire¹⁵¹. Les lois régissant le travail en 1924, le Code du Travail à la fin des années 1920 et l'intégration dans le débat politique de nouveaux représentants et partis (Parti Communiste en 1921, Parti Socialiste en 1933) parviennent à stabiliser la situation et à élargir les fonctions de l'État jusqu'en 1973. Aussi durant cette période, en 1949, les femmes chiliennes obtiennent le droit de vote¹⁵².

À la fin des années 1950, la société civile exerçait son droit d'accès et de répartition des ressources publiques à travers la mobilisation des citoyens et des négociations postérieures aux législations édictées par le Gouvernement. C'est le cas de la lutte revendicative portée par la population pendant les années 1960 à travers des « *tomas de terreno* ». Les *tomas* étaient des appropriations illégales de terrains urbains par des rassemblements de familles – parfois avec l'appui du Parti Communiste –, destinées à constituer un moyen de pression et de négociation dans le contexte de la grave crise du logement que traversait le pays¹⁵³. Si, à la fin des années 1950, ces occupations de terrains ont été purement revendicatives, pendant la gouvernance de *l'Unidad Popular* menée par Salvador Allende, les occupations deviennent un réel levier de contestation politique. Les manifestants veulent voir leurs revendications intégrées au projet politique¹⁵⁴. Ces actions étaient basées sur une forte cohésion du groupe et sur une organisation interne des habitants pour maintenir l'appropriation tout en assurant la distribution de ressources et de services nécessaires au quotidien. Le mouvement des habitants et cette lutte populaire pour le sol sont des événements clés dans l'histoire de la société civile chilienne.

La période de 1930 à 1973 a été surnommée « l'État d'engagement », faisant allusion au processus de négociation entre le système politique et les différentes classes sociales. Sous le Gouvernement d'Allende, les décisions politiques telles que la réforme agraire, la nationalisation du cuivre, l'intervention de la banque et de grands monopoles, ont

¹⁵¹ Mario Garcés, *Crisis Social y Motines populares*. Santiago du Chili, Éditions LOM, 2003.

¹⁵² Gonzalo de la Maza, « Sociedad civil y democracia en Chile » dans Aldo Panafichi, *Sociedad Civil, Esfera Pública y Democracia en América latina y Cono Sur*, México, Éditions Fondo de Cultura Económica, 2003.

¹⁵³ Manuel Castells, « Movimiento de pobladores y lucha de clases », *Revista EURE*, Vol. 3 / n°7, 1973, p. 9-35.

¹⁵⁴ Vicente Espinoza, « Historia Social de la Acción Colectiva Urbana : Los Pobladores de Santiago 1957-1987 », *Revista EURE*, Vol. 24 / n°72, Santiago, 1998, pp. 71-84.

polarisé la société et ont fini par briser cet État d'engagement, car ils ont déclenché un conflit avec les groupes sociaux dominants¹⁵⁵.

Le coup d'État militaire de 1973, soutenu par les États-Unis, et les seize années de dictature menée par Pinochet qui ont suivi, ont désorganisé la société civile, du fait de la censure, de la répression et de la persécution exercées par ce régime. L'hermétisme des canaux de communication avec l'État transforme les occupations de terrains en actes militants révolutionnaires¹⁵⁶. Comme d'autres rassemblements, elles seront brutalement endiguées et disloquées.

Pendant la dictature, l'Église Catholique et les organismes internationaux serviront de médiateurs entre l'État et la société civile pour tenter de renouer le dialogue¹⁵⁷. Les droits de réunion, d'expression et d'information des citoyens seront sévèrement contrôlés et réprimés. La société chilienne déplorera de nombreuses violations des droits de l'Homme.

En 1982, le pays est confronté à une dure récession économique. Les plus pauvres ont été les plus touchés par cette récession. Les protestations contre la dictature militaire se sont élevées à partir de la seconde moitié des années 1980 et ont d'abord été invoquées par les syndicats et les organisations de professionnels. Ces protestations, auxquelles se sont unies diverses catégories de la citoyenneté ainsi que les partis politiques d'opposition, vont mettre fin à la dictature de Pinochet. En 1988, après une mobilisation sociale massive qui s'achève par un plébiscite démocratique, le régime militaire est remplacé par un gouvernement de coalition. En décembre 1989 a lieu la première élection démocratique, après 16 ans de dictature. Cependant, le texte de la Constitution de 1980 instaurée par Pinochet pour légitimer la dictature, induisait une forme de protection qui le rendait très difficile à modifier et que les gouvernements postérieurs ont respecté, n'opérant finalement aucune rupture institutionnelle réelle avec la dictature. La Constitution de 1980 concède un large pouvoir et une grande autonomie aux forces armées, un quart du Sénat n'est pas élu démocratiquement mais nommé par le Gouvernement, et le système électoral binominal empêche l'accès des minorités politiques au Parlement. En conséquence, elle assure une immobilité des grands blocs politiques et une protection du pouvoir gouvernemental.

¹⁵⁵ Mario Garcés et Alejandra Valdés, *Op.cit.*, p.13-14.

¹⁵⁶ Vicente Espinoza, *Op.cit.*

¹⁵⁷ Vicente Espinoza, « De la política social a la participación en un nuevo contrato de ciudadanía », *Política Vol. 43*, Université du Chili, Santiago du Chili, 2004, pp.149-183.

L'actuel Gouvernement de Michelle Bachelet (2014-2018) vise à réaliser depuis plus trente ans une Réforme à la Constitution.

La politique de la dictature cherchait la stabilité macroéconomique ; l'État a ainsi privatisé, ouvert et libéralisé le marché. La limitation de l'action sociale de l'État, la privatisation des entreprises de l'État et du système de santé et de pensions, laisse la société civile vulnérable, en proie à de possibles abus du marché.

Avec le retour à la démocratie en 1990, les politiques publiques sont réactivées et l'octroi de ressources à des fins de protection sociale est favorisé. Cependant, la politique économique mise en œuvre par la dictature est quasiment conservée. L'État néolibéral chilien, sommé de suivre les prescriptions du FMI et de la Banque Mondiale, va mettre en place des politiques sociales avec la participation des plus pauvres. Cependant, le recours à cette participation est contrôlé ; l'État limite ainsi la concession de la démocratie afin de préserver son propre pouvoir¹⁵⁸.

Les mouvements populaires ont ouvert la voie au retour de la démocratie au Chili, cependant, ils n'ont pas eu accès à un espace d'expression dans les gouvernements de transition. Après le rétablissement de la démocratie de manière institutionnelle, les partis politiques ont maintenu les initiatives citoyennes en arrière-plan, sauf exceptions comme le mouvement des femmes, reconnu par l'État avec la création du SERNAM (Service national des femmes). La mobilisation sociale ne pouvait alors se réaliser que selon une logique de politique électorale. Ce constat est important, parce qu'il a marqué la rupture entre le social et le politique, qui est à la base du régime démocratique chilien¹⁵⁹.

Dans le contexte de récession internationale, la décroissance économique amplifie le chômage et la désorganisation sociale au Chili. Les politiques publiques vont ainsi chercher à réduire l'extrême pauvreté touchant une partie de la population. En même temps que les politiques ciblent leurs efforts pour réduire la pauvreté, les classes moyennes vont être livrées aux mécanismes du marché¹⁶⁰. Le modèle néolibéral chilien crée une croissance économique soutenue et une augmentation du pouvoir d'achat. Or, le modèle accroît dans le même temps la désintégration et la désarticulation sociales, et amplifie les inégalités à l'intérieur de la société.

¹⁵⁸ Gabriel Salazar, 1999, *Op.cit.*

¹⁵⁹ Mario Garcés et Alejandra Valdés, *Op.cit.*

¹⁶⁰ Gonzalo de la Maza, « Políticas Públicas y Sociedad Civil en Chile : El caso de las Políticas Sociales (1990-2004) », *Política* Vol. 43, Université du Chili, Santiago du Chili, 2004, pp. 105-148.

Au cours des années 1990, l'État crée un nouveau ministère de la planification nationale, le « Ministère de Planification et Coopération » – MIDEPLAN¹⁶¹, ainsi que de nouvelles institutions de politique sociale qui assureront un type de participation – et non plus nécessairement d'implication – grâce à la mise en place de relations constantes et de partenariats avec les diverses organisations de la société civile. C'est le cas des institutions œuvrant pour les droits des jeunes (INJUV) ; des femmes (SERNAM) ; des peuples indigènes (CONADI) ; des personnes âgées (Commission nationale pour les personnes âgées) ; des handicapés (FONADIS) ; de lutte contre la pauvreté (FOSIS, Fonds de Solidarité et d'Inversion Sociale). D'autres services spécialisés ont été aussi annexés au MIDEPLAN comme l'Agence Chilienne de Coopération Internationale (AGCI) ; la Commission Nationale de l'Environnement (CONAMA) ; le Conseil National pour le Contrôle des produits stupéfiants (CONACE) ; et le Service National du Consommateur (SERNAC).

La parcellisation du dialogue entre l'État et la société civile, à travers cette pluralité d'institutions, s'est traduite dans les modalités de participation. De sorte qu'une caractéristique propre à la société civile chilienne va émerger dans les années 1990, à savoir la concurrence de ces organisations à travers des programmes, des fonds et des projets, au champ d'action fragmenté et de courte durée, impulsés par les nouvelles institutions sur une problématique isolée des autres. Garcés et Valdés observent ainsi « une diversité de positions des différents acteurs gouvernementaux, ce qui permet de dire qu'il n'existe pas une proposition gouvernementale articulée et cohérente avec une vision commune de la participation sociale »¹⁶².

Les gouvernements de cette période participent au fonctionnement et à l'investissement de ces institutions via le co-financement et la co-exécution de politiques et de programmes pour compléter le manque de ressources des politiques sociales menées par l'État, et notamment par l'intermédiaire d'une disposition nouvelle, : la distribution d'allocations. Cela concerne plus particulièrement, dans le cas qui nous intéresse ici, les politiques d'habitat du Ministère du Logement et de l'Urbanisme – MINVU, ces allocations

¹⁶¹ « Le Ministère de la Planification et de la Coopération est un Secrétariat d'État qui travaille avec le président à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques, plans et programmes de développement national ; collabore avec les élus de région pour l'élaboration des politiques, plans et programmes de développement régional ; propose des objectifs d'investissement public et évalue les projets d'investissement financés par l'État ; et harmonise et coordonne les différentes initiatives du secteur public pour éradiquer la pauvreté ». Ministère de l'Intérieur, article 1 du décret de loi n°18.899 du 19 juillet 1990. Consulté le 5 janvier 2013. [En ligne], <http://www.leychile.cl/Navegar?idNorma=30357>.

¹⁶² Mario Garcés et Alejandra Valdés, *Op.cit.*, p.19.

étant destinées aussi bien aux ménages qu'aux comités de logement. Une autre modalité mise en place est l'externalisation de services, par laquelle le Gouvernement planifie l'action avant de déléguer son exécution à des organisations ou des entreprises.

Ces politiques segmentées et les instrumentalisation qu'elles promeuvent auront pour conséquence la fragilisation du pouvoir de la société civile chilienne, qui va perdre en autonomie et en cohésion, car une part importante s'agrège progressivement autour de ces institutions segmentées, en fonction des appartenances et des objectifs des politiques et programmes gouvernementaux¹⁶³.

L'information et la consultation citoyenne ont été les formes les plus courantes de participation utilisées par cette nouvelle démocratie. La consultation publique est norme pour les projets de Planification Urbaine et dans le processus d'évaluation de l'impact environnemental des projets urbains.

À l'intérieur des quartiers, les *Juntas de Vecinos* (unités de voisinage) se sont établies dans un cadre légal suite au retour de la démocratie, cependant elles n'ont pas les outils pour participer au Gouvernement local ni de financements pour fonctionner.

En 1993, Gabriel Salazar a déjà remarqué des « Molécules de pouvoir citoyen » dans la société civile chilienne. Ces molécules constituent selon lui la citoyenneté communautaire, et désignent notamment l'apparition des groupes de femmes, la multiplication de réseaux divers et autonomes, l'émergence de débats focalisés, ponctuels ou locaux, qui même s'ils ne se conforment pas au débat politique national, consolident une opinion critique globale. Ces molécules dessinent un espace public de citoyens qui amplifient la capacité de l'action locale, consolident des collèges de professionnels soutenant le développement local et la participation et diffuse massivement une critique globale du système néolibéral¹⁶⁴.

Cependant, en 1998, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) évoque un affaiblissement du lien social. Les citoyens développent des sentiments d'insécurité et de méfiance les uns envers les autres mais aussi envers les espaces publics, ce qui a des répercussions sur les degrés d'associativité de toute la société civile¹⁶⁵.

¹⁶³ Gabriel Salazar, 1992, *Op.cit.*; Gonzalo de la Maza, 2004, *Op.cit.*; Vicente Espinoza, 2004, *Op.cit.*

¹⁶⁴ Gabriel Salazar, 1999, *Op.cit.*

¹⁶⁵ PNUD, « Rapport sur le Développement Humain au Chili », 1998.

Le système économique néolibéral prôné par la mondialisation, la conséquente réduction du pouvoir de l'État renforcée par la dictature militaire et la Constitution de 1980, ont abouti à des inégalités et des exclusions sociales au Chili. L'incidence évidente de ces problèmes, dans la qualité de l'éducation, la protection de l'environnement et la ghettoïsation des quartiers, a réveillé une conscience civile partagée des problèmes de société. Ainsi, la société civile commence à exiger de l'État d'être intégrée dans les débats pour tenter de remédier à ces questions, et de ce manière pressante depuis les dernières décennies. En effet, le développement des réseaux de communication que permettent les nouvelles technologies, leur accès facilité à toutes les classes sociales, ont ouvert des espaces d'échange et d'information alternatifs aux médias de masse. C'est le cas de journaux en ligne alternatifs, des blogs, de Facebook ou Twitter. Ces espaces ont été massivement utilisés par les mouvements de citoyens pour créer et maintenir un contact informatif au sens large, alors qu'ils n'ont que rarement une place réservée dans les médias officiels pour annoncer leurs manifestations. Une société civile informée et consciente est la base d'une société civile active. Les thématiques environnementales sont, elles aussi, devenues un sujet d'intérêt majeur pour les citoyens et beaucoup d'individus se joignent aujourd'hui aux militants des organismes environnementaux pour la protection de la planète. Nous constatons le même phénomène de réactivité et de mobilisation citoyennes face aux projets qui menacent la qualité de vie urbaine.

Au sein d'une économie néolibérale, la société chilienne cherche à exercer un contrôle de l'action de l'État tout en requérant une expansion de ses droits et de ses libertés. Ces dernières années ont vu éclore de nombreuses organisations formées pour s'opposer à la réalisation de projets spécifiques de l'État ou du marché. Il s'agit de mouvements spontanés et sporadiques qui apparaissent et disparaissent selon les circonstances.

Deux grandes mobilisations d'impact national ont marqué ces vingt dernières années. En 1997, de nombreuses manifestations d'opposition ont éclaté, dans le milieu universitaire, au sein des professionnels de la santé et suite au conflit politique avec le peuple mapuche. La première année du Gouvernement de Michelle Bachelet (2006) a été le spectacle de mobilisations citoyennes : les travailleurs sous-traitants de l'industrie du cuivre ; les travailleurs de l'industrie du saumon ; et les manifestations et les grèves des étudiants qui ont suspendu les cours dans tout le pays, aussi dénommées par l'opinion publique la « révolution pingouin ». L'intérêt de ces dernières manifestations d'étudiants a été l'hétérogénéité des groupes de la société civile qui les ont soutenues, ainsi que la médiatisation internationale du problème.

Les revendications politiques appelant à des évolutions structurelles du système sont moindres, mais on en dénombre quelques exemples. La Fédération d'Étudiants du Chili (FECH) s'est notamment illustrée dans ce sens. La lutte pour l'éducation gratuite a marqué un avant et un après dans l'histoire de la société civile chilienne. Les manifestations des étudiants, initiées avec force à partir de 2003, ont progressivement suscité l'attention des citoyens. Elles réclamaient l'instauration d'une éducation gratuite et de qualité. La lutte a été portée par différentes figures, et n'a pas toujours été au cœur de l'actualité quotidienne néanmoins elle s'est poursuivie jusqu'à aujourd'hui pour finalement infiltrer le débat politique. Aujourd'hui, l'éducation gratuite et accessible à tous est un sujet incontournable des discours de tous les partis politiques. La mobilisation des peuples autochtones, notamment les mapuches, a également contribué à interpeller la société civile, mais d'une autre manière. Leur mobilisation est motivée par la revendication de terres dans le sud du pays, qui appartenaient traditionnellement aux mapuches. La répression des manifestations par les forces spéciales de la police, s'est faite avec violence, suite au constat d'actes ponctuels de type délictuels et de vandalisme attribués à la cause mapuche. Bien qu'à la marge de manifestations pacifiques, ces comportements ont justifié des sanctions immédiates et violentes, selon les autorités. La répression participe ainsi à la diffusion d'une image médiatique qui déforme la légitimité du mouvement et à une stigmatisation des manifestations.

L'Association Chilienne d'Organisations Non gouvernementales ACCION, créée en 1993, illustre les intérêts de la société civile chilienne. Cette association réunit actuellement un total de soixante-dix structures, dont huit organismes de défense du droit des femmes et pour l'égalité des genres ; huit formations œuvrant pour le développement territorial ; neuf pour la préservation des campagnes et de l'environnement ; douze pour le dynamisme économique et la lutte contre la pauvreté ; quatorze pour la promotion de l'enfance et de la jeunesse ; et dix-neuf organismes pour la dignité citoyenne et l'exercice de ses droits, qui regroupent principalement des organisations de défense des droits de l'homme en général, et de défense des droits des minorités ethniques et sexuelles en particulier.

Les définitions théoriques sur la participation formulées dans les années 1990 distinguent la participation des organisations sociales (la participation sociale) et les relations entre État et société civile (la participation citoyenne), sans aucune transition de l'une vers l'autre. La légitimité et la gouvernabilité sont les logiques de l'État en matière de

participation¹⁶⁶. Dans ce sens, une recherche visant à accentuer cette légitimité a amené l'État à présenter une Loi de Participation Citoyenne. Cette loi a été approuvée sept années plus tard, en février 2011. Le problème rencontré par l'implémentation de la loi n°20.500 est qu'au final, même si elle encourage l'associativité, la participation de la société organisée dépend de la volonté des autorités locales.

Le développement de l'associativité locale des dernières décennies a permis l'intégration d'une dimension territoriale dans diverses politiques publiques. Ainsi, la politique sociale passe d'être une politique d'assistance sociale individuelle à une politique de prévoyance des moyens nécessaires aux communautés pour surmonter leur situation de pauvreté ou de vulnérabilité. Les autorités de la *Concertación*¹⁶⁷ vont travailler avec des groupes et des organisations sociales à l'échelle de la commune, et l'assistance sociale individuelle sera seulement pratiquée dans des cas exceptionnels¹⁶⁸.

Le projet « *Más Voces por el fortalecimiento de la democracia* » mis en œuvre en 2003 par un groupe d'organisations de la société civile chilienne¹⁶⁹, a confirmé que la société civile actuelle est large, diversifiée et éprouve « des difficultés à survivre, car elle manque de visibilité, de reconnaissance et de possibilités d'interlocution dans les processus de pouvoir et de prise de décisions des sphères productive et gouvernementale ». Cependant, même si l'enquête réalisée par ce projet constate un manque de connaissance et un usage minoritaire des mécanismes institutionnels de participation citoyenne au niveau local, elle atteste que l'action collective insufflée par l'associativité est considérée par les citoyens chiliens comme la meilleure opportunité pour exposer les problèmes quotidiens de la communauté¹⁷⁰. Diverses études révèlent que le Chili a un grand capital social pour la participation¹⁷¹.

¹⁶⁶ Gabriel Salazar, 1999, *Op.cit.*

¹⁶⁷ La *Concertación de partidos por la democracia* est la coalition politique de partis politiques du centre, centre-gauche et gauche qui a gouverné le pays du 11 mars 1990 jusqu'au 11 mars 2010.

¹⁶⁸ Dagmar Raczinsky, « Para combatir la pobreza en Chile. Esfuerzos del pasado y desafíos del presente », dans René Cortazar et Joaquín Vial, *Construyendo Opciones, Propuestas Económicas y Sociales para el Cambio de Siglo*, Santiago du Chili, Cieplan y Dolmen Editions, 1998.

¹⁶⁹ Acción AG, FLACSO-Chile, *Fundación para la Superación de la Pobreza, Fundación Ideas, Instituto Libertad y Participa*, avec le soutien d'Open Society Institute.

¹⁷⁰ Más Voces, *Más democracia : Propuestas para la participación ciudadana*, Santiago du Chili, Más Voces/FLACSO, 2005.

¹⁷¹ PNUD, « Más sociedad para gobernar el futuro », Santiago de Chili, 2000 ; Más Voces, *Más democracia : Propuestas para la participación ciudadana*, Santiago du Chili, Más Voces/FLACSO, 2005.

La norme chilienne n'est pas favorable à l'organisation ni à la participation de la société civile. Les institutions de type ONG sont ainsi soumises à une législation du XIX^e siècle ! Pour les rassemblements citoyens est créée la loi de *Juntas de vecinos* (comités de quartier) en 1968. Mais les *Juntas de vecinos* ne participent pas officiellement à la gouvernance locale. Il faudra attendre 1999 pour qu'une ordonnance de participation citoyenne soit obligatoire dans toutes les communes du pays ; cependant, cette instance institutionnelle a plutôt le caractère d'une consultation¹⁷².

En 2013, 40 ans se sont écoulés depuis le coup d'État de Pinochet, et le pays est régi par un système néolibéral depuis plus de 30 ans, consolidé par le retour de la démocratie. La société chilienne a subi, au cours de ces décennies, des transformations sociales et culturelles profondes, notamment liées à la faible protection sociale des travailleurs et à une augmentation du pouvoir d'achat des familles, due à l'accès facilité et à l'amplification des crédits et des capacités d'endettement. Martín Sanzana, dans une étude sur les saccages à Concepción suite au tremblement de terre, remarque le changement culturel des chiliennes et des chiliens : « Après une longue période de discipline par la terreur, les valeurs de solidarité et de coopération ont laissé place à l'individualisme, à la consommation et, de manière générale, à l'esprit "entrepreneurial" du capitalisme, qui dans cette formation sociale est perçu comme une foire d'empoigne nécessaire à la survie au cœur d'une compétition néolibérale sans pitié. Globalement, l'organisation sociale collective s'est repliée sur des espaces microsociaux : la famille, le club de football ou l'activité criminelle ». ¹⁷³ Il remarque aussi le rôle de communication majeur qu'internet accomplit dans certains secteurs de la société, ainsi qu'une influence culturelle très forte du Japon et des États-Unis.

¹⁷² Gonzalo de la Maza, 2005, *Op.cit.*

¹⁷³ Martín Sanzana Calvet, « Desastre natural y acción colectiva de los sectores populares en Chile : los saqueos en Concepción tras el terremoto del 27 de febrero », *Revista Colección OSAL, Año XI / n°28*, CLACSO, Buenos Aires, novembre 2010, p. 145-157 (ISSN 1515-3282).

Chapitre 5

La catastrophe du 27 février 2010 au Chili

5.1. Catastrophe, urgence et reconstruction. Une revue des faits

Le 27 février 2010, le Chili a été victime d'un tremblement de terre de magnitude 8.8 Richter suivi d'un raz de marée¹⁷⁴ qui ont ravagé une grande partie du territoire. L'épicentre a été localisé à 8 kilomètres de Curanipe, province de Cauquenes, VII^e Région du Maule¹⁷⁵. Les régions les plus touchées ont été la VII^e Région du Maule et la VIII^e Région du BíoBío, cependant les désastres ont touché de la V^e à la IX^e régions du pays. Ce drame a causé la mort de 525 personnes¹⁷⁶, parmi lesquelles 156 ont été victimes du tsunami, et a occasionné la disparition de 23 personnes¹⁷⁷. La catastrophe a affecté la deuxième ville la plus importante du pays, la ville de Concepción (capitale de la Région du BíoBío avec une population de 216.061 habitants), 5 villes de plus de 100.000 habitants, 45 zones urbaines de plus de 5.000 habitants et plus de 900 villages côtiers et ruraux. Les capitales régionales de Rancagua et Talca ont également été gravement détruites, et plusieurs communes côtières ont été majoritairement dévastées par le raz de marée, en plus du séisme. Le village de Dichato et la ville de Talcahuano sont des cas emblématiques du ravage causé par ces deux aléas. Le Gouvernement compte près de 220.000 logements détruits, la catastrophe a amplifié le déficit de logements du pays, évalué à 45,9% à la fin de

¹⁷⁴ Les termes *tsunami* ou *maremoto* pour désigner un raz de marée sont les plus utilisés par la presse chilienne.

¹⁷⁵ Selon le Service Géologique des États-Unis, USGS.

¹⁷⁶ Subsecretaría del Interior de Chile, *Informe final de fallecidos y desaparecidos por comuna*, 31 janvier 2011, [En ligne], http://www.interior.gob.cl/filesapp/listado_fallecidos_desaparecidos_27Feb.pdf, consulté le 2 février 2011.

¹⁷⁷ Fiscalía Nacional, « Nómina de fallecidos por el tsunami del 27.02.10, 31 janvier 2011, [En ligne], http://www.cooperativa.cl/noticias/site/artic/20110131/asocfile/20110131112856/comunicado_tsunami.doc, consulté le 13 février 2011.

l'année 2009¹⁷⁸. Le coût économique de la reconstruction suite aux dommages causés par le tremblement de terre et le tsunami est estimé à 29.662 millions \$US¹⁷⁹.

Le territoire du Chili est ceint par la cordillère des Andes, parsemée de volcans, et l'océan Pacifique. Cette situation géographique fait du Chili un pays très vulnérable aux aléas naturels. Au cours du XX^e siècle, le Chili a subi un total de 74 mouvements sismiques majeurs et/ou destructifs¹⁸⁰, dont 12 se sont accompagnés de tsunamis. La sismicité du Chili est présente sur l'ensemble du territoire, mais elle est particulièrement intense dans le nord et dans l'extrême sud du pays.¹⁸¹ Ce dernier tremblement de terre correspond au cinquième épisode le plus puissant de l'histoire sismique mondiale, depuis que ceux-ci sont répertoriés par les sismologues. Outre les tremblements de terre, le pays est également en proie à de fréquents tsunamis, éruptions volcaniques et inondations importantes.

Le 27 février 2010 a changé la physionomie du Chili, les villes se sont déplacées et la mer a effacé une partie du littoral. Au niveau matériel, infrastructures, commerces et logements sont gravement endommagés et ont laissé place à des villes isolées, des villes fantômes, emplies de chômage et de familles sans domicile. Beaucoup de familles rencontrent des conditions de précarité, de pauvreté et de vulnérabilité intenses, en ville comme en campagne. Une enquête post-tremblement de terre a montré que la pauvreté a augmenté de 16,4% en décembre 2009 à 19,4% en mai 2010 dans les zones les plus affectées par la catastrophe du 27 février¹⁸². Dès lors, les priorités et les défis du pays changent, et le problème du logement devient le sujet principal à résoudre.

L'administration de l'État a aussi connu des changements. Un mois après le tremblement de terre débutait le mandat du premier président de droite depuis le retour à la démocratie au Chili, en 1989. Le nouveau président, Sebastián Piñera, était le candidat de l'« *Alianza por Chile* », la coalition politique des partis de droite et de centre-droite, et son

¹⁷⁸ Gouvernement du Chili, *Cuenta Publica 2010*, 21 mai 2010, [En ligne] <http://www.gob.cl/cuenta-publica-2010>, Consulté le 1^{er} janvier 2011. p.352.

¹⁷⁹ Journal *El Mercurio*, « Le Gouvernement chiffre à 24.741 millions de dollars le coût des dommages causés par le tremblement de terre », [en ligne], (24 mars 2010), [En ligne], www.diario.elmercurio.com, consulté le 24 mars 2010.

¹⁸⁰ Magnitude sur l'échelle de Richter supérieure ou égale à 7.0.

¹⁸¹ Information du site du service de sismologie du Département de Géophysique de l'Université du Chili. [En ligne], <http://ssn.dgf.uchile.cl/seismo.html>, consulté le 10 mai 2010.

¹⁸² Ministère de Planification, PNUD Chile, *Encuesta Post Terremoto : Principales resultados. Efectos en la calidad de vida de la población afectada por el terremoto/tsunami*, 2010, [En ligne], <http://www.ministeriodesarrollosocial.gob.cl/encuesta-post-terremoto/documentos/informe-encuesta-post-terremoto.pdf> Consulté le 10 mai 2012.

élection a mis fin à vingt ans de coalition, « *Concertación de partidos por la Democracia* » en étant le dernier Gouvernement, présidé par Michelle Bachelet (2006-2010).

Après le séisme, puis le raz de marée, le pays a éprouvé cinq états, que nous avons repérés grâce à la constitution d'une revue de presse réalisée durant la première année ayant suivi la catastrophe¹⁸³. Tout d'abord, la population victime connaît une première phase d'isolement, lié à l'absence de communication, des coupures des réseaux d'acheminement des ressources (eau, électricité) et des infrastructures routières dans tout le pays. Les populations ont été mal alertées par les autorités¹⁸⁴ du risque de tsunami après le tremblement de terre : l'heure de l'occurrence du séisme, enregistrée à 3:34 GMT-3, a participé à cette confusion. En outre, février étant un mois estival au Chili, beaucoup de victimes du tsunami étaient des vacanciers qui n'ont pas su réagir au moment de l'alerte ; les personnes qui connaissaient la zone et la mer ont, elles, eu le réflexe de fuir pour se réfugier dans les terres hautes et avertir le reste de la population. Avec le chaos initial débute les saccages et pillages. Une mêlée d'habitants désespérés et de délinquants profitent de la cohue pour dévaliser les commerces. Ce tumulte fait naître la peur des habitants, qui redoutent de possibles saccages de leur logement, et incite une organisation entre voisins pour surveiller et défendre leur maison¹⁸⁵. Le 11 mars 2010 le Gouvernement de Michèle Bachelet déclare l'État d'exception, ordonne le déploiement des forces militaires et policières dans les rues et l'instauration de couvre-feux nocturnes¹⁸⁶. Le pays traverse une deuxième phase de prise de conscience de la catastrophe lorsque la communication commence à être rétablie et l'information à circuler dans le pays et à l'étranger. Les campagnes de recherche de victimes sont lancées, et les premiers bilans de victimes et de dégâts matériels sont publiés et diffusés. Une troisième phase, correspondant au plan

¹⁸³ Nous avons commencé cette revue de presse le 27 février 2010, en suivant pendant une année les nouvelles de deux journaux nationaux, *El Mercurio* et *La Tercera* ; deux journaux régionaux, *Diario el Centro* (VII Région) et *Diario El Sur* (VIII Région) et trois sites web qui traitent l'événement, *El Mostrador* (journal web), *Plataforma Urbana* (site web sur l'actualité urbaine) et *Dichato al día*.

¹⁸⁴ L'ONEMI (Bureau National d'Urgence du Ministère de l'Intérieur) ne décrète pas à temps l'alerte de tsunami pour les villes et villages du littoral.

¹⁸⁵ *El Mercurio*, « Même si la grande partie des habitants ne se connaissent pas avant le tremblement de terre, elles partagent aujourd'hui leur famille : munis de clés, de bracelets et de lumières, les voisins de Concepción sont organisés pour surveiller leurs rues », 3 mars 2010, [En ligne], <http://impresa.elmercurio.com>, Consulté le 3 mars 2010

¹⁸⁶ Le Gouvernement de Michelle Bachelet décrète le 27 février 2010 « *Zona de Catastrofe* » (*Decreto Supremo N° 150*) les régions de Valparaíso, du Libertador General Bernardo O'Higgins, du Maule, du Bio-bío et de l'Araucanía. Le 28 de février 2010, la Présidente décrète « *Estado de Excepción Constitucional de Catastrofe por Calamidad* » (*Decreto Supremo N° 152 y N° 153*) dans les régions du Maule et Bio-bío. Le 11 mars, le Gouvernement de Sebastián Piñera va ajouter la région de Libertador Bernardo O'Higgins dans l' »*Estado de Excepción Constitucional de Catastrofe por Calamidad* » (*Decreto Supremo N°173*) et délègue des facultés présidentielles au Chef de Défense National dans la région du Libertador Bernardo O'Higgins. (*Decreto Exento N° 861*).

d'actions pour faire face à l'urgence, se met alors en place. Des habitants victimes et des bénévoles s'organisent, principalement autour des problèmes de désinformation et d'insécurité, et s'engagent auprès des organismes d'aide humanitaire, qui affluent de toute part. Des citoyens de villes moins impactées, des institutions et des entreprises, apportent également leur soutien, mais ils manquent d'informations sur les besoins des victimes, ainsi que d'une organisation cadrée pour la distribution de l'aide¹⁸⁷. La population de victimes émet des demandes et des critiques claires, qu'elle manifeste très tôt aux autorités. Une quatrième phase se caractérise par une prise de recul face à l'urgence. Différents acteurs organisés ouvrent le débat sur la façon dont la reconstruction des villes doit être menée. Le débat public cible les plans de reconstructions, leur financement et leurs acteurs. Le 19 mars 2010, le président de la République met fin à l'état d'urgence et fixe les priorités pour les prochains mois. Enfin, une cinquième phase s'observe dans certaines villes et correspond à l'élaboration des plans de reconstruction et des solutions de logement définitives¹⁸⁸. Durant cette phase, la population commence à se mobiliser et à s'organiser pour participer à la reconstruction.

Il est intéressant de constater, dans les résultats de l'enquête du Centre d'Etudes Publics réalisée aux mois de juin et juillet 2010 sur l'évaluation de l'action des institutions et des autorités suite à la catastrophe combinée du tremblement de terre et du tsunami, que les individus et les organismes les mieux évalués sont ceux qui ont réagi le plus vite et ceux qui ont soutenu l'organisation des citoyens. Les mieux évalués ont été les pompiers, la police, les médias (presse, télévision et radio, la radio ayant obtenu la meilleure évaluation), l'armée et la fondation « *Un techo para Chile* », une fondation en charge de la construction de logements d'urgence. Les plus mauvais résultats sont attribués à l'ONEMI (Bureau National d'Urgence du Ministère de l'Intérieur), aux promoteurs immobiliers et au secteur du bâtiment, aux entreprises de téléphonie mobile et aux concessionnaires des réseaux d'eau, de gaz et d'électricité¹⁸⁹.

Bien que le Chili figure parmi les pays au meilleur indice de développement économique de l'Amérique latine, le désastre a révélé ses faiblesses opérationnelles,

¹⁸⁷ El Clarin, « SANTIAGO, casco histórico : la ciudadanía se moviliza por soluciones a sus viviendas dañadas », 16 mars 2010, [En ligne], <http://www.elclarin.cl>, Consulté le 16 mars 2010.

¹⁸⁸ El Mercurio, « Sur la première chaîne nationale de radio et de télévision, le Président présente un diagnostic officiel des coûts du séisme : Piñera met fin à l'étape d'urgence après le tremblement de terre et fixe les priorités pour les prochains mois », 19 mars 2010, [En ligne], <http://impresa.elmercurio.com>, Consulté le 19 mars 2010.

¹⁸⁹ CEP (Centre d'Etudes Publics), *Encuesta Nacional de Opinión Pública*, Juin et juillet 2010. [En ligne] http://www.cepchile.cl/1_4640/doc/estudio_nacional_de_opinion_publica_junio-julio_2010.html#.VHL2sVeG-wc, Consulté le 10 septembre 2010.

institutionnelles, sociales, culturelles et de capacités techniques¹⁹⁰. Le manque de préparation des institutions de l'État pour affronter l'urgence et la reconstruction, a laissé place à l'action conjointe mais non coordonnée de diverses organisations plus ou moins formelles : organisations internationales, nationales, de quartier et de victimes. Même si la société civile a joué un rôle clé dans l'urgence et a été la source de propositions et de solutions marquantes, ce mouvement n'a pas trouvé sa place dans le plan de reconstruction de l'État. Les pouvoirs locaux et la société civile ont critiqué le centralisme des prises de décisions et la désinformation pendant le processus de reconstruction. Suite à la promesse du Gouvernement de reconstruire le pays en quatre ans – qui peut être considérée courte si nous le comparons aux autres expériences de reconstruction dans le monde –, les décisions prises à cette fin n'ont pas réussi à atténuer la vulnérabilité de plusieurs familles victimes du désastre, et dans certains cas la reconstruction a même contribué à développer de nouvelles vulnérabilités. Cependant il faut remarquer que la grande partie des nouvelles constructions a bien résisté à l'intensité du séisme grâce aux strictes normes techniques de conception et de construction qu'a adopté le pays l'année en 1972, suite au tremblement de terre et au tsunami qui ont touché les villes de Concepción et Valdivia¹⁹¹.

La catastrophe subie pour cette partie du pays génère une crise économique et sociale majeure. Une crise qui a transformé et continue à transformer les paysages naturels, bâtis et sociaux qui existaient jusqu'alors. Nous analyserons la catastrophe selon la façon dont s'esquissent les changements sociaux et les vulnérabilités à partir des plans de reconstruction et des politiques de l'État chilien.

5.2. La politique de reconstruction urbaine

Nous ferons un rappel des instruments et des mesures coordonnés par le Gouvernement pour affronter la catastrophe, ainsi que leur rapport avec les politiques de logement et de la ville appliquées en temps normal. À partir des autres études et de la revue de presse réalisée pendant le processus de reconstruction, nous exposerons aussi les impacts en termes d'urbanité et de société de ces politiques.

¹⁹⁰ Jaime Valdés Aguayo, *Elaboración de un Perfil de Proyecto post terremoto Chile. Puesta en marcha de un centro de recursos para asesoría y asistencia técnica a los municipios, autoridades y actores locales*, Mémoire et rapport de mission. Brouillon de consultation, Mission ONU HABITAT, 6 au 24 de septembre 2010, [En ligne], http://www.territoires-solidaires.org/public/docs/articles/Memoria%20mision%20ONU-HABITAT_Chile.pdf, consulté le 15 mars 2012, p.10.

¹⁹¹ *Norma Chilena de Diseño Sísmico para Edificios* (Normative chilienne pour la conception sismique de bâtiments) NCh 433 (1972).

Les cinq premiers mois, l'organisation institutionnelle fonctionne à partir de la création de deux comités : le Comité interministériel d'urgence et le Comité interministériel de reconstruction. Ensuite, ce sont les ministères qui se voient confier l'organisation et la planification de la reconstruction. Aussi, un Programme de Reconstruction Nationale est créé à l'intérieur du Ministère du Logement et de l'Urbanisme (MINVU), qui cependant ne compte pas sur une structure dédiée à la prévention des désastres et à la reconstruction.

Le Sous-secrétariat du Développement Régional¹⁹² est mis à la tête d'un comité interministériel en charge de coordonner sa relation avec les intendants : des chefs de gouvernements régionaux désignés par le Président de la République, qui vont être responsables de la coordination de la reconstruction à l'échelle régionale, ainsi que du travail de coopération avec les maires des communes. Un autre comité est créé au sein du ministère des Travaux Publics, qui, avec le Sous-secrétaire du Développement Régional va être en charge du Plan de Reconstruction Nationale et Régionale.

En juillet 2011, suite aux protestations massives dans les campements d'urgence à Dichato a été désigné un délégué présidentiel, au sein du ministère du Logement et de l'Urbanisme. Il serait en charge de coordonner les réponses aux problèmes des campements d'urgence et de leur éradication.

¹⁹² Le Sous-secrétariat de Développement Régional ou SUBDERE dépend du Ministère de l'Intérieur.

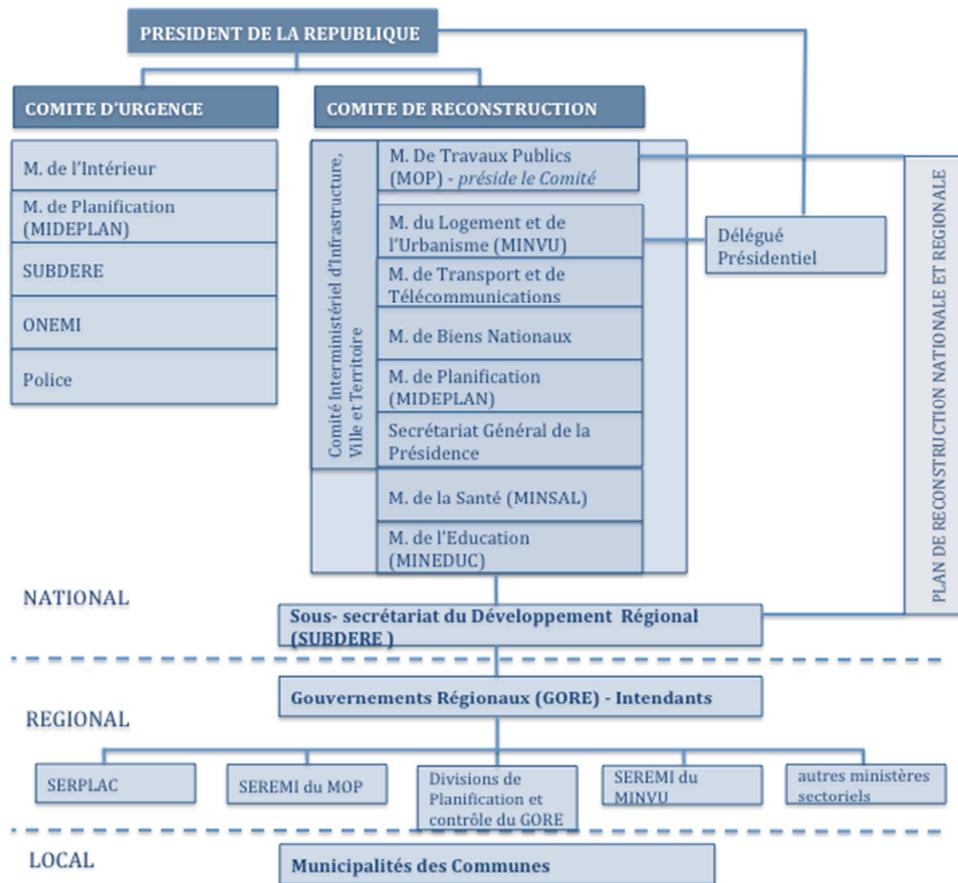


Fig. 03 –Organigramme Institutionnel de la Reconstruction. Source : Karen Andersen. Organigramme réalisé à partir des informations du Gouvernement du Chili¹⁹³

Le Plan de Reconstruction a été financé par un plan d’augmentation des fonds publics et il visait notamment : la reconstruction de l’infrastructure routière et des bâtiments publics, la reconstruction des établissements de Santé et d’Education, des crédits de l’État pour la reconstruction des petites et moyennes entreprises ainsi que la reconstruction des logements et des espaces urbains.

Le 29 mars 2010, trente jours après le désastre, le Gouvernement dévoile le Programme National de Reconstruction de Logements, « *Chile unido reconstruye mejor* ». Le Programme indique une première étape qui comporte trois mesures pour la période d’urgence (jusqu’en juin 2010) : des logements d’urgence ou « *mediaguas* »¹⁹⁴ ; des tentes de campagne ; et le Programme « *Manos a la obra* » qui est une aide en matériaux de

¹⁹³ Gouvernement du Chili, *Plan de Reconstrucción Terremoto y Maremoto del 27 de febrero de 2010, Resumen Ejecutivo*, 27 août 2010.

¹⁹⁴ La *mediagua* est un logement d’urgence construit en bois dont la surface avoisine les 18 m². Cette solution a été proposée en 1939 après le tremblement de terre ayant touché la ville de Chillan (à l’époque la surface des *mediaguas* faisait 36 m²) et a été ensuite répandue par l’ONG *Un techo para Chile* dès 1997 pour l’éradication de campements (les bidonvilles chiliens).

construction pour la réparation de logements des familles victimes. La deuxième étape du programme propose des alternatives pour la reconstruction des logements. Ces solutions vont utiliser principalement les allocations de logement existantes avant la catastrophe¹⁹⁵. Pour toutes les allocations, les personnes concernées doivent s'inscrire dans le registre des sinistrés de leur mairie respective. Cependant, c'est seulement au mois d'août 2010 que le Plan de Reconstruction du Gouvernement a été officiellement présenté au public¹⁹⁶. Le MINVU est en charge du Programme de Reconstruction Nationale. Le programme présenté par le Gouvernement contient très peu d'éléments de planification, il ne livre pas de diagnostic des impacts du désastre, ni de cartographie détaillée des dommages subis pour chaque localité. Un objectif du plan est de proposer la planification d'une reconstruction qui prend en compte l'hétérogénéité évidente des communautés et des sites touchés par la catastrophe, permettant une priorisation des actions¹⁹⁷. Cependant le programme définit trois grandes aires thématiques correspondant aux trois échelles de travail du MINVU pour appliquer des propositions: logement, quartier et ville. Au niveau du logement, comme l'a énoncé le programme de mars, le MINVU apporte des solutions à travers le déblocage de 220.000 allocations au logement. Il élabore sept solutions pour sept problèmes détectés, et les instruments respectifs pour les résoudre. L'action du MINVU pour la reconstruction des logements est énoncée de la manière suivante en 2010, dans le « *Plan de Reconstrucción MINVU. Chile Unido Reconstruye Mejor* »¹⁹⁸:

¹⁹⁵ Les allocations de logement seront les mêmes que celles attribuées en situation normale. La seule différence est que le SERVIU, grâce au décret suprême DS 332 du MINVU, peut donner droit à des fonds spéciaux pour les victimes de la catastrophe. En 2011, le Gouvernement attribuera de nouvelles allocations.

¹⁹⁶ MINVU, août 2010, *Op.cit.*

¹⁹⁷ MINVU, *Plan de Reconstrucción MINVU Chile Unido Reconstruye Mejor. Primera Edición, Ministerio de Vivienda y Urbanismo*, août 2010, p.6

Dans le plan son énumérés cinq prémisses : (1) L'évaluation des communautés existantes, de leurs liens avec la terre, et leur sentiment d'appartenance à protéger leur identité et le patrimoine architectural ; (2) Reconstruire aussi rapidement et efficacement que possible ; (3) Respecter et comprendre le territoire et les risques naturels ; (4) Promouvoir la planification stratégique urbaine innovante, responsable et durable ; (5) Assurer la légalité et la formalité des solutions.

¹⁹⁸ MINVU, août 2010, *Op.cit.*, p.15-17.

CIRCONSTANCES	SOLUTIONS ET INSTRUMENTS ¹⁹⁹
Logements sociaux (du SERVIU ²⁰⁰ ou antérieurs au SERVIU) détruits ou gravement endommagés.	> FSV I CRS : Fonds Solidaire de Logement. Construction en Site Résident. > FSV I CNT : Fonds Solidaire de Logement. Construction collective en Nouveaux Terrains.
Familles en condition d'extrême vulnérabilité sociale, qui occupaient des logements désormais détruits ; ou des logements désormais détruits sans titre de propriété ; ou des logements bâtis en zones à risque (zones qui seront redéfinies).	> FSV I CNT : Fonds Solidaire de Logement. Construction collective en Nouveaux Terrains.
Familles propriétaires de logements (première résidence) dans des villes et villages côtiers détruits par le tsunami.	> FSV I CSR + URB : Fonds Solidaire de Logement. Construction en Site Résident + Actualisation du Plan Régulateur + Projet Urbanistique de la ville
Familles propriétaires de logements majoritairement construits en terre (<i>adobe</i>) dans des secteurs ruraux ou urbains détruits ou gravement endommagés.	> FSV I CSR : Fonds Solidaire de Logement. Construction en Site Résident. > FSV I CSR PT : Fonds Solidaire de Logement. Construction du logement type en Site Résident. > FSV II CSR : Fonds Solidaire de Logement. Construction en Site Résident. > FSV II CSR PT : Fonds Solidaire de Logement. Construction du logement type en Site Résident.
Logements situés dans des zones remarquables ou d'intérêt patrimonial gravement endommagés.	> FSV : Fonds Solidaire de Logement + Rénovation Urbaine > FSV : Fonds Solidaire de Logement + Allocation Patrimoniale. > PPPF : Programme de Protection du Patrimoine Familier + Allocation Patrimoniale
Familles sans une assurance de séismes, en capacité d'endettement et propriétaires de logements détruits ou gravement endommagés.	> DS 40 : Décret suprême 40 (correspond à une Allocation avec crédits bancaires)
Familles à faibles niveaux de ressources ayant subi des dommages réparables dans leurs logements.	> PPPF : Programme de Protection du Patrimoine Familier. Assistance Technique + Aide à la réparation en autoconstruction

Les instruments employés correspondent à des allocations existantes. L'allocation la plus utilisée est le FSV. Elle correspond à une allocation pour la construction ou l'achat

¹⁹⁹ Types d'allocations.

²⁰⁰ SERVIU: Service de Logement et d'Urbanisme appartenant au MINVU.

d'un logement, neuf ou non. Selon la situation de la famille, il y a deux alternatives, FSV I : pour les familles les plus vulnérables du pays, sans crédit complémentaire, et FSV II : pour des familles vulnérables, avec crédit bancaire complémentaire. Quand il s'agit d'allocation pour la construction d'un logement, le FSV peut s'appliquer pour un terrain déjà possédé ou dans le cadre de l'acquisition d'un nouveau terrain. Quand la famille est propriétaire d'un terrain, elle peut opter pour la construction d'un logement avec « projet type »²⁰¹ sur ce terrain.

Pour les zones remarquables (*Zonas Típicas*) ou d'intérêt patrimonial, l'Allocation Patrimoniale permettra aux familles d'acquérir un logement après la réhabilitation d'immeubles patrimoniaux (*Inmuebles de Conservación Historica*), ou situé dans le zonage patrimonial (*Zonas de Conservación Historica*). Les familles en capacité d'endettement suffisant peuvent opter pour le DS 40. Cette allocation de logement est un programme permettant l'acquisition d'un logement de meilleur standing, neuf ou non, à l'aide d'un crédit hypothécaire accordée par une banque privée. Pour les rénovations de logements, le Programme de Protection du Patrimoine Familier propose une Allocation de Réparation, un accompagnement des démarches par un consultant et une Allocation Autoréparation, qui favorise la mise en œuvre des travaux par les particuliers.

En 2011, trois nouvelles allocations sont créées et ajoutées aux solutions pour les propriétaires et pour les non propriétaires.

CIRCONSTANCES	SOLUTIONS ET INSTRUMENTS
Propriétaires de terrain	<ul style="list-style-type: none"> > Allocation Portable > Allocation d'Autoconstruction > Allocation de Densification Urbaine
Non Propriétaires	<ul style="list-style-type: none"> > Allocation de Densification Urbaine

L'Allocation Portable est une allocation pour la construction d'un logement sur le terrain du propriétaire ou, en cas d'acquisition d'un logement neuf, cette allocation donne la possibilité d'une cession du terrain du propriétaire pour l'achat d'un nouveau logement.

²⁰¹ Les logements avec « projet type » : ils correspondent à une modalité d'opter par un logement d'une banque de projets qui dispose le SERVIU. Cette modalité implique une double appel, d'un côté les victimes peuvent choisir parmi une variété limitée de projets de logement individuel pour construire sur leurs sites et d'un autre côté, le SERVIU ouvre un appel aux entreprises de construction pour la construction de solutions de logement pré-certifiées dans des sites dispersés par un montant fixe d'argent. Ainsi le MINVU fait seulement le lien entre offre et demande.

L'Allocation d'Autoconstruction est destinée aux zones rurales, et en cas de reconstruction par les propriétaires eux-mêmes et sur le terrain du bénéficiaire, elle permet l'achat de matériaux et d'une assistance technique pour la construction. Un listing des entreprises de matériaux de construction et des experts techniques partenaires sont précisés lors de l'octroi de l'allocation. L'Allocation de Densification Urbaine favorise l'acquisition d'un logement au sein de projets immobiliers construits en centres-villes et dans les cœurs historiques de certaines villes, sous réserve qu'ils aient été réalisés par des promoteurs immobiliers ayant un accord avec la SEREMI (Secrétariat Régional Ministériel) de logement et d'urbanisme de la région respective. L'achat peut être complété d'un crédit hypothécaire en fonction de la solvabilité des familles. Pour les non propriétaires, seule l'Allocation de Densification Urbaine est ajoutée à la liste d'allocations²⁰².

Ces mesures pour affronter la reconstruction de logements, se caractérisent par une assistance individuelle, à travers des allocations qui déterminent à moyen et long terme les types de densification et d'expansion des villes et des villages, sans appréhension globale au préalable. De cette manière, nous constatons que les mesures ne correspondent pas à un plan, il n'existe pas une hiérarchisation des investissements à réaliser, ni à une vision prospective pertinente de la ville et ses particularités. La reconstruction des logements par l'intermédiaire de ces allocations est une énorme opportunité pour les entreprises immobilières, sollicitées pour la construction de centaines de logements sans trop de régulation de la part de l'État, laissant aux EGIS (Entité de Gestion Immobilière Sociale²⁰³) le champ libre pour construire là où ils considèrent les investissements les plus prometteurs, leur assurant une rentabilité future maximale. Pourtant dramatiques d'un point de vue urbanistique, les effets de cette politique de logement basée sur les allocations se voient exacerbés, du fait de l'augmentation des demandes²⁰⁴.

Exceptionnellement pour les allocations à la reconstruction, les victimes propriétaires ou locataires pourront recevoir une allocation sans être accréditées préalablement par une Fiche Sociale²⁰⁵. Cependant, l'allocation sera accordée seulement

²⁰² <http://www.minvu.cl> , Consulté le 10 novembre 2011.

²⁰³ Les Entités de Gestion Immobilière Sociale (EGIS) effectuent les candidatures aux allocations, conçoivent les projets, cherchent les terrains et lancent la construction des projets de logement social. La plupart des EGIS sont des entreprises privées, les autres sont des ONG, des fondations et des municipalités.

²⁰⁴ Ce système d'allocations, ainsi que la libéralisation du contrôle des prix du foncier, sont institués sous la dictature militaire de Pinochet. La gestion du parc de logements qui, jusqu'au Gouvernement d'Allende (1970-1973), était une compétence de l'État, est ainsi transférée aux entrepreneurs privés.

²⁰⁵ Une autre invention de l'époque dictatoriale, et toujours en vigueur aujourd'hui, même si elle a eu des modifications, est la *Ficha de Protección Social* (FPS), un questionnaire d'enquête qui vise à

dans le cas où les demandeurs ne sont pas propriétaires d'un deuxième logement. Les plus défavorisés dans cette répartition d'allocations sont les victimes hébergées par un tiers, car elles devront accréditer leur condition avec une Fiche Sociale pour pouvoir prétendre à une allocation de logement.

Cette politique du logement social a accentué d'année en année les inégalités et la ségrégation sociales dans toutes les villes chiliennes, et elle est même responsable de l'apparition de nouveaux ghettos de pauvres, notamment dans les grandes villes²⁰⁶. Cette production de l'inégalité est plus forte dans le cas d'une reconstruction, car beaucoup de familles pauvres habitaient dans les quartiers centraux des villes. Ainsi, et du fait de la logique du marché que nous avons précédemment décrite, ces populations sont déplacées vers la périphérie où le prix du foncier est moins élevé, générant en parallèle une pression foncière forte des quartiers centraux, accaparés par les projets de logements de plus haut standing. De manière simultanée, les allocations incitent le marché immobilier à densifier les grandes villes sinistrées (allocation à la densité urbaine), mais avec des logements dont le prix d'achat peut monter jusqu'à 2.000 UF²⁰⁷, équivalent en novembre 2013 à 87.000 US\$, c'est-à-dire des logements inaccessibles aux familles appauvries par la catastrophe. Les options du Programme de Reconstruction de logements à destination des familles qui ne sont pas propriétaires sont l'acquisition d'un logement déjà construit ou le déplacement vers des projets de constructions neuves ou de rénovations de grands ensembles de logements sociaux, situés dans les périphéries des villes. Les familles les plus vulnérables qui, avant la catastrophe, habitaient la ville, seront le plus souvent relogées en périphérie, loin des services offerts par la ville et loin de leurs anciens réseaux sociaux. C'est le cas de beaucoup des familles vivant dans les « *Aldeas* », ou campements d'urgence. Ce phénomène est le principal problème du logement social des dernières décennies au Chili, distinguant des individus « avec abri », par connivence avec les « sans abri » que cette appellation

définir le niveau de pauvreté de chaque demandeur pour déterminer le type des allocations et d'autres aides de l'État auquel il peut prétendre. *La Ficha de Protección Social* (Dossier de protection sociale) correspond à l'ancienne Ficha CAS 1 et Ficha CAS 2. À partir de l'année 2013, *Nueva Ficha*. Ce système de fiches pour recenser la pauvreté et identifier les ménages bénéficiaires des aides, conçoit la pauvreté comme un état statique et quantifiable, en omettant que la pauvreté, en tant que phénomène culturel, ne peut pas être pensée comme une condition individuelle, ni isolée des aspirations d'une communauté. La fiche, qui donne donc accès à diverses aides sociales (non seulement une aide au logement, mais aussi à l'emploi, à l'éducation et à la santé) précise que les familles « doivent » maintenir certaines conditions de précarité – donc un certain « score » –, parfois très arbitraires, pour continuer à bénéficier du soutien de l'État.

²⁰⁶ María Elena Ducci, « Chile : El lado oscuro de una política de vivienda exitosa », *Revista EURE*, Vol. 23 / n°69, Santiago, 1997, p. 99-115 ; Alfredo Rodríguez et Ana Sugranyes, *Los con techo. Un desafío para la política de vivienda social*, Santiago, Éditions SUR, 2005.

²⁰⁷ *Unidad de Fomento* (UF) est une unité monétaire utilisée au Chili dont la valeur augmente en fonction de l'indice de variation de prix.

remplace ; car la question de précarité extrême n'est plus seulement l'absence de logement, mais les conditions de vie qu'a générées la politique du logement social au Chili²⁰⁸. Ainsi, des familles sans logement voient empirer leur situation de pauvreté et de précarité, mais avec un logement. Un autre paradoxe du système : lorsqu'une personne ou une famille se voit octroyer un crédit hypothécaire et parvient à accéder à un logement, son score dans le dossier social (*Nueva Ficha Social*) augmente tellement qu'il lui ferme l'accès à d'autres aides.

Bien que le premier objectif du Plan de Reconstruction était « la valorisation des communautés existantes, leurs liens avec la terre, et leur sentiment d'appartenance à travers la protection de leur identité et de leur patrimoine architectural »²⁰⁹, la réalité des propriétaires de logements détruits n'est pas aussi simple. Les allocations destinées à faciliter la construction sur leur terrain (FSV-CSR) ne sont pas attractives pour le marché de logement. Le marché immobilier social, comme le marché privé, préfèrent construire des logements collectifs plutôt que des logements individuels. Par l'intermédiaire de la nouvelle Allocation Portable, le Gouvernement encourage les propriétaires à la mobilité résidentielle avec l'achat de logements construits dans d'autres localités, et donc à la vente de leur terrain. L'autre solution pour les propriétaires bénéficiaires des allocations est leur installation dans des logements préfabriqués. Par ailleurs, la pression immobilière sur les terrains des centres villes a amené plusieurs familles à vendre leur bien. Une étude réalisée par Surmaule dans trois villes montre que l'Allocation en site résident ou site propre (CSR) a été très peu utilisée, en comparaison à l'acquisition d'un logement construit²¹⁰. Mais, en tout état de cause, aucune de ces solutions ne prend en compte la protection de l'identité ou la protection du capital social des quartiers.

Même si les intentions déclarées dans le plan assurent du contraire²¹¹, les alliances entre le Gouvernement et le secteur privé n'ont pas soutenu l'économie locale des régions sinistrées, car le Gouvernement a privilégié des accords avec de grandes entreprises et des consultants nationaux ou étrangers plutôt qu'auprès des acteurs économiques locaux. C'est

²⁰⁸ Alfredo Rodríguez et Ana Sugranyes, « El problema de vivienda de los "con techo" », *Revista EURE*, Vol. 30 / n°91, 2004, p. 53-65.

²⁰⁹ MINVU, août 2010, *Op.cit.*, p.6.

²¹⁰ Javiera Gómez, Stefano Micheletti et Francisco Letelier, *Informe ciudadanía y territorio: Informe Pos terremoto Tipología Urbana. El Modelo de Reconstrucción en Asentamientos Urbanos de Cuatro Regiones de Chile: Políticas Públicas, Instrumentos, Actores, Tensiones y Efectos*, Surmaule, 11 décembre 2013, [En ligne], <http://www.surmaule.cl/category/biblioteca/> .

²¹¹ « Les vrais défis de la reconstruction urbaine seront de trouver les instances de coordination intersectorielle et la confiance dans un exercice de décentralisation sans précédent dans notre histoire, où les régions et les municipalités auront un rôle clé pour la transformation de la catastrophe en une opportunité de développement pour leurs communautés», dans MINVU, août 2010, *Op.cit.*, p. 53.

le cas par exemple des logements préfabriqués importés de l'étranger, ou de la désignation des grands groupes immobiliers du pays pour l'élaboration des plans de reconstruction, ou encore des allocations de rénovation et d'autoconstruction pour lesquelles ont été choisies trois grandes entreprises privées comme fournisseurs des matériaux de construction, et ce sans considérer la présence et la compétitivité des entreprises locales²¹².

À l'échelle du « quartier », le plan du MINVU est ciblé sur les ensembles de logement social et les campements d'urgence ou « *Aldeas* ». La destruction de 31% des monuments nationaux entre la V^e et la VIII^e région a largement modifié la physionomie du paysage patrimonial traditionnel de ces régions. L'altération du patrimoine bâti est, dans certains cas, très impressionnante. Par exemple, la ville de Talcahuano a dû démolir 50% de son centre historique, ses bâtiments étant irrécupérables. 80% du village de Dichato ont été balayés par le tsunami. Les habitants de ces logements détruits n'ont pas tous la garantie de pouvoir rester dans leur quartier. La planification à l'échelle du quartier, au-delà des ensembles de logements social et des campements, n'est pas traitée dans le plan de reconstruction. Les villes et villages chiliens détruits ont vu apparaître un total de 105 « *Aldeas* » ou campements d'urgence, dans lesquels se sont installées, de manière temporaire mais à durée indéterminée, 4.349 familles ayant perdu leur logement et sans acte de propriété pour le reconstruire ; d'autres étaient propriétaires, mais d'un terrain répertorié dans le périmètre d'une zone « à risque » pour l'État. Les autres, correspondant au 95% des logements d'urgence ont colonisé les terrains des centres villes, disposés sur les propriétés d'autres familles²¹³. Les ressources municipales étant, dans la plupart des cas, insuffisantes pour la gestion de l'urgence, les problèmes ont commencé à se multiplier, notamment dans les campements durant l'hiver, et surtout au niveau sanitaire. Ainsi, les habitants de Talcahuano ont subi des invasions de mouches et de souris, sans que la commune puisse intervenir²¹⁴.

Le plan de reconstruction des villes a pour objectif la révision des zones à risques, des conditions d'occupation des sols, des IPT (Instruments de Planification Territoriale) ainsi que l'exécution de travaux visant à l'atténuation de la vulnérabilité des localités touchées par le raz de marée. Les Plans Régulateurs (correspondant aux PLU français) sont

²¹² Les entreprises *Sodimac*, *Easy* et *Construmart* se partageront 8.000 millions de pesos chiliens, soit l'équivalent d'environ 12 millions d'euros. Information parue le 31 mars [En ligne], <http://www.elmostrador.cl>.

²¹³ MINVU, août 2010, *Op.cit.*, p. 44.

²¹⁴ Le titre de l'article dans le journal *Diario El Sur* était « Les conséquences du tremblement de terre et du raz de marée. La condition sanitaire des voisins de Talcahuano est préoccupante », 4 avril 2010, [En ligne], www.diarioelsur.cl, Consulté le 4 avril 2010.

donc modifiés en fonction des risques, selon l'article 27 de la Loi sur les catastrophes. À l'échelle de la ville, le plan de reconstruction dévoile trois stratégies, des plans directeurs de reconstruction stratégique (les PRE et le PRBC), les plans de régénération urbaine (PRU) et les actualisations des Plans Régulateurs.

Tous ces plans de reconstruction et de régénération (PRE, PRBC ou PRU), utilisés sur les villes détruites, ne correspondent à aucun instrument de planification territoriale existant, ils n'ont donc aucune validité légale et sont présentés dans le cadre du Plan de Reconstruction comme des « exercices non contraignants ». Ils serviront seulement à orienter les décisions pour la modification postérieure des Plans Régulateurs des communes, pour l'assignation des aides, pour la définition de critères d'investissement à long terme et pour la hiérarchisation des projets de logements, d'édifices et d'espaces publics à réaliser.

Les entreprises choisies ont un délai de 90 jours pour développer les plans directeurs. Pour la réalisation et le financement de ces plans directeurs, le Gouvernement a mis en place un mécanisme basé sur des partenariats public-privé, entre les mairies et les gouvernements régionaux d'une part, et des entreprises et des organisations sociales d'autre part.

Pour la réalisation du plan directeur de la zone littorale plus touchée, la SUBDERE (Sous-secrétariat de développement régional) et le MINVU signent un accord avec l'Université du Bio-bío pour la réalisation d'études. Ce plan concerne 18 localités côtières. Pour assurer la coordination du Plan de Reconstruction du Littoral (PRBC-18) est créé un organisme constitué par les municipalités des communes concernées par le tremblement de terre et le raz de marée, par les universités régionales spécialisées en architecture et par des groupements de l'entrepreneuriat régional.

Pour la rénovation des petits villages ou des quartiers, le Gouvernement lance en juillet 2010 un appel d'offres auprès de bureaux d'études en architectures, d'universités et d'autres entités pour réaliser des Plans de Récupération Urbaine (PRU).

Le MINVU a dicté aux municipalités des communes touchées par la catastrophe, des orientations sur la façon de reconstruire, en privilégiant la participation des grandes entreprises. Pablo Allard, le Coordinateur de la Direction de Reconstruction du MINVU, précise que ces accords entre le secteur public et le secteur privé n'ont pas pour mission de remplir la fonction planificatrice et régulatrice de l'État. Allard perçoit les accords avec les

entreprises privées comme une opportunité pour la mise en œuvre des processus de participation citoyenne et l'actualisation des Plans Régulateurs grâce aux plans directeurs²¹⁵.

Ce partenariat public-privé est la caractéristique principale du processus de reconstruction. Les exemples se multiplient. Dans la VII^e région du Maule, le groupe minier Antofagasta (du groupe Luksic) signe une alliance avec le Gouvernement pour exécuter la *Ruta de las Caletas*, un projet de reconstruction des villages de pêcheurs. Le projet comporte la construction d'une route touristique de 160 km et la rénovation des infrastructures de 13 villages de pêcheurs ou *caletas*. Le projet est réalisé par *Antofagasta Minerales* et l'Association des agences d'architectes (A.O.A.), en coordination avec les autorités locales et les représentants des pêcheurs locaux. Dans la ville de Constitución, le maire a signé une alliance pour son « Plan de reconstruction durable de Constitución » (PRES Constitución). Ce partenariat public-privé a été conclu entre l'entreprise *Celulosa Arauco* (succursale forestière du groupe économique Angelini) et la ville, en lien avec les consultants *Elemental* et *Arup*. Dans la ville de Talca, le maire a contracté, sans consultation préalable du conseil municipal, un marché avec l'entreprise immobilière *El Bosque S.A.*, du groupe économique *Hurtado Vicuña*, pour l'élaboration du Plan de Reconstruction Stratégique de Talca. Cet accord a suscité la polémique au sein du conseil municipal, et auprès des organisations sociales de Talca. Dans l'île Juan Fernandez, la mairie de Lo Barnechea (appartenant à la Région Métropolitaine de Santiago) en collaboration avec l'A.O.A, supporte un projet de reconstruction du littoral qui combine l'exploitation de la pêche et du tourisme. On note aussi l'initiative de transformer l'île Juan Fernandez en symbole du développement durable, grâce à un accord signé avec l'entreprise japonaise *Honda* pour implémenter d'une centrale électrique à énergie solaire.

Cette manière de planifier basée sur des études et des partenariats public-privé, peut laisser supposer que la qualité des solutions apportées est fonction de la qualité de l'entreprise choisie pour la réalisation du plan. Or, il existe de possibles conflits d'intérêts qui peuvent influencer la qualité du plan, comme cela a été le cas de l'entreprise immobilière *El Bosque S.A.* qui, au cours d'un contrat avec le consultant *Polis*, spontanément pris des décisions sur la reconstruction de la ville de Talca. L'indépendance des études privées, commanditées par l'État, pose aussi question. Luis Eduardo Bresciani remarque que le manque de définitions publiques des formalités de participation des entreprises privées, des priorités d'investissement, des coûts, de la programmation, des financements et des implantations, produit une incertitude sur le futur de ces plans, et une

²¹⁵ Journal *El Mercurio*, le 25 avril, sur www.economiaynegocios.cl.

frustration consécutive de la communauté. Cette planification sans État génère des plans difficilement finançables par l'État, c'est le cas du « Plan de reconstruction durable de Constitución » qui a ébauché un programme de reconstruction dont le coût représentait 25% du budget annuel du MINVU pour tout le pays²¹⁶.

La participation est un sujet récurrent dans les discours politiques évoquant la façon dont il faut mener la reconstruction. Cependant, les plans de reconstruction mettent en place un processus de participation informative, de consultation non contraignant pour la prise de décisions. Les réunions publiques se résument à une simple information et consultation des citoyens au sujet de propositions déjà élaborées et arrêtées par les experts. C'est par exemple le cas des plans directeurs (PRES et PRBC) qui doivent être complètement réalisés en 90 jours en intégrant une démarche participative, sous la forme de réunions avec les habitants.

En conclusion, le plan de reconstruction propose des solutions standardisées et privatisées, qui laissent peu de place à la participation des communautés pour décider et s'impliquer dans la reconstruction de leur ville. En outre, le plan ne cherche pas à rétablir la qualité de vie des habitants antérieure à la catastrophe, ni à protéger les économies locales. L'absence d'une planification holistique et ciblée sur les particularités propres à chaque localité s'entrevoit dans le court laps de temps octroyé aux études de diagnostic, dans les solutions de logement à la demande, dans la planification urbaine privatisée et dans le manque d'attention portée aux effets de la mobilité résidentielle et salariale que tous ces réajustements imposent à certains habitants. La planification à la va-vite et l'absence de coordinations sectorielle et territoriale, impliquent d'importantes dépenses pour l'État. De plus, la dissociation des actions territoriales, assurées par différentes entreprises, ne permet pas une vision globale et unifiée de l'ensemble des localités d'une même région. Selon le diagnostic opéré par diverses organisations de la société civile²¹⁷, les soucis de coordination rencontrés par les institutions pendant le processus de reconstruction sont : la faible capacité des autorités locales à faire face à l'urgence ; l'opacité et la décoordination dans l'assignation de fonds ; la lenteur des processus ; la superposition et contradiction des informations donnés par les acteurs publics ; l'instabilité de postes clés ; la méconnaissance

²¹⁶ Luis Eduardo Bresciani Lecannelier, « Chile 27F 2010 : La catástrofe de la falta de planificación » dans *Revista EURE*, Vol. 36 / n°108, 2010, pp. 151-153.

²¹⁷ Hábitat para la Humanidad Chile, Habitat International Coalition, Observatorio de la Reconstrucción, ONG Surmaule, Red Construyamos, Red Observatorio Vivienda y Ciudad, Informe para la relatora especial de Naciones Unidas para el Derecho a la vivienda adecuada. El terremoto-tsunami del 27 de febrero 2010 y los procesos de reconstrucción en Chile. Septiembre 2011.

des autorités locales sur les décisions du Gouvernement central ; et le manque d'institutionnalité propre au processus de reconstruction.

La vulnérabilité et la précarité associées à une mobilité forcée du lieu de résidence, entraînant un changement des conditions de vie, ainsi que le défaut d'une véritable participation citoyenne, ont fomenté l'autogestion d'espaces de participation de la population victime, l'avènement de mouvements de victimes dans les diverses localités et leur coordination au niveau national, ainsi que la participation au débat des organisations de la société civile, dont certaines se sont constituées suite au désastre. L'espace public est la scène de ces liens entre les acteurs concernés et leurs lieux de vie. Le besoin d'espaces de participation dans le Programme de Reconstruction du Gouvernement et l'inadéquation des solutions proposées, impulsent d'autres modalités de participation. Des manifestations des habitants et des autorités locales ont marqué les premières années de la reconstruction. Elles étaient généralement motivées par la défaillance de l'État et l'insuffisance d'espaces de participation citoyenne²¹⁸. Certaines organisations d'habitants se sont formées parce que ces derniers se sentaient délaissés dans le processus de prise de décisions. De plus, les requêtes adressées aux autorités par les victimes ne reçoivent aucune réponse²¹⁹, et aucun signe clair n'est adressé aux organisations existantes pour indiquer qu'elles seront intégrées aux réflexions dans l'élaboration des plans de reconstruction ; pourtant, dans les discours officiels, la « participation citoyenne » est mentionnée comme une priorité²²⁰.

La participation, tant dans le cadre des plans de reconstruction de logements que dans les plans de reconstruction de villes, est davantage interprétée comme la possibilité de

²¹⁸ À Santa Clara, les habitants ont refusé ces logements d'urgence (paru le 18 avril sur www.diarioelsur.cl). Près de 300 habitants de Dichato ont manifesté le 4 avril 2010 contre l'absence de construction de logements. Près de 1500 personnes à Talcahuano et 150 à San Pedro ont aussi manifesté pour le retard des solutions aux problèmes pris normalement en charge par le Gouvernement. Dans la région du Bio-bío, des voisins de Chiguayante ont manifesté pour exiger la démolition des logements endommagés par le séisme. La commune de San Pedro de la Paz a manifesté avec l'appui du maire pour demander une solution au manque de connectivité de la commune. Les commerçants de Constitución ont marché le 9 avril avec le maire et le président de l'organisation des commerçants pour demander des solutions plus rapides à ces problèmes.

²¹⁹ L'étude sur la reconstruction réalisée par les organisations d'appui aux victimes « Movimiento Nacional por la Reconstrucción Justa » témoigne du manque de participation et de négociations avec l'État. Hábitat para la Humanidad Chile, Hábitat International Coalition, Observatorio de la Reconstrucción, ONG Surmaule, Red Construyamos, Red Observatorio Vivienda y Ciudad, Informe para la relatora especial de Naciones Unidas para el Derecho a la vivienda adecuada. El terremoto-tsunami del 27 de febrero 2010 y los procesos de reconstrucción en Chile. Septembre 2011.

²²⁰ « Assurer la qualité, la préservation de l'identité, la participation de la communauté et la conservation de l'environnement ». Mots du Ministre de Logement et d'Urbanisme Rodrigo Pérez Mackenna dans MINVU, août 2010, *Op.cit.*, p. 7.

choisir entre les alternatives présentées par des experts. Par conséquent, les habitants engagent des actions reconstructives eux-mêmes.

Des habitants de la ville de Constitución amorcent ainsi la reconstruction de ses logements le long du littoral, en s'opposant aux procédures d'expropriation. Des habitants, hébergés dans des logements d'urgence sur leur propre terrain, œuvrent à l'agrandissement et à l'amélioration de ces logements précaires. Ils justifient leurs travaux en arguant qu'au moins, s'ils sont expropriés, ils seront dédommagés au prix commercial d'un logement décent et non pour des ruines²²¹. À Talca, les « familles de classe moyenne qui ont perdu leur logement dans les périmètres des nouvelles zones d'intérêt commercial, sont approchées avec des offres 50% plus basses que leur valeur avant le désastre »²²². Contre ces menaces, les habitants s'associent pour s'informer et se protéger des abus des promoteurs immobiliers²²³. Quelques autorités locales se sont aussi manifestées contre des décisions prises par la capitale. À Talcahuano, le maire demande à « être un acteur de la reconstruction et non un objet de la reconstruction »²²⁴. Le maire d'Arauco refuse les « *mediaguas* » ou logements d'urgence que la fondation *Un Techo para Chile* est censée installer sur son territoire, par peur que ces logements demeurent définitifs. Ainsi, il critique l'inadaptation de la solution d'urgence par rapport au climat pluvieux de sa région²²⁵. Une fois le plan de reconstruction du littoral présenté à l'opinion publique, d'autres habitants de diverses localités côtières se sont opposés à la décision qui les obligeait à céder leur terrain en bord de mer. Afin d'infléchir les décisions d'un plan de reconstruction qui ne représente

²²¹ *El Mercurio*, « Les habitants ont commencé à aménager des *mediaguas* et des logements sans attendre l'aide du Gouvernement : les voisins de Constitución reconstruisent sur la côte et s'opposent à expropriation », 21 novembre 2010, [En ligne], www.diario.elmercurio.com, Consulté le 21 novembre 2010

²²² *CIPER Chile*, « TALCA: Groupe Hurtado Vicuña et la pression immobilière qui menace aux victimes », 27 avril 2010, [En ligne], www.ciperchile.cl, Consulté le 27 avril 2010

²²³ Diverses organisations, collèges de professionnels et divisions du Gouvernement, ont présenté un document informatif destiné aux *Juntas de Vecinos* (unités de voisinage) pour éviter les abus des entreprises immobilières. L'objectif est de renseigner les propriétaires pour prévenir les rachats de terrains sous-évalués, et ainsi protéger la localisation originaires des familles. *CIPER Chile*, « Documento informativo "Orientaciones para los ciudadanos en proceso de reconstrucción" busca evitar abusos de las inmobiliarias », 27 avril 2010, [En ligne], www.ciperchile.cl, Consulté le 27 avril 2010.

²²⁴ Mots du maire de Talcahuano cités en avril 2010 dans le quotidien *La Tercera*, [En ligne], www.diario.latercera.com, Consulté le 14 avril 2010.

²²⁵ *El Mercurio*, « Les autorités craignent que les logements de 18 m² se transforment en habitats permanents comme ce fut le cas à Tocopilla : *Mediaguas* refusées lancent la polémique sur les logements d'urgence », 16 mars 2010, [En ligne], www.diario.elmercurio.com, Consulté le 16 mars 2010.

pas leurs aspirations, des fondations, des ONG et des organisations d'habitants développent leurs propres projets et initiatives de reconstruction²²⁶.

5.3. Deux villes, deux études de cas : la ville de Talca et le village de Dichato

Nous recourons à la catastrophe en tant que contexte d'étude, parce qu'elle nous donne un cadre pour observer la production et la transformation des espaces publics, ainsi que la participation et la contribution des habitants et des usagers à ces processus. Dans cet objectif, nous examinons des cas où les espaces urbains détruits et la planification de leur reconstruction se voient confrontés à une mobilisation et à une participation actives de la société civile. Pour ces deux raisons, nous choisissons comme cas d'étude deux villes qui se caractérisent toutes deux par une intensité d'impact de la catastrophe sur leur patrimoine bâti, et par la singularité et l'enthousiasme de la réponse et de l'organisation de leurs habitants.

En outre, nous voulons, à travers l'examen de ces deux cas, mettre en lumière la contribution des habitants et des usagers à la conception urbaine, sous deux formes : dans le premier cas d'étude, la ville de Talca, nous centrerons l'analyse sur la contribution de la société civile organisée ; dans notre deuxième cas d'étude, le village de Dichato, nous tenterons de comprendre la contribution et le vécu de l'habitant dans la quotidienneté de l'urgence, dans le plus grand campement du pays construit pour les victimes du tsunami.

Il ne s'agit pas de faire une quelconque comparaison entre ces deux villes, mais d'étudier la contribution de la population à la reconstruction des espaces publics dans deux environnements distincts, selon deux regards et deux approches méthodologiques.

Nous ne limitons pas la contribution des habitants et des usagers à leur participation directe aux Plans de Reconstruction du MINVU. Nous ciblerons nos enquêtes dans l'implication spontanée des habitants, des victimes et de tout groupement de

²²⁶ Par exemple, le projet associatif qui a pour but la construction de 1.372 logements d'urgence dans les régions du Maule et Bio-bío. Les logements, bâtis dans 9 localités, sont de meilleure facture que ceux attribués par le Gouvernement et la fondation « Un Techo para Chile », et ils ont une capacité d'agrandissement de 18 m² à 30 m². Le projet est réalisé par une alliance multisectorielle réunissant l'OIM et les Nations Unies, avec le financement du CERF (Central emergency response fund). Le consortium multisectoriel est formé par la fondation « Proyecto Propio », la fondation AVINA, la fondation pour le dépassement de la pauvreté et les entreprises Onduline et Masisa. L'idée est de promouvoir une action au sein de laquelle les habitants ont un rôle central, en reconnaissant leurs compétences et les ressources disponibles. La fondation Architecture for Humanity et son sponsor Nike ont développé une stratégie pour la reconstruction des régions V, VI et de la région Métropolitaine, à travers des financements pour la construction d'équipements sportifs à destination des communautés. La fondation reçoit des propositions d'architectes chiliens soutenus et alliés à une communauté.

la société civile dans le processus de restauration de leur cadre de vie, correspondant aux premières années après le tremblement de terre et le tsunami de 2010. Cette implication, à travers divers registres dans chacune des villes étudiées, témoigne des formes de contribution et de participation.

Le but de cette partie du chapitre est de donner des antécédents de l'environnement urbain de chacun des cas sur lesquels nous mènerons notre enquête, afin de mieux mesurer l'impact qu'a eu la catastrophe sur elles, mais aussi les attentes et les possibles effets du processus de reconstruction.

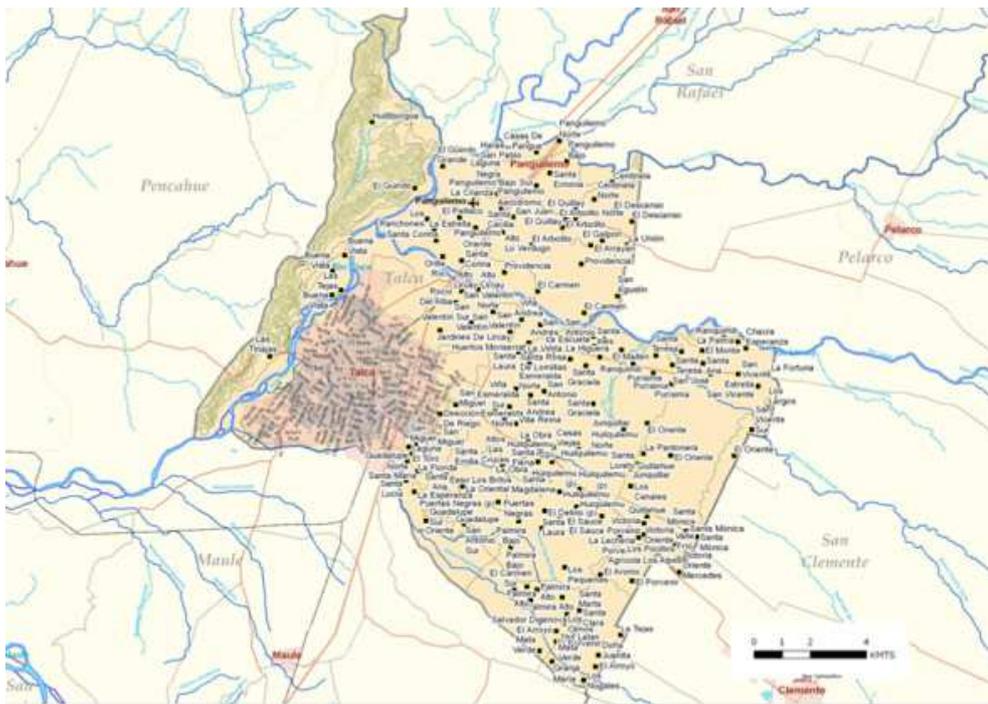


Carte 01 – Carte de zones affectées par le tremblement de terre du 27 février 2010. Source : *United States Agency for International Development (USAID)*.

5.3.1 La ville de Talca

La ville de Talca est une ville chilienne de taille moyenne²²⁷ située dans la vallée centrale du pays, entre l’océan Pacifique et la cordillère des Andes, dans la VII^e Région du Maule. Les rivières du Maule, Claro et Lircay, qui entourent la ville, favorisent la culture agricole. La région du Maule se caractérise par sa concentration importante de l’activité rurale (36% de ruralité selon PNUD 2008).

La ville de Talca constitue une aire urbaine d’environ 35 km², qui fait partie du département et de la commune de Talca, et forme la capitale régionale de la VII^e Région du Maule. Selon le recensement 2002, la ville abritait une population de 193.755 habitants, sans compter les habitants du sud de la ville, qui appartiennent à la commune de Maule, bien qu’ils font partie de la conurbation Talca-Maule. La commune de Talca dénombre une population de 201.797 habitants et une population projetée pour 2012 de 249.993 habitants²²⁸.



Carte 02 – Commune de Talca (la ville de Talca est figurée en orange plus foncé). Source : *Biblioteca del Congreso Nacional*.

²²⁷ L’Observatoire Urbain du Ministère de Logement et de l’Urbanisme désigne Talca « ville intermédiaire majeure » (ville abritant une population entre 100.000 et 300.000 habitants), située entre les villes intermédiaires mineures et les villes métropolitaines.

²²⁸ Institut National de Statistiques (INE), Recensement 2002 y Projection de Population 2012. (Le Recensement National 2012 est soumis à une révision exhaustive, suite à des erreurs détectées dans le processus de recensement. Pour cette raison, nous nous appuyons sur les projections 2012 au lieu du recensement 2012.



Image 01 – Photo aérienne de la ville de Talca. Source : Google Earth.

En 1742, le gouverneur du Chili, José Antonio Manso de Velasco, donne des instructions au maire Juan Cornelio de Baeza pour fonder une « villa d'espagnols » sur les terres cédées par le couvent de Saint Augustin. La « Villa San Agustín de Talca » a été édifiée le 12 mai 1742. Le statut de ville est concédé par un édit du roi d'Espagne, Carlos IV, en 1798. La ville a été dessinée selon un plan de six îlots carrés autour d'un espace ouvert, qui deviendra par la suite la *Plaza Mayor*.

Jusqu'au XIX^e siècle, le département de Talca demeurait exclusivement agricole, mais, à partir du XX^e siècle, l'activité industrielle s'est fortement développée. Les services et produits de toutes sortes qu'offre la ville intermédiaire attirent la population rurale des alentours²²⁹. La ville enregistre sa plus forte croissance urbaine et démographique au XX^e siècle (de 34 ha en 1900 à 2.815,2 ha en 1992). La plus importante extension de la ville a été relevée dans les années 1960, quand la ville de Talca s'étend de 266,4 ha en 1960 à 1.545,12 ha en 1978²³⁰ (carte 03). Les différentes politiques d'aménagement de la ville et le rôle prépondérant du marché dans ces politiques a induit une expansion désarticulée de Talca

²²⁹ María Elvira Valdivieso Elissetche (coord.), *Santa Ana, donde la ciudad tiene memoria. Aproximación a la historia y actualidad de un barrio de la ciudad de Talca*, Éditions SUR, Chili, 2005.

²³⁰ I.G.M. Atlas de la República de Chile, 1983 (Vuelo SAF 1979, 1992) –Jaime Rebolledo Villagra, María Mireya González Leiva, Juan Muñoz Rau, « Morfodinámica e inestabilidad potencial de la ciudad de Talca-Chiles », *Revista de Geografía Norte Grande*, 24, 1997, pp.49-58 (ISSN 0379-8682)

dès les années 1980. Les chercheurs Boyco et Letelier²³¹ établissent une étude de la ville intermédiaire néolibérale et ses inégalités à partir d'une série de cartes de la ville de Talca réalisées par l'*Escuela de Lideres de Ciudad* (ELCI 2009) de l'ONG Surmaule²³² et d'une étude sur l'identité et les identités dans la Région du Maule²³³. Ces travaux montrent l'apparition de problématiques propres aux métropoles, comme la baisse de la qualité de vie urbaine, la ségrégation socio-spatiale, l'altération des relations sociales et la perte de confiance envers autrui²³⁴. La société de Talca se distingue par une population très attachée à la ruralité, et ses habitants ont un caractère propre à la vie rurale : la vie quotidienne se mène plutôt à l'intérieur des maisons, que les habitants partagent avec leur famille²³⁵. Selon les données de l'enquête CASEN, Talca est une des villes moyennes-grandes qui a la plus grande proportion de foyers pauvres²³⁶.

L'expansion de la ville vers le nord (le quartier appelé *Barrio Norte*) et vers l'ouest, (le quartier *Población Carlos Trupp*) s'est induite par la construction de grands ensembles de logements sociaux, de mauvaise qualité de surcroît. On y déplore également la qualité et la faible quantité des espaces publics et des équipements. Mais si, d'un côté, la ville s'est étendue de manière approximative et boîteuse, elle a également été le support d'investissements majeurs ces quinze dernières années, avec l'implantation de 14 hypermarchés, 18 grands magasins, 20 pharmacies, deux centres commerciaux de type *mall* et un casino. Tout ce développement commercial et urbain engendre fatalement une décroissance du commerce local de la ville²³⁷.

²³¹ Patricia Boyco et Francisco Letelier, « La ciudad intermedia neoliberal y sus desafíos políticos pos-terremoto », *Temas Sociales*, n°68, Santiago de Chile, Éditions SUR, juin 2010 [En ligne], <http://www.sitiosur.cl/r.php?id=914>. Consulté le 10 juillet 2010.

²³² Les cartes des brèches territoriales (MBT, Mapas de Brechas Territoriales). Consultées sur www.sitiosur.cl, elci.sitiosur.cl, www.surmaule.cl.

²³³ Constanza Concha et Francisco Letelier, (coord.), *Identidad e identidades en el Maule. Claves para imaginar el desarrollo regional*, Gobierno Regional del Maule, Talca, 2010 [En ligne] <http://www.surmaule.cl/wp-content/uploads/2013/07/identidadesmaule.pdf>

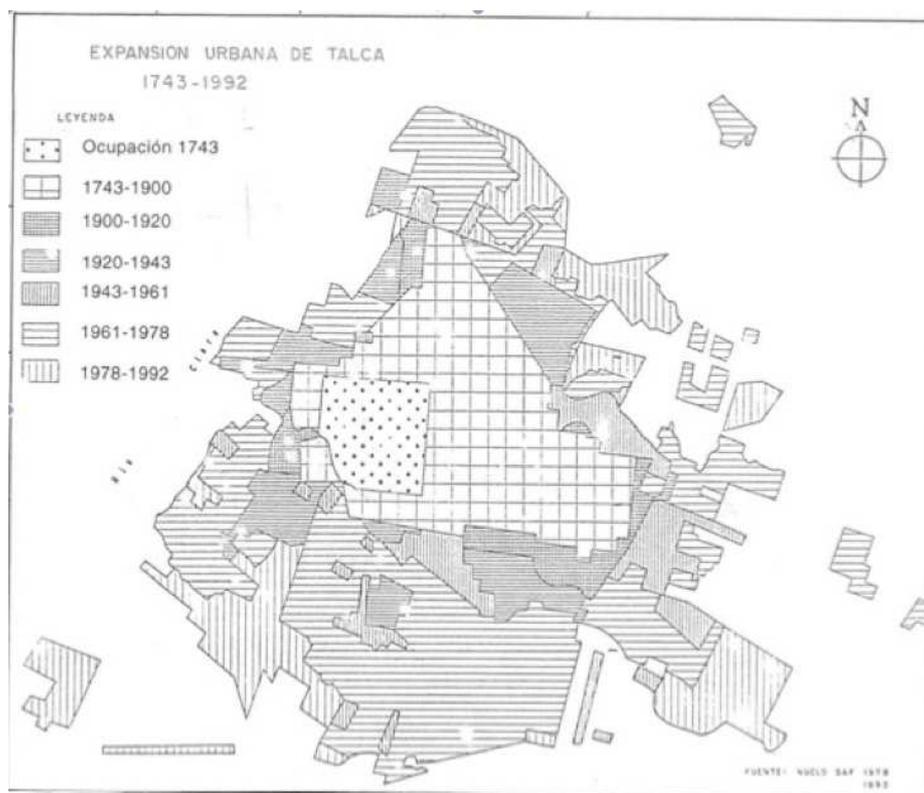
²³⁴ Les cartes illustrent les résultats à partir de données quantitatives (montant des investissements, distributions des ressources, quantité de m² d'espaces publics verts) et l'étude d'identité de la région qualifie la ville à partir de la perception des habitants sur la qualité de vie urbaine des villes intermédiaires dans la région du Maule.

²³⁵ Consejo Nacional de Cultura (CNCA) et Instituto Nacional de Estadísticas (INE), Encuesta sobre Consumo Cultural y Uso del tiempo Libre. Août 2005.

²³⁶ Données Enquête CASEN (Caractérisation Socioéconomique Nationale), 2003.

²³⁷ Francisco Letelier et Patricia Boyco, *Talca posterremoto: una ciudad en disputa. Modelo de reconstrucción, mercado inmobiliario y ciudadanía*. Éditions SUR, Santiago de Chile, 2011, [En ligne] <http://www.sitiosur.cl/r.php?id=915.#sthash.oY71QjEg.dpuf>

Talca se compose d'un centre-ville doté d'une des plus importantes trames urbaines coloniales du pays. Le centre-ville actuel correspond à la vieille ville et représente 20% de la superficie de la ville. La zone centrale est divisée en 15 quartiers²³⁸ rassemblant 38.078 personnes, parmi lesquelles 13.327 personnes sont hébergées par des proches, ou locataires²³⁹. 28% des logements du centre-ville sont bâtis à partir de matériaux en terre, représentant un fabuleux patrimoine architectural et culturel. En rapport à la valeur urbaine et sociale du centre-ville, Letelier et Boyco qualifient Talca comme une ville démocratique qui coexiste avec une ville néolibérale, pour désigner son expansion.



Carte 03 – Expansion urbaine de Talca de 1743 à 1992. Source : Vuelo SAF 1978 -1992²⁴⁰.

Sur l'image 01, nous pouvons voir clairement deux types de trames urbaines, la coloniale, très géométrique, et son extension ultérieure, produit d'une somme d'entités agglomérées à la ville ancienne. La vieille ville se caractérise par sa mixité sociale ; dans le

²³⁸ Villa la Paz, Astaburuaga, Chorrillos, Santa Ana, Las Heras, San Agustín Seminario, Edén, El Prado, Abate Molina, Centro Sur, Paso Moya, Oriente, barrio comercial y de servicios.

²³⁹ Cadastre municipal cité par Francisco Letelier et Patricia Boyco, 2011, *Op.cit.*, p. 33.

²⁴⁰ Jaime Rebolledo, María Mireya González et Juan Muñoz, « Morfodinámica e inestabilidad potencial de la ciudad de Talca-Chiles », *Revista de Geografía Norte Grande*, 24, 1997, pp.49-58 (ISSN 0379-8682).

centre-ville habitent des personnes de niveaux de vie divers, mais qui ont un égal accès à toutes sortes de services et à des espaces publics de qualité²⁴¹.

(1) Talca après le tremblement

La ville de Talca a été une des villes les plus touchées par le tremblement de terre. D'abord du fait des matériaux utilisés pour les édifices de son centre-ville. Les constructions en *adobe*²⁴² sont tombées ou ont été gravement endommagées. Ainsi, dix-sept bâtiments classés monuments nationaux ont subi des dommages considérables. Concernant les services publics, l'Hôpital de Talca est resté inutilisable et 26 écoles et lycées ont été détériorés. D'autre part, le commerce a été un des secteurs économiques les plus affectés²⁴³.

L'école de *Líderes de Ciudad de* ONG Surmaule et l'EED d'Allemagne²⁴⁴, ont publié des cartes des dommages subis par la ville²⁴⁵. Les cartes ont été réalisées à partir d'un cadastre préliminaire aux dommages, réalisé le 5 avril 2010 par la mairie de Talca. Dans ces cartes, le dommage « désigne la destruction totale ou partielle d'un bâtiment ». Les édifices qui ont subi des fissures ou des dommages mineurs ont été considérés comme épargnés et classés dans une rubrique « sans dommage »²⁴⁶.

La zone endommagée correspond à 20% de la superficie de la ville de Talca (Carte 04). Ce polygone coïncide avec son centre-ville. Les données livrées par les autorités sont contradictoires, sur les 5.300 logements répertoriés avant février 2010 par la municipalité, 3.375 logements étaient endommagés ou démolis. Cependant, selon les données du recensement du 2002, le polygone endommagé regroupe un total de 11.538 logements.

L'ONG Surmaule estime donc à environ 6.803 le nombre de logements détériorés dans le périmètre du polygone, parmi lesquels 2.926 logements sont réhabilitables, tandis que 3.877 présentent des dégâts irrémédiables. Les chiffres du bilan des victimes des dégâts matériels communiqués par le Gouvernement et la presse sont restés imprécis. Pour la commune de Talca, l'ONG Surmaule ruse ; elle estime à 10.113 le nombre de victimes sur

²⁴¹ Francisco Letelier et Patricia Boyco, 2011, *Op.cit.*, p. 19-20.

²⁴² Matériau constitué par l'assemblage de briques durcies au soleil, fabriquées à partir de terre essentiellement argileuse mélangée avec de la paille.

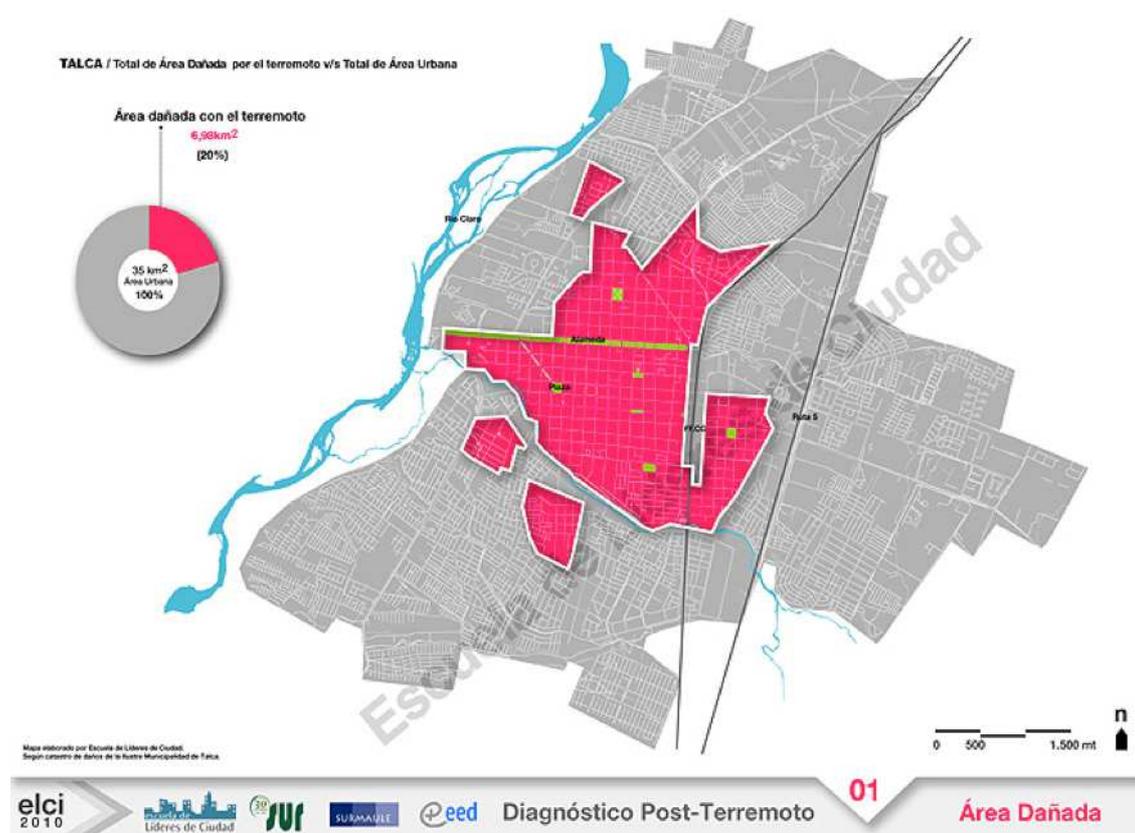
²⁴³ Francisco Letelier et Patricia Boyco, 2011, *Op.cit.*, p. 30.

²⁴⁴ L'année 1999, les églises évangéliques allemandes ont créé "Evangelischer Entwicklungsdienst" (EED) comme un service d'appui au développement.

²⁴⁵ Consulté le 20 août 2010 sur <http://elci.sitiosur.cl>.

²⁴⁶ Description et sources d'information des cartes de dommages à Talca. L'École de *Líderes de ciudad* de ONG Surmaule. Consulté sur <http://elci.sitiosur.cl/>

le territoire de la commune, chiffre obtenu par déduction des 6.803 logements endommagés du polygone accidenté, et en ajoutant les 2.381 familles non propriétaires et les 929 logements inhabitables répertoriés par la municipalité (DOM - Direction d'œuvres municipales) parmi les logements de zones rurales de la commune. Cependant, dès le mois d'avril 2011, le « registre des victimes » disponible sur le site web du MINVU comptabilise 7.954 victimes des dégâts matériels, sur lesquelles seules 5.827 étaient éligibles à l'obtention d'une aide au logement ou allocation²⁴⁷.



Carte 04 – Zones endommagées. Aire urbaine de Talca : 35 km² (100%). En rouge est figurée la zone endommagée : 6,98 km² (20%). Source : <http://elci.sitiosur.cl>, consulté le 20 août 2010.

(2) La planification ou l'absence de planification de la reconstruction

Les autorités locales et régionales n'ont pas eu une réactivité d'organisation efficace suite à la catastrophe. Le centralisme caractéristique du Chili dans la prise de

²⁴⁷ La projection est réalisée à partir du pourcentage de dommages selon le cadastre municipal, qui était de 59%, en fonction de la totalité de logements du polygone endommagé.

décisions et dans l'administration des ressources se manifeste clairement dans ce type de situation. Une proposition de reconstruction locale élaborée par un groupe de la société civile, qui relevait d'un des mandats du maire de Talca, ainsi qu'une série de propositions, demandes et doléances des organisations sociales et citoyennes adressées à la municipalité n'ont pas été prises en compte, malgré les engagements pris.

Le maire de Talca est appelé à suivre les nouvelles modalités du Plan National de Reconstruction du Gouvernement. Pour les grands centres urbains comme Talca, ainsi que pour les localités gravement touchées par la catastrophe, la reconstruction urbaine sera gérée sur la base de Plans Directeurs de Reconstruction Intégrale des Grands Centres Urbains (PRE). Le Plan de Talca sera élaboré à travers un accord de collaboration entre le MINVU, la Municipalité, le GORE (Gouvernement Régional) du Maule et le promoteur immobilier *El Bosque S.A.* du groupe économique *Hurtado Vicuña*. Le consultant exécutant du Plan, choisi par le groupe économique sera le consultant en urbanisme *Polis*.

Le plan PRE Talca comme nous l'avons mentionné précédemment a pour simple vocation d'être une boîte à idées. Concernant les infrastructures routières et les espaces publics, il émet également trois propositions opérationnelles : la création d'un parc balnéaire dans la rivière Claro, l'aménagement du périmètre de la Gare de trains et la requalification du Marché Central, bâtiment classé monument national. L'équipe de PRES Talca propose également de créer une « banque du foncier », une base de données centralisant les valeurs foncières des propriétés qui sont en vente dans le centre-ville. La conception du plan, incluant une démarche de recueil de l'avis des citoyens, est prévue dans un délai de 90 jours. Concernant la participation citoyenne au plan, le consultant *Polis* a soumis des questionnaires aux passants dans l'espace public pendant une journée, afin de hiérarchiser les projets. Dans ce contexte, le groupe de travail de la société civile est devenu une Corporation de Développement, institution qui serait en charge de la concrétisation des propositions du plan de reconstruction.

En l'absence d'une participation des organisations d'habitants et le manque de représentativité sociale de la Corporation de Développement, s'est formé parallèlement le Mouvement Citoyen « *Talca con Todos y Todas* ». Ce mouvement s'attaque à diverses problématiques soulevées par le processus de reconstruction. D'autres mouvements de victimes, ainsi que des groupements antérieurs à « *Talca con Todos y Todas* », adhèrent à cette cause commune dont l'objectif est de rendre le processus de reconstruction plus participatif et de créer une vraie force citoyenne. Simultanément se forme le mouvement « Alliance de comités pour un logement dans mon quartier » visant à préserver les attaches des habitants

dans leur quartier d'origine, au niveau de leur logement notamment. Ce groupe est formé par des victimes non-proprétaires domiciliées dans les quartiers historiques avant la catastrophe, mais qui, selon les allocations du plan de reconstruction, n'ont aucun recours pour demeurer dans leurs quartiers d'origine.

5.3.2. Le village de Dichato

Dichato est un village côtier situé sur la baie de Coliumo, entre les monts de Coliumo et la pointe de Pingueral. Le village est formé par la rencontre de deux deltas d'estuaire. Dichato s'étend sur une superficie de 122 hectares et est traversé par l'estuaire de Dichato. Le village appartient à la région du Bio-bío, à la commune de Tomé et au département de Concepción, et il est situé à 10 kilomètres au nord de la ville de Tomé (capitale communale).

Selon le recensement de l'année 2002, la commune de Tomé dénombrait une population totale de 52.440 habitants, et le village de Dichato comptabilisait une population urbaine de 3.488 habitants et une population rurale de 488 habitants. La baie et ses 2.400 mètres de plages de sable blanc, font du village une station balnéaire très fréquentée pendant les mois d'été. Ainsi, une grande partie des logements de Dichato sont des résidences secondaires, et la plupart de ces propriétés de vacances appartiennent à des habitants de la ville de Chillan.

Le village de Dichato est édifié en 1826 par José Miguel Reyes, et abrite environ 200 habitants. Les activités économiques étaient basées sur l'extraction du charbon, la pêche et l'agriculture maraîchère²⁴⁸.

L'arrivée du train à Dichato en 1916 a provoqué l'affluence de nombreux vacanciers, notamment en provenance de la ville de Chillan, éveillant l'attrait touristique pour le village. La ligne Rucapequén–Concepción relie Chillan à la capitale régionale, en passant par Dichato. Dès lors que Dichato s'affirme comme station balnéaire des habitants de Chillan, le village évolue, reçoit de nouveaux investissements, des constructions de maisons de vacances se multiplient et s'accompagnent de commerces et services associés au tourisme.

En 1939, un tremblement de terre a affecté la ville de Chillan et a mis fin à l'activité charbonnière. Ce tremblement de terre conduit le Gouvernement du Chili à créer la

²⁴⁸ Rafael Miranda, *Geografía e Historia de la Comuna de Tomé*. Litografía Westcott y Co, Concepción, Chili, 1926. Cité par Carolina Carstens, Gabriela Huepe, *Rememorando Dichato. Un paseo por paisajes y relatos*. [Concepción], Santiago de Chile, Consejo Nacional de la Cultura y las Artes, 2011.p. 33.

CORFO (Corporation de Promotion) pour impulser le développement après la catastrophe. Ces dernières années, l'activité touristique de Dichato a encore augmentée, et avec elle le développement des hôtels et de la restauration sur le littoral²⁴⁹. De nouveaux quartiers sont apparus avec les premiers programmes du MINVU, et suite au Gouvernement de l'Unité Populaire et aux *tomas de terreno*, (les appropriations de terrains décrites dans le chapitre 3, comme outil de lutte pour l'obtention de logements)²⁵⁰.

Au début des années 1990, avant la fin de la dictature, les militaires ont privatisé le service ferroviaire, entraînant la fermeture des stations du fait de leur déficit de rentabilité. Dichato a fait les frais de cette décision. L'interruption du trafic ferroviaire a considérablement impacté le flux de vacanciers, qui s'est excessivement réduit. Cependant, le tourisme s'est vite réactivé, grâce aux liaisons par bus et par automobile.

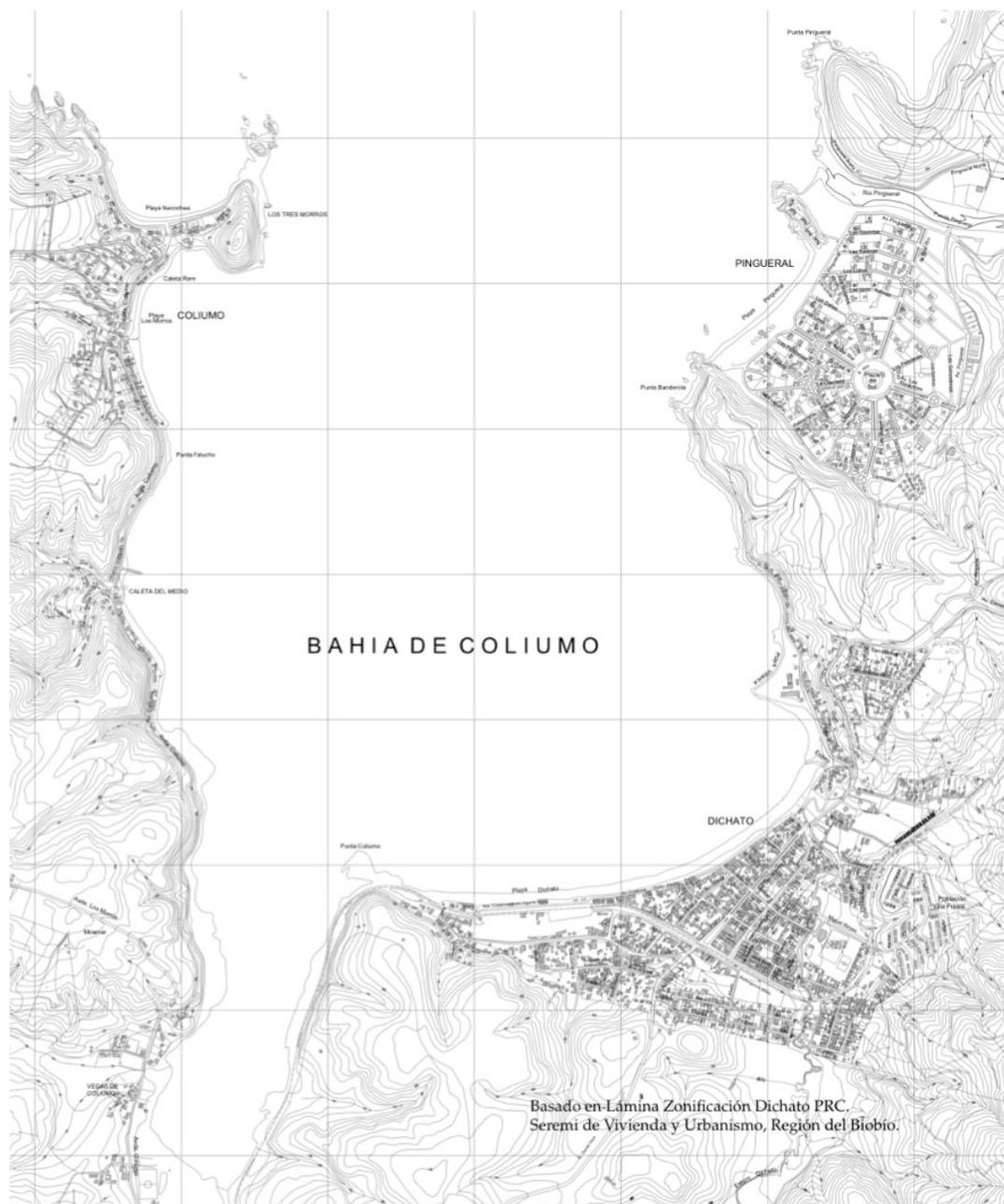
Le statut de station balnéaire génère une importante source d'emplois pour les habitants du village. La structure sociale de Dichato était basée sur le travail indépendant, principalement pour les services et le commerce. Avant le tsunami, la plupart des habitants de Dichato vivaient des revenus de la saison estivale. Ils n'étaient pas habitués à la vie communautaire hors de la cellule familiale, ils travaillaient indépendamment ou dans l'affaire familiale ; ainsi, la cohésion et la coopération sociales des quartiers n'étaient pas très développées. Dans l'une des péninsules de la baie de Dichato a été construit un établissement balnéaire privé et luxueux, du type *gatted community*, nommé Pingueral, qui se distingue dans la carte par son tracé radial. La construction des résidences secondaires des hôtels touristiques et des restaurants de Dichato offrait du travail aux ouvriers indépendants ainsi qu'aux femmes du village, employées comme femmes de ménage et cuisinières. L'affluence de vacanciers à Dichato et Pingueral pendant l'été stimulait ces activités informelles, dynamisait le commerce et la restauration et permettait même aux habitants de louer des chambres ou des emplacements de camping dans leur propriété. Des familles ont ainsi adapté la configuration de leur logement pour les aménager en petits hôtels ou en gîtes de vacances. Toute cette dynamique estivale leur apportait suffisamment de revenus pour vivre correctement tout le reste de l'année.

Cependant, la principale activité de l'économie locale est la pêche artisanale. Il n'y a pas d'industries ou de grandes entreprises implantées dans la station balnéaire, raison pour laquelle on n'y trouvait pas beaucoup de syndicats ou d'associations d'ouvriers hormis

²⁴⁹ Alejandra Sandoval et Susana Aravena, (éd.), *Dichato, nuestra tierra*. Éditions SUR, Santiago de Chile, 2011, [En ligne], <http://www.sitiosur.cl/r.php?id=922#sthash.Z1TILY6F.dpuf> p. 43-45.

²⁵⁰ Alejandra Sandoval et Susana Aravena, (éd.), *Op.cit.*, p. 53-54.

celles des pêcheurs et des colleteurs d'algues. La pêche et la collecte des algues étaient les seuls secteurs qui impliquaient un degré de coopération et de cohésion sociale au-delà de la sphère familiale. Ce sont aussi des activités rattachées au territoire du quartier Villarica où est concentrée l'organisation des activités de la pêche et de la collecte des algues.



Carte 05 – La baie de Coliumo, De gauche à droite : Le village de Coliumo, le village de Dichato, et l'ensemble résidentiel de Pingueral. Le quartier de Villarica est placé dans le littoral au nord du village. Source : *Dichato, nuestra tierra*. Editions SUR, Santiago de Chile, 2011, p. 74.



Image 02 – Vue de la station balnéaire de Dichato depuis la mer. Photo prise avant le tremblement de terre et le tsunami. Source : *Rememorando Dichato*. Alerce Talleres Gráficos, 2011, p. 33.

(1) La destruction causée par le tsunami

Après avoir éprouvé le tremblement de terre, vers trois heures du matin, les pompiers ont donné l'alerte de l'imminence du déferlement d'un tsunami, et ont appelé la population à se réfugier en hauteur, sur les collines avoisinantes. Mais en parallèle, la présidente de la République Michelle Bachelet et le Bureau National d'Urgence du Ministère de l'Intérieur (ONEMI) ont appelé au calme par l'intermédiaire de la radio nationale, en démentant le risque d'un tsunami ; c'est la raison pour laquelle des personnes ont décidé de rester chez eux, ou même de redescendre des collines, après avoir fui Dichato. Malheureusement, trois vagues ont touché Dichato, la dernière à sept heures du matin. Des vagues de 6,5 mètres de hauteur ont déferlé sur la côte et le centre-ville, et ont englouti l'estuaire de Dichato, détruisant des complexes résidentiels comme *Miramar*, *El Sauce*, *Chacra Alicia*, *Campos Deportivos* et *Jorge Montt*. Le tsunami a causé la destruction de trois ponts routiers et quatre ponts piétons, la caserne de pompiers, des équipements publics, et partiellement l'école élémentaire et le commissariat de police.

Les vagues ont ravagé près de 80% de la superficie du village (80,34 hectares et 1.343 logements détruits²⁵¹). La population a dû s'installer en hauteur, abritée dans des tentes improvisées, puis les familles ont été réparties dans des tentes de campagne fournies par l'armée. Des aides aux victimes sont arrivées de toute part, des citoyens, des militaires, des pompiers, des secouristes, des agents de police experts en reconnaissance digitale, etc.

²⁵¹ PRBC 18, *Plan de Reconstrucción Borde Costero 18 localidades*.

²⁵². Au mois de mai, le Gouvernement avait déjà achevé la construction de premiers logements d'urgence, hors des zones à risque. Pendant les premiers mois qui ont suivi le désastre, les autorités ont coupé l'électricité dans les secteurs bas du village, pour éviter l'établissement de la population dans ces zones à risque. Le quartier de Villarica est situé dans un secteur de la côte qualifié par le plan de reconstruction comme « zone à haut risque en cas de nouveau tsunami ». Mais les habitants ont installé un campement d'urgence non autorisé qui n'a pas été démonté. Ce campement a reçu très peu d'aide humanitaire, les autorités ont poussé la population à partir vers les campements d'urgence construits par le Gouvernement. Malgré les contraintes, les réfugiés de ce camp ne cèdent pas. Une bonne organisation interne leur a permis de négocier avec les autorités le maintien de leur installation, en attendant mieux. Pour ces travailleurs de la mer, le rapport au territoire est essentiel. Ils sont en effet très attachés à leur emplacement stratégique dans la baie. Ils sentaient donc le besoin de rester pour défendre leur territoire. Ce quartier est celui qui a lutté le plus ardemment et dès les premiers moments pour maintenir son territoire et empêcher les expropriations.



Image 03 – Le village de Dichato avant et après le tremblement de terre et le tsunami. Source : Google Earth. Source : www.emol.com.

²⁵² *CIPER Chile*, « Cómo viven los perdonados por el tsunami: entre la ayuda y el absurdo », PEÑA Cristóbal, SKOKNIC Francisca, depuis la zone côtière du Maule et du Bío Bío, 5 mars 2010, [En ligne], www.ciperchile.cl, Consulté le 5 mars 2010.

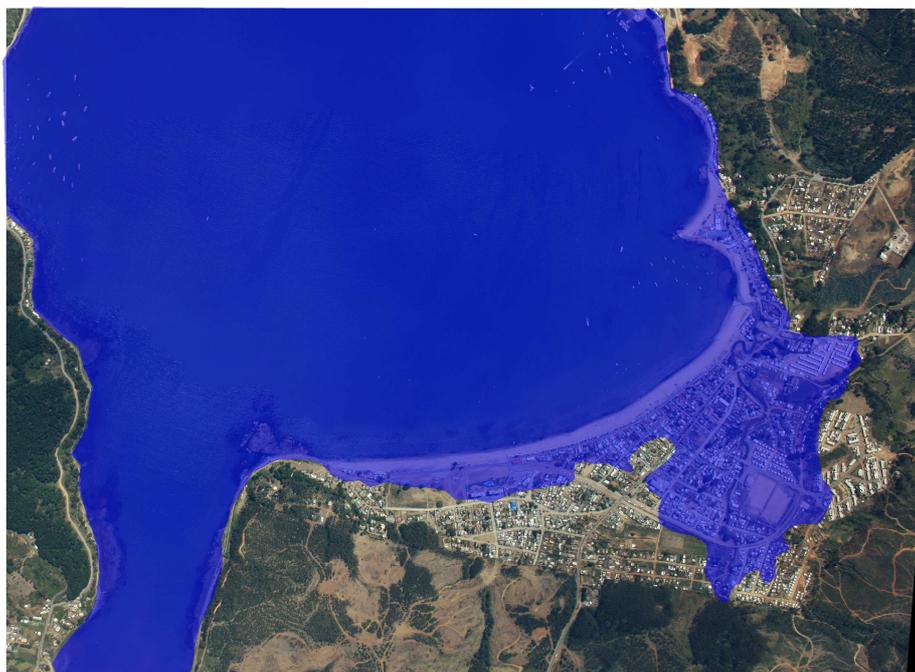


Image 04 – Photo aérienne avec modélisation de la zone affectée par le tsunami. Source : Plan de Reconstruction Borde Costero Región del Bio-bío.

(2) La reconstruction de Dichato

Les victimes sans abris ont été réparties par le Gouvernement dans des camps autorisés, aussi appelés *Aldeas* le temps d’achever la reconstruction des logements. Selon les données du Gouvernement du Chili, dans la région du Bio-bío ont été établies 76 *aldeas*, dont 11 dans la commune de Tomé et 3 dans le village de Dichato. Les trois camps de Dichato sont *El Molino* avec 460 logements d’urgence, *Nuevo Amanecer de Dichato* avec 25 logements et *Iglesia Villa Fresia* avec seulement 14 logements²⁵³. Cependant d’autres sources, basées sur des relevés de terrain²⁵⁴ relèvent dans le campement *El Molino* 2.850 personnes, dispersés dans seulement 519 *mediaguas*, faisant de ce campement le plus grand et le plus dense du pays.

Le drame touchant le village et le sentiment de familiarité qu’éprouvaient bon nombre de personnalités publiques pour cette station balnéaire, ont placé Dichato sur le devant de la scène nationale ; il a longtemps été considéré comme le symbole de la catastrophe dans les villages côtiers du pays. Les autorités locales et nationales ont ainsi

²⁵³ PRBC 18, Plan de Reconstrucción Borde Costero 18 localidades.

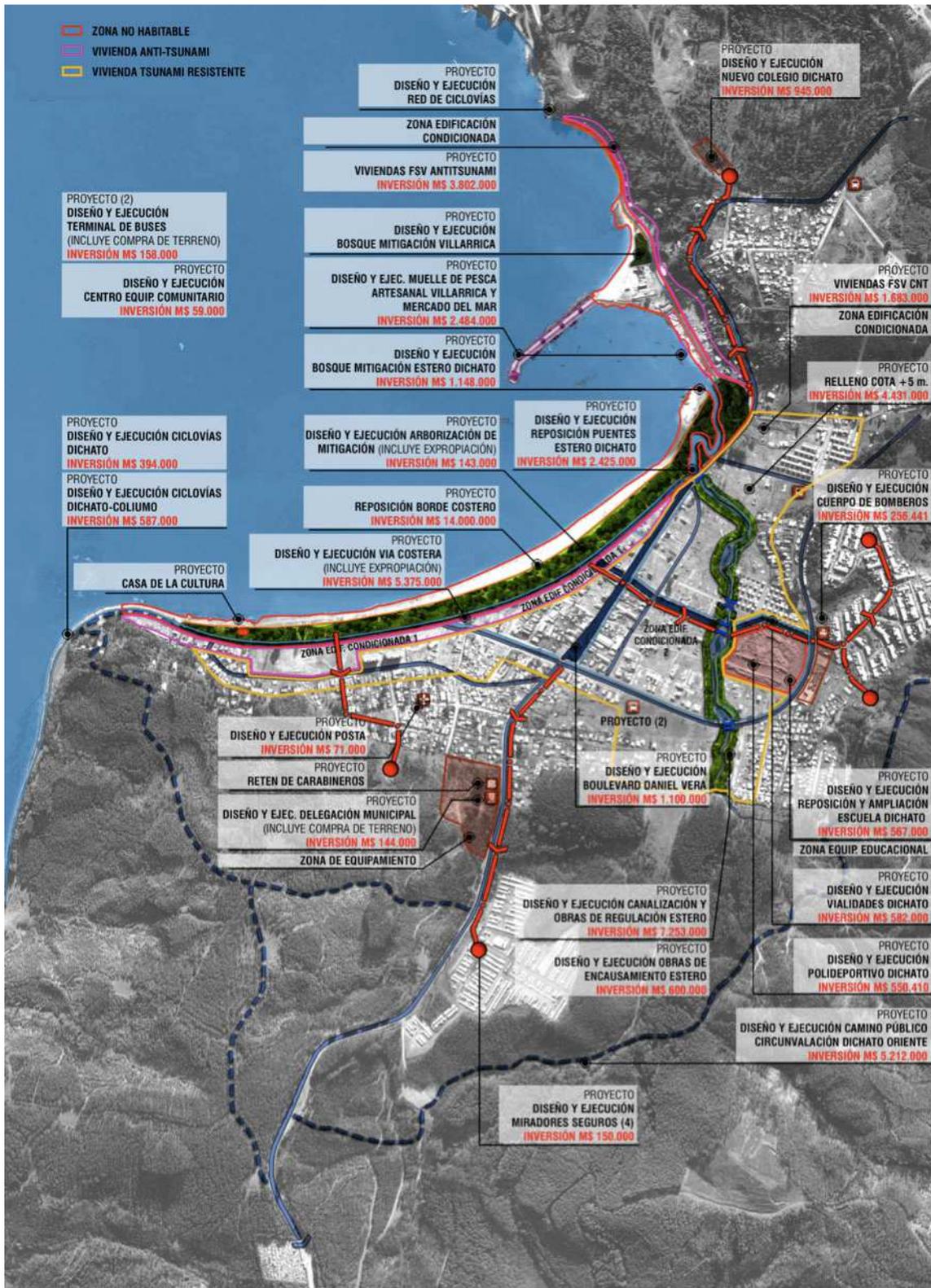
²⁵⁴ Universidad de Concepción. Programa para la Reconstrucción de la Región del Bio-bío, Centro de Ciencias Ambientales EULA-Chile, *Informe Ambiental, Calidad de Agua para Consumo Humano y Manejo de Residuos Sólidos Domésticos en Aldeas de Emergencia de Coronel, Dichato y Lota*, Août 2010 [En ligne] www.eula.cl/doc/Informe%20Aldeas.pdf.

réservé un traitement prioritaire au village. Le ministre de l'économie, de la promotion et du tourisme, Juan Andrés Fontaine, émet l'idée de faire de Dichato « l'emblème de la reconstruction et de la croissance »²⁵⁵.

Le projet de plan directeur de Dichato est inclus dans le Plan Littoral de 18 localités (PRBC-18). Ce plan littoral est appliqué par l'architecte Sergio Bariswyl, tandis que le plan de Dichato est mis à exécution par l'architecte Ivan Cartes. Le plan du village de Dichato propose de nouveaux espaces publics le long du front de mer et de la rivière. Ces espaces publics comprennent des parcs et un bois d'amortissement en cas de tsunami, un centre sportif, des promenades et pistes cyclables, la reconversion de la rue principale en boulevard... Les équipements publics seront édifiés à une altitude considérée comme sans risque. Il s'agit de la nouvelle école de Dichato, de la maison de la culture, du centre communautaire, le terminal de bus, la maison de santé, le commissariat de police et la délégation municipale - car Dichato n'a pas de mairie.

Suite au tsunami, seuls les quartiers hauts de Dichato sont occupés, la vallée et la côte étant pratiquement désertes, hormis quelques constructions isolées encore debout - certains commerces et restaurants ont même rouverts. Le site sur lequel s'est établi le campement *El Molino* appartient à l'entreprise forestière Arauco et, selon les informations communiquées par les autorités, elle a loué ces terrains au Gouvernement du Chili pour une période de deux ans. Cependant, deux ans après la catastrophe, les logements définitifs pour les habitants du campement ne sont pas encore construits ; le campement est resté sur place plus de trois ans.

²⁵⁵ Blog de *Dichato al día*, « Queremos que Dichato se convierta en el emblema de la reconstrucción ». [En ligne], www.dichatoaldia.cl. Consulté le 17 avril 2010.



Carte 06 – Plan de reconstruction de Dichato. Source : PRBC 18, MINVU, www.minvu.cl.

TROISIÈME PARTIE

Enquête sur les espaces publics de Dichato et de Talca

Cette partie peut être considérée comme le cœur de la recherche, car elle retranscrit l'analyse issue de nos enquêtes. À partir des récits des habitants recueillis pendant le processus de reconstruction, des observations de la vie quotidienne et des éléments d'actualité et de recherches engagés sur nos deux cas d'étude et sur la tragédie du 27 février 2010, nous esquissons les aspects sensibles qui s'exposent et se sociabilisent dans deux catégories de l'espace public, les espaces publics physiques et les espaces publics politiques des habitants. Afin de comprendre comment le sensible s'implique et participe à la modification ou à la conservation des environnements urbains, nous interrogeons le rapport de l'homme avec l'espace public après une catastrophe naturelle. Ce rapport comporte une réalité sensible, exprimée par une dimension sensorielle, sociale, affective et mémorielle.

Nous cherchons à caractériser les aspects de l'expérience sensible qui ont une retombée publique dans les enquêtes réalisées dans le campement d'urgence *El Molino* de Dichato, ainsi qu'au sein des organisations des habitants et citoyens de la ville de Talca. Ce chapitre sera basé sur un travail réalisé en 2010 et en 2011, comportant une première enquête (T1) réalisée sur les terrains un an après la catastrophe, dans deux villes sinistrées par le tremblement de terre et le tsunami de février 2010 et un travail de documentation et de presse. Dans des encadrés nous voulons montrer aussi une deuxième enquête (T2) plus courte, qui a été faite en février 2013 dans le village de Dichato et qui a été complétée avec un travail de suivi de nos deux cas d'étude dans la presse et dans de documentations diverses entre 2012 et 2014. L'enquête T2 a été rajoutée à nos premières analyses. Nous décortiquerons l'enquête en deux chapitres, pour analyser d'un côté la production spontanée des espaces publics physiques (Chapitre 6) et de l'autre celle des espaces publics politiques (Chapitre 7). Ce choix peut paraître trivial et risque de donner lieu à une répétition de certaines observations et analyses qui relèvent tant du politique que du

physique ; cependant, il nous semble primordial d'effectuer ce découpage, du fait du caractère dual du concept d'espace public. Par ailleurs, le choix de nos cas d'étude s'est intentionnellement porté vers ces deux définitions de l'espace public. En effet, l'étude du campement *El Molino* à Dichato nous permet de réaliser une enquête plus ethnographique sur la quotidienneté du campement, et de mettre plus en évidence les aspects sensibles de l'espace public physique ; a contrario, dans le cas de Talca, nous enquêtons sur les espaces publics politiques créés d'après l'organisation des habitants et des citoyens, ainsi que des acteurs avec lesquels les organisations interagissent. Nous aurions pu séparer strictement l'analyse de deux cas d'étude en fonction de deux catégories d'espace public. Cependant, il nous semble plus judicieux de traiter les deux classes d'espaces publics dans les deux cas d'étude car dans les deux cas ont été décelés des aspects tant des espaces publics physiques que politiques.

À partir de ces réflexions de terrain, nous établissons des découpages des thématiques signifiantes en rapport aux aspects sensibles de l'expérience de l'espace public. En globalisant l'expression des aspects sensibles de l'expérience dans les espaces publics physiques et politiques, et parallèlement leur participation à la production spontanée de ces derniers, nous disposerons d'une base pour construire, suite aux enquêtes de terrain, une définition de la notion d'espace public spontané. Ainsi, l'enquête sur ces espaces publics physiques et politiques produits par le sensible et l'expression du sensible sera notre entrée pour caractériser les formes d'implication des aspects sensibles à la production urbaine, sur lesquelles nous nous focaliserons dans la dernière partie de la thèse.

Chapitre 6

Les espaces publics physiques

Les caractéristiques de l'espace public urbain dépendent de plusieurs facteurs contextuels. De la même façon, sa signification et son rôle vis-à-vis d'une population sont muables. Mais, comment évolue l'espace public lorsqu'un événement en modifie les conditions physiques et sociales du jour au lendemain, comme c'est le cas des villes bouleversées par des guerres ou par des désastres naturels ?

Nous diviserons ce chapitre en unités qui nous semblent pertinentes pour l'analyse de notre corpus de données. Du fait des regards divergents portés sur chacun de ces cas, nous ne cherchons pas la comparaison mais la complémentarité entre ces expériences ; ce chapitre nous révélera des aspects et des dimensions du sensible propres à chaque ville. Au village de Dichato, nous étudierons ainsi la façon dont les habitants s'approprient et perçoivent les espaces publics du campement *El Molino* et la signification qu'ont, pour eux, les espaces publics détruits et ceux concernés par les projets de reconstruction. Dans le cas de Talca, les espaces publics seront répertoriés et hiérarchisés selon leur degré d'importance en termes de qualité de vie conférée aux habitants, ainsi qu'en fonction des problèmes et des ressources que ces espaces induisent pour l'organisation collective des habitants.

6.1. L'espace public urbain dans l'urgence

Nous observons une première phase de transformations des espaces publics dans les villes et villages sinistrés. Du fait de leur inaccessibilité pendant les premiers mois ayant suivi la catastrophe, nous avons réalisé une revue de presse portant sur nos deux études de cas, et nous avons étudié des travaux de recherches et rapports entrepris par d'autres auteurs.

Le tremblement de terre qui a affecté le Chili le 27 février 2010, d'intensité 8.8 sur l'échelle Richter et d'une durée de trois minutes, a détruit non seulement des logements précaires ou présentant des problèmes structurels, mais aussi des infrastructures plus que nécessaires après une catastrophe, où la vulnérabilité et l'urgence sont à leur comble, comme des établissements publics et des réseaux routiers. Selon un premier rapport relatant les dommages et les conséquences du séisme, élaboré par la CEPAL en mars 2010, « les infrastructures routières du pays sont les installations les plus gravement endommagées par le tremblement de terre, ce qui induit non seulement des pertes économiques, mais aussi humaines et sociales du fait de l'isolement infligé à certaines zones habitées, et qui a grandement entravé l'arrivée de l'aide humanitaire dans les régions les plus dévastées par la tragédie »²⁵⁶. On constate un défaut de communication majeur sur l'état des connexions routières, compliquant les efforts de mobilisation pour secourir rapidement les victimes et les approvisionner en vivres et autres fournitures nécessaires en situation d'urgence. En réponse à ces lacunes, une carte interactive, d'initiative citoyenne, a été générée sur la base cartographique de *Google* [<http://maps.google.com>] ; cette carte inventorie un ensemble de repères ponctuels sur l'ensemble du territoire chilien, dont les sources proviennent des signalements et autres informations d'alerte à la population relayées par *Twitter* par les mêmes usagers, les agences gouvernementales et les médias²⁵⁷. Près de 240 marqueurs signalent des dégâts sur la voirie dans la zone de la catastrophe. Cette carte classe et géo-référence : les routes et les ponts coupés ou déviés ; les routes ou les ponts praticables sous réserve de prudence ; les routes et les ponts épargnés mais où la vigilance des automobilistes est recommandée. Sont également géo-référencés les ponts piétons détruits ou endommagés. Enfin, l'approvisionnement des stations-services et diverses informations sur l'état de la voirie sont mentionnés. Si la position géographique de ces marqueurs sur la carte Google est erronée ou plus d'actualité, celle-ci peut être corrigée par d'autres utilisateurs. Le site web a aujourd'hui désactivé ces contributions, mais elles restent visibles sur le site de recherches Google comme un témoin du tremblement de terre du 27 février 2010. Cette carte est un exemple d'une représentation des espaces publics issue de l'expérience des citoyens et qui a été d'une grande utilité pour faciliter la mobilité à l'intérieur du pays.

²⁵⁶ Joseluis Samaniego (coord) / Unidad de Evaluación de Desastres de la CEPAL, Terremoto en Chile. Una primera mirada al 10 de marzo 2010, Naciones Unidas, mars 2010.p. 26. Traduction personnelle.

²⁵⁷ Carte « # Caminoschile séisme de 2010 » créée le 28 février 2010 par [@Max_Reid](#). Consulté sur <https://maps.google.com/maps/ms?msid=200781298137782679268.000480af8bc480bc2b82c&msa=0&ll=-36.208823,-71.850586&spn=9.16241,14.765625>

Dans les campements d'urgence, les habitants sont d'abord logés en tentes, installées par la ville ou improvisées²⁵⁸. Les problèmes sanitaires, l'absence d'électricité et les difficultés d'accès à l'eau sont les dysfonctionnements principaux éprouvés par les réfugiés durant les premiers mois. En anticipant l'hiver qui s'approche, le Gouvernement du Chili commence à réquisitionner des auberges à destination des personnes toujours hébergées dans des tentes. Fin avril 2010, le Gouvernement a cadastré près de dix mille personnes habitant en tentes. Pour faire face à cette réalité le Gouvernement ouvrira trente auberges. Les auberges seront installées dans des salles du sport, centres communautaires et autres bâtiments des mairies, à l'exception des écoles et lycées.²⁵⁹

Certains réfugiés craignent de rejoindre les auberges, par peur de perdre les biens qu'ils conservent dans les tentes. La cohabitation, dans ces conditions précaires d'hébergement, n'est pas simple, les habitants s'entourent de nouveaux voisins et s'habituent à une autre qualité de vie. La perte de références identitaires est l'attribut majeur de ces nouveaux espaces publics, et les victimes cherchent à rétablir ou à sauvegarder le contact et le lien avec les lieux et les voisins qu'ils fréquentaient avant la catastrophe. Dans certains campements, pour s'organiser et s'identifier, chaque famille a mis un panneau sur sa tente indiquant le nom du chef de famille et son adresse antérieure au séisme²⁶⁰. Nous avons constaté la même pratique de marquage dans les ruines des anciennes maisons des victimes.

²⁵⁸ Titre du journal quotidien *El Mercurio* du mardi 16 mars, 2010 : « ONU : jusqu'à 120.000 personnes ont un besoin urgent d'abri ».

²⁵⁹ Titre du journal *La Tercera*, du 22 avril 2010, « Le Gouvernement habilite des auberges pour des victimes qui vivent en tentes ». [En ligne] http://diario.latercera.com/2010/04/22/01/contenido/9_24779_9.shtml, consulté le 23 avril 2010.

²⁶⁰ Titre du journal local de Concepción, *Diario El Sur*, du 19 avril 2010, « Campements de campagne : le drame de ceux qui ont presque tout perdu », [En ligne], www.diarioelsur.cl, Consulté le 19 avril 2010.



Image 05- 06. Maisons détruites par le tsunami à Dichato. Sur leurs murs est écrit : nom de la famille, un numéro téléphone et l'adresse. Source: Karen Andersen. Mars 2011.

Après une catastrophe, l'urgence implique une plus grande flexibilité des espaces disponibles. C'est le cas de l'usage privatif qu'assument curieusement certains espaces publics. Durant les premières semaines suivant la catastrophe, ces constats n'ont été pas sanctionnés, ils ont même été encouragés afin de garantir aux victimes un hébergement à l'écart des décombres. Par ailleurs, l'urgence implique la solidarité et la protection entre les habitants. Quéré et Brezger remarquent comment « l'observabilité et l'indétermination », propres à l'espace public, créent une situation de vulnérabilité pour l'utilisateur, et attribuent à

la confiance un rôle essentiel : « La confiance conditionne l'intelligibilité même de l'environnement ; c'est ce qui permet d'attribuer une identité claire aux personnes, aux actions, en tant que composantes d'un ordre social normatif. (...) La confiance est ainsi une composante essentielle de l'émergence de cette propriété des lieux publics qu'est leur accessibilité généralisée »²⁶¹. Ainsi, les victimes s'appuient sur cette confiance inhérente aux espaces publics physiques pour faire face à la nouvelle vulnérabilité générée par la catastrophe. Les premiers jours, les victimes de Dichato comme celles de Talca se sont spontanément regroupées dans divers lieux de leurs villes, afin de ne pas être seules, de se reconforter, mais aussi pour se soutenir, aller de l'avant et aider les plus vulnérables. Les rues, les places et les terrains disponibles deviennent un support pour l'échange, la répartition de l'aide, des services et même pour célébrer des cérémonies religieuses. L'espace public physique a été la clé pour établir les premiers contacts, recueillir l'information et se ravitailler en fournitures d'urgence (vivres, médicaments...) après la catastrophe. L'ONG Surmaule a même réquisitionné la *Plaza de Armas* de la ville de Talca pour mettre au service des victimes une équipe de psychologues de l'Université de Talca capables de prendre en charge des symptômes de stress post-traumatique. La place est aussi le lieu de célébration de la messe catholique, qui ne peut plus se dérouler à l'intérieur de la cathédrale pour des raisons de sécurité. À Talca, les arrêts des commerçants ambulants sans licence pour vendre se sont multipliés après la catastrophe. À cause de la destruction du réseau d'eau potable, plusieurs localités sont approvisionnées par des camions citernes ou des bassins. Nous relevons ainsi de quelle manière l'approvisionnement de l'eau potable, un élément faisant couramment partie intégrante de l'usage privé, devient dans ce cas l'affaire de l'espace public. L'utilisation des grands terrains privés pour la construction des campements d'urgence génère également une distorsion du statut public des espaces communs du campement. Dans le cas de Dichato, le Gouvernement du Chili a loué des terrains privés pour la construction des campements d'urgence pour reloger transitoirement les habitants éparpillés en tentes dans la ville. La rentrée scolaire étant prévue le 26 avril 2010 au plus tard, le Ministère de l'Éducation a mis à disposition des infrastructures sociales et même des cars et des tentes aménagées en guise de salles de cours pour tenir ces délais.

Phénomènes sociaux tristement familiers des situations de chaos, les pillages et les saccages ont figuré parmi les premières manifestations dans l'espace public. Après le désastre, la ville est restée pendant un temps démunie de plusieurs éléments qui assurent

²⁶¹ L. Quéré et D. Brezger, « L'étrangeté mutuelle des passants. Le mode de coexistence du public urbain », *Espaces publics en ville Les annales de la recherche urbaine* n° 57-58, décembre 1992, mars 1993, pp. 89-100

son fonctionnement et garantissent directement ou indirectement l'ordre social : les communications, la connectivité spatiale, l'électricité et donc les systèmes de sécurité des commerces et des logements. De surcroît, certains services et des institutions locales ont été provisoirement contraints de cesser leur activité. En conséquence, la peur de la délinquance a envahi les quartiers. Cependant, le nombre de vols effectivement constatés n'a pas été à la mesure de cette peur, quasi panique, ressentie par les citoyens. Dans les villes de Constitución, Concepción, Talcahuano, Coronel et Lota, des citoyens ont attentés à la propriété d'autrui. Si quelques-uns ont écopé d'une peine de prison, la sanction s'est généralement soldée par une peine sociale. Ces vols ont été le fruit de l'opportunisme d'une population sans antécédent judiciaire, et principalement envers les commerces et plus globalement envers des vivres et autres marchandises de première nécessité. Ces apprentis larrons invoquaient fréquemment une rumeur pour justifier leurs actes : ils avaient entendu dire que, vue la situation d'extrême urgence, il était autorisé de dévaliser les marchandises des commerces. La police a encouragé les ravisseurs à restituer les marchandises volées dans la rue, en promettant que les individus faisant preuve de bonne foi ne seraient pas arrêtés. Après cet appel, les rues se sont emplies de diverses fournitures²⁶². Selon une recherche menée par *CIPER Chile*²⁶³, aucun logement n'a été cambriolé ni vandalisé. À Talca et à Dichato, la situation n'a pas connu une telle ampleur, contrairement aux villes de Concepción ou de Talcahuano. Pourtant, les habitants de Talca ont ressenti le besoin de défendre leur maison de toute intrusion. Dans ce climat de méfiance, la population s'organise dans chaque quartier pour protéger les maisons. La communauté du quartier est devenue le seul espace de confiance et de partage entre les individus, cette méfiance les ayant même amenés à se protéger des quartiers voisins. Un nouvel ordre social temporel se crée alors, sous l'impulsion de voisins cherchant à défendre leurs maisons, qui deviennent des biens quasi collectifs. Afin de surveiller les rues et d'empêcher les intrusions, ils construisent des barricades, utilisent des mots de passe, ou encore des bracelets et des signes de lumière pour s'identifier. La police soutient l'action des « voisins vigilants », et les autorisent même à poursuivre leurs tours de garde dans la rue pendant le couvre-feu. Le quotidien *El Mercurio* du 3 mars 2010 titrait ainsi : « Bien que la majorité des habitants ne se connaissent pas avant le séisme, maintenant les familles vivent avec des clés, des bracelets et des lumières. Les voisins de Concepción s'organisent pour surveiller les rues ».

²⁶² Juan Andrés Guzmán, *Saqueadores : Ladrones de ocasión*, CIPER Chile, paru le 26 juin 2010, [En ligne], www.ciperchile.cl, Consulté le 28 juin 2010.

²⁶³ Juan Andrés Guzmán, *Saqueadores post terremoto II: La horda que nunca llegó a las casas*, CIPER Chile, paru le 19 juillet 2010. [En ligne], www.ciperchile.cl, Consulté le 20 juillet 2010.

En raison du chaos qui caractérise les rues des villes touchées et de l'état critique de la situation, le 28 février 2010, la présidente de la République du Chili, Michelle Bachelet annonce « l'état de catastrophe »²⁶⁴, ce qui justifie l'usage de la force publique et confère aussi à l'État des outils pour acheminer l'aide plus rapidement. Cette situation génère un double sentiment. D'un côté, les habitants perçoivent la mise en œuvre d'actions visant l'ordre et encourageant la sécurité dans les villes ; mais, d'autre part, persiste une sensation de violence dans l'espace public liée à cet ordre exercé pour la répression du désordre, incarné par la présence militaire dans les rues. Ainsi, l'une des mesures prises pour maintenir l'ordre public et éviter les pillages est la mise en place d'un couvre-feu de 21h à 6h. Concepción est la dernière ville à mettre fin à ce couvre-feu, le 26 mars 2010. L'état d'exception s'achève le 1^{er} avril 2010, alors que l'état de catastrophe est maintenu entre Valparaiso et l'Araucanía (soit entre la cinquième et la neuvième région). Bien que les maires souhaitent conserver la vigilance militaire dans leurs rues, une fois l'état d'exception levé, l'armée quitte progressivement les villes chiliennes pour s'engager dans la reconstruction, à travers une structure organisationnelle nommée « Force d'appui Humanitaire » et regroupant 8.000 militaires. Cette structure travaille en parallèle avec la « Division fraternelle du corps militaire du travail » (C.M.T.) pour la construction de logements d'urgence et l'évacuation des débris²⁶⁵.



Image 07- Militaires armés dans l'espace public. Source photo: emol.cl Visité le 8 mars, 2010.

²⁶⁴ Les états d'exception et états de catastrophe sont décrits dans la Constitution chilienne.

²⁶⁵ Titres du quotidien *El Mercurio* du samedi 6 mars 2010 : « L'Armée travaille également à Concepción et Talcahuano: ces villes sollicitent des fonds d'urgence et des moyens privés pour éliminer les débris dans les rues » ; Lundi 8 Mars 2010 « Piñera affirme que les militaires resteront déployés dans la région dévastée par le séisme ».

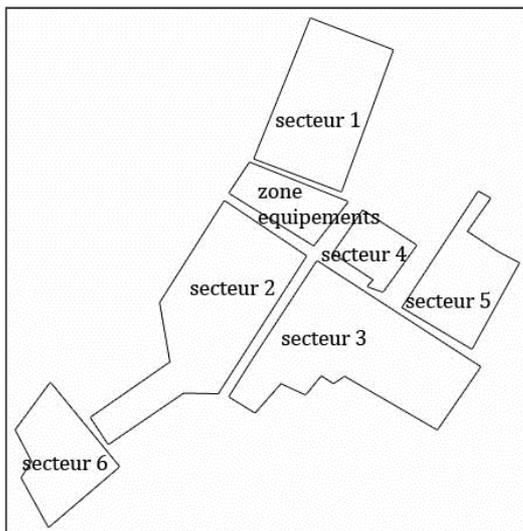
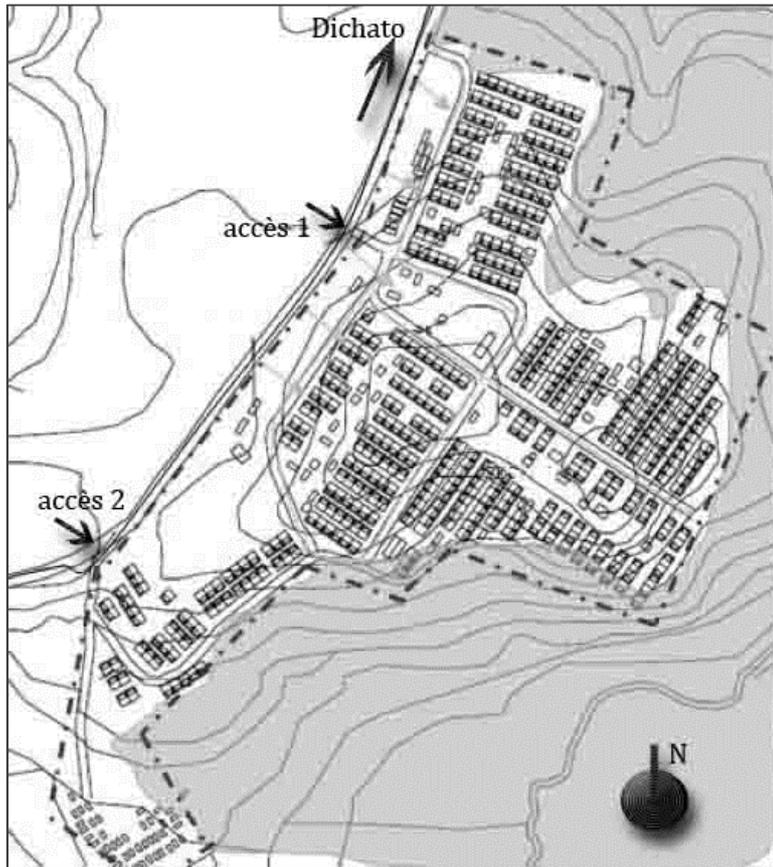
6.2. Les espaces publics vécus à Dichato

À partir de l'enquête réalisée à Dichato, nous allons analyser la façon dont les habitants ont vécu les transformations de leurs espaces publics physiques. Le cas des victimes déracinées de leur quartier d'origine vers des campements d'urgence est choisi pour observer ce changement d'expériences. Nous ciblons aussi nos enquêtes sur les rapports que ces expériences entretiennent avec les espaces publics détruits et ceux issus de la reconstruction. Les logements d'urgence dans des villes et villages touchés par le tsunami sont installés sur des terrains en hauteur sans risque d'inondation. Ainsi, des campements ont été aménagés à une distance notable des quartiers d'origine des habitants ; c'est l'expérience des habitants des campements de Dichato.

Le déplacement depuis les premiers campements improvisés vers les campements construits par le Gouvernement s'est fait par étapes. Dans le campement *El Molino* de Dichato, on dénombre six étapes, en fonction de l'avancement de la construction de logements d'urgence. Chacun des secteurs du campement abrite un nombre précis d'habitants, de 23 logements dans le plus petit des secteurs jusqu'à 118 dans le plus grand, et ce afin de faciliter l'organisation et le contrôle des habitants. Les habitants sont organisés socialement et spatialement dans ces secteurs, lesquels sont reconnaissables et nommés par des numéros correspondant aux étapes. Même s'il n'existe pas de marqueurs spatiaux matérialisant ces divisions, les habitants décrivent clairement le passage d'un secteur à un autre.

Du point de vue de la structure sociale du campement, ces secteurs ne coïncident pas avec les quartiers d'origine des habitants. Certains habitants nous racontent qu'ils ont pu choisir leurs voisins, d'autres se sont retrouvés par hasard près d'anciens voisins dans le campement ; ainsi, on observe sporadiquement des situations de voisinages calquées sur celles de Dichato, mais ceci est loin d'être la règle²⁶⁶.

²⁶⁶ Cette possibilité de choisir ses voisins n'a été pas octroyée à tous nos interviewés.



Carte 07- Plan du campement *El Molino* et schéma des six secteurs et de la zone d'équipements (crèche, église et centre communautaire *Hogar de Cristo*)

La distance et l'état de la route entre le campement *El Molino* et le village de Dichato rendent difficiles les déplacements quotidiens. Le campement est situé au kilomètre 6 de la route 0-014, à environ 1 km du village de Dichato et à 6 km de Tomé, où se trouve le lycée le plus proche. Seule l'école primaire est à Dichato. Concernant les

services de santé, l'hôpital est situé à Tomé, mais Dichato abrite un centre d'assistance médicale.

- T2 -

Trois ans après la catastrophe, le rythme de la reconstruction à Dichato se fait à deux vitesses. Tandis que des chantiers démarrent à peine, certaines habitations ont déjà été livrées. Les propriétaires sinistrés de Dichato ont le choix entre deux types de maisons définies selon la forme du terrain, et un troisième type de logement, sur pilotis, exclusivement réservé au secteur de Villarrica. Pour les locataires sinistrés, un nouveau quartier a vu le jour : la *Villa Nuevo Horizonte*. Les quartiers *Miramar* et *El Sauce* de Dichato, construits peu de temps avant le séisme, ont déjà été reconstruits grâce aux assurances. La reconstruction de ces quartiers n'étant pas orchestrée par le Gouvernement du Chili, ces nouvelles habitations contrastent avec le reste des maisons reconstruites.

Pour le troisième anniversaire de la catastrophe le Président de la République Sebastián Piñera a inauguré des maisons destinées aux habitants du campement *El Molino* de Dichato. Avec la nouvelle résidence *Villa Nuevo Horizonte*, le Président annonce la fermeture du campement. Cependant, ce quartier ne comprend que 210 logements²⁶⁷. Ainsi, selon nos interviewés en février 2013, une quarantaine de ménages vivaient toujours au campement, en attente de la livraison de leur maison définitive. Parmi eux, quatre à cinq familles n'avaient toujours pas bénéficié d'une solution de logement.

La plupart des victimes relogées dans la *Villa Nuevo Horizonte* n'était pas propriétaire avant la catastrophe. Les propriétaires ne souhaitant pas retourner vivre à Dichato, ainsi que ceux dont le terrain a été exproprié, ont dû payer environ 10.576 \$US (à février 2013) pour obtenir une des maisons dans le nouveau quartier du programme. C'est le cas de Guillermo Andrade, ancien pêcheur de Dichato, qui s'est vu attribuer un logement dans le nouveau quartier *Villa Nuevo Horizonte*, après l'expropriation d'une partie de son terrain dans le littoral.

Ce nouveau quartier est érigé en face du campement *El Molino*, à la même distance de la ville que le campement. La *Villa Nueva Horizonte* possède un secteur haut et un secteur bas. Le secteur haut accueille les équipements collectifs : une *sede* et un terrain sportif. Certaines maisons y jouissent d'une vue sur la mer. Le secteur bas, situé à côté du poste de

²⁶⁷ <http://radio.uchile.cl/2013/02/26/avances-en-reconstruccion-y-vigilia-por-las-victimas-marcan-tercer-aniversario-del-27f>

Santé de Dichato, est connecté directement au village. Dans ce secteur, les maisons ont été réservées aux personnes âgées, de par sa localisation plus centrale et proche des services de santé. Le logement de M. Mario sera situé dans ce secteur, mais il n'a pas encore été livré par le SERVIU au moment de notre entretien, et nous l'avons donc rencontré au campement *El Molino*. Il mentionne la centralité de sa nouvelle maison : « Je serai à 50 m du poste de santé de Dichato, à une rue du marché et de la boulangerie. Mon logement est en plein centre-ville ».

Le terrain en pente qui sépare le secteur haut du secteur bas de la *Villa Nuevo Horizonte* n'est pas maintenu par un mur de soutènement et menace de s'effondrer sous l'action des eaux pluviales et du ravinement qu'elles occasionnent. Pendant notre visite, nous avons constaté comment un épisode pluvieux a déclenché des coulées de boues vers les maisons de la partie basse du nouveau quartier ; elles pénétraient dans les logements. Le secteur *La Posta* et la partie basse de la *Villa Nuevo Horizonte* (secteur 12) a également été touché par un glissement de terrain depuis la colline qui le sépare du reste de la *Villa Nuevo Horizonte*²⁶⁸.

La réalisation de ce nouveau quartier est contestée, notamment en ce qui concerne la qualité des terrains sur lesquels ont été construites les maisons de la *Villa Nuevo Horizonte*, ceux-ci ayant dans le passé fait l'objet d'une exploitation minière. L'université du Chili ainsi que des groupes de citoyens ont désapprouvé le choix du périmètre retenu pour l'implantation de ce quartier, jugé inapte à la construction. Mais les autorités ont assuré que les cavités de ces sols avaient été comblées. Or, la population a assisté à la chute d'un engin de chantier dans l'une des excavations de l'ancienne mine, en plein travaux de construction. La rumeur et la peur sont omniprésentes, les habitants craignant un prochain mouvement de terrain. Mme Marisa nous confie, en regardant par la fenêtre de sa nouvelle maison de la *Villa Nuevo Horizonte* : « Ici, il y avait des mines auparavant, je ne sais pas s'ils les ont correctement comblées ou non, je n'en ai aucune idée (...) J'ai peur. Imaginez-vous, si le terrain s'affaissait ».

M. Miguel, habitant et ancien dirigeant du campement *El Molino* nous raconte qu'il n'est pas satisfait des solutions de logements mises en œuvre dans la *Villa Nuevo Horizonte*, « les logements en cours de livraison, censés satisfaire leur droit au logement, ne sont pas pour moi des logements dignes, ce sont des logements préfabriqués livrés par le Canada, et au Canada il s'agit de logements d'urgence. Selon mon point de vue, ce fait représente déjà

²⁶⁸ <http://www.biobiochile.cl/2013/05/31/viviendas-completamente-anegadas-deja-deslizamiento-de-barro-en-dichato.shtml> et <http://www.24horas.cl/nacional/lluvias-provocan-alud-en-dichato-672645>

une escroquerie. Ce ne sont pas des logements, ce sont de *mediaguas* améliorés ». L'entretien avec Mme Marisa a été mené pendant son déménagement, elle nous explique qu'elle doit déjà procéder à certaines réparations dans son nouveau logement. Mme Marisa remarque que, même si les habitants sont globalement satisfaits de leur maison, de nombreux détails, des finitions, ont été mal exécutés : « Les gens n'ont pas toujours la patience d'attendre plus longtemps. Hier (jour où les maisons ont été remises), les gens voulaient emménager tout de suite dans leur maison, mais ils ne le pouvaient pas car certaines n'étaient pas habitables, il y avait des fuites d'eau » (Mme Marisa).

Les maisons de deux étages et sur pilotis du quartier Villarica sont dotées d'escaliers d'accès extérieurs. Mais ces logements ne sont pas adaptés aux personnes âgées, qui représentent la majorité de la population du quartier. Pour certains habitants, l'inadaptation des solutions dans ce secteur est une stratégie pour les forcer à vendre et ainsi libérer ces espaces au profit de la spéculation immobilière. La baie dans laquelle est située Villarica est très convoitée par l'industrie du tourisme, comme l'atteste l'existence des résidences secondaires de la communauté privée de *Pingueral*.

Les appartements de la résidence *Bahía Azul*, situés en bord de la mer, récoltent la faveur des habitants qui saluent la bonne facture de la construction. Certains pensent qu'ils étaient initialement destinés à une clientèle aisée, avant d'être réattribuée aux victimes du tsunami de manière contrainte et forcée. M. Miguel, habitant du campement *El Molino* et participant du mouvement citoyen *Asamblea de Dichato*, estime que les voisins qui ont reçu un appartement dans la résidence *Bahía Azul* vont vendre rapidement, face aux charges communes trop élevées pour une population modeste, mais ces habitants originaires de Dichato ne pourront acquérir qu'un terrain dans les collines loin de la ville. Les appartements vont se gentrifier. Mme Pilar est célibataire, elle a reçu une allocation au dernier moment grâce à la lutte citoyenne, nous la rencontrons dans son appartement de la résidence *Bahía Azul* et elle nous expose une série de problèmes de finitions constatés lors de la réception de son appartement, en novembre 2012. En mai 2014, l'organisme contrôleur de l'État sollicite une enquête au SERVIU après des plaintes déposées par les habitants de la résidence *Bahía Azul*. Les habitants dénonçaient des anomalies structurelles et l'absence de réception des travaux par le SERVIU²⁶⁹, obligatoire avant la livraison des logements.

²⁶⁹ <http://dichatohoy.blogspot.com/2014/05/contraloria-solicita-sumario-al-serviu.html>

Une nouvelle école primaire, bâtie dans les collines de Dichato, a été inaugurée le 1^{er} mars 2013 (début de l'année scolaire au Chili)²⁷⁰. Jusqu'à la fin de l'année scolaire 2012, des préfabriqués mis à disposition par la Fondation « *Levantemos Chile* », occupaient la cour de l'école. L'ancienne école de Dichato a été réhabilitée pour les élèves du collège.

6.2.1. Les supports sensibles et la dimension esthétique des espaces publics d'ici et d'ailleurs

Nous observons, suite à l'enquête réalisée auprès des habitants du campement, deux expériences des espaces publics entravées indissociables l'une de l'autre : l'expérience liée aux espaces du campement et celle des espaces publics dichatins. L'expérience des espaces publics dichatins marqués par la catastrophe, est majoritairement émotionnelle. Les habitants constatent et déplorent une perte de leurs usages dans les espaces publics de Dichato, en raison de leur nouvelle localisation et du rapport spatial complexe qu'elle implique. La distance qui sépare le campement du village peut sembler faible, mais la topographie en pente rend très difficile le trajet à pied pour une personne âgée, une personne chargée ou pour un parent avec un enfant en bas âge. De ce fait, de nombreux habitants utilisent le bus ou les taxis pour effectuer le voyage. Mais ces deux moyens de locomotion restent chers pour le niveau de ressources des réfugiés du campement *El Molino*. Lorsque nous interrogeons l'envie des habitants du campement de visiter le village de Dichato, les réponses sont assez partagées. Parmi les enquêtés, nombreux sont ceux qui se sentent physiquement ou émotionnellement trop éloignés du village, et ils évitent de s'y rendre. Certaines personnes y vont régulièrement, soit par obligation, comme l'école des enfants ou l'assistance médicale, soit pour voir leur propriété. D'autres évoquent les promenades ou les visites à leur famille et à des amis. Le tremblement de terre et le tsunami ont endommagé l'école primaire de Dichato, bâtie dans la rue principale Daniel Vera. Pour assurer la reprise des classes, des installations modulaires ont été construites dans un quartier placé sur l'une des collines environnantes, dans le quartier *Villa Fresia*. Pendant les premières années d'urgence et de reconstruction, l'ancienne école a ainsi été réquisitionnée comme lieu de réunions et de formations communautaires. Les sentiments de tristesse et de nostalgie qui suivent leurs visites à Dichato sont très souvent mentionnés par les habitants enquêtés. Plus globalement, tant ceux qui fréquentent Dichato que ceux qui demeurent au campement manifestent la tristesse que provoquent le constat visuel ou la simple idée de leur village détruit. Le souvenir de leurs promenades et des espaces publics emblématiques

²⁷⁰ http://www.mineduc.cl/index2.php?id_portal=82&id_seccion=4386&id_contenido=22967

de leur quotidien renforce l'amertume provoquée par la perte de leurs habitudes, de leurs conditions de vie avant la catastrophe, et par la perte des espaces qui symbolisent et font vivre l'histoire de leur vie.



Image 08 - Maisons détruites par le tsunami à Dichato. Source photos : Karen Andersen. Mars 2011.

Si 80% des constructions de Dichato ont été détruites, ses espaces publics ont également subi de lourds dommages. Un an après le désastre, le village souffrait encore de problèmes de communication avec les communes alentours, d'accès à l'électricité et à l'eau potable et de raccordement aux égouts. Cependant, des lieux ont été moins bouleversés par

la catastrophe, comme les espaces publics non urbanisés, les chemins de promenade des vacanciers comme des habitants de Dichato, qui sont autant d'espaces familiers sources de l'identité dichatine. C'est le cas de la plage. Les interactions sociales et les échanges commerciaux dans le village sont fortement associés à la saison estivale et à l'arrivée des vacanciers. La plage et les promenades sont ainsi une part importante de ce que les habitants considèrent comme espaces publics. La plage, et la beauté du paysage à plus forte raison, sont les espaces publics les plus valorisés par les habitants, et ce dans tous les entretiens menés. D'une longueur de 2.400 mètres, la plage de Dichato est au centre de la baie de Coliumo et figure donc parmi les éléments les plus attractifs du paysage environnant, avec ses collines boisées en arrière-plan, ses rochers escarpés et son point de vue sur les *Tres Morros de Coliumo*, trois vigies de Coliumo²⁷¹. « La traditionnelle promenade le long des quais, où s'offre une diversité de produits et de services, répond aux préoccupations et aux besoins des badauds. La plage elle-même, illuminée la nuit, s'assimile à un parc où vous pouvez monter à cheval, vous promener avec les enfants, acheter de l'artisanat et vivre pleinement vos idylles d'été »²⁷². D'autres promenades composant le réseau plus large des espaces publics de Dichato, sont celles du village traditionnel de pêcheurs de Coliumo, les *Tres Morros*, la plage de Pingueral²⁷³, la visite de la grotte de la Vierge de Lourdes à Litril et la visite de l'ancien tunnel ferroviaire.

²⁷¹ À partir d'une analyse basée sur les témoignages des habitants de Dichato, la plage s'est imposée comme l'un des éléments fondamentaux de l'identité dichatine. Carolina Carstens et Gabriela Huepe, *Rememorando Dichato. Un paseo por paisajes y relatos*. [Concepción], Santiago de Chile, Consejo Nacional de la Cultura y las Artes, 2011, p. 16.

²⁷² Carolina Carstens et Gabriela Huepe, *Op.cit.*, p. 77. Traduction personnelle.

²⁷³ Même si la loi chilienne garantit le libre accès au littoral (depuis 1977), des plages ont été fermées sur initiatives privées. La plage de Pingueral s'est ainsi vue privatisée dans les années 1980 par le propriétaire d'une gated community de vacanciers, par souci d'exclusivité. Un accès restreint aux personnes extérieures a été autorisé en 2009.



Image 09- Vue aérienne actualisée de la baie de Dichato. Source : Hanz Lichtenegger.²⁷⁴

Un autre aspect de l'identité dichatine, mentionné par l'ouvrage « *Rememorando Dichato. Un paseo por paisajes y relatos* », et qui prend place dans un espace ouvert à la communauté, est la pratique périodique du football sur le terrain de jeu du village. Le terrain est situé dans le secteur de *Campos Deportivos*, et jouxtait auparavant le gymnase, avant la destruction de ce dernier. Suite à une initiative communautaire menée par plusieurs habitants, cet espace privé a acquis un statut public d'usage sportif²⁷⁵. Le tsunami ayant complètement détruit le gymnase, l'intégralité de cet espace sportif a été réquisitionnée pour stocker les décombres du village. L'un des habitants, interviewé par les auteurs Carstens et Huepe, résume parfaitement le sentiment de toute la communauté : « Dans chaque localité chilienne, des championnats de football amateur rassemblent tous les habitants sur le terrain. Et vous pouvez voir toutes sortes de gens, jouant au football ou buvant une *borgoña*²⁷⁶... En fait, il m'a été donné d'assister à l'une des plus belles scènes après le tremblement de terre le jour où, alors que le terrain était couvert de décombres, les

²⁷⁴ Consulté dans http://prontus.diariosregionales.cl/prontus_sube/site/edic/base/port/aniversario_terremoto.html

²⁷⁵ Carolina Carstens et Gabriela Huepe, *Op.cit.*, p. 44.

²⁷⁶ *Borgoña* est une boisson chilienne fait avec du vin rouge et de fraises

habitants ont libéré tout l'espace correspondant à l'ancien gymnase pour jouer au football. Le fait de voir les gens très joyeux jouant au ballon, au milieu des collines de décombres, était une belle image »²⁷⁷.



Image 10 Terrain de football et restes du gymnase à Dichato, 2010. Source: Carstens Carolina et Gabriela Huepe, *Rememorando Dichato. Un paseo por paisajes y relatos*. p.46.

Les espaces publics dichatins accueillent des festivités diverses chaque année. Deux célébrations religieuses font partie de la tradition de Dichato : la procession vers la grotte de Lourdes durant le Mois de Marie²⁷⁸ et la festivité de Saint-Pierre, le 29 juin. La festivité de Saint-Pierre est « reconnue par les habitants comme un moment important de la camaraderie entre les pêcheurs de Dichato et ceux de Coliumo. Elle est décrite comme une tradition pittoresque car les pêcheurs décorent leur bateau et traversent la baie pour former une véritable procession vers la Vierge de Litril et lui rendre hommage en déposant une couronne à la mémoire des pêcheurs disparus »²⁷⁹.

Une semaine entière rythmée par des spectacles musicaux, des activités traditionnelles et folkloriques est organisée par les habitants en février, correspondant au dernier mois de chaque été, où les vacanciers sont les plus nombreux. Cette semaine,

²⁷⁷ Ricardo Figueroa cité par Carolina Carstens et Gabriela Huepe, *Op.cit.*, p. 25. Traduction personnelle.

²⁷⁸ Carolina Carstens et Gabriela Huepe, *Op.cit.*, p. 81.

²⁷⁹ Carolina Carstens et Gabriela Huepe, *Op.cit.*, p. 96.

appelée « La Semaine Dichatine » a changé de signification avec les années. Au début, il s'agissait d'une célébration populaire, qui mettait en scène des artistes locaux et voyait fleurir toutes sortes d'activités dans les rues, elle était donc plus familiale, plus spontanée. Aujourd'hui, elle s'est convertie en un événement plus massif et médiatisé. « L'année de naissance de cette célébration demeure obscure, mais on l'estime au milieu des années 1940. On invoque également deux versions de son origine : une initiative des vacanciers, ou un héritage de la *Fête de la Mer*, une autre festivité dichatine datant de la fin des années 1930, et qui, avec le temps et l'augmentation des flux de touristes, a évolué en *Fête des vacanciers* »²⁸⁰.

-T2-

Après la catastrophe, un autre festival de portée nationale s'est ajouté à l'agenda du mois de février à Dichato : le *Festival Viva Dichato*. Cette manifestation, qui a déjà connu trois éditions depuis 2012, est organisée, produite et diffusée par la station de télévision nationale *Mega*.

Sur le campement *El Molino*, l'ambiance d'incertitude et de nostalgie est pesante et invasive. Les espaces publics du campement sont perçus par les enquêtés comme des espaces transitoires, que les habitants vont côtoyer jusqu'à leur retour à Dichato, pour ne plus jamais le revoir ensuite. Les espaces publics du campement sont des espaces ouverts entre les logements d'urgence, de libre accès pour tous. Cependant, il existe une différenciation entre les rues et un espace central, assimilable à une place, dans chacun des six secteurs du campement. Ces espaces publics n'ont fait l'objet d'aucun aménagement, ils ne présentent ni mobilier, ni végétation, ni trottoir. Dans un premier temps, ces espaces étaient uniquement constitués d'une terre argileuse propre à la géologie du lieu, qui a ensuite été recouverte de gravier. L'hygiène et les conditions sanitaires générales des habitants sont menacées dans les campements, du fait de l'absence de distribution d'eau potable dans les logements et de l'état des espaces publics. Même si le camion à ordures passe tous les jours sur le campement et si des agents de la mairie balaiement les espaces publics, la grande quantité de chiens errants, porteurs de diverses maladies, et la difficulté d'entretien des espaces publics en gravier et en terre, sont des vecteurs d'insalubrité. Il s'agit d'un problème critique, surtout pour les enfants qui y jouent.

²⁸⁰ Carolina Carstens et Gabriela Huepe, *Op.cit.*, p. 70.

Les « places » centrales de chaque secteur sont composées d'une construction nommée *sede*, à l'usage de la communauté du secteur, de lavoirs publics, d'unités de sanitaires avec des douches et des bidons d'eau. Des bidons d'eau sont également mis à disposition dans les rues. Tous ces éléments d'infrastructure basiques sont des unités isolées au sein des espaces, sans aucune différenciation d'usages et caractérisés par le vide. Les habitants perçoivent une homogénéité dans les espaces publics du campement, dans la matérialité et dans le type de constructions environnantes, mais aussi au niveau du paysage.

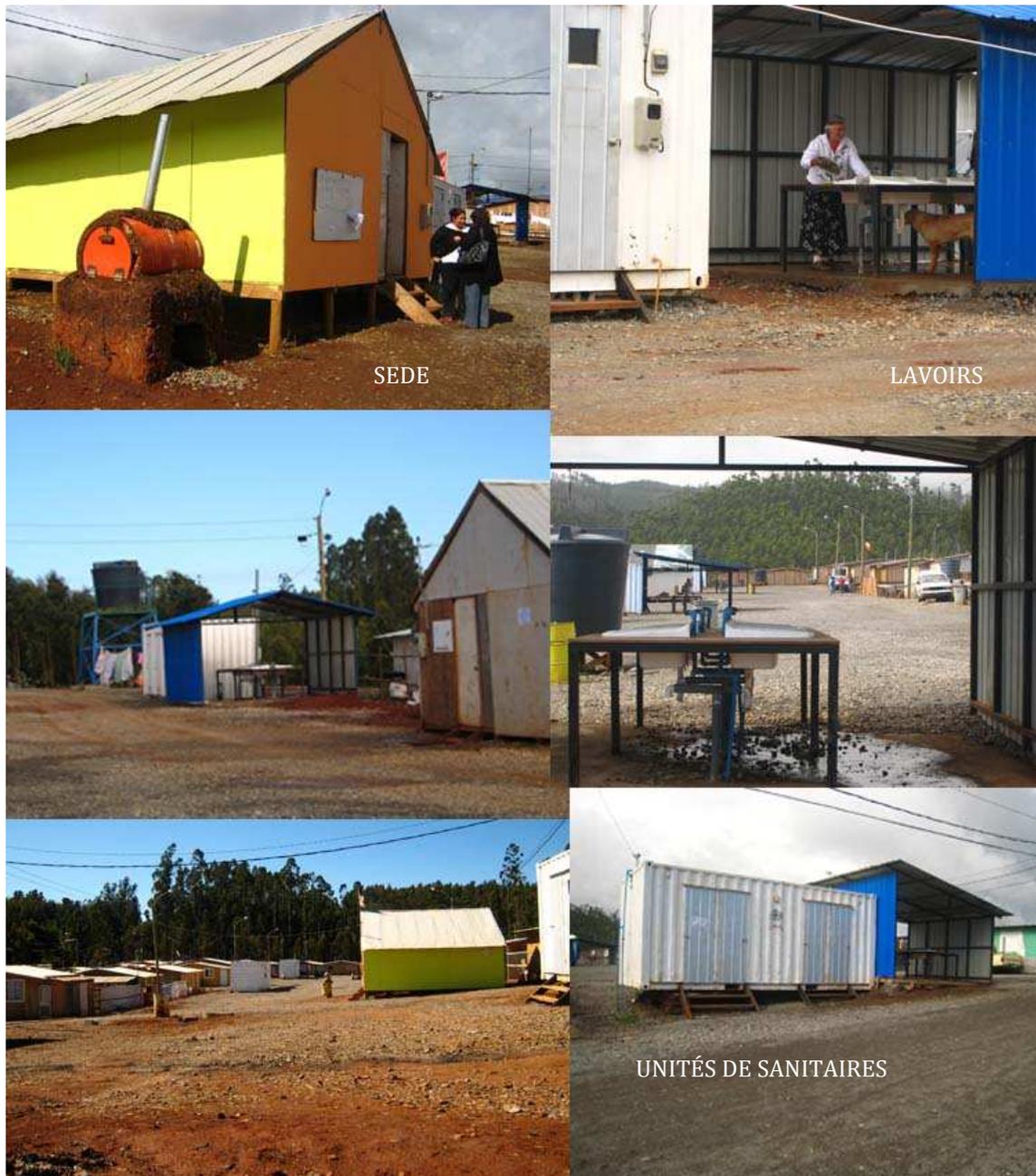


Image 11- Les espaces centraux du campement. Source photos : Karen Andersen., 2011

Le campement *El Molino* n'ayant pas fait l'objet d'un aménagement paysager, la forêt environnante constitue donc le seul élément de paysage naturel, ce que les habitants déplorent, qualifiant le campement comme étant trop « gris ». Cependant, le paysage forestier entoure tout le campement, ce qui a l'avantage d'offrir un cadre homogène. Globalement, les espaces publics du campement ne sont pas attractifs pour les habitants interviewés, qui les décrivent à l'aide d'adjectifs tels que « moches », « vides », « sales », « gris » et « sans aucun intérêt ». Contrairement au campement *El Molino*, le village de Dichato propose des paysages riches et diversifiés, du fait de sa situation, en cœur de baie ; ses espaces publics sont marqués et nommés en lien avec les caractéristiques géographiques environnantes : la plage, les différentes collines, la péninsule et la rivière.



Image 12- Paysage du campement depuis la route. Source photos : Karen Andersen. Mars 2011

Les habitants enquêtés présument que leur séjour au campement sera plus long que les deux ans prévus par le Gouvernement du Chili. Cette idée découle de l'importance des décisions d'investissement prises par les autorités concernant le campement, comme par exemple la pose de trottoirs en bordure de la route d'accès et la construction d'arrêts de bus à son entrée. De plus, ils sont dans l'incertitude totale vis-à-vis des délais de la reconstruction, et donc de la durée de leur séjour dans ce campement d'urgence. Cette incertitude peut être vécue par les habitants comme un frein à l'amélioration de leur qualité de vie, ou bien comme une motivation. La distance et le manque de contact quotidien avec la ville nourrissent la perception des habitants. Nos interviewés ont la sensation de vivre dans un monde parallèle, indépendant de Dichato. Ils se sentent abandonnés, délaissés des

décisions, des services publics ou des activités propres de la vie urbaine.

-T2-

Après trois ans dans les campements, certains de nos interviewés ressentent de la nostalgie en quittant *El Molino*. Les mauvaises conditions de vie les ont amenés à s'entraider, les faibles distances entre les logements les ont encouragés à mieux se connaître et à établir des liens intimes. Même si les conflits entre voisins étaient nombreux, nombreuses aussi étaient les actions de solidarité qui les unissaient. Dans nos entretiens réalisés en 2013, deux dirigeantes confient que la solidarité leur manquera, notamment les réseaux de cette solidarité, précieux voire vitaux pour les ménages les plus vulnérables, les personnes âgées, les personnes malades ou handicapées. Mme Marissa déclare : « Ce sera difficile de se déshabituer, après trois ans à partager nos vies dans une *mediagua*, à proximité immédiate et permanente des voisins. Nous partagions tout, les toilettes, il faudra s'habituer à vivre plus seuls. J'étais toujours disponible pour sortir aider quelqu'un... oui... cela va être difficile. (...) Ici, j'ai retrouvé un seul voisin de mes voisins du campement. (...) Cette idée s'accompagne de tristesse, on était habitués à vivre avec les autres, si quelque chose arrivait, tout le monde se mobilisait. Nous organisions des activités pour partager des moments tous ensemble, notamment avec les plus âgés, nous fêtions les Noëls ensemble, les premiers jours de l'année ». Mme Macarena, une autre dirigeante, s'est montrée très fatiguée et triste au moment de l'entretien. Elle nous explique que, même si elle est contente d'avoir enfin sa maison, émotionnellement le changement est fort. Elle se remémore l'arrivée au campement après le tsunami, et tous les conflits, rumeurs et luttes supportés par les habitants.

Même s'il s'agit d'un cas exceptionnel, Mme Pilar raconte que sa grand-mère, Mme Eduvina, que nous avons rencontrée et enquêtée en 2011, ne veut pas quitter le campement, car elle y a amélioré son logement, elle l'a repeint aux couleurs de son ancien logement à Dichato, et elle apprécie son logement et son environnement. Le SERVIU a annoncé à Mme Eduvina que la construction de sa maison débutera en avril 2013 sur son terrain du village.

Au moment des entretiens, les habitants avaient le sentiment que les espaces publics dichatins risquaient de disparaître, les travaux de reconstruction ayant commencé un an après la catastrophe. L'aménagement de la rue Daniel Vera, rue principale du village, était en cours, pour devenir le « Boulevard Daniel Vera ». Certains habitants ont la

sensation que cet aménagement « détruit le seul espace public épargné par le tsunami » (Mme Pilar), alors que les arbres, qui ont résisté au tsunami, ont été enlevés et remplacés par d'autres. « Pourquoi sont-ils en train de détruire la rue ! Mon dieu ! » (M. Guillermo). Les habitants craignent que leurs référents spatiaux et identitaires dans l'espace public changent, notamment au sein de lieux emblématiques associés à des communautés culturelles, économiques, sociales... ou à des activités particulières.



Image 13- Les aménagements sur la rue Daniel Vera. Source photos : Karen Andersen. Mars 2011.

Pour quelques-uns des habitants interviewés, le changement de toponymie des espaces publics provoqué par le processus de reconstruction de l'État est assimilé à un changement de leurs anciens référents. Pendant l'entretien, un habitant ironise au sujet des noms pompeux choisis par le gouvernement local pour désigner les espaces publics construits de manière précaire : « Les noms qu'ils ont choisis ! Des noms ridicules ! Ils ont baptisé leur nouveau terrain de jeu "le Colisée de Dichato", et les containers destinés à accueillir le commerce ont été appelés "le Mall de Dichato" » (Mme Tatiana). Les habitants perçoivent que le village et les espaces publics vont changer, mais ils ignorent quand et comment. Ce n'est pas la première fois que la toponymie de la ville a été modifiée arbitrairement, « après le coup d'Etat militaire de 1973, le nom du quartier Población Jose Toha s'est transformé en Población La Posta. Même phénomène pour le quartier Población Salvador Allende, qui a été rebaptisée Población Jorge Montt, et la rue Luis

Emilio Recabarren, renommée Modelo. Tout ça selon le bon vouloir des militaires et par crainte des représailles »²⁸¹.

Quand ils évoquent les espaces publics de Dichato après la reconstruction, les enquêtés expriment une attention particulière aux évolutions des abords de leurs maisons, pour savoir s'ils pourront facilement s'échapper en cas de nouveau tsunami. Ils sont en effet convaincus qu'ils ont pu survivre grâce à la parfaite connaissance de leur village.

-T2 -

Mme Pilar témoigne de l'émotion suscitée par son retour à Dichato, la rencontre de ses anciens voisins dans leurs nouvelles maisons, tellement différentes de ce qu'il existait avant le tsunami. Le boulevard Daniel Vera, inauguré en 2012, et la construction des digues de protection et de la promenade au bord de mer dont une première partie a été inaugurée le 26 février 2013 en présence du Président de la République, constituent les espaces publics phares de la reconstruction²⁸².

Pour qualifier les espaces publics de la reconstruction, les adjectifs et concepts cités au cours des entretiens sont : modernes, jolis, trop de béton et de fer, différente, protégés du risque et destinés aux touristes. Le manque de participation citoyenne vis-à-vis des décisions affectant l'image et l'usage des espaces public est perçu par les habitants et génère le rejet de certains. M. Miguel, un des représentants du mouvement citoyen *Asamblea de Dichato*, estime que les espaces publics ne sont pas qualitatifs, car ils n'ont pas pris en compte les habitants, leurs usages, leurs attentes ni leurs revendications. Pour lui, 80% de la reconstruction découlent de décisions autoritaires, et 20% sont issus d'une prise en compte de la population. Il regrette le changement des noms originels des espaces publics. Selon M. Miguel, la reconstruction vise à déplacer les habitants de Dichato pour encourager des programmes de standing et ainsi augmenter la valeur foncière du centre-ville. À son avis, la priorité d'octroi de logement donnée aux personnes anciennement hébergées par un tiers et aux locataires, et la remise des logements aux propriétaires dans un second temps, a pour objectif d'« inciter ces propriétaires à déménager hors du village, au sein de la *Villa Nuevo Horizonte* par exemple, expulser la population du village et l'installer là-bas. Il faut savoir que les gens (victimes mais non bénéficiers d'une maison à la *Villa Nuevo Horizonte*) pouvaient acheter une maison dans ce quartier par 5 millions de pesos (...) les habitants de Dichato n'ayant que peu de ressources, le scénario le plus probable est qu'ils vont finir par vendre

²⁸¹ Alejandra Sandoval et Susana Aravena, (éd.), *Op.cit.*, p. 64-65.

²⁸² <http://www.elmostrador.cl/ahora/2013/02/26/autoridades-de-gobierno-inauguran-borde-costero-de-dichato-en-tome>

leur terrain dans le village (...) au SERVIU ou à un investisseur privé et vont finir par déménager à la *Villa Nuevo Horizonte* ». Pour lui, les dirigeants qui ont accepté les conditions du Gouvernement pour obtenir une maison, ont cédé trop facilement et de manière inappropriée à l'égard de leurs considérations originelles. M. Miguel juge en outre les logements inadaptés aux familles de Dichato, trop petits. Il remarque également que personne n'a anticipé l'impact psychologique d'un retour dans sa ville récemment sinistrée et complètement transfigurée.

Mme Pilar déplore que le centre et le littoral de Dichato ne soient plus aussi attractifs qu'auparavant, elle préfère se rendre au Litril qui est plus rural. Elle perçoit les interventions étrangères, qu'elle finira « peut-être » à aimer.

Certaines victimes de la catastrophe de 2010, désormais obnubilées par leur sécurité, privilégient une réinstallation dans les collines plutôt qu'un retour au village. C'est le cas de Mme Lilia et M. Pedro, un couple, toujours logé dans le campement *El Molino*, avec lequel nous sommes allés voir les nouveaux logements en chantier dans le quartier Jorge Montt, situé près de la mer. Pour cela, M. Pedro avait postulé pour une maison dans la *Villa Nuevo Horizonte*, car il craignait de retourner habiter près de la plage : « J'habitais en bord de mer, ici à Jorge Montt, et j'ai peur d'y vivre maintenant. C'est pour cela que j'avais adressé une candidature pour vivre en face (dans le nouveau quartier *Villa Nuevo Horizonte*, face au campement). Mais nous avons découvert qu'ils nous avaient menti, arguant que les personnes âgées étaient prioritaires, du fait de la proximité avec le centre médical, mais ensuite, ils nous ont dit qu'il fallait vers 5 millions de pesos ! ».

Mme Lilia et M. Pedro attendaient la livraison de leur maison à Jorge Montt. Ils descendent tous les jours pour visualiser l'avancement du chantier, se projeter dans leur nouvel intérieur, imaginer la disposition des meubles et les adaptations éventuelles. Ils se remémorent le quartier métamorphosé aujourd'hui, notamment du fait de l'absence des maisons de vacanciers, qui ne seront pas reconstruites par le Gouvernement du Chili. Le secteur qu'ils ont connu était résidentiel, accueillant locaux et touristes, et ils vont devoir réapprendre à connaître un nouveau quartier commercial. Un autre changement vient du reculement de la zone urbanisée, qui après l'expropriation des sites, est à 20 mètres de la côte. Les maisons semblent par conséquent beaucoup plus proche de la plage qu'elles ne l'étaient auparavant. Pendant le parcours avec Mme Lilia et M. Pedro, ceux-ci rencontrent des voisins originaires du secteur.

6.2.2. Micro-pratiques quotidiennes dans les espaces publics du campement

El Molino

(1) Les traversées

L'homogénéité des usages au sein du campement, en majorité résidentiels, et l'homogénéité esthétique des constructions, participent au manque d'intérêt et à la sédentarité des habitants, qui sortent peu des logements d'urgence pour se promener. Ils effectuent seulement des trajets pour rendre visite à quelqu'un ou pour s'affranchir des tâches ménagères : ainsi, au milieu de l'espace public, les habitants lavent leur vaisselle, leur linge, font leur toilette quotidienne. Mais les personnes âgées et handicapées éprouvent des difficultés à parcourir ces espaces publics, le gravier n'étant pas une surface stable, surtout quand ceux-ci doivent être empruntés constamment pour se rendre aux sanitaires, situés à l'extérieur des logements. De plus, la pluie, très fréquente dans cette région, rend les terrains boueux et glissants.

Les occupations qui rythment le quotidien du campement sont guidées par des équipements sanitaires, les épicerie, les jeux d'enfants et les *sedes* de chaque secteur. Les commerces existants sont des épicerie improvisées par les habitants, à même leur logement, afin de pallier une situation économique difficile. Les *sedes* sont les centres communautaires gérés par des habitants-dirigeants dans chaque secteur. Ils sont en principe accessibles à tous, à tout instant du jour ou selon des horaires précis, pour se rencontrer et partager un moment, utiliser un ordinateur ou participer à une réunion ou à un atelier. Les aires de jeux pour enfants constituent un intérêt non seulement pour les plus jeunes, mais aussi pour leurs parents, car il s'agit des seuls lieux extérieurs où il est offert aux habitants de s'asseoir sur un banc public, lorsqu'il y en a. La construction de ces jeux a été autogérée par les habitants de chaque secteur ; c'est la raison pour laquelle on n'en trouve pas dans tous les secteurs, et que chaque aire est différente. Même si les espaces publics du campement ne sont pas attractifs, le besoin de lieux de rencontre, dans lesquels il est possible de s'asseoir, est manifesté par tous les habitants. Face à la rareté des bancs publics, les habitants construisent ou improvisent des bancs, hors de leurs maisons. Pendant les nuits, les mouvements sont réduits, et le silence amplifie la puissance du vent. Par ailleurs, des interviewés nous racontent que les usages nocturnes sont très différents des activités diurnes. Ont lieu des ventes clandestines d'alcool, et les lavoirs ou les jeux des enfants se transforment en lieux de rassemblement.

(2) Le privé et l'intime s'expriment

À l'arrivée des premiers réfugiés, les logements d'urgence du campement n'avaient ni eau ni électricité. Des réservoirs d'eau à disposition des habitants étaient alors disposés dans les espaces publics du campement. Les toilettes publiques étaient chimiques, et également installées dans les espaces publics. Ensuite, les logements ont été progressivement raccordés à l'électricité, et des unités de sanitaires ont été bâties dans des containers et connectées au réseau d'eau potable. Une unité de sanitaire est prévue pour trois ménages. Chaque container comprend huit unités, chacune avec un WC, un lavabo et une douche. Il n'y a pas d'eau chaude dans les douches. Le Gouvernement a aussi installé des lavoirs publics, à l'écart des unités de sanitaires, construits en dur et munis d'un toit.



Image 14- Des pratiques domestiques dans l'espace public. Source photos: Karen Andersen, 2011

Ces équipements sanitaires et de l'entretien du quotidien étant disposés au milieu des espaces publics, et partagés entre les habitants, des gestes intimes et des tâches ménagères se répandent vers l'espace public. Ces pratiques de l'ordre du privé et de l'intime s'ouvrent à la vie publique, avec des conséquences. D'abord une partie de l'intimité du foyer s'exprime, comme les horaires de vie et les règles d'hygiène suivies par chaque ménage. En outre, cette situation crée une prédisposition à l'interaction et au partage de services comme les lavoirs, qui prennent un usage collectif. Pour permettre ces pratiques plus intimes, l'espace public paraît se fissurer, les laisser passer, afin de les rendre paradoxalement presque invisibles aux yeux des autres. En parallèle, des stratégies, propres à la coprésence dans l'espace public, se mettent en place pour protéger l'intimité des pratiques.

(3) Les enfants et le jeu

Pour les enfants, les espaces publics se perçoivent autrement que pour les adultes. D'abord, ils ont une activité journalière obligatoire en dehors du campement. L'école étant à Dichato et le lycée à Tomé, ils vivent une autre expérience, une autre quotidienneté : la plupart d'entre eux empruntent le bus pour aller à Dichato ou à Tomé, sans accompagnement des parents. Les enfants parcourent également le campement par l'intermédiaire du jeu et de l'exploration, propres à chaque tranche d'âge. Pendant la semaine et surtout les week-ends, les enfants sortent des logements et envahissent les espaces publics. Ils ont besoin et affectionnent les grandes espaces pour courir, s'amuser, se rencontrer, et les espaces publics centraux du campement sont larges. Seuls les secteurs 3, 4 et 5 accueillent, grâce à l'initiative et sous la gestion des habitants, des jeux pour les petits enfants. Au-delà de ces jeux, il n'y a pas d'autre source de divertissement dans le campement.

Pour les enfants d'*El Molino*, l'espace public est l'espace de rencontre avec les voisins et les camarades d'école. Les enfants se retrouvent et se confrontent à la liberté véhiculée et encouragée par le jeu dans les espaces publics ouverts. L'imagination du jeu modifie la fonction des lieux et des objets, et les espaces publics se convertissent en espaces ludiques. La terre et les pierres qui, pour les adultes, sont à l'origine de problèmes, deviennent, pour les enfants, des ressources pour jouer. La quasi-absence de voitures au sein du campement autorise les enfants à s'approprier de grands espaces, partout dans l'enceinte du campement, sans risque d'accident. La solidarité entre voisins permet à plusieurs enfants de jouer ensemble devant les maisons ou dans les aires de jeux sous le regard d'un seul adulte. Les *sedes* sont aussi des lieux privilégiés pour les enfants qui sont

surveillés par des adultes, qu'il s'agisse de leur mère ou de voisines de leur mère. Ils sont les usagers les plus actifs des *sedes*, où ils viennent s'amuser avec les jouets communautaires, emprunter des livres, utiliser l'ordinateur et obtenir du soutien pour leurs devoirs d'école.

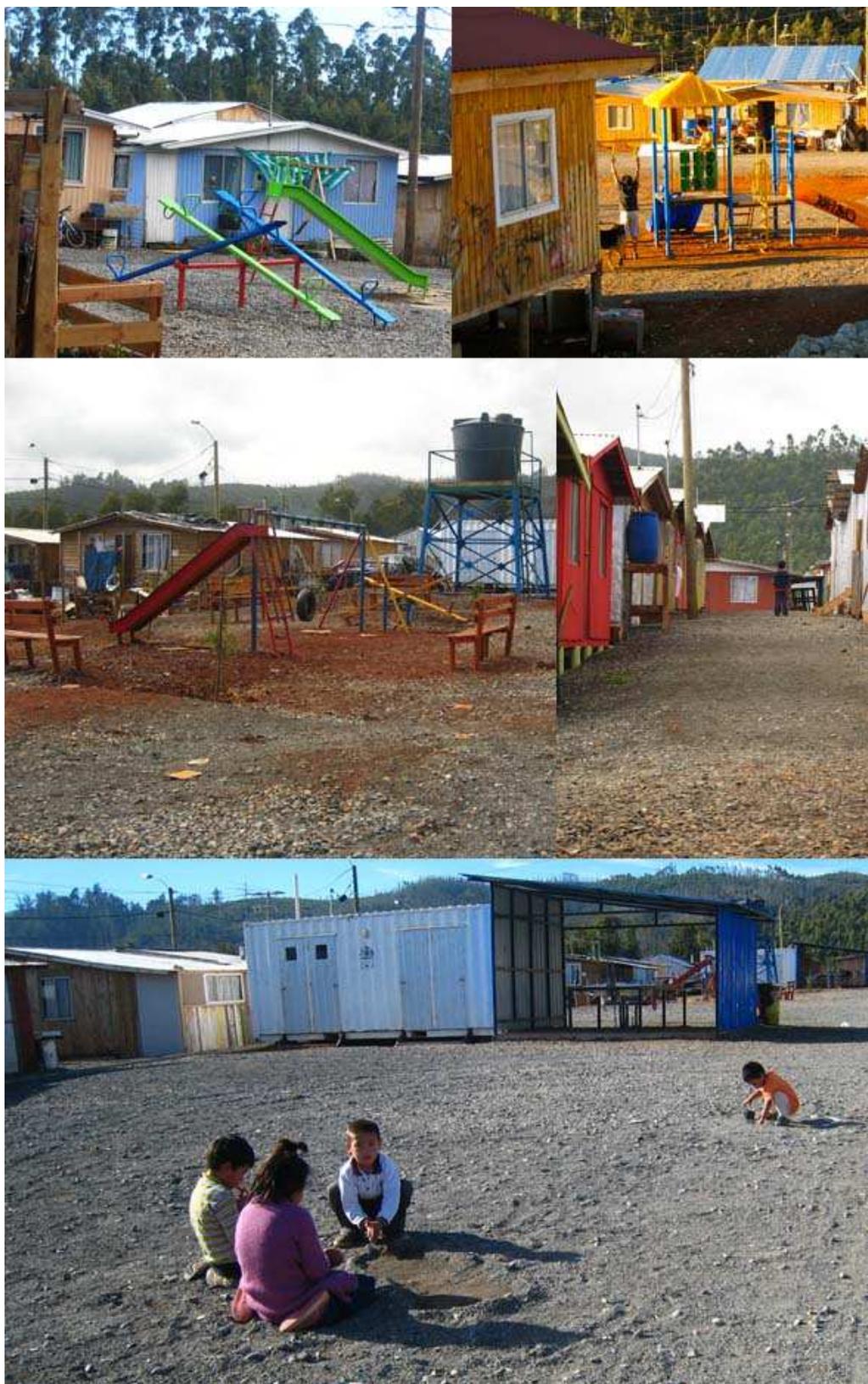


Image 15- L'espace central et les jeux des enfants. Source photos: Karen Andersen, 2011

(4) Les appropriations ponctuelles

Après un an au sein du campement d'urgence, les habitants ont commencé à s'organiser pour améliorer leurs conditions de vie. Même si les autorités ont rénové les espaces publics avec une couche de gravier et la mise en œuvre de fossés d'irrigation, ces derniers ont été construits en bordure de la route et sur toute sa longueur. Les habitants ont dû aménager eux-mêmes des passages, plus ou moins improvisés, pour éviter des accidents aux entrées charretières de certains logements. De même, après un an sans arrivée d'eau dans les logements, les habitants ont commencé à se connecter sans autorisation au réseau d'adduction d'eau.

À l'intérieur du campement, l'appropriation des espaces publics sans autorisation est une pratique commune, comme nous l'avons déjà vu. Mais cette pratique va plus loin. Ainsi, la petite taille des logements d'urgence amène leurs occupants à vouloir les agrandir. Comme les cours adjacentes aux maisons, conçues à des fins d'agrandissement, sont assez restreintes, quelques habitants ont décidé de fermer des passages ou des ruelles pour augmenter la surface de leurs maisons. La fermeture de ces voies obéit aussi au besoin d'indépendance du reste du campement. Cette pratique n'est pas autorisée et elle est loin d'être habituelle et répandue, car en général les habitants interviewés comprennent et expliquent les raisons de cette interdiction, principalement relatives à la sécurité, puisque, en cas de besoin, il faut avoir libre accès à tous les logements. Le besoin et le réflexe naturels des habitants à rechercher l'optimisation de leur nouveau « quartier » et de leur qualité de vie, amènent à l'implantation de petits aménagements vers l'espace public. Ainsi, nous observons de petites appropriations des espaces frontaux aux maisons, par l'installation de bancs, de chaises, de jardins, de terrasses... parmi d'autres, de caractéristiques et de qualité variées. Par contre, les appropriations par l'intermédiaire de cordes à linge ou le dépôt de décombres, sont considérées par les habitants comme des éléments de détérioration de l'image des espaces publics.



Image 16- Constructions et aménagements réalisés par les habitants. Source photos : Karen Andersen, 2011.

L'espace public est parfois animé par des événements ponctuels. Durant les jours de festivités, le comité des habitants de chaque secteur organise des activités. Parfois, l'organisation de ces événements implique la collecte de « fonds », qui visent à réunir des éléments et des ressources divers (objets, denrées...) nécessaires à la tenue des fêtes. Des festivités célébrées d'habitude en privé se sont ainsi tenues en communauté, au cœur des espaces publics, telles que la fête de Noël, la fête des mères, la fête des enfants, entre autres. De la même manière, des réunions informatives concernant la reconstruction, destinées à réunir les doléances des habitants du campement, sont organisées par les dirigeants de chaque secteur soit dans le centre communautaire du secteur, soit dans l'espace public. Les

manifestations organisées par les habitants afin de faire valoir leurs requêtes au Gouvernement du Chili, ont également occupé les espaces publics physiques, en particulier la route d'accès à Dichato. Pendant les manifestations et les protestations publiques suite aux retards des travaux de reconstruction à Dichato, et à cause des mauvaises conditions dans le campement, les habitants ont barré plusieurs fois la route et l'entrée au campement²⁸³.

L'église évangélique et l'église catholique sont les seules à célébrer des cérémonies dans le campement. Cependant, l'église évangélique est la plus présente, et sa communauté planifie des activités tous les week-ends. Les cérémonies évangéliques sont particulièrement longues, elles durent parfois toute la journée du samedi et du dimanche. Le plus souvent, ces cérémonies religieuses ont lieu dans l'espace public, et investissent même les espaces privés par l'intermédiaire des chants et des sermons transmis par des haut-parleurs. Cet usage, n'incluant qu'une part restreinte de la population et en excluant de fait l'autre part, est considéré comme une activité invasive par certains habitants.

6.3. Les espaces publics de Talca

Concernant Talca, nous allons analyser le rôle joué par les espaces publics physiques dans le processus d'union entre habitants, ainsi que dans le cadre des exigences et des requêtes en termes de qualité de vie urbaine. La ville de Talca est un cas intéressant de lutte citoyenne pour un libre et universel accès à l'espace public urbain. Les habitants de la ville historique, qui réunit le centre-ville et les quartiers historiques se caractérisent par l'expérience urbaine d'une qualité de vie publique socialement hétérogène, avec un accès garanti à moult services, commerces et espaces publics. Une fois survenu le tremblement de terre, ces secteurs traditionnels deviennent une opportunité spéculative majeure pour le marché immobilier, qui entame de déplacer les populations pauvres pour augmenter la valeur foncière des zones à reconstruire. Sous cet angle, le problème devient un enjeu du maintien des populations originelles par la politique de reconstruction, afin d'éviter que l'opportunité d'amélioration des villes par la reconstruction ne soit récupérée pour satisfaire les seuls intérêts du secteur du bâtiment. En autorisant une nouvelle répartition des populations, une partie de l'histoire et de l'identité de Talca risquerait de se perdre. Quand les citoyens prennent conscience des effets possiblement pervers du plan de reconstruction présenté par le Gouvernement, des associations entre les quartiers, ainsi qu'entre

²⁸³ Titre du journal local *Diario El Sur*, 4 avril 2010, « Des habitants de Dichato ont barré la route pour réclamer des solutions de logement ».

professionnels et habitants, se créent pour faire entendre leur voix. Ces mouvements de résistance trouvent dans les espaces publics physiques un mode de diffusion efficace de leurs griefs.

6.3.1. Les dimensions esthétiques et sensibles des espaces publics de Talca

Les dommages qu'ont subis les espaces publics urbains talquins ont affecté la sécurité, l'hygiène, l'accessibilité, les usages et l'image de la ville. Les encombrements causés par la destruction des bâtiments et l'irrégularité des revêtements de sols, notamment les pavements, ont largement perturbé les déplacements dans l'espace public. Cette situation est d'autant plus problématique pour les personnes âgées vivant en centre-ville, ou des personnes à mobilité réduite. Lorsque nous avons mené notre enquête dans la ville de Talca, un an après le tremblement de terre, nous avons repéré une vaste détérioration des espaces publics. Cette détérioration n'est pas seulement due à leur destruction matérielle, mais elle est surtout liée aux dégâts du contexte bâti et à la substitution des usages originels. Le patrimoine architectural de la ville a également subi de graves dommages ; c'est le cas de l'édifice de l'Intendance, de la Maison de l'Indépendance (Musée O'Higiniano), de la Gare ferroviaire, du Marché Central, de la maison patronale de la *Villa Cultural Huilquilemu*, de la voie ferrée reliant Talca à Constitución, et d'un grand nombre d'églises²⁸⁴, comme les tours des églises *Santuario de María Auxiliadora* et *Corazón de María*, et de l'église *San Agustín de Talca*, finalement démolie en juillet 2010²⁸⁵. Le patrimoine culturel et artistique, notamment les sculptures, de la *Plaza de Armas* et de la *Plaza de la Victoria*, ainsi que du monument du Bataillon de Talca, accusent de sévères dommages²⁸⁶. Des témoignages des coutumes et des traditions de Talca ont disparu avec la destruction du Marché Central de Talca, un espace consacré depuis plusieurs décennies qui favorisait les rencontres citoyennes, mais aussi suite à l'effondrement de l'École Supérieure Carlos Salinas Lagos (ex-Écoles *Concentradas*) et des maisons en terre des quartiers historiques de la ville²⁸⁷. La proportion des dommages relevés dans chaque quartier historique s'échelonne entre 41% et 90%²⁸⁸. Un an après la catastrophe subsistaient encore de nombreux risques d'effondrement partout en ville, sur des structures d'immeubles ébréchées par le tremblement de terre. Ces constructions

²⁸⁴ Journal *El Centro*, 10 décembre 2010. [En ligne], diarioelcentro.blogspot.com/2010_12_10_archive.html. Consulté le 11 décembre 2010.

²⁸⁵ Journal *El Centro*, 27 juillet 2010, [En ligne], http://diarioelcentro.blogspot.com/2010_07_27_archive.html. Consulté le 27 juillet 2010.

²⁸⁶ Journal *El Centro*, 10 décembre 2010. *Op.cit.*

²⁸⁷ Villa la Paz, Astaburuaga, Chorrillos, Santa Ana, Las Heras, San Agustín, Seminario, Edén, El Prado, Abate Molina, Centro Sur, Paso Moya y Oriente.

²⁸⁸ D'après le cadastre de dommages réalisé par la Mairie de Talca.

dégradées constituent un problème pour la mobilité quotidienne, car elles représentent un péril pour ceux qui transitent dans les espaces publics adjacents. Pour assurer la protection des piétons, des sections de trottoirs ont été barrées. Par ailleurs, dans certains quartiers, il subsiste des zones de décombres qui sont devenues de véritables décharges insalubres. Pour différentes raisons, les démolitions entreprises sur les bâtiments présentant un risque d'effondrement additionnées aux destructions causées par le tremblement de terre, ont drastiquement modifié le paysage et l'esthétique des espaces publics à divers niveaux : on observe une discontinuité de l'harmonie des façades, une ambiance délabrée et insalubre, des terrains provisoirement barrées, des terrains convertis en aires de stationnement. Les terrains, aujourd'hui en friches, accueillent des tentes et des logements d'urgence. Toutes ces situations détériorent la qualité esthétique et la sécurité des espaces publics de Talca. Le manque de sûreté dans les rues est également dénoncé par des associations de femmes de la région, qui associent la détérioration et l'abandon des espaces publics avec l'essor d'une vulnérabilité de leur droit à circuler seules en toute sécurité dans les rues de leur ville²⁸⁹.

Concernant l'installation des logements d'urgence dans la ville de Talca, les solutions ont été plus hétérogènes et dispersées spatialement, contrairement aux villes touchées par le tsunami où plusieurs familles ont dû quitter leur propriété exposée à un risque répété pour rejoindre des campements installés à l'écart de ce risque. À Talca, beaucoup d'habitants ont pu demeurer sur leurs terres, d'autres ont pu installer leur *mediagua* sur les parcelles de leurs proches. En cas de logements gravement détériorés, les parcelles ont été libérées pour permettre l'installation des nouveaux logements temporaux. Si une maison présentait des dégradations réparables, les habitants avaient la possibilité d'établir leur *mediagua* dans la cour ou le jardin de leur maison. Parmi les 6.803 logements endommagés, 3.333 ont été décrétés irréparables et les autorités en ont ordonné la démolition²⁹⁰. Selon la liste des campements d'urgence publiée par le Gouvernement du Chili en novembre 2010, Talca abritait seulement trois campements, accueillant 30 familles²⁹¹. L'installation des logements d'urgence dans des sites préservés par la catastrophe garantit le maintien du lien quotidien des réfugiés avec les espaces publics de la ville et leur qualité de vie publique. Cependant, la mauvaise qualité de ces logements et

²⁸⁹ Association des femmes du Maule, « La catastrophe du 27F vue par les femmes, la reconstruction inexistante et la vulnérabilité des femmes qui résistent », 17 février 2012, [En ligne], <http://mujeresdelmaule.blogspot.com/2012/02/la-catastrofe-del-27-f-desde-la-mirada.html>, le 12 mars 2012.

²⁹⁰ Francisco Letelier (coord.), *Informe : Talca pos-terremoto el centro histórico en disputa Modelo de Reconstrucción, Mercado Inmobiliario y Actoría ciudadana*, Talca, Escuela de Líderes de Ciudad – ELCI, ONG Surmaule, Mai 2011, [En ligne], <http://elci2011.sitiosur.cl/>, p. 63.

²⁹¹ Consulté sur aldeas.minvu.cl/reportes, novembre 2010.

L'insuffisance des espaces qui tendent à s'établir comme demeures définitives génèrent progressivement des difficultés alors que les solutions de la reconstruction n'arrivent toujours pas.



Image 17- Maisons en terre après le tremblement de terre. Source photos: *Polis / DUPLA*



Image 18- Trottoirs barrés, Centre-ville de Talca. Source photos : Karen Andersen, mars, 2011



Image 19- Divers états des terrains vagues dans Talca (avec des *mediaguas* barrés, ouverts et utilisés comme stationnement de voitures.) Source photos: Karen Andersen. Mars, 2011.

En conclusion, le retard de mise en œuvre de solutions de logement induit une dégradation de la qualité de vie et de la qualité sensible des espaces urbains, du fait du manque de services et d'infrastructures basiques, de la mauvaise qualité des constructions, des fermetures et des barrages précaires qui deviennent les nouvelles façades des rues, ou encore des changements d'affectations et d'usages des espaces, lorsque les zones résidentielles se transforment en friches ou en aires de stationnement. Le nombre des petits commerces de quartier a également diminué. Les mauvaises conditions de vie à l'intérieur des logements précaires ont des conséquences sociales et familiales notables. Ainsi, les groupements d'habitants luttent prioritairement pour obtenir des solutions de logement appropriées pour les familles victimes qui attendent encore un toit. Ces mouvements vont même plus loin en réclamant des dispositions à triple objectif, c'est-à-dire qui visent à la

fois à récupérer la qualité de vie originelle de ces familles, leurs liens antérieurs avec leurs quartiers, ainsi qu'une meilleure qualité des services et des espaces publics.

-T2-

En février 2013, dans le centre-ville de Talca il y avait encore 60 propriétés avec un ordre de démolition. Elles n'ont pas été démolies par manque de ressources municipales²⁹².

6.3.2. La reconstruction et le changement des espaces publics

Les transformations subies par les espaces publics, suite à l'application des mesures du plan de reconstruction du Gouvernement, sont en grande partie issues des préoccupations et des revendications portées par les groupements d'habitants. Comme nous l'avons mentionné précédemment, le plan de reconstruction national agit à deux échelles, celle du logement et celle de la ville. L'échelle du quartier est considérée dans le plan de reconstruction uniquement du point de vue de l'aménagement des campements d'urgence (*Aldeas*) et de la reconstruction des grands ensembles de logements sociaux du SERVIU, détruits ou endommagés par le séisme. À Talca, on dénombre deux grands ensembles de la sorte, la *Población Astaburnaga* avec 60 appartements et la *Población Manuel Montt* avec 160 appartements détruits.

Mais les expériences vécues et perçues des espaces publics à l'échelle du quartier sont, on l'a vu, tellement prioritaires dans la vie des habitants, qu'il est nécessaire de ne pas omettre cette dimension afin de réhabiliter une certaine qualité de vie, notamment dans les quartiers centraux de la ville. Seuls deux types d'actions du Plan National de Reconstruction et du Plan Directeur ou Plan de Reconstruction Stratégique pour la ville de Talca (PRE Talca) concernent les espaces publics : l'effet des allocations de logement sur l'espace public et la conception de projets d'espaces publics. À l'échelle de la ville, le PRE Talca a été financé par le groupe immobilier *Hurtado Vicuña*, et le consultant en urbanisme *Polis* a été en charge de la conception urbaine du plan à l'invitation du groupe immobilier. Le consultant en urbanisme *Polis* a dirigé ces interventions dans les 315 rues du centre-ville.

L'allocation FSV pour la « construction en site résident » (FSV + CSR), instaurée par le Plan de Reconstruction National, cherchait à maintenir les habitants dans leur quartier d'origine, afin de préserver le capital social des quartiers et des espaces publics.

²⁹² <http://www.biobiochile.cl/2013/02/25/continuan-criticas-al-proceso-de-reconstruccion-en-el-maule-tras-terremoto-y-maremoto-de-2010.shtml>

Cette allocation est offerte aux familles qui ont la possibilité de choisir entre différentes solutions de logement. Selon le Plan National, « l'implantation d'un panel de solutions oblige les offrants à établir un éventail d'options et de critères, comme, par exemple, plus de surfaces, de meilleures finitions, davantage de pièces ou d'équipements. La possibilité effective donnée aux familles de « choisir » leur logement les place dans une position de propriétaires acteurs du processus de reconstruction »²⁹³. Cependant, les solutions « types » proposées aux habitants n'intègrent pas les caractéristiques de la typologie urbaine du centre-ville de Talca. De plus, beaucoup de ces maisons ont été bâties de manière non-conforme aux règles de planification urbaines locales, notamment vis-à-vis des distances entre les constructions ou des densités d'occupation des terrains. À partir de ce constat le consultant *Polis* propose un logement type avec continuité de façade. Le consultant *Polis* va développer quelques recommandations visuelles et esthétiques à l'échelle du quartier, comme la rénovation et la sauvegarde de l'harmonie des façades urbaines de la région du Maule, à travers un plan-guide de préconisations architecturales pour la continuité des façades des futurs logements. Ce plan-guide est l'un des projets phares du plan directeur, et il s'appuie sur le système d'allocations du Ministère du Logement et de l'Urbanisme. Les habitants pourront donc opter pour cette modalité de construction intégrant la continuité des façades, et ainsi bénéficier d'une meilleure allocation au logement, en ajoutant un financement supplémentaire à l'allocation type du Fond Solidaire de Logement (FSV + UF100)²⁹⁴.



Image 20. Photos et façade du projet de logements avec façade continue. Source: *Polis* / DUPLA.

²⁹³ MINVU *Op. cit.*, p. 23. Traduction personnelle.

²⁹⁴ MINVU (Ministère du Logement et de l'Urbanisme), Gouvernement du Chili, *Plan de Reconstrucción MINVU. Chile Unido Reconstruye Mejor*. Août 2010 - première édition ; Janvier 2011 - quatrième édition. Traduction personnelle, p.25.



Image 21 - Une des maisons type construite. Allocation construction en site propre. Source photo: *Polis / DUPLA*.

Le Plan Directeur de Reconstruction Stratégique (PRE) de Talca indique seulement son intention de concevoir des espaces publics phares en définissant brièvement leurs objectifs généraux. La concrétisation de ces projets dépend de la volonté politique et du budget disponible, cette planification de la reconstruction urbaine n'étant pas un instrument de programmation mais seulement un exercice non contraignant. En parallèle, la municipalité de Talca a engagé une démarche de modification du Plan Régulateur Communal PRC de Talca afin de mener à bien les intentions du plan directeur élaboré. La continuité de ces projets sera sous la responsabilité de la mairie de Talca.

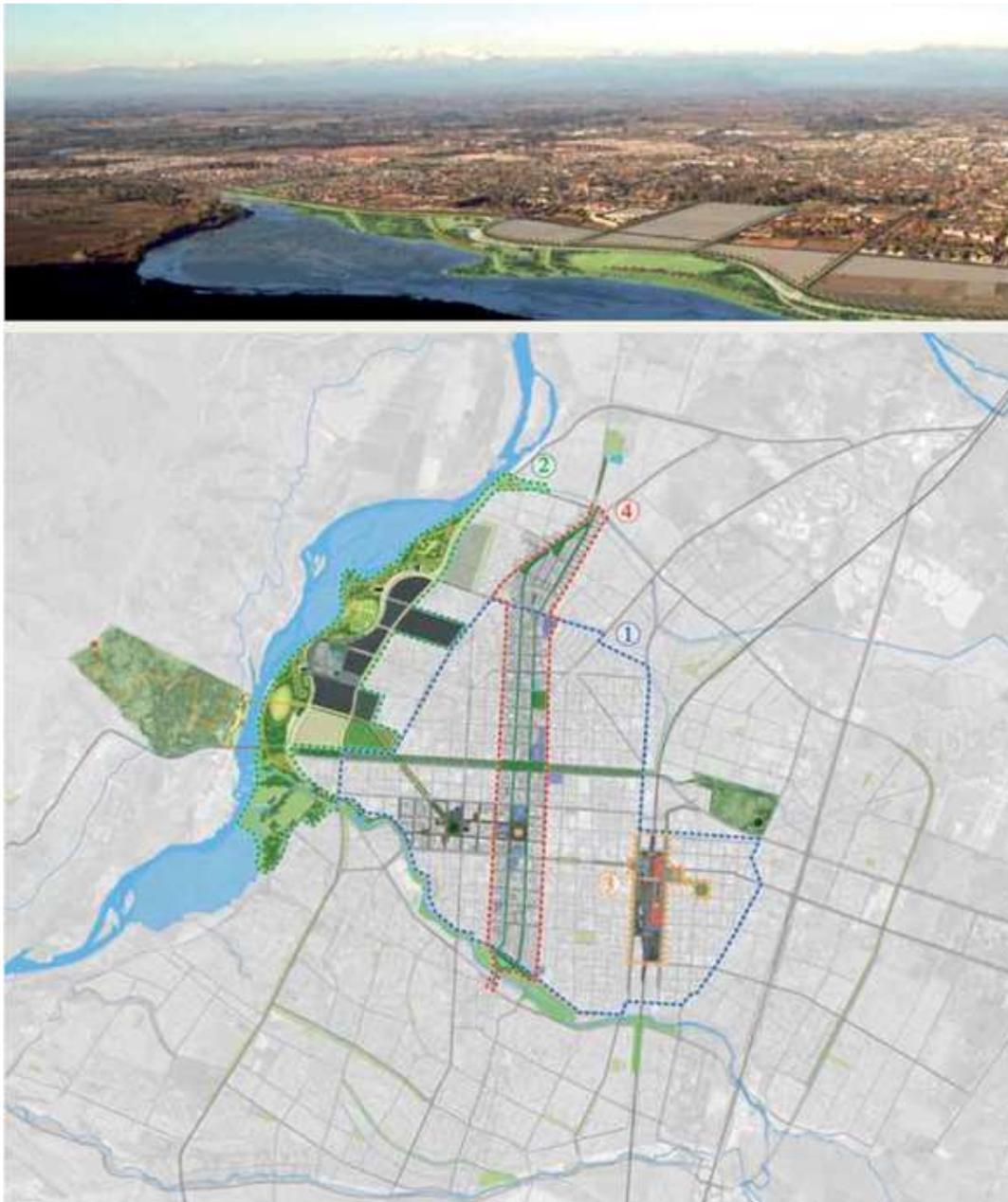


Image 22- Plan Master Urbain. Système d'Espace Publics et « areas verts » / 4 Projets détonants :

1. Logement/ Modèle de reconstruction en site propre
2. Parc *Río Claro*
3. Station et terminal intermodal de transport.
4. Rues vertes avec des passages piétons. 4 *Oriente y 5 Oriente*

Source : *Polis / El Bosque S.A.*

Le PRE Talca élabore également des projets d'amélioration de la mobilité et de la qualité des espaces paysagers en ville. Le plan s'intéresse seulement au centre-ville, secteur le plus endommagé de la ville, et à la dotation des projets ponctuels du centre-ville, délaissant complètement les espaces publics des quartiers historiques qui, comme nous

l'avons mentionné, sont aussi les zones les plus impactées par la catastrophe. En termes de mobilité, le plan de reconstruction introduit un Terminal Intermodal de Transport et le lancement d'un Plan de Transport Public pour Talca. Pour pallier le manque d'espaces verts, le plan comporte la récupération des quais du *Río Claro* pour composer un parc urbain.

Nous citons Constanza Sateler de *Polis*²⁹⁵ : « Talca est aujourd'hui une ville qui attire des professionnels, des jeunes, mais il arrive que ces personnes ne parviennent pas à recréer une offre touristique suffisante, ni une gamme de loisirs publics très diversifiée. Ainsi, nous proposons d'aménager des terrains vacants entre la rivière et la nouvelle route. Ce projet augmenterait considérablement la valeur foncière de cette zone »²⁹⁶.

Pour renforcer l'accessibilité et la mise en réseau des espaces publics, le plan propose également l'aménagement des rues en vue d'une partition intermodale, notamment avec la mise en œuvre de pistes cyclables. Il inclut aussi des objectifs de redynamisation commerciale de la ville à travers la rénovation du Marché Central, de la *Plaza de Armas* et de la principale rue du centre-ville, la rue *1 Sur*. Ces projets souhaitent satisfaire les intentions énoncées par le plan pour le centre-ville : « Un centre réinvesti et marqué par l'histoire talquine offre l'occasion de donner une identité plus franche à la ville. En d'autres termes, une empreinte urbaine, qui se traduit par des activités nouvelles et inédites afin d'associer la reconstruction et un développement urbain ancré dans le tourisme, la gastronomie et la culture »²⁹⁷.



Image 23 - Rues “corredores” 4 Oriente et 5 Oriente. Source: *Polis*/ DUPLA.

²⁹⁵ Les architectes Julio Poblete (partenaire), Constance Sateler, Valeria Flores et Ignacio Oyanedel faisaient partie du bureau d'études POLIS en 2010.

²⁹⁶ Entretien avec Constanza Sateler, réalisé par Jaime Pujol et Ana Rojas, « Proyecto piloto de viviendas. Plan de Reconstrucción Estratégico de Talca », *Revue PLANEÓ, Planeo hoy*, [En ligne] <http://revistaplano.uc.cl/plano-hoy/buenas-practicas/plan-de-reconstruccion-estrategico-de-talca/> Consulté sur, le 7 avril 2014. Traduction personnelle.

²⁹⁷ Jaime Pujol et Ana Rojas, *Op. Cit.*, p. 93. Traduction personnelle.



Image 24 -Parc Río Claro. Source: Polis / DUPLA.

Les attributs des espaces publics les plus chers aux citoyens, et qu'ils craignent de perdre, sont surtout ceux qui constituent et influent sur la qualité de vie des habitants, notamment ceux des quartiers historiques de Talca. Le déplacement des habitants pauvres ancrés dans cette zone centrale s'ajoute à la crainte d'une modification des espaces publics. En effet, ces déplacements modifient inévitablement le caractère des espaces publics et transforment le patrimoine et le capital sociaux des quartiers concernés. Même si les propriétaires sont autorisés à rester sur leur propriété, donc dans leur quartier d'origine, le recensement de population de l'année 2002 montre que ces quartiers abritaient 38.078 personnes, parmi lesquels 13.327 locataires²⁹⁸. Les solutions de la reconstruction sont loin d'être adaptées à la réalité de ces familles locataires. Par ailleurs, la catastrophe a mis en lumière la forte proportion de personnes hébergées, par leur famille ou leurs amis, dans des logements plus ou moins grands ; sans aucun justificatif de résidence leur permettant d'attester de leur présence et de plaider pour leur maintien, celles-ci seront contraintes de quitter leur quartier. Elles n'ont pas d'autres options que de partir habiter en périphérie de Talca. D'autre part, certains propriétaires victimes de la catastrophe n'ont pas pu bénéficier d'une allocation du Gouvernement, dû au fait qu'ils ne réunissent pas les conditions requises²⁹⁹ ; ils ont donc dû vendre leur terrain. D'autres propriétaires ont été contraints de vendre, car ils n'avaient pas la capacité, physique ou financière, de réparer leur logement du

²⁹⁸ Jaime Pujol et Ana Rojas, *Op. Cit.*, p. 33. Traduction personnelle.

²⁹⁹ Pour pouvoir avoir une allocation en étant propriétaire d'un logement détruit, le candidat doit réunir les conditions suivantes: être inscrit dans le Registre de Victimes du MINVU ; avoir un certificat d'inhabitabilité de la Direction d'œuvres de la municipalité ; le candidat ou son conjoint ne peuvent pas être propriétaires d'un autre logement.

fait d'une allocation insuffisante³⁰⁰, ou parce que les solutions de logement existantes pour reconstruire avec l'octroi de l'allocation pour une « construction en site résident » n'étaient pas appropriées ou ont trop tardé. D'autres habitants, plus patients, attendent toujours de pouvoir reconstruire leur logement, et rester dans leur quartier. Or, la reconstruction en « site résident » concerne la construction sur des sites particuliers dispersés dans le territoire. La construction en sites dispersés transforme la construction pour ces allocations en peu attractive économiquement pour le secteur du bâtiment social en charge de la reconstruction. Le secteur du bâtiment va préférer la construction collective de logements sur de grands terrains moins chers.

Les non propriétaires qui ont choisi l'allocation leur offrant des facilités pour l'acquisition d'un logement construit, n'ont globalement pas réussi à concrétiser cet achat dans le quartier où ils vivaient ; ces habitants qui n'ont pas pu tirer parti de leur allocation préfèrent la perdre que de partir vivre en périphérie. Ainsi, en février 2011, sur les 876 allocations attribuées pour l'« Acquisition d'un logement construit » (AVC), seulement 3 ont abouti³⁰¹.

L'instauration d'un système d'allocations de logements et de la planification des villes n'intégrant pas les particularités locales a provoqué de nouvelles difficultés. Ces difficultés avaient été déjà détectées par des chercheurs et par les mouvements de citoyens antérieurement aux évènements.

³⁰⁰ Cette allocation PPPF avait été créée initialement pour financer l'amélioration de logements anciens en bon état. Elle était donc insuffisante pour réparer certaines maisons très endommagées par le tremblement de terre.

³⁰¹ Francisco Letelier et Patricia Boyco, 2011, *Op.cit.*, p. 49.

Un des derniers rapports de l'ONG Surmaule relatant la situation liée à l'octroi des allocations, souligne que, par rapport à la localisation géographique : « la plupart des allocations de construction concernent de nouveaux terrains, ce qui implique la relocalisation des habitants. Un nombre important des allocations d'acquisition de logements impliquent elles aussi la relocalisation »³⁰². En effet, les logements susceptibles d'être achetés par les victimes ne sont pas ceux du centre-ville, mais ceux des quartiers périphériques. Dans la ville de Talca, on dénombre seulement 587 allocations de construction en site résident (CSR), contre 3.693 allocations d'acquisition et 650 allocations de construction sur de nouveaux terrains (CNT). Ces 4.343 allocations sont quasi exclusivement destinées à la construction de nouveaux ensembles de logements, dans des zones où le foncier est moins coûteux. Le rapport montre aussi une évidente émigration de la population résidente du centre-ville, à partir du constat d'une diminution des parcelles à vocation résidentielle et d'une augmentation des terrains vagues³⁰³.

La migration résidentielle forcée des victimes du polygone endommagé vers la périphérie, produit par le plan de reconstruction, se lit sur la carte 07. Selon la carte réalisée en 2013 par l'École *Líderes de Ciudad* (ELCI) de SUR et Surmaule, entre mars 2010 et juillet 2013, sept projets de logements collectifs pour un total de 4.215 logements, ont été approuvés par l'Évaluation d'Impact Environnemental³⁰⁴, dont six parmi eux approuvés immédiatement après le tremblement de terre. Cette carte exclut les projets de moins de 160 logements en zones urbaines et de moins de 80 logements en zones rurales, ainsi que ceux dont l'exécution ne requiert pas une Déclaration d'Impact Environnemental³⁰⁵. En parallèle, certains projets ont été développés et bâtis partiellement dans l'espace et dans le temps, afin d'éviter d'établir une Évaluation d'Impact Environnemental. Cette observation

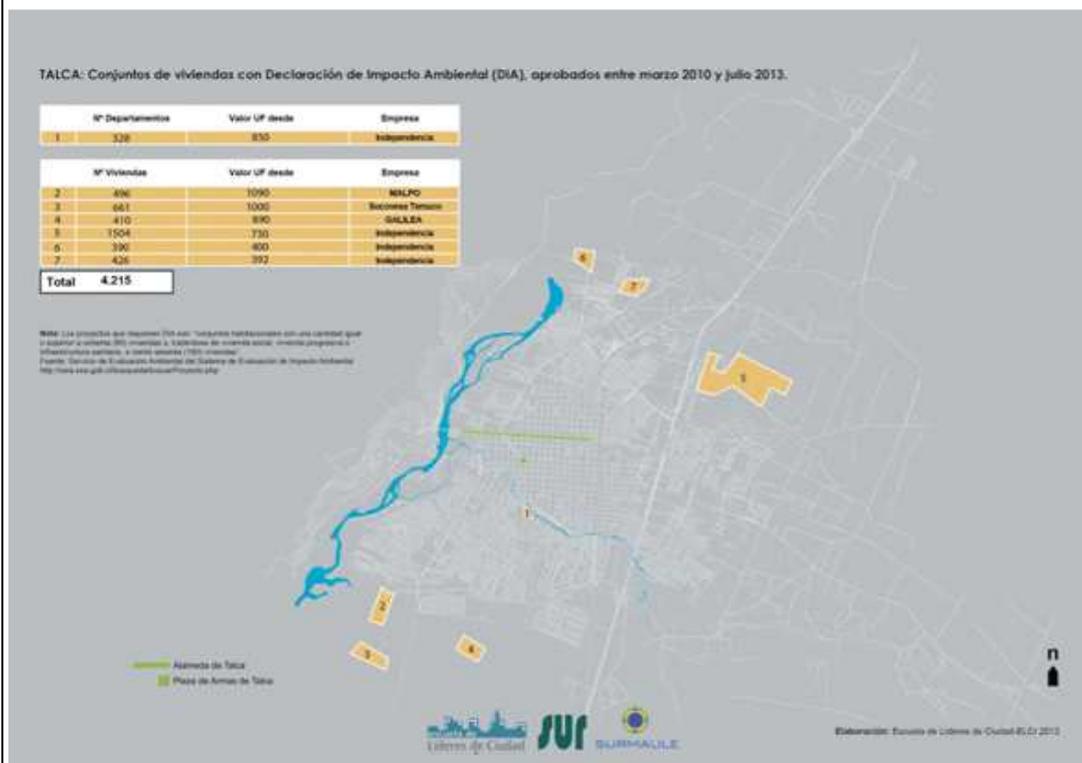
³⁰² Analyse basée sur des données du MINVU, 2012 dans Javiera Gómez, Stefano Micheletti, Francisco Letelier, *Informe ciudadanía y territorio: Informe Pos terremoto Tipología Urbana. El Modelo de Reconstrucción en Asentamientos Urbanos de Cuatro Regiones de Chile: Políticas Públicas, Instrumentos, Actores, Tensiones y Efectos*, Surmaule, 11 décembre 2013, [En ligne], <http://www.surmaule.cl/category/biblioteca/> p. 48.

³⁰³ Javiera Gómez, Stefano Micheletti, Francisco Letelier,, *Op. Cit.*, p. 54.

³⁰⁴ L'Évaluation d'Impact Environnemental est un outil pour évaluer et certifier l'impact environnemental des activités et projets tant publics que privés. Il est fait par le Service d'Evaluation Environnemental qui est un organisme public mais décentralisé.

³⁰⁵ Service d'Impact Environnemental, Gouvernement de Chili, www.sea.gob.cl/ contenido/preguntas-frecuentes-seia, consulté le 07 avril 2014.

concerne 400 logements sociaux appartenant aux ensembles *Villas El Parque* II, III et IV, situés dans le secteur nord-ouest de Talca³⁰⁶.



Carte 08. Talca: Ensembles avec Déclaration d'Impact Environnemental (DIA), approuvés entre mars 2010 et juillet 2013. Source : ELCI, août 2013

Les mouvements de citoyens voient dans la construction de ces ensembles de logement une multiplication des espaces publics périphériques de mauvaise qualité, sans âme et sans concertation, conçus autour d'ensembles de logements destinés aux ménages à faibles revenus. De surcroît, ces projets appauvrissent les habitants pour plusieurs raisons : ils n'intègrent aucun équipement public de service ni de loisirs ; les familles se retrouvent loin des écoles et des bassins d'emploi, localisés en centre-ville ; ils induisent des ruptures des réseaux sociaux, de solidarité et de voisinage cultivés par plusieurs générations d'habitants ; enfin, ils ont une nette tendance à se transformer en ghettos paupérisés.

La zone la plus endommagée par la catastrophe correspond exactement au périmètre défini par l'ONG Surmaule comme étant le support de la « ville démocratique » : « ses atouts sont la conjugaison d'une hétérogénéité socio-économique avec une nette

³⁰⁶ ELCI, *Conjuntos de viviendas con declaración de impacto ambiental al día aprobados entre marzo 2010 y julio 2013*, 8 août 2013, elci.sitiosur.cl/talca-conjuntos-de-viviendas-con-declaracion-de-impacto-ambiental-dia-aprobados-entre-marzo-2010-y-julio-2013, consulté le 7 mars 2014.

diversité fonctionnelle, une remarquable qualité urbaine et un coût élevé du foncier »³⁰⁷.

-T2-

Selon Letelier et Rasse, « il y a deux scénarii pour le cas de Talca : (i) une accélération du processus de *gentrification*, avec une expulsion subséquente des résidents à faibles revenus, et donc la perte de l'hétérogénéité et de la mixité sociale traditionnelles du quartier central, ou (ii) la détérioration progressive de la zone (totale ou partielle) causée par l'absence d'investissements dans le centre. Ce dernier scénario semble plus probable, compte tenu de la faible proportion de vente de biens mis en évidence par notre échantillon. Cependant, les phénomènes propres à chaque quartier dépendent de conditions spécifiques. Ainsi, certains quartiers seront plus exposés à la *gentrification* tandis que d'autres auront tendance à se détériorer »³⁰⁸.

En février 2013, on décompte dans le centre historique de la ville de Talca la construction de 9 bâtiments pour un total de 916 logements. L'acquisition d'un de ces logements s'élève à 2.000 UF ³⁰⁹ (96.537 \$US à février 2013) environ, les allocations variant entre 300 et 500 UF (entre 14.480 \$US et \$US 24.134 \$US à février 2013)³¹⁰. Cependant, ces logements ne sont pas uniquement réservés aux victimes du tremblement de terre. Ainsi a été inaugurée, en mars 2013, la résidence « *Plaza Las Heras* » et ses 80 logements, dont seulement 21 ont été attribués aux victimes du tremblement de terre³¹¹.

Plusieurs organismes partagent l'opinion selon laquelle le Plan de Reconstruction manque d'un regard global et cohérent sur la ville et ses quartiers. Les conséquences de la catastrophe ont été quantifiées, mais le bilan social, sociétal et psychologique associé aux pertes matérielles et humaines n'a pas été établi. Ainsi, comme les cartes de dommages

³⁰⁷ Francisco Letelier et Patricia Boyco, *Talca posterremoto : una ciudad en disputa. Modelo de reconstrucción, mercado inmobiliario y ciudadanía*, Santiago, Éditions SUR, 2011, p.33.

³⁰⁸ Francisco Letelier et Alejandra Rasse, « El proceso de reconstrucción de viviendas en el centro de Talca: Fotografía a dos años de la catástrofe », *Revue INVI n°77*, Vol. 28: 139-164, mai 2013, p. 161-162.

³⁰⁹ *Unidad de Fomento* (UF) est une unité monétaire utilisée au Chili dont la valeur augmente en fonction de l'indice de variation de prix. En février 2013, cette unité valait environ 22.820 pesos chiliens, soit 48 \$US.

³¹⁰ Journal *La Prensa*, « Densificación urbana : Reconstruyendo los cascos históricos de las ciudades maulinas », 27 février 2013, <http://www.diariolaprensa.cl/region/densificacion-urbana-reconstruyendo-los-cascos-historicos-de-las-ciudades-maulinas/>, Consulté le 27 février 2013.

³¹¹ MINVU, « Ministro Pérez entrega el primer edificio de densificación urbana en Talca », 15 mars 2013, http://www.minvu.cl/opensite_det_20130315155222.aspx, Consulté le 25 mars 2013.

établies par le Gouvernement pointent principalement les aspects matériels de la ville, comme le logement et l'infrastructure, le plan de reconstruction vise à fournir des projets seulement pour ces dommages matériels, en oubliant la complexité des problèmes. Les aspects sociaux traités dans le plan sont seulement ceux portés par les programmes de soutien technique et financier, un programme d'appui psychosocial dans les campements ou bien par l'intermédiaire des intentions de participation aux projets de reconstruction planifiés. Cependant, il n'y a pas un regard de la planification tendant à encourager la redynamisation, la réactivation économique des quartiers ou la reconstruction du capital social et identitaire des habitants de la ville.

La mise en œuvre d'une allocation de logement encourageant la continuité des façades, destinée à sauvegarder les témoignages de l'architecture coloniale de la ville, a été instituée en écho à des plaintes de citoyens et d'organisations de la société civile de Talca, déplorant le manque de considération pour les spécificités des quartiers traditionnels, par ailleurs les plus touchés par le tremblement de terre³¹². Cet appel s'est traduit par la simple création d'une nouvelle allocation de la part du Gouvernement, et qui s'est étendue à six autres communes : l'Allocation de Reconstruction pour la Continuité des Façades. Cette allocation s'ajoute aux allocations CSR, avec pour objectif le maintien des singularités de certaines façades propres aux quartiers du centre-ville. Cependant cette nouvelle condition sur les façades n'arrive pas à reconstituer les espaces des bâtiments originels.

6.3.3. La notoriété des problèmes de Talca

Les espaces publics qui accueillent les organisations de citoyens pour manifester et se faire entendre ne sont pas nécessairement ceux fréquentés au quotidien par les victimes. En effet, les espaces publics privilégiés pour les regroupements d'opposants sont ceux qui offrent un maximum de visibilité pour les revendications. Sont tout particulièrement visés par cette popularité, les lieux historiques et symboliques majeurs du pays. Dans ces espaces publics physiques, les manifestations s'exposent plus facilement devant la presse et à l'opinion publique. Les mouvements citoyens cherchent, à travers des manifestations sur des avenues et des places dotées d'un certain degré de représentativité et de visibilité publiques, à présenter, à « publiciser » leurs requêtes. La *Plaza de Armas*, place centrale la plus importante de la ville de Talca, est située dans le centre historique et administratif de la ville. Des bâtiments d'importance entourent la *Plaza de Armas*, comme la Cathédrale,

³¹² Francisco Letelier, Patricia Boyco, 2011, *Op.cit.*, p. 44.

l'Intendance, la Mairie, la Poste et le Gouvernement Régional du Maule³¹³. Les manifestants ne s'y trompent pas, et la *Plaza de Armas* fut ainsi de nombreuses fois, dans le passé, la scène de diffusion d'informations, de recommandations et d'exhortations à l'action des habitants. D'autres espaces publics symboliques, comme la *Plaza Cienfuegos* à Talca (ex *Plaza Las Concentradas*) ou à Santiago la *Plaza de la Constitución* et le palais du Gouvernement chilien, ont également été le support de revendications.

Le 25 mai 2010, sous le slogan « Reconstruction participative, solidaire et juste, maintenant ! », les organisations de victimes³¹⁴ qui n'avaient pas encore reçu une solution satisfaisante pour leur situation d'urgence ou pour la reconstruction de leurs logements, se sont réunies sur la *Plaza Cienfuegos* avant de défiler à travers toute la ville, pour finalement amener leur cortège devant la mairie de Talca afin de remettre une lettre de licenciement symbolique au maire et à l'intendant régional. Cette action symbolique illustre la désapprobation des habitants à l'égard des décisions de reconstruction prises par les autorités. Talca a accueilli de nombreuses manifestations de ce genre, et a participé activement aux manifestations nationales³¹⁵. Le mouvement citoyen de Talca, « *Talca con todos y todas* » a réussi à se faire connaître et à asseoir sa légitimité à travers de nombreuses activités et manifestations organisées dans les espaces publics de la ville.

L'espace public physique a également été le lieu privilégié des commémorations de victimes. Durant le défilé « un an sans reconstruction », le 27 février 2011, les habitants ont organisé un concert et une veillée à la mémoire des victimes de la catastrophe. La *Plaza Cienfuegos* a été choisie pour recevoir cette action collective dirigée par le mouvement d'habitants « *Talca con todos y todas* ». Le Mouvement National pour une Reconstruction Juste a proposé de hisser des drapeaux noirs pour symboliser un an sans reconstruction et a invité chaque localité à installer un logement d'urgence ou *mediagua* dans un lieu central, pour attirer l'attention des médias et des autorités sur la situation précaire endurée par les habitants, un an après la catastrophe. À Talca, les organisateurs ont recouvert la *mediagua* de papier, et tous les passants étaient libres d'écrire ce qu'ils voulaient exprimer à propos de la

³¹³ Avant les dégâts occasionnés par le tremblement de terre de 2010, le Gouvernement Régional du Maule siégeait dans le bâtiment O'higgins : il est utilisé aujourd'hui par le Ministère Public.

³¹⁴ La manifestation a été organisée par la communauté scolaire des « Écoles Concentradas », le Comité des « Sans Terre », les voisins de la Défense des édifices Manuel Larraín, le collège de Professeurs, la délégation régionale du collège d'Architectes, le mouvement Citoyen « *Talca con todos y todas* » et d'autres organisations sociales et citoyennes de Talca.

³¹⁵ Le 27 février 2011 correspond à une manifestation « anniversaire », un an après la catastrophe. Le 21 mai 2011 correspond à la communication publique du bilan des dégâts par le président de la République. Le 16 juillet 2011, le mouvement national a appelé à une manifestation sous le slogan « deux hivers sans reconstruction ».

reconstruction. La majorité des commentaires récoltés dénonçaient et réclamaient aux autorités locales et nationales, de manière autoritaire ou suppliante, des solutions concrètes et effectives. D'autres commentaires exprimaient des frustrations personnelles générées par le processus de reconstruction de la ville. La *mediagua*, en tant que support de communication et de revendication, remplit la même fonction que l'illustre statue parlante romaine *Pasquino*, placée dans l'espace public, sur laquelle sont apposés des messages de protestation à l'encontre du Gouvernement.

Le deuxième anniversaire de la catastrophe, en 2012, a lui aussi été marqué par des événements commémoratifs dans l'espace public. Une enquête publique a également été programmée le 27 février, durant laquelle 413 personnes se sont exprimées via des tables de vote installées sur la *Plaza Cienfuegos* et au Marché Central³¹⁶.

D'autres « célébrations » du deuxième anniversaire sans reconstruction ont également été organisées, comme un rassemblement face au bâtiment du SERVIU (Service national de logement et d'urbanisme), une manifestation artistique des travailleurs du Marché Central, une messe dans l'immeuble détruit de la *Población Manuel Larraín*, et un nouvel hommage aux victimes du tremblement de terre sur la *Plaza Cienfuegos*. Les autorités municipales n'ont pas assisté à ces événements.

-T2-

Le 27 février 2013, pour la 3^e commémoration de la catastrophe, le Mouvement National pour une Reconstruction Juste et les diverses organisations de la ville de Talca, ont aménagé un itinéraire collectif nommé « Les visages de la reconstruction ». Il relie les quartiers et constructions emblématiques du processus de reconstruction, pour exposer ses difficultés, les projets inexistantes, inadéquats et inaboutis. Selon les organisateurs, 17,6% des logements ont été reconstruits dans le centre-ville³¹⁷. A contrario, le quatrième anniversaire de la catastrophe a suscité moins de rassemblements au sein des espaces publics, témoignant de l'abandon des habitants, qui ont baissé les bras.

³¹⁶ Le vote est une initiative du « Réseau d'organisations pour la Reconstruction », qui a lancé, le 25 février 2012, la Consultation Nationale pour la Reconstruction, afin de récolter l'opinion des citoyens sur le processus.

³¹⁷ Journal *Maulee*, « Recorrido por Talca muestra puntos sin resolver a tres años del terremoto », 26 février 2013, <http://www.maulee.cl/recorrido-por-talca-muestra-puntos-sin-resolver-a-tres-anos-del-terremoto/>, Consulté 28 février 2013.

Chapitre 7

L'espace public politique face à l'urgence et la reconstruction

Le changement de la ville après une catastrophe peut nous apporter un nouveau regard sur le concept d'espace public. La reconstruction est la priorité socialo-politique du pays en situation post-catastrophe, elle remplit totalement l'espace public. Les thématiques abordées par le débat public, ainsi que les personnes qui y prennent part basculent à partir de la catastrophe. De nouveaux espaces publics politiques émergent. L'espace public traditionnel doit parvenir à les intégrer pour établir une communication avec de nouveaux acteurs et autres espaces alternatifs de discussion qui s'émancipent. La vulnérabilité sociale est visible tant dans les espaces publics physiques que politiques. L'espace public agit comme une source de résilience et de lutte contre les vulnérabilités. Quand les habitants prennent conscience du niveau de destruction de la ville, ils s'interrogent immédiatement sur la façon dont elle sera reconstruite. Nous voulons pointer la question de la participation qui émerge des requêtes des habitants, de leurs groupes de travail et de discussion au sein d'organisations ou entre voisins.

7.1. Les pratiques et les initiatives des habitants du campement *El Molino*

Les habitants du campement *El Molino* ressentent la nécessité de s'organiser pour s'entraider face aux problèmes propres à la vie quotidienne dans un habitat précaire et soumis à de multiples contraintes. Ils constatent qu'après la catastrophe, la vie collective est devenue plus intense : les habitants ont commencé à s'organiser pour diverses raisons et divers objectifs, et au départ, pour affronter les difficultés. La vie dans les premiers campements spontanés, installés dans les collines environnantes, a nécessité la création d'une structure organisatrice pour la gestion de l'économie des ressources, comme la

distribution de soupes populaires et la répartition des aides humanitaires. En outre, l'organisation permettant le recueil des demandes internes et des informations externes au campement, pour leur diffusion à la population. L'improvisation propre aux premières semaines de fonctionnement de l'organisation, ainsi que la force émotive des événements vécus confère une importance aux espaces de regroupement et de confiance que ces organisations ont eu la capacité de produire. Les habitants étaient alors dans une situation de vulnérabilité matérielle et morale profonde.

Dans le plan d'actions mis en place par l'Etat pour faire face à l'urgence, la création d'espaces de rencontre entre victimes et de partage des expériences n'a pas été traitée alors que la situation exigeait. L'initiative de production de ces espaces de rencontre revient aux habitants et aux aides humanitaires, à travers des actions ponctuelles.

Une observation participante réalisée par une psychologue doctorante du pôle de Santé Publique de l'Université de Cuba sur un groupe de femmes de Dichato ayant œuvré après la catastrophe au sein du Corps Militaire du Travail (CMT), nous apporte un regard intéressant sur cette situation. Claudia Jofré a en effet remarqué l'importance qu'avait, pour ces femmes, le fait de former un groupe, de partager des expériences et des tâches, et finalement de se maintenir occupées par la pratique d'une activité. Claudia Jofré encourage l'organisation des femmes en offrant un moment favorable à la rencontre et au dialogue tous les matins, avant le démarrage du travail du CMT. Une organisation sous forme de groupe est apparue comme la manière la plus efficace pour éviter le chômage qui les attendait une fois l'action du CMT au sein du village achevée.

« Les derniers ateliers se sont transformés en formation aux démarches entrepreneuriales, parce que c'était prioritaire pour les femmes, bien plus que d'aborder simplement leurs symptômes psychologiques... on les évoquait... mais très vite on se focalisait sur l'origine de leur malaise qui était leur boulot. [...] Il s'agissait de les orienter, mais aussi de leur dire "c'est possible", de les encourager, parce que leurs perspectives d'avenir se résumaient toutes par le même commentaire : "ouh, difficile !" »
(Claudia Jofré).

Depuis cette expérience, Claudia Jofré est convaincue que ces femmes considèrent le regroupement d'individus comme une ressource indéniable pour l'action. Elle raconte qu'un an après l'expérience, ces femmes réclament encore : « quand réitère-t-on cette expérience ? ».

Les initiatives des organisations et des professionnels extérieurs au village ont soulevé un problème majeur, celui du manque de globalité et de continuité de leurs interventions envers chacune des victimes. Un exemple, très souvent cité par les habitants : les thérapies psychologiques assurées au sein du campement. Ces thérapies étaient menées par des étudiants universitaires et des institutions, au domicile des habitants, mais sans continuité dans le traitement. Une assistante sociale du Programme de Reconstruction du Gouvernement assignée au campement, analyse la situation pendant l'entretien réalisée : « On rencontre souvent des habitants sujets à la dépression. De nombreux psychologues ont été envoyés pour les soutenir, mais ces derniers se sont plaints du fait qu'ils aient dû expliquer leurs difficultés à une multitude d'interlocuteurs, à chaque fois différents, sans qu'ils bénéficient d'un réel soutien sur le long terme, voire d'un traitement pour les plus touchés par la dépression, puisqu'ils ne pouvaient pas identifier de médecin référent. Les habitants n'ont ainsi jamais pu obtenir la garantie d'une intervention permanente, quelque chose qui atteste d'un suivi durable sur leur cas, ne serait-ce qu'un prochain rendez-vous pour poursuivre la démarche ».

Pour s'organiser, la communauté a parfois élu ses dirigeants pour la représenter, tandis que d'autres se sont auto-désignés pour prendre la tête de groupes de riverains des premiers campements improvisés dans les collines. Au moment du transfert des habitants vers les campements d'urgence officiels, on leur a demandé de se réorganiser en fonction de ce nouveau territoire. Dans le campement *El Molino*, chaque secteur dispose d'une « administration », élue par les habitants et dotée d'une *sede social*. Cette administration, dotée d'une personnalité juridique, est composée d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire et d'un trésorier. Les membres de l'administration, ainsi que les habitants « administrés », assurent la recherche et la gestion de ressources pour les mettre à disposition des habitants du campement. L'espace disponible ou *sede* est une construction précaire en bois, formée d'une seule pièce, sans toilette ni eau. La plupart des dirigeants du campement *El Molino* de Dichato n'avaient jamais assumé cette fonction avant la catastrophe. Ils racontent qu'ils n'ont pas manifesté un grand intérêt pour devenir dirigeant, et qu'ils ont le plus souvent été encouragés à se présenter sans réelle conviction à l'origine.

Les premiers mois, les habitants et les administrations ont reçu de nombreuses visites de la part d'organismes, tant publics que privés, mais aussi de la part de particuliers. Ces visites étaient motivées par des intentions variées : aide humanitaire, soutien psychologique, entretiens pour recueillir les requêtes des habitants et pour diffuser l'information vis-à-vis de la situation d'urgence et de reconstruction. Cette situation a d'abord suscité l'espoir parmi les victimes, qui se sentaient prises en considération et donc,

d'une certaine manière, protégées. Ce faisant, le manque de coordination et de continuité a généré de la confusion, de la lassitude et du désenchantement. Au moment des entretiens, une année après la catastrophe, l'ambiance était plutôt maussade, du fait du manque de clarté de l'information et de continuité dans les initiatives de soutien. L'administration canalise toutes les informations et les demandes des autorités et des habitants. Ainsi, à certains moments les diverses administrations du campement *El Molino* n'arrivaient plus à faire face à toutes les exigences pour lesquelles elles étaient sollicitées. De même, il ne faut pas oublier que les personnes qui composent ces administrations sont aussi des victimes qui doivent assumer d'autres responsabilités, notamment les demandes de leurs proches.

Pour se faire entendre à l'intérieur du processus de reconstruction officiel et obtenir l'appui d'autres habitants et d'organismes, les porte-paroles des administrations se sont associés à des mouvements de victimes d'autres villes du pays. À Dichato s'est créé un mouvement local, le Mouvement Citoyen *Asamblea de Dichato*, qui s'est ensuite aggloméré au mouvement citoyen national nommé « Mouvement National pour une Reconstruction Juste » (MNRJ). Les habitants de Dichato défendent leurs propres intérêts, notamment afin de maintenir leur zone d'habitat originelle face aux intérêts des immobiliers. Dans la ville, nous pouvons lire sur les murs des maisons détruites et sur des panneaux des protestations : « Dichato n'est pas à vendre ! ».



Image 25- Des ruines à Dichato. Sur le mur est écrit « NE PAS EXPROPIER Dichato n'est pas à vendre » Source photo : Karen Andersen, mars 2011.

Le *sede* de chaque secteur du campement *El Molino* est à la disposition de ses habitants riverains, mais est géré par l'administration. Les activités mobilisées par les habitants suscitent des moments d'échange primordiaux au bien-être de l'individu et du

groupe. Les réunions des habitants au sein du campement sont plutôt l'occasion d'informer, de communiquer et de débattre sur les divers aspects de la vie au sein du campement et également sur les modalités de la reconstruction de la ville et des logements. Les réunions sont animées par l'administration de chaque secteur et prennent place dans l'enceinte de la *sede* ou dans la cour centrale du secteur.

Le moral des habitants après la catastrophe, la taille des logements et les conditions matérielles et de services du campement sont des facteurs qui influent sur d'autres types d'activités développées par les habitants comme, par exemple, celles destinées aux enfants. Les parents se soucient de la façon dont est occupé le temps libre des enfants. De petites bibliothèques et ludothèques, installées par l'UNICEF³¹⁸, sont le lieu de séances de lecture, d'ateliers de création, etc. Dans les espaces publics du campement et grâce à des donations privées, sont construits des terrains de jeux. Pour les adultes, les activités répondent au besoin d'occuper leurs journées tout en se formant à un métier et sortir du chômage, tout en faisant naître des moments de socialisation et de récréation. Lors des entretiens auprès des habitants, différents ateliers de création étaient programmés : un atelier de chocolaterie et un atelier de coiffure. Un groupe de femmes avait par ailleurs construit une serre dans le but de cultiver et de vendre des fleurs et des légumes. En général, les organisateurs et les participants de ces projets sont des femmes. Les hommes suivent plutôt des formations aux métiers associés à la construction au sein desquels les femmes sont aussi présentes. Autres thèmes qui mobilisent les habitants : la propreté et la salubrité des espaces publics du campement. Pour maintenir un campement sain, sûr et hygiénique, les habitants ont besoin de ressources financières et humaines. Ils sollicitent parfois les services publics afin d'obtenir des fonds ou un appui technique.

Dans divers moments, des organismes externes au campement ont appuyé et facilité la réalisation des initiatives. Dans certains cas, un organisme, une entreprise ou une institution « mécènes » ont contacté les habitants pour apporter l'aide financière à un projet spécifique à réaliser que les habitants mettent en place et gèrent sur le long terme. On dénombre quelques expériences où ces tentatives de partenariats ont échoué, souvent à cause du manque de pertinence d'une idée externe, en inadéquation avec la réalité vécue dans le campement. Parfois, l'échec était dû à des problèmes de coordination entre les habitants et les mécènes pour mettre en œuvre un plan d'actions. Dans d'autres cas, le projet vient des habitants, qui se mobilisent pour trouver les organismes externes, qu'il

³¹⁸ Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (*United Nations of International Children's Emergency Fund*) est une agence de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

s'agisse d'entreprises particulières ou d'organisations de la société civile, afin qu'elles acceptent d'apporter du financement.

Dans le campement *El Molino*, une institution catholique, *Hogar de Cristo*, réalise un travail sur le long terme à destination des habitants. Cette institution a établi un centre communautaire à l'intérieur du campement, dans lequel travaillent de manière permanente deux femmes, dont l'une est habitante du campement. Elles travaillent sur deux programmes³¹⁹, l'un à l'intention des enfants et l'autre pour les personnes âgées du campement. Dans cette institution travaillent également deux « gestionnaires territoriaux », sous l'égide du Plan National de Reconstruction. Dans les trois campements de Dichato, un sociologue et une assistante sociale œuvrent sous ce rôle dans le campement *El Molino*, même s'ils sont en charge des trois campements de Dichato³²⁰.

-T2-

Mme Pilar, une ancienne habitante du campement, qui au moment des entretiens, en février 2013 habitait un des appartements de la résidence *Bahía Azul*, nous raconte son ingénierie, au sein d'un groupe de 13 personnes, dans le projet de réaménagement du boulevard Daniel Vera à Dichato. Aucune participation des habitants n'était prévue dans le projet initial, mais ces individus ont insisté auprès des autorités afin d'installer 12 mosaïques, réparties tout au long du boulevard. Ce projet de mosaïques a été imaginé et construit spécialement pour ce groupe d'habitants. Chaque mosaïque illustre un élément identitaire de Dichato, comme l'ancien train, la grotte de la Vierge, les mouettes, les poissons, le tsunami, la reconstruction... Les habitants ont récolté et réutilisé des fragments de céramique retrouvés dans les décombres des maisons et des restaurants de Dichato. Le projet vise à préserver et à faire vivre l'histoire de Dichato, même si quelques-unes de ces références n'existent plus depuis la catastrophe.

³¹⁹ Le programme communautaire « La Campana » pour les enfants des zones touchées par le tremblement de terre et le programme P.A.D.A.M. d'accompagnement à domicile pour les personnes âgées.

³²⁰ Les Gestionnaires Territoriaux sont issus d'un Programme du Ministère de l'Urbanisme et du Logement (MINVU) et travaillent avec l'institution *Hogar de Cristo*. Ils sont missionnés dans chaque campement du pays pour proposer un soutien psychologique et social aux habitants réfugiés. Dans la pratique, ils mettent en relation les habitants avec les professionnels et les organisations susceptibles d'appuyer leurs initiatives individuelles. Ensuite, ils proposent ces initiatives, qui peuvent être de vrais projets, au MINVU. S'ils sont sélectionnés, ils seront financés par le « *Fondo de Solidaridad e Inversión Social* » (FOSIS), le MINVU et l'Union Européenne. Le programme des gestionnaires territoriaux ne bénéficiant pas de financement pour intervenir dans les campements, leurs actions consistent à soutenir les habitants dans la gestion de ressources externes dans le cadre de leurs initiatives.

Pour Mme Pilar, Dichato est en train de se reconstruire une identité particulière, notamment sous l'impulsion de micro-interventions menées par les commerçants : « Beaucoup de locaux commerciaux affichent des photos et dessins du village ; les commerçants ont renommé leur local avec des noms hérités de l'histoire de Dichato. Par exemple un local commercial s'appelle le « *tiltica* » en honneur à cette famille de commerçantes. *Tiltica* est un nombre d'oiseau, et tous les membres de cette famille ont comme surnoms de noms d'oiseaux. Donc, lorsque quelqu'un les interroge sur ces dénominations, les commerçants leur racontent l'histoire qui y est associée (...) Moi-même, j'ai exposé des photos des alentours dans mon local et tous mes clients me demandent où sont situés les paysages de ces photos ».

7.1.1. Les négociations et les manifestations publiques des habitants victimes de Dichato

Un autre paramètre qui détermine un espace public est sa relation avec les structures de pouvoir. La lutte et la négociation sont les deux manières dont disposent les habitants pour faire valoir leurs requêtes sociales et influencer sur le processus de reconstruction. La résolution des problèmes quotidiens de la vie au campement passe d'abord par un dialogue avec les services de l'administration publique compétents. Lorsque ce dialogue ne mène à rien, les habitants s'adressent aux autorités hiérarchiquement plus puissantes. Les manifestations pour exiger la résolution de problèmes sont l'ultime recours utilisé par les habitants lorsqu'ils constatent une absence de prise en considération de leurs requêtes, l'impossibilité d'un dialogue ou lorsque le résultat des négociations avec les autorités n'est pas satisfaisant à leurs yeux. La communication entre le Gouvernement Régional et les habitants a d'abord eu des difficultés à s'établir, du fait du manque de représentation officielle dans les premiers campements spontanés dans les collines, avant d'être déplacés vers les campements d'urgence. Sans prendre en compte les administrations par secteurs des campements d'urgence, le Gouvernement Régional a créé une « commission coordinatrice », composée de dirigeants des *juntas de vecinos* des quartiers de Dichato avant la catastrophe, commission qui serait leur interlocuteur en représentant la population. Ces *juntas de vecinos* ont une mauvaise connaissance des enjeux particuliers des campements car la majeure partie des habitants ne vivent plus à proximité, et sont parfois même très éloignés. Cette méconnaissance est une problématique fréquemment ressentie par les habitants. Avec le temps, les administrations des secteurs du campement d'urgence se sont positionnées comme les interlocuteurs privilégiés des autorités, grâce à la

persévérance des habitants. Cependant, la communication reste faible à cause de manque de canaux officiels pour le dialogue entre les autorités et les habitants.

La centralisation des décisions sur le plan de la reconstruction, ajoutée à la situation éloignée du village vis-à-vis des sièges des services publics locaux et régionaux, respectivement situés à Tomé et à Concepción³²¹, génèrent, par ailleurs, une difficulté d'accès à l'information et aux démarches nécessaires pour avoir des aides. La conception du plan de reconstruction du village de Dichato a donné lieu à une série de réunions publiques, avec la volonté de constituer un processus participatif au sein du PRBC18³²² et du Plan de Reconstruction de Dichato. Or, l'ordre du jour de ces réunions était préparé en amont par l'équipe de concepteurs du plan. La participation a consisté, lors d'une première réunion, à recueillir auprès des habitants l'historique des lieux constituant le village, lors d'une deuxième réunion, à présenter et à hiérarchiser des variantes et les solutions proposées par les concepteurs. Plusieurs réunions se sont tenues, et les décisions définitives sont prises à ces occasions, par les assistants. Le public est simplement témoin du processus décisionnel, mais n'en est pas partie prenante. En outre, la tenue de ces réunions n'était pas diffusée de manière équitable et complète à tous les habitants, et certains n'en avaient même pas connaissance. Par la suite, il est constaté des écarts entre les informations et les décisions prises lors de ces réunions, et la réalité effective. Ces situations produisent d'abord, sur les habitants, une méfiance à l'égard des informations reçues et une démotivation à prendre part à ces réunions. L'avancement du processus de reconstruction est communiqué aux habitants sous deux formes : à travers des réunions publiques réalisées sans publicité suffisante parmi la population, et à travers des réunions avec les porte-paroles des habitants à huis clos, dont le compte-rendu est transmis ultérieurement au reste des habitants. Les habitants vivent dans la sensation d'une rumeur perpétuelle, car assister à une réunion publique ne garantit même pas aux habitants de disposer de données fiables, vu les retournements de situations précédemment décrites. À cause du manque d'information de la population et d'une mauvaise communication, un an après la catastrophe, le Gouvernement a installé un bureau dans un container au sein du village, afin de recevoir les habitants et d'entendre leurs doléances sur la situation particulière de la reconstruction de logements, au cas par cas.

³²¹ Les Secrétariats Ministériels de la région du Bío-bío, le Gouvernement Régional, l'Intendance Régionale et le Gouvernement Provincial de Concepción, siègent dans la ville de Concepción, à 39 km du village de Dichato. La Mairie de Tomé siège dans la ville de Tomé, à 10 km de Dichato.

³²² *PRBC 18, Plan de Reconstrucción Borde Costero 18 localidades*

Au cours des réunions participatives, les interventions des habitants sont interprétées, suggérées et aussi imposées. Même si toutes les demandes et les propositions des habitants n'ont pas été prises en compte, certaines luttes ont réussi à faire valoir leurs positions et leurs arguments face à la décision officielle. Les habitants travaillent sur de nouvelles propositions, avec des appuis techniques externes et, en parallèle, ils consultent les instances correspondantes pour parvenir à un accord partagé par toutes les parties. De cette manière, les habitants du quartier Villarica, quartier situé dans une zone à risque du littoral, ont pu maintenir les activités associées à la pêche, et obtenir la reconstruction des logements sur leurs sites d'origine grâce à des techniques de construction sur pilotis résistantes au tsunami. Une demande collective d'un groupe de femmes a également abouti à une autorisation leur permettant de reprendre leur activité de vente ambulante durant la période estivale à Dichato.

Les habitants de Dichato ont ainsi manifesté plusieurs fois. La première manifestation du 4 avril 2010, 40 jours après la catastrophe, dénonce l'absence de logements d'urgence et d'informations tangibles sur l'avenir du village. En guise de protestation, ils bloquent la route pendant trois heures. Le 14 avril 2010, les manifestations se poursuivent à Santiago et à Talcahuano, relayées par plusieurs organisations d'habitants victimes. Le 21 juin 2010, les habitants de Dichato sortent dans la rue pour gronder contre l'expropriation de leurs terrains face à la prochaine publication du plan de reconstruction. Le 17 février 2011, le président de la République Sebastian Piñera visite la ville de Dichato ; il est reçu sur fond de manifestations protestataires. À cette occasion, sept habitants sont arrêtés. Le mois précédant la commémoration de l'anniversaire de la catastrophe a été marqué par des manifestations dans plusieurs villes, devant les sièges des institutions gouvernementales. Le 27 février 2011, le Mouvement National pour une Reconstruction Juste invite la population à une manifestation à Santiago. Des représentants des victimes de tout le pays se rassemblent devant *La Moneda*, la maison de Gouvernement, sous le slogan « Un année sans reconstruction ». Le 21 mai 2011, jour du compte-rendu du Gouvernement chilien sur son action, est marqué par des manifestations des associations de victimes dans différentes villes du Chili.

Le 21 juin de la même année, les habitants de Dichato sortent dans la rue pour protester contre l'expropriation de leurs terrains face à la prochaine présentation du plan de reconstruction. Le 10 juillet 2011, une assemblée a autorisé l'organisation de soupes populaires pour les habitants du campement *El Molino*. Les habitants avaient préalablement soumis une pétition aux autorités. Dans ce document, ils demandaient : « 1) Un logement digne pour tous, victimes, hébergés, célibataires et pour chaque personne qui habite

actuellement un logement d'urgence ; 2) L'achat immédiat de tous les terrains où sont installés les trois campements de Dichato (*El Molino, Nuevo Amanecer, Iglesia*) ; 3) La suppression de la Fiche de Protection Sociale ; 4) La reconstruction immédiate de l'établissement scolaire public de Dichato et du siège du Corps des Pompiers ; 5) La promotion des pratiques d'auto construction ; 6) Un travail pour tous ; 7) La mise en place de moyens pour traverser la période hivernale ; 8) Une allocation pour la consommation d'électricité ; 9) La réalisation de la canalisation de la rivière ; 10) L'interdiction des expropriations qui impliquent de déplacer les habitants »³²³.

L'absence de réponse des autorités destinataires de cette pétition a amené les habitants à se rassembler pour protester, le 16 juillet 2011, soit durant le deuxième hiver dans les campements. Ils ont ainsi coupé la route qui traverse le campement *El Molino* et qui relie Dichato à Tomé. À ces manifestations ont participé près de 200 personnes. Les journées de protestations ont été marquées par la violence répressive de l'Unité des Forces Spéciales de la Police, par de nombreuses personnes blessées et par l'arrestation de porte-paroles du mouvement. Malheureusement, c'est cette violence qui a permis de faire connaître et de diffuser la manifestation via les médias et, par là-même, de rendre publics les problèmes de ce village au niveau national. D'autres manifestations et protestations se sont ensuite organisées à travers le pays, en guise de soutien aux habitants du campement *El Molino*. Cette semaine de protestations s'est soldée par un bilan de six personnes arrêtées et trente personnes blessées. Le dimanche 18 juillet, le Mouvement Citoyen *Asamblea de Dichato* (MCAD) a dénoncé la violence infligée à leur action dans un communiqué intitulé : « Nous sommes quotidiennement intimidés par les forces de police qui surveillent *El Molino* »³²⁴.

Le 20 juillet 2011, les porte-paroles des habitants du campement se sont réunis avec l'autorité régionale pour aborder les revendications portées par la pétition. Cependant, les réponses de l'autorité n'étant pas à la hauteur des attentes des habitants, ceux-ci ont décidé de poursuivre les protestations jusqu'au 27 juillet, date d'une nouvelle réunion entre porte-parole, autorités régionales et locales.

Suite à ces manifestations, des réunions se sont tenues et des accords ont été trouvés, après plusieurs jours de négociations entre l'intendant de la région du BíoBío, Victor Lobos, l'équipe du Ministère du logement et de l'urbanisme (MINVU), et les porte-paroles des administrations du campement *El Molino*. Les points de consensus sont les

³²³ Alejandra Sandoval et Susana Aravena (éd.), *Op.cit.*, p.85.

³²⁴ Alejandra Sandoval et Susana Aravena (éd.), *Op. cit.*, p.86.

suivants : des allocations spéciales pour encourager l'auto-construction, assorties d'une assistance technique ; l'augmentation du montant de l'allocation pour la réparation des logements ; l'achat de terrains par l'Etat pour la construction de nouveaux logements sociaux. Les autorités ont également assuré étudier la possibilité de débloquer un apport de l'État pour la construction de logements sur pilotis dans les zones côtières, comme en bénéficient déjà les quartiers de Bordemar, Villarrica et Coliumo. Par ailleurs, ils ont dégagé des allocations pour les célibataires sans enfant, sous condition de l'obtention de certificats de maisons endommagées et inhabitables. D'autres demandes n'ont pas fait l'objet d'accord partagé et sont en attente d'une solution.

Après la semaine de protestations du campement *El Molino*, les différences existantes entre les dirigeants se sont accentuées. Un groupe d'habitants voulait négocier avec les autorités pour arriver à des solutions, même si les autorités n'acceptaient pas tous les points de la pétition réalisée par les habitants. En même temps, un autre groupe voulait continuer la lutte pour des solutions plus optimales que celles offertes par les autorités. Ce deuxième groupe appartenant au groupe « *Asamblea de Dichato* » s'est uni aux actions du groupe national « Mouvement National pour une Reconstruction Juste » pour continuer avec leurs demandes. Finalement le premier groupe de dirigeants est arrivé à négocier avec les autorités et il a réussi à faire valoir des revendications. Quelques-uns de ces points ont bénéficié à tout le village, même à d'autres localités. C'est le cas de la remise d'allocations de logement à des victimes célibataires qui n'étaient pas propriétaires.

Malgré ces avancées, la manifestation du 3 octobre 2011 organisée sur la *Plaza de Armas* de Santiago, sous l'égide de la « Journée Mondiale de l'Habitat »³²⁵, pour « Une reconstruction et des logements dignes » a démontré la persistance des problèmes de logement à Dichato, les promesses et les délais n'étant pas tous respectés et les actes restant à concrétiser.

-T2-

Dans les entretiens réalisés en février 2013, nous avons constaté que les relations entre certains dirigeants et porte-paroles interviewés en 2011 étaient désormais complètement rompues. Ces mouvements de revendication ont également changé le rapport entre les dirigeants du campement et les autorités. Mme Pilar nous raconte qu'après la semaine de manifestations au mois de juillet 2011, les autorités ont donné plus de

³²⁵ Depuis décembre 1985, l'Assemblée Générale des Nations Unies déclare le premier lundi d'octobre comme étant la « Journée Mondiale de l'Habitat ».

pouvoir aux dirigeants pour identifier les victimes vivant au sein des *mediaguas*. Mme Pilar estime que le problème résidait dans la multiplicité du nombre de porte-paroles, occasionnant un climat tendu et conflictuel entre les habitants et les dirigeants. Les dirigeants ont perdu la confiance d'une partie des habitants qui les ont jugés très durement.

Dans les entretiens réalisés auprès des dirigeants en 2013, nous avons relevé les rivalités existantes entre eux. Les différences entre les dirigeants ou personnes influentes dans la communauté sont devenues tellement importantes que ces mêmes dirigeants qui avant étaient des camarades, des voisins et parfois même des amis ont coupé les relations. L'imbrication entre vie privée et vie publique des porte-paroles complique davantage les relations, aboutissant dans certains cas à de véritables « disqualifications publiques ».

Mme Marisa, ancienne dirigeante du secteur 1 du campement *El Molino*, témoigne depuis sa nouvelle maison dans la *Villa Nuevo Horizonte* la façon dont les habitants ont mené les négociations avec les autorités : « Nous avons lutté jusqu'à la fin pour des familles qui n'avaient aucune solution de relogement dans mon secteur, nous avons menacé les autorités en promettant que les dirigeants n'iraient pas à l'inauguration de ces logements si aucune issue n'était trouvée. Trois jours avant l'inauguration, les autorités ont une réponse à ces victimes. Elles ont attendu jusqu'à la dernière minute, elles n'ont montré aucune volonté pour résoudre le problème, c'était ça l'enjeu, la motivation, car des maisons, il y en avait... »

La plupart des victimes qui ne se sont pas vues attribuées de logement en février 2013, ont bénéficié d'un logement en site résident, c'est-à-dire à l'emplacement de leur ancienne propriété. Le Gouvernement offre, à l'époque, sept mois d'allocations pour permettre à ces habitants de louer un logement afin de sortir du campement en attendant la reconstruction effective. M. Miguel incite les gens à refuser cette offre d'allocations, car elle n'apporte aucune garantie d'une construction dans le respect de ce délai, qu'il juge beaucoup trop court. Pourtant, les habitants sont informés qu'il leur faut quitter le campement avant le 26 mars 2013.

Mme Macarena était dirigeante du campement et elle nous rapporte que les habitants du campement se sont habitués à l'assistance d'autrui pour résoudre leurs problèmes. Ainsi, ils font appel aux anciens dirigeants du campement pour solutionner les difficultés qu'ils rencontrent avec leur nouvelle maison de la *Villa Nuevo Horizonte*, et ce même si l'entreprise chargée de résoudre les détails après la vente des logements est encore sur place.

Les habitants mettent en avant des stratégies personnelles et collectives pour l'élaboration de plans d'action préventifs, afin d'anticiper une éventuelle nouvelle catastrophe. Ainsi, Mme Marisa revendique de nouveaux équipements dans le cadre de la reconstruction : « Je veux une *sede* très grande. Pourquoi doit-elle être grande ? (...) Imagine-toi, en cas de nouveau tremblement de terre, d'une autre « sortie de la mer »... si les gens en bas perdent tout, ils vont devoir se réfugier... la *sede* peut jouer ce rôle. Nous accueillerons nos familles à la maison, même si nous sommes tous entassés. Tout perdre subitement et être condamné à rôder dans les collines comme un animal en attendant les secours, je ne le souhaite à personne, c'est douloureux ».

Mme Marisa atteste que la vie au sein du campement a constitué une véritable expérience d'apprentissage : elle avait auparavant assuré la direction de parents de l'école et du comité de logement mais ces fonctions n'impliquaient aucune lutte, aucune revendication. Mme Marisa confesse qu'elle est fatiguée, elle ne veut plus être dirigeante dans le cadre de cette nouvelle administration. Mais s'il faut lutter pour une cause juste, elle rejoindra les rangs des mouvements citoyens, afin de faire bénéficier la cause de son expérience.

7.2. Les mouvements des citoyens et leurs manifestations. Le cas de la ville de Talca

L'implication des habitants de Talca a été le moteur du mouvement national des habitants victimes du tsunami et vivant dans une attente permanente. Par l'intermédiaire de manifestations, demandes et propositions, les habitants de Talca luttent pour préserver le patrimoine bâti et le patrimoine culturel de la ville. Cette mobilisation concerne principalement des habitants du centre-ville, lesquels ont peur d'être déplacés vers la périphérie, du fait de la pression et de la spéculation foncières et immobilières exercées sur le centre. De nombreux propriétaires de ce secteur sont des personnes âgées ou démunies, et qu'en plus elles qui ont perdu leurs sources de revenus après le tremblement de terre. Par conséquent, elles se trouvent dans une situation de vulnérabilité face aux propositions d'acquisition foncière sous-évaluées, des offres bradées jusqu'à 50% de leur valeur initiale. Les conseils de quartier ou *juntas de vecinos* se sont organisés pour faire face à cette pression des agences immobilières sur les terrains du centre de Talca. Ils informent les habitants de l'existence et des modalités d'octroi des allocations du Gouvernement afin que ceux-ci ne

vendent pas leurs propriétés par désespoir³²⁶. Les habitants incarnent un rôle de régulateurs des actions reconstructives du marché.

En avril 2010, l'ONG Surmaule présente un « Programme d'Appui aux Quartiers ». Cette initiative se décline en trois axes « i) la coordination des familles non-proprétaires et le soutien à la formation de comités de "sans terre", ii) le renforcement de l'organisation interne des comités et l'élaboration d'un plan de travail pour chacun d'eux, iii) la promotion de l'association et de l'articulation des comités de logement de non-proprétaires ou "sans terre" »³²⁷. Le « Groupe des comités pour un logement dans mon quartier » a ainsi vu le jour, sous l'impulsion des comités d'habitants "sans terre" appartenant aux quartiers historiques de Talca. Il s'agit de l'une des organisations de victimes les plus intéressantes, car la plus aboutie au niveau de l'élaboration d'une problématique claire et de propositions, dont l'une d'elle a d'ailleurs fait l'objet d'une réelle mesure politique, portée par les dirigeants, et visant à mettre un terme à la situation des hébergés et des locataires, bénéficiaires d'un type d'allocation différent de celui octroyé aux propriétaires. L'aide financière qu'on leur propose ne leur permet pas d'accéder à un logement dans les quartiers centraux, où ils habitaient pourtant originellement et où ils souhaitent rester.

Comme nous l'avons déjà expliqué auparavant, la politique de logement basée sur l'octroi d'allocations, laisse les terrains centraux aux mains des spéculateurs immobiliers, lesquels s'enquière d'abord du choix et de l'achat des meilleurs terrains. Le prix élevé du foncier dans le centre historique, commercial et administratif de la ville « empêche » les promoteurs d'offrir des logements sociaux. Selon les mots du « groupe des comités pour un logement dans mon quartier », ils cherchent surtout à « acquérir des terrains dans les quartiers où nous résidons actuellement, afin de construire des maisons qui répondent aux besoins réels de nos voisins. La solution que nous voulons est de permettre à nos familles de rester dans leur quartier d'origine, afin de préserver l'identité de quatre des quartiers les plus enracinés dans l'histoire de notre capitale régionale, et donc d'assurer la préservation des réseaux sociaux et de la sécurité publique acquise après des années de vie et de partage au sein des communautés (Lettre à la Ministre du Logement et de l'Urbanisme, 26 juillet 2010) »³²⁸.

³²⁶ Pedro Ramirez, « Nuevo terremoto en Talca : El desembarco del grupo Hurtado Vicuña y la presión inmobiliaria que amenaza a los damnificados » in *Reportajes de investigación, CIPER Chile*, 27 avril 2010. Consulté le 30 avril 2010 sur <http://ciperchile.cl/2010/04/27/nuevo-terremoto-en-talca-el-desembarco-del-grupo-hurtado-vicuna-y-la-presion-inmobiliaria-que-amenaza-a-los-damnificados>.

³²⁷ Francisco Letelier et Patricia Boyco, 2011, *Op.cit.*, p.68.

³²⁸ *Ibid.*

La construction du projet de logements *Los Maitenes* est un modèle d'auto-construction et d'autogestion à Talca, par le biais duquel les habitants ont reconstruit des logements sociaux en centre-ville. Ce système de construction de logements différents intégrés dans un ensemble, soutenu par l'ONG *Reconstruye* assure la récupération des quartiers centraux. Avec l'appui des architectes Nicolás Rebolledo, Patricio Pinto de l'ONG *Reconstruye* et l'EGIS³²⁹ *Sociedad de Servicios Habitacionales Casa Propia Ltda*, les habitants du Comité de « sans terre » de Talca vont assurer la construction de 38 logements dans deux bâtiments de 4 étages édifiés sur un terrain de 2.175 m², dont 20 logements sont des logements sociaux destinés aux habitants du Comité de logement *San Pelayo*, du quartier *Seminario*, qui fait lui aussi partie du Comité des "sans terre" de Talca. La rentabilité de la construction de ces logements sociaux éligibles à l'allocation FSV1³³⁰ dans un quartier central, est garantie par l'introduction de la mixité dans l'offre de logement. Les bâtisseurs ont ainsi incorporé, dans le programme de 20 logements du Comité de logement *San Pelayo*, 18 logements satisfaisant les conditions de l'allocation DS1 (Décret Suprême n°1). Ces logements ne seront pas construits dans le même quartier *Seminario*, mais dans le quartier limitrophe, *La Florida*. Cette solution trouvée avec les habitants va permettre à la population originelle de demeurer dans les quartiers centraux.

Une autre lutte citoyenne a abouti à la préservation et à la rénovation des bâtiments de deux écoles publiques, les Écoles *Concentradas* de Talca. Cette mobilisation, principalement de la part de la communauté scolaire entière, parents, élèves et enseignants, s'oppose à la déclaration publique du maire de Talca, Juan Castro, dans laquelle il manifeste son intention de démolir les bâtiments et de déplacer les écoles vers un autre secteur de la ville. Le 30 avril 2011, la communauté scolaire a organisé un *sit-in* sur la Place Cienfuegos et, le 2 mai 2011, un défilé a parcouru la ville jusqu'aux portes de la mairie.

³²⁹ E.G.I.S. = Entreprise de Gestion Immobilière Sociale.

³³⁰ L'allocation FSV1, d'un montant variant entre 280 UF* et 420 UF, permet l'achat d'un logement, neuf ou non, d'une valeur maximale comprise entre 750 UF et 950 UF. Cette allocation est destinée aux personnes sans logement et socialement vulnérables.

L'allocation DS1 (anciennement DS40), d'un montant variant entre 200 UF et 300 UF, permet l'achat d'un logement, neuf ou non, d'une valeur maximale de 2000 UF. Cette allocation est destinée aux personnes sans logement, appartenant aux classes moyennes.

* = *Unidad de Fomento* (UF) est une unité monétaire utilisée au Chili dont la valeur augmente en fonction de l'indice de variation de prix. En février 2013 elle équivalait à environ 22.820 pesos chiliens, soit 48 \$US.

-T2-

En février 2013, le conseil municipal autorise la démolition des Écoles *Concentradas* ; des fonds sont octroyés par le ministère d'Éducation pour la reconstruction des écoles³³¹. Grâce à la série d'actions et aux requêtes adressées à diverses autorités par des mouvements d'habitants et la communauté scolaire, le Conseil des Monuments Nationaux a finalement classé les Écoles *Concentradas* au registre des monuments nationaux, dans la catégorie des monuments historiques, le 23 mai 2013³³². Les mouvements citoyens ont dû entreprendre des actions en justice pour éviter la démolition, laquelle a été annulée par la Cour Suprême³³³. La municipalité a retiré l'ordre de démolition des Écoles *Concentradas* suite à la résolution de la Cour Suprême. La délibération du conseil municipal de juillet 2011 actant la réparation et la reconstruction des établissements scolaires est alors reconsidérée. Or, en juin 2014, les travaux de reconstruction des bâtiments n'ont toujours pas démarrés.



Image 26 -Les Écoles *Concentradas* et la Place *Cienfuegos*. Source photo : Karen Andersen, mars 2011.

³³¹ Jorge Alarcón, « Del ritual al “retail” el caso de las Escuelas Concentradas de Talca », article du journal *El Mostrador* 12 février 2013, <http://www.elmostrador.cl/opinion/2013/02/12/del-ritual-al-retail-el-caso-de-las-escuelas-concentradas-de-talca>.

³³² Monument Historique. Escuelas Concentradas de Talca. Escuela Superior de hombres Carlos Salinas. Décret D.308 du 25 mai 2013, <http://monumentos.cl>, Consulté le 1^{er} août 2013.

³³³ <http://surmaule.wordpress.com/2013/02/22/se-acoge-recurso-de-proteccion-contra-la-demolicion-de-las-concentradas/>

Le Marché Central de la ville de Talca, lui aussi classé monument historique en 1998, est également un bâtiment public source de conflits. Le Marché est très apprécié par la population et par les commerçants, du fait de sa longue histoire qui date de 1835, d'abord comme place publique et, depuis 1890, comme marché d'achalandage principal de la ville. Après le tremblement de terre du 2010 qui causé de graves dommages au bâtiment un incendie consume l'allée centrale du bâtiment deux ans après. Suite à cette seconde tragédie, les commerçants s'organisent pour restaurer le Marché original. « Les 107 commerçants locataires du Marché Central exigent la restauration du bâtiment pour reprendre leurs activités exercées traditionnellement, avant 2010. Ils sont organisés en une « Union de locataires du Marché et de la Corporation Monument Historique Marché Central de Talca ». L'Union a la responsabilité de protéger les commerçants du Marché Central et la Corporation vise à protéger le patrimoine de l'immeuble »³³⁴. Cependant, en 2010, l'entrepreneur Alvaro Saieh, soutenu par le maire de Talca, projette d'installer un de ses grands magasins dans le bâtiment.



Image 27 - Marché Central. Source photo: Karen Andersen, mars 2011.

³³⁴ Titre du journal *El Ciudadano*, 12 juillet 2012 : « Marché de Talca : Álvaro Saieh veut transformer ce monument historique en mall », [En ligne], <http://www.elciudadano.cl/2012/07/12/54940/mercado-de-talca-un-monumento-historico-que-alvaro-saieh-quiere-transformar-en-un-mall>, Consulté le 12 juillet 2012.

-T2-

Le 8 janvier 2014, le Marché Central de Dichato subit un incendie. Les locataires du marché dénoncent l'administratrice du marché comme responsable de l'accident³³⁵. Un mois après, les locataires du Marché Central ont ouvert de nouveaux leurs locaux en face du marché. Aucune décision n'a été prise pour lancer les travaux de reconstruction du marché³³⁶.

Toutes ces oppositions ponctuelles vont finalement se fondre pour défendre une cause commune : le droit à participer aux décisions de la reconstruction et le droit à l'accès aux services et aux aménités propres de la ville. Un mouvement citoyen réunit et représente toutes ces diverses causes particulières, même si chaque organisation d'habitants tient à maintenir son indépendance d'action. L'histoire des formations et des alliances successives d'un mouvement à Talca, ensuite relayée en un mouvement national, illustre parfaitement la force de l'implication et de l'association citoyenne à Talca, même si celles-ci n'ont été pas intégrées au sein d'un processus de participation officiel.

Suite à la catastrophe, une série d'associations de professionnels, d'universités, de services publics et d'organisations non lucratives s'est organisée spontanément afin de constituer un groupe de travail dont le but est d'appuyer et d'informer les habitants dans leurs démarches au sein du processus, mais surtout de penser ensemble la reconstruction de la ville. Ce groupement de la société civile a été dénommé « Table Technique pour la Reconstruction ».

Suite à la demande directe du maire de Talca, ce groupe a présenté le 14 avril 2010 une proposition de reconstruction à destination du Conseil Municipal, lequel l'a approuvée. Le groupe de travail a élaboré une proposition déclinée en plusieurs points :

« 1. Créer un Consortium Technique Opérationnel qui développe un Plan Global de Reconstruction porté par la municipalité. Ce consortium sera composé, a minima, de l'association des architectes de Talca, de l'organisation *Reconstruye*, de l'ONG Surmaule, de l'université de Talca et de l'université *Católica del Maule*.

³³⁵ www.elamaule.cl/noticia/sociedad/emergencia-en-talca-incendio-consume-mercado-central

³³⁶ <http://www.emol.com/noticias/nacional/2014/02/15/645064/reabren-mercado-de-talca-luego-de-sufrir-incendio-a-principios-de-enero.html>

2. À court terme, le Consortium Technique Opérationnel élaborera un plan de développement stratégique, qui donne les orientations du Plan de Reconstruction Intégrale et un modèle de gestion.

3. Créer une Corporation de Développement Urbain pour la Reconstruction de Talca, réunissant les acteurs publics, privés, la société civile et la communauté.

4. Promouvoir et renforcer l'articulation d'ateliers de quartiers, intégrant les organisations sociales actives, pour renforcer leur rôle et faire remonter les demandes de recomposition relatives au logement et à l'urbanité »³³⁷.

L'idée est de tendre vers la décentralisation des décisions, d'assurer la participation citoyenne, et enfin d'assurer la récupération locale et la distribution équitable des plus-values du processus, pour viser un développement durable³³⁸.

Face à ces propositions d'évolution des principes de gouvernance, le Gouvernement du Chili a sommé le maire de Talca de suivre les procédures récemment établies par le Plan National de Reconstruction, et de confier le Plan de Reconstruction de Talca au groupe *Hurtado Vicuña*, un des grands acteurs économiques du pays, et plus spécifiquement à la filiale immobilière *El Bosque S.A.*³³⁹. Cet accord répond aux lignes d'action du Plan de Reconstruction du MINVU. Pour les grands centres urbains comme Talca, ainsi que pour les localités gravement touchées par la catastrophe, la reconstruction urbaine sera gérée par l'intermédiaire de Plans Directeurs de Reconstruction Intégrale des Grands Centres Urbains (PRE). Ces Plans sont élaborés à travers des « accords de collaboration entre le MINVU, les Municipalités et des entreprises privés. Une coordination des équipes régionales (SEREMI) est regroupée au sein d'une « Direction Régionale de Projet ». Ils seront également ralliés par des universités, des consultants spécialisés et des institutions de développement »³⁴⁰. À Talca, l'accord a été conclu entre le MINVU, la municipalité de Talca, le GORE (Gouvernement Régional) du Maule et

³³⁷ ONG Reconstruye, *Autoridades de Talca aprueban modelo Sostenible y Participativo de Reconstrucción de la ciudad*, 27 avril 2010. [En ligne], www.reconstruye.org/2010/04/autoridades-de-talca-aprueban-modelo-sostenible-y-participativo-de-reconstruccion-de-la-ciudad. Consulté le 2 décembre 2011.

³³⁸ Paru le 13 avril 2010 sur site d'actualité urbaine *Plataforma Urbana*, www.plataformaurbana.cl. Il est intéressant de constater que cette initiative n'a été que peu médiatisée par les principaux journaux quotidiens.

³³⁹ Francisco Letelier et Patricia Boyco, 2011, *Op.cit.*, p. 63.

³⁴⁰ MINVU (Ministère du Logement et de l'Urbanisme), Gouvernement du Chili, *Programme de Reconstruction National en Développement Urbain et Territorial « Chile Unido Reconstruye Mejor »*.

l'entreprise immobilière *El Bosque*. Il est en charge de recruter des professionnels compétents pour la réalisation du plan. Ils ont choisi le consultant en urbanisme *Polis*. Le 23 d'avril, neuf jours après l'approbation initiale de la proposition de reconstruction émise par la société civile, le maire de Talca signe un accord avec le groupe immobilier *Hurtado Vicuña* et la filiale immobilière *El Bosque* pour l'élaboration du plan directeur de reconstruction. Cette proposition a été vivement critiquée par le conseil municipal, par les habitants et par tous ceux qui ont participé à la proposition de la société civile du 14 avril 2010. À partir de ce moment, la Table Technique pour la Reconstruction a subi une profonde division. Une partie du groupe accepte de participer au nouveau plan et de s'intégrer à l'idée d'une Corporation de Développement sous l'égide de cette « Direction Régionale de Projet », en acceptant un autre mode de fonctionnement comparé à celui présenté dans leur proposition.

La formation de la Corporation a été sujette à controverse, parce que l'idée originale du groupe de travail était d'envisager la reconstruction d'un point de vue régional et d'assurer l'articulation d'un consortium technique avec les *juntas de vecinos* (unités de voisinage). Cette fracture a généré un sentiment de perte de représentation auprès des participants du groupe initial, notamment des organisations sociales. Le défaut de représentativité sociale de cette Corporation et des décisions du maire relatives au plan de reconstruction, a conduit les organisations sociales à la délégitimer et à demander l'annulation de sa constitution.

Par conséquent, l'absence des organisations sociales dans la Corporation de Développement cadrée par la « Direction Régionale de Projet » a donné naissance à une structure d'opposition, dans le but d'apporter un contrepois à la proposition gouvernementale. Cette structure, ralliée par l'autre partie du groupe original, a continué à appuyer les habitants et les quartiers plus vulnérables face à la reconstruction officielle.

L'initiative de cette deuxième partie du groupe a donc rassemblé les organisations de victimes et de la société civile de Talca pour constituer un contrepois à la reconstruction officielle. Ainsi, diverses organisations sociales, dirigées par les Unions Communales de conseils de quartier³⁴¹ et le Conseil de Développement Territorial, et soutenues par la Corporation SUR et Surmaule à travers une formation au sein de leur école de dirigeants sociaux (*Escuela de Líderes de Ciudad*), avaient créé les fondements, dès mars 2010, d'une assemblée citoyenne. Aussi des groupements de voisins encouragés par

³⁴¹ *Unions communales de juntas de vecinos*. Dans la ville de Talca, il y a plusieurs communes composées chacune d'une union communale de conseil de quartier, et de plusieurs quartiers, chacun doté d'un conseil de quartier ou *junta de vecinos*.

l'ONG Surmaule ont défini un « Programme d'Appui aux Quartiers », qui a abouti à la création du « Groupe de comités pour un logement dans mon quartier », déjà évoqué.

Pendant la préparation de cette assemblée, le 12 juin 2010, les organisateurs ont également lancé le Mouvement Citoyen « *Talca con Todos y Todas* », voté par une assemblée constitutive réunissant 53 organisations de la ville de Talca, dont les champs d'activité sont à la base de la vie sociale de la ville : l'éducation, la santé, l'emploi, la culture, les handicaps, l'environnement, les comités de victimes du tremblement de terre, les structures des « débiteurs de logement »³⁴², du droit des femmes, des radios communautaires, du fonctionnement territorial, parmi d'autres³⁴³. Ce mouvement suscite une émulation intéressante liée à la diversité des organisations qui le composent et à l'incorporation d'organismes d'experts plus techniques comme le Collège des architectes et diverses ONG. Le projet initial de structuration du mouvement est la tenue d'une réunion publique appelée « *Cabildo ciudadano* », durant laquelle seraient abordées les diverses thématiques de la situation post-catastrophe, utiles à l'élaboration d'un diagnostic et de propositions citoyennes à court terme. Ce *Cabildo ciudadano* a fait l'objet d'une importante campagne de publicité, afin de réunir un maximum de personnes ; des activités festives ont ainsi annoncé cet événement participatif, des slogans et des symboles graphiques et musicaux sont apparus à travers la ville.

« Nous avons convoqué et réuni diverses associations communautaires pour initier et encourager un processus de dialogue social qui articulerait et coordonnerait une force sociale, massive et convaincante, avec une vision critique et source de propositions afin de positionner la citoyenneté comme

³⁴² Il s'agit de la traduction littérale de *deudores habitacionales*, désignant les personnes qui ont dû contracter dans le passé un crédit bancaire avec le SERVIU (Service de logement et Urbanisme) afin d'obtenir un logement social. Aujourd'hui le SERVIU n'accorde plus de crédits, mais il existe encore des débiteurs du SERVIU.

³⁴³ Dans le courrier d'invitation du Mouvement citoyen *Talca con todos y todas*, intitulé « *Se levanta Cabildo en Talca* », à participer à la réunion publique, destinée aux citoyens et aux organisations sociales de Talca, sont mentionnés les organismes suivants : UNCOMUTAL, l'Union Communale *Sur Poniente*, la Corporation *Domodungu*, FEDEUT, le Comité d'Adelanto *El adobe*, le Conseil Territorial de Développement, le Centre Social *Quidell*, l'Union Communale des Parents, l'Association des *Deudores habitacionales*, FENATS, le Collège des Architectes, CODISTAL, *Artista del Maule Unido*, ANEF, CUT Talca, le Journal *Palabra Ciudadana*, la Radio *Primavera*, le Centre Culturel *ECO*, la Radio *Nueva Era*, SUR - Corporation d'Études Sociales et d'Éducation, l'École de *Líderes de Ciudad*, les ONG *Surmaule*, *Reconstruye*, ASEMITE, CENVOREPAC, AUCOINT, CENAFI, ACEJUT, l'Association musicale *La Poquita Cosa*, le Centre Culturel *Raíces sociales*, le Club *del árbol*, les Associations de *Juntas de Vecinos* des Villages *Doña Ignacia*, *Pucará*, *Unidas*, *El Prado*, *Oscar Cristi Gallo*, *Don Gonzalo II*, *Huilquilemu Sur* et du quartier *Seminario*, le Club sportif *Huilquilemu*, le Centre Culturel *El Rinconcito Matero*, le Conseil de santé *Astaburuaga*, la *Casa de la Mujer Yela*, le Conseil de développement de Talca, la Corporation *Urracas de Emaús*, le Conseil de développement de *La Florida*, le Groupe *Aquelarre : fuerza de mujer*, le Conseil communal pour le handicap *Casa del Arte y Patrimonio*, l'Association indépendante *Talca Oriente* et *Talca Rural*.

une contrepartie valable aux institutions publiques et privées liées à la reconstruction et au développement de la commune »³⁴⁴.



Image 28 - Annonce de l'assemblée citoyenne «*Cabildo ciudadano*» le 14 août 2010. Source : www.cabildodetalca.bligoo.cl

Le concept de participation s'est rapidement propagé dans le débat entre les habitants. « Une des critiques majeures découlant de la reconstruction après le 27 février est justement le manque de mesures participatives mises en œuvre par les autorités envers les communautés, alors que les acteurs privés (entreprises et grands groupes économiques) ont eu un rôle beaucoup plus influent dans le processus. Cela correspond en partie à l'histoire politique chilienne marquée par un État sur le modèle néolibéral de *Subsidiary State*, l'opacité de ses services publics (Loi de transparence et d'accès à l'information votée en 2009), aux partenariats publics-privés et aux timides prémices de la valorisation d'une gouvernance citoyenne et de son intégration aux instances institutionnalisées permettant aux communautés de prendre part aux décisions publiques (Loi de participation promulguée seulement en 2011) »³⁴⁵. À partir de la prise de contact avec les organisations de soutien et à travers l'insatisfaction liée au peu d'efforts faits pour associer des citoyens aux politiques de reconstruction, débute une participation où les habitants peuvent être

³⁴⁴ Extrait de l'Acte de Constitution de l'Assemblée du *Cabildo*

³⁴⁵ Carolina Cares, Walter Imilan et Paulina Vergara, *Reconstrucción(es) Sociedad Civil - Experiencias de reconstrucción en Chile post 27F desde la sociedad civil*, Observatoire de la Reconstruction, Institut du Logement, Faculté d'Architecture et d'Urbanisme de l'Université du Chili, Santiago, décembre 2011, [En ligne] <http://www.uchile.cl/publicaciones/80203/reconstrucciones-sociedad-civil> p. 11.

bâisseurs, lorsqu'ils élaborent des demandes, mais aussi émettent des propositions et participent grâce aux divers processus d'autogestion qui voient le jour. Le président du mouvement citoyen de Talca dévoile sa conception de la participation citoyenne en tant qu'espace de traduction :

« Je la comprends (la participation citoyenne)... il me semble évident que les personnes qui habitent un territoire aient les connaissances et les possibilités d'exprimer la façon dont ils envisagent une intervention qui concerne ce territoire. [...] On dit beaucoup que les habitants n'ont pas l'expertise pour savoir ce dont ils ont besoin ou qu'ils ne savent pas lire les cartes... Je crois que si, car un citoyen, avec son langage, avec son vécu, sait exprimer ce qu'il veut. Ce qu'il manque est l'expertise pour savoir interpréter ce langage. [...] Il nous manque cet élément pour rendre effective la participation citoyenne. La réinterprétation du discours citoyen vers le discours technique et conceptuel. Aujourd'hui, ils sont découplés »
(M. José Luis, président du « Mouvement *Talca con todos et todas* »).

La réunion publique du *Cabildo ciudadano*, réalisée le 14 août 2010 avec la participation de 300 personnes, a abordé onze thématiques retenues par les habitants et les organisations lors d'ateliers de travail et d'assemblées antérieurs : il était question de la situation d'urgence et du bien-être des personnes, de la qualité de la vie urbaine, de la qualité de la vie rurale, de l'éducation, de la santé, de la culture, de l'emploi, du logement, de la participation citoyenne et la gouvernance locale, des droits humains et de la non-discrimination ainsi que des droits citoyens des consommateurs. Le *Cabildo ciudadano* a permis aux habitants et aux organisations de dénoncer et de manifester leurs opinions vis-à-vis des problématiques relevant de chacune des thématiques. Le *Cabildo* s'est ainsi concrétisé comme une première expérience riche en apprentissages pour l'exercice de la participation. D'abord, cet événement a motivé d'autres groupes de victimes disséminés à travers le pays, à s'organiser pour générer des espaces de participation et essayer à travers eux d'influer dans le processus de reconstruction de leur ville. Le *Cabildo* a ainsi démontré l'importance d'identifier un espace d'expression pour les habitants après une catastrophe. La réunion a également été riche en émotions lors des différentes interventions. Les habitants prenaient beaucoup plus de temps que les organisateurs ne l'avaient prévu pour s'exprimer. Ils avaient besoin de raconter leurs expériences de manière détaillée, d'être écoutés. Le *Cabildo* n'était pas tenu de voir s'affronter les points de vue avec les autorités, celles-ci n'ayant pas été conviées, l'évènement étant ouvert à tous, mais en tant que simples citoyens, sans leur casquette politisée.

Les thématiques traitées pendant la journée du 14 août 2010 et les débats qui ont eu lieu, ont été synthétisés par une commission réunissant des professionnels de Surmaule et des dirigeants du mouvement citoyen. Le compte-rendu final a été remis aux autorités, mais n'a obtenu aucune réponse de leur part. Chacune des 11 thématiques a fait l'objet, par des délégations du mouvement, d'une vision prospective et d'un agenda à court terme. D'après la synthèse de la journée, un diagnostic et des propositions ont été soumis aux autorités en octobre 2010.

Les participants du mouvement citoyen *Talca con todos y todas* sont conscients de la difficulté de la participation, et ils visent à porter une oreille attentive aux avis de tous : « Peu importe de quelle manière, il nous faut écouter la dame du quartier Carlos Cruz de Talca qui, bien qu'elle ne sache ni lire ni écrire, veut dire quelque chose » (M. Jaime, participant au mouvement).

« Nous constatons qu'en haut nous avons un Gouvernement, et ici, en bas, nous avons la citoyenneté ; il y a un espace, un espace public entre les deux, qu'il est difficile d'interpréter, et c'est dans cet espace que nous essayons d'intervenir pour obtenir un vrai dialogue avec le haut. Dans cet espace il y a un vide, et si le Gouvernement élabore des politiques sans consulter ses citoyens, la citoyenneté va s'organiser ici, dans cet espace public, pour pouvoir influencer dans les décisions » (M. Guillermo, secrétaire général du « Mouvement Citoyen *Talca con todos y todas* »)

À propos du développement et du fonctionnement du mouvement citoyen de Talca, Francisco Letelier, sociologue de l'ONG Surmaule, va constater qu'après le *Cabildo* « le mouvement commence à s'affirmer davantage comme un espace réunissant des individus et plus seulement des organisations, c'est-à-dire qu'il commence à être moins représentatif des organisations en agglutinant plus d'individualités. (...) Le mouvement va perdre sa logique de représenter tout le monde, l'intérêt collectif. (...) Il rassemblait plus de groupements et de personnes qui voulaient constituer un apport à la ville, que de groupes de victimes. Il existait des victimes, mais elles n'étaient pas le noyau central du mouvement ».

Ce mouvement a réussi à donner à chaque citoyen une vision critique vis-à-vis du processus de reconstruction, et à s'assimiler à un mouvement citoyen, qui ne s'occupe pas uniquement des thématiques de la reconstruction, mais plus généralement de la politique de la ville.

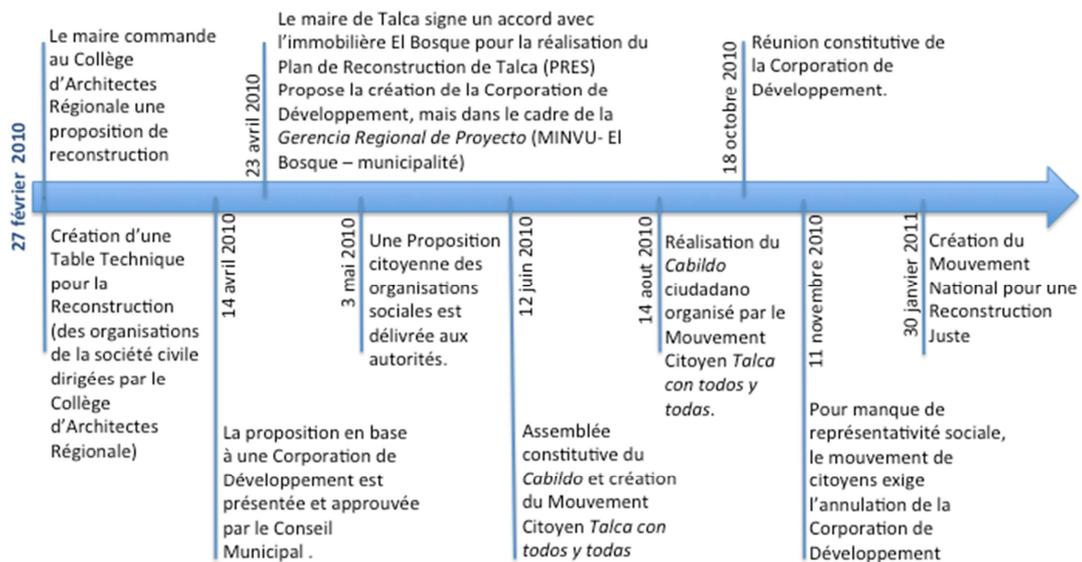


Fig. 04 - Chronologie des événements du 27 février 2010 jusqu'à la constitution du Mouvement National pour une Reconstruction Juste en janvier 2011.

Le 30 janvier 2011, lors d'une session de rencontres dans la ville de Talca organisée par Surmaule, s'est créé le « Mouvement National pour une Reconstruction Juste » auquel se sont joints tous les mouvements et organisations des habitants victimes³⁴⁶ et les organisations nationales de soutien. Pendant ces journées, le mouvement a soumis un premier document de doléances et de propositions citoyennes nommé « Demande Nationale pour une Reconstruction Juste », remis officiellement à La Moneda (Palais du Gouvernement) le 7 mars 2011. Ce document est issu d'un travail « réalisé par plus de 120 représentants d'organisations sociales pendant le "Encuentro Nacional por una Reconstrucción Justa" (Talca, 29 et 30 janvier 2011), sur la base de multiples agendas et documents élaborés par les organisations citoyennes de différentes régions du pays, entre mars 2010 et janvier 2011, et suite aux discussions tenues pendant les rencontres citoyennes de Cauquenes, Chillán, Santiago et Constitución »³⁴⁷.

³⁴⁶ Les organisations des habitants :

(1) Assemblée de Voisins pour la Reconstruction de Villa Olímpica – Santiago ; (2) Voisins pour la défense du quartier Yungay – Santiago ; (3) École Atelier Fermín Vivaceta – Santiago ; (4) Comité Logement *Integración Latinoamericana* – Santiago ; (5) *La mirada de San Hernán* (journal) – San Fernando ; (6) Conseil de développement de quartier Santos Martínez – Curicó. ; (7) Groupe de victimes de Constitución – Constitución ; (8) Conseil d'Organisations Sociales de la commune de Constitución – Constitución. ; (9) Mouvement citoyen *Talca con Tod@s* – Talca ; (10) Union Communale de *Juntas de Vecinos* Sud-Ouest – Talca ; (11) Association de Comités pour « Une maison dans mon quartier » – Talca ; (13) Campement *El Molino* – Dichato ; (14) *Red Construyamos* – Concepción.

³⁴⁷ MNRJ, (Mouvement National pour une Reconstruction Juste), *Proposición Democrática para una Reconstrucción Justa*. p. 1.



Image 29 - Annonce de la « Rencontre Nationale Expériences Citoyennes pour une Reconstruction Juste », 29 et 30 janvier 2011 à Talca. Source : www.surmaule.cl

Les revendications adressées à l'État par le biais de ce document partagent toutes la volonté d'un repositionnement central de l'État dans les processus d'aménagement et de construction de la ville, afin qu'il joue un rôle régulateur du marché foncier. Elles requièrent également la promotion d'une politique engagée de reconstruction et de redéfinition urbaine au sens large, qui soit ainsi plus poussé et globalisant que le seul chantier de reconstruction de logements mis en œuvre, intégrant davantage la participation active des communautés dans les processus de planification des territoires en général et de reconstruction en particulier. La Demande Nationale pour une Reconstruction Juste met également l'accent sur la nécessaire protection des droits des victimes, et notamment celui de pouvoir demeurer dans leur quartier d'origine, mais aussi la protection du patrimoine bâti et social des quartiers dévastés³⁴⁸, ces deux garanties devant être assumées par l'État. Le mouvement national pour une Reconstruction Juste a par ailleurs permis de coordonner les différentes manifestations nationales, assurant aux victimes locales une meilleure représentation publique.

³⁴⁸ *Ibid.*



Image 30- Annonce de la protestation « Deux hivers sans reconstruction », Mobilisation nationale. Mouvement National pour une Reconstruction Juste. 16 juillet, 2011.

Image 31 - Annonce de la Rencontre Nationale de Victimes « Le troisième hiver arrive : il n'y a pas de reconstruction sans les victimes » Mouvement National pour une Reconstruction Juste. 14 avril, 2012. Source : www.elci.sitiosur.cl

Au fil du temps, chaque groupement ou organisation de victimes appartenant au mouvement national a acquis ses propres caractéristiques. Le mouvement « *Talca con Todos y Todas* » s'impose davantage comme un rassemblement citoyen, tandis que d'autres groupes assument une position plus politisée. À partir du moment où la cohésion nationale s'organise, incluant les forces vives de Talca, elle agit comme un moteur pour stimuler la synergie locale. Les réseaux sociaux virtuels participent fortement à la diffusion de l'information du groupement, de par leur facilité d'accès, assurant gratuitement une grande couverture géographique.

Le mouvement « *Talca con Todos y Todas* » a besoin de proposer des activités pour centraliser les individus et donner du corps à leurs revendications. Le nombre de participants adhérant au mouvement dépend de la capacité de rassemblement à travers ces activités. Pour mettre en place des réunions, des ressources sont évidemment nécessaires, qu'il est difficile d'obtenir ; les dirigeants du groupement font preuve d'une débrouillardise étonnante pour perpétuer le mouvement. Ce type d'association citoyenne à but non lucratif et sans aucun soutien financier de la part de l'État est terriblement chronophage pour les participants les plus actifs, parfois avec des conséquences sur leur vie personnelle. Cela interfère parfois dans la qualité des relations humaines internes au mouvement.

Par ailleurs, les organisations de victimes liées au mouvement de Talca et à la cohésion nationale, ont leur propre agenda, indépendant et parfois en contradiction avec une action commune réellement efficace.

7.2.1. Les institutions et organisations de soutien aux processus organisationnels des habitants de Talca : articulation et compétences

Au-delà des ONGs qui travaillaient déjà sur les thématiques urbaines et sociales, plus des universités chiliennes qui se sont impliquées dans différents aspects de la reconstruction, la catastrophe a suscité l'émergence de nouvelles entités engagées dans le processus restructif. Il s'agit d'institutions et d'organisations ayant apporté un appui professionnel et technique aux travaux des habitants, et qui ont aussi joué un rôle de coordinateurs des diverses initiatives nationales et internationales. À Talca, l'ONG Surmaule a fait bénéficier de son expertise professionnelle et technique aux diverses initiatives citoyennes de Talca, et ce bien avant la catastrophe. Dans les premiers moments qui ont suivi le désastre, toute l'équipe de l'ONG s'est mise au service de la communauté, elle s'est installée sur la *Plaza de Armas* de Talca avec plusieurs psychologues de l'université de Talca. Surmaule commence à travailler après la catastrophe en appuyant les voisins à travers du « Programme d'Appui aux Quartiers ». Grâce à ce travail, l'ONG identifie rapidement les problématiques existantes, surtout dans les quartiers plus anciens du centre-ville. Les huit premiers mois, l'ONG a composé avec beaucoup de bénévoles universitaires, venus répondre à l'urgence. Une fois la normalité rétablie au sein des universités, les bénévoles ont délaissé les œuvres de l'ONG.

Les recherches cadastrales et cartographiques effectuées par ces organismes apportent une dimension concrète et plausible aux demandes et arguments des habitants en vue des possibles négociations. Les organismes contribuent à la fois à échafauder la réflexion critique vis-à-vis du processus de reconstruction, tout en appuyant les habitants dans la définition des plans d'action, ainsi que dans la rédaction de propositions et de doléances. Dans le cas de Talca, l'ONG SUR Corporation et l'ONG Surmaule ont indéniablement prêté main forte à la société civile à travers des projets et des programmes de formation, comme l'École de dirigeants sociaux (*ELCI*)³⁴⁹ ou le Programme d'Appui aux Quartiers (*PAB*). L'ELCI est destinée à mieux articuler l'action citoyenne, et de nombreux dirigeants sociaux de Talca ont suivi ses cours, dès l'année 2003. L'objectif de la formation est double : « affiner le discours des dirigeants hommes et femmes de la Région

³⁴⁹ L'*Escuela de Líderes de Ciudad* (ELCI) est un projet de SUR *Corporación de Estudios Sociales y Educación* avec le soutien de l'ONG Surmaule et la EED de l'Allemagne. Il concerne la ville de Talca depuis 2003.

du Maule à travers la mise à disposition des outils conceptuels et l'analyse de l'information actualisée et systématisée des processus de reconstruction » et « renforcer les compétences de communication des dirigeants hommes et femmes des diverses organisations de la Région du Maule, afin de mieux échanger sur leurs problématiques et leurs propositions dans l'espace public politique »³⁵⁰.

Entre les mois d'octobre 2010 et de février 2011, Surmaule a élaboré un programme intitulé « Articulation d'Expériences Citoyennes pour la Reconstruction », par l'intermédiaire duquel l'ONG a pu promouvoir l'association et l'articulation des organisations sociales et citoyennes dans le cadre de la reconstruction. Ce projet a suscité de nombreuses rencontres et échanges, il a ainsi contribué à la formation du Mouvement National pour la Reconstruction Juste³⁵¹.

L'ONG Surmaule a également réfléchi à des procédés permettant la réactivation économique des producteurs à faibles revenus³⁵². Pendant huit mois, l'ONG a ainsi accompagné les locataires du Marché Central, en menant des recherches, notamment cadastrales.

L'Observatoire de *Vivienda y Ciudad* est créé en 2005 et il entame en 2008 l'analyse de la situation du logement et des villes au Chili, à partir d'une approche, plus particulièrement basée sur les droits des habitants. À cet observatoire participent la Coalition Internationale de l'Habitat (HIC, Habitat International Coalition) avec la Fondation *Proyecto Propio*, la fondation *Trabajo en la calle*, l'Institut du logement (INVI, Faculté d'architecture et d'Urbanisme, Université du Chili), SUR Corporation et les *Vicarias de Pastoral Social et de los Trabajadores*. Une des actions de cet observatoire est d'introduire, auprès des acteurs concernés, une vision de la ville et du logement comme relevant de droits fondamentaux. Ils donnent naissance à la Première École Nationale pour Dirigeants

³⁵⁰ ELCI (Escuela de Líderes de Ciudad) *Post Terremoto. El necesario balance de la ciudadanía. Ciclo de talleres de ciudad y talleres de habilidades comunicacionales*, 2011, [En ligne]. <http://www.elci.sitiosur.cl>, Consulté le 2 novembre 2011.

³⁵¹ Les organisations de soutien appartenant au « Mouvement National pour une Reconstruction Juste » sont l'Observatoire de la Reconstruction de l'Université du Chili, l'HIC (Habitat International Coalition), l'ONG SUR Corporation, l'ONG *Reconstruye*, l'Organisation *Ancho Camino*, l'Organisation Cedesus (Centre de développement durable de Pichilemu), l'ONG Surmaule, la Fondation CET Sur (Centre d'éducation et de technologies pour le développement du Sud).

³⁵² « Projet NESsT » : stratégie de récupération productive des zones touchées par le tremblement de terre, spécifiquement le Marché Central de Talca, <http://www.surmaule.cl/proyectos-emblematicos.html>.

Sociaux pour le Droit au Logement, qui a été financée par le DOS³⁵³ suite à un concours public destiné aux dirigeants locaux ou régionaux de tout le pays.

L'un des prémices de cette mobilisation et de l'articulation des sphères citadines après la catastrophe a été une « foire citoyenne » organisée le 28 août 2010 dans la *Villa Olimpica*, qui est l'un des quartiers de Santiago le plus touché par le tremblement de terre. Cette foire citoyenne a été organisée par l'INVI et l'HIC, et a rassemblé divers groupes citoyens. Le sujet central de la foire était évidemment la reconstruction et le concept du « droit à la ville ». Après cette expérience collective, l'Université du Chili a programmé des rencontres entre victimes. L'interconnexion entre les victimes de différentes villes et quartiers a permis de connaître et de prolonger d'autres expériences de travail des groupements d'habitants, de mettre en évidence l'existence de problématiques aux thématiques similaires et de formuler des demandes communes ayant un impact notable grâce au rassemblement que ces actions impliquent.

En mars 2011, l'Observatoire de la Reconstruction de l'Université du Chili a lancé un appel à un regroupement public pour aborder la reconstruction sous l'angle de la société civile. Sous le slogan « Reconstruction(s) Société Civile », l'événement a rassemblé diverses initiatives. Nous avons eu l'opportunité d'y assister. Des tables rondes sur les thèmes de l'éducation, la santé, le logement, l'emploi, l'environnement, le patrimoine et la communication, ont mis en relation divers acteurs, et leur ont donné l'opportunité d'unir leurs compétences et partager leurs expériences en tant que victimes et en tant que leaders, via les mouvements citoyens³⁵⁴. Des groupes de soutien comme l'université ou les ONG ont distillé des recommandations et des appuis techniques, politiques et organisationnels auprès des habitants, et les ont aidés à mieux comprendre la politique de reconstruction et de logement mise en œuvre par le Gouvernement. Parallèlement, le retour de l'expérience « à chaud » des victimes constitue un matériel très riche pour approfondir les recherches et les objectifs de ces instances. Il est intéressant de mesurer comment le rapport avec ces institutions et organisations a aidé à enrichir les requêtes des habitants, par l'intermédiaire d'un discours politique. Le « droit à la ville », le « droit à la terre » et le « droit à la participation citoyenne » ont été les concepts utilisés dans les discours, concepts qui ont nourri les réflexions citoyennes d'un point de vue idéologique.

³⁵³ Division des Organisations Sociales dépendant du Ministère du Secrétariat Général du Gouvernement.

³⁵⁴ Carolina Cares, Walter Imilan et Paulina Vergara, *Op.cit.*, p.13.

Les groupements citoyens ont agi avec l'appui de diverses organisations et institutions et se sont impliqués sous diverses formes dans les processus politiques. Le mouvement *Talca con Todos y Todas* a été initié par un faisceau de modèles et d'expériences présenté par l'ONG Surmaule et le collectif *Reconstruye*, en visant des objectifs d'hétérogénéité et de transversalité. Il facilite et encourage les interactions entre citoyens venus de sphères sociales, économiques et éducatives différentes. Ainsi, parmi les participants du mouvement, nous comptons des dirigeants sociaux, des universitaires, des professionnels, des voisins. Ils ne sont pas forcément tous des victimes directes de la catastrophe, mais en tant que habitants d'une ville sinistrée, ils se sentent concernés par sa reconstruction et unissent instinctivement leurs forces, leurs compétences, donnant naissance à un enrichissement social dense et insolite, qui nourrit la discussion et les propositions.

Conclusions 3^{ème} PARTIE

L'espace public spontané

Dans les chapitres 6 et 7, nous avons exposé les transformations et les adaptations des espaces publics physiques et politiques après le tremblement de terre et le tsunami du 27 février dans deux villes chiliennes. Ces espaces publics physiques et politiques suscitent une représentation du réel basé sur les récits des habitants, des acteurs divers et sur les observations du sensible.

Lorsqu'une catastrophe transforme l'espace urbain et touche la sphère domestique intime, le foyer devient le sujet prioritaire de la démarche de rétablissement des conditions normales de la ville et de la vie. Le besoin basique d'un abri temporaire devient la première urgence post-catastrophe, surtout quand son absence menace la santé des habitants. Le retour à l'ordre des services et de l'accessibilité routière est également un sujet prioritaire pour assurer l'accompagnement des victimes par les secours. Ensuite et parallèlement, les premières solutions d'habitat définitif émergent pour reloger les victimes désormais sans abris. En revanche, l'espace public n'est pas le sujet primordial, il est d'ailleurs rarement mentionné dans le processus de reconstruction ; pourtant nous avons pu constater à quel point la catastrophe modifie inévitablement les caractéristiques des espaces publics physiques et politiques. Cette nouvelle relation avec les espaces publics implique une reconstruction physique et spatiale, mais aussi et surtout une reconfiguration sociale et morale des communautés. Les victimes deviennent des citoyens actifs, touchés et donc, intéressés par les décisions des autorités, auxquelles ils veulent participer.

Dans l'enquête réalisée dans le village de Dichato, les espaces publics physiques ont été analysés à travers le spectre du mode de vie quotidien des victimes (leur façon de les appréhender et de les percevoir) et à travers la symbolique des espaces publics détruits. Aussi ils ont été considérés comme de ceux projetés par les politiques de reconstruction. Les espaces publics politiques de Dichato ont été observés à diverses échelles et en considérant les types d'organisations qui se sont spontanément formées au sein du

campement *El Molino*. Dans le cas de Talca, le désir des habitants et des organisations de la société civile de participer au processus de reconstruction s'est manifesté dans la création d'espaces publics politiques alternatifs qui visent à influencer sur les décisions officielles pour la reconstruction de la ville. Les espaces publics physiques ont été étudiés selon leur importance en termes de qualité de vie recherchée par les habitants, et en fonction des ressources représentées par ces espaces pour l'organisation collective des habitants.

L'enquête réalisée sur les espaces publics pratiqués par les habitants nous montre comment se tissent diverses manifestations du sensible. Ces manifestations découlent de l'agencement des comportements et des interactions sociales, des expériences sensorielles des espaces habités et des expériences de la mémoire affective des habitants. L'expérience sensible s'affirmant dans l'espace public physique peut être synthétisée dans la figure de l'hospitalité, autrement dit la disposition de l'espace d'accueil de l'autre, une hospitalité que ne s'exerce pas en tout lieu.³⁵⁵ Cette même expérience sensible est présente à la source des rumeurs, des opinions, des discours et des actions collectives des individus. Le contenu de ces différents phénomènes, combine plusieurs représentations du sensible dans les espaces publics politiques. Les observations dans la réalité matérielle et politique se caractérisent par une analyse des manifestations et des représentations produites à diverses échelles du public, depuis l'échelle plus intime jusqu'à l'échelle des relations internationales. Ainsi, par exemple, les groupements d'habitants naissent de rumeurs et de conversations entre voisins qui, avec le temps, prennent la tournure de pétitions, de propositions et de projets.

a. L'irruption d'un concept

L'espace public ne peut pas se définir à partir des conceptions idéales d'une description de son aspect public. Il ne peut pas non plus être défini comme l'état immuable d'un espace quelconque, car il est le révélateur des changements, des conflits et des nouvelles configurations de l'être ensemble, de cet être ensemble qui constitue la ville. Quand les frontières de l'espace public se voient déplacées ou pressées, elles révèlent une image de la réalité, qui possède une dimension conflictuelle et sémantique capable de modifier les espaces publics tant physiques que politiques. Ainsi, l'idée d'une production spontanée d'espaces publics se manifeste tant dans les transformations, appropriations ou créations d'espaces urbains matérielles et sensorielles que dans l'irruption d'espaces publics politiques, lieux de l'expression d'idées et d'opinions. Nous appellerons ces espaces publics

³⁵⁵ Humberto Giannini, *Op.cit.*

« spontanés ». Ces espaces exposent ou expriment des aspects du monde sensible qui participent à leur production. Les aspects du sensible sont sensoriels, affectifs-mémoriels et sociaux. Dans le tableau suivant, nous avons synthétisé les dimensions du sensible qui se sont manifestées durant notre enquête de terrain.

	ESPACES PUBLICS PHYSIQUES	ESPACES PUBLICS POLITIQUES
SENSIBLE SENSORIEL	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Déplacement des frontières entre la sphère publique et la sphère privée. ▪ Exacerbation des ambiances sensorielles. ▪ Répulsion/attraction des ambiances sensorielles. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le changement de qualité de vie est un motif de résistance.
SENSIBLE AFFECTIF-MÉMORIEL	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Attachement / détachement. ▪ Abri émotionnel. ▪ Nostalgie des espaces mémorisés. ▪ Symbolisation et marquage. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Résistance au plan de transfert et à la rupture des liens sociaux ▪ Courage / découragement ▪ Protection du patrimoine ▪ Identification à une cause.
SENSIBLE SOCIAL	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pratiques quotidiennes. ▪ Jeux et loisirs. ▪ Manifestation publiques. ▪ Travail et formation. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Associativité ▪ Solidarité ▪ Participation citoyenne ▪ Doléances, revendications et propositions.

Fig. 05 - Aspects du monde sensible observables au sein des espaces publics spontanés des habitants. Source : Karen Andersen.

Nous voudrions caractériser un espace public généré par la vie des habitants en situation post-catastrophe. Notre postulat est que ces espaces publics peuvent rendre compte de l'expérience sensible de l'espace urbain pré et post-catastrophe. L'espace public est un espace d'expertise du sensible. Pascal Amphoux parlera aussi du dépassement de l'espace public par les espaces immatériels et parlera d'un « "espace-temps public", qui pourrait être défini comme « une *situation sociale* (ce qui inclut le lieu physique mais ne s'y limite pas), qui *autorise* (au double sens de ce qui rend possible et ce qui oriente ou guide) *la sensibilité à l'Autre* (cet "Autre" pouvant non seulement être humain mais aussi spatial ou temporel) ». Là où l'on perçoit l'espace autrement, là où l'on éprouve une temporalité autre, là enfin où l'occasion se présente de rencontrer "cet autre qui nous constitue" (celui qui

nous est étranger), commence l'espace public. ».³⁵⁶

Dans cette configuration, l'expérience sensible des habitants, tant sociale, sensorielle et affective, est bouleversée et l'espace public est reconstruit et coproduit sur la base des pratiques quotidiennes, de l'organisation et de la prise de parole mobilisée par les groupements d'habitants. Nous avons repéré que la sensation de vulnérabilité éprouvée par les habitants repose sur la dégradation au quotidien de l'amont d'expériences sociales, affectives et sensorielles. Cependant, dans une démarche reconstructive, les actions individuelles et les pratiques collectives participent à faire basculer le processus de dégradation de ces expériences sensibles altérées. Dans l'échange avec autrui, tant dans les actions entreprises au quotidien, la négociation des groupements d'habitants avec les autorités locales que dans l'émergence de difficultés locales relayées par des organismes internationaux, ces phénomènes initient le processus de reconstruction des villes. Dans nos deux cas étudiés, ces échanges constituent une reconstruction parallèle et sans aucune connexion avec la reconstruction officielle du Gouvernement.

Les espaces publics spontanés révèlent des attributs et des valeurs possibles qui se voient exacerbés sous les conditions particulières de la reconstruction post-catastrophe, mais qui peuvent néanmoins se lire dans n'importe quel processus de conception urbaine. Les attributs des espaces publics que nous référençons dans notre enquête post catastrophe sont de deux types : (1) ce sont des contenants du sensible ; (2) ils constituent un accueil de l'imprévu, une hospitalité de l'autre et un ressource fonctionnelle. Nous utilisons le terme ressource car les espaces publics ont la faculté de permettre d'affronter les difficultés et de viser le rétablissement de la ville. Ces attributs des espaces publics spontanés nous amènent à leur conférer une valeur idéale de démocratie populaire.

³⁵⁶ Pascal Amphoux, «Ambiances urbaines et espaces publics », dans G. Capron et N. Haschar-Noé, (éd.), *L'espace public en question : usages, ambiances et participation citoyenne, Notes et travaux de l'école doctorale TESC n°3*, Toulouse, Université Toulouse Le Mirail, 2003.

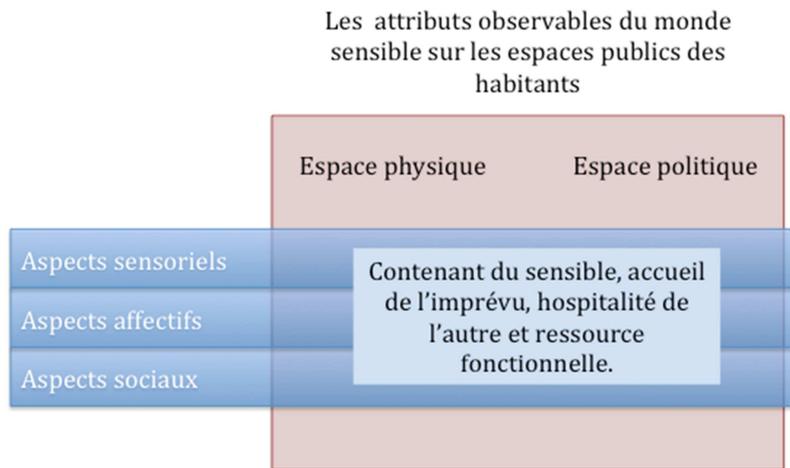


Fig. 06 - Les attributs des espaces publics spontanés. Source : Karen Andersen.

a.1. Les espaces publics, contenant du sensible

Les espaces publics spontanés sont les sujets d'actions qui, au-delà des justifications rationnelles, visent à un objectif sensible : se « sentir bien » dans l'espace urbain. Dans une situation post-catastrophe, l'accomplissement de cet objectif est plus délicat. La reconfiguration des espaces publics implique une désignation de nouveaux référents et de nouvelles identités, et pour ceux qui ont perdu leur logement, retrouver un foyer devient l'unique préoccupation. Cependant, la priorité de reconstruire son logement détruit par une catastrophe ne vise pas seulement à satisfaire un besoin matériel, mais représente davantage la nécessité de constituer un chez-soi où chaque habitant cultive une identité qui l'attache à un lieu et par l'intermédiaire duquel il se présente face aux autres. Ce besoin de ne pas omettre son identité individuelle et de se différencier dans une phase où tous affichent les mêmes conditions de vie, amène les habitants à marquer, apposer des signes sur les lieux et les ruines de leurs propriétés ou à aménager l'extérieur de leur hébergement d'urgence afin de se les approprier au sein de l'espace public.

Les relations avec autrui, qu'elles soient de l'ordre de la solidarité ou du conflit, sont conditionnées en partie via l'espace public qui les sépare et les réunit. Inversement, les interactions aident à configurer et à signifier les espaces publics. Les habitants vont définir les espaces publics à travers des usages et des interventions spontanés, en fonction de leurs besoins et de leurs aspirations. Ces interventions cherchent à rétablir les attachements affectifs existants avec les ambiances sociales, sensorielles et affectives propres à chaque espace public. Les habitants s'engagent de diverses manières dans cette reconfiguration. La

culture des espaces publics, l'âge, le sexe et l'histoire personnelle conditionnent les actions des usagers dans la reconstruction des espaces publics.

Les émotions jouent un rôle central dans la signification des espaces publics, elles peuvent aider à orienter l'attachement ou le détachement des habitants à leur égard. Dans nos deux cas d'étude, les habitants sont confrontés à leur ville dévastées et à toutes les émotions de tristesse et de nostalgie que l'expérience déclenche, ils doivent également surmonter la peur persistante suite à la catastrophe et s'habituer aux nouvelles routines quotidiennes et aux nouvelles ambiances sensibles. Les odeurs, les bruits et l'image des rues, des places et des promenades habituelles sont à ré-assimiler. L'espace public physique doit se flexibiliser et accepter aussi des manifestations émotives des usagers, ainsi qu'un déplacement et un ajustement des frontières avec l'espace privé et l'exposition des vulnérabilités éprouvées par les habitants. Les traces visibles du désastre dans les espaces publics physiques soutiennent le traumatisme, ils sont témoins des événements et contenant de la mémoire.

Les espaces publics politiques sont aussi les contenants de récits privés, voire intimes. Le partage de l'expérience et l'extériorisation des mondes familiers plus secrets, au sein des espaces collectifs, sont communs dans le contexte de précarité et de vulnérabilité enveloppant les habitants après une catastrophe. Dans nos deux études de cas, les expériences sensibles vécues au quotidien seront la cause de plusieurs initiatives. Le risque de perdre des espaces publics significatifs et représentatifs, ainsi que la qualité de vie des quartiers originels de la ville, tout comme de leurs réseaux sociaux, suscitent la motivation de s'organiser instinctivement en groupements de soutien et de résistance. Des motifs plus ordinaires sont aussi cités dans nos cas, comme le besoin de partager, de s'occuper, et de renforcer les réseaux de voisinage.

Ces espaces publics politiques spontanés témoignent de certaines dimensions identitaires des communautés, tout en participant concomitamment à la reconstruction des identités collectives. La production solidaire d'espaces publics à partir d'expériences communes, de compétences et de connaissances localisées de la ville, des quartiers, des espaces publics et des bâtiments, révèle que ces habitants organisés représentent bien, sans être des experts, les intérêts de protection du patrimoine des villes.

a.2. L'espace public comme un accueil de l'imprévu, une hospitalité de l'autre et une ressource fonctionnelle

L'espace public physique répond, dans un premier temps, à la nécessité de contact, d'échange et de soutien entre les habitants victimes. Il exacerbe sa valeur d'hospitalité dans une situation de misère et de précarité partagée. D'abord, la rencontre et le partage des ressentis et des expériences entre victimes soulage la souffrance individuelle, pour après se transformer en une rencontre créative, qui permet l'organisation à visées multiples. La solidarité est une de premières manifestations humanitaires propres aux espaces publics, avant tout grâce aux interactions d'aide et d'appui inhérentes à la coprésence. Ensuite, le relais sera assuré par des réseaux philanthropes nationaux et internationaux qui se concentrent grâce aux médias.

Cet espace public permet aussi l'expression des souffrances et des demandes et la possibilité de participer à la vie publique et politique, par le biais de la seule présence et parole d'un individu. Les espaces publics doivent permettre aux individus de se faire entendre. Même si cet aspect peut paraître intrinsèque à la condition même d'espace public, certains espaces sont plus ou moins exposés à l'opinion publique. Les espaces publics politiques des habitants vont accueillir les opinions privées et les ressentis intimes. Par conséquent, ils constituent une source d'information alternative qui représente et met en valeur les habitants en tant que protagonistes de la transformation de leur environnement.

Dans l'espace public quotidien, l'abri émotionnel, la rencontre et la communication sont des valeurs clés recherchées par les habitants pour initier le processus de rétablissement face à une situation d'urgence. Ils mettent ainsi en œuvre des initiatives et des associations de type ponctuel, organisent des festivités, des réunions, des ateliers et des rassemblements protestataires dans les espaces publics. Certains espaces publics physiques constituent des espaces de représentation des institutions, et du pouvoir public. Ainsi, dans un pays centralisé comme le Chili, les protestations dans la capitale ont stratégiquement permis de positionner certains sujets comme thèmes prioritaires et les communiquer largement dans l'opinion publique. Les organisations de lutte citoyenne cherchent des espaces symboliquement puissants et médiatiques. Les habitants du village de Dichato comme ceux de la ville de Talca ont envahi des espaces publics de Santiago pour se manifester et pour délivrer leurs revendications et propositions aux autorités. À contrario les protestations les plus médiatisées à Dichato ont été celles ayant dérapé en de violents affrontements avec les forces militaires.

Les espaces publics physiques concourent à rétablir le fonctionnement de la ville en constituant une ressource d'espace disponible doté d'un potentiel de flexibilité, ce qui leur permet d'accueillir une grande diversité d'activités. Dans les chapitres précédents, nous avons analysé leur capacité d'accueil, tant pour des activités publiques que privées, où même l'intime rompt et bouleverse parfois leur fonctionnement traditionnellement connu. Ainsi le caractère public de l'espace se voit menacé. Sylvia Ostrowetsky estime que nous construisons des « lieux prévus potentiellement pour cette constitution. L'espace public est donc forcément un espace partageable et partagé ; son « appropriation » est la négation même de son existence »³⁵⁷. Ce caractère public se voit également déconcerté par les mesures de contrôle et de surveillance qui lui sont appliquées pour faire face au « chaos » que produit une catastrophe en milieu urbain.

L'espace public octroie la possibilité d'accès à l'autre, à la parole de l'autre, à l'écoute de l'autre ou simplement au regard de l'autre. L'accessibilité à la ville et le déplacement dans la ville acquièrent une importance primordiale immédiatement après la catastrophe, d'abord pour l'évacuation des populations hors des zones touchées, et ensuite pour la venue des organismes d'aide humanitaire, des autorités et de citoyens bénévoles. En outre, les espaces libres correspondent parfois aux seuls espaces sûrs pour s'installer quand les constructions risquent de s'effondrer. La demande insistante des habitants pour l'amélioration de la qualité dégradée de ces espaces et le déblaiement des ruines, témoigne aussi d'une volonté d'assurer le libre déplacement de tous en toute sécurité, sans exclure les enfants ni les personnes âgées ou à mobilité réduite. L'idée que le réseau d'espaces publics libres constitue une ressource dans la catastrophe a été émise par le *New Zealand Society of Earthquake Engineering Conference* en mars 2010³⁵⁸, sous le concept d'*urban resilience*, développé à partir d'une recherche sur les plans d'action contre les sinistres et sur le cas du tremblement de terre et de l'incendie qu'il a provoqué dans la ville de San Francisco en 1906. Brian Walter et David Salt³⁵⁹ approchent le concept de résilience à l'*urban design*. Il a pour objectif de trouver, au sein des espaces publics le mode de régénérescence de la ville, utile à la conception de plans pour sa reconstruction.

³⁵⁷ Sylvia Ostrowetsky (dir), *Lugares, d'un continent l'autre... Perception et production des espaces publics*, Paris, Éditions L'Harmattan, 2001, p.143

³⁵⁸ Penny Allan et Martin Bryan, « The Critical Role of Open Space in Earthquake Recovery : A Case Study », *Paper n°34 NZSEE Conference (New Zealand Society for Earthquake Engineering Inc)*, Victoria University of Wellington, Wellington, New Zealand, 2010. [En ligne], <http://www.nzsee.org.nz/db/2010/>, Consulté le 27 mai 2010.

³⁵⁹ Brian Walter, David Salt, *Resilience Thinking : Sustaining Ecosystems and People in a Changing World*, Washington DC, USA, Island Press, 2006.

Les espaces publics ayant fait preuve d'une « utilité » pour les habitants après la catastrophe ne l'ont pas toujours nécessairement été par le passé. Ainsi, dans l'urgence, la mobilité de la population a été facilitée par une représentation de l'état de la voirie transmise en temps réel par des citoyens, à travers une action collective sur internet et les réseaux sociaux. Cette représentation de la mobilité a été rendue possible grâce au savoir, à l'expérience et à la contribution de chacun, par l'intermédiaire d'un apport d'information sur l'état des routes des régions sinistrées.

b. Les espaces publics spontanés et leur valeur démocratique conditionnelle

Nous prenons acte du potentiel de ces espaces publics physiques et politiques pour favoriser la contribution des habitants à la conception urbaine, du fait d'une bonne représentation des aspirations et des compétences citoyennes associée à leur nature sensible. La spontanéité propre à la formation de ces espaces est la preuve qu'elle répond à un besoin d'éthique. La pluralité d'espaces, rassemblant des opinions privées autant que collectives, accepte par extension des usages divers de l'espace et des mémoires. Cette pluralité, cette hétérogénéité des espaces publics spontanés, propres également aux expériences dont ils sont originaires, détient par nature la légitimité de contester les décisions qui n'intègrent pas les revendications des habitants. Lorsque ces situations surviennent, des collaborateurs partenaires, tels les ONG ou les universités, appuient cette résistance et soutiennent les requêtes et les propositions des habitants. Les habitantes, organisées entre elles à l'intérieur de leurs quartiers, sont des acteurs majeurs tant dans la recherche de solutions collectives que dans la formalisation de demandes et de propositions au sein de ces espaces publics politiques. La connaissance des lieux et l'expérience quotidienne des milieux dotent, une fois encore, ces associations d'habitants en connaissances et en compétences non négligeables face aux autorités. Leur autonomie vis-à-vis des sphères de pouvoir permet à ces organisations d'habitants de se positionner dans un rôle contrôleur des actions de l'État et du marché.

Il est intéressant de souligner le rôle joué par les lieux de travail des citoyens dans la construction de cet espace public. Des espaces productifs ou de formation à l'intérieur du campement d'urgence *El Molino* de Dichato, réussissent à ménager des espaces de circulation de l'information, de partage des expériences et de genèse d'opinions.

L'espace public spontané des habitants est une ressource pour la confrontation et la négociation avec l'espace public traditionnel ou officiel. L'espace public des autorités et des concepteurs du plan de reconstruction du Chili, étudié à partir de nos cas d'étude, prône la validation d'un modèle de ville néolibérale défini par les types de procédures, le choix des acteurs associées et les politiques publiques mises en œuvre. L'espace public des habitants organisés vise au contraire à protéger les modes de vie antérieurs à la catastrophe et à rétablir leurs droits d'accès et d'usage de la ville. Dans certains cas, ces deux intentions, celle des habitants et celle des autorités, peuvent être incompatibles et amener à une opposition totale des opinions. Lorsqu'aucun consensus n'est trouvé, la confrontation peut être résolue par l'intervention d'un tiers. Le devenir des Écoles *Concentradas* de Talca illustre bien ce type de situation de rapport de force entre deux positions fermes, les citoyens souhaitant préserver les bâtiments d'une part et le maire de Talca commandant leur destruction d'autre part. Le Conseil des Monuments Nationaux a intercédé dans le sens des habitants en délivrant le classement des Écoles en tant que Monuments Historiques, grâce à une défense constante des citoyens pour la préservation de ce patrimoine.

Les espaces publics spontanés des habitants sont une source d'information alternative. L'espace public traditionnel ne reflète pas la réalité de la vie quotidienne des victimes, outre quelques problèmes généraux et les solutions des autorités à leur égard. L'espace public officiel se transforme en une propagande de chiffres attestant la gestion du Gouvernement, contrairement à l'espace public des habitants qui a la caractéristique d'être un miroir de l'expérience vécue.

Nous remarquons la projection des mouvements nés après la catastrophe dans le champ de la participation. Au-delà de l'existence ou de l'inexistence d'instances participatives dans la planification des villes, les mouvements et organisations d'habitants établissent la possibilité, pour chaque citoyen, de se faire entendre et d'être un récepteur de la parole du voisin ordinaire. Dans le cas du Mouvement citoyen *Talca con todos y todas*, le motif initial de sa création était centré sur la gestion de la crise et des problématiques causées par le tremblement de terre. Mais à partir des débats relatifs à ce motif, des idées et enjeux plus globaux en lien avec l'urbanité, se sont introduits dans le débat citoyen, indépendamment de la situation causée par la catastrophe. Aujourd'hui, le mouvement se projette comme une association démocratique de défense des intérêts citoyens auprès des décisions gouvernementales concernant des thématiques urbaines plus larges que la seule reconstruction de la ville de Talca. Un grand nombre de voisins qui n'étaient pas coutumiers des revendications politisées, ont appris les diverses formes de participation au débat public, leur permettant de se faire entendre et de transmettre leurs doléances et leurs

propositions. Dans le cas de Dichato, la vie communautaire était faible avant la catastrophe et l'expérience antérieure des dirigeants d'associations citoyennes était réduite. Pour la plupart des dirigeants, la gestion des relations entre citoyens et autorités constituait une première expérience dans une organisation. Selon Sandoval et Aravena, plusieurs habitants de Dichato « pensent que le tremblement de terre et le tsunami pourraient servir à unir de nouveau les dichatins. L'union des dichatins s'est accomplie en partie et dans certains moments. Cependant, certains pensent que la situation a davantage aggravé la fragilité de la solidarité et des liens entre le peuple »³⁶⁰. Le travail assumé par les dirigeants des groupements citoyens excède leurs compétences et leur disponibilité, alors qu'ils sont eux aussi des victimes. Néanmoins, la communication avec d'autres expériences de gestion citoyenne au niveau national et international, l'appui des organisations et la lutte menée à différentes échelles, dynamise le processus de reconstruction et renforce les compétences de ces dirigeants. Les diverses initiatives citoyennes sollicitent également l'appui du monde académique et professionnel pour renforcer les compétences organisationnelles de leur mouvement. La dépendance avec ces acteurs varie en fonction de l'expérience et des compétences dont disposaient les habitants avant le tremblement de terre. Cette dépendance a été minorée dans des communautés où préexistaient des expériences antérieures de luttes urbaines et politiques.

Au-delà de la stabilité temporelle des organisations, leur valeur démocratique réside dans leur qualité de témoin des expériences sensibles des lieux. La variété des formes et des contenus des espaces publics spontanés est à l'image des enjeux actuels des communautés, de la même manière que la catastrophe a été un bon observatoire social. Ces espaces publics sont spontanés et flexibles : ils peuvent se développer ou s'éteindre, perdurer ou changer, grandir ou se multiplier. Leurs formes peuvent être plus ou moins formelles et plus ou moins organisées. Nous croyons que la pertinence des solutions urbaines peut s'accomplir pleinement en établissant une écoute et une compréhension de ces espaces publics spontanés des habitants. Ces aspects sensibles et éthiques acquièrent une plus grande importance dans les pays à risque, dotés d'une vulnérabilité conjuguée à une forte probabilité de survenance de l'aléa, comme c'est le cas du Chili du fait de sa condition sismique.

³⁶⁰ Alejandra Sandoval et Susana Aravena (éd.), *Op. Cit.*, p.80.

QUATRIÈME PARTIE

Vers une implication des espaces publics spontanés au projet

L'objectif de la quatrième partie de la thèse est de présenter trois réflexions à partir de l'interaction entre terrain et théorie sur les espaces publics spontanés.

Les thématiques récurrentes dans les entretiens de Dichato et Talca furent la forte présence des expériences intimes, de vulnérabilité, de résilience, féminines, créatives et de résistance dans le processus de production des espaces publics spontanés. Dans le choix de réflexions à développer, nous avons donné la même importance à celles qui relèvent de la sphère publique et à celles qui relèvent de la sphère privée. Le regard sur le chez-soi et sur l'intime nous aide à rentrer dans le monde sensible et affectif de la production de l'espace public. Les espaces de la maison et du quartier sont vus en tant qu'ils représentent ou produisent un chez-soi pour une victime de la catastrophe. Ce chez-soi est une analyse dans plusieurs registres, le registre de l'imaginaire, de la mémoire et du vécu. Comme éléments de connaissance de chacune des thématiques analysées dans cette quatrième partie, trois temporalités sont sollicitées : la relation avec le passé et ce que les habitants ont perdu, le « faire-face » à la situation actuelle et la relation avec les projets futurs et les aspirations. Nous essayons de comprendre l'impact qu'ont les souvenirs, les expériences et les attentes individuelles et collectives dans la construction des sujets. Nous incorporons aussi dans l'analyse des éléments de connaissance qui sont de l'ordre de la sphère affective, c'est-à-dire les ressentis et perceptions et les ambiances affectives qui jouent aussi un rôle dans la définition des thématiques.

Les particularités de ces expériences de l'espace public physique et politique sont associées à la dimension sensorielle, aux affects, à la mémoire et à la dimension sociale. Ces dimensions du monde sensible se voient bien représentées dans les actions, pratiques et

modalités d'implication de ces trois expériences au processus de reconstruction urbaine de nos deux cas d'étude.

Ces réflexions nous donnent le matériel pour élaborer une première approche opérationnelle. Cette approche vise à une future incorporation à une méthodologie qui impliquera l'expérience sensible à la conception urbaine dans une situation de projet de reconstruction ou projet ordinaire. Ainsi nous nous demanderons sur les types de contributions des habitants - et leur degré de spontanéité- présentes dans chaque thématique étudiée.

Chapitre 8

L'intime : l'espace public face aux risques après une catastrophe

8.1. La vulnérabilité et la production de l'intime

La catastrophe est une expérience violente qui est vécue intimement, son souvenir est donc naturellement chargé d'émotions. Le récit des événements à l'occasion des entretiens permet de verbaliser ces émotions, bien qu'en général elles se révèlent à travers les non-dits, les attitudes, les silences, les tergiversations ou les changements de sujets, ou les pleurs inopinés. Cette recherche n'a pas l'intention d'aborder les domaines de l'analyse psychologique ou de l'interprétation de la sphère affective individuelle des victimes, mais plutôt de repérer la manifestation de l'intime dans leurs récits et d'apprécier son impact dans la contribution des habitants à la reconstruction de leurs espaces personnels et communs après la catastrophe. Cependant, malgré nos intentions de ne pas orienter l'entretien sur la catastrophe mais d'évoquer principalement la vie dans le campement, leur relation avec le village détruit à Dichato et les mobilisations des habitants à Talca, les habitants revenaient spontanément et presque invariablement sur les moments vécus la nuit de la tragédie et sur la souffrance qu'ils éprouvent. Le sujet de l'intime a été davantage abordé au cours des entretiens réalisés auprès des habitants du campement de Dichato que lors de ceux menés avec le groupement d'habitants de Talca. Peut-être que l'ambiance des entretiens, souvent menés à l'intérieur de la maison de l'interviewé, combinée à une méthodologie d'entretien souple, sans question fixe, a contribué à mettre à l'aise les habitants, qui se sont plus facilement exprimés sur leurs émotions et leurs ressentis. Dans certains entretiens, parler du temps passé a entraîné des réactions assez intenses, et les victimes n'ont pas réussi à retenir leurs larmes.

Nous entendons le concept de l'intime comme l'aspect le plus privé du foyer et du souvenir de ce foyer. Dans une situation de vulnérabilité et de précarité sociale, l'habitant

expose ou protège son intimité sous divers aspects. Nous analyserons comment les différentes manifestations de l'intime se trouvent éprouvées dans ces situations. L'exposition des vulnérabilités dans l'espace public appelle en effet à sa reconnaissance publique.

L'espace public, tant les lieux publics que les espaces de la discussion politique, s'avère être une scène revendiquée par les citoyens pour exposer une vulnérabilité ou sa représentation. Dans d'autres cas, l'exposition est une conséquence de la configuration physique et sociale des espaces. L'exposition étant le fait de rendre quelque chose ou quelqu'un susceptible d'être connu publiquement, elle appelle au principe de publicité de l'espace public.

8.1.1. Précarité et vulnérabilité psycho-sociale dans l'urgence

D'abord, la perte de la maison, du travail et des services publics de la ville place l'individu dans une situation de vulnérabilité sociale. Ensuite, la précarité des logements d'urgence et de l'environnement du campement induisent des conditions de vie difficiles et transgresse les codes de l'intimité qui préexistaient jusqu'alors. Le sentiment de vulnérabilité sociale des habitants est de l'ordre de l'intime.

La précarité du quotidien dans le campement modifie subtilement le rapport permanent des habitants avec les limites de leur intimité. La religion et les croyances populaires se voient exacerbées aussi dans la précarité, et le sacré s'illustre dans les récits quotidiens des victimes. Les histoires populaires autour des causes de la catastrophe – l'idée d'une punition divine – et des prédictions – des signaux dans le ciel, dans la mer ou dans les comportements des êtres vivants auraient annoncé la tragédie – relèvent d'un besoin d'explications et de réponses face à la force soudaine et brutale de la nature. L'historien et missionnaire jésuite espagnol Diego de Rosales raconte qu'en 1674 sur la côte chilienne habitaient deux serpents. L'un, qui se nommait *Tentén*, vivait en haut de collines auxquelles ont a donné son nom. L'autre qui habitait les lieux bas, appelé *Caicai Vilú*, était l'ennemi du serpent *Tentén* et des hommes. Un jour *Tentén* appela les hommes à se protéger et à monter sur les collines si la mer venait à monter. Car, dit-il, dans une bataille *Caicai Vilú* fera bouger la terre et fera monter la mer et en réponse, *Tentén* enlèvera les collines de la terre pour expulser les eaux, ainsi plus grandes deviendront les vagues. Lorsque les indiens virent que la mer commençait à monter et à inonder la terre, tous se réfugièrent au *Tentén*.³⁶¹

³⁶¹ Diego De Rosales, *Historia general del reino de Chile : Flandes indiano*, Selection, prologue et notes Alfonso Calderón, Santiago, Universitaria, 1969, Cité par Miguel Lawner dans *El terremoto del Bicentenario*, Santiago, Éditions LOM, 2010, Traduction personnelle.

Le rapport avec le sacré est un aspect de l'expérience intime qui prend place aussi dans la sphère publique à travers la signification des espaces. Pour Moles, la Science a confiné le Sacré dans des lieux ou des êtres spéciaux, qui se manifestent lorsque les hommes ne trouvent pas d'explications rationnelles : « En fait, à la limite, Dieu se trouve bien en tous les lieux où la rationalité pénètre mal, où elle devient opaque à l'esprit, là où, comme nous le disons, l'homme ne domine pas totalement les éléments et les forces de son environnement »³⁶². Des modes de comportement comme « l'effroi, la révérence, l'hésitation sur le seuil, l'offrande, l'humilité »³⁶³ sont des conditions sous lesquelles le sacré peut s'extérioriser au quotidien. Les émotions sont intrinsèques au rapport sacré des individus avec le monde.

« Le soir, j'étais assis dehors en regardant le ciel... je me suis dit que quelque chose allait passer... des étoiles qui tombaient du ciel qui je n'avais jamais vu, le ciel était différent, blanc, après bleu... je n'avais jamais rien vu de tel auparavant. Après bien étendre le feu que j'ai pour chauffer de l'eau à la maison, je me suis couché (...) et des heures après, une petite boule de feu s'allume, elle était en train de me dire quelque chose... elle disait qu'il fallait sortir. (...) Je savais, donc j'ai sorti du lit à la rue, et ensuite vient le tremblement de terre » (M. Guillermo).

L'intimité au quotidien peut être mal vécue en cas de conditions de vie indignes. L'intimité acquiert ainsi de nouvelles manifestations en rapport avec les types de frontières entre le privé et le public. La vie dans les campements est rendue difficile par la précarité des services et des logements. Pour des personnes à mobilité réduite ou âgées, comme Mme Eduvina, habitante du campement *El Molino* de Dichato, aveugle, les choses les plus basiques du quotidien deviennent extrêmement difficiles. « Si personne ne m'en amène, je n'ai pas d'eau. Lorsque je n'en avais plus et que ma famille ne venait pas, je vivais sans eau ». L'importance d'un accès à l'eau depuis l'intérieur des logements a amené les habitants du campement à se raccorder de manière informelle au réseau d'eau potable. Les toilettes et les salles de bains installées par le Gouvernement sont disposées à l'extérieur des logements, dans des containers métalliques. À Dichato, les logements d'urgence sont des constructions assez basiques et insuffisantes compte tenu du climat de la région et de la durée du séjour des victimes. Les logements d'urgence comportent quatre murs de panneaux de bois revêtus de polystyrène expansé sur les faces intérieures, une porte et deux

³⁶² Abraham Moles, Élisabeth Rohmer, *Labyrinthes du vécu. L'espace : matière d'actions*, Paris, Librairie des Méridiens, 1982, p.28.

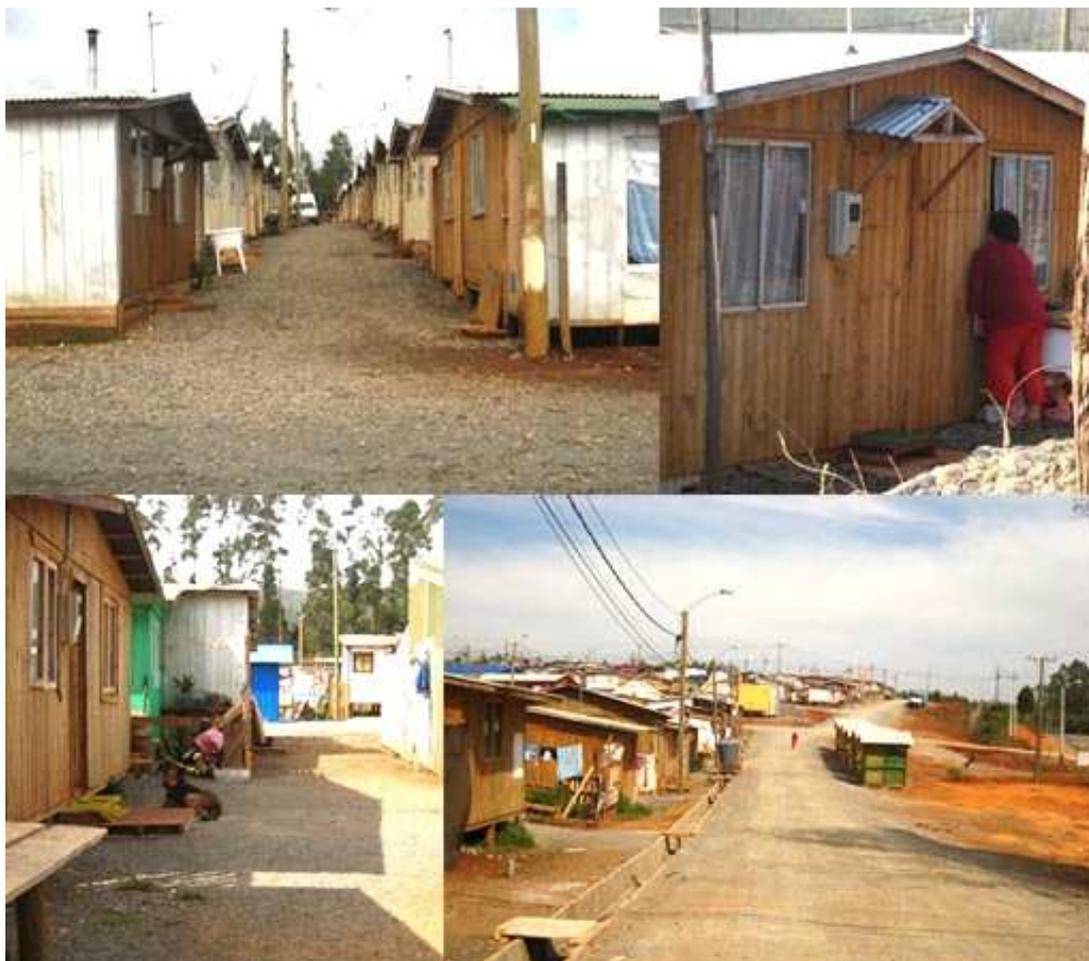
³⁶³ Abraham Moles, Élisabeth Rohmer, *Op. cit.*, p.33.

fenêtres. Ils présentent une mauvaise isolation thermique et acoustique. Les habitants se plaignent des infiltrations d'eau les jours de pluie. La faible surface utile de 18 m² pose problème aux familles nombreuses qui subissent une invraisemblable promiscuité.

Les récits des habitants dépeignent une ambiance de solitude et d'isolement au sein du campement, sensation confirmée par notre propre sensation en tant qu'observateur. Notre position de personne étrangère au campement nous a valu d'être observé en quasi permanence. Nous avons la sensation d'être épié entre les rideaux. Cette sensation nous a été très rapidement confirmée par un habitant, de manière indirecte, lorsqu'il m'a expliqué que tout le campement sait toujours ce qu'il se passe, même lorsqu'il n'y a personne dans la rue. L'ambiance sonore des espaces publics du campement est emplie du son du vent dans les arbres de la forêt environnante, des rires et des cris émis par les jeux d'enfants, des aboiements des chiens et du son des radios ou des télévisions.

L'impact de la nuit de la catastrophe, la prégnance des préoccupations actuelles de chacun comme du groupe et le mode de vie tellement différent de celui qu'ils connaissaient jusqu'alors au village, toutes ces causes ont occasionné des troubles psychologiques chez les habitants, comme du stress, des insomnies voire des dépressions.

« Les gens sont tombés malades ici, parce qu'il est trop difficile de vivre de cette façon (...) Je sens bien que je ne suis plus la même personne qu'avant, je suis plus silencieuse, avant j'étais gaie, je faisais des blagues, je riais tout le temps... » (Mme Maria Cecilia).



« Je crois que les gens sont en train de tomber malades de solitude, de la tristesse véhiculée par toute cette désolation. Regarde ici... même l'air, l'ambiance, tout, autour de toi, transmet la solitude... c'est comme ça, la vie dans ce village. Ici, ils disent que c'est un village » (Mme Eliana).

Image 32 – Le campement *El Molino*. Source photos : Karen Andersen. 2011.

Les victimes ont non seulement subi l'impact du désastre mais doivent aussi subir l'impact d'une vie précaire et indigne, dans les conditions postérieures au désastre. Leurs yeux doivent s'habituer à la destruction de leur ville, et leurs esprits s'habituer à la tristesse et à la nostalgie du passé perdu. Pour supporter le quotidien, les habitants tentent d'arrêter de pleurer le passé et d'accepter le présent avec l'espoir d'un futur plus décent. Il leur faut accepter un nouveau mode de sociabilité produit de la fragmentation imposée par la population. Le poids du quotidien pousse de manière trop rapide à s'habituer et à accepter un nouveau type de vie. Cependant, la psychologie sait bien que la récupération post-catastrophe n'est pas seulement une question de temps, mais surtout une acceptation des conséquences de la tragédie. Le vécu de la tragédie amène la population à un état de crise qui touche autant l'individu que la société. Dans toutes les catastrophes est diagnostiqué un nombre important de victimes présentant des symptômes du *Post-traumatic Stress Disorder* (PTSD). Ce trouble apparaît lorsque les capacités d'adaptation du sujet sont saturées. Les

symptômes sont le désespoir, l'isolement, les *flashbacks* du moment de la catastrophe, les troubles du sommeil, les cauchemars, l'hyperactivité, la peur, l'irritabilité, la fatigue chronique et l'anxiété. Une population malade de PTSD provoque davantage de conflits, suscite la violence et la délinquance³⁶⁴.

Selon les résultats de l'Enquête Post-Tremblement de Terre (EPT)³⁶⁵, réalisée auprès de 22.456 foyers chiliens pendant les mois de mai et juin 2010, 12% de la population des zones touchées par la catastrophe présentaient, trois mois après la catastrophe, une symptomatologie associée au PTSD. Dans les trois régions les plus touchées, le chiffre augmentait à un cinquième et même à un quart de la population. L'enquête révélait également que le PTSD était plus courant parmi les femmes³⁶⁶.

Grâce à un programme de prévention du PTSD mis en place par l'ONG *Comunidad-mujer* et une équipe de psychologues de la Fondation *El Albergue*, des milliers de chiliens et de chiliennes ont eu l'opportunité de se confier de manière anonyme à des psychologues bénévoles. Le plan « *Hablar te ayuda* »³⁶⁷ s'est basé sur la mise en place d'un *call center*, d'une émission de radio et de réunions de groupe, pendant trois mois après la catastrophe du 27 février 2010 au Chili. L'expérience a émis les conclusions suivantes, à propos des états psychologiques et émotionnels des personnes hébergées dans les campements³⁶⁸ :

- Une irritabilité plus importante au sein de la population en général, moins de tolérance.

- Un haut degré de fatigue et même d'épuisement. Les individus se sentent incapables d'avancer.

- Des sentiments de solitude, d'abandon et d'incompréhension plus marqués. De nombreux individus rapportent qu'ils ont la sensation d'être laissés pour compte, dans une position de détresse inévitable et subie, sans accompagnement ni soutien de la part de quiconque.

³⁶⁴ Margarita Serrano, Borja Castro, Paula Serrano et Valeria Ortiz, *Terremoto después del Terremoto. Trauma y resiliencia*, Santiago, Comunidad mujer, Uqbar editores, 2011, p.20-21.

³⁶⁵ Ministère de Planification, PNUD Chile, 2010, *Op.cit.*

³⁶⁶ Pour soigner les effets psycho-sociaux, l'enquête a mis en place le *Davidson Trauma Scale* (DTS), qui mesure la fréquence et la sévérité des symptômes du PTSD. Cette partie de l'enquête a uniquement concerné les personnes âgées de plus de 18 ans.

³⁶⁷ La traduction française est : « Parler t'aide ».

³⁶⁸ Margarita Serrano, Borja Castro, Paula Serrano et Valeria Ortiz, *Op. cit.*, p.126.

- De la méfiance et de l'isolement.
- Un affaiblissement des réseaux de soutiens fiables, et un manque de représentativité.
- Un engourdissement émotionnel, sexuel, personnel, affectant les relations intrafamiliales.

8.1.2. Être une victime. Exposition et reconstruction de soi

Dès lors que l'accès aux zones sinistrées est rétabli, la presse débarque, en quête de témoins et d'images de la misère des secteurs anéantis et de leurs victimes. La détresse des victimes est alors surexposée dans la presse écrite, mais aussi sur internet, à la télévision et à la radio. L'ensemble du pays se mobilise pour les soutenir. Là encore, les témoignages mais surtout les images sont partout, l'intimité de la souffrance s'expose sous l'identité des victimes. Cette souffrance n'est, en principe, pas à portée d'autrui, elle est de l'ordre de l'intime. La surexposition publique de la souffrance individuelle est donc propre aux situations de catastrophe. Des universités et des ONG font également usage des récits des habitants pour produire des études ou pour proposer de l'aide humanitaire. Par ailleurs, l'aide humanitaire pénètre dans la sphère privée de la famille et agit parfois sur des besoins confidentiels et intimes. La sensation d'être défavorisé et le besoin d'un appui externe pour la gestion de presque tous les aspects de leur vie, sont des constats inédits pour les victimes. La population de Dichato était habituée à entreprendre, à s'autogérer pour vivre. Mais la situation économique actuelle et le manque d'offres d'emploi compliquent les initiatives d'entrepreneuriat et génèrent de la frustration chez les habitants.

Quand le citoyen devient victime, il doit faire part de sa situation précaire aux autorités pertinentes pour être associé aux processus de soutien des aides humanitaires et pour accéder aux solutions de logement du Programme de Reconstruction. Cette démarche divulgue publiquement la situation économique et sociale des habitants. Le tremblement de terre et le tsunami ont également dévoilé des situations sociales antérieures à la catastrophe jusqu'alors cachées. Ils ont mis en lumière une vulnérabilité sociale qui était méconnue. À Dichato, la catastrophe a permis de découvrir que beaucoup de familles occupaient un même habitat et qu'il existait beaucoup de foncier occupé de manière informelle ou irrégulière. À Talca, une pauvreté méconnue a été mise à jour, notamment dans les anciennes maisons du centre-ville qui abritaient un nombre important de personnes.

La présence de nombreuses ruines a également été un vecteur d'exposition de l'intime dans l'espace public. La destruction complète ou partielle des logements a conduit à

la dispersion de fragments de constructions et d'objets de la vie privée. Après la catastrophe, les habitants de Dichato sont descendus des collines où ils s'étaient réfugiés, pour constater l'état de leur maison et rassembler leurs biens. Certains habitants ont pu retrouver quelques affaires dans la boue, mais la plupart n'ont pas eu cette chance. Pendant des semaines, des habitants ont parcouru les plages et le village détruit en essayant de mettre la main sur leurs effets personnels et en s'appropriant des objets utiles à leur réinstallation et l'improvisation de constructions. Les maisons détruites étaient ouvertes, ce qu'elles renfermaient précieusement pour leurs occupants était visible de tous. Les objets de toute nature, et plus particulièrement les objets chargés affectivement, n'étaient plus sauvegardés dans l'intimité de la maison, mais éparpillés dans des lieux inconnus, éloignés de leur environnement originel. Ils ont aussi été désintégrés, emportés par la mer, noyés dans la boue, projetés ou emportés dans la maison d'une autre personne.



« Ce que vous voyez ici ce sont les restes que nous avons récupérés de ma maison... ces trois panneaux... et ça c'était le sol d'une de pièces » (Mme Margarita). « Ce Christ, je l'ai trouvé entre les décombres, je l'ai gardé dans un sac. Après je l'ai fixé, nettoyé... » (M. Guillermo).

Image 33 –Dichato. Source photo : www.emol.cl, 2010.



Image 34 – L'intérieur d'une maison à Talca. Source photo : Reuters / Mariana Bazo.

La position partagée des habitants en tant que victimes implique la reconnaissance d'une identité commune qui est à l'origine de l'action collective en réponse à ce qui les a transformé en victimes. Les motivations des victimes sont à l'origine de la lutte contre la vulnérabilité face au risque de catastrophe (événement qui les a transformés en victimes), et contre la précarité vécue après la catastrophe. Ils luttent pour obtenir une réponse qui les amène à sortir de leur condition de victime.

8.1.3. L'intime comme fissure dans l'espace public

La vie au sein du campement d'urgence, l'étroitesse et la précarité des espaces privés, occasionnent une propagation de l'intime hors de la maison et son exposition au cœur des espaces publics physiques

(1) Les usages basiques

L'utilisation de l'eau, des toilettes et des douches est l'un des sujets incontournables dans les entretiens, et parfois il s'agit même des premiers sujets abordés par les habitants. Ils nous racontent que, pendant l'été, les containers deviennent tellement chauds qu'il est impossible d'y pénétrer à l'intérieur plus de quelques minutes ; a contrario, en hiver, le froid et le manque d'eau chaude deviennent un véritable problème pour la santé, surtout pour celles des enfants et des personnes âgées. La douche à l'extérieur des maisons et dépourvue d'eau chaude devient un problème pour l'hygiène ; certains habitants perdent l'habitude de se doucher pendant les mois froids. Certains foyers sont raccordés au réseau d'eau et envisagent la construction d'une douche pour ne pas avoir à sortir. Enfin, les toilettes sont

parfois assez éloignées des logements, s'y rendre la nuit peut poser problème, notamment à cause du froid et de la peur éprouvée par les femmes et les enfants, seuls dans des espaces publics mal éclairés. Les habitants ont ainsi recours à un pot de chambre qu'ils vident le matin, aux sanitaires publics. Une procession d'habitants effectue ce parcours très personnel chaque matin. La manière de marcher en direction des toilettes est codée pour les habitants. Mme Claudia, en tant que habitant du campement *El Molino*, nous parle de cette « marche intime » comme elle l'a surnommée :

« Quand tu dois te soulager à quatre heures du matin, tu utilises ton pot, parce que tu ne vas pas sortir à quatre heures du matin. Donc, le matin quand tu amènes ton pot aux toilettes pour le vider, tu passes où sont déjà passés Pedro, Juan et Diego, et tous vont te saluer alors que tu seras avec ton pot... d'ailleurs je me suis rendue compte de l'importance de ton regard à ce moment-là. Si tu marches en fixant les sanitaires, personne ne va t'interrompre, même si tu croises ta voisine qui veut te saluer. Quand tu reviens, alors seulement ils te saluent (...) c'est presque logique, comme de l'instinct (...) et c'est comme ça tous les matins, au moment de ta première sortie en direction des toilettes. Donc, le fait de marcher vers les sanitaires, en regardant les sanitaires, cette attitude fixe permet aux autres de savoir... et les autres disparaissent et tu n'es pas interrompu. Pourquoi ? Parce que c'est la seule intimité que tu as, le fait d'aller aux toilettes. C'est une marche intime » (Mme Claudia).

(2) La vie des autres

La vie dans ces conditions imposées depuis la catastrophe, a suscité à la fois des élans de solidarité et des difficultés entre voisins. Dans le campement *El Molino* de Dichato, les habitants ont dû s'accommoder à côtoyer de nouveaux voisins et se résigner à moins de distance physique et acoustique entre leur propre vie privée et celle des autres. La vie privée à l'intérieur des logements d'urgence se voit exposée aux autres en raison de la mauvaise qualité des constructions et de la proximité entre les logements.

« Le fait d'être tellement collés te rend très sensible à tout ce qui passe dans ton environnement. Ce sont les difficultés les plus pénibles à assumer ici. (...) Tout le monde connaît les vendeurs clandestins d'alcool mais personne ne les dénonce » (Mme Paola).

« Je sentais la rue d'ici, je sentais que mon lit était sur l'autoroute. Je constatais la fragilité des matériaux de construction, les murs étaient fins comme du papier, super fragiles, c'était comme si les bruits pouvaient entrer, les corps aussi, j'avais l'impression d'être comme à l'intérieur d'un carton » (Mme Claudia).

Les commodités se trouvant à l'extérieur des logements de fortune du campement, tous les habitants connaissent les petits rituels d'hygiène des autres.

« Tout le monde sait que tu es en train de prendre une douche, car tout le monde ici surveille les allers et venues, les mouvements des portes. C'est incroyable, chacun sait si tu te trouves ou non dans ta maison, mais aussi si tu es avec quelqu'un. Les gens sont très commères, du fait de la proximité des maisons (...) avec un peu d'attention, tu peux connaître la vie complète de tes voisins (...) tenir une discussion un peu confidentielle ici est quasiment impossible, c'est comme parler dans un mégaphone ! » (Mme Claudia).

La détresse face à une situation précaire amène aussi l'apparition de rapports de solidarité entre voisins. Les problèmes intimes de chaque famille se voient partagés avec des voisins, qui mutualisent leur souffrance. Les habitants compatissent avec les problèmes intimes des autres car la proximité entre eux rend inévitable l'implication.

La vie dans le campement inclut des activités partagées. Les routines propres à chaque ménage se voient confrontées à celles d'autres ménages. Le réservoir d'eau et les lavoirs sont des endroits de rencontre dans le cadre de l'exécution des tâches ménagères.

« Le lavoir est un sujet à part entière. Ici, ce sont toujours les mêmes femmes qui lavent la vaisselle, aux mêmes heures. Ce sont "les femmes qui lavent la vaisselle", toujours les mêmes, elles se connaissent déjà, s'accompagnent. Elles se rencontrent au lavoir » (Mme Claudia).

Les différentes pratiques hygiéniques des voisins sont un problème quand il faut partager les toilettes. Les toilettes sont parfois mutualisées avec trois ménages. Mme María raconte qu'elle a décidé de se laver chez elle et d'utiliser un pot parce qu'elle était la seule à nettoyer les toilettes et était fatiguée de récurer la saleté des autres.

L'usage des services basiques et l'expansion des activités ménagères vers l'extérieur impliquent l'irruption de pratiques intimes au cœur des espaces publics. À travers la

création de limites physiques et symboliques et l'élaboration de tactiques, les usagers libèrent un espace à l'intérieur de l'espace public pour le développement de ces pratiques intimes. On peut observer comment l'intime traverse la sphère publique en la creusant, la sillonne comme une fissure qui n'annule pas le caractère public de l'espace où il s'installe. Cette fissure correspond à un type d'appropriation plus symbolique, évoqué par Semmoud. L'auteur s'appuie sur la notion de compétence de l'habitant définie par Raymond : « Les individus n'engagent pas, à proprement parler, de transformations de l'espace public au sens où on peut l'observer dans l'espace domestique. Pour autant, leurs modalités d'appropriation configurent l'espace simultanément par les significations qu'ils vont accrocher à chaque lieu et par la "matérialité" de leurs usages (fréquentation, déplacement, évitement, etc.) »³⁶⁹. Le *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*, de Choay et Merlin, propose une définition de l'appropriation en s'appuyant sur une intention affective et symbolique plus que matérielle : « L'expression "appropriation de l'espace" désigne les conduites qui assurent aux humains un maniement affectif et symbolique de leur environnement spatial »³⁷⁰. Ces processus de signification se manifestent subtilement à travers les pratiques et la parole. Donc nous ne parlons pas ici d'une appropriation qui annule le caractère public sinon plutôt d'une familiarisation de l'espace comme nous l'avons définie auparavant.

Pour cela, les usagers de l'espace public utilisent des stratégies d'évitement leur permettant de poursuivre leurs pratiques sans être contrariés. Dans le langage de Goffman, l'intime pourrait ainsi demeurer en coulisses. La coulisse est pour Goffman une zone de retrait où l'attitude de l'individu peut même être contradictoire à celle qu'il a hors de la coulisse³⁷¹. C'est un espace où il est possible de trouver un climat détendu pour établir des rapports d'intimité complice entre des membres d'un groupe à l'intérieur d'une communauté³⁷². Goffman caractérise la coulisse comme un périmètre malléable, modifiable au quotidien par les comportements et les usages : « En adoptant le style de la coulisse, les gens peuvent transformer n'importe quelle région en coulisses »³⁷³. Mayol, pour sa part, souligne le caractère intime et personnel du processus de production des espaces :

³⁶⁹ Nora Semmoud, *Op. cit.*, p. 22.

³⁷⁰ Pierre Merlin, Françoise Choay, *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*, Paris, Éditions PUF, 2010, p.58.

³⁷¹ Ervin Goffman, *La mise en scène de la vie quotidienne, Tome 1. La présentation de soi*, Paris, Éditions de Minuit, 1973, p.110.

³⁷² Ervin Goffman, *Op. cit.*, p.195.

³⁷³ Ervin Goffman, *Op. cit.*, p.125.

« L'utilisateur parvient toujours à se créer des lieux de repli, des itinéraires pour son usage ou son plaisir qui sont les marques qu'il a su, de lui-même, imposer à l'espace urbain »³⁷⁴.

Cependant, quand une fissure est incontournable ou trop visible, elle devient un sujet de débat public. Ce mode d'expression de l'intime se déploie dans la coprésence du public, les limites étant ainsi définies par des comportements, un regard, issus de la coprésence. Le regard est également le pulvérisateur de la frontière qui s'établit naturellement entre l'intime et le public. Dorso, à partir de sa recherche sur la muraille de Théodose II à Istanbul, observe deux registres de l'intime sur cet espace public qui s'assimilent à notre définition de l'intime en tant que fissure. Le premier est constitué des appropriations clandestines des habitants via les usages domestiques : « En présence des habitants, les attitudes face à la visite d'une connaissance, l'intrusion d'un inconnu ou les démarches de rencontre sont variées, allant de la fermeture, où l'intime est caché, à des rituels de salutations, puis d'accueil. Lorsqu'il y a accueil, l'intime se donne à voir, car les espaces exigus ne permettent pas toujours de séparation des pièces. La présence du couchage peut être manifestement ignorée, ou au contraire montrée comme un argument, dans un discours de plainte ou de demande »³⁷⁵. Le second registre s'articule autour de pratiques éphémères : « Ce second registre n'est pas constitué uniquement de pratiques transférées du domicile vers la muraille. Elles révèlent une certaine diversité : siestes, sommeils (...), des réunions entre amis avec libations, des flirts, relations sexuelles, pratiques sexuelles solitaires, des gens qui s'isolent (pour réfléchir, pleurer, méditer...), et des repas (...) »³⁷⁶. Le premier registre de Dorso se situe à la frange du caractère public de l'espace, en raison d'une revendication de clôtures et d'une privatisation de l'espace ; cependant, le fait que ces usages intimes s'affichent sur un espace public, dénote sans conteste un problème public. À travers ce phénomène de conversion du privé vers le public, de la même manière que lors de notre enquête menée au campement, Dorso remarque la précarité économique des usagers et ajoute une raison morale à cette quête de l'anonymat dont témoignent certaines pratiques intimes reproduites près de la muraille, à distance de leur quartier, là où ces usagers pourraient être aisément identifiés.

À Dichato, les parcours des habitants du campement d'urgence depuis leur maison aux toilettes avec leur pot les matins est un exemple de comment un espace est transformé à travers un code en coulisse pour permettre une « marche intime » au milieu d'un espace

³⁷⁴ Michel de Certeau, Luce Giard et Pierre Mayol, *Op. cit.*, p.20.

³⁷⁵ Franck Dorso, « Quand l'intime fuit le privé pour trouver refuge dans le public, » *ESO Travaux et documents, Espaces géographiques et Sociétés n°26*, CNRS, 2007, pp.57-64.

³⁷⁶ Franck Dorso, *Op. cit.*, p.58.

public. Le même phénomène opère de forme plus subtile avec d'autres pratiques de la sphère intime, - laver et tendre le linge, faire la vaisselle ou aller prendre une douche –qui du fait des conditions spatiales et matérielles du campement d'urgence s'exposent hors de la sphère privée.

L'espace public des usagers s'organise et se régule en grande partie à travers des codes ; des comportements divers sont tolérés dans un ordre implicite propre à chaque espace. En effet, l'émergence de l'intime dans l'espace public témoigne de la confiance des usagers face aux accords ou aux codes sociaux établis entre eux³⁷⁷. Les codes culturels relatifs aux distances à préserver entre deux individus, s'exposent dans la coprésence de l'espace public pour maintenir un respect de la sphère intime de l'autre. Cependant, l'espace public, par cette même coprésence, implique aussi le risque de voir certains aspects de notre vie intime exposés, cette révélation de l'intime étant même, dans certains cas – comme pour la mendicité – recherchée par les usagers de l'espace public. Les premières semaines après la catastrophe, les habitants de Dichato, étant démunis de tout et logeant dans des tentes improvisées, se trouvent dans une situation forcée d'exposition de l'intime, face à laquelle ils vont essayer de protéger des sphères de l'intime pour maintenir leur dignité et leur identité face aux autres. Cependant, la misère et les besoins de la sphère privée ne peuvent pas non plus être totalement cachés, car il est nécessaire de rendre visible la situation pour être assisté et être pris en compte par les différents réseaux de solidarité. Les premières semaines suivant la catastrophe sont vécues d'autant plus difficilement que les habitants sinistrés sont confrontés à la situation d'exposition totale de leur sphère intime.

La « sphère véhiculaire » de Goffman, « le volume propre » de Moles ou « la sphère personnelle » de Hall, sont des définitions culturelles d'une protection spatiale de l'intime qui offrent l'opportunité à des pratiques intimes de s'exprimer dans l'espace public sans subir la violence d'une pénétration non choisie d'autrui dans le domaine exclusif qu'est la vie privée. Des signes, comportements ou marques plus claires, orales, peuvent être employés pour signifier ses limites aux autres. Les espacements réduits entre des logements d'urgence et la faiblesse matérielle des limites qui séparent les intérieurs des logements de l'espace public dans le campement *El Molino* à Dichato, sont deux conditions physiques de l'espace public après la catastrophe qui réduit les distances entre les sphères intimes ou

³⁷⁷ Sur la confiance dans l'espace public, voir : Tonnelat Stéphane, « Confiance et émotions dans le métro de New York », dans Catherine Espinasse et Eloi Le Mouël, *Lieux et liens : espaces, mobilités, urbanités, tome 2 : Des liens qui créent des lieux*, Paris, Éditions L'Harmattan, 2011.

personnelles des habitants. À Dichato, il a fallu inventer les codes à partir de ces nouvelles sphères.

8.1.4. Une marginalité de résistance à l'espace public officiel

La manifestation d'un sujet de l'ordre de l'intime peut déborder sur la sphère publique ou espace public politique. Des pratiques liées à l'hygiène, la consommation de drogues ou d'alcool, les sexualités peuvent devenir des sujets à portée publique lorsqu'ils attirent l'attention de l'opinion ou quand ces pratiques intimes envahissent les espaces publics physiques en entrant en conflit avec d'autres mœurs, pratiques ou encore avec la loi. Ces situations engagent une réadaptation spontanée des limites de l'intime dans les lieux publics, conduisant à un déplacement des usages ou à l'émergence de nouveaux codes de connivence. Par extension, elles induisent également un risque de limiter le libre accès propre à un espace public, en bouleversant les normes qui le définissent. Dans certains cas, l'intime participe à l'espace public physique comme un trait majeur de composition de cet espace, en tant que caractère envahissant. Pour Arendt, certaines expériences sont difficiles à faire entrer dans la sphère publique, comme la souffrance extrême. De plus, l'attribut intime du sensible connaît une existence vague, laquelle, pour apparaître en public, doit être transformée et désindividualisée : « Pour nous, l'apparence – ce qui est vu et entendu par autrui comme par nous-même – constitue la réalité. Comparées à la réalité que confèrent la vue et l'ouïe, les plus grandes forces de la vie intime – les passions, les pensées, les plaisirs des sens – mènent une vague existence d'ombres tant qu'elles ne sont pas transformées, arrachées au privé, désindividualisées pour ainsi dire, en objets dignes de paraître en public »³⁷⁸. Ainsi, les expériences que ne peuvent pas se manifester dans la *polis*, c'est-à-dire dans l'espace public, sont privées d'une reconnaissance en tant qu'éléments dotés d'une réalité à part entière.

Les habitants interrogés dans le cadre de l'enquête menée sur les terrains de l'étude manifestent une sensation d'abandon. La cause la plus citée a été celle du manque de considération du vécu de la tragédie dans les plans d'urgence du Gouvernement. Cette difficulté de l'espace public officiel à accepter l'expérience de la perte matérielle, humaine et symbolique a été montrée par un plan d'urgence incapable de surmonter les conséquences de l'expérience sensible de la catastrophe, se limitant à la seule politique de distributions des objets et de réparations matérielles. Ainsi l'intime se présente comme une expérience marginale dans le cadre établie par l'espace public officiel. Cependant la force humaine de

³⁷⁸ Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne*, Paris, Éditions Calmann-Levy, 1983, p.90.

cette expérience est confrontée aux limites imposées par l'espace public et entraîne des fissures ou de débordements de cet espace.

La liberté d'expression de l'intime est contrariée quand elle veut s'exprimer en public, le contrôle de ces manifestations étant plus évident quand il s'agit d'expressions incongrues ou déplacées. Paperman constate le caractère subversif des expériences affectives, même lorsque les sanctions sociales et la disposition à s'ajuster aux règles sont considérables : « (...) les expériences affectives opposent obstinément leur disposition à déborder, enfreindre ou résister aux cadres sociaux censés les contenir. Elles sont toujours susceptibles de faire irruption au moment où les circonstances exigeraient plutôt leur évacuation, ou à l'inverse, de ne pas se manifester alors que la situation appellerait plutôt leur présence »³⁷⁹.

L'émotion collective est une des fissures que subit l'espace public lors de manifestations collectives de revendication populaire, telles que les grèves, les marches ou les *sit-in*. Ces événements nécessitent la mise en place de dispositifs de contrôle pour maintenir l'ordre : « Les processus de socialisation sont à l'œuvre pour domestiquer, civiliser ou au contraire exclure l'irruption de ces mouvements sauvages »³⁸⁰. Les manifestations publiques des émotions collectives au sein de l'espace public sont des exemples de fissures dialectiques inhérentes à l'espace public. L'intime s'exprime dans l'espace public lorsque, dans certaines circonstances, il a besoin de publicité. La formule de ralliement de la deuxième vague féministe, qui intervient à la fin des années 1960 avec la naissance du Mouvement de libération des femmes en France et du *Woman's Lib* aux Etats-Unis, l'illustre bien : « Le personnel est politique ». Ces situations ne nécessitent pas la mise en œuvre de stratégies d'évitement, au contraire, une vigilance sur la manifestation de l'intime prend le relais : le contrôle pour assurer la conformité des pratiques au sein de la sphère privée avec les normes au sein d'une politique de protection des droits de femmes.

À Talca, l'organisation populaire du *Cabildo ciudadano*, conçue comme une instance participative autour de la reconstruction, a montré la nécessité qui existait d'un espace d'expression publique du deuil. Ainsi la manifestation des sentiments personnels de grande intensité émotive à l'égard de la catastrophe et du processus de reconstruction est placée dans la sphère publique créée par cette réunion.

³⁷⁹ Paperman Patricia, *Op. cit.*, p.97.

³⁸⁰ Paperman Patricia,, *Op. cit.*, p.93.

8.2. La reconstruction d'un espace de représentation : le chez soi

Les habitants du campement de Dichato relatent leur expérience en faisant référence aux lieux de la ville avant la catastrophe, qui ont dans leur cœur une importance toujours actuelle. Ces lieux symbolisent pour eux des moments importants dans l'histoire de leur vie. Le séjour au campement est mal vécu en partie à cause de la perte d'un système de repères symboliques, d'une boussole intime. Les effets psychologiques de la catastrophe, du changement d'environnement et des ambiances, agissent subtilement dans la définition des espaces publics du campement.

Pour la Psychologie de l'Espace³⁸¹, l'espace joue le rôle de cadre d'existence individuel et collectif. Moles approfondit cette définition en considérant l'espace à la fois comme lieu de repérage et comme quantité. Moles et Rohmer donnent aux processus d'appropriation et de signification des espaces, la portée d'« un instinct fondamental de l'homme, qui appartient au noyau dur de sa conscience, et qu'il ne peut *jamais* être question de mettre en doute (...) »³⁸².

Bachelard s'interroge sur la poétique de la maison dans une recherche sur les images de l'intimité³⁸³. « Examinée dans les horizons théoriques les plus divers, il semble que l'image de la maison devienne la topographie de notre être intime »³⁸⁴. L'auteur veut déterminer « la valeur humaine des espaces de possession, des espaces défendus contre des forces adverses, des espaces aimés »³⁸⁵. Bachelard donne une importance centrale aux souvenirs des maisons habitées dans le passé de chaque individu, ainsi qu'aux maisons qu'il a rêvé d'habiter, pour expliquer la forme actuelle des images de l'intimité de chacun : « Nous vivons des fixations, des fixations de bonheur. Nous nous réconfortons en revivant des souvenirs de protection »³⁸⁶, écrit-il. D'où sa définition du mot habitude, « un mot trop usé pour dire cette liaison passionnée de notre corps qui n'oublie pas la maison inoubliable »³⁸⁷. Cette maison inoubliable correspond à la maison natale.

Pour les habitants de Dichato et de Talca, les maisons perdues étaient un élément

³⁸¹ Abraham Moles et Élisabeth Rohmer, *Psychologie de l'Espace*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1998 (1972).

³⁸² Abraham Moles, Élisabeth Rohmer, 1982, *Op.cit.*, p.8.

³⁸³ Gaston Bachelard, *La poétique de l'espace*, Paris, Éditions PUF, 1994 (1957).

³⁸⁴ Gaston Bachelard, *Op. cit.*, p.18.

³⁸⁵ Gaston Bachelard, *Op. cit.*, p.17.

³⁸⁶ *Ibid.*

³⁸⁷ Gaston Bachelard, *Op. cit.*, p.33.

central de leur identité personnelle et collective. À Dichato, une grande partie des maisons détruites avaient été construites par leurs habitants ou par leurs ancêtres. Dans le cas de Talca, les maisons plus endommagées du centre-ville étaient d'anciennes maisons, témoins des débuts de l'histoire de la ville de Talca et symboles d'un mode de vie propre à ses habitants.

L'imaginaire est un aspect de l'intime qui se projette sur la réalité. Les valeurs, les désirs, les fantasmes et les aspirations trouvent leurs correspondances matérielles. La mémoire impacte les lieux et les choses à partir des histoires et des expériences. Cette signification, ou marquage symbolique³⁸⁸, des lieux et des choses établie par l'imaginaire et la mémoire valorise autrement les espaces publics. Pour Moles, « le lieu » serait l'espace rempli de significations intimes ; « *L'idée de lieu*, c'est l'idée de repérage : repérage du monde par rapport à moi-même »³⁸⁹. L'espace comme repère est un espace valorisé. Il faut souligner le rôle que jouent les images et les représentations dans la signification opérée par l'imaginaire et dans la mémoire. Halbwachs précise, sur le pouvoir de l'image pour les idées et en l'absence d'idée, il n'y a pas de langage³⁹⁰. Autrement dit, les représentations de l'espace public des habitants sont des produits de la mémoire, de l'imaginaire et de leurs usages. Et quand l'espace public est confronté à de nouveaux aménagements ou à toute autre transformation, les représentations de l'espace public des habitants sont bouleversées, confrontées d'une quelconque manière à ces modifications. L'espace public conçu par les habitants coïncide avec les espaces de représentation théorisés par Lefebvre, c'est à dire « l'espace *vécu* à travers les images et symboles qui l'accompagnent »³⁹¹.

Les contributions des habitants à la vie quotidienne d'un campement d'urgence dépendent en partie du degré d'engagement vis-à-vis de leur nouvel habitat et du projet de reconstruction programmé. Le « chez soi », en tant que terme englobant la maison et l'environnement ressentis comme personnels, s'ajuste pour analyser le rôle de l'attachement et de l'identité dans la production de l'espace public. Lévi-Strauss affirme que « l'identité est une sorte de foyer virtuel auquel il nous est indispensable de nous référer pour expliquer un certain nombre de choses, mais sans qu'il n'ait jamais d'existence réelle ». L'analyse du chez-soi nous semble par ailleurs essentielle pour saisir l'habitant, usager de l'espace public, dans sa quête d'identité.

³⁸⁸ Pierre Sansot, *Op. cit.*, p.42.

³⁸⁹ Abraham Moles, Élisabeth Rohmer, 1982, *Op. cit.*, p.7.

³⁹⁰ Maurice Halbwachs, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Éditions Albin Michel, 1994 (1925).

³⁹¹ Henri Lefebvre, *Op.cit.* p.49.

Le changement de conditions de vie généré par une situation de catastrophe, déclenche un nouveau processus d'identification, de nouvelles variables. Dans nos entretiens menés au campement *El Molino*, les habitants évoquent un monde parallèle, une vie qui les « a complètement remués », se désolent d'être abandonnés et d'être oubliés. Ces sentiments sont renforcés par la différence qualitative entre la réalité qui a précédé le tsunami et celle qui l'a suivi. Le campement est considéré comme « un autre monde » par rapport à celui qu'ils côtoyaient à Dichato.

Ce sentiment de transfert est lié au changement de références concrètes. Il y a deux types de changements de base entre l'habitat original et l'habitat d'urgence au campement :

(1) Le premier changement de base a trait aux références spatiales. À Dichato, les plus citées sont les modifications des trajets quotidiens, la perte des lieux emblématiques et la différence de situations géographiques et de paysage.

(2) Le deuxième type de changement est lié aux références sociales, notamment à l'éloignement ou à la perte du travail et du voisinage, qui sont les thèmes les plus souvent énumérés par les victimes. La perte de l'animation au quotidien, caractéristique de la ville et de son statut balnéaire, est aussi citée par les habitants.

La charge affective du souvenir d'un mode de vie, dans le village, le quartier et surtout dans leur maison, est mentionnée dans la totalité des entretiens. La mémoire de ce qui a été perdu se manifeste à travers les différentes actions entreprises par les habitants sur le nouvel environnement et leur nouvelle maison.

8.2.1. Le changement de références socio-spatiales

(1) Ruines et reconstruction

Pour ceux qui ont subi une perte, la rencontre avec les restes matériels de leur vécu, symboles des souvenirs et des histoires passées, lorsque le cours de la vie s'écoulait sans tumulte, est une expérience émouvante, parfois bouleversante. Pendant la période de l'urgence, le rassemblement des restes, objets, décombres, répartis dans tout le village et aux alentours, représentait l'activité quotidienne des habitants. Regarder un album de photos anciennes où l'on retrouve des référents urbains de la ville provoque en eux une tristesse intense. C'est pourquoi même le déblaiement des ruines et le vide ainsi créé est ressenti comme une véritable violence, parce qu'elle est un acte de destruction des derniers symboles, qui sont le refuge matériel des affects. Kaj Noschis, dans son ouvrage *La signification affective du quartier*, mesure l'importance de ces symboles pour l'identité de

l'habitant dans son environnement : « Les caractéristiques d'un lieu qui alimentent l'identité de l'habitant dans son rapport au quartier s'offrent comme symboles. De cette manière, nous restituons au symbole une réalité non seulement psychologique mais phénoménale. Il est ce qui, dans le contexte, sert de support matériel à des sentiments affectivement chargés qui s'alternent chez celui qui y est exposé »³⁹².

Au cours des entretiens, l'opinion des habitants concernant les projets varie, mais il est généralement admis que les autorités « sont en train de saccager le peu de choses qui persistent encore à Dichato », « ce que la mer n'a pas emmené avec elle, c'est la reconstruction qui s'en charge » (Mme Pilar) ; « Maintenant, il n'y a que des terrains vides et tout est tellement désordonné que tu ne sais même pas où tu te trouves, je ne savais pas où je me tenais debout » (Mme Maria Cecilia). Même s'ils sont convaincus que leur village ne sera plus jamais le même, les habitants de Dichato ont peur que la transformation soit totale, et donc brutale. Ils ne sont pas contre le changement, en général ils croient que les évolutions, quelles qu'elles soient, peuvent être positives, mais ils craignent une transformation de la population par le transfert, vers la périphérie, des habitants originaires de certains quartiers. Le simple constat d'un village détruit produit une intensité émotionnelle si forte, qu'il pousse certains habitants à ne plus imaginer y vivre à nouveau.

« Je ne veux pas descendre à Dichato, parce que quand j'ai vu à quel point Dichato a été décimé..., je ne souhaite ça à personne, voir tout son village rasé, gisant au sol » (Mme Maria Cecilia).

Mme Tatiana envoie ses enfants à l'école tout seuls, et elle évite de se rendre au village : « Je n'aime pas descendre à Dichato, en plus maintenant tout est fermé, à cause des travaux dans la rue ! Je n'ai pas envie d'y aller... en plus quand j'y vais... je passe par l'endroit où j'habitais et non !... J'éprouve de la nostalgie, de la tristesse en découvrant l'état dans lequel le terrain se trouve. C'est le lien avec tout ce qui a trait au passé, pourtant les premiers jours je me suis dit "ce n'est pas grave, les choses matérielles sont récupérables", mais après on se rend compte que ce n'est pas aussi simple, surtout dans les conditions dans lesquelles on vit ». Au contraire, certains habitants du campement vont se promener régulièrement au village, pour visiter les terrains où ils habitaient : « Mon terrain, c'est une vraie poubelle, mais j'y vais » (Mme Margarita).

³⁹² Kaj Noschis, *Signification affective du quartier*, Lausanne, Éditions Librairies Méridiens, 2011 (1984), p.61.

(2) Hors de la ville

Même si le campement se situe sur le territoire communal de Dichato, les habitants spécifient, dans leurs récits, qu'« ils vont à Dichato » ou qu'« ils descendent à Dichato », et distinguent le village, qui se trouve « en bas », du campement, installé « en haut ». Cette différence de situation entre les deux entités est évidemment liée à la situation du campement, sur une colline en surplomb du village, mais elle témoigne aussi de la connexion qui tente difficilement d'exister. Cette séparation s'entend à travers une dénomination totalement opposée de deux secteurs inversés et qui s'excluent l'un l'autre. Le contact avec le village est considéré comme doublement délicat, à cause de la charge émotive d'une immersion dans le village aujourd'hui détruit et mais aussi pour des raisons d'ordre pratique. Ces difficultés ont été abordées de manière plus détaillée dans le chapitre 6 relatif aux espaces publics physiques.

Concernant les changements de conditions géographiques et de paysage au sein du campement, nous pouvons mentionner comme élément le plus significatif et le plus symbolique, l'absence de la mer au quotidien.

« Le village ne sera jamais plus comme avant, du moins la partie où j'ai habité, et si je ne peux plus vivre là, je ne sais pas... je reste ici en haut ?... Comme ça va être compliqué, parce que moi, j'étais habituée à vivre tout près de la plage, elle était à deux rues de ma maison » (Mme Marisa).

Entre le village et le campement, la température est différente. D'abord, les conditions précaires d'isolation thermique des logements d'urgence rendent difficilement supportables les basses autant que les hautes températures. Sur la colline, le vent est plus fort que dans la baie entourée de ces mêmes collines. Ces changements de ressentis physiologiques participent au sentiment d'être repoussé hors de la ville. Pour les habitants qui travaillaient dans le secteur de la pêche ou de la collecte des algues, le déplacement vers le camp d'urgence a été source de complications d'ordre économique. Ces activités nécessitent de résider à proximité de la côte et du large. Les femmes qui collectent les algues, les font ensuite sécher ; or, il leur est très difficile de ramener les algues au campement, du fait de la distance et du manque d'espace pour le séchage. Ainsi, ces femmes ont dû quitter leur activité salariale. Pour les pêcheurs, qui prennent la mer à l'aube, la situation est similaire. Villarica, l'un des quartiers de Dichato abritant une grande quantité de familles dont le mode de vie dépend de la mer, a rejeté l'ordre du Gouvernement de rejoindre le campement, et même si la zone a été classée comme à risque, les habitants se

sont organisés pour constituer un groupe de familles soudées et maintenir ainsi leur activité attachée au territoire.

(3) Changement des spatialités

La structure « urbaine » du campement n'a pas été pensée autrement que pour constituer un espace clos, fonctionnel et sécurisé, garantissant une accessibilité à toutes les maisons et divisé par secteurs. Toutes ces commodités offrent une structure à l'organisation facile pour les habitants et au contrôle pratique pour les autorités. Chaque terrain permet de doubler la surface du logement, cet agrandissement amenant l'occupation du terrain à 100%. Ainsi, de petits terrains ont été proposés pour empêcher les habitants de s'ancrer sur le long terme dans le campement. Pourtant, ce mécanisme a suscité quelques contraintes pour l'assignation de logements d'urgence, car la règle était d'accorder une réponse standardisée et équitable pour tous. La surface type des terrains du campement représente environ 40 m², sur lequel était initialement installé un logement d'urgence de 18 m². Par conséquent, la même surface a été octroyée à un ménage composé de plusieurs enfants et à un ménage formé par une personne seule. Dans certains cas, le nombre de personnes constitutives du ménage rend impossible la vie dans un logement d'urgence du gabarit décrit, même lorsqu'il est agrandi. Les victimes ont alors deux options : procéder à l'agrandissement de leur maison ou aménager leur intérieur pour parvenir à concilier différentes fonctions domestiques dans 18 m². Quand Mme Claudia s'installe dans son logement d'urgence, elle a très vite été confrontée au manque d'espace : « aménager l'intérieur de la maison, organiser tout ça pour arriver à créer deux ambiances distinctes...Moi je suis seule, mais je pensais à la façon dont une famille de quatre personnes gérait ce même dilemme, bien plus complexe ». Ils s'attèlent à améliorer leur logement dès les premiers jours, pour pouvoir y habiter. Les problèmes découlant de la taille des logements associés aux désagréments économiques du ménage ont suscité des conflits familiaux et même conjugaux, aboutissant parfois à des séparations. Une femme interviewée dans le campement *El Molino* raconte comment, lorsqu'elle est un peu déprimée par la situation, elle envoie ses enfants vivre avec leur grand-mère. Dans d'autres ménages, certains membres ont dû quitter la maison pour aller travailler ailleurs.

Le changement est encore plus douloureux pour les familles qui jouissaient de grands terrains et de grandes maisons. Les terrains à Dichato étaient dotés d'une superficie comprise entre 100 et 300 m² environ. Même les personnes qui n'étaient pas propriétaires vivaient dans des maisons construites sur les terrains de leurs proches. Le changement de

surface habitable et donc de degré de confort à long terme cause des conflits à l'intérieur des familles et entre les voisins ; il modifie aussi les habitudes d'un groupe.

« Avant, on vivait dans nos espaces, sur nos terrains, on ne se mélangeait avec personne. Maintenant les maisons sont collées unes avec les autres, on écoute tout ce que les voisins débattent, quand ils se fâchent (...) On n'était pas habitué à être au milieu de rumeurs (...) et ici j'ai dû même intervenir dans une situation d'un père qui battait sa fille » (Mme Marisa).

(4) Le voisinage comme référent social

Les habitants de Dichato avaient peu d'expérience organisationnelle avant le tsunami. Ils ont été catapultés dans le campement et ils se sont rendus compte de la réalité sociale de la cohabitation. Lors de l'affectation des logements, ils ont pu exprimer des préférences en termes de voisinage ; ils ont choisi les familles avec lesquelles ils auraient ensuite un contact immédiat et permanent. Cette mesure a été largement valorisée par les habitants, cependant, elle n'a pu s'appliquer à tous. Ainsi, plusieurs familles ont été réparties aléatoirement dans le campement, malgré leurs souhaits initiaux. Mme Tatiana raconte qu'elle rend visite à ses anciens voisins logés dans d'autres secteurs. Elle maintient ses relations sociales antérieures à la catastrophe, mais ses relations quotidiennes se lient davantage avec ses nouveaux voisins, par l'intermédiaire de son travail de soutien auprès des enfants et l'organisation d'activités communautaires pour le secteur où elle habite dans le campement *El Molino*.

Les relations de solidarité avec leurs anciens voisins à Dichato, ajoutées à celles qu'ils créent au sein du campement, se voient renforcées. Cependant, leurs liens avec ceux qui sont disséminés dans d'autres secteurs ont parfois tendance à se distendre, même si, dans les récits, la référence à « mes voisins » désigne toujours les voisins de Dichato. Les propriétaires de résidences secondaires à Dichato, même s'ils s'agissaient de voisins sporadiques, sont aussi venus en aide aux victimes du tsunami.

Le projet commun de retourner vivre dans leur quartier d'origine, avec les mêmes voisins, est une véritable émulation pour le maintien des rapports et active la communication entre eux. Il existe aussi un rapport affectif vis-à-vis du mode de vie qu'ils connaissaient à Dichato, un rapport affectif qui s'élargit aux quartiers et aux voisins de Dichato, symboles de ce mode de vie.

« Ceux qui étaient tes voisins, seront toujours tes voisins » (Mme Carine).

Les formes de sociabilité changent, les expériences de partage entre les habitants s'assimilent davantage à des démonstrations de solidarité que de communion lors de moments d'amusement. Mme Maria Cecilia regrette le manque de bienveillance et d'altruisme au sein du campement : « Sur la côte, il y avait du monde, je sortais souvent, j'avais un groupe et on sortait souvent à la plage. Ici, je suis seule, mes amis restent tous cloîtrés chez eux, je ne vois personne, si j'ai de la chance quelqu'un me salue... ». Elle précise que, durant l'hiver, la sociabilité est encore plus rare. Il existe certains rapports avec des voisins ou de la famille restés au village, notamment avec des habitants du quartier de Villarica, où ces familles revendiquent le droit de poursuivre leurs activités associées à la mer. Les habitants, même si certains ont été déracinés de leurs terres, gardent un lien actif avec leur quartier d'origine. La nécessité de certains services et usages d'ordre hygiéniques mobilise aussi les habitants, qui fréquentent les maisons de proches restés à Dichato, notamment du fait de l'insuffisance de douches dans le campement et, au moment des entretiens, de l'absence d'eau chaude et du confort d'une salle de bain à l'intérieur.

8.2.2. La mémoire de l'expérience vécue

(1) Les connaissances de l'expérience

La nuit du tsunami, les habitants ont dû se réfugier sur les collines pour fuir la furie de la mer. Après avoir ressenti le tremblement de terre, beaucoup d'entre eux savaient, surtout les pêcheurs, qu'un tsunami surviendrait. Les histoires relatant les événements de cette nuit sont diverses et toujours emplies d'émotions, mais elles expriment communément, de manière plus ou moins directe, de quelle manière leur réaction face à la catastrophe s'est nourrie des connaissances locales elles-mêmes issues d'expériences antérieures ou des récits entendus des plus âgées. Cette nuit-là, le 27 février 2010, les touristes étaient les plus déconcertés. Mme Pilar raconte que des vacanciers l'ont arrêtée en pleine rue pour lui demander de les orienter, « Vers la colline, montez ! » répondait-elle. Selon elle, sa « culture littorale » lui dictant de courir vers les collines lorsque la mer s'épand, lui a sauvé la vie. Forts de cette expérience récente, il est désormais primordial, pour les habitants, de disposer d'un accès direct aux collines depuis leur maison, afin d'échapper à un potentiel tsunami. Mme Maria Cecilia insiste sur la situation de sa maison à Dichato : « la colline est à côté, facilement accessible si je dois fuir... » et Mme Eduvina explique qu'elle ne veut pas retourner à Dichato parce que les autorités ont interdit le passage par lequel elle pouvait gagner la colline.

(2) La signification affective et les histoires de vie

Dans les entretiens, lorsque les habitants évoquent Dichato, ils citent des moments affectivement intenses de leur vie. L'enfance, les premières amours, la naissance des enfants, les morts, sont les souvenirs les plus récurrents. Pour les habitants, parler de leur vie à Dichato est une porte ouverte au voyage dans le temps, vers les événements importants de leur vie gardés en mémoire. Ces récits sont émouvants durant les entretiens.

« J'ai vécu ici toute mon enfance, ma jeunesse, je me suis mariée ici, je me suis installée dans ma maison, ici sont regroupés tous les souvenirs de ma vie. Ici, à Dichato, chaque pas croise une image du passé... » (Mme Maria Cecilia).

Mme Eduvina est une femme âgée. Elle nous raconte pourquoi elle ne descend pas à Dichato : « il n'y a plus rien, je vous le dis, il y a plus d'un an que je ne m'y suis pas rendue. Je ne veux pas aller voir mon ancienne propriété... parce que je vais éprouver trop de peine, peut-être que je mourrais dans l'instant... j'ai bâti ma maison au prix de tellement de sacrifices ! ».

« Tous les endroits marquent une part de notre histoire... et c'est ce qui provoque la tristesse de descendre et de voir notre village si désœuvré, abandonné » (Mme Tatiana).

Mme Margarita nous confie qu'elle va se promener à Dichato avec son petit -fils pour se remémorer des événements de sa vie, notamment lorsqu'elle a connu son mari, a décroché son premier travail, lorsqu'elle s'est mariée, puis lorsque ses enfants sont nés... « Je voudrais mourir en bas, là où j'ai veillé ma fille, mon mari. Je veux ma veillée funèbre là-bas aussi, où se trouve ce qui m'appartient ». Mme Margarita espère que sa nouvelle maison sera construite sur son terrain, « parce que ça serait comme revivre la vie d'avant (...), revenir à l'endroit où j'ai élevé mes enfants, mes petits-fils ».

(3) Le mode de vie au quotidien

Les habitants décrivent leur façon de vivre avant le tsunami, le village plutôt tranquille, comment cette tranquillité changeait les mois d'été, quand arrivaient les touristes et que les habitants les accueillaient avec leurs différents commerces et services en tous genres.

Même si la vie a changé au fil des années, les souvenirs de différentes époques sont mentionnés. Les personnes du campement qui ne sont pas propriétaires ne se verront pas

attribuer de maisons après la reconstruction, mais des appartements. Cependant, l'attachement au mode de vie en maison avec jardin est tellement fort, qu'un groupe s'est créé pour demander à rester vivre au campement. Les interviewés concernés envisagent la vie dans un appartement comme la pire solution de relogement possible, un mode de vie qu'ils ne s'imaginent même pas assumer au quotidien. L'autre élément manquant à certains habitants est l'omniprésence de la mer et des activités qui en découlent, et qui faisaient partie du quotidien des habitants de Dichato.

«On n'aurait jamais pu penser qu'on serait ici, accablés par une telle tristesse, si intense, sans rien pouvoir y faire, alors qu'on avait toujours vécu près de la mer » (M. Guillermo).

«J'éprouve une profonde nostalgie, j'ai envie d'être là-bas, de sortir à la plage (...) ici je suis stressée, parce que je ne sors pas dans le campement, je n'aime pas sortir ici » (Mme Margarita).

8.2.3. La maison et les choses

(1) La maison dans la mémoire

Nous utiliserons le terme de « maison » pour faire référence au lieu où une personne s'installe et demeure, en nuance aux concepts de logement et d'habiter. Gilles Tiberghien définit la maison comme un enracinement, en la comparant à une cabane. La maison fait plus que renfermer un lieu, elle l'engendre ; les maisons sont durables parce qu'elles s'impriment dans la mémoire et sont chargées d'histoires. L'habiter peut être provisoire et il n'implique pas de demeurer³⁹³.

Lors des entretiens avec les habitants d'*El Molino*, les sujets concernant leur logement d'urgence entraînent toujours des réponses en lien avec leur maison à Dichato, les commodités et les objets qu'elle abritait. Les enquêtés parlent de leur maison qui n'existe plus, mais qui est toujours présente dans la mémoire, et qu'ils considèrent encore comme leur foyer. Les descriptions de leur maison sont utilisées pour révéler leur identité personnelle, privée et authentique. Dans les entretiens, les habitants déplorent très souvent que, dans le campement, « on est tous pareils », les logements d'urgence sont toutes identiques et tous ont perdu ce qu'ils possédaient. Le souvenir de leurs biens perdus leur rappelle leur individualité, leurs histoires particulières et intimes. Quand ils se remémorent

³⁹³ Gilles Tiberghien, « Demeurer, habiter, transiter. Une poétique de la cabane » dans Agustin Berque, Alessia De Biasse, Philippe Bonnin, (dir), *Donner lieu au monde : L'habiter dans sa poétique première. Actes du colloque de Cerisy-la-Salle*, Paris, Éditions Donner lieu, 2008, p.85-101.

leur maison, ils citent tout ce qui leur manque en la comparant au logement d'urgence ; ils se figurent les larges surfaces de la maison, son confort intérieur, mais aussi son jardin. La maison ne fait pas seulement référence au bâti, mais aussi au lieu où elle était édifée dans la ville, et aux choses qu'elle contenait entre ses murs. Elle représente aussi le travail et le temps investis en elle, pour sa construction, son amélioration constante. Certains habitants décrivent patiemment les choses abritées par leur maison, des meubles et objets importants pour eux.

La maison et les objets perdus conservent les souvenirs des histoires de vie. La maison devient l'image d'une identité. Cette dislocation entre la maison qui n'existe plus et la maison actuelle, génère un sentiment d'anonymat relatif à la vie au campement. Le verbe pronominal « se trouver » (en espagnol *hayarse*) est utilisé, dans le langage populaire chilien, pour manifester une sensation de confort dans un lieu. Les habitants précisent qu'« ils ne se trouvent pas » dans le campement, alors qu'au contraire « ils se trouvaient » à Dichato. Le fossé entre la réalité qu'ils subissent et le destin qu'ils avaient planifié, ou ne serait-ce qu'imaginé, est ressenti comme une injustice violente, extrêmement difficile à accepter pour certains. Cette situation complique toute tentative d'adaptation à leur nouvelle maison, car elle implique un nouveau départ, qui sera de nouveau contrarié lorsqu'ils seront relogés définitivement, une fois la phase de reconstruction achevée. Pour les personnes âgées du campement, cette accommodation est encore plus pénible, sans parler du projet de fonder un nouveau foyer.

« Je ne vivais pas dans l'abondance, mais c'était mon foyer, j'étais heureuse malgré les problèmes, je "me trouvais" (...) Je veux y retourner. Non, je ne me trouve pas ici » (Mme Margarita).

« On a ce qu'ils nous ont donné, mais ce n'est pas comme être chez soi » (Mme Maria Cecilia).

« Je ne me trouve pas, mademoiselle, je ne me trouve dans aucun autre lieu » (Mme Maria).

« Mon chemin n'est pas celui-ci, ma vie n'est pas ici, je veux être là-bas » (M. Guillermo).

« J'avais tout dans ma maison (elle énumère des meubles et objets qu'elle possédait), afin d'y vivre décemment et parce que je louais des chambres pendant l'été (...) et tout est parti, je ne sais même plus où se trouve ma

maison. (...) Et en plus... j'avais bâti cette maison moi-même » (Mme Eduvina).

« Ici c'est une prison, à côté de ce que nous avons (...) Alors qu'on avait tous nos biens, tous nos souvenirs dans nos maisons, du jour au lendemain on s'est retrouvés comme ça (sans rien, totalement démunis) (...) chacun avait son habitation, on n'était pas nombreux dans une même maison, il n'y avait pas deux enfants dans chaque chambre! (...) On avait notre salle de bain avec baignoire, oh je me souviens de ma baignoire et cela me rend triste. (...) On avait notre maison, avec ses facilités... j'avais des potirons ! Pour préserver les finances de la famille, (elle cultivait un potager), j'avais des salades... des blettes pour ma petite-fille » (Mme Marisa).

L'essai délicat d'un nouvel envol, dans les conditions précaires du campement, induit souvent une désocialisation du groupe familial, accablée par la honte de ce nouveau statut social infligé par le logement d'urgence et le campement, et du fait d'un manque de ressources pour recevoir leurs proches et leurs connaissances.

« Quand je reçois des visites ici, j'ai honte parce que je n'ai pas de place pour les faire asseoir, ça n'était pas le cas avant, j'avais une maison bien équipée, des meubles, de l'espace... Jamais je n'avais connu la faim avant aujourd'hui ! » (Mme Tatiana).

« Je vais retourner chez moi, c'est sûr, je n'échangerai pas ma maison pour aucune autre chose. Le confort que je connaissais n'est pas comparable avec ce que je vis ici, ici rien n'est aussi bien. J'avais..., je travaillais (...) Et ici... je vis l'extrême inverse désormais » (Mme Ingrid).

(2) Habiter le provisoire

Le campement d'urgence, comme son nom l'indique, est un habitat provisoire, conçu pour répondre à une situation d'urgence, ici provoquée par une catastrophe naturelle. Il offre des toits temporaires, jusqu'à la reconstruction de logements décents permettant de reloger définitivement les victimes. Mais il est intéressant de se demander sous quelles conditions temporelles un habitat peut être qualifié de provisoire. Nous n'avons pas interrogé, jusqu'alors, le terme d'habitant, pourtant utilisé pour désigner les résidents du campement. Sous quel délai une personne devient l'habitant d'un lieu, combien de temps devons-nous occuper un lieu avant qu'il puisse devenir notre lieu, et notre logement devenir notre maison ? Dans le campement *El Molino*, la réponse à cette

question n'est pas unique. Les habitants entretiennent différents rapports avec le campement et ils l'habitent partiellement³⁹⁴.

Habiter un lieu tout en sachant qu'il faudra le quitter à court ou moyen terme, implique une différence d'appréciation du temps, variable pour chacun des habitants du campement. Nous analyserons l'habiter en effectuant une différenciation entre trois processus qui induisent des degrés d'engagement différent entre l'habitant et l'habitat : l'habiter considéré comme faisant partie d'un processus d'établissement, d'un processus d'identification et d'un processus de résistance.

a. L'habitant qui s'engage dans un processus d'établissement est résolu à rester. Certains habitants souhaitent rester au campement, ils s'impliquent donc dans un processus d'investissement vis-à-vis de leur logement. Les raisons qu'ils invoquent pour justifier leur choix sont l'absence d'une solution de reconstruction de leur logement à Dichato, leur désapprobation concernant la solution de reconstruction planifiée par les autorités et leur peur de subir un autre tsunami à Dichato qui les pousse à demeurer sur la colline où ils se sentent en sécurité.

b. Le deuxième processus propre à l'habiter est celui de l'identification. Comme explicité précédemment, le changement radical de leur mode de vie depuis la catastrophe produit une suspension de la réalité. Les habitants ont non seulement besoin de retrouver des éléments d'ordre fonctionnel afin de renouer avec un certain confort, mais aussi de renouer avec leurs habitudes. Des interventions techniques, visant à l'amélioration de l'isolation thermique de l'habitat d'urgence ou à son agrandissement, mais aussi d'ordre esthétique et affectif, comme la création de petits jardins, permettant à chacun de recréer un peu de sa vie d'avant. Illustrant parfaitement le processus d'identification, M. Guillermo

³⁹⁴ Les espaces temporaires pourraient être qualifiés de ce que Michel Foucault appelle une hétérotopie. Il distingue deux types d'hétérotopies : « de déviation », où le comportement des individus est déviant par rapport à la norme et « de crise », correspondant aux lieux interdits, ou sacrés, ou privilégiés où les individus vivent en état de crise par rapport à la société. Les maisons de repos, les cliniques psychiatriques et les prisons sont des hétérotopies de déviation, tandis que les femmes en couches, les adolescents, les vieillards et le service militaire tissent autour d'eux des hétérotopies de crise. Plusieurs des principes définissant une hétérotopie coïncident avec des phénomènes propres à la ville dans une situation d'urgence. Lors d'une conférence du Cercle d'études architecturales de 1967, Foucault définit des traits de l'hétérotopie que nous pouvons associer à la situation du campement d'urgence : « L'hétérotopie a le pouvoir de juxtaposer en un seul lieu réel plusieurs espaces, plusieurs emplacements qui sont en eux-mêmes incompatibles ». Les hétérotopies « sont liées, le plus souvent, à des découpages du temps, c'est-à-dire qu'elles ouvrent sur ce qu'on pourrait appeler, par pure symétrie, des hétérochronies ; l'hétérotopie se met à fonctionner à plein lorsque les hommes se trouvent dans une sorte de rupture absolue avec leurs temps traditionnels. » Michel Foucault « Des espaces autres », Conférence au Cercle d'études architecturales, 14 mars 1967 in *Architecture, Mouvement, Continuité* n°5. Octobre 1984, p. 46-49. (Michel Foucault n'autorisa la publication de ce texte écrit en Tunisie en 1967 qu'au printemps 1984).

a rapporté de son terrain des plantes qui avaient survécu. Même si ce processus est inclus dans le processus d'établissement, dans le provisoire l'identification est un besoin indépendant de l'établissement. Les interventions recherchent aussi une identification, un rapprochement avec les autres, chacun s'inspirant des idées des interventions voisines.



Image 35. M. Guillermo, ancien pêcheur de Dichato nous montre son jardin où chaque plante a été apportée de son terrain à Dichato. Source photos: Karen Andersen, 2013

« Je crois que la vie en bas était trop différente de celle-ci en haut, et pour essayer de récupérer ce que tu avais, même si ce qui est ici n'est pas à toi, tu commences à embellir ton environnement, parce que quand même, on ne peut pas vivre dans une "*mediagua*" qui n'a aucune grâce. Embellir et améliorer ta maison te redonne la vie, te redonne du courage et de l'espoir » (Mme Paola).

c. Enfin, nous considérons l'habiter au sein du campement selon une volonté de résister, le temps de leur séjour dans le campement d'urgence. Ces derniers habitants ne s'engagent pas dans de grands projets de construction, d'amélioration ou d'agrandissement de leur logement d'urgence.

« On n'est pas voué à vivre dans le campement, on est de passage, pour moi c'est une étape, une étape sur la route de la reconstruction » (M. Miguel).

« On est habitué à manier la terre, à planter, à faire de choses. Ici je n'ai pas planté parce que je ne veux pas m'habituer. J'essaie de m'investir le moins possible, j'ai imperméabilisé et j'ai peint la *mediagua*... il me manque certaines choses encore, et on ne veut pas s'enthousiasmer non plus ! » (Mme Marisa).

(3) Les effets personnels

Durant les premiers mois, les interrogations se sont limitées à la façon de vivre au mieux dans ces conditions. Par l'intermédiaire des objets qui leur ont été donnés et, par la suite, les objets qu'ils ont pu acheter à crédit, les habitants essaient d'organiser les espaces nécessaires à leur quotidien dans un logement de trois mètres sur six. Une travailleuse sociale, qui a accompagné les habitants du campement depuis le début, nous raconte : « Quand les habitants évoquaient leurs problèmes au début, ils ne se lamentaient pas sur ce qu'ils avaient perdu, mais se plaignaient plutôt de l'insuffisance des objets mis à leur disposition dans le logement d'urgence... À présent seulement, ils prennent conscience de leurs pertes ».

« Quand je suis arrivée ici, j'avais un matelas qui m'a été offert, il était pour mes enfants et des couvertures que m'ont offert des habitants de Pingueral. D'abord, on dormait sur le sol, dont le bois était encore vert et mouillé (...) avec le temps on a pu faire quelques efforts, mais j'ai dû beaucoup m'endetter pour ça » (Mme Paola).

Les objets qui représentent quelque chose ou quelqu'un, qui constituent des souvenirs voire des symboles de mémoire à titre personnel, mais aussi ceux qui symbolisent un statut perdu, ces objets sont souvent énumérés par les habitants. Ils mentionnent également les objets pratiques, fonctionnels, qui leur manquent mais qui leur reviennent peu à peu grâce aux aides humanitaires ou à l'octroi de prêts.



« La vie ne sera plus jamais comme avant, d'abord pour les souvenirs, j'avais beaucoup de photos de mes petites filles, l'une d'elles était très bonne danseuse, l'aîné aime le théâtre, et puis j'avais de la musique, des photos, des cd (...) tous mes souvenirs, mes papiers sont perdus (...) j'ai une photo que mon fils a retrouvé dans la boue, après le désastre... mais en voulant la nettoyer, l'encre s'est effacée... Il s'agit d'une photo du jour de mon mariage, j'avais 19 ans et mon mari 25. C'était la seule photo que j'avais gardée de ma jeunesse... bon la photo est là, mais la regarder me rend triste » (Mme Margarita).

Image 36 – Dichato Source photos : Michael Robinson Chavez, *Los Angeles Times* www.latimes.com



Image 37 – Mario Lantano et sa femme Olga Retamal résidents de Dichato en train de récupérer des effets personnels. Source photo : Claudio Santana /AFP/ Getty Images 2010

8.3. Conclusion partielle : Les formes de contribution de l'intime dans la production de l'espace public spontané

Sous forme de synthèse, nous avons classé les aspects du sensibles de la contribution de l'intime à la production de l'espace public spontané.

	LA SIGNIFICATION DE L'INTIME	STRATÉGIES PRATIQUES DE PARTAGE ET RÉSERVE DE L'INTIMITÉ	LA GESTION DE L'INTIMITÉ	L'INTIME AU SEIN DE LA LUTTE DES HABITANTS
PRATIQUES DE L'ESPACE	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Symbolisation et marquage ▪ Attachement/détachement à l'espace et ambiances ▪ Détournement des usages ▪ Réinvention de codes de la sociabilité et de réserve de l'intimité 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Solidarité ▪ Distension du stress 		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Exposition de vulnérabilités
REPRESENTATIONS DE L'ESPACE	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Dislocation des représentations entre les espaces de vie perdus et les actuels (notamment la maison) ▪ Patrimonialisation de traces subsistantes ▪ Modification des frontières des représentations connues de l'espace public et privé 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Adaptations et aménagements de l'espace public et des logements 		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nouvelle représentation de la réalité: Doléances, revendications et propositions
ESPACES DE REPRESENTATION	<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'espace hospitalier ▪ Espaces identitaires et gardiens de la mémoire ▪ La présence du sacré ▪ Espaces d'abri émotionnel 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Espaces de réserve ▪ Espaces de coprésence 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Espaces de partage 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La reconnaissance publique

Fig. 07 - Tableau croisé entre les trois dimensions de la production de l'espace social théorisées par Lefebvre et les quatre degrés de spontanéité avec lesquels l'espace public spontané est produit par l'intime. Source : Karen Andersen.

Chapitre 9

Espace public de résilience : la visibilité, la parole et les femmes

9.1. La visibilité et la publicité : des formes d'agencement des identités et vulnérabilités

Le problème de la visibilité est au cœur de l'espace public, entendu tant comme lieu physique que politique. L'espace public est le lieu où sont rendues visibles des conditions et des identités diverses. Des recherches en sociologie et en anthropologie ont étudié les espaces publics et leur mise en visibilité de thèmes variés. Quand le terme visibilité est employé, il soupçonne une invisibilité ; les sujets étudiés sont la plupart du temps caractérisés par des conditions ou des identités non reconnues ou marginalisées. La visibilité sexuelle, de genre, de la pauvreté, de l'indigence, des réfugiés, des étrangers et des minorités sont des thématiques courantes dans les travaux de sociologie. Cette enquête sur les invisibilités sociales participe, tout en les analysant, à les rendre visibles, en exposant la vulnérabilité sociale de l'être invisible. Le fait de nommer quelques expériences et conditions de vie comme marginales et invisibles est un premier pas de la lutte pour leur visibilité.

La visibilité a été étudiée sous deux angles qui s'opposent, celui du contrôle social par le regard, donc la visibilité comme forme de disciplinarisation³⁹⁵, et sous l'angle de la reconnaissance mutuelle³⁹⁶. « Le concept de reconnaissance décrit ici une relation intersubjective de validation des attentes formulées implicitement par les acteurs dans leurs rapports à autrui, relation qui s'avère constitutive de leur sens de soi. Une telle relation présuppose la visibilité mutuelle des acteurs et leur capacité à manifester leurs attentes face à autrui. Un acteur invisible est donc d'emblée exclu de la relation intersubjective et

³⁹⁵ Michel Foucault, *Naissance de la clinique*, Paris, Éditions PUF, 1963 ; Michel Foucault, *Surveiller et punir*, Paris, Éditions Gallimard, 1975.

³⁹⁶ Axel Honneth, « Visibilité et invisibilité », *De la reconnaissance Don, identité et estime de soi*, *Revue du Mauss* n°23, Éditions la Découverte, 2004., pp.136-150.

n'apparaît pas comme participant à l'interaction »³⁹⁷.

La seule visibilité des vulnérabilités n'est pas suffisante pour leur reconnaissance et leur potentielle prise en considération. Une approche basée sur l'exposition des vulnérabilités à partir de l'idée de reconnaissance mutuelle s'avère essentielle, car elle intègre la valeur qu'un sujet attribue au regard d'autrui.

Il existe une distinction entre ce qui appartient à l'ordre de la réception sensorielle évoluant dans l'espace physique (individus, groupes ou situations), et ce qui est de l'ordre de la « publicité » de ces mêmes éléments au sein de l'espace public politique. Ce qui est de l'ordre du sensoriel injecte dans la discussion les caractéristiques propres aux espaces physiques et leurs ambiances sensibles. Au contraire, ce qui est de l'ordre de la publicité dans l'espace public politique associe simultanément une analyse de ses moyens, notamment la presse, la télévision, internet, les communiqués officiels du Gouvernement. Dans la coprésence de l'espace public, une visibilité sensorielle peut être accompagnée de la communication d'un message, comme c'est le cas des protestations qui s'inscrivent dans le cadre de l'espace public physique.

Les terrains étudiés montrent que les demandes des habitants victimes ont été prises en compte non seulement grâce aux manifestations qu'ils ont organisées dans l'espace public et leur apparition et visibilité consécutives dans les médias, mais aussi grâce à l'émergence des espaces publics politiques alternatifs qui sont parvenus à établir un dialogue et obtenir des accords avec le Gouvernement.

La visibilité est soumise à des contraintes culturelles d'ordre moral, normatif et politique. Ainsi, la reconnaissance sociale d'un sujet visible peut s'accomplir seulement après une mise en conformité vis-à-vis de ces contraintes, qui déterminent sa valeur sociale. Ainsi Voirol envisage la visibilité comme « un horizon de sens et de catégorisation conflictuelle où se confrontent continuellement des définitions contradictoires de "ce qui vaut d'être vu" »³⁹⁸.

Dans le campement *El Molino* les habitants se sentent abandonnés à l'invisibilité. Mme Eliana et Mme María nous racontent l'expérience d'abandon qu'elles ressentent par le fait de vivre dans un campement. « Si on appelle l'ambulance, elle arrive jamais, pour les

³⁹⁷ Olivier Voirol, « Présentation. Visibilité et invisibilité : une introduction » dans *Réseaux* n°129-130, janvier 2005, p.9-36, www.cairn.info/revue-reseaux-2005-1-page-9.htm, Consulté le 29 mai 2012, p.23.

³⁹⁸ Olivier Voirol, *Op. cit.*, p.19.

urgences, les policiers ne sont jamais disponibles (...) Ici seulement ils viennent si une chose très grave arrive, mais même parfois il peut arriver que quelqu'un se fasse tuer et ils n'arrivent pas. Ici on est complètement abandonnés ».

Une émotion exprimée à l'égard de l'espace public peut nous renseigner sur les usages d'un espace public. Paperman développe ce regard : « L'espace public est caractérisé par une dimension d'évaluation morale des conduites d'autrui. L'on pourrait dire que l'idée de l'espace public prend ici un sens fort : il émerge lorsque nos réactions aux agissements des autres leur confèrent une valeur, les signalent à l'attention publique comme devant être rejetés, blâmés, condamnés. Les émotions seraient une modalité spécifique de jugement »³⁹⁹. Si nous analysons l'espace public en tant qu'institution normative, régie par des codes et des conventions, il est censé être juge, acceptant ou réprimant les expressions de l'intime. Paperman pointe les effets disruptifs de la manifestation des émotions : L'émotion envisagée comme phénomène intérieur et individuel, serait réprimée et sanctionnée si elle veut s'exprimer dans l'espace public.

À Dichato, les espaces publics des habitants dans le campement ont accepté la souffrance et l'émotion comme des aspects propres de la situation de précarité post catastrophe, et donc aussi des aspects à gérer, car les personnes à la direction des administrations du campement ont elles aussi subi les mêmes doléances. À Talca également les organisations des habitats ont été conscientes de la délicate situation émotionnelle que les habitants traversaient et le besoin qu'ils avaient de s'exprimer.

La visibilité de l'intime dans l'espace public urbain réfère à une compétence perceptive qui aide à coordonner les actions et les interactions dans la coprésence propre à l'espace public, pour sauvegarder ou pas l'intimité en question. Les éléments (individus, groupes ou objets) s'exposent plus ou moins les uns vis-à-vis des autres dans leur coexistence à l'intérieur de l'espace public. Cette interaction dépend en grande partie des caractères que l'autre dévoile, la visibilité de son actuation oriente chaque élément sur sa façon d'agir dans cet espace de coprésence⁴⁰⁰. Cette expérience de l'espace permet de décoder les situations liées aux déplacements, aux comportements envers autrui tout en profitant d'un certain bien-être dans ce même espace. Isaac Joseph⁴⁰¹ conçoit l'espace public comme un espace de savoirs, c'est-à-dire comme un espace de visibilité et

³⁹⁹ Patricia Paperman, *Op. cit.*, p.94.

⁴⁰⁰ Le langage théâtral est emprunté aux travaux de Erving Goffman, *La mise en scène de la vie quotidienne 2. Les relations en public*, Paris, Éditions de Minuit, 1973.

⁴⁰¹ Isaac Joseph, *La ville sans qualités*, Paris, Éditions de l'Aube, 1998.

d'énoncés. Grâce à ces savoirs, l'usager appréhende et maîtrise les comportements à l'œuvre dans l'espace public, afin de s'y mouvoir aisément. Jean-François Augoyard aborde la notion de compétence sociale du regard esthétique. Ainsi, il analyse la compétence esthétique de l'habitant dans son rapport à l'environnement sensoriel. Il qualifie cette compétence de sensible et ordinaire, mais aussi de sociale et esthétique. Le social intervient au cours de perceptions diverses⁴⁰². Une caractéristique propre aux usages dans l'espace public conditionne les comportements des habitants : « Les compétences que nous y déployons tiennent au fait que nous sommes observés, par n'importe qui, et que nous construisons nos apparences non par goût de l'exposition mais pour aider celui qui nous croise à gérer l'instabilité de l'image et le défaut de temps »⁴⁰³. Ainsi, cette caractéristique correspond à un certain niveau d'exposition qui se traduit par une orientation particulière dans l'espace. Cette compétence d'orientation confère à l'espace public un potentiel d'hospitalité. Les distances, les objets, les visibilité et les lisibilité à l'œuvre dans ces espaces participent à l'élaboration de la notion d'accessibilité et de sa prise en considération. L'aménagement de l'espace apparaît comme une clé pour que cet attribut existe. Les différentes perméabilités visuelles, sonores et olfactives, configurent l'ambiance d'un lieu et conditionnent par là même les pratiques en vigueur dans l'espace. La visibilité des traces laissées par des situations, des événements ou des pratiques qui ne sont pas toujours visibles parce qu'elles constituent des héritages des temps passés, font également partie des expériences sensibles de ce lieu, et aident à enrichir les mythes et l'histoire populaire d'un lieu, car elles sont suggérées. L'espace public implique un espace d'exposition de soi, où identité et intimité deviennent vulnérables à l'action d'autrui, étranger à soi.

Cependant, cette même exposition peut contribuer à diminuer la vulnérabilité dans la mesure où cet aspect intime implique la publicité d'un problème. À travers les comportements dans l'espace et les rôles de chacun, l'usager cherche à éviter la sensation de vulnérabilité face à l'autre, face au public. Dans chaque espace, selon ses caractéristiques d'usage et de fréquentation, l'usager adopte différents rôles, revêt différents masques, pour éviter l'exposition. Par exemple, dans les transports publics, chacun se comporte comme un simple passager ; sur le trottoir comme un piéton dirigé vers une destination, ou bien comme un flâneur. Selon la situation, l'individu adopte une attitude conforme, celle que

⁴⁰² Jean-François Augoyard dans Plan Urbain, Bureau de la Recherche Architecturale et Direction de l'Architecture et de l'Urbanisme, *L'Espace du Public. Les Compétences du citoyen, Colloque d'Arc-et-Senans, 8-9-10 novembre 1990*. Plan Urbain / Éditions Recherches, 1991.

⁴⁰³ Isaac Joseph (dir.), *L'Espace du Public. Les Compétences du citoyen*, dans Colloque d'Arc-et-Senans, 8-9-10 novembre 1990. Plan Urbain / Éditions Recherches, 1991, p.31.

L'on attend de lui. Lorsqu'il improvise un nouveau comportement dans l'espace public, en rompant les codes communs, il devient vulnérable⁴⁰⁴.

Dans l'espace public l'individu développe et appréhende différentes compétences, que dans le cas de la post-catastrophe, l'habitant victime doit réapprendre collectivement, après la transformation des codes de comportement des autres et des repères dans l'espace.

La liberté d'accès à l'espace public n'est pas une liberté totale, elle est soumise à une certaine normativité légale et sociale. Une transparence de ces codes normatifs permet à l'utilisateur apprenant d'appréhender la façon dont il doit accéder à un lieu et s'y comporter. Dans l'espace public, il est souhaitable qu'un usager fasse preuve d'une intelligibilité tant de l'espace physique que de la situation. Au contraire, l'opacité des codes socio-spatiaux confère au lieu des caractéristiques privatives. Michèle Jolé, sur la base d'une étude réalisée sur les files d'attente des transports publics à Manchester et à Paris, aborde la nature communicative de l'espace public, comme organisation sociale visible : « La façon dont les gens se disposent et sont disposés dans l'espace procure aux autres participants, quel que soit leur rôle et leur place, l'accès à une série d'informations et de ressources qui leur permettent de produire et d'ajuster leurs intentions au déroulement projeté de leur action »⁴⁰⁵.

Erving Goffman invoque « l'évitement »⁴⁰⁶ comme un type de figuration adopté par chaque participant d'une interaction pour lui éviter de perdre le contrôle de la situation. L'évitement serait un procédé par lequel « par mesure de défense, on écarte les sujets et les activités qui pourraient révéler des éléments contradictoires avec la ligne d'action que l'on suit »⁴⁰⁷. Pour y parvenir, l'individu emploie certaines manœuvres de protection, comme la dissimulation, la contenance, l'évitement de certains sujets, la politesse ou le maintien d'une inattention calculée. Le cas le plus courant dans les espaces publics urbains est cette dernière manœuvre, cette indifférence stratégique ou encore un aveuglement par délicatesse.

L'adaptation des habitants au campement *El Molino* à Dichato s'est faite à travers la réalisation d'activités d'ordre privé voire même intime dans l'espace public (du fait des conditions physiques du campement), qui, en ayant lieu à l'extérieur de la sphère intime,

⁴⁰⁴ C'est pour cette raison que l'espace public implique un acte de confiance à l'égard d'autrui.

⁴⁰⁵ Michèle Jolé, « Trouver une place, prendre son tour. À Manchester et à Paris » in *Espaces publics en ville*. Les annales de la recherche urbaine n°57-58, décembre 1992 à mars 1993, pp. 82-88.

⁴⁰⁶ Erving Goffman, *Les rites d'interaction*, Paris, Éditions de Minuit, 1974, pp.17-20.

⁴⁰⁷ Erving Goffman, *Op. cit.*, p.18.

sont associées à des codes et significations différentes. Ainsi nous avons parlé des codes de comportement créés spontanément et de la socialisation particulière que ces pratiques génèrent.

Des aménagements comme les terrasses, les bancs, les lavoirs, les garages, les plantes... au seuil des logements agissent comme un marquage permettant aux autres de se repérer, en établissant à partir de ces appropriations ponctuelles des espaces intermédiaires entre les logements et l'espace public et entre deux logements.

La visibilité dans l'espace public est plus complexe que la seule possibilité d'accéder par les sens à l'autre. La visibilité sociale de l'autre se fait à travers des actions qui, selon les différentes cultures, manifestent une attention inégalement perçue. C'est la raison pour laquelle l'accessibilité à l'espace public peut être mal vécue, car nous ne sommes pas toujours disposés à donner de l'attention à l'autre, et donc à le rendre vraiment visible, à travers notre regard, notre écoute et aussi nos actes envers l'autre. C'est particulièrement le cas lorsque l'espace public est creusé par l'effet de la misère ou par une trop grande prégnance de l'intime. Dans ce type de situations, les invisibles le sont dans le sens social. C'est le contraire dans le cas de catastrophe, où tous deviennent des victimes, et la misère et l'intime imprègnent tout. Dans ce cas, la solidarité émane entre les victimes. Dans ces moments d'urgence le pays entier se mobilise, ainsi que l'aide internationale. Cependant, à mesure que le temps passe, l'attention publique des médias et des autorités se déplace, sans pour autant que ne cesse d'exister la misère des villes sinistrées, laissant beaucoup de tragédies dans l'invisibilité sociale.

La faculté de l'espace public à accepter une hétérogénéité de pratiques et d'usages parfois conflictuels, en fait le miroir d'une réalité sociale⁴⁰⁸. Ainsi, accepter ce qui perturbe et ce qui dérange est une des vertus de l'espace public, et si un sujet ou une thématique est d'ordre public, il doit être exposé publiquement. Cette position remet en cause certaines définitions de l'espace public, qui voient dans les manœuvres d'appropriation une annulation de son caractère public. Or, si nous voulons que l'espace public urbain soit un espace de et pour tous, les problèmes des minorités, qu'elles que soient, ne peuvent pas être expulsés de la sphère publique⁴⁰⁹.

⁴⁰⁸ Laurence Roulleau-Berger, *La rue, miroir des peurs et de solidarités*, Paris, Éditions PUF, 2004.

⁴⁰⁹ L'appropriation de l'espace a été traitée par différents auteurs comme une façon de privatiser un espace public. Nous examinons ce concept comme un processus applicable à diverses sensibilités, de l'appropriation par l'imaginaire, les émotions, les opinions, jusqu'aux usages variables de l'espace, qui ont relation plutôt avec un processus de familiarisation, comme nous l'avons développé dans le Chapitre 1 que avec un processus d'appropriation. Dans le présent chapitre, nous abordons un aspect

9.2. Le rôle résilient de la parole et la rumeur

La vulnérabilité fait appel à la sensibilité et à la prédisposition des acteurs à être exposés, ainsi qu'à leur capacité de résilience. L'exposition d'une population aux risques peut correspondre à des facteurs d'ordre culturel ou économique, propres au lieu ; ainsi, la vulnérabilité ressentie peut donc ne pas équivaloir à la seule vulnérabilité face au risque de catastrophe, mais constituer plutôt un risque de pertes d'un habitat avantageux aux yeux des victimes. La résilience désigne surtout des compétences d'adaptation locale. Ainsi, le vécu d'une catastrophe peut aider à comprendre les potentialités locales d'un lieu et d'une communauté. Les habitants victimes d'une catastrophe vont utiliser les compétences sociales et les ressources matérielles dont ils disposent pour s'organiser, s'entraider et s'adapter aux nouvelles conditions qu'ils subissent⁴¹⁰.

La vulnérabilité est donc lisible à différents degrés, et nous en distinguons notamment deux : la vulnérabilité sociale, produit d'une condition de vie et la vulnérabilité situationnelle, produit de l'usage de l'espace public.

La confiance au sein de la population et à l'égard des autorités, tout comme la capacité d'organisation, sont des ressources de la résilience. L'exposition par la parole implique une confiance envers l'espace public et les individus qui y participent. Le fait de verbaliser une opinion, une demande ou une critique, implique aussi d'attribuer sa confiance au fait d'être écouté par l'autre et d'entendre sa possible réponse. Quand les individus sentent qu'ils ne sont pas écoutés et qu'ils ne seront pas pris en compte, les initiatives de mobilisation collective décroissent. Au sein du mouvement « *Talca con Todos y Todas* », beaucoup de participants ont jeté l'éponge, découragés après plusieurs échecs de communication avec les autorités.

Nous avons apprécié dans nos enquêtes la façon dont les récits, les discours et les représentations de la réalité des habitants de Dichato, se nourrissent de ce qu'ils ont entendu dire par d'autres. À Talca, les associations citoyennes tentent de formaliser les concepts et les discours capables de communiquer des ressentis face à la reconstruction et aux décisions des organisations diverses et individus participant au mouvement. Ainsi, la

de l'appropriation de l'espace public selon l'hypothèse qu'elle comporte aussi un mode d'exposition des opinions et de vulnérabilités. Dans le chapitre 2, nous abordons l'appropriation de l'espace public sous l'angle du sentiment d'appartenance au lieu, qu'il soit réel, imaginaire ou symbolique. Nous adhérons à la définition établie par Nora Semmoud selon laquelle « l'appropriation est une sorte de stratégie de mise en conformité, d'adaptation et d'ajustement des lieux et/ou aux lieux, selon un mode intériorisé » (Nora Semmoud, *Op.cit.*, p.161).

⁴¹⁰ Anthony Oliver-Smith, *Op. cit.*

parole s'assimile à une forme de visibilité. La parole est alors plus qu'un moyen de communication et d'information. L'acte et la parole, en agissant ensemble, endossent un rôle de révélateur, permettant aux hommes de se distinguer entre eux, de mieux s'assimiler. Pour Hanna Arendt, « l'espace de l'apparence commence à exister dès que des hommes s'assemblent dans le mode de la parole et de l'action ; il précède par conséquent toute constitution formelle du domaine public et des formes de gouvernement, c'est-à-dire des diverses formes sous lesquelles le domaine public peut s'organiser »⁴¹¹. Pour Arendt, la puissance⁴¹², née du rassemblement des hommes, assure l'existence du domaine public, de l'espace potentiel d'apparence, et de l'alliance entre la parole et l'acte.

L'individu est visible aux yeux des autres en tant que corps dans l'espace, mais son occupation spatiale et temporelle à travers la parole s'étend au-delà de l'espace qu'il incarne physiquement. La parole a l'avantage de voyager dans le temps et dans l'espace, de faire référence à la mémoire, à des lieux intimes d'accès difficile pour le regard. Arendt voit, dans la parole et dans l'action, un moyen pour les hommes de révéler leurs identités personnelles face aux autres.

L'espace public politique comme espace des opinions, est par définition l'espace de la parole. Jean-Claude Milner⁴¹³ analyse la façon dont la politique actuelle s'est déconnectée de notre nature d'êtres parlants, de « corps parlants ». Il résume le grand problème de la politique présente, c'est que les gouvernants ne décident pas, mais par la suprématie des choses et des faits, qui décident à leur place. Les décisions sont soumises à des phénomènes muets et passifs, comme les enquêtes, les marchés, les sondages ou les statistiques.

Si la parole est un moyen pour mener l'action politique, pour la prise de décisions, elle est d'abord le moyen de raconter une histoire. L'exposition de faits, nous révèle des aspects de la réalité. La parole a la potentialité d'exposer aussi des émotions, la réalité telle qu'elle est ressentie. Patricia Paperman nous rappelle la correspondance entre émotion, parole et action. Sur les émotions elle écrit : « Elles rappellent, incarnent ou figurent une dimension morale de la réalité commune à laquelle celle-ci doit une part au moins de son caractère sensé. Distinctes et pourtant indissociables de la parole et de l'action, les émotions

⁴¹¹ Hannah Arendt, *Op.cit.*, p. 259.

⁴¹² À propos du concept de puissance développé par Arendt : « Le mot lui-même, son équivalent grec *dynamis*, comme le latin *potentia* et ses dérivés modernes, ou l'allemand *Macht* (qui vient de *mögen*, *möglich*, et non de *machen*), en indiquent le caractère "potentiel". La puissance est toujours, dirions-nous, une puissance possible, et non une entité inchangeable, mesurable et sûre, comme l'énergie ou la force. Tandis que la force est la qualité naturelle de l'individu isolé, la puissance jaillit parmi les hommes lorsqu'ils agissent ensemble et retombe dès qu'ils se dispersent. ». *Op. Cit.*, p. 260.

⁴¹³ Jean-Claude Milner, *La politique des choses*, Paris, Éditions Navarin, 2005.

seraient une façon d'apparaître aux autres qui n'est pas simplement celle d'autres objets vivants ou inanimés, mais une manifestation spécifique d'humanité, selon les termes de H. Arendt »⁴¹⁴. La capacité langagière des habitants vis-à-vis de leur espace vécu est aussi une façon de faire parler les espaces à partir de l'expérience du lieu. Henri Raymond⁴¹⁵ dans une recherche menée sur l'habitat pavillonnaire rend compte d'une compétence des habitants qui est précisément la capacité langagière de l'habitant, racontant l'histoire de son propre logement.

L'espace d'apparence d'Arendt se distingue d'une simple apparence des corps : l'initiative vient de l'action et de la parole. Pour Arendt, l'insertion dans le monde par le verbe et l'acte n'est pas imposée, « elle peut être stimulée par la présence des autres dont nous souhaitons peut-être la compagnie »⁴¹⁶. Au cours des entretiens réalisés avec les victimes de la catastrophe du 27 février 2010, nous avons pu constater à quel point les habitants avaient besoin de parler, de confronter face à un égal ou un étranger leurs ressentis de la situation vécue. La communication dans les espaces publics du quotidien et les mouvements sociaux, ne se réalise pas seulement à partir des discours élaborés à destination d'un auditoire. Elle naît du besoin de s'exprimer, de se faire entendre, de se justifier et de construire des représentations collectives de la réalité vécue, pour les exprimer sur la scène publique. Les récits de vie font partie de la socialisation qui soulage face à l'incertitude. L'individu cherche la sécurité dans l'expérience d'autrui. La compétence langagière forme un socle de base à la résilience face à une catastrophe.

L'espace public spontané des habitants, en tant que lieu de transmission de la parole, est la cible de divers types de pratiques langagières. Nous analyserons d'abord le rôle de la rumeur, en tant que pratique offrant l'exposition publique des ressentis, qui transite depuis les territoires de l'intime, vers le domaine privé puis la place publique. Nous étudierons ensuite le rôle des récits et des discours élaborés par les habitants pour exprimer les vulnérabilités locales. La rumeur incarne une parole éphémère qui s'affirme subtilement, au départ presque cachée, elle se propage dans les espaces publics physiques et entre aussi dans la sphère publique. Il s'agit d'une parole qui a le pouvoir de faire croire ; au delà du savoir ou l'information, « dire c'est croire »⁴¹⁷. Même dans la sphère privée, ou dans les

⁴¹⁴ Patricia Paperman, *Op. cit.*, p.106.

⁴¹⁵ Henri Raymond, *L'Architecture, les aventures spatiales de la raison*, Paris, Éditions Georges Pompidou, 1984 ; Henri Raymond, *Paroles d'habitants. Une méthode d'analyse*, Paris, Éditions L'Harmattan, 2001.

⁴¹⁶ Hannah Arendt, *Op. cit.*, p.233.

⁴¹⁷ Michel de Certeau, *L'invention du quotidien, Tome 1 : Arts de faire.*, Paris, Éditions Gallimard, 1990, p 279.

espaces soustraits au public, la rumeur a le pouvoir de modifier les opinions sur des sujets publics et contribue ainsi à la fabrication du discours public. La rumeur peut se définir comme un récit qui véhicule une information non vérifiable, qui se diffuse tout en se modifiant à travers son parcours.

9.2.1. La rumeur : une forme de résilience spontanée dans le contexte de une catastrophe

Dans notre enquête de terrain nous avons vu comment la rumeur faisait partie intégrant des récits des individus interviewés, et comment elle endossait un rôle important dans une situation d'urgence post-catastrophe. L'espace matériel n'est pas neutre face à la transmission de rumeurs, et, dans le cas d'un quartier résidentiel ou d'un campement : le rapprochement des logements et la petite surface des logements suscitent de multiples rencontres entre voisins. Dans ses études sur la rumeur, Kapferer⁴¹⁸ associe la quotidienneté de la rumeur aux ambiances sociales déterminées, où la communication de la rumeur se fait dans la coprésence. Ce constat s'explique par la force du caractère oral de ce phénomène. Un autre phénomène assurant la propagation de rumeurs est le temps libre dont les individus disposent, ou au contraire, une situation de stress causée par la survenue d'une catastrophe ou de préoccupations importantes ; la rumeur peut avoir la vertu de atténuer le stress.

La rumeur a été étudiée comme un problème social et psychologique. Les deux disciplines cherchent à comprendre les raisons de la naissance des rumeurs et sa fonction sociale et psychologique. Michael Ritter⁴¹⁹ réalise une analyse épistémologique de la rumeur, où il explique l'apparition de rumeurs à partir de cinq perspectives : la perspective de la Gestalt, la perspective de Sigmund Freud, l'optique de Carl J. Jung, la dissonance cognitive de Leon Festinger et la perspective de la psychologie sociale. Nous reprenons quelques unes de ces approches pour expliquer la rumeur dans l'exposition des vulnérabilités. D'abord, nous constatons qu'une situation de vulnérabilité est un contexte propice à l'apparition de rumeurs. Les premières recherches traitant de la rumeur portaient sur les rumeurs pendant la fin de la seconde guerre mondiale⁴²⁰. Ces recherches ont permis

⁴¹⁸ Jean-Noël Kapferer, *Rumores : el Medio de Difusión más Antiguo del Mundo*, Barcelone, Éditions Plaza y Janes, 1989 et *Uses, Interpretations & Images*, New Brunswick et Londres, Éditions Transaction Publishers, 1990.

⁴¹⁹ Miguel Ritter, *El rumor. Un análisis epistemológico*, 2000, Article [En ligne] http://www.academia.edu/2907952/Ritter_-_Rumor_-_El_rumor_Un_análisis_epistemológico_2000_, Consulté le 20 mai 2012, Traduction personnelle.

⁴²⁰ Robert H. Knapp, « Psychology of Rumor », *Public Opinion Quarterly*, Vol. 8/n°1, 1944. pp.22-37 ; Theodore Caplow, « Rumors in War », *Social Forces*, Vol. 25/n°3, Mars 1947, [En ligne], pp.

d'associer le phénomène de la rumeur à la distorsion de la vérité et en opposition à l'objectivité de l'information relayée par la presse⁴²¹. Knapp en 1944, puis Allport et Postman en 1947, étudient les motivations et les besoins psychologiques des individus qui produisent et/ou diffusent une rumeur. Toujours dans le registre d'un environnement soumis au stress et aux tensions, Knopf⁴²² analyse les rumeurs à partir des révoltes et des conflits sociaux autour du problème du racisme. Ces recherches identifient les rumeurs comme des canaliseurs de la peur, du désir ou de la haine des individus.

Cependant ces différentes études traitent le problème plutôt comme un phénomène centré sur l'individu, plus que sur le collectif. Margarita Zires constate même que ces premières études assimilent la rumeur comme un fait pathologique, une maladie. D'ailleurs, dans le langage courant, le terme désigne la remise en question de la véracité de récits et savoirs éparpillés, qui sont créés et circulent en périphérie des institutions, hors des systèmes centralisés, dans les interstices de la société⁴²³.

Nous ciblons plus particulièrement trois aspects de la rumeur ayant une relation avec l'exposition des vulnérabilités dans l'espace public post-catastrophe :

(1) La rumeur, comme mode de communication propre aux situations de stress : Le fait que la rumeur soit née au cœur des situations de stress, la transforme en un détecteur de vulnérabilités. Les rumeurs et leur contenu sont en effet en relation directe avec la sensation de vulnérabilité d'un groupe face à une situation vécue.

(2) La rumeur comme production collective : La production de rumeurs est considérée par Shibutani comme une solution collective face aux problèmes divers. Selon le modèle sociologique de Shibutani, la rumeur est une opération collective, qui se développe dans la mesure où les hommes impliqués dans une situation ambiguë, tentent d'en construire une interprétation significative de celui-ci avec leurs ressources intellectuelles⁴²⁴.

298-302. doi: 10.1093/sf/25.3.298; Gordon W. Allport, Leon Postman, *The Psychology of Rumor*, New York, Henry Holt, 1947.

⁴²¹ Margarita Zires, « La dimensión cultural del rumor. De lo verdadero a los diferentes regímenes de verosimilitud », *Comunicación y Sociedad* (DECS, Universidad de Guadalajara), n°24, mai-août 1995., pp. 155-176. [En ligne] http://www.publicaciones.cucsh.udg.mx/ppperiod/comsoc/pdf/24_1995/155-176.pdf, Consulté le 11 mai 2011

⁴²² Terry Ann Knopf, *Rumors, Race and Riots*, New Brunswick, New Jersey, Transaction Books, 1975.

⁴²³ Margarita Zires, *Op.cit.*

⁴²⁴ Tamotsu Shibutani, *Improvised News, A Sociological Study of Rumor*, Indianapolis-New York, The Bobbs-Merrill Co Inc., 1966, p. 26-27 et p. 215.

La rumeur est née au sein d'un groupe et, malgré son caractère éphémère, elle devient partie intégrante de l'histoire au groupe. La rumeur participe ainsi à la cohésion sociale, en marquant les limites d'un contexte où elle se propage. La rumeur aide aussi à la création de mythes propres d'un groupe, contribuant de ce fait à la configuration de ses aspects identitaires. L'approche groupale de la thèse de Gluckman⁴²⁵ affirme que la rumeur lie le groupe, et facilite l'autocontrôle. Ceux qui ignorent la teneur d'une rumeur qui circule n'appartiennent pas au groupe, tandis que ceux qui connaissent cette rumeur se sentent liés par une connaissance partagée, une certaine connivence. La rumeur agit aussi comme un dénonciateur des actions considérées déplacées commises à l'intérieur d'un groupe.

(3) La rumeur comme productrice d'un espace d'information alternatif :

La circulation de rumeurs à l'intérieur d'un groupe peut susciter une sensation d'incertitude face à la réalité. La rumeur se nourrit par le manque d'information. Le flux de rumeurs appelle à une demande d'informations pour les réguler et apaiser les sentiments qu'elles véhiculent ; ce flux peut ainsi motiver des mouvements citoyens qui se mobilisent pour réclamer des informations plus claires. Les requêtes internes à un groupe ou à une communauté prennent parfois la forme des rumeurs. Dans le campement *El Molino*, les attentes et les difficultés des habitants passent d'une oreille à l'autre cheminant à travers rues, lavoirs publics ou espaces de rencontre. En tant qu'espace d'information alternatif, la rumeur communique des faits qui, même s'ils ne sont pas vérifiables, dénotent des vulnérabilités ressenties, parfois subies. Celles-ci ne sont pas toujours vérifiables, parce qu'elles sont en partie de l'ordre de l'imaginaire et de l'affect. Des émotions comme la peur, la tristesse et la nostalgie sont très couramment ressenties par les victimes d'une catastrophe naturelle. Ces émotions sont mobilisées dans les espaces publics à travers la communication spontanée et quotidienne.

Même si la rumeur est considérée comme une déformation de la réalité, précisons que la désinformation et le mensonge ne sont pas uniquement portés par la rumeur ; ils traversent aussi les médias qualifiés de « neutres » par Allport et Postman. Ces médias ne communiquent pas un portrait exact de la réalité, ni ne retranscrivent totalement les modalités des faits. C'est parfois la rumeur même qui corrige des problèmes de véracité de l'information véhiculée par des médias massifs. Dans notre cas d'étude à Dichato, l'information d'un possible tsunami après le tremblement de terre, est partie sous la forme d'une rumeur, prenant à contre-pied l'information officielle qui confirmait l'inexistence d'un risque de tsunami ; grâce à cette rumeur, largement diffusée auprès de la population de

⁴²⁵ Max Gluckman, « Gossip and Scandal », *Current Anthropology*. Vol. 4, 1963., pp. 307-316.

Dichato, les habitants se sont réfugiés sur les collines et ont ainsi échappé à la vague meurtrière. La population civile, qui s'est mobilisée dès les premiers instants ayant suivi la catastrophe, s'est montrée plus efficace que les institutions de l'État. L'alerte au tsunami lancée par le Service Hydrographique de l'Armée, puis a été contredite une heure après. Dans les localités, la population a malgré tout diffusé l'avertissement grâce à des instruments improvisés. Les radios locales ou encore les utilisateurs de réseaux sociaux comme *Twitter*, ont également joué un rôle central pour la transmission de l'information puis la recherche des disparus après la catastrophe.

La rumeur a rarement un géniteur connu, car personne ne veut être responsable de l'invention d'un fait non vérifiable. Cependant, comme nous l'avons vu, la rumeur peut être révélatrice d'une vulnérabilité locale, ou bien aider à la diffusion d'une difficulté, d'un signal, en permettant de le rendre audible rapidement pour accélérer la mobilisation de solutions. Dans ce contexte, d'exposition des vulnérabilités, nous analyserons le rôle des récits et des discours.

9.2.2. La construction langagière comme outil de publicité et de partage des ressenties habitants

Les vulnérabilités sont vécues personnellement ; cependant, la communication et la visibilité de ces vulnérabilités se font en partie à travers des récits de l'expérience vécue. Dans ce cadre, la formulation de la parole n'est pas très construite, mais plutôt intuitive, occasionnant la mise en lumière d'aspects sensibles et imaginaires de la vulnérabilité. L'espace public abstrait est le lieu où les représentations de la réalité construite par chacun, ou des réalités, acquièrent un sens commun ; qui elles sont exposées et transmises aux autres pour être interprétées et discutées. Le quotidien permet l'expression des vulnérabilités ressenties, et la parole est un des ces canaux qui va vers les instances de décision. Ce passage est possible grâce à la construction de discours.

Dans les récits des habitants de Talca et de Dichato à propos de la catastrophe, la vulnérabilité s'exhibe de manière flagrante. Ils exposent oralement une situation traversée par l'expérience du corps. Elle est remplie de suppositions et de rumeurs. Pour faire discours, ces récits se transforment : le discours canalise l'information, la synthétise et la complète avec des faits scientifiques afin d'apporter davantage de légitimité face au système social. « Peut-être toute l'expérience qui n'est pas cri de jouissance ou de douleur est-elle collectée par l'institution. Toute l'expérience qui n'est pas déplacée ou défaite par cette extase est captée par "l'amour du censeur", rassemblée et utilisée par le discours de la loi. Elle est canalisée et instrumentée. Elle est écrite par le système social. Aussi faudrait-il

chercher du côté des cris ce qui n'est pas "refait" par l'ordre de l'utilité scripturaire »⁴²⁶.

Les récits et les discours des habitants participent également à la reconstruction orale de l'identité locale. Les situations de vulnérabilité font apparaître des raisons de renforcer l'identité. Ainsi, dans le cas de la reconstruction de Talca et de Dichato, la parole est donnée aux plus anciens qui évoquent les origines de la ville et son passé. Les discours construits par les habitants victimes de la catastrophe sont une façon d'institutionnaliser, de faire perdurer une partie de l'identité locale perdue. Pour Michel De Certeau, le discours est issu d'un besoin humain « à trouver dans un discours le moyen de se transformer en une unité de sens, en une identité. De cette chair opaque et dispersée, de cette vie exorbitante et trouble, passer enfin à la limpidité d'un *mot*, devenir un fragment du langage, un seul nom, lisible par d'autres, citable »⁴²⁷.

L'élaboration de leur discours est un processus initié par les victimes au sein de leurs sphères privées et communautaires. Dans ce processus de fabrication collective, les habitants du mouvement citoyen de Talca ont cherché l'appui d'autres acteurs sociaux. Le travail entrepris avec des ONG et des universités leur ont offert un enrichissement conceptuel et technique de leurs discours. Le partage des expériences avec des réalités similaires, dans ce pays comme dans d'autres, a aussi enrichi le discours des habitants.

La parole a bien évidemment une fonction psychologique, des expériences partagées de participation accomplies par les habitants ont donné naissance à des expériences de catharsis, où les individus n'ont pas seulement parlé de leurs émotions mais se sont abandonnés aux pleurs. A contrario, la vulnérabilité peut s'apprécier dans les non-dits, dans les silences ponctuant le récit des habitants. Les situations difficiles à vivre, sont aussi difficiles à exprimer et à développer en détails.

Les récits et les discours, lorsqu'ils sont modifiés dans leur parcours de transmission, peuvent devenir des rumeurs. Au moment où survient une dissonance dans le temps des discours ou entre la parole et l'action, la croyance dans les auteurs s'affaiblit. Quand les autorités formulent des discours dissonants, les habitants perdent leur confiance envers la parole des autorités ; le problème peut alors se transformer en une perte de légitimité de toute décision provenant des autorités. Les multiples changements dans l'information des discours des autorités sur les solutions de reconstruction urbaine et de logement à Dichato, ont conduit les habitants à se méfier des discours officiels. La

⁴²⁶ Michel de Certeau, *Op.cit.*, p. 219.

⁴²⁷ Michel de Certeau, *Op.cit.*, p. 218-219.

concurrence des réunions « participatives » (plutôt informatives) s'est aussi affaibli du fait de cette méfiance. « Une *crédibilité* du discours est d'abord ce qui fait marcher des *croquants*. Elle produit des pratiquants. Faire croire, c'est faire faire »⁴²⁸.

9.3. L'espace de confrontation des opinions : la neutralité de l'espace en question

L'espace public d'Hanna Arendt est défini par l'acte et la parole, permettant la révélation des identités et des opinions dans un espace commun qu'elle nommera « l'espace de l'apparence », au sein duquel les différents acteurs se rendront visibles les uns les autres. Hanna Arendt voit la participation des individus dans la sphère publique comme nécessaire pour doter leur esprit d'un sens de réalité et d'un sens de leur propre personne. Il est intéressant de constater que dans la réflexion d'Arendt basée sur l'espace public s'inspirant de la *polis* Grec, les opinions valables sont celles d'êtres libres qui peuvent y participer. Cette conception de l'espace public laisse hors d'un monde commun une partie de la société et de la réalité. Pour Arendt seulement ce qui peut être vu et entendu serait digne d'apparition publique, et exclue ainsi la réalité qui relève des expériences du privé ou de l'intime⁴²⁹.

Dans son analyse de la sphère publique, Habermas⁴³⁰ parle du principe de publicité pour désigner l'exposition d'opinions rationnelles variées dans le débat, soit « l'usage public de la raison critique ». Pour Voirol, un espace de discussion rationnelle présuppose l'apparition mutuelle des acteurs. Il critique le fait qu'Habermas « met avant tout l'accent sur le processus d'argumentation et de délibération et relègue au second plan les procédés par lesquels les acteurs doivent se rendre visibles et se reconnaître mutuellement pour mener à bien une délibération publique »⁴³¹.

La publicité contribue à la validation ou à la revendication des invisibles. Elle utilise les moyens de communication pour faire apparaître des images et des paroles. La rue ou les espaces publics sont ainsi réquisitionnés en tant que scènes d'intérêt pour attirer l'attention des médias. Le fait d'apparaître dans les médias est un objectif fondamental pour les mouvements sociaux : il faut apparaître pour exister publiquement et être écouté et

⁴²⁸ Michel de Certeau, *Op. Cit.*, p.218.

⁴²⁹ Hannah Arendt, *Op.cit.*

⁴³⁰ Jürgen Habermas, *L'espace public*, Paris, Éditions Payot, 1992 (1962).

⁴³¹ Olivier Voirol, *Op. Cit.*, p.25.

considéré. Walter Benjamin⁴³² observe avec l'émergence des nouvelles techniques, tant les effets d'aliénation et d'appauvrissement de l'expérience, que les potentiels bénéfiques de la médiatisation. Celle-ci va donner à la visibilité des perspectives inédites de la réalité et un accès immédiat à de multiples phénomènes. Sans méconnaître le pouvoir des techniques médiatiques, nous partageons avec Voirol l'idée d'un appauvrissement des contextes d'expression et des expériences que les médias véhiculent. « L'imposition des logiques marchandes au sein des organisations médiatiques a pour conséquence une tendance à la fétichisation de l'information. Il faut entendre par là le processus par lequel la fabrication des produits médiatiques se dégage de plus en plus de l'apparence immédiate et perd tout contact à la pratique pour ne plus répondre qu'aux critères de fabrication de la mise en scène médiatique. La constitution de la visibilité publique, dans un processus avancé de fétichisation, mène à la disparition des acteurs, de leur action et de leur parole, au profit d'images abstraites sans rapport avec leurs référents ancrés dans l'expérience et leurs contextes d'expression »⁴³³.

Nous abordons maintenant la visibilité et la publicité d'une diversité d'opinions sur l'espace public et la création des espaces publics alternatifs. Les journaux quotidiens nationaux ainsi que les chaînes de télévision nationales, témoignaient l'avancement de la reconstruction, mesuré grâce aux chiffres communiqués par le Gouvernement. Ce bilan de la reconstruction quantifié est déconnecté et loin de la réalité et de la reconstruction observable sur le terrain. Cette distorsion est produite par divers facteurs, et notamment par la politique chilienne du logement. Au Chili, une allocation de logement se limite à l'octroi d'un papier. Un logement n'est pas nécessairement construit sous prétexte de posséder une allocation le promettant, et de même, les allocations délivrées ne sont pas nécessairement liées à un terrain déterminé ni à un quartier. Tous ces types de problèmes sont cachés par les milliers d'allocations, attribuées comme des solutions de logement aux victimes. Le même type de distorsion se produit lorsque la presse évoque des fonds destinés à l'inversion publique générale de la reconstruction, sans accorder beaucoup de détails. Autre pouvoir des médias, et surtout l'apanage de la télévision : l'instrumentalisation d'histoires personnelles pour nourrir une presse à sensations. Les images de la catastrophe capturées par les médias ont amplifié le sentiment de peur des citoyens, victimes ou rescapés. Les campagnes solidaires ont également mobilisé l'empathie publique et alimenter

⁴³² Walter Benjamin, « L'œuvre d'art à l'ère de sa reproductibilité technique » in *Poésie et révolution*, Paris, Éditions Denoël, 1971 p. 171-210. Cité par Olivier Voirol, *Op. cit.*, p. 15.

⁴³³ Olivier Voirol, « Les luttes pour la visibilité, Esquisse d'une problématique », *Réseaux*, n°129-130, 2005, p. 89-121, <http://www.cairn.info/revue-reseaux-2005-1-page-89.htm>, Consulté le 29 mai 2012, p. 106-107.

la douleur des victimes et des familles de victimes. Cependant, le matraquage des images de la tragédie et des réactions de victimes et témoins dévastés par l'effroi ont fini par laisser place à l'indifférence d'un public de citoyens blasés. Un exemple concret de cette indifférence : les jours où 33 miniers chiliens se sont trouvés prisonniers d'une mine dans le nord du Chili, ont fait complètement oublier la souffrance des villes touchées par le tremblement de terre. Le show de la solidarité et de l'empathie est déplacé suite à l'action des médias⁴³⁴.

Après la catastrophe, de nombreux observatoires et sites web d'étude pour la reconstruction ont été créés, certains au sein d'institutions comme des universités et des ONG. Ces observatoires exposaient les problématiques sociales posées par la catastrophe, l'urgence et la reconstruction, ainsi que les décisions reconstructives du Gouvernement. L'« Observatoire de la Reconstruction » est un projet financé par la Fondation Valentín Letelier, (version 2010-2011), du Vice-Recteur de l'Extension de l'Université du Chili. L'Observatoire est rattaché à l'Institut du Logement, appartenant à la Faculté d'Architecture et d'Urbanisme de l'Université du Chili. Il s'agit d'une initiative de diagnostic de la situation post-catastrophe commanditée à l'Université par le Gouvernement précédent. L'Observatoire avait comme mission initiale de mettre à disposition toute l'information existante sur l'état d'urgence et la reconstruction, qu'elle soit d'ordre officiel, communiquée par le Gouvernement, ou issue de recherches. Les médias, surtout la presse « de masse » et la télévision, ne relayaient pas une information détaillée sur les politiques mises en œuvre pour affronter la catastrophe, ni ne montraient les réalités sociales ou la prégnance des mouvements des habitants qui étaient en train de voir le jour dans les localités touchées. Ainsi, l'Observatoire de l'Université du Chili s'est présenté comme un outil de communication, à travers la recompilation et la diffusion des articles de différentes sources journalistiques, tout en transmettant par ailleurs des opinions personnelles à travers des articles académiques de l'Université. Ce rôle a aussi été celui des ONG et d'autres journaux alternatifs en ligne. À travers la recherche de sites webs, il était possible d'appréhender une réalité de la catastrophe et de la reconstruction assez distante de celle propagée par les médias dominants au Chili.

⁴³⁴ C'est le même phénomène de transfert, dans la presse et la télévision chilienne, que nous avons saisi en avril de l'année 2014 suite au tremblement dans le nord du pays ; un immense incendie a touché la ville de Valparaiso, douze jours après, mobilisant l'attention de toute la nation. Les habitants des campements d'urgence des villes sinistrées se sentaient abandonnés car l'attention et les aides humanitaires se sont concentrés sur la tragédie de Valparaiso, ville classée "patrimoine mondial de l'humanité".

9.4. L'espace privé est féminin, l'espace public est masculin...

Comme la grande majorité des tragédies grecques, Antigone de Sophocle s'inspire d'un des mythes fondateurs de la civilisation grecque. Nous souhaitons évoquer ses revendications qui culturellement relèvent de la féminité. Antigone représente la liberté, l'anarchie et la résistance, lorsque l'amour sacré de la famille se voit menacé par la loi.

Après l'exil du roi Œdipe, ses deux fils, Étéocle et Polynice, s'affrontent pour le trône de la cité de Thèbes. Suite à cette bataille, les deux frères meurent. Créon, frère d'Œdipe et, après la mort des frères, nouveau roi de Thèbes, accorde à Étéocle les honneurs mortuaires et interdit publiquement les sacrements destinés à Polynice. Antigone, la fille d'Œdipe, nièce de Créon et donc sœur de Polynice et Étéocle, par un souci de justice divine, de piété et de respect de la mémoire de ses frères et de sa famille, se révolte contre cette décision, et décide de rendre honneur à son frère Polynice avec les hommages funéraires qui lui reviennent.

Antigone, en désobéissant à la loi du roi Créon, en se rebellant contre son pouvoir despotique, va recevoir une terrible punition. Cette action morale de déférence envers les morts et les dieux va impliquer le sacrifice de sa vie. Créon condamne Antigone à l'enfermement éternel. Antigone choisit la mort, plutôt que l'obéissance.

Le mythe d'Antigone de Sophocle, selon l'interprétation hégélienne, présente la dialectique de la loi humaine et de la loi divine à travers l'opposition entre Créon et Antigone. La loi humaine est celle de la virilité tandis que la loi divine celle de la féminité. La tension et l'opposition nées du choix d'Antigone contre la loi des hommes, afin de rendre sépulture à son frère Polynice, correspondent à la tension et à l'opposition entre l'éthique qu'impose la famille contre l'éthique des lois écrites par les hommes. Hegel voit, dans le conflit entre l'individu et l'État, les entrelacements de la substance éthique. Antigone trouble l'ordre établi des lois humaines à travers une action impulsée par un désir intime d'ordre divin : la mort. Pour Hegel, les affaires personnelles ne peuvent pas être politiques. L'homme accède à l'universalité, à la *polis*, il représente la culture, il fonde les lois. La femme est l'objet de son devoir éthique, elle se fie à la famille pour dévier les ambitions publiques vers des fins privées. Quand la féminité produit cette hostilité, la loi la réprime, c'est pourquoi Créon va tuer Antigone⁴³⁵.

⁴³⁵ Celia Amorós, « Espacio público, espacio privado y definiciones ideológicas de "lo masculino" y "lo femenino" » dans Celia Amorós, *Feminismo, igualdad y diferencia*, México, UNAM, PUEG, 1994, p. 23-52.

Ce mythe aborde la nature féminine, les affaires privées et la loi divine, ainsi que la différence substantielle lorsque ces dimensions s'expriment dans l'espace public, traditionnellement masculin. Dans l'histoire des sociétés et des États, la sphère publique est définie par les espaces qui accordent visibilité et solutions aux sujets d'intérêt commun à toute une société. Depuis les grecs, la sphère publique s'est bâtie sur des principes masculins, sur l'espace du pouvoir démocratique, mais une démocratie à laquelle seuls les hommes disposent d'un droit d'accès. Les femmes, les enfants, les malades et les esclaves demeurent, durant des siècles, à l'écart des espaces de participation et de décision de la sphère publique.

L'espace public libéral étudié par Habermas exclut lui aussi les femmes du débat public. Même si Habermas reconnaît des espaces publics alternatifs à celui de son étude, comme la sphère publique plébéienne, Nancy Fraser critique l'idéalisation de cette sphère publique libérale : « Déclarer qu'un terrain délibératif est un espace où les distinctions de statuts sont mises entre parenthèses et sont neutralisées n'est pas suffisant pour en prendre acte »⁴³⁶. Fraser déplore le fait qu'Habermas glorifie la sphère publique en ignorant les autres sphères avec lesquelles elle entre en concurrence, se limitant à l'analyse d'un seul espace public.

L'espace public est l'espace de la reconnaissance, de la compétence, contrairement aux activités de l'espace privé, qui ne sont pas visibles publiquement et qui ne sont pas valorisées. Dans l'espace privé, ne s'exprime aucun principe d'individuation, caractéristique des espaces publics, où chacun a son *ubi* (où). Dans l'appropriation des espaces par de multiples individualités, le pouvoir est distribué⁴³⁷. Celia Amorós analyse ainsi la distribution des espaces publics et privés entre les hommes et les femmes, qui fournit le moyen de maintenir la femme éloignée du pouvoir et de la participation politique. Ainsi, l'espace privé acquiert le statut de zone cachée, où n'existent ni reconnaissance ni individuation. Amorós nommera l'espace privé « l'espace des identiques ». Sans cette reconnaissance, il n'y a pas d'existence sociale.

La femme et son émotion face à l'expérience de l'inégalité font irruption dans l'espace politique, comme l'Antigone du mythe grec fait irruption dans le monde politique en brandissant une revendication privée. L'espace public, considéré jusqu'alors comme

⁴³⁶ Nancy Fraser, « Repensar el ámbito público : una contribución a la crítica de la democracia realmente existente », *Revista Debate feminista*. Volume 7, mars 1993, p. 23-58, p. 30. Essai paru dans Craig Calhoun, (dir.), *Habermas and the Public Sphere*, Cambridge, The MIT Press, 1992, Traduction personnelle.

⁴³⁷ Celia Amorós, *Op. Cit.*

exclusivement masculin, entre aujourd'hui en collision avec un espace public féminin, supposé être plus « familial » et « émotif », mais toujours public, parce qu'il est l'affaire de toute une société.

Jusqu'à la seconde moitié du XX^e siècle, l'espace public citoyen, les institutions et le pouvoir restaient muets face au constat d'une société dans laquelle la femme était devenue de plus en plus active et s'était progressivement octroyée davantage de droits. Les féministes américaines des années 1960 et 1970, à partir de leur slogan « le personnel est politique », ouvrent le débat public sur des affaires de l'ordre de l'intime et du domestique qui, jusque-là étaient invisibles, bannies de la sphère publique. D'abord, le mouvement féministe réussit à introduire la résolution de certaines affaires privées dans l'ordre du jour des décisions de la sphère publique. Puis, elles parviennent à politiser leur mouvement et à légiférer sur des thématiques diverses, telles que la conception, la maternité, les abus et les violences domestiques envers elles. Simultanément, l'émotion envahit la politique par le biais d'autres mouvements de conscientisation.

Hanna Arendt et Celia Amorós constatent que la distinction existant dans les représentations entre le public et le privé impose des limitations de participation politique à la femme⁴³⁸. Ainsi, lorsque cette distinction est bouleversée, la femme adhère au processus participatif de l'espace public. Nous avons remarqué, au cours de nos investigations sur le terrain, comment, dans les situations de bouleversement de la vie privée, l'identité féminine ouvre un espace alternatif en rupture avec le « diktat » d'un espace public masculin.

9.4.1. La résilience des femmes face à une situation de catastrophe

La catastrophe est vécue différemment en fonction du genre, de l'âge et de la situation économique et sociale de la victime. Dans le chapitre sur l'intime, nous avons développé des spécificités de la vulnérabilité en tant qu'exposition aux aléas et publicité de l'intime. Au Chili, les modalités déterminant les degrés de vulnérabilité de la population sont la condition socio-économique, l'appartenance ethnique, l'appartenance territoriale et le genre. Dans le présent chapitre, nous voulons envisager la catastrophe par le prisme de l'expérience des femmes et de la construction féminine d'une résilience en réaction à la catastrophe. Nous croyons à l'existence d'une identité de genre construite socialement, l'identité féminine et masculine impliquant ainsi des rôles sociaux spécifiques dans chaque société. Cette vulnérabilité et cette résilience féminines dépendent de facteurs culturels

⁴³⁸ Bethsabé Andía Pérez, « Lo Personal Es Político : Una Lectura De Lo Público Y Lo Privado », *Boletín Generando del Instituto Runa de Desarrollo y Estudios sobre Género*, Año 1, n°10, Lima, novembre 2007.

chiliens et latino-américains ; l'analyse ne saurait donc pas être directement transposable à d'autres réalités culturelles. Nos cas d'étude décrivent une femme latino-américaine qui subit encore de nombreuses conditions et situations d'inégalité de genre. Même à l'intérieur du territoire latino-américain, on constate des différences énormes en termes de traitements sociaux et d'inégalités. En outre, entre toutes les expériences des femmes interrogées s'ajoutent, aux inégalités de genre, des inégalités ethniques, territoriales et économiques. Nous avons pu constater de quelle manière, de quelle force, leur identité de femmes est imbriquée dans ces autres aspects de leur identité. Les inégalités sociales à l'intérieur de la société chilienne produisent une coexistence de diverses inégalités.

Un rapport du travail mené sur les territoires de l'Amérique Latine et des Caraïbes, présenté par le Bureau International du Travail et le Programme des Nations Unies pour le Développement⁴³⁹, enregistre une augmentation importante des ménages monoparentaux dans les pays de ces régions durant les dernières décennies ; dans ces ménages, l'adulte responsable de la garde des enfants est le plus fréquemment une femme (30% du total des ménages - monoparentaux et biparentaux- de ces régions dépendent d'une femme)⁴⁴⁰. Dans ces ménages, la difficulté de conciliation entre les tâches domestiques, l'éducation et l'activité salariée est extrêmement pesante. Les chiffres des divers pays de la région révèlent que entre un 52% et un 77% des femmes « cheffe de famille monoparentale » exercent un travail rémunéré. Pourtant, ces ménages sont souvent les plus pauvres, car les salaires accordés aux femmes sont plus faibles. Dans les ménages formés par un couple, les chiffres montrent que les femmes consacrent plus de temps que les hommes aux tâches ménagères et au bien-être de la famille ; au Chili, les femmes investissent 1,5 fois plus de temps que les hommes à ces activités. Ce chiffre tend à augmenter lorsque le ménage se compose d'enfants et/ou de personnes âgées⁴⁴¹.

Au Chili, la journée de travail des femmes est plus courte que celle des hommes, en raison de la nécessité d'assumer les responsabilités domestiques et familiales. Dans une enquête menée au Chili en 2007, est constaté que, du total de temps de soin des habitants du ménage, les femmes octroient 78,2% de ce temps au bien-être du foyer, tandis que les hommes y investissent 22,8% de ce temps. En ce qui concerne les tâches ménagères, elles occupent 66,4% de la journée des femmes contre 33,6% de la journée des hommes. Au

⁴³⁹ OIT-PNUD, *Trabajo y familia : Hacia nuevas formas de conciliación con corresponsabilidad social*. Oficina Internacional del Trabajo y Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo, Santiago, 2009.

⁴⁴⁰ *Ibid.*

⁴⁴¹ *Ibid.*

contraire, le rapport est inversé lorsqu'on s'intéresse aux heures réservées au travail salarié : 38% du temps des femmes et 69% de la journée des hommes⁴⁴².

Selon une étude de l'Observatoire du Développement Social du Gouvernement chilien, au Chili les femmes « cheffe de famille » sont passées de 20% (CASEN1990) à 39% en vingt ans (CASEN 2011)⁴⁴³. Cette situation porte à 51% le nombre de familles pauvres du pays⁴⁴⁴. Ce type de familles monoparentales féminines représente 10% des ménages au Chili. La difficulté d'accès à un emploi leur permettant de concilier leurs responsabilités domestiques et familiales avec une activité salariée, conduit une grande partie de ces femmes à exercer une activité informelle et précaire, ce qui les rend encore plus vulnérables⁴⁴⁵.

Des études réalisées par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) dans divers pays sinistrés par une catastrophe, nous confirme que les femmes et les filles sont les plus exposées à une catastrophe naturelle :

« - Les catastrophes naturelles réduisent davantage l'espérance de vie des femmes que celle des hommes, d'après des informations recueillies auprès de 141 pays frappés par une catastrophe entre 1981 et 2002.

- Les femmes, les garçons et les filles ont 14 fois plus de risques que les hommes de mourir lors d'une catastrophe.

- La majorité des victimes piégées dans la Nouvelle-Orléans après le passage de l'ouragan Katrina étaient des femmes d'origine afro-américaine et leurs enfants, qui constituent la population la plus pauvre de cette partie des États-Unis.

- À la suite d'une catastrophe naturelle, les femmes ont plus de risques d'être victimes de violences domestiques et sexuelles ; beaucoup d'entre elles évitent même de fréquenter les abris par crainte d'y être sexuellement agressées »⁴⁴⁶.

Selon l'ONEMI, qui est le Bureau National d'Urgence du Ministère de l'Intérieur

⁴⁴² *Ibid.*

⁴⁴³ CASEN : Enquête nationale de caractérisation socio-économique.

⁴⁴⁴ Observatoire du Ministère de Développement social, Gouvernement du Chili *Trabajo y Mujer*. 2011. Consulté le 1^{er} juin 2012 sur <http://observatorio.ministeriodesarrollosocial.gob.cl>.

⁴⁴⁵ Service national de la femme, Gouvernement du Chili. Consulté le 2 juin 2013 sur <http://sernam.cl>.

⁴⁴⁶ Bureau pour la Prévention des Crises et le Redressement, Programme des Nations Unies pour le Développement, *Genre et Catastrophes*. Octobre 2010, Consulté le 2 janvier 2012, www.undp.org.

du Gouvernement chilien, les femmes affrontent une autre expérience de l'urgence comparée aux hommes. D'abord, l'ONEMI constate qu'à la différence des hommes, elles disposent de moins de ressources à l'intérieur du ménage, exerçant ainsi un moindre pouvoir de négociation sur les décisions concernant la famille. Par ailleurs, elles sont souvent chargées de faire le ménage et la cuisine au sein des refuges, ainsi que de superviser l'organisation des aides. En outre, elles s'occupent des soins des enfants, des personnes âgées et des personnes en situation de handicap. Elles collaborent également, dans le réseau familial et communautaire, à la résolution des problèmes pratiques et affectifs. Enfin, elles peuvent subir la répercussion de la crise induite par la catastrophe par des violences à l'intérieur de la famille, ou endurer davantage d'actes de brutalité qu'auparavant. Par extension, elles se voient plus affectées émotionnellement que les hommes⁴⁴⁷.

Parallèlement à ces constats, l'action publique corrobore cette différence de traitement en proposant, en guise de réponses à l'urgence, des solutions-type, sans distinction de genre. Ainsi, ce soutien ne répond pas toujours aux besoins propres aux femmes. Les besoins des femmes dans l'urgence divergent de ceux des hommes. Les types d'aides et les services requis par les femmes sont très spécifiques, et le manque de prise en charge de ces particularités de genre s'assimile à une forme d'oppression qui crée de la violence et des abus envers les femmes dans une situation d'extrême vulnérabilité. Les contraintes d'accès à des articles d'hygiène féminine, à une assistance médicale pendant une grossesse ou aux moyens de contraception exercent une oppression envers la condition biologique de la femme, la rendant plus vulnérable physiquement et psychologiquement à la situation vécue. Selon les cultures, l'accès à des vêtements appropriés ou requis pour les femmes peut limiter leur faculté à sortir, les obligeant à rester enfermées à l'intérieur des logements d'urgence.

Malgré l'urgence, les femmes doivent travailler, qu'elles soient ou non rémunérées, pour affronter les problèmes économiques du ménage et les problèmes de l'habiter au quotidien. Dans les cas d'un faible investissement de l'État dans les territoires sinistrés, les femmes ne s'occupent pas seulement des affaires privées de l'habiter, mais également des affaires communautaires et publiques. La surcharge de responsabilités non rémunérées est prégnante dans une situation post-catastrophe.

⁴⁴⁷ Consuelo Cornejo Solari, Oficina Nacional de Emergencia Ministerio del Interior y Seguridad Pública División de Protección Civil, *Reducción del Riesgo de Desastre con Enfoque de Género. Género, Desastres y Gestión. Programa de Mejoramiento de la Gestión Sistema de Equidad de Género*. Première édition 2008, deuxième édition 2010, troisième édition 2011, quatrième édition 2012. Consulté le 10 mai 2013 sur www.onemi.cl.

Dans le campement d'urgence *El Molino* de Dichato, l'approvisionnement en eau et en nourriture est plus compliqué que dans conditions normales. Il en est de même du bien-être de la communauté ou de l'assistance aux personnes plus faibles, comme les personnes malades ou âgées isolées. La femme, en situation post-catastrophe, s'implique intensément dans les affaires publiques de la vie quotidienne de la communauté et des victimes. Quand tous les services se sont trouvés immobilisés après la catastrophe, les femmes ont « remplacé » les institutions de service à la communauté. Dans la précarité, elles assurent le bien-être de la communauté, parfois en dépit de leur propre bien-être. La femme travaille non seulement pour elle, mais surtout pour tous ceux qui sont sous sa responsabilité. Dans ce cadre, elle dispose d'une moindre flexibilité pour saisir des opportunités potentielles d'emploi. La quantité de temps passé dans les campements d'urgence empire la réalité du quotidien ; en effet, dans la majeure partie des cas, les femmes n'ont aucune activité en dehors du campement, qui pourrait pourtant agir comme une soupape de décompression, pour tempérer un quotidien pesant et leur assurer des ressources.

À la suite de notre enquête de terrain, nous avons constaté l'évidence de la place des femmes dans la vie du campement *El Molino* de Dichato. Avant le tsunami, elles travaillaient surtout l'été, dans les maisons des vacanciers ou dans les restaurants, pour la collecte des algues ou la gestion des commerces. La majorité d'entre elles ont perdu leur emploi après la catastrophe et peinent aujourd'hui à retrouver une activité face à la rareté des offres d'emploi. Les femmes dichatines sont habituées au travail rémunéré, surtout pendant la saison estivale. Néanmoins, à cause du déclin du tourisme, trouver un emploi qui ne soit pas trop éloigné de leur résidence devient quasiment mission impossible. En outre, lorsqu'elles s'occupent de leurs enfants, ces femmes disposent d'une marge de mobilité beaucoup plus restreinte pour trouver un travail. À l'opposé, les hommes se dirigent chaque matin vers la sortie du campement, en direction des arrêts de bus pour aller aux localités proches ou à pied vers Dichato pour accomplir leur journée de labeur. Le campement se vide de ses hommes. Ainsi, la majeure partie de la journée, les espaces du campement sont traversés par des femmes ou par des enfants. Aucun travail n'y est exercé, l'ambiance est résidentielle, hormis la présence de quelques petits commerces de type épicerie improvisés dans certains logements. Une femme du campement, dont le mari est maçon, nous raconte :

« Les hommes sortent à 6h30. À cette heure-là tous les hommes s'en vont travailler. À 19h, ils reviennent. Désormais, tous les lieux d'activités sont loin, s'ils travaillent en mer, ils doivent descendre, s'ils sont ouvriers de la

construction, les constructions les font partir tous dehors » (Mme Carolina).

Les femmes des villages chiliens sont habituées à occuper des emplois dans l'agriculture, la récolte des algues et le commerce informel. Il s'agit des emplois les plus bouleversés par une catastrophe naturelle, laissant beaucoup de femmes au chômage. La femme endure quotidiennement toutes les contraintes du campement : amener l'eau depuis l'extérieur, laver la vaisselle et le linge dans les lavoirs communs, nettoyer les toilettes partagées et accepter les conséquences de la proximité avec les voisins.

Les femmes ont révélé, lors des entretiens, avoir traversé des états dépressifs suite à la catastrophe. Certaines femmes étaient alors encore en traitement à l'hôpital de Dichato. Durant les premiers mois, elles sortaient très peu de leur logement. Carmen, qui œuvre tous les jours depuis août 2010 dans le cadre d'un programme pour les personnes âgées au centre communautaire de l'*Hogar de Cristo* dans le campement, témoigne de l'ambiance des premiers mois.

« Quand j'arrivais, je respirais l'air et je savais... J'ai commencé mon travail avec une femme espagnole qui faisait un bénévolat ici... quand on entrait dans le campement, on percevait une dépression. Il régnait un tel silence, les enfants ne sortaient pas pour jouer, les adultes non plus, personne » (Mme Carmen).

Nous avons personnellement expérimenté la fragilité des états émotionnels des femmes. Les silences dans les entretiens, les tonalités tristes de leur voix au cours des récits, attestaient d'un état ébranlé. Les femmes racontaient les drames et les tragédies des autres voisines. Leur solitude était vivement exprimée lors des entretiens, en plus du sentiment d'abandon par les institutions. Les catastrophes occasionnent souvent un départ des maris. Selon l'Organisation Mondiale de la Santé des Nations Unies, l'« exode des hommes » est courant après les désastres⁴⁴⁸.

Dans la ville de Talca, les entretiens réalisés auprès des femmes nous ont renseigné sur leur sensation d'insécurité en ville, suite à une catastrophe. L'augmentation de terrains vagues, les défaillances d'éclairage public et l'abandon des espaces publics ont fait que dans des quartiers et des rues, les femmes se sentent extrêmement vulnérables : elles refusent de se rendre en ville. Par ailleurs, les femmes de Talca subissent, dans l'intimité de leur ménage

⁴⁴⁸ WHO, Department of Gender, Women and Health, *Gender and Health in Natural Disaster*. 2005. Consulté le 10 mai 2013 sur who.int/gender.

ou de leur couple, des accès de violence, signes des ruptures produites par l'appauvrissement des ménages, le surpeuplement des foyers et la dégradation des conditions de vie au sein des divers hébergements temporaires⁴⁴⁹. Les mauvaises conditions d'hygiène sont aussi sources de maladies, surtout pour les femmes enceintes, les personnes âgées, les enfants et les nourrissons.

Un quotidien plus éprouvant doit être assumé par ces femmes vivant dans les sites sinistrés par la catastrophe et dans les campements d'urgence des villes.

Le programme « *Hablar te ayuda* »⁴⁵⁰ a montré l'importance du partage des expériences pour améliorer la capacité de développement de compétences de résilience de chaque individu : « Les activités en groupe sont un soutien additionnel pour les personnes, qui appartiennent alors à un ensemble, qui s'identifient à un corps plus grand que soi capable de les soutenir, tandis que leur propre corps ne le peut pas. Le groupe contient, explique, identifie et accompagne, car chacun sait que l'autre vit et supporte sa propre douleur. Souvent, c'est à travers l'autre qu'une personne peut commencer à parler d'elle-même et trouver les ressources. Avec des groupes de jeunes, il est possible et souhaitable d'utiliser des techniques actives, créatives (lecture, travaux manuels...). Ces activités visent également à la restauration du tissu social endommagé après la catastrophe. »⁴⁵¹.

Tant les espaces de la coprésence que les espaces de la parole sont essentiels pour sortir de l'isolement propre à cet état psychologique. La configuration de divers types d'espaces publics participe à la résilience nécessaire après une catastrophe. À partir de nos entretiens, nous relevons l'importance des espaces de réunion et des activités de groupe pour les femmes, qui ont été par ailleurs les principales instigatrices et gestionnaires de ces rassemblements promouvant le partage. L'identité féminine, construite à travers une histoire marquée par l'oppression patriarcale, détermine d'autres attentes, d'autres opportunités et d'autres responsabilités des hommes et des femmes. Aussi, elle détermine les ressources et les capacités que chacune possède pour affronter une catastrophe et s'en remettre. Il est intéressant de constater, à partir de l'observation de terrain, que cette détermination identitaire du genre n'est pas immuable. Nous voyons ainsi que la femme abandonne des rôles établis.

⁴⁴⁹ À Talca, les hébergements temporaires sont divers : logements d'urgence, maisons de proches, famille ou amis, tentes.

⁴⁵⁰ La traduction en français est : « parler t'aide ». Il s'agit d'un programme de prévention du PTSD mis en place par l'ONG *Comunidad-mujer* et une équipe de psychologues de la Fondation *El Albergue*.

⁴⁵¹ Margarita Serrano, Borja Castro, Paula Serrano et Valeria Ortiz, *Op. cit.*, p. 155.

L'urgence d'action et d'organisation sociales après une catastrophe ouvre les espaces de participation. Du fait de la destruction des foyers, les espaces privés sont presque inexistantes et il faut participer aux affaires publiques. De plus, si les femmes restent cloîtrées, elles risquent de s'anéantir moralement, les espaces privés des campements et autres hébergements temporaires étant complètement dépourvus de qualité. Même si les actions sont, au début, limitées à des espaces publics non reconnus, ceux-ci acquièrent progressivement une notoriété au sein des espaces publics traditionnels, dans la mesure où les temps de reconstruction sont plus longs et les solutions venues de l'État plus lentes. Dans l'attente du rétablissement des conditions normales, les femmes s'évertuent à reproduire un mode de vie le plus proche de celui qu'elles et leurs familles connaissaient auparavant. Au cours de cette période, la femme se consacre à diverses tâches collectives parallèlement à ses affaires privées et familiales. Elle assure la préparation des repas communs, la distribution des aides et des ressources parmi la communauté, le nettoyage et la collecte des ordures et des débris dans les espaces communs, la garde des enfants, et plus globalement, elle œuvre de son mieux à la satisfaction des autres besoins communs aux victimes. Ces premiers espaces ouverts par un groupe majoritairement féminin marquent la genèse des autres groupes de victimes qui ne se sentent pas représentés par le processus de reconstruction engagé par le Gouvernement. Les victimes réclament une prise en charge des problèmes réels auxquels elles se voient confrontées lors de l'urgence, ainsi qu'une plus grande pertinence des solutions de reconstruction à l'égard des réalités des victimes les plus vulnérables. Qui plus que ces groupes de femmes, évoluant et partageant au quotidien la souffrance de la communauté, peut témoigner des besoins de cette population victime et porter le drapeau de la lutte visant à faire valoir leurs demandes face aux pouvoirs publics ? Il faut préciser que, même si nous nous attachons à évoquer l'action des groupes de femmes, de nombreux hommes se sont portés dirigeants de ces groupes plutôt féminins et se sont révélés très actifs dans le portage de ces revendications.

La solidarité, le bien-être des enfants et des malades, la création d'espaces de travail, sont entre autres des compétences développées par les femmes chiliennes pour assumer la gestion des crises. Cette expérience est similaire dans plusieurs localités touchées par des crises et des catastrophes.

Notre analyse *in situ* des espaces publics post-catastrophes nous a permis de prendre conscience du rôle central des femmes dans leur construction. Des espaces physiques conçus ou modelés par elles nous amènent à nous pencher sur la femme non seulement en tant que victime des inégalités ou de situations désavantageuses, mais aussi en tant que sujet doué de capacités et de compétences singulières, accordant à cette catégorie

de la population le statut de pilier de la résilience et de la reconstruction post-catastrophe au Chili.

Les femmes du campement *El Molino* de Dichato ont tenu une place importante dans la réactivation de la vie publique des victimes. Nous parlons de réactivation car, durant les premiers mois ayant suivi la destruction du village et des foyers, la mauvaise ambiance morale, résultant de la tristesse et de la peur, avait amené les victimes à rester cloîtrées à l'intérieur des maisons, au sein de leur famille, se coupant de tout lien extérieur jugé accessoire. Les espaces publics des habitants ont fait office de lieux de rassemblement des victimes pour l'échange d'informations, la constitution de premiers regroupements et l'action des aides humanitaires. La vie collective a sollicité ces espaces physiques. Parmi eux, certains espaces sont devenus publics au moment où ils ont constitué une ressource communautaire. Dans ce cadre, les femmes se sont révélées être des acteurs clés du renouveau de la vie publique, cette notion de vie publique entendue non seulement comme la rencontre politique mais désignant aussi le plaisir de la rencontre. Les activités et les ateliers proposés par les centres communautaires ou *sedes* sont nés d'initiatives féminines. Ces ateliers constituent des espaces de formation, avec l'objectif de transmettre de nouvelles connaissances et compétences à la population, pour lui permettre d'échapper au chômage. Ce sont également des occasions de partage, visant à tenter de faire face au sentiment de solitude et de désespoir. Ainsi, ces ateliers sont devenus essentiels pour une population dépourvue d'espaces pour se recréer, puisque ceux qu'elle fréquentait au quotidien n'existent plus. Dans certains cas, même si les activités et les espaces subsistent encore, la tragédie a modifié les rapports affectifs à leur égard. C'est ce qui affecte les personnes qui ne veulent pas se rendre au village ou à la plage, ces visites engendrant trop de tristesse. Du fait de l'absence d'espaces publics aménagés dans le campement, les centres communautaires deviennent des espaces refuges où les victimes se retrouvent pour échanger. Ils offrent aussi aux enfants un accès gratuit à un ordinateur, à un lieu pour faire leurs devoirs d'école. Grâce à une dotation de l'UNICEF, les *sedes* proposent également une ludothèque composée de jouets, de jeux et de livres, qui fonctionne sur un système de prêts à domicile. Ces ludothèques, et globalement la supervision des enfants au sein des *sedes*, sont assurées par des femmes volontaires, elles aussi victimes.

Nous avons également constaté l'existence d'initiatives réservées à un groupe particulier. Ces initiatives peuvent susciter la création d'espaces significatifs dans le cadre du processus de renaissance de la vie publique. Ainsi, un groupe de femmes a édifié une serre dans un des secteurs du campement *El Molino*, dans le but de faire pousser et de vendre des légumes frais. Cet espace est rapidement devenu un lieu à part entière, chargé d'une identité

et d'une symbolique particulière pour les habitants du campement. Même si la serre a pour objectif de constituer une activité lucrative, le travail et le temps investis pour la bâtir sont autant d'occasions de partage d'expériences, qui surpassent le but originel. L'espace est ouvert à tous, mais une règle tacite réserve les produits de la serre aux femmes qui l'exploitent.



« Nous avons montré avec cela (la serre) qu'on était capable et aussi qu'on pouvait sortir de nos dépressions. Parce que nous étions toutes en dépression, même quand nous étions en train de construire la serre et de cultiver la terre. Donc, le travail nous a donné une occasion de nous rencontrer, de rire... on partageait les tâches... une femme travaillait le compost, une autre creusait la terre, une autre faisait une autre chose... dans les pauses on fumait une cigarette, on rigolait et on parlait de tout, comment chacune avait fui le tsunami, de tout ce qu'on a vécu » (Mme Eliana).
Image 38 – Mme Eliana dans le campement *El Molino*. Source photos : Karen Andersen, 2011.

Le travail collectif, engagé dans les ateliers des *sedes* et dans le cadre d'initiatives isolées par des groupes d'habitants, dessine des espaces rythmés par ces activités et le partage qu'elles impliquent, au sein desquels diverses informations circulent.

Socialiser leurs préoccupations à travers des moments de partage, dans le cadre d'activités collectives, propulse les habitants hors de leur état dépressif. Le travail, l'investissement à une tâche précise, sont activement recherchés par les femmes. Elles font preuve d'une grande capacité d'entrepreneuriat, notamment à travers la promotion de savoir-faire manuels, par la mise en place d'ateliers de broderie, de cuisine, de coiffure ou d'horticulture. Une des motivations essentielles dans les discours des femmes qui se mobilisent pour recréer des espaces collectifs, est le rétablissement du bien-être des enfants. Les parents perçoivent la vie au campement comme une menace pour la continuité des études de leurs enfants. Le transfert des habitants vers les campements d'urgence, et donc le changement du lieu de résidence a inévitablement impliqué un allongement des distances entre le domicile et l'école, ainsi qu'un changement des conditions de transports. Par ailleurs, des enfants psychologiquement bouleversés par la catastrophe ne veulent pas quitter leur logement ni leur famille. Ainsi, la situation a occasionné un important risque d'abandon des études pour les enfants vivant en campements. Les mères ont aussi craint

que la vie au campement, sans les commodités de leur foyer ni les aménités de la ville, soient des facteurs de menace sociale pour leurs enfants.

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) encourage l'égalité des sexes et contribue à l'autonomisation des femmes : Il « promeut l'égalité des sexes dans le cadre des initiatives de Réduction des Risques et Catastrophes (RRC) et aide les hommes et les femmes touchés par une catastrophe à reconstruire une société plus sûre, plus égalitaire et plus participative. Afin de concrétiser cette stratégie, tous les projets financés par le Bureau pour la Prévention des Crises et le Relèvement (BPCR) doivent allouer au minimum 15 % de leur budget total à des interventions contribuant à l'autonomisation des femmes »⁴⁵².

Une approche qui envisage le risque comme construction sociale doit mettre en rapport les diverses compétences acquises et les inégalités subies des femmes et des hommes face à une situation de risque. Or, les rapports de genre ont été sous-estimés, et rendus ainsi invisibles au sein des espaces publics traditionnels.

Nous souhaitons signaler l'espace public féminin chilien comme un espace distinct de l'espace traditionnellement masculin, en s'agissant d'un espace né d'une revendication, il ne craint pas de bouleverser la limite entre public et privé, ni d'injecter des sujets intimes au cœur des arènes publiques lorsque cela est nécessaire. La nécessaire adaptation de la femme face à des villes construites sur des principes masculins et à l'intérieur de sociétés où elles subissent des discriminations, amène les espaces publics féminins à s'élever comme des espaces de protection et de sollicitude vis-à-vis de la communauté et de la famille.

⁴⁵² Bureau pour la Prévention des Crises et le Redressement, Programme des Nations Unies pour le Développement, *Genre et Catastrophe*, octobre 2010. Consulté le 2 janvier 2012 sur www.undp.org.

BPCR : Bureau pour la Prévention des Crises et le Redressement. RRC: Réduction de Risques de Catastrophe.

9.5. Conclusion partielle : La contribution de la résilience dans la production de l'espace public spontané

De cette synthèse, nous classons les aspects sensibles des actions résilientes des habitants face à la catastrophe et qui aident à produire ce que nous appelons l'espace public spontané.

	SIGNIFICATION DE L'ESPACE COMME FORME DE RESILIENCE	L'UTILITAIRE COMME FORME DE RÉSILIENCE	VOCATION GESTIONNAIRE DE L'ESPACE PUBLIC DE RÉSILIENCE	VOCATION MILITANTE DE L'ESPACE PUBLIC DE RÉSILIENCE
PRATIQUES DE L'ESPACE	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Symbolisation et marquage ▪ Attachement/détachement à l'espace et ambiances ▪ Détournement des usages ▪ Réinvention de codes de la sociabilité et de réserve de l'intimité 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Solidarité ▪ Amélioration des espaces et des ambiances ▪ Travail et formation ▪ Diffusion d'information ▪ Distension du stress 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Autogestion ▪ Négociation ▪ Coopération ▪ Partenariats 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Associativité ▪ Exposition de vulnérabilités
REPRESENTATIONS DE L'ESPACE	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Modification des frontières des représentations connues de l'espace public et privé 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Adaptations et aménagements de l'espace public et des logements 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Productions collectives. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nouvelle représentation de la réalité: Doléances, revendications et propositions
ESPACES DE REPRESENTATION	<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'espace hospitalier ▪ Espaces d'abri émotionnel 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'accessibilité des espaces ▪ Espaces défendus du risque ▪ Espaces de réserve ▪ Espaces de coprésence 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Espaces de partage 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La reconnaissance publique

Fig. 08 - Tableau croisé entre les trois dimensions de la production de l'espace social théorisées par Lefebvre et les quatre degrés de spontanéité avec lesquels l'espace public spontané est produit par les formes de résilience. Source : Karen Andersen.

Chapitre 10

Un espace public de résistance et de création après une catastrophe

La pratique de l'urbanisme au sein d'une économie capitaliste n'intègre pas les espaces publics vécus et ressentis par les habitants dans le processus de prise de décisions. C'est le cas de l'exclusion du facteur de l'expérience des habitants dans la qualification des territoires. Ainsi, le manque d'intégration réelle aux mécanismes de l'urbanisme, certaines épreuves de vie urbaine négatives, ou encore le mécontentement lié à l'invisibilité de certains problèmes, peuvent facilement motiver un regroupement contestataire d'habitants et la création d'un espace public de résistance. C'est le cas des victimes chiliennes du tremblement de terre et du tsunami survenus le 27 février 2010 qui, dès lors qu'ils se sentent exclus des processus de production et de reconstruction de l'urbain, font spontanément surgir des espaces publics positionnant l'expérience sensible et subjective au centre de leurs actions. Ces espaces publics sont alors conçus par des mouvements citoyens qui prennent la parole et occupent l'espace urbain pour manifester leurs opinions sur des thématiques ayant trait à la ville. La particularité de ce type de mouvements urbains est la pluralité, la diversité des expériences subjectives suscitées par la vie urbaine. Elle englobe à la fois les expériences professionnelles, familiales, intimes et publiques. Ainsi, leurs formes d'organisation et leurs modes de communication obéissent aux dynamiques propres à l'expérience. Cette expérience comprend divers aspects de la réalité quotidienne, qui pourront se manifester et s'exprimer publiquement grâce à l'existence de ces espaces publics. Des groupes d'habitants vont alors s'organiser sur les bases d'une revendication en réaction à négligence ressentie comme une « violation de certains de leurs droits ».

Les moyens de résistance utilisés par les habitants sont multiples. Ils ne sont pas toujours issus de stratégies intentionnées, parfois ce sont des actes de résistance spontanés et non intentionnés, actes créatifs qui changent les ordres dominants et contraignants. Des actes créatifs plus intentionnés comme l'autogestion ou l'auto-construction agissent aussi comme des formes de résistance alternatives pour détourner les ordres dominants de l'action urbaine.

10.1. Le droit à la ville

La fin du XX^e siècle et le début du XXI^e ont vu naître plusieurs initiatives de résistance vis-à-vis des processus d'urbanisation et de construction. Ces initiatives de résistance urbaine, auxquelles s'ajoutent des initiatives d'activistes des droits de l'homme, emportent ou abritent dans leurs principes le slogan du « droit à la ville »⁴⁵³. L'idée d'un droit à la ville est née en 1967 et a été largement relayé grâce à l'ouvrage éponyme d'Henri Lefebvre. L'auteur identifie l'émergence de ce nouveau droit dans le contexte de déclin de la ville industrielle, plusieurs mois avant les émeutes de mai 68 en France. Ce concept a été élaboré comme une réponse politique aux problèmes de l'inégalité et de la misère urbaine, conséquences d'une production capitaliste de la ville. En raison du caractère multidimensionnel de ces problématiques, le concept du droit à la ville articule et synthétise plusieurs genres de droits. Cette construction théorique a constitué le socle de nombreuses revendications des habitants en réaction aux inégalités urbaines.

Lefebvre positionne la production de la ville comme un droit de base. Il souligne que la ville doit être une construction de tous les citoyens. Le postulat du droit à la ville octroie à tous les citoyens des droits de participation à la transformation de la ville et des droits de se l'approprier. Pour Lefebvre, « la participation réelle et active [...] se nomme « *autogestion* », qui au contraire de l'idéologie de la participation - qui pour Lefebvre est que « un simulacre plus ou moins poussé d'information et d'activité sociale »-, elle ne peut être stimulée « ni par la voie autoritaire ni par prescription administrative, ni par intervention de spécialistes »⁴⁵⁴.

Le concept se renforce grâce aux travaux du géographe David Harvey. Harvey analyse la façon dont l'histoire de l'urbanisation capitaliste a négligé le droit à la ville, en privilégiant le droit à la propriété et au profit. « L'urbanisation, a joué un rôle crucial dans l'absorption du surplus de capital, à une échelle géographique de plus en plus grande, mais au prix d'un impressionnant processus de destruction créative qui a privé les masses de tous les droits à la ville »⁴⁵⁵. Harvey dénonce la violence des processus de déplacement de populations à faibles revenus, pourtant ancrées dans leur quartier depuis plusieurs années. Il appelle ce processus : l'« accumulation par dépossession »⁴⁵⁶. Pour Harvey, le droit à la

⁴⁵³ Henri Lefebvre, *Le droit à la ville*, Paris, Éditions Economica Anthropos, 2009 (1968).

⁴⁵⁴ Henri Lefebvre, *Op.,cit.*, p.94

⁴⁵⁵ David Harvey, « The Right to the City » *New Left Review* 53, 2008, pp. 23-40, [En ligne], <http://newleftreview.org/II/53/david-harvey-the-right-to-the-city>, Consulté le 2 septembre 2012, p. 37.

⁴⁵⁶ David Harvey, *The New Imperialism*, New York, Oxford University Press Inc., 2003, chapitre 4.

ville est un droit « à nous changer nous-mêmes en changeant la ville de façon à la rendre plus conforme à notre désir le plus cher »⁴⁵⁷. Ainsi, il considère cette opposition comme nécessaire afin de provoquer le droit à la ville pour tous, et qui ne soit pas seulement réservé à certaines élites politiques et économiques, comme c'est pourtant le cas aujourd'hui dans des sociétés capitalistes. Or, ces élites produisent et modèlent la ville selon leurs propres intérêts. Pour soutenir la démocratisation du rapport entre urbanisation, production et utilisation du surplus, Harvey appelle à l'instrumentalisation du concept de droit à la ville : « unifier les forces suppose d'adopter le droit à la ville comme slogan pratique et idéal politique »⁴⁵⁸.

Certaines organisations sociales, des ONG, l'UNESCO et les Nations Unies en tête, ont adopté le concept de droit à la ville « comme un principe fédérateur pour réduire les inégalités, la discrimination et résoudre les conflits d'intérêt »⁴⁵⁹. Le concept a été façonné par la société civile à travers divers Forums, Conférences, Agendas et Chartes officiels.

Une « Charte Mondiale pour le Droit à la Ville » est ainsi présentée en 2004 par des ONG internationales, dans le cadre du Forum Social des Amériques qui s'est tenu à Quito, puis est relayée par le Forum Urbain Mondial en Barcelone. « La Charte Mondiale pour le Droit à la Ville est une des initiatives sociales les plus influentes jusqu'à aujourd'hui sur le sujet. La Charte Mondiale est née dans les années 1990, suite à des dialogues entre des militants des droits de l'homme, des environnementalistes, et d'autres experts, dans le cadre du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992 et lors de l'UNCHS à Istanbul en 1996. La Charte a également été le thème du Forum Social Mondial, une réunion annuelle des mouvements sociaux d'opposition à la globalisation néolibérale (la première s'est tenue à Porto Alegre en 2001 pour soutenir l'avènement des forums expérimentaux de gouvernance locale) »⁴⁶⁰. La Charte est un instrument qui vise à contribuer à la reconnaissance du droit à la ville dans le système international des droits humains et « qui fait état des compromis et des mesures qui doivent être assumées par la société civile, les

⁴⁵⁷ David Harvey, *Le capitalisme contre le droit à la ville. Néolibéralisme, urbanisation, résistances*, Paris, Éditions Amsterdam, 2011, p. 8.

⁴⁵⁸ David Harvey, 2008, *Op.cit.*, p. 40.

⁴⁵⁹ Pierre Sané, Discours d'Ouverture du 18 mars 2005 des *Débats publics internationaux. Politiques urbaines et le droit à la ville*. UNESCO 2006, [En ligne], <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001461/146179m.pdf>. Consulté le 2 septembre 2012.

⁴⁶⁰ Alison Brown, « The "right to the City" : from Paris 1968 to Rio 2010 » in *N-Aerus XI Urban Knowledge in Cities of the South*, www.n-aerus.net/web/sat/workshops/2010/pdf/PAPER_brown_a.pdf. Consulté le 7 septembre 2012. Traduction personnelle.

gouvernements locaux et nationaux et par les organismes internationaux pour que toutes les personnes vivent dignement dans nos villes »⁴⁶¹. La Charte Mondiale cherche à établir le droit à la ville comme un nouveau droit humain fondamental : « toute personne a droit à la ville sans discrimination de genre, d'âge, de race, d'ethnie ou d'opinion politique ni d'orientation religieuse »⁴⁶². Ses différents articles renvoient à ses valeurs, au développement urbain équitable et durable, à la participation et à la création d'un budget pour la ville, à la transparence de gestion de la ville, au droit à l'information publique, à la liberté et à l'intégrité, à la participation politique, au droit d'association, de réunion, de manifestation et à l'usufruit démocratique de l'espace public urbain, au droit à la justice, au droit à la sécurité publique et à la coexistence pacifique, solidaire et multiculturelle, à l'accès aux prestations de services publics domiciliaires et urbains, au droit à la mobilité et aux transports publics, au droit au logement, au droit à l'éducation, au droit au travail, au droit à la culture et à la détente, au droit à la santé, au droit à l'environnement, aux mesures de mise en œuvre et de contrôle du droit à la ville, à l'atteinte au droit à la ville, à l'exigibilité du droit à la ville, et à l'engagement envers la charte du droit à la ville⁴⁶³.

Toutes ces initiatives visant à institutionnaliser les idées de Lefebvre, Harvey et Purcell, considèrent le droit à la ville comme un droit supplémentaire au sein d'un système démocratique libéral. Cependant, le droit à la ville est conçu initialement comme une lutte permanente.

10.2. L'espace public oppositionnel de Oskar Negt

L'espace public spontané que nous voulons caractériser rejoint un des piliers du concept d'espace public oppositionnel, théorisé par Oskar Negt⁴⁶⁴ : l'idée d'expérience subjective. Le philosophe et sociologue allemand, appartenant au « courant chaud »⁴⁶⁵ de la Théorie critique de l'Institut de recherche en sciences sociales de Francfort, développe une alternative théorique à l'espace public systématisé par Jürgen Habermas, à travers l'étude de

⁴⁶¹ Proposition de Charte Mondiale du Droit à la Ville, Forum Social des Amériques – Quito – Juillet 2004 / Forum Mondial Urbain – Barcelone – Septembre 2004, www.reseau-ipam.org/spip.php?rubrique302. Consulté le 11 septembre 2012.

⁴⁶² *Ibid.*

⁴⁶³ *Ibid.*

⁴⁶⁴ Oskar Negt, *L'espace public oppositionnel*, Paris, Éditions Payot, 2007.

⁴⁶⁵ La notion de « courant chaud » a été utilisée pour différencier un courant intéressé par la subjectivité politique d'un courant plus doctrinaire et économiste. Alexander Neumann, dans Oskar Negt, *Op.cit.*, p. 13

deux mouvements contestataires, celui de la révolution allemande de 1918 et celui des émeutes de mai 1968 en France. Il émet deux critiques à la construction théorique de Habermas. D'abord, il dénonce l'exclusion de l'espace public de tout un pan de la société, qu'il dénomme « prolétarien ». Il utilise le terme de prolétarien pour désigner non seulement la classe ouvrière, mais aussi tous ceux qui sont opprimés et exclus de l'espace public bourgeois considéré par Habermas. Negt introduit ainsi un autre espace public en réaction à celui qui l'opprime : l'« espace public oppositionnel ». Dans la préface de *L'espace public oppositionnel*, rédigée par Neumann pour l'édition française le sujet est ainsi posé : « L'apparition d'un espace public oppositionnel témoigne à son tour de l'interaction des deux espaces publics, bourgeois et prolétarien. Lors de son amorce, l'espace public oppositionnel emprunte les voies politiques et les arguments critiques de l'espace public bourgeois, afin de dénoncer ses limitations »⁴⁶⁶. Dans le texte de préface à la 17^e édition allemande de 1990 de *L'Espace public*⁴⁶⁷, Habermas reconnaît une exclusion de certaines couches de la société et l'existence d'un espace public plébéien. « L'exclusion des couches inférieures, mobilisées culturellement et politiquement, provoque déjà une pluralisation de la sphère publique dans sa phase de formation. À côté de la sphère publique hégémonique et entrelacée à elle, une sphère publique plébéienne se forme »⁴⁶⁸. La deuxième critique avancée par Negt ; même si Habermas reconnaît l'existence d'une pluralité de sphères publiques concurrentes, il les envisage comme des différenciations internes à l'espace public bourgeois, c'est-à-dire comme des variantes ou déclinaisons de la même sphère publique. Habermas considère ainsi un espace public prolétarien orienté selon le modèle et les codes bourgeois, alors qu'il s'agit de deux entités distinctes et peu enclines à la comparaison. Habermas néglige l'étude de cette sphère publique plébéienne, se justifiant par la répression que celle-ci a subie lors du processus historique⁴⁶⁹. Negt réfute cette idée, en octroyant à l'espace public plébéien une valeur particulière et nouvelle, celle de l'expérience subjective qui complète la totalité des expériences sociales que l'espace public est capable d'accueillir. Les mécanismes utilisés par l'espace public bourgeois dans le débat, c'est-à-dire la délégation, la représentation et l'institutionnalisation, ne sauraient saisir ces expériences. De plus, la négligence de ces segments de la société n'induirait pas de considérer l'espace public bourgeois comme capable de produire une synthèse réelle des expériences sociales⁴⁷⁰

⁴⁶⁶ Alexander Neumann, dans Oskar Negt, *Op.cit.*, préface p. 7-23, p. 19.

⁴⁶⁷ Jürgen Habermas, *Op.cit.*

⁴⁶⁸ Jürgen Habermas, *Op.cit.*, préface p.VI

⁴⁶⁹ Negt se réfère à la phase jacobine de la Révolution française et du mouvement chartiste.

⁴⁷⁰ Oskar Negt, *Op.cit.*

Cet espace oppositionnel est donc né au sein des groupes écartés des espaces de visibilité officiels et bourgeois. Son essence, qui est aussi son atout, est d'être en position d'exercer le contrôle, la dénonciation et la contre-proposition à l'égard des délibérations et des décisions prises dans l'espace public bourgeois. Le concept d'espace public oppositionnel s'appuie sur une prise de position vis-à-vis du concept habermassien. Pour caractériser cet espace public au-delà de sa référence de base, nous pouvons synthétiser ces aspects pour le définir de la façon suivante : l'espace public oppositionnel est non abstrait, non unique, il est autonome et produit de diverses expériences sociales subjectives. Cette définition témoigne d'un malaise social, découlant de l'exercice du capitalisme sur la vie sociale.

Negt estime que l'activité imaginative tient une place primordiale dans la production de l'expérience. Or, l'imagination aurait été réprimée par l'espace public bourgeois, jugée comme une chose inutile : « Il est important de comprendre que l'imagination se réfère à une situation concrète en un triple sens : la situation concrète de la formation du souhait; la situation concrète de l'impression présente, qui est prise en compte ; et la situation de la réalisation du souhait, telle qu'on l'imagine concrètement »⁴⁷¹.

Negt repère le manque de valorisation sociale des intérêts des travailleurs, les amenant à former « un bloc de la vie réelle s'opposant à la valorisation marchande »⁴⁷². L'espace public oppositionnel serait une voie de revendication de l'expérience et de dénonciation des oppressions infligées par l'espace public bourgeois. Il souligne aussi qu'une coexistence entre l'espace public bourgeois et l'espace public prolétarien s'avère impossible. Les intérêts diamétralement opposés de ces deux espaces, font que l'un exclut, détruit ou assimile irrémédiablement l'autre. Pour trouver sa légitimité, l'espace public oppositionnel doit être autonome vis-à-vis des partis politiques et de l'État, pour remplir une mission de contrôle citoyen à leur égard.

La légitimité du discours de cet espace public prolétarien est atteinte via la prise de parole directe exprimée dans l'espace public oppositionnel. Cette prise de parole directe garantit l'expression de tous ceux qui souhaitent se manifester, sans l'intermédiaire d'une représentation ou d'une délégation. Le langage corporel fait également partie du dialogue. « Alors que l'espace public bourgeois procède par généralisations abstraites, l'espace public oppositionnel vise l'accumulation d'expériences singulières. Le langage usité au sein de

⁴⁷¹ Oskar Negt, *Op.cit.*, p. 81.

⁴⁷² Oskar Negt, *Op.cit.*, p. 98.

l'espace public bourgeois se réfère à des discours normatifs dont la légitimité est reconnue »⁴⁷³.

10.3. La spontanéité des espaces publics de résistance

Tant Lefebvre que Negt mesurent le potentiel d'évolution et de transformation de la société au sein des classes ouvrières et prolétariennes. Negt élargit l'appellation de prolétarien à tous les exclus des décisions et de la visibilité publique. Dans le même esprit, Harvey remarque la capacité de connexion des différents mouvements sociaux à un niveau global, visant à restituer le droit à la ville aux habitants, et ainsi à faire évoluer la société vers davantage de démocratie. Le manque de considération de l'aspect phénoménologique de l'espace, par ailleurs prégnante dans la lecture de Lefebvre, est criant dans les définitions institutionnelles du droit à ville, synthétisées en chartes et agendas. Il est intéressant d'apprécier les richesses renfermées par l'idée d'espace public oppositionnel et celle de droit à la ville. Cet espace public de résistance et des luttes urbaines ouvre un espace d'expression à destination des exclus. Ainsi, il permet de rendre visibles des expériences urbaines souvent cachées, qui relatent en même temps de nouveaux enjeux urbains. Cet espace intègre la variable sensible de l'expérience de la ville. Il considère ainsi les apprentissages propres aux expériences particulières et aux singularités qui confortent la mémoire collective d'un lieu.

Les « luttes urbaines » recouvrent une diversité de mouvements. Elles se différencient les unes des autres par la radicalité de leurs positions, par leurs raisons et leurs façons d'agir et de se faire entendre. La grande partie de ces luttes présente un aspect que Negt appelle « le conservatisme des résistances militantes ». Pour Negt, cela correspond aux « courants plutôt infraculturels qui contournent la culture officielle et cloisonnée. Ces courants suivent un rythme discordant de celui de l'évolution des forces productives de la société. On peut dire qu'ils sont empreints d'un conservatisme structurel qui sert à construire l'identité sociale »⁴⁷⁴. Negt entrevoit, à travers les luttes qui résistent à la destruction ou à la transformation des quartiers, une indignation face aux mécanismes subtils de dépossession, à la violence et à la violation de la dignité humaine. Ainsi, selon lui, ces mouvements représentent davantage que de simples luttes face à l'exploitation économique, du fait de leurs interventions locales et spontanées. Negt estime qu'elles « se

⁴⁷³ Alexander Neumann, dans Oskar Negt, *Op.cit.*, p. 21.

⁴⁷⁴ Oskar Negt, *Op. cit.*, p. 41.

trouvent en partie animées par des attentes d'émancipation individuelle »⁴⁷⁵. Cette approche peut être envisagée comme une approche individualiste aux problématiques urbaines, comme c'est le cas des mouvements de type NIMBY (*Not in my backyard*). Ils sont motivés par des intérêts privés ; ainsi, des voisins se battent pour éviter les interventions qui touchent leurs propres intérêts en tant que propriétaires. Ils n'ont pas forcément une vision altruiste concernant les problématiques urbaines ou sociétales. Nous ne cherchons pas à émettre un jugement moral sur ces considérations, mais à soulever la richesse de l'initiative, puisque ces démarches introduisent, au sein du débat, des affaires privées dont seuls ces individus maîtrisent les tenants et les aboutissants. L'expérience de l'espace n'étant pas complètement partagée, elle présente alors une nature privée et subjective. Placer cette expérience dans le débat public, c'est considérer les problèmes urbains et les problèmes publics sous l'angle du vécu et de la subjectivité, par l'intermédiaire d'expériences personnelles. Ces luttes requièrent une proximité et une personnification des relations sociales : « Ce qui est sous-tendu par ce besoin de proximité est une approche visant à recueillir une expérience immédiate et frontale, car notre monde est humain, c'est-à-dire qu'il est le nôtre »⁴⁷⁶.

Dans un contexte urbain ayant essuyé une catastrophe, la société civile et surtout les couches populaires exigent des réponses de l'État pour faire face à leur souffrance. Or, leur vécu n'est pas intégré par les structures de l'État dans leurs manières d'opérer. En désaccord avec des décisions du pouvoir déconnectées des difficultés quotidiennes, l'espace public de résistance des habitants voit le jour. D'autre part, l'expérience subjective, abordée par Negt, est placée au centre des initiatives des victimes. D'abord l'expérience de perte, d'égarement voire d'isolement, puis l'expérience de précarité et de vulnérabilité au sein du campement, peuvent mobiliser des groupes de victimes pour la production de cet espace public, né spontanément des expériences vécues des groupes dominés de la société. Cet espace public revendique son autonomie vis-à-vis des décisions de l'État, ainsi que son opposition face à l'espace public dominant. Par espace public dominant, nous désignons les espaces publics proches ou appartenant aux sphères du pouvoir.

À Dichato, les autorités ont invité à la création des organisations des habitants afin d'identifier un interlocuteur référent dans le campement d'urgence. Cet interlocuteur a une fonction de communication aux yeux de l'espace public dominant, qui représente un moyen de contrôle indirect de la population rassemblée au campement. Il permet ainsi de

⁴⁷⁵ *Ibid.*

⁴⁷⁶ Oskar Negt, *Op. cit.*, p. 86.

prévenir une possible insurrection des espaces publics politiques du campement. Selon les retours de l'enquête, l'espace public spontané qui commence à se former puis à s'articuler au sein de ces mêmes organisations et parmi les espaces publics physiques du campement, tend à devenir un espace public de résistance. Il s'affirme en réalisant que la communication entretenue avec l'espace public dominant est instrumentalisée, et qu'elle se limite finalement à un monologue des autorités, et non à un dialogue avec les victimes. Ainsi les organisations citoyennes à Talca ont opté pour mettre en place des dispositifs de participation alternatifs comme a été la réunion publique ou *Cabildo*. Cet espace public de résistance est parvenu, dans notre enquête à empêcher l'application de certaines directives dominatrices. Il exerce également une pression face au retard des solutions et face à d'autres décisions qui n'ont pas bien acceptées par des habitants.

La résistance à Dichato s'est illustrée par l'intermédiaire d'occupations de terrains. Des habitants ont été sommés d'abandonner leur propriété pour rejoindre le campement d'urgence. Ils ont répondu de manière individuelle ou collective à cette mesure. Le quartier Villarica a été le symbole d'une résistance collective. Certains habitants se sont portés volontaires pour occuper les lieux et revendiquer leurs droits. Même si la ville a délibérément été privée d'eau et d'électricité pendant plusieurs mois par les autorités, violence légitime destinée à faire évacuer les habitants contestataires, ces derniers ont résisté et n'ont pas abandonné le quartier. Ce quartier a été classé comme « zone à risque » dans les premiers plans, signifiant qu'il n'était pas envisageable d'y reconstruire des logements. Or, c'est dans cette partie de la ville que se concentraient traditionnellement les familles vivant de la pêche et de la collecte d'algues et toute l'activité découlant de leur profession, du fait de la position stratégique pour l'activité économique dans la baie de Dichato. Les habitants craignent que l'activité économique soit transférée ailleurs, dans le but de favoriser l'intérêt touristique de la zone, qui a fait l'objet d'offres récurrentes d'un entrepreneur du tourisme propriétaire d'un quartier privé de maisons secondaires, mitoyen de Villarica. Les habitants de Villarica ont réussi à empêcher l'expropriation de leurs logements.

Les organisations des habitants de Dichato ont réussi à changer la directrice qui empêchait l'octroi d'allocations pour les personnes célibataires. Cette mesure va se répandre dans d'autres villes. C'est aussi à travers la résistance que les habitants du campement *El Molino* de Dichato ont pu bénéficier de certaines améliorations au niveau du campement.

À Talca, la lutte pour la préservation des terres et des propriétés, engagée par plusieurs groupes d'habitants, a donné lieu à la création d'un espace public de résistance face à la politique de logement chilienne. Le groupe « Un logement dans mon quartier »

dénonce une aberration de la politique de reconstruction des logements ; en effet, celle-ci recourt aux mêmes instruments que la politique de l'habitat préexistante, sans tenir compte de la situation de crise induite par la catastrophe. Or, les conditions des victimes en matière d'habitat, ne correspondent en rien aux orientations de cette politique. Par exemple, dans le centre-ville de Talca, plusieurs familles occupaient un même secteur foncier ; aujourd'hui, toutes les familles qui ne sont pas propriétaires reçoivent une allocation les encourageant à l'achat en constructions réalisées en périphérie de la ville, où le foncier est moins cher. Dès lors, le déplacement de familles occasionne plusieurs difficultés, et notamment l'accroissement des distances entre domicile et travail, réseaux sociaux, écoles, etc. La périphérie souffre de mauvaises aménités urbaines, principalement liées au manque de services publics. Elle encourage très peu la mixité sociale, qui était une caractéristique au centre-ville de Talca. Cette difficulté inhérente au déplacement d'une structure sociale des quartiers historiques et centraux de Talca, met en évidence une incohérence des choix de la politique de logement chilienne, politique que prévaut même dans des conditions normales. À Talca, les habitants ont empêché la démolition du bâtiment des École *Concentradas* ainsi que la construction d'un grand magasin dans le bâtiment du Marché Central. Grâce à leur opposition ils sont également parvenus à incorporer une exigence esthétique dans la reconstruction de logements dans le centre-ville.

Les manifestations locales et nationales le plus souvent relayées par la presse alternative, ont constitué les seuls moyens de dénoncer une illusion de reconstruction. Pendant ce temps, les espaces publics bourgeois, la presse officielle en tête, livraient au pays et au monde extérieur des images erronées visant à démontrer que le chantier de la reconstruction était largement engagé. Or, ces fantasmes étaient surtout basés sur des données technocratiques complètement déconnectées de la réalité. Ainsi, la construction des logements à destination des victimes était beaucoup moins avancée que ce que le nombre d'allocations de reconstruction délivrées pouvait laisser croire. Une année après la catastrophe, le président chilien Sebastián Piñera annonce le premier Bilan gouvernemental du Processus de Reconstruction : « Même si certains ont décider de nier les faits, perturbés de voir un peuple se remettre debout si rapidement, je veux proclamer haut et fort que plus de 50% des destructions causées par le tremblement de terre et le tsunami sont déjà reconstruites »⁴⁷⁷. Les versions des autorités locales et parlementaires, beaucoup plus en phase avec la réalité, sont dissimulées. Elles constatent, un an après l'aléa, qu'aucun logement n'a été reconstruit dans certaines localités, et que la population victime n'a été pas

⁴⁷⁷ Diario Nación, *Piñera cifró reconstrucción en 50% : Dura crítica a la gestión 27-F*. Consulté le 28 février 2011 sur www.lanacion.cl.

bien informée sur les plans de reconstruction⁴⁷⁸. À Talca, le nombre de victimes affiché sur le site web du Ministère du Logement et Urbanisme MINVU, annonçait 7.954 familles victimes et seulement 5.827 éligibles à l'octroi d'une allocation. Or, selon les estimations de l'ONG Surmaule et de l'Observatoire de la Reconstruction, le nombre de victimes à Talca atteindrait largement 10.000 familles⁴⁷⁹. Ces décalages d'information invitent les espaces publics de résistance à se manifester.

10.4. La production créative des habitants. Lefebvre et De Certeau

Pour étudier la production de l'espace public spontané et les productions qui y sont faites, nous nous appuyons sur le concept de production de l'espace développé par Henri Lefebvre. *Le droit à la ville* - ouvrage écrit avant *La production de l'espace*⁴⁸⁰ - soutient l'idée d'un droit à changer la ville, à la concevoir et à vivre avec nos créations. Ce serait donc, un droit qui permettrait l'action créative, et notamment par l'intermédiaire de la participation à la transformation de la ville et de l'appropriation des espaces urbains. Selon Lefebvre, l'appropriation, c'est du temps et de l'espace, correspondant à une expérience phénoménologique de l'espace urbain.

Dans *La production de l'espace*, Lefebvre développe l'idée d'une multiplicité d'espaces sociaux -, « dont le terme « espace social » dénote l'ensemble non-dénombrable »⁴⁸¹ - produits par chaque société. Cette production se réalise à travers des trois dimensions propres de l'espace développées par Lefebvre; à travers des pratiques spatiales (le perçu), des représentations de l'espace (le conçu) et des espaces de représentation (le vécu)⁴⁸².

Les représentations de l'espace intègrent plus ou moins les espaces de représentation ou espaces vécus. Les représentations de l'espace, à la fois conditionnent les

⁴⁷⁸ Cambio 21, *La dispar evaluación de la Reconstrucción. Mientras el gobierno asegura que han avanzado un 50%, alcaldes se indignan indicando que no han avanzado nada*, www.cambio21.cl. Consulté le 28 février 2011.

⁴⁷⁹ HPH Hábitat para la Humanidad Chile, HIC Habitat International Coalition, OR Observatorio de la Reconstrucción, ONG Surmaule, Red Construyamos, Red Observatorio Vivienda y Ciudad, *Informe para la relatora especial de Naciones Unidas para el Derecho a la vivienda adecuada. El terremoto-tsunami del 27 de febrero 2010 y los procesos de reconstrucción en Chile*, Septembre 2011 [En ligne] www.hic-net.org/content/Informe_Relatora%20ONU_sept2011.pdf. p. 17-18.

⁴⁸⁰ Henri Lefebvre, *Op.cit.*

⁴⁸¹ Henri Lefebvre, *La production de l'espace*, Paris, Anthropos/ Ethnosociologie, 2000 (1974), p.103.

⁴⁸² Une définition des trois logiques de la production de l'espace de Lefebvre: Voir p.12-13 de la thèse (Introduction).

pratiques de l'homme sur l'espace, parce qu'à partir d'elles et sur elles, la pratique spatiale se déroule. Ainsi ces espaces agissent dans une « relation dialectique au sein de cette triplicité : le perçu, le conçu, le vécu »⁴⁸³.

En considérant l'espace urbain comme un espace social, nous appréhendons l'espace en tant qu'une multiplicité des couches spatiales. « L'espace social et surtout l'espace urbain apparaissent dès maintenant dans leur multiplicité, comparable à celles d'un « feuilleté » (celui du gâteau nommé « mille-feuilles ») bien plus qu'à l'homogénéité-isotropie d'un espace mathématique classique (euclidien-cartésien). »⁴⁸⁴ Dans cette perspective, nous repérons la coexistence d'une diversité d'espaces publics ouvrant sur une diversité de représentations d'espaces publics, de pratiques spatiales et d'espaces publics de représentation.

Ainsi les espaces publics physiques du campement sont définis à travers les codes de comportements créés et transformés au quotidien par les habitants, ainsi qu'à travers les repères physiques signifiés à partir de l'expérience : ils correspondent aux espaces vécus. Cependant les espaces publics traditionnels de Dichato correspondent dans les récits aux espaces de représentation de la vie publique, de rencontre et de convivialité tandis que ceux du campement sont espaces de représentation associés à de "mauvais" espaces publics. Dans le cas de Talca nous pouvons voir comment les discours portés par les mouvements citoyens sont en conflit avec ceux des concepteurs du plan de reconstruction de la ville : ils correspondent à des représentations de l'espace en conflit.

Par ailleurs, les espaces de discussion de différentes ampleur et intensité partagent l'espace en se superposant. Ainsi le débat à niveau national s'ajoute au débat régional, local et aux conflits entre des habitants ou à l'intérieur d'un mouvement. Les espaces publics créés spontanément ou établis officiellement se nourrissent les uns des autres.

Les espaces sociaux sont produits dans le temps. L'espace public spontané que nous avons caractérisé, même s'il est né spontanément, peut se consolider à travers le temps, ou bien disparaître progressivement aussi de manière tout aussi spontanée. Il perdure par le biais de ses propres créations. Il agit à travers la pratique spatiale des hommes ayant des intérêts communs, et à travers le temps, il peut produire des espaces nouveaux de représentation. L'espace public spontané produit ses propres représentations des espaces, parfois en opposition avec les représentations spatiales édictées par les sphères

⁴⁸³ *Ibid.*

⁴⁸⁴ Henri Lefebvre, *Op.,cit.*, p.104.

dominantes, comme en témoignent par exemple les diagnostics alternatifs de l'état de la reconstruction - contrastant avec ceux du Gouvernement- réalisés par la société civile. Lefebvre remarque que les dits « producteurs d'espace », « ont toujours agi selon une représentation, tandis que les « usagers » subissaient ce qu'on leur imposait, plus ou moins inséré ou justifié dans leur espace de représentation »⁴⁸⁵.

Mais c'est au quotidien que l'homme par l'intermédiaire de ses pratiques et de ses espaces de représentation, agit sur les représentations de l'espace. Cet aspect phénoménologique de la pratique spatiale, nous amène à réviser la pertinence de la théorie des pratiques quotidiennes de Michel de Certeau. Dans les deux tomes de *L'invention du quotidien*⁴⁸⁶, De Certeau analyse « l'opérateur » de ces pratiques, pour tenter d'élaborer une théorie des pratiques quotidiennes.

La « logique opératoire » des pratiques quotidiennes, nous semble assimilable à la logique de production des espaces publics spontanés. Pour De Certeau, les pratiques quotidiennes obéissent à des ruses et à des « tactiques » utilisées par les dominés pour échapper ou résister aux dominants. Par les dominés, l'auteur désigne les plus faibles, à l'homme commun, au « prolétaire » de Oskar Negt. La dénomination des faibles ou des dominés n'implique pas la docilité ou la passivité de ceux-ci. De Certeau les nommera des « consommateurs », des produits issus et façonnés par le système dominant. Il voit ainsi, dans cette couche de la société, des actes créatifs qui façonnent le quotidien, qui appartiennent à ce qu'il appelle la « consommation ».

De Certeau dégage deux types de production qui se correspondent avec deux niveaux de l'action créative repérés dans nos enquêtes :

(1) L'une s'apparente à la rationalité et elle est visible et audible. Elle est « expansionniste, centralisée, spectaculaire et bruyante »⁴⁸⁷. Des actions créatives comme l'organisation du *Cabildo ciudadano* ou la construction d'une voie alternative à la construction de logements offerte par le marché de logement social sont plus « audibles », car elles sont intentionnées et fruit d'un travail citoyen important.

(2) L'autre production est une « consommation », qui se caractérise par « ses ruses, son effritement au gré des occasions, ses braconnages, sa clandestinité, son murmure

⁴⁸⁵ Henri Lefebvre, *Op.cit.*, p.54

⁴⁸⁶ Michel de Certeau, *L'invention du quotidien, Tome 1 : Arts de faire.*, Paris, Éditions Gallimard, 1990 et Michel de Certeau, Luce Giard et Pierre Mayol, *L'invention du quotidien, Tome 2 : Habiter, cuisiner*, Paris, Éditions Gallimard, 1994.

⁴⁸⁷ Michel de Certeau, *Op.cit.*, p.53

inlassable »⁴⁸⁸. Elle est intangible, quasi invisible. L'action informelle et spontanée du campement *El Molino* de Dichato est parfois même invisible aux yeux des interviewés pour sa naturalité : c'est le cas par exemple des réseaux de solidarité et de garde des personnes âgées et des enfants ou encore de l'installation de l'eau dans les logements.

Ainsi comme Negt, De Certeau discerne, dans l'expérience, une forme de résistance voire d'opposition. Cependant, ces deux visions diffèrent : De Certeau essaie de saisir la dynamique des pratiques quotidiennes comme un moyen de résistance silencieuse aux structures dominantes, alors que Negt tente plutôt de définir un espace oppositionnel, lequel est une représentation de ces pratiques quotidiennes. Cet espace public oppositionnel, ne consiste pas seulement à résister aux structures dominantes : il aurait pour objectif de dénoncer et de lutter contre leurs abus.

De Certeau utilise l'acte énonciatif comme référence pour analyser « l'opérateur » des pratiques quotidiennes, telles que marcher, parler ou cuisiner. Il discerne dans les caractéristiques de l'énonciation, des aspects propres à ces pratiques quotidiennes. Elles sont envisagées comme une combinaison d'opérations et correspondent à des manières de faire, à un « art de faire ». De Certeau distingue ainsi quatre attributs de l'acte énonciatif et dans l'« art de faire » :

(1) L'acte énonciatif opère à l'intérieur d'un système, le système linguistique. Les pratiques seraient donc inséparables du « contexte » où elles se développent. Elles « opèrent » à l'intérieur d'un ordre établi qui délimite leurs « marges de manœuvre ». Ces « marges de manœuvre » dans le cas des pratiques des habitants des villes post-catastrophe sont très contraignantes, surtout parce qu'il s'agit d'un nouveau contexte, parfois assez éloigné de celui auquel ils étaient habitués, les obligeant à réapprendre ces marges de manœuvre.

(2) L'acte énonciatif « met en jeu une *appropriation* ou une réappropriation, de la langue par des locuteurs »⁴⁸⁹. Cela signifie que les pratiques quotidiennes disposent de l'ordre qui est contraignant, celui de l'espace conçu par exemple, dans un autre registre et afin de s'approprier sa signification. Ce détournement de signification, peut prendre la forme d'une métaphore. De Certeau cite l'exemple de la colonisation espagnole subit par des ethnies indiennes : « Ils métaphorisaient l'ordre dominant : ils le faisaient fonctionner sur un autre registre. Ils restaient autres, à l'intérieur du système qu'ils assimilaient et qui les

⁴⁸⁸ *Ibid.*

⁴⁸⁹ Luce Giard dans Michel de Certeau, *Op.cit.*, p.XXXVIII

assimilait extérieurement. Ils le détournent sans le quitter»⁴⁹⁰. Un exemple dans le contexte des usages de la ville, est le détournement de la signification fonctionnel du mobilier urbain : un banc public est ainsi utilisé comme lit pour les sans abris, comme tabouret ou estrade au cours d'une manifestation, comme surfaces pour un graffiti, et pas seulement pour accueillir les pratiques attendues des concepteurs. En général, les pratiques quotidiennes de détournement d'un ordre qui est contraignant impliquent des réactions coercitives. À Dichato, nous avons relevé par exemple les occupations de terrains sensés être évacués pendant l'urgence pour être placés en zones à risque (dans le quartier de Villarica), le détournement de signification des équipements dans le campement *El Molino* pour former des espaces de rencontre entre voisins ou le détournement de signification d'objets ou de matériels pour construire, réparer ou aménager le logement d'urgence. Une explication mystique de la tragédie a également été citée et a constitué un moyen psychologique pour trouver le courage de la surmonter : la tragédie est considérée comme un châtement, qu'il faut donc assumer comme relevant de l'ordre divin, ou encore comme une opportunité que Dieu nous a donnée pour nous conduire vers autre chose, vers un mieux.

(3) L'acte énonciatif « instaure un *présent* relatif à un moment et à un lieu »⁴⁹¹. Les pratiques quotidiennes d'« ordre tactique » : et pour se faire requièrent de saisir l'occasion, c'est-à-dire le bon moment et le bon lieu. L'art de la tactique est l'art de saisir l'occasion, non de la créer. Dans les pratiques d'ordre tactique il n'y a pas une intention stratégique. L'imprévu d'une situation d'urgence post-catastrophe conduit à des pratiques caractérisées par l'« ordre tactique », et spontanées visant à « saisir l'occasion ».

(4) Les pratiques quotidiennes tout comme l'acte énonciatif se réalisent dans la coprésence d'autrui. « Il pose un *contrat avec l'autre* (l'interlocuteur) dans un réseau de places et de relations »⁴⁹².

Ces quatre caractéristiques esquissent un acte créatif. Or, c'est à travers ces actes créatifs que l'espace public spontané résiste en tant qu'espace populaire dans un contexte dominé par un espace public « officiel » ou « bourgeois » qui ne le représente pas. Par ailleurs, les pratiques quotidiennes au sein de ces espaces publics, représentent les intérêts et les désirs des groupements d'habitants. « Dans l'espace technocratiquement bâti, écrit et fonctionnalisé où ils circulent, leurs trajectoires forment des phrases imprévisibles, des

⁴⁹⁰ Michel de Certeau, *Op.cit.*, p.54.

⁴⁹¹ Luce Giard dans Michel de Certeau, *Op.cit.*, p. XXXVIII

⁴⁹² Luce Giard dans Michel de Certeau, *Op.cit.*, p. XXXIX

traverses en partie illisibles. (...) elles tracent les ruses d'intérêts autres et de désirs qui ne sont ni déterminés ni captés par les systèmes où elles se développent »⁴⁹³.

Le détournement du sens ou des usages des espaces publics physiques est fréquent lorsque-ceux-ci ont subi des transformations profondes, comme après une catastrophe et le transfert des populations vers des campements d'urgence. À travers la créativité quotidienne, les habitants trouvent une manière de s'adapter aux nouvelles conditions urbaines. Les enfants du campement *El Molino* de Dichato détournent le sens des espaces ouverts à travers le jeu. Les habitants se prêtent à ces déviations par l'intermédiaire de petits travaux d'adaptation des aménagements initiaux du campement, afin de les ajuster aux besoins collectifs. La quête d'une certaine qualité des espaces publics urbains au sein du campement, aboutit à la métamorphose de certains lieux ; ainsi les lavoirs deviennent des lieux de rencontre des femmes, qui lavent toutes ensemble à certaines heures de la journée. La manifestation de l'intime dans l'espace public détourne également le sens public des espaces. Cette ruse s'appuie sur un accord sous-entendu entre les habitants : un accord sur les comportements à suivre et les attitudes à adopter dans l'usage des toilettes partagées par la communauté du campement. La créativité au quotidien contribue aussi à soulager les émotions suscitées par la catastrophe. Certains habitants cherchent ainsi à recréer des ambiances qui avaient dans leurs anciennes maisons.

10.5. L'autogestion et l'auto-construction

Depuis toujours, l'homme a façonné son environnement, édifiant son habitat et en aménageant les alentours. Même si l'autogestion de l'habitat correspond à un phénomène encore actuel, il s'agit d'un processus récent dans l'histoire de l'urbanisme et de la sociologie urbaine, et qui n'a pas été assez étudié, peut-être parce que les expériences modernes d'autogestion restent limitées⁴⁹⁴.

L'autogestion est comprise comme une forme d'organisation des actions, où ceux qui prennent les décisions sur les actions sont aussi ceux qui participent à leur concrétisation et les bénéficiaires des actions. Ces formes d'organisation empruntent des fonctions différentes selon leurs types d'activité, elles peuvent ainsi être productives,

⁴⁹³ Luce Giard dans Michel de Certeau, *Op.cit.*, p. XLV

⁴⁹⁴ Martha Scheingart, « Aspectos teóricos y prácticos de la autogestión urbana » *Revista Sociológica, del Departamento de Sociología de la Universidad Autónoma Metropolitana-Azcapotzalco, Tema: Ciudad y procesos urbanos, VOL: Año5, Número 12, janvier-avril 1990, Ciudad de México, (ISSN 2007-8358), [En ligne], <http://www.revistasociologica.com.mx/>*

administratives ou politiques. Un autre critère de différenciation est le niveau d'autonomie de l'auto-organisation du système de production industrialisé. Les organisations peuvent se développer au sein de structures formelles, s'y rattacher partiellement, ou bien en être indépendantes. Dans le cas des organisations indépendantes, il y a deux types : Celles qui se développent complètement au-delà du secteur formel de l'économie et de la loi, comme les villes informelles ou le commerce informel, et celles qui se développent dans le secteur formel, en gardant leur autonomie, mais dans le cadre de la loi.

La situation politique et économique, conditionne l'apparition des groupes d'autogestion. Par exemple, au Chili, pendant un régime d'autoritarisme politique et une libéralisation économique, la population paupérisée a cherché des moyens de survie à travers une autogestion caractérisée par une économie de solidarité.⁴⁹⁵ Dans ce cas, comme dans le cas de l'urgence après la catastrophe, l'autogestion a permis de dégager des solutions de logement, mais aussi de résoudre des problèmes vitaux et urgents en organisant, par exemple, la distribution de repas par l'intermédiaire des soupes populaires. Ces structures correspondent à des organisations de survie et s'accompagnent de fonctions productives, administratives et politiques.

Or, le problème caractéristique et récurrent des villes informelles demeure l'accès aux services publics de la ville, comme le raccordement aux réseaux d'eau potable et d'assainissement, mais aussi l'accès à l'éducation et au système de santé. Ces services basiques étant inexistantes, ou bien régis par le système d'autogestion, le quartier informel se caractérise par une qualité de vie inférieure au reste de la ville, et par l'exclusion sociale de sa population. La normalisation des statuts juridiques du foncier est, dans la plupart des cas, complexes, du fait de l'irrégularité de la propriété des terrains et des conditions d'occupation. Or, l'autogestion, peut également structurer certains milieux défavorisés, constituant ainsi, la seule manière de sortir des situations de précarité ; ce sont à la fois des expériences collectives, de solidarité et de participation importantes et enrichissantes pour la communauté impliquée. Une autre caractéristique de l'autogestion, dans ces contextes de nécessité, est le fait que la mobilisation des habitants qu'elle implique, ne vise pas des intérêts privés, mais vise au bien-être d'un groupe par le biais d'initiatives solidaires, poursuivant un objectif collectif. Selon Marta Scheingart, dans ce type de contexte, les initiatives accomplissent des fonctions de résolution de problèmes divers.

Cette autogestion mobilisée pour la survie contraste avec l'autogestion employée comme alternative à la conception de la ville. La différence réside dans le fait que la forme

⁴⁹⁵ *Ibid*

première répond à un besoin d'urgence, tandis que la deuxième correspond plutôt à un choix, bien qu'elle puisse également exprimer une insatisfaction de l'aménagement urbain opéré par l'administration, donc également un besoin. Un facteur commun des processus d'autogestion serait le manque de pertinence de l'offre avec la demande d'une qualité de vie urbaine. Cependant, les contrastes entre les organisations d'autogestion adhérant à l'idéologie d'un « vivre autrement », comme c'est le cas de quartiers d'habitats participatifs en Europe ; que ce soit des « coopérative d'habitants », de l'« habitat groupé », de l'« autopromotion », du « co-habitat » ou de « *baugruppen* »⁴⁹⁶, par rapport aux organisation d'autogestion telles que les dans les « bidonvilles », « *favelas* » au Brésil « *tomas* » au Chili ou « *villas miseria* » en Argentine sont évidentes.

Dans les pays « en voie de développement » ces processus sont associés à l'expression d'un besoin de logements et à la construction de la ville informelle. Les initiatives d'autogestion passent outre la voie classique, en occupant du foncier disponible. Cela résulte d'une négociation avec les autorités, ou à travers l'occupation des terrains par des habitants. Des entités externes, comme des ONGs, des partis politiques, ou des églises, participent à ces processus ⁴⁹⁷.

Après le tremblement de terre et le tsunami du 27 février 2010, les propriétaires chiliens aisés ont entamés des travaux d'autoconstruction de leur logement détruit. Certains habitants de la ville de Talca ont même opté pour l'autoconstruction, même avec l'option d'une allocation du Gouvernement, à laquelle ils ont renoncé volontairement à cause du manque de pertinence avec les besoins du ménage. Le plan de reconstruction des logements du Gouvernement a implémenté une seule allocation pour l'autoconstruction appelée « Allocation d'Autoconstruction Assistée » destinée aux habitants de zones rurales. Selon le Gouvernement, cette allocation « permettrait d'apporter des solutions dans les endroits d'accès difficile pour les entreprises de construction ; la diminution des démarches ; la décentralisation de certaines fonctions et la simplification des processus »⁴⁹⁸.

Une autre expérience d'autogestion qui a été réussie suite à des négociations avec les autorités a portée sur la construction des logements implémentée par un groupe

⁴⁹⁶ Anne D'Orazio, « La nébuleuse de l'habitat participatif: radiographie d'une mobilisation », *Metropolitiques*, 16 janvier 2012. [En ligne]. <http://www.metropolitiques.eu/La-nebuleuse-de-l-habitat.html>. Consulté le 10 mai 2012.

⁴⁹⁷ M. Scheingart, *Op.cit.*

⁴⁹⁸ Unidad Presidencial de Gestión del cumplimiento. División de Coordinación Interministerial. Ministerio Secretaria General de la Presidencia. *Reporte de cumplimiento de la Reconstrucción del Terremoto del 27 de Febrero 2010. Gobierno del Presidente Sebastián Piñera*, Enero 2012, [En ligne], www.gob.cl/cumplimiento, Consulté juin 2012. p-32.

d'habitants du quartier Seminario à Talca. Ces habitants vivaient au centre-ville, mais ils n'étaient pas propriétaires des terrains. En guise de résistance à la décision des autorités de leur transfert vers la périphérie, munis de leurs allocations, ils se sont organisés et, avec l'appui d'une ONG, ils ont pu édifier des logements collectifs au centre-ville.

Dans le contexte des expériences d'autogestion qui comptent avec l'appui des autorités ou qui font partie de programmes « participatifs » implémentés par le Gouvernement, il faut se demander si ces types des initiatives du Gouvernement ne sont pas de mécanismes de substitution des responsabilités propres de l'État. La participation des habitants dans des programmes pensés par le Gouvernement, implique parfois une surexploitation de la force de travail des habitants, en leur demandant de travailler en plus pour la construction de la ville. Dans ce type de démarches, il y a aussi le risque que les luttes de revendication des droits citoyens, soient détournées avec des mauvaises réponses ou des réponses partiales aux problèmes.

La structure de l'organisation au sein de l'autogestion implique que les produits seront pensés, fabriqués et consommés par les mêmes individus. Ceci implique d'abord que dans le cas des organisations des habitants, une représentation et une délégation plus personnalisée. « Il faut constater que la démocratie représentative trouve sa limite indépassable dans une contradiction fondamentale, qui résume sa tendance chronique à remettre en question les libertés publiques : là où les gens peuvent accumuler des expériences et des connaissances concrètes concernant les processus qui se déroulent à l'intérieur de la société, par exemple leurs lieux de travail et de vie, l'espace public et la prise de décision autonome sont réduits au strict minimum, tandis que là où on les met en scène en tant que citoyens libres et responsables, ils continuent à dépendre d'informations de seconde main, en assistant de manière impuissante à la foire des opinions »⁴⁹⁹. Un des atouts des pratiques d'autogestion est l'autonomie - même si reste parfois partielle - par rapport aux pratiques de l'espace public traditionnel ou bourgeois. Elles offrent aux habitants l'opportunité de mettre à disposition du processus productif leurs propres ressources et compétences.

La lutte pour la reconnaissance de l'autogestion, en tant que voie légitime d'action urbaine, véhicule une critique des modes de production traditionnels de la ville, et notamment ceux qui s'avèrent déconnectés de la réelle prise en considération de l'habitant. L'autogestion est un acte créatif des hommes communs organisés. Semmoud assimile l'acte

⁴⁹⁹ Oskar Negt, *Op.cit.*, p.53

créatif à une « mise en conformité des lieux avec l'habitus » ou une « réappropriation »⁵⁰⁰. Selon Semmoud, ces réappropriations sont aussi des « stratégies pour dépasser les obstacles dressés par la violence symbolique »⁵⁰¹.

À Dichato, nous avons vu comment l'autogestion productive des femmes après la catastrophe a donné lieu à des résultats multiples. Elles utilisent une activité d'autogestion associée, dans l'objectif de vendre des victuailles et repas diverses pendant l'été. En outre, cette expérience d'autogestion n'a pas seulement constitué une initiative productive, elle a aussi été bénéfique aux femmes pour améliorer leur état moral et lutter contre la dépression post-catastrophe.

10.5.1. Les compétences internes et les appuis externes

La créativité des habitants est toujours influencée par leurs connaissances antérieures. Semmoud remarque comment les appropriations des habitants répondent aux figures déjà connues de l'urbanisme.⁵⁰² L'habitant agit selon ce qu'il sait. Pour cette raison, il ne faut pas penser que les réponses venues de l'expérience vécue des habitants vont être toujours les plus adéquates, car elles trouvent leur source dans les représentations de l'espace des habitants. Ces représentations peuvent ne pas être appropriées à une situation donnée. De plus, lorsqu'ils se réfèrent à la construction de leur logement, les individus ont tendance à suivre des modèles conventionnels d'habitat. À partir des expériences de coopération des habitants à la construction de leur logement, Henri Raymond souligne la fausse croyance de certains professionnels relative à une compétence collective- comme une sorte de miracle- pour inventer un habitat nouveau. Cependant, la population a des compétences diverses et distinctes de celles des concepteurs. Pour Raymond, l'habitant dispose d'une compétence pratique vis-à-vis l'architecture qu'il habite. Au cours de sa vie quotidienne, dans les significations et par ses usages des espaces, un rapport s'établit entre l'habitant et l'architecture. Pour Raymond, c'est dans ce rapport que réside la compétence pratique de l'habitant. Cependant Raymond perçoit une double difficulté dans la relation entre habitant et architecte : l'habitant ne comprend ce qu'il n'expérimente pas et par autre part, l'architecte ne regarde pas ce que la nature architecturale ne peut pas représenter⁵⁰³. Or, l'instance du projet architectonique ou urbain, peut être le moment où se réalisent les

⁵⁰⁰ Nora Semmoud, *Op.cit.*, p.22

⁵⁰¹ Nora Semmoud, *Ibid.*

⁵⁰² Nora Semmoud, *Op.cit.*, p.16

⁵⁰³ Henri Raymond, *L'Architecture, les aventures spatiales de la raison*, Paris, Éditions Georges Pompidou, 1984.

apprentissages multiples qui permettent l'échange. La conception du projet, peut être le moment de s'entendre et de se faire entendre, chacun essayant de rendre perméables et compréhensibles les divers langages.

Les compétences des habitants relatives à leur habitat, ont la particularité d'être localisées. Pérouse remarque qu'une connaissance du local transmise par les habitants, participe à l'appréhension du « complexe de ressources et de compétences »⁵⁰⁴ propres à l'échelle locale, et surtout, dans le cas d'une reconstruction, où Pérouse constate des savoir-faire souvent endormis suite à une catastrophe : Il est donc nécessaire les réveiller. Les connaissances et les compétences localisées, dans le cadre d'un projet de reconstruction après une catastrophe, présentent également l'intérêt d'identifier et de fonder un passé commun. Pérouse analyse un cas post-catastrophe, dans lequel les mêmes habitants assurent le recueil de données et les cartographient, en parallèle d'un travail d'écriture de l'histoire locale. Mais au-delà des connaissances « techniques », écrit Pérouse « c'est à l'interconnaissance au sein d'un territoire de vie commune, reconnu, qu'aspirent les militants du local. (...) En outre, le travail d'écriture du passé local – fondé notamment sur la pratique de l'histoire orale-, (...) participe du mouvement de production de connaissances localisées, fondant l'action commune en bâtissant un passé commun et, d'une certaine manière, une raison d'être ensemble »⁵⁰⁵.

La dissymétrie des connaissances et des compétences à l'intérieur d'une population, appelle à ce que les organisations des habitants prennent contact avec d'autres organisations pour compléter et enrichir leurs compétences et connaissances. C'est ainsi que les initiatives d'autogestions étudiées par Martha Schteingart en Amérique latine, et plus précisément au Chili, au Pérou et au Mexique, se ont bénéficié d'appuis externes. Dans nos cas d'étude au Chili, l'université et certains ONG internationales comme nationales, ont accompagné d'une main professionnelle des organisations citoyennes en situation post-catastrophe. L'institution religieuse s'est également positionnée pour soutenir les mouvements citoyens, notamment l'église catholique et de l'église évangélique. Enfin, à certains moments et auprès de certains types d'initiatives citoyennes, les interventions de l'Etat ou l'assistance directe des partis politiques jouent aussi un rôle favorable à l'autogestion.

Le risque d'une alliance trop proche avec un appui externe est la perte d'autonomie ou le développement d'une relation d'assistance voire même de clientélisme, et l'extinction

⁵⁰⁴ Jean-François Pérouse, « Catastrophes, risques sismiques et redécouverte de la dimension locale à Istanbul. » pp.56-78, dans Coanus, T., Pérouse, J-F., (dir) *Villes et risques Regards croisés sur quelques cités « en danger »*, Paris, Éditions Economica, 2006, p.59.

⁵⁰⁵ *Ibid.*

du principe même d'autogestion. Une telle situation peut en effet aboutir à un détournement des intérêts initiaux des habitants vers d'autres intérêts qui leur sont étrangers. Un autre risque, concerne l'engagement entre l'organisation des habitants et l'entité externe. Comme nous venons de le mentionner, cette alliance avec un tiers peut engager d'abord les habitants dans des chemins déviés de l'assouvissement de leurs propres intérêts, et peut s'assortir d'une faiblesse de l'engagement même, aboutissant à des processus créatifs incomplets ou sabotés. Ainsi, l'engagement renvoie à la responsabilité vis à vis des intérêts et des projets des habitants. Nous parlons des actes de contribution où les intérêts des organisations ou des particuliers trouvent une réponse en finançant ou supportant des initiatives des habitants. Cette coopération constitue donc un contrat entre deux parties et implique une négociation des intérêts. Un manque de clarté sur ce qu'implique un contrat de ce type a abouti dans le campement *El Molino* de Dichato à la construction par une organisation de charité nationale, de six kiosques en bois en bord de route, chacun sensé être utilisé pour un secteur respectif du campement. Néanmoins, du fait du manque de compréhension de la dynamique des kiosques à l'intérieur du campement et du manque de coordination avec les administrations des secteurs, ces kiosques n'ont finalement jamais trouvé d'usage auprès des habitants du campement.

Une autre forme de soutien alternative très intéressante dans ce qu'elle participe à l'enrichissement des expériences : La connexion entre différentes associations d'habitants qui partagent des intérêts communs ou semblables. Ce partage des expériences développe également le sens critique au regard de leurs actions créatives respectives. La constitution de ces réseaux permet aussi de réaffirmer les convictions des habitants, d'installer une nouvelle forme de représentativité des revendications populaires, et donc d'obtenir davantage de moyens d'action et par conséquent, plus d'autonomie. Cette forme de soutien a montré son importance lors de protestations au sein du campement de Dichato, qui ont été rapidement soutenues par des protestations nationales. Les doléances du campement de Dichato sont rendues publiques et finissent par être reprises par la lutte nationale pour une « reconstruction juste ». Le « Mouvement pour une Reconstruction Juste », né d'une première assemblée nationale de victimes qui s'est tenue dans la ville de Talca a permis de réunir à plusieurs reprises des représentants d'organisations de victimes de chaque ville, campement ou quartier du pays et d'unir ainsi leurs propositions et leurs demandes au Gouvernement.

10.6. Conclusion partielle : La contribution de la résistance et de la création dans la production de l'espace public spontané

Ensuite nous faisons la synthèse de la contribution des actions créatives et/ou de résistance à la production de l'espace public spontané à travers une classification des aspects sensibles des ces actions entreprises par des habitants après la catastrophe.

	RÉSISTANCES QUOTIDIENNES À TRAVERS LA SIGNIFICATION	LA CRÉATION UTILITAIRE	LA GESTION POUR LA CRÉATION	LA RÉSISTANCE MILITANTE
PRATIQUES DE L'ESPACE	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Détournement des usages ▪ Réinvention de codes de la sociabilité et de réserve de l'intimité 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Solidarité ▪ Amélioration des espaces et des ambiances ▪ Travail et formation ▪ Diffusion d'information 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Autogestion ▪ Autoconstruction ▪ Négociation ▪ Coopération ▪ Partenariats 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Associativité ▪ Exposition de vulnérabilités ▪ Confrontation ▪ Manifestations publiques
REPRESENTATIONS DE L'ESPACE		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Adaptations et aménagements de l'espace public et des logements 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Modification des plans et projets de concepteurs. ▪ Productions collectives. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nouvelle représentation de la réalité: Doléances, revendications et propositions ▪ Conflit entre la représentation des habitants et celle du gouvernement
ESPACES DE REPRESENTATION		<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'accessibilité des espaces ▪ Espaces défendus du risque 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Espaces de partage 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La reconnaissance publique ▪ Espaces de pouvoir

Fig. 09 - Tableau croisé entre les trois dimensions de la production de l'espace social théorisées par Lefebvre et les quatre degrés de spontanéité avec lesquels l'espace public spontané est produit par la résistance et la création. Source : Karen Andersen.

L'Espace Public Spontané comme tiers inclus pour un processus renouvelé de conception urbaine

Conclusions Générales

L'objectif de cette recherche est d'analyser les processus de production des espaces publics physiques et politiques engagés par les habitants et leurs usages, et d'observer leur interaction avec un processus de conception urbaine mis en place en réaction à une catastrophe. À partir de l'étude de deux cas concrets, correspondant au campement d'urgence *El Molino* de Dichato et à la ville de Talca, après le tremblement de terre du 27 février 2010, nous avons étudié l'agir des habitants et des citoyens, depuis leur action la plus spontanée jusqu'aux actions les plus formalisées.

Nous proposons ici de présenter nos résultats en fonction de trois hypothèses de recherche. À partir des aspects du sensible relevés lors de notre enquête de terrain, les premiers résultats (1) cherchent à conceptualiser l'espace public spontané en tant que représentation du sensible. La deuxième catégorie de résultats (2) répond à notre choix méthodologique d'étudier, selon une approche ethnographique, la situation de catastrophe et de reconstruction urbaine, afin de saisir les aspects de la contribution citoyenne à la conception des espaces urbains. Enfin, le troisième groupe de résultats (3) explore la place et le rôle des espaces publics spontanés dans une démarche de conception urbaine.

1. Le concept d'« espace public spontané » : une représentation des rapports sensibles entre l'habitant et son lieu

Nous avons étudié un réseau d'actions tissé par des habitants victimes d'une catastrophe naturelle avec le but de discerner comment la catastrophe bouleversait les espaces publics et politiques. Cependant, nous avons remarqué que ces actions sur l'espace public et urbain étaient en soi un réseau de production d'un type d'espace public né au-delà des espaces publics officiels, et doté de caractéristiques particulières. L'origine de cette

action spontanée est liée à un rapport sensible : affectif, mémoriel, social et sensoriel avec les espaces de vie, depuis les espaces les plus intimes de la maison jusqu'aux espaces publics physiques des villes. Lorsque les rapports sensibles unissant l'habitant et son lieu n'étaient pas saisis par les concepteurs des plans de reconstruction urbaine, ils revendiquaient leur existence en se manifestant de manières alternatives. Ces aspects sensibles vont alors apparaître dans les trois dimensions de la production de l'espace conceptualisée par Lefebvre : les pratiques de l'espace (le perçu), les représentations des espaces publics des habitants (le conçu) et les espaces de représentation (le vécu).

Ces manifestations alternatives et spontanées caractérisent ces espaces publics vécus, perçus et conçus par les habitants. Notre premier constat permet de positionner ces manifestations en tant que **formes de résistance** vis-à-vis des processus de modification des espaces et des ambiances ou face à des conditions non favorables. Elles évoquent aussi des **formes de résilience** nécessaires à la sortie de la situation d'urgence pour reconstruire sa vie. Ces manifestations nées d'un besoin spontané des habitants en réaction à une situation subie, peuvent être plus ou moins involontaires et, en conséquence, plus ou moins organisées. Le caractère spontané de ces actions est issu de leur fonction dans le cadre de la reconstruction des rapports sensibles avec le lieu. Ces actions de l'espace public spontané ont également une fonction créative de « production ».

Les aspects sensibles de la reconstruction post-catastrophe - avec leurs dimensions mémorielles, affectives, sensorielles et sociales - étaient ainsi représentés dans cet agir résistant, résilient et créatif qui forme ce que nous avons nommé « l'espace public spontané ».

Nous avons conceptualisé cet espace public spontané à travers trois angles d'approche inspirés de l'observation sur le terrain :

(1) L'intime dans l'espace public ou en tant que risque pour l'espace public (Chapitre 8).

(2) La résilience issue des compétences langagières des habitants et la résilience née au sein d'espaces publics féminins (Chapitre 9).

(3) Les multiples formes, stratégies et ruses de résistance, ou la création des habitants et citoyens destinée à faire face aux conditions adverses et à détourner l'espace conçu (Chapitre 10).

Ainsi, dans la recherche des aspects du monde sensible à intégrer à un processus de conception urbaine, nous avons capté et essayé d'interpréter des pratiques quotidiennes de ces victimes, leurs représentations de l'espace en confrontation et des espaces de représentation symboliquement forts pour la population affectée. Ces trois dimensions de la production de l'espace théorisées par Lefebvre agissent de façon complémentaire et simultanément dans la production de l'espace public physique et politique. À partir de ces trois angles d'approche - les trois dimensions de la production de l'espace –, nous esquisserons ensuite les quatre degrés de spontanéité de l'espace public spontané qui correspondent à quatre vocations : signifiante, utilitaire, gestionnaire et militante. (Fig. 10)

ASPECTS SENSIBLES DE LA PRODUCTION D'E.P.S (Talca et Dichato)

	SIGNIFIANTE	UTILITAIRE	GESTIONNAIRE	MILITANTE
PRATIQUES DE L'ESPACE	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Symbolisation et marquage ▪ Attachement/détachement à l'espace et ambiances ▪ Détournement des usages ▪ Réinvention de codes de la sociabilité et de réserve de l'intimité 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Solidarité ▪ Amélioration des espaces et des ambiances ▪ Travail et formation ▪ Diffusion d'information ▪ Distension du stress 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Autogestion ▪ Autoconstruction ▪ Négociation ▪ Coopération ▪ Partenariats 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Associativité ▪ Exposition de vulnérabilités ▪ Confrontation ▪ Manifestations publiques
REPRESENTATIONS DE L'ESPACE	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Dislocation des représentations entre les espaces de vie perdus et les actuels (notamment la maison) ▪ Patrimonialisation de traces subsistantes ▪ Modification des frontières des représentations connues de l'espace public et privé 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Adaptations et aménagements de l'espace public et des logements 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Modification des plans et projets de concepteurs. ▪ Productions collectives. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nouvelle représentation de la réalité: Doléances, revendications et propositions ▪ Conflit entre la représentation des habitants et celle du gouvernement
ESPACES DE REPRESENTATION	<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'espace hospitalier ▪ Espaces identitaires et gardiens de la mémoire ▪ La présence du sacré ▪ Espaces d'abri émotionnel 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'accessibilité des espaces ▪ Espaces défendus du risque ▪ Espaces de réserve ▪ Espaces de coprésence 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Espaces de partage 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La reconnaissance publique ▪ Espaces de pouvoir

Fig. 10 - Tableau croisé des quatre degrés de spontanéité des actions avec les trois dimensions de la production de l'espace de Lefebvre : les pratiques de l'espace, les représentations de l'espace et les espaces de représentation. Source : Karen Andersen.

Nous avons défini et caractérisé de multiples espaces publics spontanés et hétérogènes à partir d'observations et d'analyses menées dans une situation de post-

catastrophe ; cependant, ces espaces peuvent se retrouver dans n'importe quel territoire. Et même, si dans certains cas, ils sont dotés d'aspects moins actifs que ceux de nos cas d'étude, ils peuvent réagir et s'activer face à un risque de bouleversement de leurs modalités matérielles, sociales ou de leurs références identitaires. Après avoir élaboré ce concept d'« espace public spontané » et caractérisé ces multiples aspects, nous cherchons la manière de les prendre en compte dans un processus de conception urbaine. Pour cela, ils seront d'abord triés selon leur vocation. Ces vocations seront déterminées selon le spectre croisé de leur degré de spontanéité et de leur manifestation du sensible. Chaque vocation ou mission révélera une prégnance plus ou moins intense. Ainsi, nous avons défini quatre manières d'envisager l'espace public spontané qui rendent compte de l'amplitude du concept et constituent un tremplin pour l'incorporation de ces espaces publics spontanés à la conception urbaine : **signifiante, utilitaire, gestionnaire et militante.**

a. Vocation signifiante : un espace de production sémantique

Les espaces publics spontanés ont un mode d'action signifiant : ils nomment, qualifient et modifient le sens des espaces urbains selon les expériences passées et actuelles de leurs participants, usagers et habitants. Ainsi, ces espaces publics spontanés correspondent à une représentation sémantique.

Dans la reconstruction des espaces de vie, il faut comprendre le rôle majeur de l'imaginaire et de la mémoire dans l'élaboration d'une vision du monde. Chombart de Lauwe envisage cette vision comme une représentation de la société ; « Les systèmes de relations dans lesquels ils sont pris agissent sur leur manière de percevoir les autres dans leur entourage. Il se forme peu à peu une représentation de la société par une juxtaposition d'images qui leur sont progressivement suggérées »⁵⁰⁶. À travers ou à partir de cette vision personnelle du monde, l'usager agit et s'exprime en public. Ainsi, les jugements et les significations sur les situations et les pratiques de l'espace public constituent le langage des usagers. Et parallèlement, à partir de sa vision, l'homme ressent le monde et s'exprime à travers l'action et la parole.

À travers les récits quotidiens des habitants, ainsi que dans leurs élaborations discursives, il est possible d'entrevoir une série de significations accordées aux espaces urbains. Ces significations correspondent à des connaissances et des compétences localisées détenues par des habitants qui souhaitent s'exprimer au sein du débat public mais, ne trouvant pas une voie d'expression ou de manifestation dans les espaces participatifs

⁵⁰⁶ Paul-Henry Chombart de Lauwe, *Pour une sociologie des aspirations. Éléments pour des perspectives nouvelles en Sciences Humaines*, Paris, Éditions Médiations, 1971, (1969), p. 37.

officiels – ceux d'un plan de reconstruction dans nos cas d'étude – ouvrent des espaces publics spontanés.

Non seulement les connaissances et les compétences cherchent à se manifester dans les expériences collectives, mais les significations des espaces détruits ou des pratiques disparues se transforment en symboles à recréer. Ces significations survivent dans les souvenirs et s'expriment avec les actions et opinions des habitants engagés au cœur de cette « disponibilité hospitalière » offerte par l'espace public spontané. Ces symboles sont interprétés au regard du nouvel environnement dans lequel ils sont forcés de vivre. Ce processus correspond à la recherche d'une nouvelle identité de ses espaces de vie, de la transformation des espaces en lieux et de la création d'un chez-soi perdu. Une résistance brandie par un individu vis-à-vis de ce processus peut l'entraîner dans une spirale de stagnation renfrognée, dans laquelle l'habitant s'enferme en subissant les conditions qu'on lui impose, dans l'attente de solutions externes ou d'un départ pour vivre ailleurs. Le processus de production des espaces urbains des habitants s'initie à travers des interventions à plusieurs échelles, où chaque habitant et association agit sur les aspects qui lui importent, en fonction de ses intérêts. Ainsi les types de groupes à l'œuvre et les types d'actions entreprises sont eux aussi révélateurs des intérêts et des priorités des habitants.

L'espace de la maison joue un rôle tellement important dans les récits des habitants que nous nous demandons si la définition de cet espace public des habitants n'est pas en partie subordonnée à la relation entretenue par l'habitant avec sa maison. Il est par ailleurs intéressant de nous interroger à l'inverse à ce sujet, et d'évaluer à quel point la signification de la maison matérielle, si elle existe toujours, ou immatérielle, lorsqu'elle a été détruite, influence les actions et les interactions engagées dans les espaces publics.

b. Vocation utilitaire : un espace de rencontre, de partage et d'exposition de soi et des autres

Les espaces publics spontanés ont une vocation utilitaire majeure en période de crise, durant laquelle ils assument des fonctions humanitaires, économiques et sociales. Dans le partage de leurs expériences, les habitants vont chercher des facteurs communs pour produire des espaces physiques ou politiques utiles en vue de satisfaire leurs demandes privées et collectives. L'équation est simple : les espaces publics spontanés sont utiles aux intérêts des habitants car ils sont conçus par eux.

Le premier besoin assuré par l'espace public est le besoin de rencontre, d'être face à l'autre, de partager des moments, des idées, des émotions, finalement d'entrer en interaction avec autrui. La production spontanée de ce type d'espace est plus commune

parmi les habitants de sexe féminin qui vont tenter de fédérer les individus pour organiser la communauté. Dans les cas étudiés par notre recherche, l'organisation des repas, l'aide aux plus vulnérables, la garde des enfants et la création d'entreprises lucratives... toutes ces initiatives, et bien d'autres, ont été possibles grâce à une large participation féminine. La solidarité propre aux situations de vulnérabilité sociale – comme le cas de l'après catastrophe – est née de la combinaison de l'existence de lieux de rencontre avec les autres et de l'exposition des vulnérabilités. Dans ce type de situations de crise, l'exposition de l'intime favorise la recherche d'aides externes à la communauté de voisins et l'engagement de nouveaux acteurs au sein du mouvement de défense des droits et revendications des victimes. Ainsi, l'exposition et la publicité relayée par les espaces publics soutiennent des sujets qui, sans l'existence de ces espaces publics spontanés, resteraient voilés et muets dans les espaces publics traditionnels.

La genèse de ce type d'espaces publics politisés induit également une création de réseaux et d'alliances avec d'autres habitants, d'autres mouvements. Ainsi, ces espaces publics contribuent à la création d'un pouvoir populaire.

c. Vocation gestionnaire : un espace critique de négociation et un gardien de l'hospitalité publique

La mission de gestionnaire de l'espace public spontané intègre ses compétences en tant qu'organisateur, entrepreneur, partenaire, négociateur et médiateur. Cette vocation agit sur la définition de ces espaces publics produit de leur caractère spontané, muable, transformable et dans certains cas éphémère. Une gestion engagée par un groupe d'habitants constitue généralement les fondements d'un espace public spontané. Les formes et les contenus de ces espaces peuvent varier, mais aussi muter en un autre type d'organisation et ainsi disparaître en tant qu'espace public des habitants.

Les espaces publics spontanés ont la possibilité d'agir en coordination avec une grande diversité d'autres instances. Les gestions les plus courantes sont celles qui visent à accomplir les objectifs à travers des actions ponctuelles et collectives, soit en sollicitant le soutien d'une instance consultante qui leur transmet des outils de formation et d'accompagnement, ou avec l'aide financière d'organismes ou d'entreprises, publiques comme privées. Plusieurs exemples de collaborations ou d'actions communes concernent nos deux cas d'étude, dont les mouvements ont été assistés ou ont travaillé en partenariat avec des ONG, des universités, des consultants, des organisations de la société civile et des entreprises. Les actions propres à un mouvement d'habitants impliquent la gestion des instances participatives plus ou moins formelles. Chombart de Lauwe estime que l'acte de

participation de toutes les aspirations aux décisions a une importance majeure pour assurer la légitimité de l'espace public politique. Il définit l'aspiration comme « le désir activé par des images, des représentations, des modèles qui sont engendrés dans une culture et contribuent en même temps à la renouveler constamment. Aussi, par ses aspirations, l'individu apporte les plus intimes de lui-même dans une action sociale »⁵⁰⁷. Ils recourent à la négociation pour établir des accords avec les autorités. Un exemple de cette vocation gestionnaire du mouvement des habitants de Talca a été l'organisation d'un événement participatif (*Cabildo*) en collaboration avec diverses instances. Le mouvement d'habitants a ensuite présenté et mis à disposition des autorités et des professionnels en charge du plan de reconstruction, les résultats de son événement participatif. Cependant, la communication entre l'espace public spontané et l'espace public du projet est restée au point mort. Les dispositifs de participation instaurés par les concepteurs du plan de reconstruction ont fait omission de cet espace public spontané et de son expérience participative. Cette expérience montre la difficulté d'établir le dialogue entre les parties quand les actions autonomes des habitants ne sont pas valorisées. Dans certains cas, les espaces publics spontanés où figurent les bénéficiaires, sont invités à participer à des mécanismes participatifs gérés par le Gouvernement. Des réunions de négociation ou de travail, en coordination avec le Gouvernement, ont pu avoir lieu grâce à la résistance des espaces publics spontanés. Plusieurs espaces de dialogue de nos cas d'étude ont abouti favorablement après une série de manifestations en opposition aux décisions du Gouvernement.

Cette vocation gestionnaire s'exprime aussi dans des pratiques quotidiennes. À travers des comportements, des dialogues et des relations établis entre les habitants, l'espace public spontané vise au maintien du caractère public des espaces ainsi qu'à la préservation de l'intime. Dans nos cas d'étude, nous avons vu comment les habitants contribuent quotidiennement à détourner, à transgresser certains codes liés à la sphère publique pour dessiner de nouveaux espaces d'expression de l'intime et ainsi sauvegarder l'hospitalité propre aux espaces publics.

d. Vocation militante : un espace de résistance face à la montée des inégalités, à la perte de la mémoire ou à la dégradation du cadre de vie

La résistance militante, attribut tout particulier des espaces publics spontanés des habitants – que nous avons développé dans le chapitre 10 de ce travail – a un moteur sensible. La vocation militante retranscrite par nos cas d'étude provient de la lutte contre

⁵⁰⁷ Paul-Henry Chombart de Lauwe, *Op. cit.*, p. 28.

des inégalités diverses, d'un souhait de protection des mémoires, des appartenances et des affects, ou encore d'une quête de reconnaissance ou d'amélioration de la qualité de vie.

La résistance s'amplifie dans la mesure où elle renforce sa visibilité. La résistance est accomplie à travers les pressions diverses exercées sur les espaces publics officiels comme la presse ou les espaces publics physiques. Les manifestations d'expression des demandes adoptent une multitude de formes, parfois créatives – comme l'incorporation de l'art –, ce qui constitue un outil précieux pour accroître encore la visibilité des espaces publics spontanés. Le besoin de se regrouper provient parfois de la nécessité de former un contre-pouvoir populaire qui soit une alternative à d'autres actions gérées par des instances de pouvoir politique ou économique supérieures. Les espaces publics spontanés élaborent alors des pétitions et des propositions. Une autre forme de militantisme s'opère à travers les phénomènes d'autogestion des intérêts des habitants et d'autoconstruction de leurs modes de vie. La vocation militante s'appuie sur la vocation gestionnaire pour accomplir leurs demandes, permettant ainsi à des acteurs divers de se joindre aux luttes et aux résistances des habitants.

2. La catastrophe comme observatoire de la contribution des habitants à la production de l'espace public ?

La vulnérabilité préexistait avant l'occurrence du tsunami et du tremblement de terre : c'est la raison pour laquelle la tragédie a touché plus fortement les populations les plus pauvres du pays. La catastrophe révèle et expose ces populations, reconnues dans l'espace public traditionnel en tant que « victimes », car la tragédie, surtout quand elle atteint une magnitude semblable au séisme du 27 février 2010, ne laisse personne indifférent (du moins dans un premier temps). La solidarité s'est d'abord illustrée entre voisins, mais s'est rapidement diffusée dans tout le pays et à l'étranger.

À partir de nos enquêtes nous avons pu observer les effets sensibles des actions spontanées sur l'espace public post-catastrophe :

- Un déplacement des frontières entre la sphère publique et la sphère privée.
- Une prégnance du caractère hospitalier de l'espace public, qui accueillera les diverses expressions des habitants. Aussi une visibilité et une reconnaissance publique des vulnérabilités et des identités.

- Une cohésion sociale des groupes et des communautés rassemblés pour la défense de causes communes. Des formes de participation citoyenne, à travers les dispositifs officiels mais aussi grâce à la définition de nouveaux espaces d'expression et de partage autour de la reconstruction.
- Une tendance à la protection de la mémoire et du patrimoine, et à une reconstruction collective de la mémoire des lieux.
- Des pratiques d'interaction sociale, de détournement, de symbolisation et de marquage qui vont modifier et réinventer des codes et des usages, tant au sein des espaces post-catastrophe que des espaces antérieurs à la catastrophe.
- Des pratiques d'interaction sociale, de partage et d'organisation à diverses échelles : le voisinage, le travail, les loisirs, la formation ou les rassemblements publics plus massifs. La création des espaces d'abri émotionnel, des espaces de partage et de distension du stress post-catastrophe. Les espaces de rencontre ou de travail collectif se transforment en espaces très valorisés représentatifs de l'espoir et de l'avenir.
- Une amélioration des ambiances sensorielles à travers les actions au quotidien sur les espaces physiques. Les habitants vont concevoir des espaces à travers leurs actions transformatrices du quotidien, mais aussi des actions organisées à une échelle plus vaste.
- L'attachement des habitants vis-à-vis des espaces du passé et le détachement à l'égard des nouveaux espaces, induit une dislocation des espaces de représentation de l'intime et de l'identité personnelle, car ceux-ci n'existent plus. C'est le cas de l'espace de la maison originelle, présente et prégnante dans presque tous les récits interrogeant la perception des habitants envers leur logement actuel.

2.1. L'intime dans les espaces publics post-catastrophe

L'intimité pénètre les espaces publics, du fait de la précarité des espaces privés, et le public pénètre les espaces d'intimité, via l'exposition médiatique. Ces deux interactions rendent visibles des vulnérabilités diverses. De plus, l'espace public agit comme ressource de disponibilité spatiale pour le partage et les actions de solidarité. La situation post-catastrophe se transforme ainsi en une situation idéale pour étudier l'espace public et la flexibilité de ses définitions. Ainsi, l'espace public considéré sous le spectre de la catastrophe a accompli plusieurs rôles :

- La rencontre, la formation, le travail et les activités collectives deviennent des formes de résilience pour sortir d'une situation individuelle précaire, économiquement et psychologiquement.

- La communication, les compétences langagières les plus subtiles comme la rumeur jusqu'à l'élaboration des discours pour prendre part aux décisions reconstructives, sont aussi des formes de résilience et de résistance.

- Les pratiques quotidiennes de transformation spatiales : certains aménagements, ou l'auto-construction, sont des formes de résistance créative à diverses échelles de la production. Les détournements de certaines significations ou les propositions alternatives aux logements proposés par le Gouvernement.

2.2. La reconstruction chilienne : un découplage politique entre l'expertise technique et l'expertise habitante

La catastrophe a permis d'éclairer certaines actions des habitants, non seulement comme réaction à l'effet même de l'occurrence d'un aléa, mais aussi comme réaction au plan de reconstruction mis en place.

Nous avons utilisé le terme d'espace public spontané pour nommer la variété de formes façonnées par les citoyens d'un territoire visant à constituer un pouvoir public distinct des espaces publics officiels, lorsqu'ils ne se sentent plus représentés par les décisions institutionnelles de l'État ou d'un secteur privé trop influent. Cet espace public spontané est modélisé par une multiplicité de sous-groupes de la société civile d'un pays qui vont ainsi participer à son développement. Dans le cas du Chili, nous pouvons dire que les espaces publics spontanés post-catastrophe ont apporté un souffle d'air nouveau à la société civile chilienne, après la retombée de l'enthousiasme des manifestations étudiantes de 2006.

Nous n'avons pas la prétention de réaliser une lecture objective du processus de reconstruction du Chili entre les années 2010 et 2014. Si nous avons ciblé notre regard sur les aspects sensibles à l'intérieur d'un processus de reconstruction, c'est parce que nous étions touchée par l'indifférence des discours techniques face à la catastrophe intime du vécu post-catastrophe. Nous avons déploré l'absence de ce regard sensible parmi les outils proposés pour entreprendre la reconstruction.

Certains éléments de la reconstruction chilienne initiée par le Gouvernement ont abouti au déplacement voire à l'exclusion des aspects sensibles au sein de l'espace public officiel et au découplage entre expertise et expérience des habitants :

(1) La construction d'un discours national et la reconstruction comme propagande politique : le traitement de l'information relative à la catastrophe et à la reconstruction par les médias nationaux et internationaux, mais aussi par les discours officiels, a voilé les histoires et micro-actions relevant de l'échelle locale. En consultant les médias, nous remarquons que le métarécit national impulsé par le Gouvernement, ainsi que l'esprit de solidarité nationale symbolisé par des slogans tels que « Debout le Chili » ou « Chili uni, reconstruit mieux », ont voilé les récits plus modestes des communautés et leurs difficultés face au processus de reconstruction. La propagande gouvernementale, arborant la figure de l'efficacité comme slogan, a privilégié les actions rapides, « coups de poing », à la qualité de sa réponse. En outre, la planification de programmes à long terme, prépondérante pour assurer l'aboutissement de la reconstruction après une catastrophe, n'a pas été intégrée au plan de reconstruction nationale.

(2) Le manque d'institutions pour faire face aux catastrophes : l'absence d'une institution dédiée à la gestion des risques, des urgences et indirectement de la reconstruction que cela induit, qui prendrait en charge la complexité des catastrophes et leurs effets, tout comme l'absence de définition des plans pour sortir de l'urgence, amènent une réaction spontanée des institutions ; par conséquent, chaque fois que le pays doit affronter un désastre, l'organisation politique et technique de la reconstruction est à nouveau improvisée. Une autre caractéristique marquante de l'action de l'État est le manque d'autonomie des régions et des communes, sensées suivre aveuglément des directives conçues par le Gouvernement central.

(3) Un modèle de construction urbaine calqué sur les intérêts du marché : notre analyse spécifique de l'élaboration des plans de reconstruction urbaines, après les épisodes dramatiques du tremblement de terre et du tsunami au Chili, rejoint une critique de l'idéologie de la politique néolibérale et de son mode de production urbaine, qui transfèrent les pouvoirs de l'État à des acteurs privés, et écrasent la place de la citoyenneté au sein des décisions. De tels arbitrages conduisent à l'affaiblissement du droit au logement et du droit à la ville des groupes d'habitants. Nous avons observé la manière dont certaines entreprises privées, chargées de la construction des logements destinés aux victimes, ont choisi du foncier peu valorisé, situé en périphérie des centres-villes, aboutissant au déplacement des populations et à une dégradation de leurs réseaux sociaux. Très souvent, les populations les

plus pauvres sont les plus lésées par ces politiques. Ainsi, la ségrégation accompagnant le déplacement des populations se renforce avec l'inégale dotation des espaces publics de qualité prévus par les plans de reconstruction, lesquels sont en grande partie l'apanage exclusif des centres-villes. La conception des espaces publics au Chili n'est pas basée sur une politique globalisée, les espaces publics étant conçus par une multitude d'actions publiques comme privées, sans coordination entre elles. Pareillement, la façon de reconstruire et de concevoir des espaces publics obéit seulement à des objectifs communs inscrits dans le plan de reconstruction.

(4) La participation des habitants aux plans de reconstruction : les démarches participatives ont été incorporées par les consultants du plan de reconstruction, mais conçues et coordonnées de manière unilatérale, donnant lieu à des phases de concertation ponctuelles pendant la conception, ou bien après. La qualité et les formes de ces démarches participatives dépendent du concepteur et elles sont différentes dans chaque ville ; il est donc difficile d'évaluer la qualité des procédures et des méthodologies pratiquées par le processus de reconstruction⁵⁰⁸.

Les choix des concepteurs de plans pour intégrer la parole citoyenne à la reconstruction, dans les cas de Dichato et Talca, révèlent que le processus de reconstruction initié par le Gouvernement dissocie clairement les savoirs des habitants en tant que savoirs profanes et les décisions techniques des savoirs professionnels. L'habitant dispose ainsi de seulement deux compétences pour justifier son implication : d'abord, être le rapporteur d'informations difficiles d'accès pour les fonctionnaires publics et les concepteurs étrangers de leur territoire, ensuite, être celui qui légitime en aval les données des savoirs techniques et politiques.

⁵⁰⁸ Le plan de reconstruction du littoral de la région du Bio-bío, intégrant la reconstruction de Dichato, mise sur une participation citoyenne à travers le « modèle de participation multidimensionnel ». Il « permet de construire et de valider avec la communauté chaque proposition exprimée dans les plans » (PRBC 18). Son caractère « multidimensionnel » tient de sa volonté à rassembler les échelles régionale et communale, dans des ateliers avec des acteurs municipaux, à travers des focus groups réunissant des acteurs divers, à travers des enquêtes d'opinion auprès des victimes, des assemblées coordonnées par l'équipe de concepteurs du plan associant les représentants techniques municipaux et divers acteurs publics et privés. Dans le mémoire du plan littoral PRBC18, 23 événements participatifs ont eu lieu à Dichato, mais seuls 6 ont été ouverts à l'ensemble de la communauté. Ces réunions publiques ont permis de présenter les orientations du plan master à la communauté. Un focus group a été planifié pour définir des projets emblématiques du plan ; il a rassemblé 400 participants. La dernière présentation du plan master a réuni seulement 87 participants.

Dans le cas du plan de Talca (PRES Talca), la durée de la concertation a été limitée à 90 jours. Le consultant *Polis* en cotraitance avec le groupe *El Bosque S.A.*, a réalisé 50 entretiens auprès des acteurs majeurs et des représentants de la communauté, et trois enquêtes « express » dans les rues de la ville. Une plateforme web a été créée pour recueillir les opinions des citoyens pendant le processus de conception.

Les décisions prises *top-down* sur le devenir des territoires, les changements des fonctions et des voies d'action du Gouvernement, les informations considérées comme imprécises et équivoques par les habitants et le bouleversement des accords conclus, ont entraîné une défiance vis-à-vis des processus participatifs et des accords avec le Gouvernement, ainsi qu'un accroissement des antagonismes dans les relations entre les chargés du plan de reconstruction et les regroupements citoyens. Les habitants vont s'impliquer par une multiplicité de moyens pour prendre part au débat officiel ou pour agir de façon autonome. Dans nos cas d'étude, nous pouvons relever les pratiques quotidiennes, l'organisation sociale, les transformations spatiales, les manifestations publiques, les propositions, l'articulation des actions et les négociations avec les autorités. Cette opposition et ces alternatives à l'action sont des voies oubliées par le processus de reconstruction officiel dominant.

3. La résistance, la résilience et la création : trois formes de contribution de « l'espace public spontané » à la conception urbaine

Dans un contexte de conflit entre des pouvoirs inégaux, comme c'est le cas de la reconstruction officielle chilienne, la possibilité d'implication des groupes de victimes aux décisions officielles est ciblée par l'organisation d'un nombre restreint d'évènements participatifs, durant lesquels les contenus sont bornés par les concepteurs. Ainsi, l'implication des habitants va spontanément suivre un chemin parallèle pour répondre à leurs intérêts spécifiques. Ils sont guidés par un instinct de protection, de résistance quotidienne et d'autogestion organisée face aux abus des plus puissants ; ils cherchent alors une voie de résilience vers une reconstruction sociale, matérielle et sensible de la ville. Or, si les vocations signifiante, utilitaire, gestionnaire et militante de l'espace public spontané sont effectivement présentes, la mise en place d'un processus de conception exacerbe ces vocations.

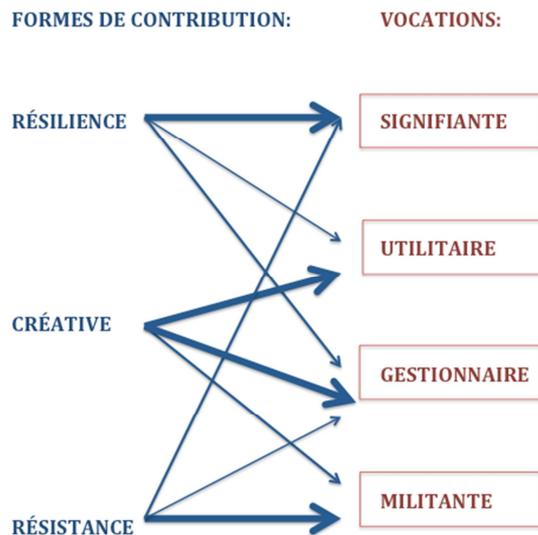


Fig. 11 - Schéma des formes de contribution mobilisées par les quatre vocations de l'espace public spontané. Source : Karen Andersen.

Les différents pans d'une société bouleversée par un drame vont tendre à s'unir autour de leurs expériences communes ; dans le cas des sociétés touchées par une catastrophe naturelle, la forme de socialisation du conflit caractérisée par Simmel⁵⁰⁹ est idéale pour aborder le concept de l'espace public spontané élaboré tout au long de cette étude, ainsi que sa relation avec le processus de conception, notamment la sphère de la prise de décisions. La reconstruction est un objectif général commun, au sujet duquel émergent des discours opposés, défendant des intérêts divers et basés sur différents aspects de la réalité et des problèmes. Le conflit se manifeste ainsi comme une forme de socialisation positive entre des groupes distincts de la société civile et de l'État, permettant d'éclairer la diversité des enjeux et des intérêts, mais aussi les écarts et les oppositions entre eux.

Dans les cas étudiés, l'implication des habitants dans le cadre des processus de conception des plans est limitée à une forme de participation symbolique, qui sauvegarde les intérêts du marché urbain et le discours des « experts », propres à l'espace bourgeois du projet. Le monde des professionnels de l'urbanisme est constellé de barrières empêchant un partage des savoirs et un dialogue avec les destinataires du projet. Aux yeux des citoyens ordinaires, le processus de création revêt une part d'ombre qui échappe à leur compréhension, et que seuls les professionnels maîtrisent. Pour Lefebvre, la conception urbaine serait une représentation de l'espace, où « des savants, des planificateurs, des

⁵⁰⁹ Georg Simmel, *Sociologie, Etudes sur les formes de la socialisation*, Éditions PUF, 1999. p. 265 ; 346.

urbanistes, des technocrates « découpeurs » et « agenceurs » de certains artistes proches de la scientificité, identifiant le vécu et le perçu au conçu (ce que perpétuent les savantes spéculations sur les Nombres : le nombre d'or, les modules et « canons »). C'est l'espace dominant dans une société (un mode de production). Les conceptions de l'espace tendraient (avec quelques réserves sur lesquelles il faudra revenir) vers un système de signes verbaux donc élaborés intellectuellement »⁵¹⁰.

Le rapport conflictuel entre les habitants et les concepteurs peut ouvrir de nouvelles voies de développement au projet. À partir de nos enquêtes, nous avons constaté comment, à travers les actions et le travail menés à l'intérieur des espaces publics spontanés des habitants, ces derniers sont parfois parvenus à participer aux sphères publiques traditionnelles, certaines productions et propositions des habitants étant exposées et ouvrant le débat au sein du projet urbain. Nous voyons dans cet espace public spontané une capacité à bouleverser les idées établies et arrêtées dans les espaces publics officiels, conçus par les concepteurs et les autorités.

Le concept d'espace public spontané désigne les dimensions sensibles et intimes dans un temps précis et sur un espace localisé. Les expériences exprimées dans ces espaces publics montrent les capacités sensibles nées des intérêts et des aspirations existentielles des habitants. Ainsi, cet espace public spontané sera élaboré et lu à partir de l'expérience, en relevant la valeur expérientielle de l'espace public : « L'espace public se présente comme un champ d'expérience de la société, et qui comprend tout ce qui est important pour ses membres, que cette importance soit réelle ou supposée »⁵¹¹. Dans cet espace s'expriment les différences et les particularités, à l'inverse de l'espace public abstrait du projet, tentant de concilier les différences en les réduisant dans une synthèse et un consensus. Pour Lefebvre, *l'espace abstrait* engendre un nouvel espace, *l'espace différentiel*, qui accueille toutes les différences : « L'espace abstrait tend vers l'homogénéité, qu'il réduit les différences (particularités) existantes, et que l'espace nouveau ne peut naître (se produire) qu'en accentuant les différences. Il rejoindra ce que l'espace abstrait disjoint : les fonctions, les éléments et moments de la pratique sociale »⁵¹².

Or, dans une démarche de conception de projet, les directives préétablies du projet pourront être plus ou moins discutées avec les habitants et les citoyens, à travers la mise en

⁵¹⁰ Henri Lefebvre, *Op.cit.*, p.48-49.

⁵¹¹ Oskar Negt, *Op.cit.*, p.56

⁵¹² Henri Lefebvre, *Op.,cit.*, p.64

place d'un dispositif de participation. Sherry R. Arnstein⁵¹³ matérialise judicieusement une échelle de participation citoyenne sur laquelle elle juxtapose les citoyens sans pouvoir avec ceux exerçant une influence. Cette échelle de participation citoyenne est une balance où le pouvoir se déplace d'un extrême – les politiciens et les professionnels – vers l'autre – les citoyens. Cette appréciation montre clairement la difficulté des plus puissants (*stakeholders* et politiciens) à octroyer du pouvoir aux citoyens, ou même à planifier une participation « réelle ». La participation comme pratique obligatoire des sociétés démocratiques actuelles, s'incarne de plusieurs manières, sans vraiment donner du pouvoir aux citoyens. Dans les échelons plus bas de l'échelle d'Arnstein, des rangs définis comme « non-participation » sont utilisés comme formes de participation pour légitimer des projets.

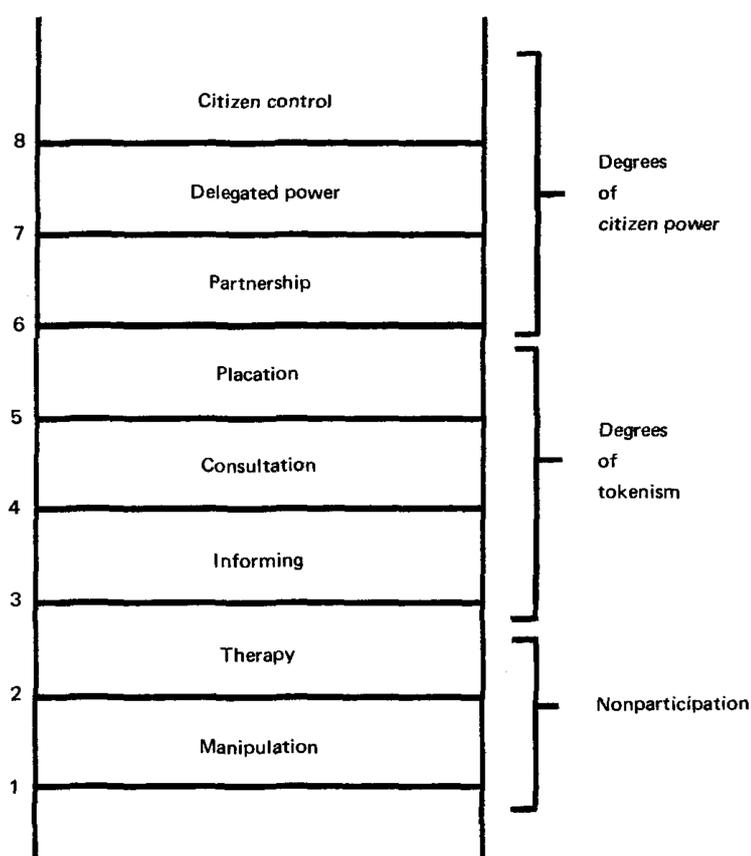


FIGURE 2 *Eight Rungs on a Ladder of Citizen Participation*

Fig. 12 - Les huit rangs de l'échelle de participation citoyenne. Source : Sherry Arnstein

Pour nuancer cette vision en échelle, opposant les citoyens aux sphères du pouvoir, nous voulons esquisser un modèle où les habitants contribuent dans deux registres. D'une part, ils s'impliquent dans une participation encadrée, planifiée dans un espace public

⁵¹³ Sherry Arnstein, « A Ladder of citizen participation », *Journal of the American Institute of Planners*, 1969.

officiel, où l'échelle d'Arnstein peut sans doute continuer à définir les degrés de participation. Or, par ailleurs, les habitants prennent part au processus de l'espace public spontané. L'espace public spontané produit, conçoit et modifie des espaces urbains avant et après l'action du processus officiel de conception urbaine. Cependant, la production et l'implication des habitants vont s'intensifier proportionnellement à la résistance ou à la résilience face aux conditions du contexte. Ainsi, un grand projet urbain tel qu'un plan de reconstruction suite à une catastrophe destructrice comme celle du 27 février 2010, constitue un excellent observatoire pour étudier l'implication et la production des habitants. Nous avons vu, à travers notre recherche, comment ces formes de contribution des habitants et citoyens varient et, même si elles découlent de la conception officielle, elles peuvent produire des espaces publics alternatifs et parallèles. En outre, la contribution des espaces publics spontanés à la reconstruction est une réaction aux formes de participation proposées, interprétées par les habitants comme des manœuvres d'exclusion, et correspondant aux rangs inférieurs de l'échelle d'Arnstein. Ce rejet d'une implication réelle des habitants emprunte des apparences variées, il est souvent dissimulé, comme lorsque la conception privilégie l'utilisation d'un discours beaucoup trop sophistiqué pour le public et uniquement maîtrisé par les professionnels, techniciens ou politiciens. Ce langage invoque un hermétisme propre aux champs qui sont les leurs.

L'implication des habitants est aussi une contribution à la production de l'espace public en tant qu'espace commun. Il s'agit donc de considérer la contribution des habitants comme plurielle et hétérogène :

(1) Contribution des habitants à l'espace public officiel de la conception urbaine via un « *consensus* ».

(2) Contribution des habitants après le lancement du processus de conception urbaine dans un *espace de conflit*, qui va vers le *dissensus*.

(3) Contribution des habitants à la production des espaces indépendante du processus de conception, en tant qu'*espace alternatif de résistance, de résilience et de création*.

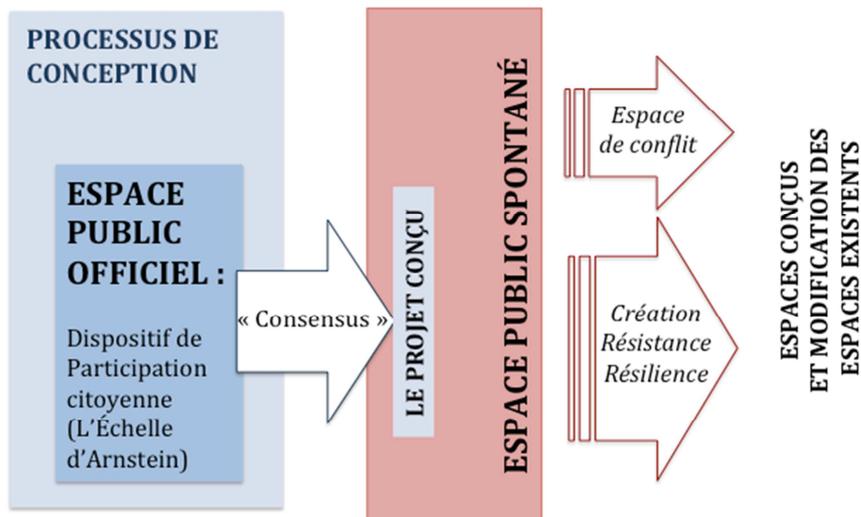


Fig. 13 - Diagramme de l'espace public spontané en rapport à la participation. Source: Karen Andersen

3.1. Vers un espace commun d'expression du sensible ?

Le partage politique des aspects sensibles a été traité par Rancière dans *Le Partage du Sensible*, où il analyse les pratiques esthétiques comme « formes de partage politique ». Ainsi, une pièce de théâtre, la page d'un livre, ou un chœur constituent des pratiques auxquelles tous peuvent participer en les traduisant à leur propre manière.

L'intervalle entre le gouvernement et la citoyenneté est un *espace commun d'expression* où le découplage existant entre l'expertise et le novice peut être surpassé grâce à des pratiques d'interprétation et de traduction des discours des habitants.

L'ESPACE PUBLIC SPONTANÉ COMME TIERS INCLUS POUR UN PROCESSUS RENOUVÉ DE CONCEPTION URBAINE

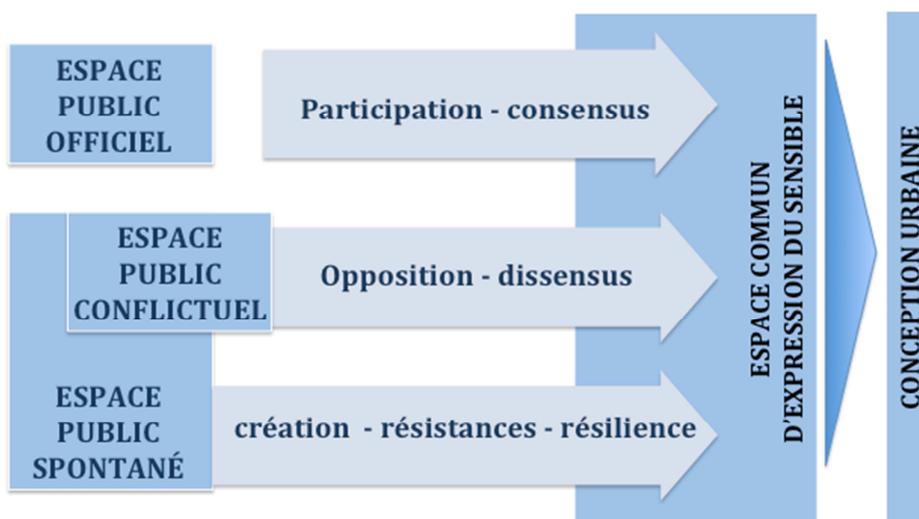


Fig. 14. Diagramme de l'espace commun d'expression du sensible. Source: Karen Andersen

Dans notre recherche, cet espace commun d'expression s'est imprégné des formes d'implication de l'espace public spontané, et a permis d'initier la négociation avec le Gouvernement. Cependant, plusieurs types d'implication n'ont pas pénétré l'enveloppe de cet espace d'expression commune, comme par exemple les initiatives d'auto-construction dans le centre-ville de Talca. Une traduction correcte des demandes de ces habitants aurait permis d'élaborer des projets de logements plus adaptés à leurs besoins sensibles, et d'éviter qu'ils ne soient contraints d'entreprendre la construction autogérée de leur logement ou bien d'appuyer les processus d'autogestion.

Or, nous sommes intéressés par cette traduction des aspects sensibles de l'expérience des habitants, et de sa transcription dans un projet urbain. Cette interprétation induit la prise en compte des ambiances par des professionnels engagés, comme c'est le cas des chercheurs du CRESSON ou du bureau d'études Bazar Urbain, qui créent de nouvelles méthodologies pour saisir les environnements sensoriels à intégrer à un projet de conception urbaine. Par ailleurs, les figures de l'artiste ou du militant sont très précieuses pour mettre en scène des situations de conflits qui peuvent sinon rester étouffées. Les manifestations publiques ou les *sit-in* encouragent la publicité du conflit afin de mettre en lumière certains aspects sensibles du projet.

Cette recherche donne lieu à des interrogations sur la conception urbaine en tant qu'espace d'expression, d'entendement et de traduction des aspects sensibles de l'expérience des habitants.

La remontée des discours et de leurs contenus sensibles à travers des méthodologies variées aboutirait-elle fatalement à une extinction de ces dimensions au moment des phases de débats et de consensus, durant lesquelles les intérêts des plus puissants finiraient toujours par imposer leur domination ? Certains contenus sensibles difficilement exprimables par des discours : n'ont-ils pas besoin de tribunes alternatives, autonomes et indépendantes pour s'affirmer ? Les trois angles définis par notre recherche, en tant que caractéristiques de cet espace public spontané, se manifestent-ils à l'intérieur d'un troisième espace de partage, d'expression et de conflit vis-à-vis de l'espace public officiel des techniciens, des politiciens et des experts ? La difficulté à inclure et à interpréter cet espace public spontané réside dans le fait que, malgré qu'il constitue un espace ouvert au consensus et à la négociation, il reste l'espace *ouvert* à l'expression des cris, des larmes et des rires.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

- AGUILERA S., (éd.), *El terremoto des Bicentenario*, Santiago, Éditions LOM, 2010.
- ALLPORT, G.W. et POSTMAN L., *The Psychology of Rumor*, New York, Renry Rolt, 1947.
- AMORÓS C., *Feminismo, igualdad y diferencia*, México, UNAM, PUEG, 1994.
- AMPHOUX P., THIBAUD J-P et CHELKOFF G., (dir.), *Ambiances en débats*, Grenoble, Éditions À la croisée, 2004.
- ARENDT H., *Condition de l'homme moderne*, Paris, Éditions Calmann-Levy, 1983.
- AUGOYARD J-F. (dir.), *Faire une ambiance*, Grenoble, Éditions À la croisée, 2011.
- AUGOYARD J-F., *Pas à pas. Essai sur le cheminement quotidien en milieu urbain*, Paris, Éditions Seuil, 1979.
- BACHELARD G., *La poétique de l'espace*, Paris, Éditions PUF, 1994 (1957).
- BACQUÉ M-H et BIEWENER C., *L'empowerment, une pratique émancipatrice*, Paris, Éditions La Découverte, 2013.
- BECKER H., *Comment parler de la société ? Artistes, écrivains, chercheurs et représentations sociales*, Paris, La Découverte, 2010.
- BENJAMIN W., *Écrits français*, Paris, Éditions Gallimard, 1991.
- BERQUE A., DE BIASSE A et BONNIN P, (dir.), *Donner lieu au monde : L'habiter dans sa poétique première. Actes du colloque de Cerisy-la-Salle*, Paris, Éditions Donner lieu, 2008.
- BERQUE A., *Le sens de l'espace au Japon. Vivre, penser, bâtir*, Paris, Éditions Arguments, 2004.
- C.U.R.A.P.P., *La Gouvernabilité*, Éditions PUF, 1996.
- C.U.R.A.P.P., *La société civile*, Paris, Éditions PUF, 1986.
- CALHOUN C., (dir.), *Habermas and the Public Sphere*, Cambridge, The MIT Press, 1992.
- CALLON M., LASCOUMES P. et BARTHES Y., *Agir dans un monde incertain*, Paris, Éditions Seuil, 2001.
- CAPRON G. et HASCHAR-NOE N., (éd.), *L'espace public en question : usages, ambiances et participation citoyenne, Notes et travaux de l'école doctorale TESC n°3*, Toulouse, Université Toulouse Le Mirail, 2003.

- CARES C., IMILAN W. et VERGARA P., *Reconstrucción(es) Sociedad Civil - Experiencias de reconstrucción en Chile post 27F desde la sociedad civil*, Observatoire de la Reconstruction, Institut du Logement, Faculté d'Architecture et d'Urbanisme de l'Université du Chili, Santiago, décembre 2011, [En ligne] <http://www.uchile.cl/publicaciones/80203/reconstrucciones-sociedad-civil>
- CARSTENS C. et HUEPE G., *Rememorando Dichato. Un paseo por paisajes y relatos*. [Concepción], Santiago de Chile, Consejo Nacional de la Cultura y las Artes, 2011.
- CEFAÏ D., *L'Enquête de terrain*, Paris, Éditions La Découverte / Recherches M.A.U.S.S., 2003.
- CHELKOFF G. et THIBAUD J-P., *Les mises en vue de l'espace public : les formes sensibles de l'espace public*, Recherche Plan Urbain, Centre de Recherche sur l'Espace Sonore et l'Environnement Urbain, CNRS URA 1268, École d'Architecture de Grenoble, 2006 (1992).
- CHOAY F., *L'Urbanisme, utopies et réalités. Une anthologie*, Paris, Éditions Seuil, 1965.
- CHOMBART DE LAUWE P-H., *Pour une sociologie des aspirations. Eléments pour des perspectives nouvelles en Sciences Humaines*, Paris, Éditions Médiations, 1971, (1969).
- CHOMBART DE LAUWE PH., *La vie quotidienne des familles ouvrières*, Paris, Éditions C.N.R.S., 1956.
- COANUS, T., PÉROUSE J-F., (dir.), *Villes et risques Regards croisés sur quelques cités « en danger »*, Paris, Éditions Economica, 2006.
- CONAN M., *L'invention des lieux*, Paris, Éditions Théâtète, 1997.
- CONCHA C. et LETELIER F., (coord.), *Identidad e identidades en el Maule. Claves para imaginar el desarrollo regional*, Gobierno Regional del Maule, Talca, 2010 [En ligne] <http://www.surmaule.cl/wp-content/uploads/2013/07/identidadesmaule.pdf>
- CORTAZAR R. et VIAL J., *Construyendo Opciones, Propuestas Económicas y Sociales para el Cambio de Siglo*, Santiago de Chile, Cieplan y Dolmen Editions, 1998.
- DACHEUX E., (coord.), *L'espace public*, Paris, Éditions CNRS /Les essentiels d'Hèrmes, 2008.
- DAMON J., *La question SDF. Critique d'une action publique*, Paris, Éditions PUF, 2002.
- DE CERTEAU M., GIARD L. et MAYOL P., *L'invention du quotidien, Tome 2 : Habiter, cuisiner*, Paris, Éditions Gallimard, 1994.
- DE CERTEAU M., *L'invention du quotidien, Tome 1 : Arts de faire*, Paris, Éditions Gallimard, 1990.
- DUHL L., (éd.), *The Urban Condition*, New York, Basics Books, 1963.
- ESPINASSE C. et LE MOUËL E., *Lieux et liens : espaces, mobilités, urbanités, tome 2 : Des liens qui créent des lieux*, Paris, Éditions L'Harmattan, 2011.
- FAVIER, R., GRANET-ABISSET, A-M., (dir.), *Récits et représentations des catastrophes depuis l'Antiquité*, Éditions CNRS Maison des Sciences de l'Homme-Alpes, 2005.

- FOUCAULT M., *Naissance de la clinique*, Paris, Éditions PUF, 1963.
- FOUCAULT M., *Surveiller et punir*, Paris, Éditions Gallimard, 1975.
- FOULQUIÉ P., *Vocabulaire des sciences sociales*, Paris, Éditions PUF, 1978.
- GARCÉS M., *Crisis Social y Motines populares*, Santiago de Chile, Éditions LOM, 2003.
- GARCÍA ACOSTA V., (dir.), *Historia y Desastres en America Latina : volume II*, Lima, La RED de Estudios Sociales en Prevención de Desastres en América Latina, CIESAS, ITDG, 1997.
- GEDDES P., *Cities in Evolution*, Londres, William and Norgate, 1915.
- GHORRA-GOBIN, C., (dir.), *Réinventer le sens de la ville : Les espaces publics à l'heure globale*, Paris, Éditions L'Harmattan, 2001.
- GIANNINI H., *Desde las palabras*, Santiago, Éditions Nueva Universidad, 1981.
- GIANNINI H., *La 'réflexion' quotidienne. Vers une archéologie de l'expérience*, Aix-en-Provence, Éditions Alinea, 1992.
- GOFFMAN E., *Behavior in Public Places*, New York, The Free Press, 1963.
- GOFFMAN E., *La mise en scène de la vie quotidienne 2. Les relations en public*, Paris, Éditions de Minuit, 1973.
- GOFFMAN E., *La mise en scène de la vie quotidienne, Tome 1. La présentation de soi*, Paris, Éditions de Minuit, 1973.
- GOFFMAN E., *Les rites d'interaction*, Paris, Éditions de Minuit, 1974.
- GRAMSCI A., *Lettres de prison (1926-1934)*, Paris, Gallimard, 1971.
- GROSJEAN M. et THIBAUD J-P., (dir.), *L'espace urbain en méthodes*, Marseille, Éditions Parenthèses, 2001.
- HABERMAS J., *L'espace public*, Paris, Éditions Payot, 1992 (1962).
- HALBWACHS M., *La mémoire collective*, Paris, Éditions Albin Michel, 1997 (1950).
- HALBWACHS M., *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Éditions Albin Michel, 1994 (1925).
- HALL E., *La dimension cachée*, Paris, Éditions du Seuil, 1971, (1966).
- HARVEY D., *Le capitalisme contre le droit à la ville. Néolibéralisme, urbanisation, résistances*, Paris, Éditions Amsterdam, 2011.
- HARVEY D., *The New Imperialism*, New York, Oxford University Press Inc., 2003.
- HEWITT K., (éd.), *Interpretations of Calamity*, London, Alien and Unwin, 1983.
- JACOBS J., *Death and Life of Great American Cities*, New York, Random House, 1961.
- JOLÉ M., (dir.), *Espaces publics et cultures urbaines : actes du séminaire du CIFP de Paris, 200-2001-2002*, Paris, CERTU, IUP, 2002.

- JOSEPH I., (dir.), *L'Espace du Public. Les Compétences du citoyen*, dans Colloque d'Arc-et-Senans, 8-9-10 novembre 1990. Plan Urbain / Éditions Recherches, 1991.
- JOSEPH I., *L'Athlète moral et l'enquêteur modeste. Recueil d'articles*, Paris, Éditions Economica, 2007.
- JOSEPH I., *La ville sans qualités*, Paris, Éditions de l'Aube, 1998.
- JOSEPH I., *Le Passant Considérable. Essai sur la dispersion de l'espace public*, Paris, Éditions Librairie des Méridiens, 1984.
- KAPFERER J.N., *Rumores : el Medio de Difusión más Antigo del Mundo*, Barcelone, Éditions Plaza y Janes, 1989.
- KAPFERER J.N., *Uses, Interpretations & Images*, New Brunswick et Londres, Éditions Transaction Publishers, 1990.
- KAUFMANN J.-C., *L'entretien compréhensif*, Paris, Éditions Armand Collins, 2007.
- KNOFF T.A., *Rumors, Race and Riots*, New Brunswick, New Jersey, Transaction Books, 1975.
- LAVELL A. et FRANCO E., (éd.), *Estado, Sociedad y Gestión de los desastres en América latina. En busca del paradigma perdido*, La RED de Estudios Sociales en Prevención de Desastres en América Latina, 1996, [En ligne]
http://www.desenredando.org/public/libros/1996/esyg/esyg_Intro_dic-18-2002.pdf
consulté le 10 mars 2012
- LEFEBVRE H., *La production de l'espace*, Paris, Éditions Anthropos/ Ethnosociologie, 2000 (1974).
- LEFEBVRE H., *Le droit à la ville*, Paris, Éditions Economica Anthropos, 2009 (1968).
- LETELIER F. et BOYCO P., *Talca posterremoto: una ciudad en disputa. Modelo de reconstrucción, mercado inmobiliario y ciudadanía*. Éditions SUR, Santiago de Chile, 2011, [En ligne]
<http://www.sitiosur.cl/r.php?id=915.#sthash.oY7lQjEg.dpuf>
- LOCKE J, LEIBNIZ, G.W, THUROT J.F., (éd.), *Oeuvres de Locke et Leibnitz, contenant L'essai sur l'entendement humain, revu, corrigé et accompagné de notes par J.F Thurot... l'Éloge de Leibnitz par Fontenelle, le Discours sur la conformité de la foi et de la raison, l'Essai sur la bonté de Dieu, la liberté de l'homme et l'origine du mal, la Controverse réduite à des arguments de forme*, Paris, Chez Firmin Didot frères, 1839.
- LOW S. et SMITH N., (éd.), *The Politics of Public Space*, New York, Éditions Routledge, 2006.
- LYNCH K., *L'image de la cité*, Paris, Éditions Dunod, 1969 (1960).
- Más Voces, *Más democracia : Propuestas para la participación ciudadana*. Santiago, Chile, Más Voces/FLACSO, 2005.
- MERLEAU-PONTY M., *Phénoménologie de la perception*, Paris, Éditions Gallimard, 1945.
- MILNER J.C., *La politique des choses*, Paris, Éditions Navarin, 2005.

- MILNER J.C., *Pour une politique d'êtres parlants, court traité politique 2*, Paris, Éditions Verdier, 2011.
- MOLES A et ROHMER E., *Psychologie de l'Espace*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1998 (1972).
- MOLES A. et ROHMER E., *Labyrinthes du vécu. L'espace : matière d'actions*, Paris, Librairie des Méridiens, 1982.
- MOSER, G., WEISS, K., (dir.), *Espaces de vie. Aspects de la relation homme-environnement*, Paris, Éditions Armand Colin, 2003.
- NEGRI A. et HARDT M., *Multitude. Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*, Paris, Éditions La Découverte, 2004.
- NEGT O., *L'espace public oppositionnel*, Paris, Éditions Payot, 2007.
- NOSCHIS K., *Signification affective du quartier*, Lausanne, Éditions Librairies Méridiens, 2011 (1984).
- OLIVER-SMITH A., *The martyred city : death and rebirth in the Andes*, Albuquerque University of New Mexico Press, 1986.
- OSTROWETSKY S., (dir.), *Lugares, d'un continent l'autre... Perception et production des espaces publics* », Paris, Éditions L'Harmattan, 2001.
- PANAFICHI A., *Sociedad Civil, Esfera Pública y Democracia en América atina y Cono Sur*, México, Éditions Fondo de Cultura Económica, 2003.
- PAQUOT T., *L'espace public*, Paris, Éditions La Découverte, 2009.
- PERRY R.W. et QUARANTELLI E.L., (éd.), *What is a disaster. New Answers to Old Questions*, Philadelphia, Xilibris, 2005.
- PINSON D., *Usage et architecture*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1993.
- RAYMOND H., *L'Architecture, les aventures spatiales de la raison*, Paris, Éditions Georges Pompidou, 1984.
- RAYMOND H., *Paroles d'habitants. Une méthode d'analyse*, Paris, Éditions L'Harmattan, 2001.
- REVET S., *Anthropologie d'une catastrophe. Les coulées de boue de 1999 au Venezuela*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 2007.
- RODRÍGUEZ A. et SUGRANYES A., (éd.), *Los con techo. Un desafío para la política de vivienda social*, Santiago de Chile, Éditions SUR, 2005, [En ligne], <http://www.sitiosur.cl/r.php?id=81#sthash.IVGbLcTx.dpuf>
- RONCAYOLO M., *La ville et ses territoires*, Paris, Éditions Gallimard, 1997.
- RONCAYOLO M., PAQUOT T., (éd.), *Villes & Civilisation urbaine XVIII^e– XX^e siècle*, Paris, Éditions Larousse, 1992.
- RONCAYOLO, M., PAQUOT, T., MONGIN, O. et CARDINALI, P., *De la ville et du citoyen*, Paris, Éditions Parenthèses, 2003.

- ROULLEAU-BERGER L., *La rue, miroir des peurs et de solidarités*, Paris, Éditions PUF, 2004.
- SALAZAR G. et PINTO J., *Historia contemporánea de Chile II. Actores, identidad y movimiento*, Santiago, Éditions LOM, 2010 (1999).
- SANCHEZ C. et AGUIRRE M., (éd.), *Humberto Gianini : Filósofo de lo cotidiano*, Santiago, Éditions LOM, Universidad Académia de Humanismo Cristiano, 2010.
- SANDOVAL A. et ARAVENA S., (éd.), *Dichato, nuestra tierra*. Éditions SUR, Santiago de Chile, 2011, [En ligne], <http://www.sitiosur.cl/r.php?id=922#sthash.Z1TILY6F.dpuf>
- SANSOT P., *Les formes sensibles de la vie sociale*, Paris, Éditions PUF, 1986.
- SANSOT P., *Poétique de la ville*, Paris, Éditions Payot, 2004 (1973).
- SEAMON D., *A Geography of the Lifeworld*, New York, San Martin's press, 1979.
- SEMMOUD N., *La réception sociale de l'urbanisme*, Paris, Éditions L'Harmattan, 2007.
- SENNETT R., *Les tyrannies de l'intimité*, Paris, Éditions du Seuil, 1979 (1974).
- SERRANO M., CASTRO B., SERRANO P et ORTIZ V., *Terremoto después del Terremoto. Trauma y resiliencia*, Santiago, Comunidad mujer, Uqbar editores, 2011.
- SHIBUTANI T., *Improvised News, A Sociological Study of Rumor*, Indianapolis-New York, The Bobbs-Merrill Co Inc., 1966.
- SIMMEL G., *Sociologie, Etudes sur les formes de la socialisation*, Éditions PUF, 1999.
- STREN R. (éd.), *Urban Research in the Developing World: Volume 4, Perspectives on the City*, Toronto, University of Toronto Press, 1995.
- TUAN, Yi-Fu, *Espace et lieu. La perspective de l'expérience*, Editions Infolio, 2006. (Edition originale : *Space and Place, The perspective of Experience*, Minnesota, Éditions Regents of the University of Minnesota, 1977).
- TURNER J., *Le logement est votre affaire*, Éditions du Seuil, 1979 (Édition originale *Housing by people, Towards Autonomy in Building Environments*, Londres, Marion Boyars Publishers Ltd, 1976.)
- VALDIVIESO ELISSETCHE M., (coord.), *Santa Ana, donde la ciudad tiene memoria. Aproximación a la historia y actualidad de un barrio de la ciudad de Talca*, Éditions SUR , Chili, 2005.
- VERDIER P., *Le projet urbain participatif. Apprendre à faire la ville avec ses habitants*, Paris, Éditions Yves Michel et Adels, 2009.
- WALTER B. et SALT D., *Resilience Thinking : Sustaining Ecosystems and People in a Changing World*, Washington DC, USA, 2006.

Dictionnaires

Diccionario de la Real Academia de la Lengua Española Espasa Calpe S.A., (22^e édition) 2001.

Diccionario de uso del español de América y España. SPES Editorial, 2002.

Dictionnaire Larousse. Larousse S.A., 2000.d

MERLIN P. et CHOAY F., *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*, Paris, Éditions PUF, 2010.

PUMAIN D., PAQUOT T. et KLEINSCHMAGER R., *Dictionnaire la ville et l'urbain*, Paris, Éditions Economica, 2006.

SACHS, VILLATE, BIEL A. et al., *Dictionnaire encyclopédique français-allemand et allemand-français*. Berlin-Schönenberg, Langenscheidt Kg, 1954 (1921).

Mémoires et thèses

ANDERSEN K., *La vie quotidienne dans un espace public monumental : La sensation de familiarité dans la Place de la République, Paris*, Mémoire de Master 2 Recherche « Urbanisme et Territoires », Paris, Institut d'Urbanisme de Paris, Université Paris Est, 2009.

DE LA MAZA G., *Construcción democrática, participación ciudadana y políticas públicas en Chile*, Thèse de doctorat, Pays-Bas, Leiden University, 2010.

DORSO, F., *La part d'ombre : Transactions et conflits entre les usages informels et les opérations de rénovations de la muraille de Théodose II à Istanbul*, Thèse de doctorat, Strasbourg, UFR des Sciences Sociales, Pratiques Sociales et Développement, Université Marc Bloch de Strasbourg, 2008.

GONZÁLEZ-MUZZIO C., *Exploring community resilience: The social-urban aftermath of the Bio-bío Earthquake*, Mémoire de Master, London, Département de Géographie, University College London, 2010, [En ligne], <http://es.scribd.com/doc/99101979/Gonzalez-Muzzio-2010-Exploring-Community-Resilience>.

LANGUMIER J., *Survivre à la Catastrophe : Paroles et récits d'un territoire inondé. Contribution à une ethnologie de l'événement à partir de la crue de l'Aude de 1999*, Thèse de doctorat, Paris, Ethnologie et anthropologie sociale, École des Hautes Études en Sciences Sociales, 2006.

Articles de revues

ANDÍA PÉREZ B., « Lo Personal Es Político : Una Lectura De Lo Público Y Lo Privado », *Boletín Generando del Instituto Runa de Desarrollo y Estudios sobre Género*, Año 1, n°10, Lima, novembre 2007.

ARNSTEIN S., « A Ladder of citizen participation », *Journal of the American Institute of Planners*, 1969.

AUDEFRROY J., « Vivienda y ayuda humanitaria. Los antecedentes de las acciones frente a los desastres », *TRACE n°56*, décembre 2009, Revista del centro de Estudios Mexicanos y Centroamericanos (CEMCA), México D.F, pP. 76-87.,(ISBN / ISSN: ISSN 0185-6286), [En ligne]. www.cemca.org.mx/libreria.php?c=29 , Consulté le 01 septembre 2013.

BOURDIN A., « Urbanisme et quartier. Ce que nous apprend Paris Rive Gauche », *Terrain n°41*, Paris, 2003, p.137-148.

BOYCO P. et LETELIER F., « La ciudad intermedia neoliberal y sus desafíos políticos pos-terremoto », *Temas Sociales, n°68*, Santiago de Chile, Éditions SUR, juin 2010 [En ligne], <http://www.sitiosur.cl/r.php?id=914>. Consulté le 10 juillet 2010

BRESCIANI LECANNELIER L., « Chile 27F 2010 : La catástrofe de la falta de planificación » dans *Revista EURE*, Vol. 36 / n°108, 2010, pp. 151-153.

CAPLOW T., « Rumors in War », *Social Forces*, Vol. 25/n°3, Mars 1947, [En ligne], pp. 298-302. doi: 10.1093/sf/25.3.298

CASTELLS M., « Movimiento de pobladores y lucha de clases », *Revista EURE*, Vol. 3 / n°7, 1973, p. 9-35

D'ORAZIO A., « La nébuleuse de l'habitat participatif: radiographie d'une mobilisation », *Metropolitiques*, 16 janvier 2012. [En ligne]. <http://www.metropolitiques.eu/La-nebuleuse-de-l-habitat.html>. Consulté le 10 mai 2012.

DAVIDOFF P., « Advocacy and Pluralism in Planning », *Journal of the American Institute of Planners* . Vol. XXXI, Novembre, 1965, pp. 331-338.

DE LA MAZA G., « Políticas Públicas y Sociedad Civil en Chile : El caso de las Políticas Sociales (1990-2004) », *Política* Vol. 43, Université du Chili, Santiago, 2004, pp. 105-148.

DORSO F., « Quand l'intime fuit le privé pour trouver refuge dans le public, » *ESO Travaux et documents, Espaces géographiques et Sociétés n°26*, CNRS, 2007, pp.57-64.

DUCCI M.E., « Chile : El lado oscuro de una política de vivienda exitosa », *Revista EURE*, Vol. 23 / n°69, Santiago, 1997, p. 99-115.

DUHL L., « Health and Urban Development », *American Journal of Public Health and the Nations Health*, May 1964, Vol. 54, No. 5, pp. 721-728. [En ligne] doi: 10.2105/AJPH.54.5.721

ESPINOZA V., « De la política social a la participación en un nuevo contrato de ciudadanía », *Política Vol. 43*, Université du Chili, Santiago, 2004, pp.149-183.

- ESPINOZA V., « Historia Social de la Acción Colectiva Urbana : Los Pobladores de Santiago 1957-1987 », *Revista EURE*, Vol. 24 / n°72, Santiago, 1998, pp. 71-84.
- GEDDES P., « Civics : as Applied Sociology », *Sociological Papers, Volume 1*, London, Published for the Sociological Society for Macmillan and Co., Ltd, 1904, pp. 103-129.
- GEDDES P., « Civics : as Concrete and Applied Sociology », *Sociological Papers, Volume 2*, London, Published for the Sociological Society for Macmillan and Co., Ltd, pp. 57-111, 1905.
- GEERTZ C., « La description dense » *Enquête 6*, 1998, [En ligne] <http://enquete.revues.org/1443>, consulté le 28 juin 2012.
- GLUCKMAN M., « Gossip and Scandal », *Current Anthropology. Vol. 4*, 1963., pp. 307-316.
- HARVEY D., « The Right to the City » *New Left Review 53*, 2008, pp. 23-40, [En ligne], <http://newleftreview.org/II/53/david-harvey-the-right-to-the-city>, Consulté le 2 septembre 2012.
- HONNETH A., « Visibilité et invisibilité », *De la reconnaissance Don, identité et estime de soi, Revue du Mauss n°23*, Éditions la Decouverte, 2004., pp.136-150.
- JOLÉ M., « Trouver une place, prendre son tour. À Manchester et à Paris » in *Espaces publics en ville. Les annales de la recherche urbaine n°57-58*, décembre 1992 à mars 1993, pp.82-88.
- KNAPP R., « Psychology of Rumor », *Public Opinion Quarterly*, Vol. 8/n°1, 1944. pp.22-37.
- KUSENBACH M., « Street phenomenology. The go-along as ethnographic research tool », *Ethnography*, London, SAGE Publications, Vol. 4(3), 2003, p. 455-485. [En ligne], doi: 10.1177/146613810343007
- LAVELL A., « Un encuentro con la verdad : los desastres en América Latina durante 1998 », dans *Anuario social y político de América Latina y el Caribe*, FLACSO Nueva Sociedad, 1999, p.164-173.
- LETELIER F. et RASSE A., « El proceso de reconstrucción de viviendas en el centro de Talca: Fotografía a dos años de la catástrofe », *Revue INVI n°77*, Vol. 28: 139-164, mai 2013.
- OLIVER-SMITH A., « Anthropological Research on Hazards and Disasters », *Annual Review of Anthropology*, Vol. 25, 1996, p. 303-328.,[En ligne], doi: 10.1146/annurev.anthro.25.1.303
- PAPERMAN P., « Les émotions et l'espace public », *Les espaces publics, Quaderni N. 18*, Automne 1992, p.93-107. [En ligne], doi : 10.3406/quad.1992.973
- PUJOL J. et ROJAS A., Entretien avec SATELER C. « Proyecto piloto de viviendas. Plan de Reconstrucción Estratégico de Talca », *Revue PLANEHO, Planeo hoy*, [En ligne] <http://revistaplano.uc.cl/plano-hoy/buenas-practicas/plan-de-reconstruccion-estrategico-de-talca/>
- QUÉRÉ L. et BREZGER D., « L'étrangeté mutuelle des passants. Le mode de coexistence du public urbain », *Espaces publics en ville, Les annales de la recherche urbaine n° 57-58*, décembre 1992, mars 1993, pp. 89-100

- REBOLLEDO VILLAGRA J., GONZÁLEZ LEIVA M.M. et MUÑOZ RAU J., « Morfodinámica e inestabilidad potencial de la ciudad de Talca-Chiles », *Revista de Geografía Norte Grande*, 24, 1997, pp.49-58 (ISSN 0379-8682)
- REJET S., « La rupture de l'événement. Une anthropologie des catastrophes », *Bulletin Amades* 84, 2011, [en ligne], mis en ligne le 1^{er} novembre 2012, <http://amades.revues.org/1307>, consulté le 27 septembre 2013
- RODRIGUEZ A. et RODRIGUEZ P., « Las luchas urbanas y la ciudad subsidiaria. Las políticas de vivienda de Sebastián Piñera, marzo-septiembre 2011 », *Barómetro de Política y Equidad « Nuevos actores, nuevas banderas »*, Santiago, Fundación Equitas y Fundación Friedrich Ebert, 2011, p.194-213.
- RODRÍGUEZ A. et SUGRANYES A., « El problema de vivienda de los "con techo" » *Revista EURE*, Vol. 30 / n°91, 2004, p. 53-65.
- SALAZAR G., « De la participación ciudadana: capital social constante y capital social variable (Explorando senderos trans-liberales) », *Proposiciones Vol. 28*. Éditions SUR, Santiago de Chili, 1999. [En ligne], <http://www.sitiosur.cl/r.php?id=268>, Consulté le 19 août 2013.
- SALAZAR G., « Los limites históricos de la modernidad neoliberal en Chile », *Cuadernos de Historia n°12*, Santiago, Universidad de Chile, 1992. pp. 97-118.
- SANZANA CALVET M., « Desastre natural y acción colectiva de los sectores populares en Chile : los saqueos en Concepción tras el terremoto del 27 de febrero », *Revista Colección OSAL, Año XI / n°28*, CLACSO, Buenos Aires, novembre 2010, p. 145-157 (ISSN 1515-3282)
- SCHTEINGART M., « Aspectos teóricos y prácticos de la autogestión urbana », *Revista Sociológica, del Departamento de Sociología de la Universidad Autónoma Metropolitana-Azcapotzalco, Tema: Ciudad y procesos urbanos, VOL: Año5, Número 12*, janvier-avril 1990, Ciudad de México, (ISSN 2007-8358), [En ligne], <http://www.revistasociologica.com.mx/>
- SEGOVIA C. et GAMBOA R., « Chile: el año en que salimos a la calle », *Revista de Ciencia Política*, Vol. 32, n°1, Santiago, 2012, pp. 65-85.
- SEGOVIA O., « Gestión social y territorio. Análisis de modalidades de participación local », *Proposiciones Vol. 28*, Santiago de Chili, Éditions SUR, 1999, [En ligne]. <http://www.sitiosur.cl/r.php?id=270>. consulté le 19 août 2013.
- THIBAUD JP., « L'horizon des ambiances urbaines », *Manières d'habiter, Communications*, 73, 2002, pp.185-201, [En ligne]. http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/comm_0588-8018_2002_num_73_1_2119 Consulté le 2 mai 2012.
- VOIROL O., « Les luttes pour la visibilité, Esquisse d'une problématique », *Réseaux*, n°129-130, 2005, pp. 89-121., [En ligne]. <http://www.cairn.info/revue-reseaux-2005-1-page-89.htm>, Consulté le 29 mai 2012.

VOIROL O., « Présentation. Visibilité et invisibilité : une introduction », *Réseaux* n°129-130, janvier 2005, p.9-36, [En ligne]. www.cairn.info/revue-reseaux-2005-1-page-9.htm, Consulté le 29 mai 2012

ZIRES M., « La dimensión cultural del rumor. De lo verdadero a los diferentes regímenes de verosimilitud », *Comunicación y Sociedad* (DECS, Universidad de Guadalajara), n°24, mai-août 1995, pp. 155-176. [En ligne]
http://www.publicaciones.cucsh.udg.mx/ppperiod/comsoc/pdf/24_1995/155-176.pdf, Consulté le 11 mai 2011

Rapports, enquêtes, études, actes et conférences

ALLAN P. et BRYANT M., « The Critical Role of Open Space in Earthquake Recovery : A Case Study », *Paper n°34 NZSEE Conference (New Zealand Society for Earthquake Engineering Inc)*, Victoria University of Wellington, Wellington, New Zealand, 2010. [En ligne]
<http://www.nzsee.org.nz/db/2010/>, Consulté le 27 mai 2010.

AMPHOUX P., « Ambiance et conception: De l'analyse des ambiances à la conception architecturale et urbaine », *Conférence internationale Herbert Simon, Sciences de l'ingénierie, sciences de la conception, Actes du colloque du 15-16 mars 2002*, Lyon : INSA, 2002, pp. 19-32. [En ligne]
http://doc.cresson.grenoble.archi.fr/opac/index.php?lvl=notice_display&id=1917
Consulté le 23 mars 2010.

GUHA-SAPIR D., HOYOIS P. et BELOW R., *Annual Disaster Statistical Review 2013 : The Numbers and Trends*, CRED, IRSS, Université catholique de Louvain, Brussels, 2013, [En ligne], http://www.cred.be/sites/default/files/ADSR_2013.pdf, consulté le 01 mai 2014.

CEP, *Encuesta Nacional de Opinión Pública*, Juin et juillet 2010. [En ligne]
http://www.cepchile.cl/1_4640/doc/estudio_nacional_de_opinion_publica_junio-julio_2010.html#.VHL2sVeG-wc, Consulté le 10 septembre 2010.

GÓMEZ J., MICHELETTI S. et LETELIER F., *Informe ciudadanía y territorio: Informe Pos terremoto Tipología Urbana. El Modelo de Reconstrucción en Asentamientos Urbanos de Cuatro Regiones de Chile: Políticas Públicas, Instrumentos, Actores, Tensiones y Efectos*, Surmaule, 11 décembre 2013, [En ligne], <http://www.surmaule.cl/category/biblioteca/>

LETELIER F. (coord.), *Informe : Talca pos-terremoto el centro histórico en disputa Modelo de Reconstrucción, Mercado Inmobiliario y Actoría ciudadana*, Talca, Escuela de Líderes de Ciudad – ELCI, ONG Surmaule, Mai 2011, [En ligne], <http://elci2011.sitiosur.cl/>

HPH Hábitat para la Humanidad Chile, HIC Habitat International Coalition, OR Observatorio de la Reconstrucción, ONG Surmaule, Red Construyamos, Red Observatorio Vivienda y Ciudad, *Informe para la relatora especial de Naciones Unidas para el Derecho a la vivienda adecuada. El terremoto-tsunami del 27 de febrero 2010 y los procesos de reconstrucción en Chile*, Septiembre 2011 [En ligne] www.hic-net.org/content/Informe_Relatora%20ONU_sept2011.pdf.

Universidad de Concepción. Programa para la Reconstrucción de la Región del Bio-bío, Centro de Ciencias Ambientales EULA-Chile, *Informe Ambiental, Calidad de Agua para Consumo Humano y Manejo de Residuos Sólidos Domésticos en Aldeas de Emergencia de Coronel, Dichato y Lota*, Août 2010 [En ligne] www.eula.cl/doc/Informe%20Aldeas.pdf.

Plan Urbain, Bureau de la Recherche Architecturale et Direction de l'Architecture et de l'Urbanisme, *L'Espace du Public. Les Compétences du citoyen, Colloque d'Arc-et-Senans, 8-9-10 novembre 1990*. Plan Urbain / Éditions Recherches, 1991.

BROWN A., « The "right to the City" : from Paris 1968 to Rio 2010 » *Paper of the 11th N-AERUS Conference 2010, Brussels, 28th to 30th October 2010 dans N-Aerus XI Urban Knowledge in Cities of the South*, [En ligne], www.n-aerus.net/web/sat/workshops/2010/pdf/PAPER_brown_a.pdf. Consulté le 7 septembre 2012.

FOUCAULT M. « Des espaces autres » (conférence au Cercle d'études architecturales, 14 mars 1967), in *Architecture, Mouvement, Continuité*, n°5, octobre 1984, pp. 46-49,

Dits et écrits II, 1976-1988, Quarto Gallimard, 1984, p. 1571, [En ligne], <http://foucault.info/documents/heteroTopia/foucault.heteroTopia.fr.html>

GARCÉS M. et VALDÉS A., *Estado del arte de la participación ciudadana en Chile*, Santiago de Chile, 1999, Document préliminaire pour OXFAM-GB [En ligne], http://www.munitel.cl/file_admin/archivos_munitel/social/social32.pdf consulté le 12 mai 2013.

MANOR J., *Civil society and governance*, A concept paper for the Ford Foundation, Brighton, IDS Bulletin – Institute of Development Studies, University of Sussex, 1998.

RITTER M., *El rumor. Un análisis epistemológico*, 2000, Article [En ligne] http://www.academia.edu/2907952/Ritter_-_Rumor_-_El_rumor_Un_análisis_epistemológico_2000_ , Consulté le 20 mai 2012.

Proposition de Charte Mondiale du Droit à la Ville, Forum Social des Amériques – Quito – Juillet 2004 / Forum Mondial Urbain – Barcelone – Septembre 2004, www.reseau-ipam.org/spip.php?rubrique302. Consulté le 11 septembre 2012.

Textes officiels du Gouvernement du Chili

CNCA (Consejo Nacional de Cultura) et INE (Instituto Nacional de Estadísticas), *Encuesta sobre Consumo Cultural y Uso del tiempo Libre*, Août 2005.

CORNEJO SOLARI C., Oficina Nacional de Emergencia Ministerio del Interior y Seguridad Pública División de Protección Civil, *Reducción del Riesgo de Desastre con Enfoque de Género. Género, Desastres y Gestión. Programa de Mejoramiento de la Gestión Sistema de Equidad de Género*. 2012 (2008). Consulté le 10 mai 2013 sur www.onemi.cl.

Gouvernement du Chili, *Cuenta Publica 2010*, 21 mai 2010, [En ligne] <http://www.gob.cl/cuenta-publica-2010>, Consulté le 1^{er} janvier 2011.

Institut National de Statistiques (INE), Recensement 2002 y Projection de Population 2012.

Ministère de Planification, PNUD Chile, *Encuesta Post Terremoto : Principales resultados. Efectos en la calidad de vida de la población afectada por el terremoto/tsunami*, 2010, [En ligne], <http://www.ministeriodesarrollosocial.gob.cl/encuesta-post-terremoto/documentos/informe-encuesta-post-terremoto.pdf> Consulté le 10 mai 2012.

Observatoire du Ministère de Développement social, Gouvernement chilien, *Trabajo y Mujer*. 2011. Consulté le 1^{er} juin 2012 sur <http://observatorio.ministeriodesarrollosocial.gob.cl>.

Subsecretaría del Interior de Chile, *Informe final de fallecidos y desaparecidos por comuna*, 31 janvier 2011, [En ligne], http://www.interior.gob.cl/filesapp/listado_fallecidos_desaparecidos_27Feb.pdf, Consulté le 2 février 2011.

Unidad Presidencial de Gestión del cumplimiento. División de Coordinación Interministerial. Ministerio Secretaria General de la Presidencia. *Reporte de cumplimiento de la Reconstrucción del Terremoto del 27 de Febrero 2010. Gobierno del Presidente Sebastián Piñera*, Enero 2012, [En ligne], www.gob.cl/cumplimiento, Consulté juin 2012.

Documents des Organismes internationaux

OIT-PNUD, *Trabajo y familia : Hacia nuevas formas de conciliación con corresponsabilidad social*. Oficina Internacional del Trabajo y Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo, Santiago, 2009.

ONU, Bureau pour la Prévention des Crises et le Redressement, Programme des Nations Unies pour le Développement, *Genre et Catastrophe*, octobre 2010. Consulté le 2 janvier 2012 sur www.undp.org.

PNUD, « Rapport sur le Développement Humain au Chili », 1998.

PNUD, *Más sociedad para gobernar el futuro*, Santiago de Chile, 2000.

SAMANIEGO J., (coord) / Unidad de Evaluación de Desastres de la CEPAL, *Terremoto en Chile. Una primera mirada al 10 de marzo 2010*, Naciones Unidas, mars 2010.

SANÉ P., Discours d'Ouverture du 18 mars 2005 des *Débats publics internationaux. Politiques urbaines et le droit à la ville*. UNESCO 2006, [En ligne], <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001461/146179m.pdf>. Consulté le 2 septembre 2012.

VALDÉS AGUAYO J., *Elaboración de un Perfil de Proyecto post terremoto Chile. Puesta en marcha de un centro de recursos para asesoría y asistencia técnica a los municipios, autoridades y actores locales*, Mémoire et rapport de mission. Brouillon de consultation, Mission ONU HABITAT, 6 au 24 de septembre 2010, http://www.territoires-solidaires.org/public/docs/articles/Memoria%20mision%20ONU-HABITAT_Chile.pdf, consulté le 15 mars 2012.

WHO, Department of Gender, Women and Health, *Gender and Health in Natural Disaster*. 2005, [En ligne] who.int/gender. Consulté le 10 mai 2013.

Documents des organisations des habitants

Acte de Constitution de l'Assemblée du *Cabildo*,

MNRJ, (Mouvement National pour une Reconstruction Juste), *Proposición Democrática para una Reconstrucción Justa*. Mars 2011

ELCI (Escuela de Líderes de Ciudad) *Post Terremoto. El necesario balance de la ciudadanía. Ciclo de talleres de ciudad y talleres de habilidades comunicacionales*, 2011, [En ligne].

<http://www.elci.sitiosur.cl>, Consulté le 2 novembre 2011.

Plans de reconstruction

Gouvernement du Chili, *Plan de Reconstrucción Terremoto y Maremoto del 27 de febrero de 2010, Resumen Ejecutivo*, 27 aout 2010.

MINVU (Ministère du Logement et de l'Urbanisme), Gouvernement du Chili, *Programme de Reconstrucción National en Développement Urbain et Territorial « Chile Unido Reconstruye Mejor »*.

MINVU (Ministère du Logement et de l'Urbanisme), Gouvernement du Chili, *Plan de Reconstrucción MINVU. Chile Unido Reconstruye Mejor*. Août 2010 - première édition ; Janvier 2011 - quatrième édition.

PRBC 18, Plan de Reconstrucción Borde Costero 18 localidades

Plan de Reconstrucción de Dichato

PRES Talca, Plan de Reconstrucción Estratégico de la ciudad de Talca

Sitographie

Journaux de presse

El Mercurio : <http://www.diario.elmercurio.cl>; <http://www.emol.com>

La Tercera : <http://www.latercera.com>

El Mostrador : <http://www.elmostrador.cl>

Diario El Centro : <http://www.diario.elcentro.cl>

El Amaule : <http://www.elamaule.cl>

Maulee : <http://www.maulee.cl>

Diario El Sur : <http://www.diarioelsur.cl>

Dichato al día : <http://www.dichatoaldia.cl>

Biobío Chile : <http://www.biobiochile.cl>

CIPER Chile : <http://www.ciperchile.cl>

El Ciudadano : <http://www.elciudadano.cl>

Radio Cooperativa : <http://www.cooperativa.cl>

Radio Universidad de Chile : <http://radio.uchile.cl>

Sites web du Gouvernement du Chili

Monuments Nationaux : <http://monumentos.cl>

Ministère du Logement et de l'Urbanisme : <http://www.minvu.cl>

Bibliothèque du Congrès national du Chili : <http://www.leychile.cl>

Service d'Impact Environnemental, Gouvernement de Chili, www.sea.gob.cl

Autres sites web

Blog de l'*Agrupación de mujeres del Maule* : <http://www.mujaresdelmaule.blogspot.com>

Blog du *Movimiento Ciudadano Asamblea de Dichato* : <http://dichatohoy.blogspot.com>

Site d'actualité urbaine : <http://www.plataformaurbana.cl>

ONG Surmaule : <http://www.surmaule.cl> ; www.sitiosur.cl ; elci.sitiosur.cl

ONG *Reconstruye* : <http://www.reconstruye.org>.

Observatoire de la Reconstruction, Université du Chili :
<http://www.reconstruccion.uchilefau.cl>

Service de sismologie du Département de Géophysique de l'Université du Chili :
<http://ssn.dgf.uchile.cl/seismo.html>

<http://www.preventionweb.net/english/>

Centre for Research on the Epidemiology of Disasters CRED <http://www.cred.be/>

The International Disaster Database CRED <http://www.emdat.be>.

Tables et Index

Images

Image 01 : Photo aérienne de la ville de Talca.	p. 120
Image 02 : Vue de la station balnéaire de Dichato depuis la mer. Photo prise avant le tremblement de terre et le tsunami.	p. 129
Image 03 : Le village de Dichato avant et après le tremblement de terre et le tsunami.	p. 130
Image 04 : Photo aérienne avec modélisation de la zone affectée par le tsunami.	p. 131
Image 05 : Maisons détruites par le tsunami à Dichato. Sur leurs murs est écrit : nom de la famille, un numéro téléphone et l'adresse.	p. 139
Image 06 : Maisons détruites par le tsunami à Dichato. Sur leurs murs est écrit : nom de la famille, un numéro téléphone et l'adresse.	p. 139
Image 07 : Militaires armés dans l'espace public.	p. 142
Image 08 - Maisons détruites par le tsunami à Dichato.	p. 149
Image 09 : Vue aérienne actualisée de la baie de Dichato.	p. 151
Image 10 : Terrain de football et restes du gymnase à Dichato, 2010.	p. 152
Image 11 : Les espaces centraux du campement.	p. 154
Image 12 : Paysage du campement depuis la route.	p. 155
Image 13 : Les aménagements sur la rue Daniel Vera.	p. 157
Image 14 : Des pratiques domestiques dans l'espace public.	p. 162
Image 15 : L'espace central et les jeux des enfants.	p. 164
Image 16 : Constructions et aménagements réalisés par les habitants.	p. 166
Image 17 : Maisons en terre après le tremblement de terre.	p. 170
Image 18 : Trottoirs barrées, Centre-ville de Talca.	p. 170
Image 19 : Divers états des terrains vagues en Talca. (Avec des <i>mediaguas</i> barrés, ouverts et utilisés comme stationnement de voitures.)	p. 171
Image 20 : Photos et façade du projet de logements avec façade continue.	p. 173
Image 21 : Une des maisons type construite. Allocation construction en site propre.	p. 174

Image 22- Plan Master Urbain. Système d'Espace Publics et « areas verts » / 4 Projets détonants.	p. 175
Image 23-Rues “ <i>corredores</i> ” 4 Oriente et 5 Oriente.	p. 176
Image 24 : Parc <i>Río Claro</i> .	p. 177
Image 25 : Des ruines à Dichato. Sur le mur est écrit « NE PAS EXPROPIER Dichato n'est pas à vendre ».	p. 188
Image 26 : Les Écoles <i>Concentradas</i> et la Place <i>Cienfuegos</i> .	p. 200
Image 27 : Marché Central.	p. 201
Image 28 : Annonce de l'assemblée citoyenne « <i>Cabildo ciudadano</i> » le 14 août 2010.	p. 206
Image 29 : Annonce de la « Rencontre Nationale Expériences Citoyennes pour une Reconstruction Juste », 29 et 30 janvier 2011 à Talca.	p. 210
Image 30 : Annonce de la protestation « Deux hivers sans reconstruction », Mobilisation nationale. Mouvement National pour une Reconstruction Juste, 16 juillet, 2011.	p. 211
Image 31 : Annonce de la Rencontre Nationale de Victimes « Le troisième hiver arrive : il n'y a pas de reconstruction sans les victimes » Mouvement National pour une Reconstruction Juste. 14 avril, 2012.	p. 211
Image 32 : Le campement <i>El Molino</i> .	p. 233
Image 33 : Dichato.	p. 236
Image 34 : L'intérieur d'une maison à Talca.	p. 237
Image 35 : M. Guillermo, ancien pêcheur de Dichato nous montre son jardin où chaque plante a été apportée de son terrain à Dichato.	p. 258
Image 36 : Dichato	p. 260
Image 37 : Mario Lantano et sa femme Olga Retamal résidents de Dichato en train de récupérer des effets personnels.	p. 260
Image 38 : Mme Eliana dans le campement <i>El Molino</i> .	p. 290

Cartes

Carte 01 : Carte de zones affectées par le tremblement de terre du 27 février 2010.	p. 118
Carte 02 : Commune de Talca (la ville de Talca est figurée en orange plus foncé).	p. 119
Carte 03 : Expansion urbaine de Talca de 1743 à 1992.	p. 122
Carte 04 : Zones endommagées. Aire urbaine de Talca : 35 km ² (100%). En rouge est figurée la zone endommagée : 6,98 km ² (20%).	p. 124
Carte 05 : La baie de Coliumo, De gauche à droite : Le village de Coliumo, le village de Dichato, et l'ensemble résidentiel de Pingueral. Le quartier de Villarica est placé dans le littoral au nord du village.	p. 128
Carte 06 : Plan de reconstruction de Dichato.	p. 133
Carte 07 : Plan du campement <i>El Molino</i> et schéma des six secteurs et de la zone d'équipements (crèche, église et centre communautaire <i>Hogar de Cristo</i>)	p. 144
Carte 08 : Talca: Ensembles avec Déclaration d'Impact Environnemental (DIA), approuvés entre mars 2010 et juillet 2013.	p. 180

Figures

Fig. 01 : Nombre de catastrophes naturelles et technologiques par décennies dans le monde.	p. 72
Fig. 02 : Nombre de catastrophes naturelles dans le monde par type reportées entre 1980 et 2011.	p. 72
Fig. 03 : Organigramme Institutionnel de la Reconstruction.	p. 104
Fig. 04 : Chronologie des événements du 27 février 2010 jusqu'à la constitution du Mouvement National pour une Reconstruction Juste en janvier 2011.	p. 209
Fig. 05 : Aspects du monde sensible observables au sein des espaces publics spontanés des habitants.	p. 218
Fig. 06 : Les attributs des espaces publics spontanés.	p. 220
Fig. 07 : Tableau croisé entre les trois dimensions de la production de l'espace social théorisées par Lefebvre et le quatre degrés de spontanéité avec lesquels l'espace public spontané est produit par l'intime.	p. 261
Fig. 08 : Tableau croisé entre les trois dimensions de la production de l'espace social théorisées par Lefebvre et les quatre degrés de spontanéité avec lesquels l'espace public spontané est produit par les formes de résilience.	p. 292
Fig. 09 : Tableau croisé entre les trois dimensions de la production de l'espace social théorisées par Lefebvre et les quatre degrés de spontanéité avec lesquels l'espace public spontané est produit par la résistance et la création.	p. 315
Fig. 10 : Tableau croisé des quatre degrés de spontanéité des actions avec les trois dimensions de la production de l'espace de Lefebvre : les pratiques de l'espace, les représentations de l'espace et les espaces de représentation.	p. 318
Fig. 11 : Schéma des formes de contribution mobilisées par les quatre vocations de l'espace public spontané.	p. 329
Fig. 12 - Les huit rangs de l'échelle de participation citoyenne de Sherry Arnstein	p. 331
Fig. 13 - Diagramme de l'espace public spontané en rapport à la participation.	p. 333
Fig. 14. Diagramme de l'espace commun d'expression du sensible.	p. 333

TABLE DE MATIÈRES

Remerciements	10
INTRODUCTION	12
1. L'espace public spontané : la production sensible de l'espace urbain et l'espace public sensible comme une production perpétuelle.....	16
2. La production et contribution des espaces publics des habitants à la conception d'un plan de reconstruction post-catastrophe	20
3. Questionnements et hypothèses de recherche	22
3.1. Existe-il un espace public spontané ?	22
3.2. Est-ce que la catastrophe conforme un observatoire pour l'étude de la contribution des habitants à la production de l'espace public ?.....	22
3.4. Est-ce que l'espace public des habitants peut devenir une représentation des rapports sensibles entre l'habitant et son lieu ?	23
4. Le plan du document	24
PREMIÈRE PARTIE : Une approche sensible des espaces publics par les victimes d'une catastrophe.....	28
Chapitre 1. L'implication de l'expérience sensible de l'espace. Une lecture des espaces publics	30
1.1. La prise en compte de l'habitant dans l'urbanisme.....	34
1.2. L'expérience sensible de l'espace.....	38
1.3. L'expérience sensible comme moyen de familiarisation avec l'espace public.....	40
1.4. L'espace public comme espace sensible	46
1.4.1. L'universalité d'accès, l'intérêt général et la distinction entre public et privé.....	49
1.4.2. L'espace de croisement de sensibilités.....	54
Chapitre 2. La démarche de terrain	60
2.1 Méthodologie du travail de terrain	60
2.1.2 La phase d'imprégnation	65
2.1.3. Phase d'observation et d'entretiens.....	69

DEUXIÈME PARTIE : Contexte de l'enquête	76
Chapitre 3. La catastrophe comme observatoire des espaces publics	78
3.1 La catastrophe, « crise révélatrice » de la société	78
3.1.1 Déclencheur d'opportunités et observatoire des possibles urbains.....	84
3.1.2 Les espaces publics de l'après catastrophe.....	87
Chapitre 4. La société civile chilienne et la participation	90
4.1. L'hétérogénéité de la notion de société civile	90
4.2. Les moments de la société civile au Chili	95
Chapitre 5. La catastrophe du 27 février 2010 au Chili	106
5.1 Catastrophe, urgence et reconstruction. Une revue des faits.....	106
5.2. La politique de reconstruction urbaine.....	110
5.3. Deux villes, deux études de cas : la ville de Talca et le village de Dichato	125
5.3.1 La ville de Talca	127
5.3.2. Le village de Dichato.....	134
TROISIÈME PARTIE : Enquête sur les espaces publics de Dichato et de Talca	142
Chapitre 6. Les espaces publics physiques	144
6.1. L'espace public urbain dans l'urgence	144
6.2. Les espaces publics vécus à Dichato	151
6.2.1. Les supports sensibles et la dimension esthétique des espaces publics d'ici et d'ailleurs	156
6.2.2. Micro-pratiques quotidiennes dans les espaces publics du campement <i>El Molino</i>	168
6.3. Les espaces publics de Talca	174
6.3.1. Les dimensions esthétiques et sensibles des espaces publics de Talca.....	175
6.3.2. La reconstruction et le changement des espaces publics.....	179
6.3.3. La notoriété des problèmes de Talca.....	189
Chapitre 7. L'espace public politique face à l'urgence et la reconstruction.....	192
7.1. Les pratiques et les initiatives des habitants du campement <i>El Molino</i> .	192
7.1.1. Les négociations et les manifestations publiques des habitants victimes de Dichato	198
7.2. Les mouvements des citoyens et leurs manifestations. Le cas de la ville de Talca.....	204
7.2.1. Les institutions et organisations de soutien aux processus organisationnels des habitants de Talca : articulation et compétences	219

Conclusions 3^{ème} PARTIE : L'espace public spontané.....	224
a. L'irruption d'un concept	225
a.1. Les espaces publics, contenants du sensible	228
a.2. L'espace public comme un accueil de l'imprévu, une hospitalité de l'autre et une ressource fonctionnelle.....	230
b. Les espaces publics spontanées et leur valeur démocratique conditionnelle	232

QUATRIÈME PARTIE : Vers une implication des espaces publics spontanés au projet. 236

Chapitre 8. L'intime : l'espace public face aux risques après une catastrophe 238

8.1 La vulnérabilité et la production de l'intime	238
8.1.1. Précarité et vulnérabilité psycho-sociale dans l'urgence	239
8.1.2 Être une victime. Exposition et reconstruction de soi	244
8.1.3. L'intime comme fissure dans l'espace public	246
8.1.4. Une marginalité de résistance à l'espace public officiel	252
8.2. La reconstruction d'un espace de représentation : le chez soi	254
8.2.1. Le changement de références socio-spatiales	256
8.2.2 La mémoire de l'expérience vécue	261
8.2.3. La maison et les choses.....	263
8.3. Conclusion partielle : Les formes de contribution de l'intime dans la production de l'espace public spontané	270

Chapitre 9. Espace public de résilience : la visibilité, la parole et les femmes..... 272

9.1. La visibilité et la publicité : des formes d'agencement des identités et vulnérabilités	272
9.2 Le rôle résilient de la parole et la rumeur.....	278
9.3. L'espace de confrontation des opinions : la neutralité de l'espace en question	286
9.4 L'espace privé est féminin, l'espace public est masculin.....	289
9.4.1. La résilience des femmes face à une situation de catastrophe	291
9.5. Conclusion partielle : La contribution de la résilience dans la production de l'espace public spontané	302

Chapitre 10. Un espace public de résistance et de création après une catastrophe 304

10.1. Le droit à la ville	305
10.2. L'espace public oppositionnel de Oskar Negt	307
10.3 La spontanéité des espaces publics de résistance.....	310
10.4 La production créative des habitants. Lefebvre et De Certeau	314

10.5 L'autogestion et l'auto-construction.....	319
10.5.1. Les compétences internes et les appuis externes.....	323
10.6. Conclusion partielle : La contribution de la résistance et de la création dans la production de l'espace public spontané.....	326
L'Espace Public Spontané comme tiers inclus pour un processus renouvelé de conception urbaine. Conclusions Générales	328
1. Le concept d'« espace public spontané » : une représentation des rapports sensibles entre l'habitant et son lieu	328
a. Vocation signifiante : un espace de production sémantique	331
b. Vocation utilitaire : un espace de rencontre, de partage et d'exposition de soi et des autres	332
c. Vocation gestionnaire : un espace critique de négociation et un gardien de l'hospitalité publique	333
d. Vocation militante : un espace de résistance face à la montée des inégalités, à la perte de la mémoire ou à la dégradation du cadre de vie	334
2. La catastrophe comme observatoire de la contribution des habitants à la production de l'espace public ?.....	335
2.1. L'intime dans les espaces publics post-catastrophe.....	336
2.2. La reconstruction chilienne : un découplage politique entre l'expertise technique et l'expertise habitante.....	337
3. La résistance, la résilience et la création : trois formes de contribution de « l'espace public spontané » à la conception urbaine.....	340
3.1. Vers un espace commun d'expression du sensible ?.....	345
BIBLIOGRAPHIE.....	348
Ouvrages	348
Dictionnaires	354
Mémoires et thèses	354
Articles de revues.....	344
Rapports, enquêtes, études, actes et conférences	358
Plans de reconstruction	350
Sitographie.....	362
Tables et Index.....	364
Images	364
Cartes.....	366
Figures.....	367
TABLE DE MATIÈRES.....	368

